

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1896

JX
3
A6

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques
Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SÉRIE

TOME LVII
JANVIER, FÉVRIER, MARS

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50	francs.
Union postale.....	5	—
Autres pays.....	60	—
Un exemplaire { simple.....	5	—
double.....	9	—

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein

1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

CHILI. — FRANCE

Convention d'arbitrage.

(19 octobre 1894).

S. E. le Président de la République française et S. E. le Président de la République du Chili, désirant mettre amicalement un terme aux réclamations introduites par la Légation de France au Chili et motivées par la guerre civile qui s'est produite le 7 janvier 1891, ont résolu de conclure une Convention d'arbitrage et à cet effet ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

S. E. le Président de la République française, le sieur Comte Balny d'Avricourt, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française ;

S. E. le Président de la République du Chili, le sieur Mariano Sanchez Fontecilla, Ministre des Relations extérieures,

Lesquels plénipotentiaires, après avoir exhibé leurs pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations contenues dans les articles suivants :

Article premier. — Un tribunal arbitral jugera en la forme et selon les termes établis dans l'article 5 de cette Convention, toutes les réclamations motivées par les actes et opérations accomplies par les forces de mer et de terre de la République, pendant la guerre civile qui a commencé le 7 janvier 1891, et s'est terminée le 28 août de la même année, ainsi que celles motivées par des actes postérieurs, qui, selon les termes dénoncés dans l'article 5, seront de la responsabilité du Gouvernement du Chili.

Les réclamations devront être placées sous le patronage de la Léga-

tion de France et présentées dans le délai de six mois compté depuis la date de l'installation du tribunal.

Art. 2. — Le tribunal se composera de trois membres, l'un nommé par S. E. le Président de la République française, l'autre par S. E. le Président de la République du Chili et le troisième par les deux Parties contractantes.

La nomination du troisième membre ne pourra être faite en faveur d'un citoyen français ni d'un citoyen chilien.

Art. 3. — Le tribunal accueillera les moyens probatoires ou d'investigation qui, d'après l'appréciation et le juste discernement de ses membres, pourront le mieux conduire à l'éclaircissement des faits controversés et spécialement à la détermination de l'état et du caractère neutre du réclamant.

Le tribunal recevra également les allégations verbales ou écrites des deux Gouvernements, de leurs agents ou défenseurs respectifs.

Art. 4. — Chaque Gouvernement pourra constituer un agent qui veille aux intérêts de ses commettants et en prenne la défense ; qui présente des pétitions, documents, interrogatoires ; qui pose des conclusions ou y réponde ; qui appuie ses affirmations et réfute les affirmations contraires, qui en fournit les preuves, et qui, devant le tribunal, par lui-même ou par l'organe d'un homme de loi, verbalement ou par écrit, conformément aux règles de procédure et aux voies que le tribunal lui-même arrêtera en commençant ses fonctions, expose les doctrines, principes légaux ou précédents qui conviennent à sa cause.

Art. 5. — Le tribunal jugera les réclamations d'après la valeur de la preuve fournie, et conformément aux principes de droit international et à la pratique de la jurisprudence établie par les tribunaux récents analogues, ayant le plus d'autorité et de prestige, en prenant ses résolutions tant interlocutoires que définitives à la majorité des votes.

Dans chaque jugement définitif, le tribunal exposera brièvement les faits et causalités de la réclamation, les motifs allégués à l'appui ou en contradiction, et les bases de droit international sur lesquelles s'appuient ses résolutions.

Les résolutions et jugements du tribunal seront écrits et signés par tous ses membres et revêtus de la forme authentique par son secrétaire. Les actes originaux resteront, avec leurs dossiers respectifs, au Ministère des Relations extérieures du Chili où il sera délivré des copies certifiées aux parties qui le demanderont.

Le tribunal tiendra un livre d'enregistrement dans lequel on inscrira la procédure suivie, les demandes des réclamants et les jugements et décisions rendus.

Le tribunal fonctionnera à Santiago.

Art. 6. — Le tribunal aura la facilité de se pourvoir de secrétaires, rapporteurs et autres employés qu'il estimera nécessaires pour le bon accomplissement de ses fonctions.

Il appartient au tribunal de proposer les personnes qui auront à remplir respectivement ces emplois et de fixer les traitements et rémunérations à leur assigner.

La nomination de ces divers employés sera faite par S. E. le Président de la République du Chili.

Les jugements du tribunal qui devront être exécutés au Chili, auront

l'appui de la force publique de la même manière que ceux qui sont rendus par les tribunaux ordinaires du pays. Les jugements qui auront à être exécutés à l'étranger sortiront leurs effets conformément aux règles et aux usages du droit international privé.

Art. 7. — Le tribunal aura pour terminer sa mission à l'égard de toutes les réclamations soumises à son examen et décision un délai d'une année à compter du jour où il se sera déclaré installé. Passé ce délai, le tribunal aura la faculté de proroger ses fonctions pour une nouvelle période qui ne pourra excéder six mois dans le cas que, pour cause de maladie ou incapacité temporaire de quelqu'un de ses membres ou pour tout autre motif de gravité reconnue, il ne serait pas parvenu à terminer sa mission dans le délai fixé au premier paragraphe.

Art. 8. — Chacun des Gouvernements contractants pourvoira aux frais de ses propres gestions et aux honoraires de ses respectifs agents ou défenseurs.

Le paiement des appointements des membres du tribunal courra du jour où ils commenceront leurs fonctions.

Les dépenses d'organisation du tribunal, les honoraires de ses membres, les appointements des secrétaires, rapporteurs et autres employés, et tous frais et dépenses de service commun seront payés de moitié par les deux gouvernements ; mais s'il y a des sommes allouées en faveur des réclamants, il en sera déduit lesdits frais et dépenses communes en tant qu'ils n'excèdent pas le 6 0/0 des valeurs que le trésor du Chili aurait à payer pour la totalité des réclamations admises.

Les sommes que le tribunal assignera en faveur des réclamants seront versées par le Gouvernement du Chili au Gouvernement français par l'entremise de sa Légation à Santiago, ou de la personne à ce désignée, dans le délai d'un an à compter de la date de la résolution y afférente, sans que, durant ce délai, lesdites sommes soient passibles d'aucun intérêt en faveur du réclamant. Le Gouvernement du Chili déduira de toute somme qu'il aurait à payer pour satisfaire les réclamations soumises au Tribunal, soit que le paiement se fasse par ordre du tribunal ou en vue d'un arrangement privé, les sommes stipulées dans le troisième paragraphe de cet article, lesdites sommes devant être retenues et employées pour le paiement des dépenses communes de l'arbitrage.

Art. 9. — Les Hautes Parties contractantes s'obligent à considérer les jugements du tribunal organisé par la présente Convention, comme une solution satisfaisante, parfaite et irrévocabile, des difficultés qu'il a eu en vue de régler ; et il est bien entendu que toutes les réclamations des citoyens français présentées ou non présentées dans les conditions signalées aux articles précédents, seront tenues pour décidées et jugées définitivement et de manière que, pour aucun motif ou prétexte, elles ne puissent être l'objet d'un nouvel examen ou d'une nouvelle discussion.

Art. 10. — Si les Hautes Parties contractantes n'arrivaient pas à un accord relativement au choix d'un troisième arbitre, il sera sollicité de S. M. le roi des Belges qu'il en fasse le choix et dans ce cas, la période pendant laquelle le tribunal doit commencer ses travaux sera de six mois à compter de la date de l'échange des ratifications de cette Convention.

Art. 11. — La présente Convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes et l'échange des ratifications s'effectuera à Santiago.

En foi de quoi les soussignés, plénipotentiaires de France et du Chili, ont signé *au référendum* la présente Convention en double exemplaire et dans les langues française et espagnole, et l'ont scellée de leurs sceaux respectifs.

Fait à Santiago, le dix-neuvième jour du mois d'octobre de l'année de N.-S. 1894.

Signé : BALNY D'AVRICOURT.
SANCHEZ FONTECILLA.

Convention additionnelle à la Convention du 19 octobre 1894.

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, dans le but d'activer la solution des réclamations déferées au tribunal arbitral franco-chilien institué par la Convention du 19 octobre 1894, ont arrêté ce qui suit :

Les délais stipulés aux articles I et VII de ladite Convention seront réduits de moitié. En conséquence, les réclamations devront être présentées dans le délai de trois mois, à dater de l'installation du tribunal, au lieu des six mois indiqués dans l'article I.

La durée des fonctions du tribunal, primitivement fixée à une année à partir du jour où le tribunal se sera déclaré installé suivant l'article VII, est réduite à six mois.

Dans les cas prévus au deuxième paragraphe du même article, le délai éventuel de prorogation est réduit de six mois à trois mois.

En foi de quoi, les Ministres plénipotentiaires ont signé le présent accord additionnel.

Fait en double exemplaire, en espagnol et en français, à Santiago, le 12 octobre 1895.

Signé : BALNY D'AVRICOURT.
Signé : CLAUDIO MATTE.

Tribunal arbitral Franco Chilien.

Règlement de procédure du tribunal arbitral Franco-Chilien.

Article premier. — Toute partie réclamante, son mandataire ou son représentant légal, présentera au tribunal arbitral franco-chilien, dans le délai prévu dans l'article 1^{er} de la Convention du 19 octobre 1894, modifiée par la Convention additionnelle du 12 octobre 1895, un mémoire accompagné de tous les documents et pièces justificatives de sa réclamation.

Quand elle jugera utile d'administrer la preuve testimoniale, elle devra indiquer dans le mémoire ou dans une pièce annexée, les faits qu'elle se propose d'établir ainsi que les nom, prénoms, profession, nationalité et résidence des témoins. Le tribunal aura toujours le droit d'autoriser, dans le cours de la procédure, la preuve de faits nouveaux et l'audition de nouveaux témoins.

La présentation du mémoire devra être faite par l'intermédiaire de la Légation de France à Santiago ou par l'agent qu'elle aura désigné, en conformité de l'article IV de la Convention d'arbitrage.

Dans ce dernier cas, les réclamations présentées par l'agent du Gouvernement français seront censées avoir été présentées par la Légation de France au Chili et, par ce fait, les conditions prévues dans l'alinéa 2 de l'article I de la Convention du 19 octobre 1894 seront tenues pour remplies.

Art. 2. — Le mémoire et tous les documents présentés à l'appui de la réclamation seront rédigés en langue espagnole et accompagnés d'une traduction fidèle en langue française ; il en sera de même du mémoire de défense.

Art. 3. — Le mémoire devra contenir les nom, prénoms, profession et la résidence actuelle de la partie réclamante, le lieu et l'année de sa naissance, ainsi que le lieu de sa résidence à l'époque où se sont passés les faits qui donnent lieu à sa réclamation. Le mémoire et sa traduction devront être déposés en double exemplaire au secrétariat du tribunal.

Art. 4. — Le mémoire établira également si l'auteur de la réclamation est sujet français par naissance ou par naturalisation et fournira les renseignements exigés par l'article III de la Convention pour établir la qualité et le caractère de neutralité du réclamant et dira notamment s'il a pris part directement ou indirectement à la guerre civile qui a commencé le 7 janvier 1891, pour prendre fin le 28 août de la même année, comme aussi s'il était durant cette période au service de l'une des parties en cause ou recevait un salaire de l'une d'elles.

Art. 5. — Si la réclamation est faite au nom d'une société qui n'est pas une société anonyme ou d'une firme sociale, le mémoire doit indiquer la nationalité de la société ou de la firme, le lieu de son domicile, les noms de tous les associés et intéressés et fournir, autant que possible, eu égard à chaque associé ou intéressé, les renseignements exigés par les articles III et VI ci-dessus.

Quand la partie réclamante n'est pas la personne qui a souffert le préjudice, mais son mandataire ou représentant légal, elle devra, en outre, justifier de sa personnalité à la satisfaction du tribunal.

Art. 6. — La partie réclamante doit déclarer dans le mémoire si elle a reçu quelque somme d'argent ou compensation à compte de la réclamation et de qui ; et si sa réclamation a déjà été portée devant un autre tribunal.

Art. 7. — Le mémoire doit contenir une exposition détaillée et claire de la réclamation, c'est-à-dire son montant, le lieu où se sont passés les faits qui lui ont donné naissance, l'espèce, la quantité et la valeur de la propriété perdue, détruite ou endommagée, tous les faits et circonstances qui se rapportent à la perte ou au préjudice pour lequel on réclame une indemnité, et aussi pour, autant que ce soit possible, les noms, grades et fonctions des personnes qui ont posé les actes donnant lieu à la réclamation.

Si quelque reçu ou déclaration par écrit ont été donnés à la partie réclamante, elle devra les présenter, et, au cas où elle ne le possède pas, elle devra expliquer le motif qui rend cette présentation impossible.

Art. 8. — Le mémoire doit spécifier avec précision la somme réclamée en faisant une distinction entre le capital et les intérêts et indiquer la qualité de la monnaie qui représente la valeur du préjudice.

Art. 9. — Le mémoire doit être confirmé par une déclaration assermentée ou solennelle par laquelle la partie réclamante ratifie tous les faits qu'elle a avancés.

Cette déclaration doit être reçue et légalisée par un fonctionnaire diplomatique ou consulaire ou, à son défaut, par l'autorité locale compétente.

Art. 10. — Dès qu'un mémoire sera présenté, les secrétaires l'inscriront dans le registre à ce destiné, puis le déposeront dans les archives après avoir fait mention du fait de sa réception sur le mémoire même et lui avoir donné un numéro d'ordre correspondant à celui du registre ; ils délivreront un certificat de réception à l'agent qui aura déposé le mémoire.

Ces prescriptions accomplies, les secrétaires notifieront, dans les cinq jours, le fait de la réception du mémoire à l'agent du Gouvernement chilien ; ce dernier, dans un délai de trente jours à compter de cette notification, présentera la défense à ce mémoire, y opposera toutes les exceptions et demandes qui incombent à son droit, présentant tous les documents justifiant son opposition et offrant les preuves testimoniales contraires qu'il se propose de produire dans l'intérêt de sa défense.

Ce mémoire de défense sera signifié dans les cinq jours par les secrétaires à l'agent du Gouvernement français qui, dans un délai de dix jours depuis ladite

notification, aura à son tour la faculté de présenter une réplique, de nouveaux documents, des nouvelles requêtes et d'indiquer les preuves testimoniales contraires dont il se propose de faire usage et de modifier ou rectifier les formalités indiquées dans les articles précédents.

La présentation de cette réplique sera notifiée dans les cinq jours par les secrétaires à l'agent du Gouvernement chilien, lequel, à son tour et dans le délai de dix jours, aura la faculté de répliquer dans les mêmes conditions. Cette dernière réplique sera notifiée par les secrétaires à l'agent du Gouvernement français.

Au cas où l'agent du Gouvernement français renoncerait à la faculté à lui accordée par le 3^e alinéa du présent article, il le fera notifier à l'agent du Gouvernement chilien par l'intermédiaire des secrétaires, et, en ce cas, ce dernier ne jouira pas de la faculté qui lui est accordée par l'alinéa précédent.

Art. 11. — Chaque fois qu'il y aura lieu d'administrer la preuve testimoniale, la partie qui l'offrira devra préciser les faits qu'elle se propose d'établir et indiquer les noms, profession et nationalité des témoins qu'elle veut faire entendre ; elle devra toujours renseigner la résidence exacte des témoins.

Le tribunal décidera dans chaque cas séparé comment se feront les interrogatoires des témoins et, le cas échéant, quels seront les fonctionnaires propres à recevoir les témoignages. Toutefois, chaque fois que les circonstances le permettront, l'interrogatoire des témoins se fera devant le tribunal même.

Les agents ou leurs délégués pourront interroger et contreinterroger les témoins.

Le témoin déposera sous serment ou après avoir fait une déclaration solennelle et il devra préalablement déclarer s'il a quelque intérêt dans la réclamation, s'il est parent, créancier ou associé de la partie réclamante ou employé par le Gouvernement chilien, soit actuellement, soit à l'époque où se sont passés les faits donnant lieu à la réclamation, ou s'il a pris part directement ou indirectement à la guerre civile de 1891.

Art. 12. — Dès que la dernière notification prévue par l'article X aura été faite ou que les enquêtes seront terminées, soit qu'on y ait procédé ou que les parties intéressées aient négligé de le faire dans les délais fixés, les secrétaires inscriront la réclamation au rôle destiné à recevoir les affaires qui sont en état d'être portées devant le tribunal arbitral.

Le tribunal fixera l'audience dans laquelle les parties seront entendues et les secrétaires notifieront cette résolution dans les quarante-huit heures aux agents des deux Gouvernements. Entre la date de cette notification et le jour de l'audience, il devra s'écouler un délai d'au moins six jours.

Le tribunal, après avoir entendu le plaidoyer des parties, pourra prononcer la sentence s'il juge qu'il n'a pas besoin d'autres éclaircissements que ceux qui ont été présentés ; au cas contraire, il pourra ordonner, d'office ou à la demande d'un des agents des deux Gouvernements, qu'il soit procédé à toutes les nouvelles diligences qu'il jugera nécessaires, fixant la forme et le lieu de leur exécution.

Art. 13. — Les agents, ainsi que les secrétaires, rapporteurs et jurisconsultes nommés par les agents en conformité des articles IV et V de la Convention, pourront seuls assister aux audiences du tribunal. Personne ne pourra, en aucun cas, assister aux délibérations du tribunal.

Art. 14. — Les secrétaires, indépendamment du registre mentionné à l'article X, tiendront un registre dans lequel ils inscriront les minutes de la procédure, un autre dans lequel ils copieront les décisions et les jugements et un troisième dans lequel ils inscriront les procès-verbaux des audiences.

Les minutes de la procédure, les décisions et les jugements ainsi que les procès-verbaux des audiences, seront rédigés en langue espagnole et accompagnés d'une traduction en langue française.

Dès que le tribunal aura terminé ses travaux, les documents rédigés en langue espagnole seront remis à l'agent du Gouvernement chilien et ceux rédigés en langue française à l'agent du Gouvernement français.

Art. 15. — Les secrétaires remettront à chaque agent une copie certifiée conforme de chaque décision et jugement dès qu'ils auront été prononcés, et lesdits agents pourront, soit par eux-mêmes ou par une personne expressément déléguée à cette fin, prendre connaissance des documents qu'ils désirent consulter et en prendre copie avec l'autorisation préalable du tribunal.

Le tribunal se réserve le droit d'ordonner ou d'autoriser la publication des documents déposés au secrétariat.

Art. 16. — Les archives sont à la garde des secrétaires auxquels il est défendu de laisser sortir n'importe quel document au dehors sans l'autorisation préalable du tribunal.

Art. 17. — Le tribunal se réserve la faculté de supprimer, modifier et augmenter les prescriptions contenues dans les articles précédents quand l'expérience en aura démontré la nécessité, comme aussi de permettre la rectification de toute erreur de fait que les parties auraient pu commettre de bonne foi.

Santiago, le 17 octobre 1895.

DIEGO ARMSTRONG,
Secrétaire.

CAMILLE JANSSEN,
Président.

FRANCE. — ROUMANIE

Arrangement pour la répression des fausses indications sur la provenance des marchandises.

11 mars 1893 (1).

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi de Roumanie,

Désirant assurer la répression réciproque, dans les deux pays, des fausses indications d'origine apposées sur les marchandises,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des deux Etats contractants ou un lieu situé dans l'un d'eux serait, directement ou indirectement, indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun des deux Etats.

La saisie pourra aussi s'effectuer dans l'Etat où la fausse indication de provenance aura été apposée, ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication.

Si la législation de l'un des deux Etats n'admettait pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

Si la législation de l'un des deux Etats n'admet pas la saisie à l'intérieur, cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de cet Etat assure, en pareil cas, aux nationaux.

Art. 2. — La saisie du produit revêtu d'une fausse indication de provenance aura lieu à la requête soit du ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation de chaque Etat.

Sera réputée partie intéressée tout fabricant, commerçant ou producteur, engagé dans la fabrication, le commerce ou la production du pro-

(1) *Journal officiel de la République française* du 23 octobre 1895. — Les ratifications ont été échangées à Bucarest le 3 octobre.

duit et établi dans la ville, la localité, la région ou le pays faussement indiqué comme lieu de provenance.

Art. 3. — Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie des produits en transit.

Art. 4. — Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays ou d'un lieu différent de celui de la vente ; mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise et en caractères apparents du pays ou du lieu de fabrication ou de production.

Art. 5. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve stipulée par cet article.

Art. 6. — Le présent arrangement sera exécutoire un mois après sa publication dans les formes requises par les lois des deux pays et restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, par une déclaration officielle, son intention d'y mettre un terme. Dans ce cas, ledit arrangement continuera à produire ses effets pendant une année à partir du jour où la dénonciation se sera produite.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, à Bucarest, le 11 mars (27 février) 1895.

(L. S.) Signé : D'AUBIGNY.
(L. S.) Signé : LAHOVARI.

— Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de l'arrangement pour la répression des fausses indications sur la provenance des marchandises, signé à Bucarest le 11 mars 1895 entre la France et la Roumanie, par M. Ern. Vallé, député.

Messieurs,

Le 12 avril 1889, le Gouvernement de la République française passait avec la Roumanie une Convention pour la protection réciproque dans les deux Etats contractants des marques de fabrique et de commerce.

Cette Convention fut approuvée par une loi du 18 juillet 1880 et promulguée par décret du 10 août suivant.

Dans cet arrangement, il était expliqué que les Français jouiraient en Roumanie et les sujets roumains en France de la même protection que les nationaux, mais il n'existaient aucune disposition spéciale visant les fausses indications de provenance.

Or, tandis qu'en France la fraude commise à l'aide « de la fausse indication de provenance » est impitoyablement traquée, il est loin d'en être de même dans nombre de pays étrangers.

La Convention internationale de 1883 avait tenté, par son article 10, de remédier à cet état de choses ; mais, à l'usage, on reconnut que cet article n'avait pas été suffisamment prévoyant.

Il exigeait en effet, pour que la fausse indication de provenance devint un délit et donnât lieu à saisie, que le contrefacteur ajoutât à l'indication mensongère dont son produit était revêtu un nom fictif et emprunté dans une inten-

tion frauduleuse ; de telle sorte qu'il fallait la superposition de deux délits pour qu'il y eût lieu à répression.

En présence de cette situation, un certain nombre de puissances adhérentes à la Convention de 1883 (France, Brésil, Espagne, Grande-Bretagne, Guatemala, Portugal, Suisse, Tunisie) conclurent à Madrid, en 1891, de nouveaux arrangements qui rendaient impossible toute tromperie sur la fausse origine d'un produit.

La Roumanie, qui n'appartient pas à l'Union fondée en 1883 et qui n'a traité avec la France en 1889 que pour les marques de fabrique ou de commerce, n'avait pas à intervenir aux arrangements de Madrid.

Mais dans l'accord nouveau dont l'approbation vous est proposée, elle accepte, en ce qui concerne les fausses indications de provenance, les prescriptions sévères de Madrid.

Elle a laissé de plus insérer dans l'article 2 une disposition, empruntée d'ailleurs à l'article 10 de la Convention de 1883, et par laquelle on précise ce qu'il faut entendre par « partie intéressée ayant droit de pratiquer des saisies », rédaction qui a le mérite d'éviter tout débat préjudiciel, à la faveur duquel le contrevenant trouve le temps de faire disparaître les preuves matérielles du délit.

Cet arrangement franco-roumain du 11 mars 1895, modifiant heureusement et utilement la Convention primitive de 1889, nous avons l'honneur de vous demander de l'approuver.

FRANCE. — PERSE

Convention pour le privilège des fouilles à exécuter en Perse.

12 mai 1895 (1)

Article premier. — En raison de la science du gouvernement français et des bonnes et anciennes relations qui existent si heureusement entre l'Iran et la France, le gouvernement persan lui accorde le privilège exclusif de pratiquer des fouilles dans toute l'étendue de l'empire.

Art. 2. — Sont exclus de ce privilège tous les lieux saints et vénérés, tels que mosquées, cimetières. Les délégués français devront respecter les habitudes, les coutumes et les mœurs du pays et ne rien faire qui y soit contraire.

Art. 3. — Toutes les dépenses, quelles qu'elles soient, seront à la charge du gouvernement de la République, et le gouvernement persan ne s'y associera en aucune façon.

Art. 4. — Le gouvernement persan, chaque fois que le gouvernement de la République lui manifestera l'intention de pratiquer des fouilles sur

(1) Voici les explications données au sujet de cette Convention par la Commission du budget de la chambre des députés, pour motiver l'allocation d'un crédit de 50,000 fr.

Ce document a été rédigé en s'inspirant des formes et des habitudes de langage familières du gouvernement persan. Il reproduit dans la plupart des articles le texte du firman impérial délivré jadis à M. Dieulafoy.

Tel est le cas, pour l'article 6 de la Convention, où se rencontrent ces mots « à un prix équivalent », qu'il faut entendre ainsi : Lorsque les savants français trouveront, dans leurs fouilles, des objets précieux d'or ou d'argent, ou des bijoux qui doivent rester la propriété du gouvernement persan, une estimation de la valeur de ces objets sera faite d'un commun accord entre les savants, le délégué de la légation française et le délégué du gouvernement persan ; c'est cette estimation qui détermine le prix équivalent auquel nous aurons la faculté d'acheter lesdits objets.

Aucun terme n'est stipulé dans la Convention. Au fond et en réalité, il s'agit d'un achat, et par le paiement de la somme stipulée à l'article 8, le privilège exclusif est acquis à perpétuité au gouvernement français.

un point déterminé, désignera un délégué instruit et intelligent qui aura pour mission de faire rendre aux savants français les honneurs qui leur sont dus, facilitera leurs travaux et veillera à ce que les conditions ne soient pas transgressées. La légation, de son côté, entendant être entièrement responsable vis-à-vis du gouvernement persan des actes des savants français, enverra sur les lieux un de ses membres qui assistera à tous leurs travaux.

Art. 5. — Le gouvernement français s'interdit de laisser publier par ses délégués aucun compte-rendu des travaux, sans que cette publication ait reçu son agrément et celui des autorités persanes.

Art. 6. — Si l'on trouve des objets de valeur en or, en argent, ou des bijoux, lesdits objets seront la propriété particulière du gouvernement persan. En considération de la peine prise par les délégués français pour exécuter ces fouilles, le gouvernement persan leur cédera, s'ils veulent acheter, la moitié des objets à un prix équivalent ; quant à l'autre moitié, si le gouvernement persan consent à la vendre, ils auront la priorité.

Art. 7. — Les délégués français pourront dessiner ou modeler toute sculpture, statue ou inscription qu'ils découvriront, et la moitié de tout ce qui aura été trouvé appartiendra au gouvernement français.

Art. 8. — En reconnaissance de la préférence que lui aura accordée le gouvernement persan, le gouvernement de la République fera à S. M. le Shah un cadeau de 10,000 fr.

Fait à Téhéran en double, le 16 zil quadès 1312 (12 mai 1895).

(Cachet persan et signature de M. Balloy).

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES.

FRANCE

AFFAIRES DE MADAGASCAR

(1885-1895) (1)

M. de Freycinet, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, aux Ambassadeurs de la République française à Londres, Berlin, Vienne, Saint-Pétersbourg, Rome, Madrid, Constantinople et au ministre de France à Washington.

Paris, le 11 mars 1886.

Le Traité conclu entre la France et Madagascar, le 17 décembre 1883 (2), a été successivement ratifié par les Gouvernements des deux pays et inséré au *Journal officiel* du 7 courant. Ce Traité est donc désormais la règle définitive des rapports internationaux entre le Gouvernement hova et les Gouvernements étrangers.

Je vous prie de vouloir bien en donner avis, dans une démarche courtoise, à M. le Ministre des Affaires étrangères.

C. DE FREYCINET.

M. de Freycinet, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, résident général de la République française à Madagascar.

Paris, le 1^{er} avril 1886.

Les discussions qui ont eu lieu récemment devant les deux Chambres à propos du Traité avec Madagascar et les déclarations du Gouvernement à la suite desquelles cet acte a été ratifié vous ont fait connaître l'esprit dans lequel nous entendons poursuivre la tâche que nous avons assumée.

Je n'en crois pas moins nécessaire, au moment où vous allez prendre possession de votre poste, de résumer ici les vues du Gouvernement de la République dans cette importante question.

Ainsi que j'ai eu l'occasion de l'exposer au Parlement, le Traité a en quelque sorte placé le peuple malgache sous notre tutelle. Nous le représentons dans toutes ses relations extérieures et nous le garantissons contre

(1) Documents communiqués par le Gouvernement français aux Chambres.

(2) V. ce Traité, *Archives*, 1886, II, p. 7.

toute agression du dehors ; ce sont là les caractères essentiels d'un protectorat. Toutefois le régime qu'il s'agit d'établir à Madagascar diffère sur un point important des organisations adoptées pour la plupart des autres pays soumis, dans des conditions analogues, à notre influence ; nous nous sommes engagés, en effet, à nous abstenir de toute immixtion dans les affaires d'administration intérieure. Nous évitons ainsi des responsabilités qu'il eût été dangereux d'encourir dans l'état de civilisation peu avancée où se trouve présentement la population malgache. En présence des dispositions actuelles de l'opinion publique en France qui redoute avant tout, en matière d'expansion coloniale, le renouvellement d'hostilités longues et coûteuses, cette clause du Traité a une valeur toute particulière et c'est sur elle que j'ai voulu tout d'abord appeler votre attention.

Je tiens d'ailleurs à vous signaler, d'une manière générale, comme étant un point auquel nous attachons une grande importance, la nécessité d'éviter tout ce qui pourrait inutilement porter ombrage aux Hovas. Au début surtout, alors que n'étant pas familiarisés avec le nouvel ordre de choses, ils pourront se montrer moins confiants, vous aurez besoin de tout votre tact et de toute votre prudence pour ne point éveiller leurs susceptibilités et pour écarter toute cause de difficulté et de conflit.

C'est dans cette vue qu'il a été décidé d'un commun accord, par les Ministres intéressés, que vous seriez l'intermédiaire obligé de toutes les autorités françaises de l'île, y compris celles des établissements coloniaux de Diégo-Suarez, dans leurs rapports avec les autorités malgaches.

C'est également en vue de faciliter votre tâche par les garanties assurées à votre autorité qu'il a été convenu que vous auriez sous vos ordres, non seulement votre escorte, mais la flottille de Madagascar et l'ensemble du personnel français employé dans l'île. Quant au Commandant de la station navale et au Commandant des troupes d'occupation de Tamatave, ils relèveront de vous au point de vue politique pendant toute la durée de leur présence sur le territoire ou dans les eaux de Madagascar.

Je suis d'autant plus à l'aise pour insister avec vous sur l'obligation d'éviter tout conflit avec le Gouvernement de Tananarive et sur la réserve qu'elle vous impose, que le champ qui demeure assigné à vos efforts est assez vaste pour suffire à l'activité la plus féconde.

Dans la haute situation que vous occuperez, vous serez amené par la force même des circonstances, aussitôt que vous aurez gagné la confiance des Hovas, à diriger le Gouvernement indigène par vos conseils. L'ascendant moral que vous donne votre expérience des hommes et des affaires vous permettra, sans vous immiscer dans les questions d'administration proprement dite, de faire entendre d'utiles avis et de guider peu à peu les autorités et le peuple malgaches dans la voie de la civilisation.

L'intérêt que présente pour les Malgaches un tel résultat est évident ; celui qui s'y attache pour nous ne l'est pas moins. Le développement des ressources naturelles du pays, ainsi facilité par votre action amicale, aura pour conséquence un accroissement du mouvement commercial dont nos nationaux devront chercher à bénéficier.

Aussi n'ai-je pas besoin de vous recommander d'user, à l'occasion, de toute votre influence pour assurer à des Français le soin de diriger les divers services et entreprises pour lesquels le Gouvernement hova sera amené à recourir à des Européens. Vous savez que, par le Traité, nous nous sommes engagés à lui fournir les instructeurs dont il pourrait avoir

besoin. Nous tiendrons de même à sa disposition les entrepreneurs, constructeurs, chefs de travaux qui pourront lui être nécessaires. Étant donné l'état du pays et l'intérêt qu'aurait le Gouvernement de la Reine à créer des voies de communication et à exploiter les richesses de l'île, je me plaît à compter que le Gouvernement hova fera appel à l'habileté et au savoir techniques de nos compatriotes.

Sachant que je puis compter sur votre patriotisme et sur votre rare expérience des moyens par lesquels l'influence d'un pays comme le nôtre peut se développer parmi des populations d'une civilisation primitive, je crois pouvoir envisager avec confiance l'avenir du régime que le Gouvernement de la République vous a confié le soin d'inaugurer à Madagascar. Sans me dissimuler les difficultés de la tâche assurément fort délicate qui vous incombe, je suis persuadé qu'elle ne se trouvera pas au-dessus de vos forces.

C. DE FREYINET.

Déclarations échangées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique au sujet des territoires d'Afrique.

I

Déclaration de M. Waddington.

Le soussigné, dûment autorisé par le Gouvernement de la République française, fait la Déclaration suivante :

Conformément à la demande qui lui a été faite par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le Gouvernement de la République française consent à modifier l'Arrangement du 10 mars 1862, en ce qui touche le Sultan de Zanzibar.

En conséquence il s'engage à reconnaître le Protectorat Britannique sur les îles de Zanzibar et de Pemba, aussitôt qu'il lui aura été notifié.

Dans les territoires dont il s'agit, les missionnaires des deux Pays jouiront d'une complète protection. La tolérance religieuse, la liberté pour tous les cultes et pour l'enseignement religieux sont garanties.

Il est bien entendu que l'établissement de ce Protectorat ne peut pas porter atteinte aux droits et immunités dont jouissent les citoyens Français dans les territoires dont il s'agit.

Londres, le 5 août 1890.

Signé : WADDINGTON.

ARCH. DIPL. 1896. — 2^e SÉRIE, T. LVII (119)

I

Déclaration de Lord Salisbury.

The undersigned, duly authorized by Her Britannic Majesty's Government, declares as follows :

In conformity with the request which has been made by the Government of Her Britannic Majesty, the Government of the French Republic consents to modify the arrangement of the 10th March 1862 in regard to the Sultan of Zanzibar and engages, consequently, to recognize the British Protectorate over the islands of Zanzibar and Pemba as soon as they shall have received notification of the same.

In the territories in question, the missionaries of the two countries shall enjoy a complete protection. Religious toleration and liberty for all forms of worship and religious teaching, training shall be guaranteed.

It is understood that the establishment of this Protectorate will not affect any rights or immunities enjoyed by French citizens in the territories in question.

London, August 5, 1890.

Signed : SALISBURY.

II

Déclaration de M. Waddington.

Le soussigné, dûment autorisé par le Gouvernement de la République française, fait la Déclaration suivante :

1^o Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît le Protectorat de la France sur l'île de Madagascar, avec ses conséquences, notamment en ce qui touche les exequatur des Consuls et Agents Britanniques qui devront être demandés par l'intermédiaire du Résident général Français.

Dans l'île de Madagascar les missionnaires des deux Pays jouiront d'une complète protection. La tolérance religieuse, la liberté pour tous les cultes et pour l'enseignement religieux sont garanties.

Il est bien entendu que l'établissement de ce Protectorat ne peut porter atteinte aux droits et immunités dont jouissent les nationaux anglais dans cette île;

2^o Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît la zone d'influence de la France au Sud de ses possessions méditerranéennes, jusqu'à une ligne de Say, sur le Niger, à Barrua, sur le lac Tchad, tracée de façon à comprendre dans la zone d'action de la Compagnie du Niger tout ce qui appartient équitablement au Royaume de Sokoto, la ligne restant à déterminer par les Commissaires à nommer.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage à nommer immédiatement deux Commissaires qui se réuniront à Paris avec deux Commissaires nommés par le Gouvernement de la République française, dans le but de fixer les détails de la ligne ci-dessus indiquée, mais il est expressément entendu que quand même les travaux des Commissaires n'aboutiraient pas à une entente complète sur tous les détails de la ligne, l'accord n'en subsisterait pas moins entre les deux Gouvernements sur le tracé général ci-dessus indiqué.

Les Commissaires auront égale-

II

Déclaration de Lord Salisbury.

The undersigned, duly authorized by Her Britannic Majesty's Government declares as follows :

1. The Government of Her Britannic Majesty recognizes the Protectorate of France over the Island of Madagascar with its consequences, especially as regards the exequaturs of British Consuls and Agents, which must be applied for through the intermediary of the French Resident general.

In Madagascar the missionaries of both countries shall enjoy complete protection. Religious toleration and liberty for all forms of worship and religious teaching shall be guaranteed.

It is understood that the establishment of this Protectorate will not affect any rights or immunities enjoyed by British subjects in that island.

2. The Government of Her Britannic Majesty recognizes the sphere of influence of France to the south of Her mediterranean possessions, up to a line from Say on the Niger to Barruwa on lake Tchad, drawn in such manner as to comprise in the sphere of action of the Niger Company all that fairly belongs to the kingdom of Sokoto; the line to be determined by Commissioners to be appointed.

The Government of Her Britannic Majesty engages to appoint immediately two Commissioners to meet at Paris with two Commissioners appointed by the Government of the French Republic, in order to settle the details of the above mentioned line. But it is expressly understood that even in case the labours of these Commissioners should not result in a complete agreement upon all details of the line, the agreement between the two Governments as to the general delimitation above set forth shall nevertheless remain binding.

The Commissioners will also be entrusted with the task of determin-

ment pour mission de déterminer les zones d'influence respectives des deux Pays dans la région qui s'étend à l'Ouest et au Sud du Moyen et du Haut-Niger.

Londres, le 5 août 1890.

Signé : WADDINGTON.

ning the respective spheres of influence of the two countries in the region which extends to the West and to the South of the Middle and Upper Niger.

London, August 5, 1890.

Signed : SALISBURY.

M. Herbette, ambassadeur de la République française à Berlin, à S. Exc. le baron de Marschall, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères.

Berlin, le 17 novembre 1890.

Au cours des entretiens que nous avons eus ensemble au mois d'août dernier sur les rapports réciproques de l'Allemagne et de la France à la côte orientale d'Afrique, Votre Excellence m'a déclaré que le Gouvernement impérial était disposé à reconnaître le protectorat de la France à Madagascar avec toutes ses conséquences.

De mon côté, j'ai été eu mesure de vous donner, lors de notre entretien du 6 de ce mois, l'assurance que, dans ces conditions, le Gouvernement de la République française n'élèverait pas d'objection contre l'acquisition par l'Allemagne de la partie continentale des Etats du Sultan de Zanzibar, ainsi que de l'île de Mafia.

Il a d'ailleurs été entendu que les ressortissants allemands à Madagascar et les ressortissants français dans les territoires cédés à l'Allemagne par le Sultan de Zanzibar bénéficieraient, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Dans le but de consacrer définitivement le complet accord des deux Gouvernements sur les points ci-dessus spécifiés, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence la présente communication, et je vous prie de m'en faire parvenir un accusé de réception confirmatif.

Jules HERBETTE.

S. Exc. le baron de Marschall, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, à S. Exc. M. Herbette, ambassadeur de la République française à Berlin.

TRADUCTION

Berlin, le 17 novembre 1890.

Le soussigné a l'honneur d'accuser réception à S. Exc. l'Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de la République française, M. Jules Herbette, de la lettre que celui-ci lui a adressée en date de ce jour, et de lui faire connaître que le Gouvernement impérial adhère aux déclarations qui y sont contenues. Il en résulte que le Gouvernement de la République française n'oppose aucune objection à l'acquisition par l'Allemagne des possessions continentales du Sultan de Zanzibar et de l'île de Mafia, et que l'Allemagne, de son côté, reconnaît le protectorat de la France sur Madagascar avec toutes ses conséquences. Il est, de plus, expressément convenu que les ressortissants allemands à Madagascar, les ressortissants français dans les territoires susdésignés que le Sultan de Zanzibar cède à l'Allemagne, jouiront, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Baron de MARSCHALL.

**M. Bompard, résident général de la République française
à Tananarive, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Tananarive, le 1^{er} juin 1891.
(Arrivé à Paris, le 1^{er} juillet.)

J'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence du remplacement de M. Campbell, Consul des Etats-Unis d'Amérique à Madagascar. L'arrivée de son successeur devait avoir pour effet d'ouvrir de nouveau la question de l'exequatur consulaire; cette arrivée est annoncée par chaque courrier. M. Campbell, de retour de la Réunion, croit savoir que M. Waller rejoindra son poste le 8 de ce mois.

Quoi qu'il en soit de M. Waller, la question de l'exequatur est déjà sur le tapis, par suite de la nomination de M. Tappenbeck en qualité de Consul d'Allemagne à Madagascar. Conformément aux instructions de son Gouvernement, M. Tappenbeck me fait parvenir sa demande d'exequatur; je la recevrai après-demain.

J'ai, aujourd'hui même, pressenti les dispositions du Premier Ministre au sujet de cette demande. Rainilaiarivony m'a paru bien décidé à ne consentir à aucune procédure dont le peuple malgache pourrait inférer que Madagascar ait perdu son indépendance et soit placé sous notre Protectorat.

M. BOMPARD.

**M. Bompard, résident général de la République française
à Tananarive, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Tananarive, le 26 juin 1891.
(Arrivé à Paris, le 21 juillet.)

J'ai dû renoncer à m'entendre à l'amiable avec le Premier Ministre, au sujet de la délivrance de l'exequatur de M. Tappenbeck.

Rainilaiarivony se refuse, en effet, catégoriquement à faire parvenir cet exequatur par mon intermédiaire. Les pourparlers sont maintenant placés sur le terrain officiel; ils n'aboutiront pas à une solution conforme à l'Arrangement franco-anglais du 5 août 1890. Le Département doit donc s'attendre à de sérieuses complications.

M. BOMPARD.

**M. Bompard, résident général de la République française
à Tananarive, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Tananarive, le 2 juillet 1891.
(Arrivé à Paris, le 1^{er} août.)

Le 26 juin, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence de l'issue des pourparlers officieux que j'avais engagés avec le Premier Ministre en vue de régler d'un commun accord le mode de délivrance de l'exequatur de M. Tappenbeck, récemment nommé Consul d'Allemagne à Madagascar. Rainilaiarivony consent bien à recevoir de ma main la demande d'exequatur, mais il se refuse obstinément à envoyer sa réponse par mon intermédiaire. Bien que je ne possède aucun moyen d'empêcher le Premier Ministre d'écrire directement à M. Tappenbeck et que par conséquent cette procédure puisse être suivie malgré mon opposition, je n'ai pas cru devoir accepter une transaction qui nous aurait liés pour l'avenir dans des conditions qui ne conviendraient peut-être pas au Gouvernement. J'ai pensé qu'il était pré-

férable de réserver à Votre Excellence toute sa liberté d'action ultérieure.

Avant de formuler une demande d'exequatur, comme je vais y être contraint sans être assuré qu'il y sera donné suite dans une forme qui nous agrée, j'ai tenu à épuiser tous les moyens d'action dont je dispose.

Lundi prochain 5 courant, je présenterai formellement au Premier Ministre la demande d'exequatur de M. Tappenbeck; je ne saurais prévoir les suites de cette démarche; mais je n'épargnerai rien pour qu'une rupture ne soit pas nécessaire à la sauvegarde de nos droits et de notre dignité.

M. BOMPARD.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bompard, résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 10 juillet 1891.

Le Gouvernement allemand, à qui j'avais demandé de confirmer à son Agent la recommandation de n'agir que de concert avec vous, a déclaré qu'il était tout disposé à faciliter la reconnaissance de nos droits et que, bien que les instructions données à M. Tappenbeck ne pussent laisser aucun doute sur ces intentions, il s'empresserait de les renouveler si nous avions à lui signaler un défaut d'entente entre son Consul et la Résidence.

Nous devons donc espérer que les tentatives du Premier Ministre en vue d'amener M. Tappenbeck à s'adresser directement à lui demeureront sans résultat. L'essentiel pour nous est que la demande d'exequatur ne se fasse pas en dehors de votre intermédiaire. Dans le cas où le Premier Ministre ne se prêterait pas à un accord immédiat, vous pourriez laisser la discussion ouverte. Vous comprenez l'intérêt qu'il y a à ne rien précipiter et vous ne prendrez, autant que possible, aucune décision pouvant amener un conflit avant de m'en avoir référé.

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères à M. Bompard, résident général de la République française à Tananarive.

Paris, le 11 juillet 1891.

Dès la réception de votre lettre du 7 juin dernier, par laquelle vous m'informiez des difficultés que paraissait devoir soulever la délivrance de l'exequatur du nouveau Consul d'Allemagne à Madagascar, je me suis empressé d'inviter notre Ambassadeur à Berlin à entretenir de cet inci lent le Ministre des Affaires étrangères et à lui signaler le prix que nous attacherions à ce que le Gouvernement impérial confirmât à son Représentant la recommandation de n'agir, en cette circonstance, que de concert avec la Résidence générale.

Ainsi que vous l'a déjà appris mon télégramme d'hier, le Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères par intérim, en réponse à la communication de M. Herbette, a déclaré que M. Tappenbeck, négociant à Tamatave, nommé Consul d'Allemagne en cette ville, avait reçu pour instructions de solliciter son exequatur par votre entremise, et que cet Agent avait fait connaître récemment qu'il s'était exactement conformé à ces directions. Le Baron de Rotenham a ajouté que le Gouvernement impérial était, d'ailleurs, tout disposé à faciliter la reconnaissance de nos droits à Madagascar, et que, bien que les instructions précitées ne pussent laisser au

nouvel Agent allemand aucun doute sur ces intentions, il s'empresserait de les renouveler, d'une façon expresse, dans le cas où nous aurions à signaler un défaut d'entente entre M. Tappenbeck et notre Résident général.

Ces assurances sont de nature à nous donner satisfaction et nous devons espérer, dès lors, que les tentatives du Premier Ministre hova en vue d'amener M. Tappenbeck à lui adresser, en dehors de vous, sa demande d'exequatur, demeureront sans résultat. Nous ne saurions d'ailleurs admettre que le Gouvernement malgache usât de menaces vis-à-vis du Consul d'Allemagne et vous ne manqueriez pas, si pareil fait se produisait, de rappeler que de semblables procédés, qui seraient sans doute de nature à compromettre gratuitement la Cour d'Emyrne vis-à-vis des Puissances européennes, constituerait en outre une atteinte à l'article 2 du Traité du 17 décembre 1885.

En ce qui concerne le mode de délivrance de l'exequatur, j'apprécie les difficultés en face desquelles vous vous trouvez. Vous ne perdrez pas de vue que l'essentiel pour nous est que la demande d'exequatur ne se fasse pas en dehors de votre intermédiaire. Ce point étant acquis, je m'en rapporte à vous du soin de rechercher un mode de procéder qui, tout en sauvant nos droits, ne blesse pas les susceptibilités du Gouvernement hova. Dans le cas où le Premier Ministre ne se prêterait pas à un accord immédiat, vous pourriez laisser la discussion ouverte, en vue de prévenir un incident dont nous ne serions plus maîtres de mesurer les conséquences.

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bompard, résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 28 août 1891.

Je réponds à votre télégramme du 2 juillet.

Il serait regrettable que la divergence existant entre la procédure suggérée par vous et celle qu'accepte le Premier Ministre fût un obstacle à la solution de l'affaire de l'exequatur.

Le résultat que nous nous proposons est atteint, puisque le Consul allemand fait passer par votre intermédiaire sa demande d'exequatur et que le Premier ministre la reçoit de vos mains.

En ce qui concerne le mode de délivrance, je ne vois pas d'inconvénient à ce que le Premier Ministre adresse l'exequatur à M. Tappenbeck, pourvu qu'il soit constaté que la demande a été transmise par vous, ce fait étant suffisant pour établir que nous consentons à la délivrance. Quant à la constatation de la transmission de la demande par votre intermédiaire, si le Premier Ministre ne croit pas devoir y faire allusion dans l'acte, elle pourrait résulter d'une lettre de vous à M. Tappenbeck et d'une note qui serait publiée.

Votre sagesse et votre sang-froid vous permettront, j'en suis sûr, de calmer les passions qui s'agitent dans l'île et qui nous poussent sans motif sérieux à un conflit, vers lequel nous sommes résolus à ne pas nous laisser entraîner.

A. RIBOT.

**M. Bompard, résident général de la République française
à Tananarive, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Tananarive, le 18 septembre 1891.

(Arrivé, le 24 octobre.)

Le télégramme du Département du 28 août dernier, qui m'est parvenu le 7 de ce mois, était trop tardif pour qu'il fût possible de mettre à profit les suggestions de Votre Excellence. Les pourparlers entre le Premier Ministre et moi au sujet de l'exequatur de M. Tappenbeck, Consul d'Allemagne à Madagascar, engagés le 1^{er} juin, ont été clos dès le 26 du même mois. Lorsqu'il m'a paru que Rainilaiarivony avait définitivement pris le parti de nous résister, je me suis encore attardé dix jours à des communications sur des questions accessoires, afin d'avoir le temps de m'assurer que toutes les chances de conciliation étaient épuisées.

Pendant toute la période des négociations, j'ai recouru à tous les moyens dont je dispose en vue d'amener le Premier Ministre à un compromis. Malheureusement, peu de personnes, depuis l'arrangement du 5 août 1890, osent parler au Palais en faveur de la France, à ce point que les jeunes Malgaches, élevés dans notre école de Saint-Maixent, interrogés par Rainilaiarivony sur notre force militaire, ont jugé prudent de répondre que l'effectif officiel de notre armée était une pure fantasmagorie et que, dans les revues, on faisait défiler plusieurs fois les mêmes soldats, afin de tromper le public sur leur nombre réel. Presque seul, l'oncle de la Reine, personnage dénué de toute autorité, s'est permis des représentations en faveur de la conciliation, alors que tous les courtisans conseillaient avec passion de nous opposer une fin de non-recevoir catégorique.

Votre Excellence sait quelle réponse définitive m'a faite le Premier Ministre : il consentait bien, disait-il, à recevoir de ma main la demande d'exequatur de M. Tappenbeck, mais il exigeait que toute la procédure qu'il prétendait convenue avec M. Le Myre de Vilers à l'occasion de la nomination de M. Campbell fût exactement suivie.

Il n'était pas aisé de comprendre ce que Rainilaiarivony entendait par cette procédure, car le dossier de l'affaire Campbell ne contient pas trace d'un arrangement de principe intervenu entre le Résident général et le Gouvernement malgache au sujet des délivrances ultérieures d'exequatur : j'ai pensé tout d'abord qu'en me conformant à la procédure réellement suivie en ce qui concerne M. Campbell, j'entrais dans les vues du Premier Ministre ; mais j'ai été vite détroussé. Rainilaiarivony prétend à tort que M. Le Myre de Vilers avait consenti à ce que le Gouvernement français se tînt complètement étranger aux questions d'exequatur, tellement que la dernière phrase de la formule « Le Résident général a connaissance de ceci » signifierait non qu'avis est donné au Résident général de la délivrance de l'exequatur, mais simplement que ladite formule a été rédigée une fois pour toutes d'accord avec le Résident général. Lorsqu'il consentait à recevoir de ma main la demande de M. Tappenbeck, le Premier Ministre entendait pourtant que cette demande lui fût adressée à lui seul et directement ; je n'avais à la lui remettre qu'en tant qu'ayant sous ma direction un service postal ; là s'arrêteraient ses concessions, si bien qu'un de ses secrétaires ayant suggéré, dans la pensée que ce serait là un terrain de transaction, que la réponse du Premier Ministre à M. Tappenbeck fût envoyée à Tamatave par la poste française, Rainilaiarivony ne l'a pas admis, car si les personnes qui lui écrivaient pouvaient se servir à leur

gré d'une poste ou d'une autre, quant à lui, il n'envoyait ses lettres que par ses propres courriers.

Eu présence des dispositions du Premier Ministre, les diverses suggestions de Votre Excellence n'auraient donc eu aucune chance d'être accueillies. Accorder nous-mêmes les exequatur à Madagascar, comme je le propose, est, au surplus, la meilleure méthode à adopter dans les présentes conjonctures : elle suscitera sans doute le mécontentement de Rainilaiarivony, mais elle n'ouvrira pas de conflit et elle aura pour effet de rompre tout lien entre les Consuls étrangers et le Gouvernement malgache.

M. BOMPARD.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bompard, résident général de la République française à Tananarive.

Paris, le 30 septembre 1891.

J'ai pris connaissance avec la plus grande attention des indications contenues dans votre correspondance relativement à la situation délicate créée par la question de l'exequatur et aux mesures auxquelles il conviendrait de recourir, suivant vous, pour y mettre fin. Je me rends compte des difficultés en face desquelles vous êtes placé, et j'apprécie vos efforts pour sauvegarder les intérêts qui vous sont confiés.

Mes précédentes communications vous ayant suffisamment fait connaître mon sentiment à cet égard, je ne reviendrais pas sur les considérations qui m'ont déterminé à écarter la proposition de procéder moi-même à la délivrance de l'exequatur. Si la nouvelle démarche que vous avez dû faire auprès du Premier Ministre demeurait sans résultat, nous aurions à envisager la ligne de conduite qu'il conviendrait d'adopter. J'ai cru devoir me préoccuper, dès maintenant, de cette éventualité, et je me réserve de vous faire parvenir prochainement mes instructions à ce sujet.

En ce qui concerne le nouveau consul américain, nous avions reçu, vous le savez, du Cabinet de Washington, des assurances de nature à nous faire croire que cet agent observerait une attitude aussi correcte que M. Tappenbeck.

Dès la réception de votre lettre, j'ai chargé notre Représentant à Washington de signaler au Sous-Secrétaire d'Etat la conduite de M. Waller, qui paraissait en complète contradiction avec les déclarations de son Gouvernement. D'après les indications que m'a transmises M. Roustan, il a été constaté que les instructions que M. Wharton avait donné l'ordre d'envoyer au nouveau Consul Américain n'auraient pas été expédiées, par suite d'une erreur des bureaux. M. Wharton en a exprimé tous ses regrets à notre Représentant et s'est empressé d'inviter par le télégraphe M. Waller à demander son exequatur par l'entremise du Résident général. Je viens de télégraphier de nouveau à M. Roustan que l'exequatur ayant déjà été accordé à M. Waller par le Premier Ministre, nous désirerions qu'avant d'adresser une nouvelle demande, cet agent fût invité à se concerter avec vous et qu'il lui fût recommandé, dans tous les cas, de ne plus communiquer avec le Gouvernement hova que par l'intermédiaire de la Résidence générale.

J'ai prié également notre Représentant à Berlin de signaler au Ministre des Affaires étrangères le prix que nous attacherions à ce que M. Tappenbeck reçût pour instructions de continuer, jusqu'au moment prochain

où les difficultés actuelles auront pris fin, à s'adresser à la Résidence générale qui se chargera, comme vous l'en avez informé, de traiter les affaires qu'il pourrait avoir à régler avec les autorités indigènes.

RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Lacoste, délégué à la Résidence générale de la République française à Tananarive.

Paris, le 11 octobre 1891.

J'ai autorisé M. Bompard à rentrer en France pour raisons de santé et j'ai décidé qu'en raison du prochain départ de M. Daumas, vous seriez chargé de l'intérim de la Résidence générale. Vous apprécierez, je n'en doute pas, ce témoignage de la confiance du Département et vous saurez la justifier par votre zèle et votre dévouement.

M. Bompard ne manquera pas avant son départ de vous mettre au courant des différentes questions sur lesquelles devra se porter plus particulièrement votre attention. La correspondance échangée entre mon Département et notre Représentant vous fournira d'ailleurs les éléments nécessaires pour vous guider dans l'accomplissement de votre mission.

Votre premier soin devra être de terminer l'affaire de l'exequatur du Consul allemand.

En remettant à Rainilaiarivony la demande d'exequatur de M. Tappenbeck et en insistant pour qu'il y soit donné suite sans retard, vous déclarerez que nous n'entendons rien innover, mais que nous comptons que, de son côté, le Premier Ministre se conformera exactement tant aux stipulations du Traité de 1885 qu'à l'arrangement intervenu entre M. Le Myre de Vilers. Si comme je me plaît à l'espérer, l'accord s'établit sur ces bases, il est bien entendu que vous serez avisé de la délivrance de l'exequatur aussitôt que cette formalité aura été accomplie.

Dans le cas où, contre notre attente, le Premier Ministre chercherait à soulever de nouvelles difficultés, vous devriez appeler sa plus sérieuse attention sur les conséquences d'une semblable attitude qui nous mettrait sans doute dans l'obligation de vous autoriser à procéder vous-même à la délivrance de l'exequatur au nom du Gouvernement malgache. Vous ne manqueriez pas d'ailleurs de m'en référer en me faisant connaître votre appréciation à cet égard.

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Lacoste, délégué à la Résidence générale de la République française à Tananarive.

Paris, le 2 novembre 1891.

Ainsi que je vous en ai informé par mon télégramme du 29 octobre, la Chambre des Députés, dans sa séance du même jour, a adopté, à l'unanimité, une proposition de M. de Mahy tendant à l'inscription, au budget du Ministère des Affaires étrangères, d'un crédit de 100,000 fr. destiné à favoriser l'émigration française à Madagascar. D'après les explications qui ont précédé ce vote (séance du 27 octobre), la Chambre a entendu ainsi indiquer que nous ne voulons rien abandonner des droits que nous donne le Traité de 1885, mais poursuivre au contraire, au fur et à mesure que les circonstances le permettront, l'œuvre que nous avons entreprise dans la grande île africaine.

La résolution dont il s'agit ne tardera pas à être connue à Tananarive et elle ne manquera pas sans doute de faire impression sur la Cour et le Premier Ministre. Il vous appartiendra d'en préciser la portée afin qu'elle ne donne lieu à aucune méprise autour de vous. Vous aurez à faire entendre à Rainilaiarivony, au moment et dans la forme que vous jugerez convenables, que nous demeurons, comme nous l'avons été jusqu'à présent, étrangers à toute pensée d'agression, que nous ne demandons qu'à ménager sa situation de façon à assurer le maintien de son autorité, que nous ne voulons ni l'humilier, ni le compromettre vis-à-vis de ses adversaires, mais que, de son côté, il doit exécuter loyalement le Traité de 1883, s'il ne veut pas s'exposer et exposer son pays aux risques les plus graves. Il importe, en un mot, que le Premier Ministre n'ait pas plus de doute sur nos sentiments de modération et de conciliation que sur notre ferme résolution de sauvegarder nos droits.

Je veux espérer que les difficultés qui se sont produites récemment pourront aisément être résolues et que vous réussirez notamment à régler, dans les conditions qu'ont indiquées mes précédentes instructions, la question de l'exequatur. Cette affaire ne constitue, d'ailleurs, qu'un incident dont il convient, tout en s'appliquant à le clore, de ne pas exagérer l'importance. Je compte sur votre prudence et votre fermeté pour la mener à bonne fin.

De mon côté je ne négligerai rien, vous pouvez en être assuré, pour vous seconder dans votre tâche. Mes précédentes communications vous ont déjà fait connaître le résultat de notre intervention à Berlin et à Washington. Par un télégramme du 15 octobre, je vous ai informé que le nouveau Consul américain avait reçu pour instruction de se concerter avec la Résidence générale au sujet de son exequatur et de n'avoir désormais de relations officielles avec le Gouvernement hova que par l'intermédiaire de notre Représentant à Tananarive.

Dans le cas où la situation actuelle, dont les derniers rapports de M. Bompard signalent toutes les difficultés, viendrait, malgré nos efforts, à s'aggraver, vous sauriez, j'en suis assuré, conserver, dans ces conjonctures délicates, le sang-froid nécessaire et vous vous efforceriez, par tous les moyens en votre pouvoir, d'éviter ou du moins de retarder une rupture ouverte. Vous vous attacheriez également à calmer chez nos compatriotes les inquiétudes qui vous paraîtraient prématurées en même temps que vous prendriez les dispositions nécessaires pour assurer leur sécurité. Vous auriez soin enfin, de me tenir au courant, par les voies les plus rapides, des incidents qui pourraient se produire.

A raison des difficultés de communication, nous nous préoccupons d'ailleurs, dès maintenant, des mesures à prendre pour faire face aux complications qui pourraient survenir. J'ai demandé à M. le Ministre de la Marine d'envoyer deux nouveaux croiseurs dans les eaux de Madagascar. J'ai prié également M. Barbey d'adresser au Commandant de la Division navale des instructions pour qu'un bâtiment soit maintenu à votre disposition à Tamatave. Je me propose enfin d'examiner, d'accord avec lui et avec M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies, s'il ne serait pas possible de renforcer les garnisons de la Réunion et de Diégo-Suarez.

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Lacoste, délégué à la Résidence générale de la République française à Tananarive.

Paris, le 31 mars 1893.

J'ai reçu la lettre par laquelle vous me rendez compte des pourparlers que vous aviez engagés avec le Premier Ministre en vue du règlement de la question de l'exequatur et qui ont été interrompus par la maladie de Rainilaiarivony.

Ce dernier s'étant obstinément refusé à accepter la remise par le Résident général de la lettre contenant la demande d'exequatur, vous aviez pensé qu'il suffirait, pour constater que nous servons d'intermédiaire entre les Puissances étrangères et la Cour d'Emyrne, de convenir que désormais, à l'arrivée du nouveau Consul, le Résident général en donnerait l'avis officiel et par lettre au Gouvernement hova.

Dans cette lettre, il serait dit que le nouveau Consul ayant demandé que l'exequatur lui soit délivré par son entremise, le Résident général, en vertu de l'accord intervenu entre les Gouvernements français et hova, l'engage à adresser directement sa demande d'exequatur au Premier Ministre. Celui-ci accuserait réception de cette lettre, puis délivrerait l'exequatur suivant la formule convenue avec M. Le Myre de Vilers : « Le Résident général a connaissance de ceci. »

Il ne me semble pas possible d'accepter une semblable procédure. Nous ne saurions admettre que l'exequatur soit demandé directement par les Consuls étrangers, et c'est seulement pour le mode de délivrance de l'exequatur que nous sommes disposés à chercher un terrain d'entente dans les conditions indiquées par mes précédentes instructions.

En ce qui concerne la question des rapports des Agents étrangers avec le Gouvernement hova et de la transmission de leurs réclamations par notre entremise, vous émettez l'avis qu'il conviendrait d'en réserver la solution.

Je ne puis que m'associer à cette manière de voir. J'estime qu'il y aurait de sérieux inconvénients à entrer sur ce point dans une discussion de principe avec le Premier Ministre et que votre action doit se borner, pour le moment, à régler, s'il est possible, en fait, les difficultés particulières dont nous pourrions être saisis par les Agents étrangers. A. RIBOT.

M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 6 juin 1893.

(Arrivé à Paris, le 25 juin.)

Le Premier Ministre m'a manifesté, dans mon entrevue d'aujourd'hui, l'intention de prendre l'exploitation directe du télégraphe. J'espère que cette nouvelle tentative n'aura pas plus de résultat que celles qu'il a faites en 1888 et en 1891 pour nous enlever l'administration de ce service. J'ai pris des mesures pour mettre obstacle, autant que possible, à la réalisation du projet dont il s'agit.

P. LARROUY.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Larrouy, résident général de la République française à Madagascar.

(Télégramme.)

Paris, le 29 juin 1893.

La reprise par le Gouvernement hova de l'exploitation du télégraphe

serait considérée en France, dans les circonstances actuelles, comme un acte d'hostilité déclarée et pourrait entraîner de graves conséquences. Je compte sur votre vigilance et votre fermeté pour amener le Premier Ministre à renoncer à ce projet.

Jules Develle.

M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Tananarive, le 30 juin 1893.

(Arrivée à Paris, le 1^{er} août.)

Les bruits et les commentaires auxquels avait donné lieu l'arrivée récente d'armes et de munitions de guerre pour le compte du Gouvernement malgache ont produit à Tamatave et sur la côte une vive émotion. On a remarqué que, d'autre part, les opérations du recrutement se poursuivent actuellement dans les provinces avec une rigueur telle qu'elles affectent plutôt le caractère de levées extraordinaires que de simples mesures d'administration. De plus, les corvées ordonnées pour le transport des approvisionnements militaires viennent augmenter un mouvement déjà considérable et occasionnent une agitation générale. C'est par milliers que l'on compte le nombre des hommes réquisitionnés. Les convois de marchandises ne peuvent circuler qu'avec difficulté sur la route de Tamatave à Tananarive et restent souvent en détresse dans les villages, abandonnés par les porteurs que les autorités hovas réquisitionnent pour la corvée. Un de nos courriers postaux a même été retardé.

Cet état de choses s'accentuera probablement encore, car les canons et les munitions débarqués à Vatomandry les 7 et 8 avril derniers ne paraissent constituer qu'un premier arrivage d'une commande d'approvisionnements de guerre plus importante. On me signale, en effet, la formation d'un corps de corvéables de 2,000 hommes destiné au transport de 4,375 barils et de 152 boîtes de poudre provenant du *Rohl* et on annonce également comme prochaine l'arrivée d'un chargement de vingt à vingt-cinq mille fusils se chargeant par la culasse.

Les informations qui précèdent, Votre Excellence le remarquera sans doute, ne font que confirmer mes appréciations antérieures au sujet des dispositions du Gouvernement hova et de l'attitude que le Premier Ministre paraît être décidé à conserver vis-à-vis de nous. Les préparatifs belliqueux dont il s'agit ne peuvent s'expliquer aujourd'hui que par cette conviction, dont les Malgaches sont animés, qu'une rupture entre la France et Madagascar, si elle n'est pas considérée comme imminente, ne saurait être évitée indéfiniment.

Nos déclarations les plus bienveillantes et les plus pacifiques, si elles ont eu pour effet d'aider au maintien de nos relations sur un pied de courtoisie et d'amitié apparente, n'ont point eu pour résultat de convaincre les Hovas de la droiture de nos intentions. Les colons français dont les aspirations se manifestent bruyamment, ne font d'ailleurs que confirmer les Hovas dans leurs sentiments de méfiance. Les plaintes de nos compatriotes s'accumulent et grossissent depuis quelques années sans recevoir de solution; leurs efforts pour développer leur commerce se heurtent constamment à l'opposition systématique des autorités locales; enfin l'irritation provoquée par la stagnation des affaires, soit commerciales soit politiques, entretient un antagonisme qui devient tous les jours plus violent.

C'est à cet état d'esprit que doit être attribué l'empressement avec lequel

les bruits de guerre ou de rupture sont accueillis par la plupart des Français établis sur la côte; de là aussi, les commentaires inquiétants qui sont mis en circulation en ce moment.

Les faits dont je rends compte à Votre Excellence ne sauraient motiver des alarmes immédiates, mais ils méritent d'appeler toute l'attention du Gouvernement.

L'introduction d'une quantité considérable de fusils à Madagascar présente un sérieux danger pour l'avenir, et j'ai l'intention, dès le retour de l'*Eure* à Tamatave, d'envoyer ce bâtiment à Zanzibar vous porter un télégramme à ce sujet afin que le Gouvernement puisse, s'il le juge convenable, prendre des mesures en prévision de l'arrivée de ces armes. Ce n'est pas seulement au point de vue d'une action militaire que ces approvisionnements offrent des inconvénients, c'est aussi dans l'excitation que la possession de ces engins de guerre est de nature à provoquer dans l'esprit du Premier Ministre et des indigènes que réside encore pour nous le péril actuel.

En résumé, il me semble résulter des diverses manifestations que j'observe autour de moi, que si les mesures prises par les Hovas ne vont point jusqu'à la provocation directe, les efforts accomplis par eux en vue de se mettre à l'abri des conséquences éventuelles de l'inexécution des traités qui constituent, à leur encontre et vis-à-vis de l'Europe, la base de notre situation à Madagascar, deviennent tous les jours plus audacieux et plus puissants.

Ce sont ces tendances hostiles dont nous devons continuer à nous préoccuper sérieusement.

P. LARROUy,

M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 22 juillet 1893.

(Arrivé à Paris, le 3 août.)

J'ai interrogé le Premier Ministre au sujet d'une commande de fusils dont on annonçait l'arrivée prochaine à Madagascar. Je vous ai entretenu de cette affaire par ma dépêche du 30 juin. Le Premier Ministre m'a répondu qu'il n'attendait ni fusils, ni armes en général, ni munitions.

P. LARROUy.

M. Develle, ministre des affaires étrangères à M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 11 août 1893.

Je réponds à votre dépêche du 30 juin et à votre télégramme du 22 juillet.

Il est indispensable que vous ayez un nouvel entretien avec le Premier Ministre au sujet des récentes importations d'armes. Vous rappellerez que tant que ces achats ont paru destinés simplement à permettre au Gouvernement hova d'assurer la police intérieure de l'île, nous n'avons formulé aucune observation. Mais les conditions dans lesquelles ont eu lieu les nouvelles commandes, les précautions prises pour en dissimuler le débarquement, les dénégations du Premier Ministre en réponse à vos questions,

montrent chez le Gouvernement hova des préoccupations qui ne sauraient nous laisser indifférents. Personne ne menace Madagascar, et nous avons d'ailleurs pris l'engagement, dans le Traité de 1885, de défendre les Etats de la Reine contre toute attaque du dehors. Les armements actuels n'ont donc pas de raison d'être, à moins qu'ils ne soient dirigés contre nous. Or, si nous continuons à être animés de sentiments amicaux à l'égard du Gouvernement hova, nous ne sommes pas moins résolus à ne pas tolérer plus longtemps de sa part une attitude aggressive, qui inquiète nos colons et les autres Résidents étrangers, et dont l'opinion publique en France commence à être vivement préoccupée. Vous devrez, en conséquence, vous expliquer nettement avec Rainilaiarivony et lui déclarer que vous entendez être tenu au courant à l'avenir de toutes les importations d'armes pour le compte du Gouvernement hova. Vous ajouterez que nos croiseurs ont reçu l'ordre de s'opposer aux importations clandestines et de saisir les cargaisons. Confirmez-vous à ce sujet avec le Commandant Richard, qui recevra des instructions du Ministre de la Marine.

Vous signalerez également les propos belliqueux tenus par certains Gouverneurs hovas et demanderez qu'ils soient invités à modifier leur attitude, sous peine de punition sévère.

Renseignez-moi exactement sur les informations alarmantes et erronées qui sont envoyées de Tamatave par chaque courrier, afin que je puisse, s'il y a lieu, les démentir.

Jules Develle.

M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 5 septembre 1893.

(Arrivé à Paris, le 26 septembre.)

J'ai reçu votre télégramme du 11 août. A ma première audience, j'aurai avec le Premier Ministre, comme vous me le prescrivez, une explication très nette sur la question des armements du Gouvernement hova. Actuellement, le Premier Ministre ne voit personne. Des bruits inquiétants circulent sur sa santé, mais je ne les crois pas fondés. Dans tous les cas, si lundi prochain je n'ai pas mon entrevue habituelle avec le Premier Ministre, je lui demanderai une audience.

M. Georges Muller, français, chargé d'une mission scientifique à Madagascar, a été assassiné, le 23 juillet dernier, dans le Nord-Ouest par des brigands. Vous recevrez des détails par le paquebot qui arrivera à Marseille, le 1^{er} octobre. Ce crime, dont les circonstances sont particulièrement horribles, a produit ici une vive émotion.

P. LARROUY.

M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 27 septembre 1893.

(Arrivé à Paris, le 14 octobre.)

La situation est tranquille en apparence, mais des bruits de guerre commencent à circuler sérieusement parmi les populations étrangère et indigène de Tananarive, qui voient s'accumuler de jour en jour les difficultés entre

la France et Madagascar. Je n'ai pas encore pu voir le Premier Ministre. Le parti qui lui est hostile, encouragé par la Reine, recommence à s'agiter.

La presse de Tamatave publie des articles poussant à la guerre ainsi que des nouvelles exagérées sur les troubles qui ont eu lieu parmi les peuplades du Sud de l'île.

P. LARROUY.

M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 25 octobre 1893.

(Arrivé à Paris, le 3 novembre.)

J'ai fait hier au Premier Ministre les déclarations prescrites par Votre Excellence au sujet des armements du Gouvernement hova. Le Premier Ministre m'a demandé de lui adresser une communication écrite. J'ai donné satisfaction à ce désir. Il veut gagner ainsi du temps et consulter ses conseillers sur la réponse à me faire.

J'estime qu'il éludera la question, en ce qui concerne l'engagement de nous prévenir, au préalable, des commandes d'armes que pourrait faire la Cour d'Emyrne.

P. LARROUY.

M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 3 novembre 1893.

(Arrivé à Paris, le 25 novembre.)

La réponse écrite du Premier Ministre aux déclarations que Votre Excellence m'avait chargé de lui faire, au sujet des armements du Gouvernement malgache, vient de me parvenir. Comme je l'avais prévu, le Premier Ministre se borne à répondre que les armements ne sont pas dirigés contre la France, mais ont été faits sous l'impulsion de nécessités de politique intérieure. Il ajoute que « bien que d'autres achats d'armes puissent être faits dans l'avenir », lesdits achats ne seront pas une menace contre nous. En fait, il revendique pour la Cour d'Emyrne le droit d'acheter des armes et se refuse à prendre l'engagement de prévenir au préalable.

P. LARROUY.

M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 6 novembre 1893.

(Arrivé à Paris, le 25 novembre.)

Une lettre de M. Suberbie, que je viens de recevoir, m'annonce qu'un de ses postes a été, de nouveau, attaqué par les Fahavalos, le 21 octobre. Un créole de la Réunion, nommé Silanque, a été tué ; deux autres Français faits prisonniers ont pu s'échapper. De nombreux indigènes ont été tués ou blessés.

Je proteste énergiquement auprès du Premier Ministre contre ces désordres que je lui avais déjà signalés et qu'il m'avait promis de faire cesser. Je demande le rappel et la punition du Gouverneur général du

Goueni coupable au moins de négligence, l'envoi immédiat de troupes et je fais mes réserves quant aux indemnités qui pourront être réclamées au Gouvernement malgache.

P. LARROUY.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 14 novembre 1893.

La situation que vous me signalez est l'objet de toute notre attention. J'approuve les instructions données par vous au sujet de l'importation des armes et je vous prie de ne rien négliger pour empêcher les débarquements. Renouvez au besoin votre déclaration au Premier Ministre dans le sens de mes précédentes instructions. Signalez-lui également la nécessité de prendre des mesures pour assurer la sécurité de nos nationaux ou des étrangers. Si le Gouvernement hova est impuissant, nous serions amenés à examiner les dispositions à prendre pour garantir nous-mêmes l'ordre et la sécurité.

Jules DEVELLE.

M. Casimir-Perier, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, à M. Larrouy, résident général de France à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 27 décembre 1893.

Je vous remercie du soin avec lequel vous me renseignez sur la situation qui continue à être l'objet de toute notre attention. J'approuve les représentations énergiques que vous avez adressées au Premier Ministre à l'occasion des actes de violence commis contre nos nationaux. Insistez pour obtenir les satisfactions qui nous sont dues, en faisant ressortir les responsabilités que crée au Gouvernement malgache son impuissance à assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité.

Recommandez à tous nos agents et à nos croiseurs la plus grande vigilance, en ce qui concerne l'importation des armes.

CASIMIR-PERIER.

M. Larrouy, résident général de la République française à Tananarive, à M. Casimir-Perier, président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 26 janvier 1894.

(Arrivé à Paris, le 14 février.)

Une bande de malfaiteurs a envahi, dans la nuit du 19 au 20, la maison d'un Français habitant Tananarive, M. Durand. Ce dernier, en état de légitime défense, a tué un de ses agresseurs d'un coup de fusil. J'ai adressé aussitôt de vives représentations au Premier Ministre et l'ai rendu responsable de la sécurité de nos nationaux. Une enquête a été ouverte par nos soins, mais il est à craindre que, comme toujours, les coupables ne puissent être découverts. Cette attaque s'est produite dans des conditions analogues à celles qui eurent lieu, en 1890, à la Mission catholique et chez M. Chayet.

A l'occasion de la délivrance de l'exequatur au nouveau Consul américain à Tamatave et de la reconnaissance de l'intérimaire du Consul anglais à

Tamatave, parti récemment en congé, le Premier Ministre fait preuve de la même mauvaise volonté et de la même intransigeance que par le passé.

Les esprits sont toujours très agités, surtout à la côte. On attend avec anxiété le résultat de la discussion annoncée par la presse comme devant avoir lieu à la Chambre au sujet de notre situation dans la grande île.

P. LARROUY.

M. Casimir-Perier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 26 janvier 1894.

En réponse à une interpellation de M. Brunet, Député de la Réunion, j'ai fait connaître les termes des instructions relatives aux importations d'armes et à la protection de nos nationaux. J'ai déclaré que nous conservions l'espoir que le Gouvernement hova tiendrait compte de nos représentations et que nous pourrions développer pacifiquement la prospérité de nos colons et de notre commerce, mais que nous saurions, en tout état de cause, faire respecter nos droits et sauvegarder nos intérêts et que le Gouvernement avait prévu toutes les éventualités.

La Chambre a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant : « La Chambre, résolue à soutenir le Gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau, passe à l'ordre du jour. »

Le Gouvernement se propose, si vous n'y voyez pas d'objection, de renforcer de 200 hommes la garnison de la Réunion, et d'un chiffre égal celle de Diego-Suarez, et, si possible, d'accroître d'un bâtiment l'effectif de la division navale.

Continuez à me tenir au courant de la situation et faites-moi connaître votre sentiment sur les mesures coercitives qui pourraient être prises, le cas échéant, en dehors de l'envoi d'un corps expéditionnaire.

CASIMIR-PERIER.

M. Larrouy, résident général de la République française, à M. Casimir-Perier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 7 février 1894.

(Arrivé à Paris le 10 février.)

Je réponds à votre télégramme du 26 janvier.

Je ne vois pas d'objection au renforcement des garnisons de la Réunion et de Diego-Suarez ; mais la portée de cette mesure n'aura aucune influence sur les dispositions du Gouvernement hova.

L'accroissement de la division navale est avantageux, car il facilitera la surveillance des importations d'armes. Nos effectifs en bâtiments sont en ce moment insuffisants pour que cette surveillance soit vraiment efficace.

Votre Excellence me demande de lui faire connaitre mon sentiment sur les moyens coercitifs à prendre en dehors de l'envoi d'un corps expéditionnaire. Je n'en verrais pas d'autre que celui d'augmenter nos forces militai-

res à Tananarive. Toute action militaire sur la côte compromettrait la sécurité de nos nationaux à l'intérieur, sans avoir pour résultat d'amener le Gouvernement hova à composition. Nous avons à cet égard l'expérience du passé.

J'estime à un minimum de 500 hommes les forces qui nous seraient nécessaires à Tananarive pour exercer une pression sérieuse sur la cour d'Euryne. Nous aurions un motif pour renforcer l'escorte du Résident général en invoquant la nécessité de pourvoir à la sécurité menacée de nos nationaux dans le Bouéni et ailleurs, et l'impuissance du Gouvernement hova à obtenir ce résultat.

Il se pourrait que l'envoi de ce renfort à Tananarive n'amènerait pas de conflit avec le Gouvernement hova, qui souvent accepte le fait accompli ; mais je ne saurais donner à Votre Excellence aucune assurance précise à cet égard, et nous devrions, dans tous les cas, examiner au préalable l'éventualité où des complications se produiraient et nous préparer à soutenir au besoin cette démonstration.

Un autre moyen consisterait à envoyer directement par Majunga des troupes à Maévataua, quatre à cinq cents hommes, sous le même prétexte de la police que je viens d'indiquer. Mais je suis obligé de faire les mêmes réserves que précédemment quant à ce projet.

Si nous prenions la résolution de nous arrêter à l'un des deux moyens que j'expose, j'estime, en ce qui me concerne, que le renfort de l'escorte du Résident général offrirait encore moins de danger, parce que le Résident général pourrait contrôler l'action de nos troupes.

P. LARROUY.

M. Casimir-Perier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 11 février 1894.

Le renforcement des garnisons de Diego-Suarez et de la Réunion aurait pour but d'assurer la sécurité de nos possessions du nord de Madagascar et de permettre, le cas échéant, de protéger nos nationaux établis sur la côte. Je suis, d'ailleurs, d'accord avec vous sur les inconvénients que présenterait une action limitée au littoral et je me réserve de vous faire part ultérieurement des appréciations du Gouvernement touchant l'ensemble des éventualités que vous envisagez.

CASIMIR-PERIER.

M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive, à M. Casimir-Perier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Tananarive, le 20 février 1894.

Arrivé à Paris le 27 mars.)

J'ai fait connaître à Votre Excellence, par ma dépêche du 19 janvier dernier, que des conseils étaient tenus au Palais en vue de déterminer les mesures à prendre pour déjouer la surveillance que nos croiseurs ont reçue l'ordre d'exercer sur les importations de matériel de guerre pour le Gouvernement hova.

Il y a huit jours, une nouvelle délibération a eu lieu. Seuls, le Premier

Ministre, les sieurs Parrett et Shervinton et deux personnages plus spécialement chargés de l'armée y assistaient. Les résolutions suivantes ont été arrêtées : construction d'un grand fort à Majunga, de trois petits le long de la baie de Bombetoka, d'un fort à Morotsangana et d'un autre à Vohémar ; réfection et amélioration des ouvrages élevés en 1883 à Manjakaudriauom-bana près de Tamatave ; édification d'un fort à Tanimandry ainsi que sur le mont Ifody et sur le pic d'Angavo. Ces projets ont principalement pour but de mettre en état de défense les routes qui, de Tamatave et Majunga, conduisent à Tananarive.

Il a été décidé, en outre, que les travaux dont il s'agit seraient exécutés le plus discrètement et le plus rapidement possible. Ils seront faits en corvée. Toutefois, afin d'éviter que les travailleurs ne s'ensuivent, on leur fournit, contrairement à l'habitude, la nourriture.

Enfin le personnel d'ouvriers de la cartoucherie installée à Soanierana près Tananarive par les soins d'un Anglais, M. Hanning, va être augmenté.

Les informations que je viens de communiquer à Votre Excellence confirment les appréciations que j'ai émises précédemment au sujet de l'impression produite sur l'esprit du Premier Ministre par nos déclarations et les mesures que nous avons prises récemment pour empêcher l'importation des armes et munitions. Il n'en est que plus résolu à activer ses armements.

Chez les Hovas, heureusement, il s'écoule généralement un long intervalle entre la décision et la mise à exécution. Nous pouvons donc espérer que les fortifications dont il a été question plus haut ne seront pas terminées avant longtemps.

P. LARROUY.

M. Casimir-Perier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 29 mars 1894.

La question du renfort de l'escorte sera l'objet d'une étude attentive. Des crédits ont été votés pour l'augmentation des garnisons de Diego-Suarez et de la Réunion. Cette mesure, dont la réalisation sera prochaine, permettra, le cas échéant, de faire face à des incidents imprévus et d'assurer la possession d'un point d'appui en vue d'une action plus étendue, si la nécessité s'imposait. Je me propose d'examiner avec le Ministre de la marine les moyens de renforcer la division navale, ainsi que les dispositions nécessaires pour augmenter l'approvisionnement de l'escorte en munitions.

CASIMIR-PERIER.

M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 23 juin 1894.

(Arrivé à Paris, le 23 juillet.)

Je vous ai fait savoir qu'un soldat de l'escorte du Résident général a été attaqué et blessé grièvement par le neveu de la reine et ses aides de camp. Je crois nécessaire de vous donner des renseignements sur l'état actuel de cette affaire avant le départ du paquebot de Tamatave, ainsi que sur de nouveaux faits que j'apprends à l'instant. Malgré mes représenta-

tions énergiques et pressantes, le Premier Ministre ne poursuit pas les coupables. Il se contente de me faire connaître qu'il a fait arrêter le chef de la police du quartier pour n'avoir point sévi contre les perturbateurs de l'ordre, ce qui est unurre. Il est de mon devoir d'avertir Votre Excellence que l'impunité d'un attentat commis ainsi publiquement sur un soldat de l'escorte excite contre nous la partie turbulente de la population et alarme les colonies française et étrangères. La mauvaise volonté du Premier Ministre est évidente ; son inaction est interprétée comme une approbation tacite. J'ai pris les mesures de prudence que la situation comporte. L'escorte a été provisoirement consignée à la caserne, mais cette mesure ne saurait être maintenue indéfiniment sans inconvenient pour la discipline.

Il résulte des enquêtes que j'ai provoquées que, depuis le commencement de février dernier, date à laquelle les Hovas ont acquis la certitude qu'il n'y aurait pas d'expédition cette année, des incidents de ce genre ont commencé à se produire, et que, depuis environ deux mois, on constate une recrudescence dans ces manifestations. Nous avons la preuve qu'elles sont le résultat des excitations directes des fonctionnaires hovas qui, pour détourner le mécontentement causé parmi le peuple par la perception de l'impôt et par la corvée, motivent leurs exactions en disant qu'elles sont nécessaires pour faire face aux dures exigences des Français. Les rapports qui me parviennent des provinces sont unanimes à cet égard et confirment ce que je constate à Tananarive.

Le mauvais vouloir des autorités hovas se manifeste vis-à-vis de tous les étrangers. Le Vice-Consul d'Angleterre m'a transmis une plainte d'un Mauricien arrêté illégalement par les autorités hovas d'Ambositra. On m'annonce que le jeune Salomon a été attaqué, blessé et volé par les Fabavalos à trois jours à l'Ouest de Tananarive.

Le directeur des mines d'or de Suberbieville m'annonce des actes de violences graves commis par des Malgaches sur son personnel et il me signale l'attitude provocante et les excitations des autorités hovas.

Le Résident à Tamatave me communique des renseignements d'après lesquels un Français de la Réunion aurait été assassiné par les esclaves du Gouverneur de Mahanoro et à l'instigation de ce dernier. Une enquête va être faite par le président du Tribunal.

P. LARROUY.

M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

Tananarive, le 27 juin 1894.
(Arrivé à Paris le 23 juillet.)

Comme suite à mon télégramme du 25 courant, j'ai l'honneur de vous informer que, avant-hier, les serviteurs indigènes de la résidence générale ont été menacés de mort par les aides de camp de Rakotomena. J'ai protesté auprès du Premier Ministre en le mettant en demeure de faire cesser ces provocations, lui déclarant que je les considérais comme des offenses au représentant du Gouvernement de la République. Pas plus pour cette affaire que pour celle des soldats de l'escorte, je n'ai de réponse et je suis obligé de donner à elle à la résidence générale à ces indigènes.

Je n'ai pas vu lundi dernier le Premier Ministre, qui s'est excusé de ne pas me recevoir, sous un prétexte futile.

J'apprends qu'il se propose de se rendre avec la Reine à Ambohimanga.

P. LARROUY.

M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

Tananarive, le 30 juin 1894.
(Arrivé à Paris le 1^{er} aout.)

Aussi longtemps que les Hovas ont été retenus par la crainte d'une rupture avec la France qui aurait pu être suivie d'hostilités immédiates leur attitude à notre égard, bien que toujours malveillante, restait encore relativement molétaire dans la forme. Rassurés aujourd'hui au sujet d'une éventualité que leurs informateurs habituels leur présentent comme très lointaine et invraisemblable, ils pensent n'avoir point de ménagements à garder.

Les gens du Palais qui se croient menacés par le développement de l'influence française à Madagascar ont de tout temps excité le peuple contre nous. Plus que jamais, en ce moment, c'est aux Français que sont attribués tous les maux de la situation. C'est pour satisfaire à leurs impitoyables exigences que l'impôt de la piastre est perçu, que l'emprunt forcé est établi, que les corvées de travailleurs sont péniblement organisées dans quelques régions aurifères. Ainsi sont motivées toutes les exactions. D'autres causes de mécontentement sont également exploitées contre nous.

De là est évidemment né un état d'esprit parmi les Malgaches, que la coterie qui domine dans les conseils du Premier Ministre entretient et développe par tous les moyens.

L'agression de Rakotomena contre un soldat de l'escorte est une manifestation violente des sentiments des grands officiers. Elle n'a été jugée dans l'entourage du Palais que comme un acte simplement prématûre et inopportun. Le Premier Ministre, n'étant plus comme autrefois capable de résister aux entraînements impolitiques de son entourage, semble n'avoir même pas recherché un compromis honorable qui aurait pu mettre fin à l'incident provoqué par Rakotomena. Dans une circonstance analogue et à une époque où il savait montrer plus de vigueur, Rainilaiarivony avait trouvé le moyen de nous donner des satisfactions suffisantes pour éviter un éclat. Il n'en est plus ainsi.

Non content d'assurer au neveu de la Reine l'impunité la plus scandaleuse, le Premier Ministre vient de pousser l'arrogance jusqu'à m'annoncer que Rakotomena lui a adressé une plainte pour protester contre la publication, dans le *Progrès de l'Imérina* et dans le *Ny Malagasy*, d'un entrefilet dans lequel étaient exposées les circonstances de l'agression du 13 juin et le rôle que celui-ci y avait joué. Tous les détails de l'affaire étaient déjà de notoriété publique chez les Malgaches avant même que j'en fusse informé. En sortant du Palais et en présence de M. d'Anthoixard, Marc Rabibisoa, qui venait d'interpréter les observations que j'avais présentées au Premier Ministre sur les excès commis par Rakotomena, admettait la véracité de ces mêmes faits, en rejetant la responsabilité de l'inconduite de ce jeune homme sur ses esclaves et ses aides de camp. Le Premier Ministre, au début de notre entretien, avait essayé d'établir en faveur de Rakotomena un alibi sur lequel il n'a pas eu, d'ailleurs, le courage d'insister, tout en bégayant des objections de détail. En ce moment, on cherche à donner le change à l'opinion malgache en faisant courir le bruit que Rakotomena n'était pour rien dans cette affaire. C'est la un procédé familier aux Hovas et auquel on ne saurait se laisser prendre.

Ce n'est pas seulement dans la capitale, où la présence de la Résidence

générale et de l'escorte ont tenu jusqu'ici les agitateurs en respect, mais encore dans les provinces, que nous ressentons les effets des excitations dirigées contre les Français. A ces causes générales viennent s'ajouter, à Soberbieville, les froissements journaliers qui résultent des tentatives de répression exercées par les employés de M. Soberbie à l'égard des indigènes soupçonnés ou convaincus de vol d'or ou de se livrer à l'exploitation clandestine des gisements aurifères compris dans la limite de la concession. Nul n'ignore plus à Madagascar que le Premier Ministre a pris la résolution de chasser M. Soberbie de sa concession. On savait autrefois que les attentats dirigés contre les établissements ou le personnel de ce Français étaient bien rarement punis par les autorités malgaches. Mais on savait aussi que les officiers hovas ne s'opposeraient pas aux mesures que M. Soberbie et ses agents prendraient eux-mêmes pour en assurer, dans une certaine mesure, la répression effective. Les choses ont changé de face actuellement. Les mêmes conflits s'élèvent généralement à l'occasion de la punition de quelques voleurs d'or, qui, en d'autres temps, n'auraient même pas été mentionnés, tout maintenant l'objet de récriminations comminatoires de la part du Premier Ministre.

Nous ne saurions nous étonner si, dans ces conditions, les attentats contre les personnes et les biens des Européens se renouvellent fréquemment. A trois journées de Tananarive, à Ambohimarina, en Emyrne, dans une localité pourvue d'une administration hova, un Français de la Réunion, le sieur Salomon, vient d'être attaqué, volé et blessé par des malfaiteurs.

Notre Résident à Tamatave m'a informé, ainsi que je vous l'ai déjà annoncé, qu'un autre Français, le nommé Barnesse, était mort à la suite de circonstances qui n'ont pas paru naturelles ; le gouverneur Rainisolofo, connu par ses sentiments antifrançais, est fortement soupçonné d'avoir fait assassiner notre compatriote.

Ce ne sont pas seulement nos nationaux qui ont à souffrir de ces procédés : M. le Vice-Cousul de S. M. Britannique à Tananarive m'a exprimé les doléances de ses ressortissants. D'après M. Porter, des sujets britanniques sont constamment l'objet de vexations et de dénis de justice de la part des autorités hovas. Une plainte récente, que lui a adressée le sieur Victoir, serait une preuve que les Hovas ne font, sous ce rapport, aucune distinction entre les Vazabas de nationalités différentes. Le sujet britannique précité, appelé par ses affaires de commerce à Ambositra, après avoir été l'objet des tracasseries des officiers hovas, a fini par être arbitrairement séquestré, gardé à vue dans une maison et obligé ensuite de quitter la ville sans avoir pu obtenir le recouvrement des sommes qui lui étaient dues par des débiteurs indigènes. M. Porter a eu recours à mon intermédiaire en vue de la transmission de ses protestations au Premier Ministre et de la réclamation formulée contre le Gouvernement malgache par le sieur Victoir.

Les chefs des deux principales maisons américaines représentées à Tananarive éprouvent les mêmes difficultés. Ils constatent, à leurs dépens, la mauvaise foi et la mauvaise volonté que leur témoignent les fonctionnaires hovas.

Le surintendant de la Mission norvégienne, le docteur Borchgrevinck, m'exprimait, de son côté, les appréhensions que lui causaient les agissements du parti qui domine actuellement au Palais, tout en reconnaissant cependant que la majorité du peuple était loin de partager les sentiments

de haine qu'une minorité tyannique et puissante cherchait à entretenir et développer.

Dans un de ses derniers rapports, le docteur Besson me signalait, dans la province de Betsileo, les mêmes tendances et les mêmes excitations.

Eu résumé, de l'observation des faits se dégage la constatation des éléments suivants qui caractérisent la situation actuelle :

1^o Le Premier Ministre, perdant de sa fermeté, se sentant incapable de retarder ou de diriger les événements, se laisse influencer par des conseillers partisans des résolutions extrêmes et par des considérations de politique intérieure ;

2^o Les officiers admis aux conseils du Gouvernement n'étant plus retenus par l'autorité vigilante du vieux Premier Ministre dont ils croient, d'ailleurs, flatter la vanité et les sentiments, n'hésitent pas à donner à leur arrogance naturelle une forme de plus en plus agressive ;

3^o Encouragés par leurs informateurs européens, assurés du concours de certains étrangers tels que Parrett, Shervinton et consorts, les gens du Palais envisagent sceptiquement la perspective d'une action énergique de la France à Madagascar comme fort éloignée et invraisemblable. Et, le cas échéant, ils espèrent bien que, grâce à leurs armements et aussi aux difficultés qui s'opposent à la marche d'une armée européenne sur Tananarive, ils parviendront peut-être à vaincre nos efforts et, dans tous les cas, à les lasser ;

4^o L'impunité assurée aux attentats commis contre les Européens, le retentissement de l'affaire Rakotomena ont déterminé dans une partie de la population un état d'esprit inquiétant pour le présent et dangereux pour l'avenir ;

5^o Enfin, nous vivons au milieu d'une population très crédule, accessible aux bruits les plus absurdes et dont les méfiances naturelles sont soigneusement entretenues contre nous par des demi-civilisés, servis à souhait par des aventuriers anglais.

La nécessité de prendre d'ores et déjà une décision me paraît devoir s'imposer au Gouvernement de la République, si nous ne voulons pas nous laisser surprendre par les événements.

P. LARROUY.

**M. Hanotaux. Ministre des Affaires étrangères, à M. Larrouy,
Résident général de la République française à Tananarive.**

(Télégramme.)

Paris, le 20 juillet 1894.

J'ai saisi le Conseil des Ministres qui est disposé à examiner les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de nos nationaux et l'exécution du traité. Au cas où l'éventualité d'une rupture devrait être envisagée, vous auriez, à épuiser auprès du Gouvernement hova une dernière action diplomatique et à gagner ainsi le temps indispensable en vue des dispositions concertées avec vous.

Les renforts sont arrivés à Diego-Suarez. La marine enverra des bateaux. Faites-moi connaître d'urgence votre avis sur l'ensemble des mesures que la situation comporterait.

G. HANOTAUX.

M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 27 juillet 1894.

(Arrivé à Paris le 30 juillet.)

Je réponds à votre télégramme du 20 juillet. J'estime que l'éventualité d'une rupture doit être envisagée comme inévitable. Aussi, tout en épousant la dernière action diplomatique et en gagnant ainsi le temps nécessaire pour vos préparatifs, il convient de se résoudre à évacuer. Pour ne pas exposer les Européens à être maltraités ou retenus comme otages, toute opération militaire en territoire hova doit être évitée provisoirement.

Cependant nous devons prendre les dispositions nécessaires pour assurer la possession de points d'appui où les Européens seront en sûreté. A ce moment, la Résidence générale étant transférée à Tamatave, une démonstration militaire pourra appuyer peut-être efficacement le supreme effort d'une action diplomatique qui n'aura pas été interrompue jusque-là. L'évacuation nécessitant un délai de deux mois et demi environ, il conviendrait d'y procéder immédiatement pour profiter de la fin de la saison sèche. Nous devrions également mettre les étrangers à même d'assurer leur départ en leur notifiant les mesures que nous prenons pour nos nationaux.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien m'envoyer de nouvelles instructions.

P. LARROUY.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Larrouy Résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 1^{er} août 1894.

Le Gouvernement de la République se préoccupe vivement de la situation signalée par vos télégrammes et par votre correspondance. Cependant, il ne pense pas qu'il y ait lieu d'entrer d'ores et déjà dans la voie qui conduirait à une rupture immédiate. Il examine actuellement les conditions d'une action éventuelle dans la grande île africaine, de façon à saisir les Chambres à la rentrée au cas où la situation ne se serait pas améliorée. Le Gouvernement n'est nullement d'avis que vous procédiez à une évacuation immédiate et que vous vous installiez à Tamatave.

Il y a tout avantage à ce que vous restiez en contact avec le Gouvernement hova et que, tout en persévérant dans vos revendications, vous nous aidiez à gagner le temps nécessaire ; une dernière action diplomatique tentée à Tananarive devrait précéder de très peu la date de l'évacuation et l'action éventuelle.

Il est bien entendu cependant que, tout en vous faisant connaître ses vues, le Gouvernement s'en rapporte à votre expérience et à votre sang-froid en cas de péril urgent.

G. HANOTAUX.

M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 6 août 1894.

(Arrivé à Paris le 31 aout.)

Je réponds à votre télégramme du 1^{er} aout. Je comprends les raisons

qui obligent le Gouvernement de la République à gagner du temps. Cependant, je dois vous faire part des préoccupations que m'inspire le souci de la sécurité des Français habitant Tananarive. L'arrogance des Hovas aumente toujours. Cette année, leur audace a pris des proportions extraordinaires lorsqu'ils ont vu que les bruits de guerre mis en circulation, il y a huit ou neuf mois, et paraissant corroborés par certaines mesures prises par le Gouvernement (mission de M. de Beylié, envoi de renforts à Diego-Suarez et à la Réunion, etc.), n'étaient suivis d'aucun effet. Cet état d'esprit chez les Hovas a provoqué les incidents dont je vous ai entretenus précédemment, et, en ce moment, après nous avoir en quelque sorte tâties, ils attendent, dans une attitude provocante, ce que fera le Gouvernement de la République. Tout tend à nous prouver qu'une rupture est inévitable. Dès lors, il convient tout d'abord d'assurer la retraite vers la côte des 150 Français, non compris l'escorte du Résident général et les fonctionnaires établis dans l'intérieur de l'île.

Cette évacuation doit précéder toute modification dans notre attitude, qu'il s'agisse d'une dernière action diplomatique, du transfert de la Résidence générale à Tamatave ou même d'une demande de crédits aux Chambres.

Votre Excellence me dit que le Gouvernement français, tout en me faisant connaître ses vues, s'en rapporte à mon expérience et à mon sang-froid en cas de péril urgent. Permettez-moi de répondre à Votre Excellence que, lorsqu'il y aura urgence, il y aura précipitation et panique, et que l'évacuation se fera alors dans des conditions désastreuses. Tel a été le cas en 1883.

Dans mon sentiment, le départ des Français doit précéder toute modification dans notre attitude, et le transfert de la Résidence générale à Tamatave ne doit s'effectuer qu'après que tous nos compatriotes seront en sûreté. C'est pourquoi je crois de mon devoir d'insister auprès de Votre Excellence pour qu'elle m'autorise à faire partir d'Emyrne, du Betsiléo et du Bouéni, les malades et les impotents et à donner à nos nationaux la possibilité de se mettre en sûreté. Cela fait, le Gouvernement de la République pourra, s'il le juge convenable, saisir les Chambres de la question, tout en maintenant la Résidence générale à Tananarive jusqu'à la dernière action diplomatique.

P. LARROUY.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 12 août 1894.

En vous confirmant mon télégramme du 1^{er} août, je crois devoir préciser les vues du Gouvernement. Nous persistons à penser qu'en l'état actuel des faits et même en vue d'une intervention éventuelle, l'évacuation immédiate présenterait, en tant que mesure politique, de sérieux inconvénients.

Dans notre pensée, on ne devrait procéder à l'évacuation que lorsque le Gouvernement, après avoir terminé l'étude indispensable des voies et moyens, aura résolu de demander des crédits aux Chambres. On ménagerait encore, entre cette décision et le dépôt du projet de loi, le temps qui vous serait nécessaire pour évacuer.

Toutefois, ces considérations ne sauraient prévaloir, au cas où vous jugeriez la situation assez grave pour mettre en péril la vie de nos nationaux

en Emyrne et rendre impossible votre retour à la côte dans des conditions de sécurité suffisante. Si de telles conjonctures se présentaient, le Gouvernement ne peut que s'en remettre à votre appréciation, certain que la résolution que vous prendrez vous sera dictée par le sentiment éclairé de tous vos devoirs.

G. HANOTAUX.

M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 28 août 1894.

(Arrivé à Paris le 2 septembre)

La sécurité de nos nationaux est si précaire que je n'hésite point à considérer leur vie comme menacée, et la prudence nous commande de ne pas attendre qu'il y ait mort d'homme pour prendre les dispositions que la situation comporte. J'estime que nous sommes arrivés à la limite extrême des délais pour procéder à l'évacuation. Retarder plus longtemps cette opération rendrait impossible notre retour à la côte dans des conditions de sécurité suffisante. Je tiens à profiter de la fin de la bonne saison en vue de faire partir d'abord les femmes et les invalides, ensuite les colons. Je quitterai Tananarive le dernier avec l'escorte et le personnel.

Toutefois, avant d'agir, j'attendrai votre réponse.

P. LARROUY.

M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 4 septembre 1894.

(Arrivé à Paris le 30 septembre)

Depuis le départ de la valise, j'ai reçu du Premier Ministre plusieurs lettres dont le ton laisse percer la menace.

Prenant texte de la publication dans la presse locale d'un télégramme de l'Agence Reuter ainsi conçu : « De nouvelles troupes sont parties pour Madagascar », le Premier Ministre m'a prié de lui fournir des explications sur les motifs de ces envois de troupes.

Enfin mes nombreuses réclamations au sujet des pierres lancées contre les soldats ou les fonctionnaires n'ont eu d'autre résultat que d'amener Rainilaiarivony à me déclarer que les projectiles en question étaient sans doute des tuiles ou des briques détachées de constructions peu solides, ou des cailloux jetés par des enfants en train de jouer, et que dans les deux cas le Gouvernement malgache n'avait aucune mesure à prendre.

P. LARROUY.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Larrouy, Résident général de la République française à Tananarive.

(Télégramme.)

Paris, le 9 septembre 1894.

Après avoir pris connaissance de l'ensemble de vos dernières communications, le Conseil des Ministres, tenu hier à Pont-sur-Seine, a pensé que l'évacuation immédiate et complète aurait le caractère d'une rupture, tan-

dis que, d'autre part, la situation, telle qu'elle se dégage des faits, ne justifierait pas, dès à présent, le dépôt d'un projet de loi ayant pour objet l'envoi d'une expédition à Madagascar.

Dans ces conditions, le Gouvernement a décidé de prendre immédiatement les mesures suivantes :

Vous êtes appelé en France, en vertu du congé auquel vous avez droit, afin de conférer avec le Gouvernement.

En avisant le Premier Ministre de cette décision, vous lui ferez connaître que, en présence de l'impuissance du Gouvernement hova, qui ne vous permet plus de répondre de la sécurité de nos nationaux, vous avez dû prendre d'urgence des dispositions pour assurer l'évacuation des femmes, des enfants malades et invalides, qui tous regagneront la côte avec vous.

L'escorte restera à Tananarive sous les ordres de M. d'Anthouard, à qui vous remettrez le service et que vous accrédierez auprès du Premier Ministre comme délégué intérimaire à la Résidence générale.

En outre, le Gouvernement a décidé d'envoyer un agent en mission chargé de procéder sur place à un examen d'ensemble de la situation et autorisé à rechercher les moyens d'assurer sans retard et d'une manière définitive la sécurité de nos nationaux ainsi que des étrangers à Madagascar.

Cette mission a été offerte à M. Le Myre de Vilers qui l'accepte. Il partira par le prochain paquebot quittant Marseille le 12, et sera accompagné de M. Ranchot. Vous voudrez bien en aviser le Premier Ministre.

Le Ministre de la Marine prend les dispositions nécessaires pour renforcer la division navale de trois canonnières et d'un aviso en vue d'empêcher l'introduction des armes et de veiller, le cas échéant, à la sécurité de nos nationaux.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, Plénipotentiaire de la République française.

Paris, le 12 septembre 1894.

Les derniers événements survenus à Madagascar ont amenué le Gouvernement à examiner, avec la plus sérieuse attention, notre situation dans la grande île africaine.

Après avoir pris connaissance des rapports et télégrammes adressés récemment par notre Représentant à Tananarive, le Conseil des Ministres a décidé d'appeler M. Larrouy en France pour conférer avec le Gouvernement. Il a résolu, en même temps, de vous confier la mission de vous rendre à Madagascar pour procéder sur place à l'examen de la situation et rechercher les moyens de résoudre les difficultés actuellement pendantes.

En faisant ainsi de nouveau appel à votre dévouement, le Gouvernement s'est souvenu des importants services que vous avez déjà rendus, soit à Madagascar même, soit dans l'accomplissement de la mission que vous avez remplie l'année dernière au Siam. Il était certain d'avance que vous n'hésiteriez pas à lui prêter votre concours et que vous saisiriez, avec un empressement patriotique, l'occasion de vous créer de nouveaux titres à la gratitude du pays.

L'expérience complète que vous avez des affaires de Madagascar me permet d'exposer rapidement les points qui me paraissent devoir attirer particulièrement votre attention, et que j'ai déjà, d'ailleurs, passés en revue avec vous au cours de nos récents entretiens.

Vous connaissez les circonstances qui ont amené l'état de choses actuel. Sans remonter dans le passé, sans insister sur les origines de notre établissement dans la grande île, sur notre politique traditionnelle, je me bornerai à constater que les droits de la France à Madagascar ont été l'objet d'une sorte de novation à la suite de la conclusion du Traité du 17 décembre 1885, et c'est ce traité qui est la règle des relations existant entre le Gouvernement de la République et la Reine de Madagascar.

Je n'ai pas à vous apprendre que l'application du Traité de 1885 a donné lieu, dès l'origine, à des difficultés qui n'ont pu, jusqu'à présent, recevoir une solution satisfaisante. Le Gouvernement hova a manifesté, à diverses reprises, l'opinion que certaines clauses de l'Acte dont il s'agit devaient être interprétées à l'aide d'une lettre additionnelle des Plénipotentiaires français, MM. Miot et Patrimonio, qui n'a jamais reçu l'approbation du Gouvernement de la République.

Les efforts faits par le Premier Ministre hova pour affaiblir, à la faveur de certains passages de la lettre en question, les clauses du Traité de 1885, ont été la source d'incidents qui ont failli, à diverses reprises, dégénérer en rupture, et si des conséquences aussi graves ont pu être évitées, c'est grâce à la modération et à la prudence du Gouvernement français, qui, sûr de son droit, n'a pas voulu se départir de la politique pacifique en même temps que vigilante qui a toujours été la sienne depuis l'année 1885.

Cette politique reste encore la même aujourd'hui. Le Gouvernement de la République y demeure d'autant plus fortement attaché que nos droits à Madagascar ont été solennellement reconnus par les Puissances, soit à la Conférence de Bruxelles alors que les Délégués des divers Etats confiaient à la France le soin de faire appliquer dans la grande île les mesures édictées par l'Acte général, soit quand le Gouvernement britannique et le Gouvernement allemand ont signé les arrangements qui reconnaissent notre Protectorat avec toutes ses conséquences.

Au point de vue international, notre situation à Madagascar, qui s'appuie sur des traités et des actes diplomatiques, ne saurait être contestée. Nous n'en avons pas moins rencontré, en fait, des obstacles dont vous connaissez la nature et le caractère.

En disposant, dans son article 2, que le Résident général de la République française présidera aux relations extérieures de Madagascar, le Traité de 1885 nous a constitués l'intermédiaire obligé entre les représentants des Puissances et le Gouvernement hova. Cette conséquence du Traité a été de nouveau reconnue et sanctionnée à la suite des accords intervenus en 1890 entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et le Gouvernement britannique ainsi que le Gouvernement impérial ont donné des instructions en ce sens à leurs agents dans la grande île. Le Premier Ministre hova s'est cependant refusé jusqu'à ce jour à exécuter la clause dont il s'agit.

Il a continué à revendiquer le droit de délivrer directement l'exequatur aux Représentants des Puissances et de correspondre sans intermédiaire avec eux et il a même menacé de rompre tout rapport avec les Consuls étrangers qui s'adresseraient au Résident général.

D'autre part, Raimilaarivouy s'est peu d'une fois efforcé, sous des prétextes plus ou moins habilement choisis, de suspendre, pendant des périodes assez longues, les relations officielles avec le Résident général, et il s'est souvent écarté, dans ces derniers temps, dans sa correspondance avec lui, des égards qui sont dus au Représentant de la France.

Aux difficultés suscitées par le mauvais vouloir du Premier Ministre sont venues s'ajouter, depuis quelque temps, celles qui résultent de la crise intérieure que traverse actuellement Madagascar.

Par suite de la faiblesse du Gouvernement central, le pays est profondément troublé. Les provinces sont dévastées par des bandes de malfaiteurs (sahavalos) qui pillent les habitations isolées ou les villages, rendent presque impossibles les communications entre les différents centres et n'hésitent pas à s'attaquer aux résidents ou voyageurs étrangers.

Ces agressions deviennent de plus en plus fréquentes. Sans entrer dans le détail des différents faits de cette nature qui nous ont été signalés par le Résident général, je me bornerai à rappeler qu'au mois d'août de l'année dernière un de nos compatriotes, M. Müller, qui accomplissait une exploitation scientifique, a été assassiné, à peu de distance d'un poste hova, par un parti de sahavalos, fort d'environ 400 hommes. Les coupables sont demeurés jusqu'à ce jour impunis comme l'avaient été les meurtriers d'un autre Français, le D^r Bézat, tué quel que temps auparavant dans des circonstances analogues. Pendant ces derniers mois, l'établissement industriel que dirige un de nos colons, M. Suberbie, concessionnaire d'une importante exploitation aurifère dans le Nord-Ouest de Madagascar, a été, à maintes reprises, envahi par des bandes de pillards, qui ont attaqué différents postes, tué ou blessé plusieurs employés, sans que les autorités locales aient pris aucune mesure sérieuse pour mettre fin à ces désordres, qu'elles paraissent même avoir sinon provoqués, du moins encouragés par leur inaction.

Le Premier Ministre, saisi par notre Résident général d'une plainte formelle contre le Gouverneur général du Boueni, dont la responsabilité serait gravement engagée, s'est borné à mander ce fonctionnaire à Tananarive, et a refusé jusqu'à présent d'accorder aucune satisfaction.

Nous ne saurions demeurer indifférents en présence d'un état de choses qui compromet gravement les intérêts de nos nationaux et des autres résidents étrangers à Madagascar. Il nous est impossible de laisser sans protection et sans défense nos compatriotes qui se sont établis dans ce pays. D'autre part, en obtenant des Puissances la reconnaissance de notre Protectorat, nous avons assumé, dans une certaine mesure, l'obligation de veiller à l'exécution des engagements contractés à leur égard par le Gouvernement hova, et parmi lesquels figure, en première ligne, la sauvegarde de la vie et des biens de leurs ressortissants.

Notre Représentant à Tananarive avait été, en conséquence, invité à la fin de l'année dernière, à appeler la plus sérieuse attention du Premier Ministre sur cette situation, en lui déclarant que nous tiendrions à l'avenir le Gouvernement hova directement responsable des nouveaux attentats qui viendraient à se produire, et que, dans le cas où la Cour d'Emyrue, soit par mauvaise volonté, soit par impuissance, ne s'acquitterait pas du devoir qui lui incombe, nous nous trouverions dans l'obligation d'aviser aux mesures à prendre pour garantir nous-mêmes la sécurité de nos nationaux et des autres résidents étrangers.

Ces représentations sont restées sans effet. Non seulement le Gouvernement hova n'a pris aucune mesure efficace pour faire cesser le brigandage dans les provinces, mais, à Tananarive même, nos compatriotes ne se trouvent plus en sécurité. C'est ainsi qu'au mois de juillet dernier la maison d'un Français, M. Durand, a été envahie par une bande de malfaiteurs

et celui-ci a dû, pour protéger sa vie, tuer un des agresseurs d'un coup de fusil. Cette attaque s'est produite dans les mêmes conditions que celles qui avaient eu lieu, en 1890, contre la mission catholique et contre M. Chayet, attaché à la Résidence générale, et, pas plus cette fois que précédemment, le Gouvernement hova n'a rien fait pour rechercher et punir les coupables. C'est ainsi encore qu'à une date toute récente un soldat de l'escorte du Résident général a été, sans aucune provocation de sa part, attaqué et blessé dans une rue de Tananarive par une bande d'indigènes qui accompagnait un neveu de la Reine. Les coupables n'ont pas été poursuivis et l'inaction des autorités locales est interprétée par la partie turbulente de la population comme une approbation tacite de semblables attentats. Les serviteurs de la Résidence générale ont été menacés de mort. La colonie française et les résidents étrangers manifestent de vives inquiétudes et le Résident général, en rendant compte de cette situation, n'a pas dissimulé qu'elle lui inspirait les plus graves préoccupations. Il a déclaré qu'il ne pouvait plus répondre de la sécurité de nos compatriotes établis dans la capitale ou dans l'intérieur de l'île, et qu'il lui paraissait indispensable de procéder sans retard à l'évacuation.

Comme je l'ai dit plus haut, c'est après avoir pris connaissance des récentes communications de notre Représentant à ce sujet, que le Gouvernement a résolu de vous demander de vous rendre à Tananarive et de vous confier la mission dont il me reste maintenant à préciser l'objet et la portée.

Je ne crois pas inutile toutefois de rappeler tout d'abord que le Parlement a eu l'occasion à diverses reprises, d'accord avec le Gouvernement, de manifester sa ferme volonté de ne pas laisser compromettre les droits de la France à Madagascar.

Au commencement de cette année, notamment, M. Casimir-Perier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, répondant à une interpellation de M. Brunet, a fait connaître les termes des instructions qu'il avait adressées au Résident général à Tananarive au sujet de la protection de nos nationaux et des étrangers. Il a déclaré que nous conservions l'espoir que le Gouvernement hova tiendrait compte de nos représentations et que nous pourrions développer pacifiquement la prospérité de nos colons et de notre commerce, mais que nous saurions, en tout état de cause, faire respecter les droits et sauvegarder les intérêts de la France à Madagascar. Après avoir entendu le Président du Conseil, la Chambre des Députés a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant : « La Chambre, résolue à soutenir le Gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau, passe à l'ordre du jour. » (Séance du 22 janvier 1894.)

C'est en vous appuyant sur cette manifestation significative de la représentation nationale, que vous aurez à présenter au Gouvernement hova les réclamations de la France et à lui faire connaître nos vues.

Ainsi que je l'ai déjà indiqué, ce que nous demandons au Gouvernement hova, c'est l'entièreté et loyale application des principes posés dans le traité du 17 décembre 1885.

Comme conséquence des dispositions de cet acte, qui portent que le Gouvernement de la République représentera Madagascar dans toutes ses relations extérieures (art. 1), et qu'un Résident représentant le Gouvernement français présidera aux relations extérieures de Madagascar (art. 2),

nous revendiquons le droit pour le Résident général de servir d'intermédiaire entre le Gouvernement hova et les agents des Puissances étrangères, soit en ce qui concerne la reconnaissance de ces agents et le libre exercice de leurs fonctions, soit pour toutes les questions qu'ils auront à traiter avec le Gouvernement de la Reine de Madagascar.

Tout en s'abstenant, conformément à l'article 2 du traité de 1885, de s'immiscer dans l'administration intérieure de l'île, le Gouvernement français ne saurait se désintéresser de certains actes du Gouvernement local qui pourraient porter atteinte aux engagements souscrits par ce dernier dans les traités conclus par lui, soit avec la France, soit avec les autres puissances. C'est ainsi que nous avons le droit de veiller à ce qu'aucune entrave ne soit apportée à la liberté du commerce établie par les traités.

C'est ainsi également qu'en ce qui concerne les concessions accordées à des étrangers, le Gouvernement de la République a déjà eu, vous le savez, l'occasion de déclarer qu'il entendait se réservé le droit d'examiner le caractère et la portée de ces contrats et qu'il ne reconnaîtrait pas la validité d'engagements qui, par leur nature ou leur étendue, pourraient porter atteinte à notre situation ou à nos intérêts dans la grande île. Tout récemment, à la suite d'une concession accordée par le Premier ministre dans le district de l'Fort-Dauphin, qui paraissait contraire à la liberté du commerce, il a paru nécessaire de faire savoir, tant au Gouvernement hova qu'aux intéressés, que le Gouvernement français tenait pour nulle et non avenue toute concession qui n'a pas été approuvée par le Résident général et enregistrée à la Résidence. En vue de prévenir toute difficulté, il conviendrait d'insérer une disposition expresse en ce sens dans l'arrangement que vous aurez à soumettre au Premier ministre.

J'arrive maintenant aux mesures que le Gouvernement juge indispensables pour permettre au Représentant de la France à Tananarive d'assurer l'exécution des différentes stipulations contenues dans le traité de 1885, en même temps que pour sauvegarder d'une façon efficace la sécurité de nos compatriotes et des résidents étrangers à Madagascar.

Le Gouvernement hova ne saurait s'étonner qu'en présence de son mauvais vouloir ou de son impuissance à remplir ses obligations à cet égard, le Gouvernement de la République, qui est tenu d'accorder aide et protection à ses nationaux et qui a assumé vis-à-vis des Puissances étrangères la responsabilité du maintien de l'ordre et de la sécurité de leurs ressortissants, revendique les moyens d'action nécessaires pour atteindre lui-même ce résultat. En conséquence, après avoir rappelé au Premier ministre les nombreux attentats commis dans ces derniers temps contre la vie et la propriété des étrangers et l'impunité absolue dont les coupables ont bénéficié, grâce à la faiblesse ou à la complicité des autorités locales, vous lui ferez connaître que le Gouvernement a décidé de renforcer, dans la proportion qui lui paraîtra convenable, l'effectif du détachement stationné à Tananarive. Vous ajouterez que nous nous réservons, le cas échéant, d'envoyer dans l'intérieur de l'île ou de débarquer sur la côte des forces suffisantes pour prévenir ou réprimer les désordres dont nos compatriotes ou les ressortissants étrangers pourraient avoir à souffrir dans leurs personnes ou dans leurs biens.

D'autre part, afin de faciliter les communications du Résident général avec la côte et de lui donner les moyens de pourvoir d'une manière efficace à la protection des Français ou des résidents étrangers sur les différents

points de l'ile, il paraît indispensable de procéder, aussitôt que possible, à l'exécution de certains travaux, tels que l'établissement de lignes télégraphiques, la construction de routes ou de chemins de fer, etc., qui contribueront en même temps au développement du commerce et de la prospérité à Madagascar.

Dans le cas où le Gouvernement hova jugerait à propos d'entreprendre lui-même à ses frais les travaux dont il s'agit, le Gouvernement français s'empresserait, comme le prévoit l'article 14 du traité de 1885, et comme il a déjà été fait pour la ligne télégraphique de Tananarive à Tamatave, de mettre à sa disposition les ingénieurs ou agents techniques qui seraient demandés. A défaut d'une semblable initiative de la part du Gouvernement hova, il serait dès maintenant entendu que le Gouvernement français aura la faculté de procéder à ces travaux sans qu'aucun obstacle puisse être apporté par la Cour d'Emyrne aux œuvres d'utilité publique qui seraient entreprises par la France en vue d'améliorer les conditions économiques de la grande île.

Enfin vous n'ignorez pas que l'attention du Gouvernement a été appelée sur les commandes importantes d'armes et de munitions faites dans ces derniers temps par le Premier ministre hova. En réponse aux observations qui lui ont été adressées à ce sujet, Rainilaiarivony a déclaré que ces commandes répondaient uniquement à des nécessités d'ordre intérieur et qu'elles ne devaient, à aucun degré, être interprétées comme impliquant des intentions agressives à notre égard. Il s'est toutefois refusé à prendre l'engagement qui lui était demandé de tenir la Résidence générale au courant des commandes et importations d'armes qui pourraient être faites pour le compte du Gouvernement hova. Vous aurez à revenir sur ce sujet et à insister pour obtenir l'engagement réclamé. Vous rappellerez qu'aux termes de l'article 11 du traité de 1885, le Gouvernement de la République a promis de prêter assistance à la Reine de Madagascar pour la défense de ses États et qu'il entend se réserver ce soin ; que, d'autre part, la France a assumé, vis-à-vis des Puissances signataires de l'Acte général de Bruxelles, certaines obligations en ce qui concerne le transit des armes qui pourrait avoir lieu par Madagascar à destination de la côte orientale d'Afrique, et qu'elle doit dès lors exercer un contrôle sur toutes les importations de cette nature qui seraient faites dans la grande île.

Tels sont, Monsieur, les différents points sur lesquels vous devrez faire connaître au Premier ministre hova, d'une manière très nette et très formelle, les vues du Gouvernement français.

Nous conservons l'espoir que la Cour d'Emyrne appréciera la bienveillance dont, malgré de légitimes griefs, nous restons animés à son égard ; qu'elle comprendra, en même temps, qu'il est de son intérêt de ne pas s'opposer plus longtemps à l'œuvre de civilisation et de progrès que la France a entreprise en parfaite connaissance de cause et qu'elle a la ferme résolution de poursuivre jusqu'au bout.

Le Gouvernement compte, d'ailleurs, sur l'influence personnelle qu'un séjour de plusieurs années à Tananarive vous a permis d'y acquérir, pour faire pénétrer ces idées dans l'esprit du Premier ministre hova, et il ne peut que s'en remettre à votre habileté et à votre fermeté pour amener Rainilaiarivony à faire droit à nos diverses revendications.

Vous trouverez, ci-joint, les lettres qui vous accréditent auprès de la Reine de Madagascar comme plénipotentiaire de la République avec les

pouvoirs les plus étendus, ainsi qu'un projet d'arrangement qui vous servira de direction dans vos négociations.

Nous attacherions naturellement le plus grand prix à être tenus au courant aussi complètement et aussi rapidement que possible du résultat de votre mission. Toutefois, en raison de la difficulté des communications avec Madagascar, le Gouvernement vous autorise, si vous le jugez à propos, à conclure, sans autre délai et sans avoir à lui en référer pour les questions de détail, un arrangement sur les bases indiquées dans le projet ci-annexé et dont le texte français fera seul foi. Vous êtes autorisé également à prendre d'urgence, sans attendre la ratification de l'arrangement qui interviendrait, les mesures d'exécution que cet acte pourrait comporter, spécialement en ce qui concerne le renforcement du détachement de Tananarive, et à adresser à cet effet les réquisitions nécessaires aux Commandants de nos forces de terre et de mer dans l'Océan indien.

Dans le cas où le Gouvernement malgache vous opposerait un refus formel, ou chercherait à se dérober en traînant la discussion en longueur, vous le mettriez en demeure de vous faire connaître sa réponse dans un délai que je vous laisse le soin de déterminer, en prévenant le Premier ministre que son silence serait considéré comme une fin de non-recevoir. A la date que vous auriez fixée, vous amèneriez le pavillon, vous prescririez l'évacuation, et vous regagneriez la côte, le plus promptement possible, pour entrer en communication avec le Gouvernement.

En quittant Tananarive, vous préviendriez le Premier ministre que si, après votre départ, les dispositions du Gouvernement de la Reine venaient à se modifier, vous ne vous refuseriez pas à recevoir le traité dont vous lui auriez remis le texte, revêtu de sa signature et de la ratification de Sa Majesté.

La mission dont vous êtes chargé pouvant présenter des difficultés exceptionnelles, il sera peut-être nécessaire, pour encourager le zèle et le dévouement de vos collaborateurs, que vous soyez en mesure de leur donner l'assurance que leurs services seront récompensés. Vous pouvez être certain que je m'empresserai de faire ratifier les propositions que vous m'adresseriez à ce sujet.

G. HANOTAUX.

Projet de Traité.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Reine de Madagascar, désireux d'éviter à l'avenir toute cause de dissensément au sujet de l'application du traité du 17 décembre 1885, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et ont nommé pour plénipotentiaires, savoir :

Pour la République française :

M. Le Myre de Vilers (Charles-Marie), Grand Officier de la Légion d'honneur, Ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, député;

Et pour le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de Madagascar :

M.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants, sous réserve de ratification :

Article premier. — Le Gouvernement de la Reine de Madagascar s'interdit d'entretenir aucune relation avec les Gouvernements étrangers et leurs agents, sans passer par l'intermédiaire du Résident général de la République française à Madagascar.

Art. 2. — Toute concession faite par le Gouvernement de la Reine, directement ou indirectement, à des Français ou à des étrangers, devra être enregistrée, pour approbation, à la Résidence générale, sous peine de nullité.

Art. 3. — Le Gouvernement de la République française aura le droit d'entretenir à Madagascar les forces qu'il jugera nécessaires pour assurer la sécurité de ses ressortissants et des résidents étrangers.

Art. 4. — Le Gouvernement français pourra entreprendre les travaux d'utilité publique, tels que ports, routes, chemins de fer, télégraphes, canaux, etc., ayant pour objet le développement de la prospérité du pays, et percevoir les taxes qui en seront la conséquence, lorsque le Gouvernement de la Reine ne se chargera pas lui-même de l'exécution desdits travaux.

Art. 5. — En cas de difficultés d'interprétation, le texte français fera seul foi.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Arrangement en double expédition et y ont apposé leurs cachets.

Fait à

(*A suivre.*)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret portant règlement de police sanitaire maritime.

4 janvier 1896 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 3 mars 1822 sur la police sanitaire ;

Vu le décret du 22 février 1876, portant règlement de police sanitaire maritime ;

Vu les décrets des 15 avril 1879, 19 décembre 1883, 19 octobre 1894 et 22 juin 1895, relatifs à l'importation des drilles et chiffons par voie de mer ;

Vu le décret du 30 décembre 1884, modifiant la composition des conseils sanitaires ;

Vu le décret du 15 décembre 1888, relatif au recouvrement des amendes en matière de police sanitaire ;

Vu la convention sanitaire internationale signée à Dresde le 15 avril 1893, notamment l'annexe I, titres I^r, II, III, IV et VIII, et le décret du 22 mai 1894, portant promulgation en France de ladite convention ;

Vu le décret du 25 juillet 1894, modifiant les taxes sanitaires applicables à la navigation d'escale ;

Vu le décret du 20 juin 1895, relatif à la police sanitaire maritime ;

Vu les décrets des 25 mai 1878, 26 janvier 1882 et 29 octobre 1885, portant application du règlement du 22 février 1876 aux ports de l'Algérie ;

Vu le décret du 5 janvier 1889, transférant les services de l'hygiène au ministère de l'intérieur ;

Vu le projet présenté par le comité de direction des services de l'hygiène et l'avis du comité consultatif d'hygiène publique de France ;

Vu les avis du ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre de la guerre, du ministre de la marine, du ministre des travaux publics, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre de l'agriculture et du ministre des colonies,

Décrète :

(1) *Journal officiel* du 21 janvier.

TITRE I^r. — OBJET DE LA POLICE SANITAIRE MARITIME.

Article premier. — Le choléra, la fièvre jaune et la peste sont les seules maladies pestilentielles exotiques qui, en France et en Algérie, déterminent l'application de mesures sanitaires permanentes.

D'autres maladies graves, transmissibles et importables, notamment le typhus et la variole, peuvent être exceptionnellement l'objet de précautions spéciales.

Art. 2. — Des mesures de précaution peuvent toujours être prises contre un navire dont les conditions hygiéniques sont jugées dangereuses par l'autorité sanitaire.

TITRE II. — PATENTE DE SANTÉ.

Art. 3. — La patente de santé est un document qui a pour objet de mentionner l'état sanitaire du pays de provenance et particulièrement l'existence ou la non-existence des maladies visées à l'article 1^r. La patente de santé indique, en outre, le nom du navire, celui du capitaine, la nature de la cargaison, l'effectif de l'équipage et le nombre des passagers, ainsi que l'état sanitaire du bord au moment du départ.

La patente de santé est datée ; elle n'est valable que si elle a été délivrée dans les quarante-huit heures qui ont précédé le départ du navire.

Art. 4. — Un navire ne doit avoir qu'une patente de santé.

Art. 5. — La patente de santé est nette ou brute. Elle est nette quand elle constate l'absence de toute maladie pestilentielle dans la ou les circonscriptions d'où vient le navire ; elle est brute quand la présence d'une maladie de cette nature y est signalée.

Le caractère de la patente est apprécié par l'autorité sanitaire du port d'arrivée.

Art. 6. — En France et en Algérie, la patente de santé est établie conformément à une formule arrêtée par le ministre de l'intérieur après avis du comité de direction des services de l'hygiène ; elle est délivrée gratuitement par l'autorité sanitaire à tout capitaine qui en fait la demande.

Art. 7. — Lorsqu'une maladie pestilentielle vient à se manifester dans un port ou ses environs, l'autorité sanitaire de ce port avise immédiatement l'administration supérieure et, une fois l'existence du foyer constatée, signale le fait sur la patente de santé qu'elle délivre.

L'épidémie est considérée comme éteinte lorsque cinq jours pleins se sont écoulés sans qu'il y ait eu ni décès ni cas nouveau. La cessation complète de la maladie est alors immédiatement signalée à l'administration supérieure, et, si les mesures de désinfection ont été convenablement prises, elle est mentionnée sur la patente de santé, avec la date de la cessation.

Art. 8. — A l'étranger, la patente de santé est délivrée aux navires français à destination de France ou d'Algérie par le consul français du port de départ ou, à défaut de consul, par l'autorité locale.

Pour les navires étrangers à destination de France ou d'Algérie, la patente peut être délivrée par l'autorité locale ; mais, dans ce cas, elle doit être visée et annotée, s'il y a lieu, par le consul français.

Art. 9. — La patente de santé délivrée au port de départ est conservée jusqu'au port de destination. Le capitaine ne doit en aucun cas s'en dessaisir.

Dans chaque port d'escale, elle est visée par le consul français ou, à son défaut, par l'autorité locale, qui y relate l'état sanitaire du port et de ses environs.

Art. 10. — Les navires qui font un service régulier dans les mers d'Europe peuvent être dispensés par l'autorité sanitaire de l'obligation du visa de la patente à chaque escale.

Art. 11. — La présentation d'une patente de santé à l'arrivée dans un port de France ou d'Algérie est en tout temps obligatoire pour les navires provenant : 1^o des pays situés hors d'Europe, l'Algérie et la Tunisie exceptées ; 2^o du littoral de la mer Noire et des côtes de la Turquie d'Europe sur l'Archipel et la mer de Marmara.

Art. 12. — Pour les régions autres que celles désignées à l'article 11, la présentation d'une patente de santé est obligatoire pour les navires provenant d'une circonscription contaminée par une maladie pestilentielle.

La même obligation peut être étendue, par décision du ministre de l'intérieur, aux pays se trouvant, soit à proximité de ladite circonscription, soit en relations directes avec elle. Dans ce cas, l'obligation de la patente est immédiatement portée à la connaissance du public, notamment par la voie du *Journal officiel* de la République française.

Art. 13. — Les navires faisant le cabotage français (l'Algérie comprise) sont, à moins de prescription exceptionnelle, dispensés de se munir d'une patente de santé. La même dispense s'applique aux navires qui relient directement dans les mêmes conditions la France et la Tunisie.

Art. 14. — Le capitaine d'un navire dépourvu de patente de santé alors qu'il devrait en être muni, ou ayant une patente irrégulière, est passible, à son arrivée dans un port français, des pénalités édictées par l'article 14 de la loi du 3 mars 1822, sans préjudice de l'isolement et des autres mesures auxquelles le navire peut être assujetti par le fait de sa provenance, et des poursuites qui pourraient être exercées en cas de fraude.

TITRE III. — MÉDECINS SANITAIRES MARITIMES.

Art. 15. — Tout bâtiment à vapeur français affecté au service postal ou au transport d'au moins cent voyageurs, qui fait un trajet dont la durée, escales comprises, dépasse quarante-huit heures, est tenu d'avoir à bord un médecin sanitaire.

Ce médecin doit être Français et pourvu du diplôme de docteur en médecine : il prend le titre de « médecin sanitaire maritime ».

Art. 16. — Les médecins sanitaires maritimes sont choisis sur un tableau dressé par le ministre de l'intérieur, après examen passé devant un jury qui est désigné par le ministre, sur l'avis du comité de direction des services de l'hygiène.

L'examen porte sur l'épidémiologie, la prophylaxie et la réglementation sanitaires et leurs applications pratiques. Les conditions et les époques de l'examen sont arrêtées par le ministre de l'intérieur, sur la proposition du comité de direction des services de l'hygiène.

Il est délivré aux candidats agréés par le ministre un certificat d'aptitude aux fonctions de médecin sanitaire maritime.

Art. 17. — Au cas où le nombre des médecins sanitaires maritimes portés sur la liste serait insuffisant, le ministre de l'intérieur pourvoit.

sur la proposition du comité de direction des services de l'hygiène, aux nécessités du service médical.

Art. 18. — Un délai de trois mois est accordé, à partir de la date du présent décret, pour permettre aux médecins d'obtenir le certificat prévu par l'article 16 et aux compagnies de navigation et armateurs d'assurer l'embarquement de ces médecins.

Les médecins sanitaires antérieurement commissionnés auprès des compagnies maritimes peuvent être inscrits au tableau des médecins sanitaires maritimes, sur leur demande transmise, avec avis motivé, par les directeurs de la santé de leurs ports d'attache et sur la proposition du comité de direction des services de l'hygiène.

Art. 19. — Le médecin sanitaire maritime a pouvoir d'user de tous les moyens que la science et l'expérience mettent à sa disposition :

a. Pour préserver le navire des maladies pestilentielles exotiques (choléra, fièvre jaune, peste) et des autres maladies contagieuses graves;

b. Pour empêcher ces maladies, lorsqu'elles viennent à faire apparition à bord, de se propager parmi le personnel confié à ses soins et dans les populations des divers ports touchés par les navires.

Art. 20. — Le médecin sanitaire maritime s'oppose à l'introduction sur le navire des personnes ou des objets susceptibles de provoquer à bord une maladie contagieuse.

Art. 21. — Le médecin sanitaire maritime fait observer à bord les règles de l'hygiène. Il veille à la santé du personnel, passagers et équipage, et leur donne ses soins en cas de maladie.

Art. 22. — Le médecin sanitaire maritime se concerte avec le capitaine pour l'application des dispositions contenues dans les trois articles qui précèdent.

En cas d'invasion à bord d'une maladie pestilentielles ou suspecte, il prévient immédiatement le capitaine et assure, d'accord avec lui, les mesures de préservation nécessaires.

Art. 23. — Le médecin sanitaire maritime inscrit jour par jour, sur un registre, toutes les circonstances de nature à intéresser la santé du bord.

Il mentionne les dates d'invasion, de guérison ou de terminaison par la mort de tous les cas de maladies contagieuses, avec indication des détails essentiels que comporte la nature de chaque cas.

A chaque escale ou relâche, il consigne sur son registre la date de l'arrivée et celle du départ, ainsi que les renseignements qu'il a recueilli sur l'état de la santé publique dans le port et ses environs.

Il inscrit sur le même registre les mesures prises pour l'isolement des malades, la désinfection des déjections, la destruction ou la purification des hardes, du linge et des objets de literie, la désinfection des logements ; il indique la nature, les doses, le mode d'emploi des substances désinfectantes et la date de chaque opération.

Art. 24. — Le médecin sanitaire maritime est tenu, à l'arrivée dans un port français, de communiquer son registre à l'autorité sanitaire, qui ne statue qu'après en avoir pris connaissance.

Il répond à l'interrogatoire de celle-ci et lui fournit de vive voix, ou par écrit si elle l'exige, tous les renseignements qu'elle demande.

Art. 25. — Les déclarations du médecin sanitaire maritime sont faites sous la foi du serment.

Le délit de fausse déclaration est poursuivi conformément aux lois.

Art. 26. — Le médecin sanitaire maritime fait parvenir au moins chaque année au ministre de l'intérieur un rapport relatant les observations de toute nature qu'il a pu recueillir au cours de ses voyages sur les questions intéressant le service sanitaire, l'étiologie et la prophylaxie des épidémies.

Les rapports des médecins sanitaires maritimes sont soumis au comité consultatif d'hygiène publique de France. Ils peuvent donner lieu à l'attribution de récompenses honorifiques décernées par le ministre de l'intérieur et publiées au *Journal officiel de la République française*.

Art. 27. — En cas d'infraction aux règlements sanitaires ou de non-exécution des devoirs résultant de ses fonctions, une décision ministérielle, prise sur l'avis du comité de direction des services de l'hygiène, l'intéressé entendu, peut rayer un médecin sanitaire, à titre temporaire ou définitif, du tableau dressé en vertu de l'article 16.

Art. 28. — Le capitaine d'un navire ne pouvant justifier de la présence à bord d'un médecin sanitaire régulièrement embarqué, ou d'un motif d'empêchement légitime, est passible, à son arrivée dans un port français, des pénalités édictées par l'article 14 de la loi du 3 mars 1822, sans préjudice des mesures sanitaires exceptionnelles auxquelles le navire peut être assujetti pour ce motif et des poursuites qui pourraient être exercées en cas de fraude.

Art. 29. — Sur les navires qui n'ont pas de médecin sanitaire, les renseignements relatifs à l'état sanitaire et aux communications en mer sont recueillis par le capitaine et inscrits par lui sur son livre de bord.

TITRE IV. — MESURES SANITAIRES AU PORT DE DÉPART.

Art. 30. — Le capitaine d'un navire français ou étranger se trouvant dans un port de France ou d'Algérie et se disposant à quitter ce port est tenu d'en faire la déclaration à l'autorité sanitaire avant d'opérer son chargement ou d'embarquer ses passagers.

Art. 31. — Dans le cas où elle le juge nécessaire, l'autorité sanitaire a la faculté de procéder à la visite du navire avant le chargement et d'exiger tous renseignements et justifications utiles concernant la propreté des vêtements de l'équipage, la qualité de l'eau potable embarquée et les moyens de la conserver, la nature des vivres et des boissons, l'état de la pharmacie et, en général, les conditions hygiéniques du personnel et du matériel embarqués.

L'autorité sanitaire peut, dans le même cas, prescrire la désinfection du linge sale, soit à terre, soit à bord.

Le cas échéant, ces diverses opérations sont effectuées dans le plus court délai possible, de manière à éviter tout retard au navire.

Art. 32. — L'autorité sanitaire s'oppose à l'embarquement des personnes ou des objets susceptibles de propager des maladies pestilentielles.

Art. 33. — Les permis nécessaires, soit pour opérer le chargement, soit pour prendre la mer, ne sont délivrés par la douane que sur le vu d'une licence remise par l'autorité sanitaire.

Art. 34. — Les bateaux de pêche et en général les navires qui s'écartent peu du port de départ sont dispensés, à moins de prescription exceptionnelle, de la déclaration prévue à l'article 30.

TITRE V. — MESURES SANITAIRES PENDANT LA TRAVERSÉE.

Art. 35. — Le linge de corps des passagers et de l'équipage, sali pendant la traversée, est lavé aussi souvent que possible.

Art. 36. — Les lieux d'aisances sont lavés et désinfectés deux fois par jour.

Dans les cabines dont les occupants ne se déplacent pas, il est déposé une certaine quantité de substances désinfectantes, et des instructions sont données pour leur emploi, qui est obligatoire.

Art. 37. — Dès qu'apparaissent les premiers signes d'une affection pestilentielle, les malades sont isolés, ainsi que les personnes spécialement désignées pour remplir les fonctions d'infirmier.

Art. 38. — Dans les cabines où se trouvent des malades, s'il y a des lits superposés, ceux du bas sont seuls occupés ; les matelas, couvertures, etc., des lits non occupés sont enlevés de la cabine, dans laquelle on ne laisse que les objets strictement indispensables.

Art. 39. — Les déjections des malades sont immédiatement désinfectées.

Les vêtements, le linge, les serviettes, draps de lits, couvertures, etc., ayant servi aux malades, sont, avant de sortir du local isolé, plongés dans une solution désinfectante.

Les vêtements et le linge des infirmiers sont soumis au même traitement avant d'être lavés.

Les objets infectés ou suspectés, de peu de valeur, sont immédiatement jetés à la mer si le navire est au large. Dans le cas où le navire est dans un port, ils sont brûlés.

Le sol des locaux affectés à l'isolement des malades et des infirmeries est lavé deux fois par jour à l'aide de solutions désinfectantes.

Art. 40. — Ces locaux ne sont rendus au service courant qu'après lavage complet de toutes leurs parois à l'aide de solutions désinfectantes, réfection des peintures ou blanchiment à la chaux chlorurée et désinfection du mobilier. Ils ne reçoivent de nouveaux passagers en santé qu'après avoir été largement ouverts pendant plusieurs jours après ces désinfections.

Art. 41. — Lorsque la mort d'un malade isolé est dûment constatée, le cadavre est jeté à la mer ; les objets de literie à l'usage du malade au moment de son décès sont également jetés à la mer si le navire est au large, ou désinfectés.

TITRE VI. — MESURES SANITAIRES DANS LES PORTS D'ESCALE CONTAMINÉS.

Art. 42. — En arrivant en rade d'un port contaminé, le capitaine mouille à distance de la ville et des navires. S'il est contraint d'entrer dans le port et de s'amarrer à quai, il doit éviter autant que possible le voisinage des bouches d'égout ou des ruisseaux par lesquels se déverseraient les eaux vannes.

Aucun débarquement n'est autorisé qu'en cas de nécessité absolue. Personne ne doit coucher à terre ni, autant que possible, sur le pont du navire.

Art. 43. — L'eau prise dans un port contaminé est dangereuse ; s'il y a nécessité de renouveler la provision, l'eau est immédiatement bouillie ou stérilisée.

Art. 44. — Le lavage du pont est interdit si l'eau qui entoure le navire placé près de terre est souillée ou suspecte ; le pont est alors frotté à sec.

Art. 45. — Le médecin sanitaire maritime ou, à son défaut, le capitaine s'oppose à l'embarquement des malades ou des personnes suspectes de maladie pestilentielle, ainsi que des convalescents de même maladie dont la guérison ne remonte pas à quinze jours au moins.

Le linge sale est refusé ou désinfecté.

Art. 46. — Seuls les compartiments de la cale dont l'ouverture est indispensable au chargement, au déchargement ou à des opérations d'assainissement, sont ouverts.

Art. 47. — Si pendant le séjour dans le port une affection pestilentielle se montre à bord du navire, les malades chez lesquels les premiers symptômes ont été dûment constatés sont, chaque fois qu'il est possible, dirigés sur le lazaret ou, à son défaut, sur l'hôpital, et tous leurs effets, les objets de literie qui leur ont servi, sont détruits ou désinfectés.

TITRE VII. — MESURES SANITAIRES A L'ARRIVÉE.

Art. 48. — Tout navire qui arrive dans un port de France et d'Algérie doit, avant toute communication, être *reconnu* par l'autorité sanitaire.

Cette opération obligatoire a pour objet de constater la provenance du navire et les conditions sanitaires dans lesquelles il se présente.

Elle consiste en un interrogatoire dont la formule est arrêtée par le ministre de l'intérieur, après avis du comité de direction des services de l'hygiène, et dans la présentation, s'il y a lieu, d'une patente de santé.

Réduite à un examen sommaire pour les navires notoirement exempts de suspicion, elle constitue la reconnaissance proprement dite ; dans les cas qui exigent un examen plus approfondi, elle prend le nom d'arrasonnement.

L'arraisonnement peut avoir pour conséquence, lorsque l'autorité sanitaire le juge nécessaire, l'inspection sanitaire, comprenant, s'il y a lieu, la visite médicale des passagers et de l'équipage.

Art. 49. — Les opérations de reconnaissance et d'arraisonnement sont effectuées sans délai.

Elles sont pratiquées même de nuit, toutes les fois que les circonstances le permettent. Cependant, s'il y a suspicion sur la provenance ou sur les conditions sanitaires du navire, l'arraisonnement et l'inspection sanitaire ne peuvent avoir lieu que de jour.

Art. 50. — Les résultats, soit de la reconnaissance, soit de l'arraisonnement, sont relevés par écrit et consignés simultanément sur le registre médical et le livre de bord et sur un registre spécial tenu par l'autorité sanitaire du port.

Art. 51. — Les bateaux de la douane, les bateaux des ponts et chaussées affectés au service des ports de commerce, des phares et balises, les bateaux-pilotes, les garde-pêche, les bateaux qui font la petite pêche sur les côtes de France ou d'Algérie ou sur partie des côtes de Tunisie qui s'étend du cap Nègre à la frontière algérienne, et en général tous ceux qui s'écartent peu du rivage et qui peuvent être reconnus au sim-

ple examen sont, à moins de circonstance exceptionnelle dont l'autorité sanitaire est juge, dispensés de la reconnaissance.

Art. 52. — Tout capitaine arrivant dans un port français est tenu de :

1^o Empêcher toute communication, tout déchargement de son navire avant que celui-ci ait été reconnu et admis à la libre pratique ;

2^o Produire aux autorités chargées de la police sanitaire tous les papiers de bord ; répondre, après avoir prêté serment de dire la vérité, à l'interrogatoire sanitaire, et déclarer tous les faits, donner tous les renseignements venus à sa connaissance et pouvant intéresser la santé publique ;

3^o Se conformer aux règles de la police sanitaire ainsi qu'aux ordres qui lui sont donnés par lesdites autorités.

Art. 53. — Les gens de l'équipage et les passagers peuvent, lorsque l'autorité sanitaire le juge nécessaire, être soumis à de semblables interrogatoires et obligés, sous serment, à de semblables déclarations.

Art. 54. — Les navires dispensés de produire une patente de santé ou munis d'une patente de santé nette sont admis immédiatement à la libre pratique, après la reconnaissance ou l'arrasonnement, sauf dans les cas mentionnés ci-après :

a. Lorsque le navire a eu à bord, pendant la traversée, des accidents, certains ou suspects, de choléra, de fièvre jaune ou de peste, ou d'une maladie grave, transmissible et importable ;

b. Lorsque le navire a eu en mer des communications de nature suspecte ;

c. Lorsqu'il présente, à l'arrivée, des conditions hygiéniques dangereuses ;

d. Lorsque l'autorité sanitaire a des motifs légitimes de contester la sincérité de la teneur de la patente de santé ;

e. Lorsque le navire provient d'un port qui entretient des relations libres avec une circonscription voisine contaminée ;

f. Lorsque le navire, provenant d'une circonscription où régnait peu auparavant une maladie pestilentielle, a quitté cette circonscription avant qu'elle ait cessé d'être considérée comme contaminée.

Dans ces différents cas, le navire, bien que muni d'une patente nette, peut être assujetti aux mêmes mesures que s'il avait une patente brute.

Art. 55. — Tout navire arrivant avec patente brute est soumis au régime sanitaire déterminé ci-après.

Ce régime diffère selon que le navire est indemne, suspect ou infecté.

Art. 56. — Est considéré comme indemne, bien que venant d'une circonscription contaminée, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de maladie pestilentielle à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

Est considéré comme suspect le navire à bord duquel il y a eu un ou plusieurs cas, confirmés ou suspects, au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau de choléra depuis sept jours, de fièvre jaune ou de peste depuis neuf jours.

Est considéré comme infecté le navire qui présente à bord un ou plusieurs cas, confirmés ou suspects, d'une maladie pestilentielle, ou qui en a présenté pour le choléra depuis moins de sept jours, pour la fièvre jaune et la peste depuis moins de neuf jours.

Art. 57. — Le navire indemne est soumis au régime suivant :

- 1^o Visite médicale des passagers et de l'équipage ;
- 2^o Désinfection du linge sale, des effets à usage, des objets de literie ainsi que de tous autres objets ou bagages que l'autorité sanitaire du port considère comme contaminés.

Si le navire a quitté la circonscription contaminée depuis plus de cinq jours en cas de choléra, depuis plus de sept jours en cas de fièvre jaune ou de peste, les mesures ci-dessus sont immédiatement prises et le navire est admis à la libre pratique.

Si le navire a quitté depuis moins de cinq jours une circonscription contaminée de choléra, il est délivré à chaque passager un passeport sanitaire indiquant la date du jour où le navire a quitté le port contaminé, le nom du passager et celui de la commune dans laquelle il déclare se rendre. L'autorité sanitaire donne en même temps avis du départ du passager au maire de cette commune et appelle son attention sur la nécessité de surveiller ledit passager, au point de vue sanitaire, jusqu'à l'expiration des cinq jours à dater du départ du navire (surveillance sanitaire).

L'équipage est soumis à la même surveillance sanitaire.

Si la circonscription quittée par le navire depuis moins de sept jours était contaminée de fièvre jaune ou de peste, les mêmes précautions sont prises, sauf les modifications suivantes :

- 1^o Le délai de surveillance est porté à sept jours ;
- 2^o Le déchargement des marchandises n'est commencé qu'après le débarquement de tous les passagers ;
- 3^o L'autorité sanitaire peut ordonner la désinfection de tout ou partie du navire ; mais cette désinfection n'est faite qu'après le débarquement des passagers.

Dans tous les cas, l'eau potable du bord est renouvelée et les eaux de cale sont évacuées après désinfection.

Art. 58. — Le navire suspect est soumis au régime suivant :

- 1^o Visite médicale des passagers et de l'équipage ;
- 2^o Désinfection du linge sale, des effets à usage, des objets de literie, ainsi que de tous autres objets ou bagages que l'autorité sanitaire du port considère comme contaminés.

Les passagers sont débarqués aussitôt après l'accomplissement de ces opérations. Il est délivré à chacun d'eux un passeport sanitaire indiquant la date de l'arrivée du navire, le nom du passager et celui de la commune dans laquelle il déclare se rendre. L'autorité sanitaire donne en même temps avis du départ du passager au maire de cette commune et appelle son attention sur la nécessité de surveiller ledit passager, au point de vue sanitaire, jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq jours à partir de l'arrivée du navire.

L'équipage est soumis à la même surveillance sanitaire.

L'eau potable du bord est renouvelée et les eaux de cale sont évacuées après désinfection.

Si la maladie qui s'est manifestée à bord est le choléra et si la désinfection du navire ou de la partie du navire contaminée n'a pas été faite conformément aux prescriptions du titre V, ou si l'autorité sanitaire juge que la désinfection n'a pas été suffisante, il est procédé à cette opération aussitôt après le débarquement des passagers.

Si la maladie qui s'est manifestée à bord est la fièvre jaune ou la peste,

le déchargement des marchandises n'est commencé qu'après le débarquement de tous les passagers ; la désinfection du navire est obligatoire et n'a lieu qu'après le débarquement des passagers et le déchargement des marchandises.

Art. 59. — Le navire infecté est soumis au régime suivant :

1^o Les malades sont immédiatement débarqués et isolés jusqu'à leur guérison ;

2^o Les autres personnes sont ensuite débarquées aussi rapidement que possible et soumises à une observation dont la durée varie selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas. La durée de cette observation ne pourra dépasser cinq jours pour le choléra et sept jours pour la fièvre jaune et la peste après le débarquement ou après le dernier cas survenu parmi les personnes débarquées : celles-ci sont divisées par groupes aussi peu nombreux que possible, de façon que, si des accidents se montraient dans un groupe, la durée de l'isolement ne fut pas augmentée pour tous les passagers ;

3^o Le linge sale, les effets à usage, les objets de literie, ainsi que tous autres objets ou bagages que l'autorité sanitaire du port considère comme contaminés, sont désinfectés ;

4^o L'eau potable du bord est renouvelée. Les eaux de cale sont évacuées après désinfection ;

5^o Il est procédé à la désinfection du navire ou de la partie du navire contaminée après le débarquement des passagers et, s'il y a lieu, le déchargement des marchandises.

Si la maladie qui s'est manifestée à bord est la fièvre jaune ou la peste, le déchargement des marchandises n'est commencé qu'après le débarquement de tous les passagers et la désinfection du navire n'est opérée qu'après le déchargement.

Art. 60. — Dans tous les cas, les personnes qui ont été chargées de la désinfection totale ou partielle du navire, qui ont procédé avant ou pendant la désinfection du navire au déchargement et à la désinfection des marchandises, ou qui sont restées à bord pendant l'accomplissement de ces opérations, sont isolées pendant un délai que fixe l'autorité sanitaire et qui ne peut dépasser, à partir de la fin desdites opérations, cinq jours pour les navires en patente brute de choléra, sept jours pour les navires en patente brute de fièvre jaune ou de peste.

Le navire est soumis à l'isolement jusqu'à ce que les opérations de déchargement et de désinfection pratiquées à bord soient terminées.

Art. 61. — En France, du 1^{er} novembre au 20 février, si le navire provient d'une circonscription contaminée de fièvre jaune, qu'il soit indemne, suspect ou infecté, on se contentera de la visite médicale des passagers, de la désinfection du linge sale, des effets à usage, objets de literie et autres objets ou bagages suspects, et de la désinfection du navire ou de la partie du navire que l'autorité sanitaire jugerait contaminée.

S'il y a à bord des malades atteints de fièvre jaune, ils sont immédiatement débarqués et isolés jusqu'à leur guérison : les autres passagers et l'équipage sont soumis à la surveillance sanitaire (prévue par l'article 57) pendant sept jours.

Art. 62. — Les mesures concernant les navires soit indemnes, soit suspects, soit infectés, peuvent être atténuées par l'autorité sanitaire du

port s'il y a à bord un médecin sanitaire maritime et une étuve à désinfection remplissant les conditions de sécurité et d'efficacité prescrites par le comité consultatif d'hygiène publique de France, et si le médecin certifie que les mesures de désinfection et d'assainissement ont été convenablement pratiquées pendant la traversée.

Art. 63. — Les mesures prescrites par l'autorité sanitaire du port sont notifiées sans retard et par écrit au capitaine, sous réserve des modifications que des circonstances ultérieures pourraient rendre nécessaires.

Art. 64. — Tout navire soumis à l'isolement est tenu à l'écart dans un poste déterminé et surveillé par un nombre suffisant de gardes de santé.

Art. 65. — Un navire infecté qui ne fait qu'une simple escale sans prendre pratique ou qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port, est libre de reprendre la mer. Dans ce cas, la patente de santé lui est rendue avec un visa mentionnant les conditions dans lesquelles il part. Il peut être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires ont été prises.

Il peut également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites pour les navires infectés.

Art. 66. — Lorsqu'un navire infecté se présente dans un port sans lazaret, il est envoyé au lazaret le plus voisin.

Toutefois, si le port possède une station sanitaire, ce navire peut y débarquer ses malades et ses suspects et y recevoir les secours dont il aurait besoin.

Il peut même être dispensé exceptionnellement de se rendre dans un lazaret, si la station sanitaire dispose de moyens suffisants pour assurer l'isolement et la désinfection prescrits en pareille circonstance. Dans ce cas, l'autorité sanitaire avise immédiatement, soit le ministre de l'intérieur, soit le gouverneur général de l'Algérie, de la décision qu'elle a prise.

Art. 67. — Un navire étranger à destination étrangère qui se présente en état de patente brute dans un port à lazaret pour y être soumis à l'isolement peut, s'il doit en résulter un danger pour les autres personnes déjà isolées, ne pas être admis à débarquer ses passagers au lazaret et être invité à continuer sa route pour sa plus prochaine destination, après avoir reçu tous les secours nécessaires.

S'il y a des cas de maladie pestilentielle à bord, les malades sont, autant que possible, débarqués à l'infirmerie du lazaret.

Art. 68. — Les navires chargés d'émigrants, de pèlerins, de corps de troupes, et en général tous les navires jugés dangereux par une agglomération d'hommes dans de mauvaises conditions, peuvent, en tout temps, être l'objet de précautions spéciales que détermine l'autorité sanitaire du port d'arrivée, après avis du conseil sanitaire, s'il en existe, sauf à en référer sans délai soit au ministre de l'intérieur, soit au gouverneur général de l'Algérie.

Art. 69. — Outre les diverses mesures spécifiées dans les articles qui précèdent, l'autorité sanitaire d'un port a le devoir, en présence d'un danger imminent et en dehors de toute prévision, de prescrire provisoirement telles mesures qu'elle juge indispensables pour garantir la

santé publique, sauf à en référer dans le plus bref délai soit au ministre de l'intérieur, soit au gouverneur général de l'Algérie.

TITRE VIII. — MARCHANDISES : IMPORTATION, TRANSIT, PROHIBITION, DÉSINFECTION.

Art. 70. — Sauf les exceptions ci-après, les marchandises et objets de toute sorte arrivant par un navire qui a patente nette et qui n'est dans aucun des cas prévus par l'article 54 sont admis immédiatement à la libre pratique.

Art. 71. — Les peaux brutes fraîches ou sèches, les crins bruts et en général tous les débris d'animaux peuvent, même en cas de patente nette, être l'objet de mesures de désinfection que détermine l'autorité sanitaire.

Lorsqu'il y a à bord des matières organiques susceptibles de transmettre des maladies contagieuses, s'il y a impossibilité de les désinfecter et danger de leur donner libre pratique, l'autorité sanitaire en ordonne la destruction, après avoir constaté par procès-verbal, conformément à l'article 5 de la loi du 3 mars 1822, la nécessité de la mesure et avoir consigné sur ledit procès-verbal les observations du propriétaire ou de son représentant.

Art. 72. — La désinfection est dans tous les cas obligatoire :

1^o Pour les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage) et les objets de literie ayant servi, transportés comme marchandises ;

2^o Pour les vieux tapis ;

3^o Pour les chiffons et les drilles, à moins qu'ils ne rentrent dans les catégories suivantes, qui sont admises en libre pratique :

a. Chiffons comprimés par la force hydraulique, transportés comme marchandises en gros, par ballots cerclés de fer, à moins que l'autorité sanitaire n'ait des raisons légitimes pour les considérer comme contaminés ;

b. Déchets neufs provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection ou de blanchiment ; laines artificielles et rognures de papier neuf.

Art. 73. — Les marchandises débarquées de navires munis de patente brute peuvent être considérées comme contaminées, et à ce titre l'autorité sanitaire peut en prescrire la désinfection soit au lazaret, soit sur des allèges.

Art. 74. — Les marchandises en provenance de pays contaminés sont admises au transit sans désinfection si elles sont pourvues d'une enveloppe prévenant tout danger de transmission.

Art. 75. — Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires (non compris les colis postaux) ne sont soumis à aucune restriction ni désinfection.

Art. 76. — Les animaux vivants autres que les bestiaux ou ceux visés par la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux domestiques peuvent être l'objet de mesures de désinfection.

Des certificats d'origine peuvent être exigés pour les animaux embarqués sur un navire provenant d'un port au voisinage duquel règne une épizootie.

Des certificats analogues peuvent être délivrés pour des animaux embarqués en France ou en Algérie.

Lorsque des cuirs verts, des peaux ou des débris frais d'animaux sont expédiés de France ou d'Algérie à l'étranger, ils peuvent, à la demande de l'expéditeur, être l'objet de certificats d'origine délivrés d'après la déclaration d'un vétérinaire assermenté.

TITRE IX. — STATIONS SANITAIRES ET LAZARETS.

Art. 77. — Le service sanitaire comprend des stations sanitaires et des lazarets répartis dans les ports, après avis du comité de direction des services de l'hygiène, suivant décision soit du ministre de l'intérieur, soit du gouverneur général de l'Algérie.

Art. 78. — La station sanitaire comporte :

1^o Des locaux séparés (tentes ou bâtiments) destinés au traitement des malades et à l'isolement des suspects ;

2^o Une étuve à désinfection remplissant les conditions de sécurité et d'efficacité prescrites par le comité consultatif d'hygiène publique de France ;

3^o Des appareils reconnus efficaces pour les désinfections qui ne peuvent être faites au moyen de l'étuve, notamment pour les tentes et, à leur défaut, pour les bâtiments où est pratiqué l'isolement des malades et des suspects.

Le service sanitaire et l'administration hospitalière se concertent pour l'usage commun des locaux et des appareils et pour l'emploi commun du personnel de service.

Art. 79. — Le lazaret est un établissement permanent disposé de manière à permettre l'application de toutes les mesures commandées par le débarquement et l'isolement des passagers, la désinfection des marchandises et celle du navire.

Art. 80. — La distribution intérieure du lazaret est telle, que les personnes et les choses appartenant à des isolements de dates différentes puissent être séparées.

Deux corps de bâtiments, isolés et à distance convenable, sont affectés l'un aux malades, l'autre aux suspects.

Art. 81. — Des parloirs sont disposés pour les visites, avec les précautions nécessaires pour éviter la contamination.

Art. 82. — Des magasins distincts sont affectés, d'une part, aux marchandises et objets à purifier et, d'autre part, aux marchandises et objets purifiés.

Art. 83. — Le lazaret possède nécessairement une ou plusieurs étuves à désinfection remplissant les conditions de sécurité et d'efficacité prescrites par le comité consultatif d'hygiène publique de France et les autres appareils reconnus efficaces pour les désinfections qui ne peuvent être faites au moyen de l'étuve.

Art. 84. — Le lazaret est pourvu :

1^o D'eau saine à l'abri de toute souillure, en quantité suffisante ;

2^o D'un système d'évacuation sans stagnation possible des matières usées. Si un tel système est impraticable, les évacuations sont faites au moyen de tinettes mobiles placées dans une fosse étanche. Ces tinettes renferment en tout temps une substance désinfectante. Elles sont vidées au loin le plus souvent possible et en tous cas après l'expiration de chaque période d'isolement.

Art. 85. — Un médecin est attaché au lazaret ; il est chargé notam-

ment de visiter les personnes isolées, de les soigner, le cas échéant, et de constater leur état de santé à l'expiration de la durée de l'isolement.

Art. 86. — Les malades reçoivent dans le lazaret les secours religieux et les soins médicaux qu'ils trouveraient dans un établissement hospitalier ordinaire.

Les personnes venues du dehors pour les visiter ou leur donner des soins sont, en cas de compromission, isolées.

Chaque malade a la faculté, sous la même condition, de se faire traiter par un médecin de son choix et de se faire assister par des gardes-malades de l'extérieur.

Art. 87. — Les soins et les visites du médecin du lazaret sont gratuits.

Art. 88. — Les frais de traitement et de médicaments sont à la charge des personnes isolées, et le décompte en est fait suivant le tarif qui est approuvé annuellement, après avis du comité de direction des services de l'hygiène, soit par le ministre de l'intérieur, soit par le gouverneur général de l'Algérie.

Art. 89. — Les frais de nourriture sont à la charge des personnes isolées, et le décompte en est fait suivant un tarif approuvé annuellement par le préfet du département.

Art. 90. — Pour les émigrants, les pèlerins, qui voyageaient en vertu d'un contrat, les frais de traitement et de nourriture au lazaret sont à la charge de l'armement ; pour les militaires et les marins, ces frais incombent à l'autorité dont ils relèvent.

Art. 91. — Les indigents ne rentrant pas dans la catégorie définie à l'article 89 sont traités et nourris gratuitement.

Art. 92. — Les personnes isolées ont en outre à supporter les droits sanitaires définis au titre X.

Art. 93. — Les règlements locaux prévus par l'article 132 déterminent les limites de la station sanitaire, du lazaret et des autres lieux réservés dont il est fait mention dans les articles 17, 18 et 19 de la loi du 3 mars 1842.

Ils déterminent également la zone affectée à l'isolement des navires.

TITRE X. — DROITS SANITAIRES.

Art. 94. — Les droits sanitaires sont :

a. Droit de reconnaissance à l'arrivée, savoir :

Navires naviguant au cabotage français (l'Algérie comprise) d'une mer à l'autre, par tonneau, 5 centimes ;

Navires naviguant au cabotage international, par tonneau, 10 cent. ;

Navires naviguant au long cours, par tonneau, 15 cent. ;

Navires faisant un service régulier d'un port européen dans un port de la Manche ou de l'Océan, par tonneau, 5 cent. ;

Navires venant d'un port étranger dans un port français de la Méditerranée, si la durée habituelle et totale de la navigation n'excède pas douze heures, par tonneau, 5 cent. ;

Les navires appartenant à ces deux dernières catégories pourront contracter des abonnements de six mois ou d'un an. L'abonnement sera calculé à raison de 50 cent. par tonneau et par an, quel que soit le nombre des voyages ;

Navires à vapeur faisant escale sur les côtes de France pour prendre ou laisser des voyageurs :

S'ils viennent d'un port européen :

Par voyageur embarqué ou débarqué, 50 centimes ;

Par tonneau de marchandises débarquées, jusqu'à concurrence de 3 tonneaux, 10 centimes ;

S'ils viennent d'un port situé hors d'Europe :

Par voyageur embarqué ou débarqué, 1 fr. ;

Par tonneau de marchandises débarquées, jusqu'à concurrence de 3 tonneaux, 15 centimes ;

b. Droit de station, payable par les navires soumis à l'isolement, par jour et par tonneau, 3 centimes ;

c. Droits de séjour dans les stations sanitaires et lazarets, par jour et par personne :

1 ^{re} classe.....	2	»
2 ^e classe	1	»
3 ^e classe	»	50

d. Droits de désinfection :

1^o Désinfection du linge sale, des effets à usage, des objets de literie du bord et de tous autres objets ou bagages considérés comme contaminés :

Par voyageur débarqué, 1^{re} classe, 1 fr. ;

Par voyageur débarqué, 2^e classe, 50 centimes ;

Par voyageur débarqué, 3^e classe, 25 centimes ;

2^o Désinfection des marchandises :

Désinfection pratiquée à bord des navires, par tonneau de jauge, 5 centimes ;

Marchandises débarquées pour être désinfectées :

Marchandises emballées, par 100 kilog., 50 centimes ;

Cuir, les 100 pièces, 1 fr. ;

Petites peaux non emballées, les 100 pièces, 50 centimes ;

3^o Désinfection des chiffons et des drilles, par 100 kilog., 50 cent. ;

4^o Désinfection du navire ou de la partie du navire contaminée : pour le navire entier, par tonneau de jauge, 2 centimes. Si la désinfection ne porte que sur la partie du navire contaminée, le droit est réduit de moitié.

Les droits de désinfection déterminés par les paragraphes 1, 2 et 4 ci-dessus peuvent être réduits de moitié pour le navire qui, ayant à bord un médecin sanitaire nommé ou agréé par le gouvernement du pays auquel appartient le navire et une étuve à désinfection dont la sécurité et l'efficacité ont été constatées, justifierait que toutes les mesures d'assainissement et de désinfection ont été régulièrement appliquées au cours de la traversée conformément aux prescriptions du titre V.

Tous les droits sanitaires sont à la charge de l'armement. Les frais résultant soit des manipulation, main-d'œuvre et transport, soit de l'emploi des désinfectants chimiques, sont également à la charge de l'armement. S'il s'agit de chiffons et de drilles, la dépense est, suivant l'usage, au compte de la marchandise.

Art. 95. — Les navires naviguant au cabotage français (l'Algérie comprise) dans la même mer sont exemptés du droit de reconnaissance.

Art. 96. — Les navires qui, au cours d'une même opération, entrent successivement dans plusieurs ports situés sur la même mer ne payent le droit de reconnaissance qu'une seule fois au port de première arrivée.

Art. 97. — Les militaires et marins, les enfants au-dessous de sept ans, les indigents embarqués aux frais du Gouvernement ou d'office par les consuls sont dispensés des droits sanitaires.

Art. 98. — Les droits sanitaires applicables aux émigrants ou aux pèlerins voyageant en vertu d'un contrat sont à la charge de l'armement.

Art. 99. — Sont exemptés de tous les droits sanitaires déterminés par les articles précédents :

1^o Les bâtiments de guerre et les bateaux appartenant aux divers services de l'Etat ;

2^o Les bâtiments en relâche forcée, pourvu qu'ils ne donnent lieu à aucune opération sanitaire et qu'ils ne se livrent dans le port à aucune opération de commerce ;

3^o Les bateaux de pêche français ou étrangers, y compris les transports rapportant le poisson dans les ports français, pourvu que ces différents bateaux ne fassent pas d'opérations de commerce dans les ports de relâche ;

4^o Les bâtiments allant faire des essais en mer, sans se livrer à des opérations de commerce.

Art. 100. — La perception des droits sanitaires est confiée au service des douanes.

TITRE XI. — AUTORITÉS SANITAIRES.

Art. 101. — La police sanitaire du littoral est exercée par des agents relevant directement du ministre de l'intérieur pour la France et du gouverneur général pour l'Algérie.

Art. 102. — Le littoral est divisé en circonscriptions sanitaires.

Chaque circonscription est subdivisée en agences (agences principales et agences ordinaires).

Le nombre et l'étendue des circonscriptions et des agences sont déterminés par décision du ministre de l'intérieur après avis du comité de direction des services de l'hygiène.

Pour l'Algérie, les circonscriptions sont déterminées, après avis du comité de direction, par le gouverneur général ; la répartition des agences est faite par le gouverneur.

Art. 103. — A la tête de chaque circonscription est placé un directeur de la santé, nommé après avis du comité de direction des services de l'hygiène, en France par le ministre de l'intérieur, en Algérie par le gouverneur général.

Le directeur de la santé est docteur en médecine.

Il a sous ses ordres des agents principaux, des agents ordinaires et des sous-agents échelonnés sur le littoral.

Les agents principaux remplissent les fonctions de chefs de service dans les départements où ne réside pas de directeur de la santé.

Une direction de santé comporte, en outre, un personnel d'officiers, d'employés et de gardes dont les cadres sont fixés, suivant les besoins du service, par décision soit du ministre de l'intérieur, soit du gouver-

neur général de l'Algérie ; elle peut comprendre un ou plusieurs médecins, docteurs en médecine, qui prennent le titre de médecins de la santé.

Les médecins de la santé et les médecins attachés aux lazarets sont nommés en France par le ministre, en Algérie par le gouverneur général.

Art. 104. — Le directeur de la santé est chargé d'assurer dans sa circonscription l'application des règlements et instructions sur la police sanitaire maritime.

Il délivre ou vise les patentes de santé pour le port de sa résidence.

Art. 105. — Le directeur de la santé demande et reçoit directement les ordres soit du ministre de l'intérieur, soit du gouverneur général de l'Algérie, pour toutes les questions qui intéressent la santé publique.

Art. 106. — Le directeur de la santé doit se tenir constamment et exactement renseigné sur l'état sanitaire de sa circonscription et des pays étrangers avec lesquels celle-ci est en relations.

Art. 107. — En cas de circonstance menaçante et imprévue, le directeur de la santé peut prendre d'urgence telle mesure qu'il juge propre à garantir la santé publique, sous réserve d'en référer immédiatement soit au ministre de l'intérieur, soit au gouverneur général de l'Algérie.

Art. 108. — Les directeurs de la santé doivent se communiquer directement toutes les informations sanitaires qui peuvent intéresser leur service.

Art. 109. — Le directeur de la santé adresse chaque mois au moins soit au ministre de l'intérieur, soit au gouverneur général de l'Algérie, un rapport faisant connaître l'état sanitaire des ports de sa circonscription et résumant les diverses informations relatives à la santé publique dans les pays étrangers en relations avec ces ports, ainsi que les mesures sanitaires auxquelles auraient été soumises les provenances desdits pays. Ce rapport est accompagné d'un état des navires ayant motivé l'application de mesures spéciales. Pour les ports de l'Algérie, copies des rapports et états sont adressées au ministre de l'intérieur par le gouverneur général.

Le directeur de la santé avertit immédiatement, soit le ministre, soit le gouverneur général, de tout fait grave intéressant la santé publique de sa circonscription ou des pays étrangers en relations avec celle-ci.

Art. 110. — Les agents principaux et agents ordinaires, chacun pour la partie du littoral dont la surveillance lui est confiée, assurent, suivant les instructions et sous le contrôle des directeurs de la santé, l'application des règlements sanitaires.

A cet effet, ils reconnaissent l'état sanitaire des provenances et leur donnent la libre pratique, s'il y a lieu. Ils font exécuter les règlements ou décisions qui déterminent les mesures d'isolement et les précautions particulières auxquelles les navires infectés ou suspects sont soumis. Ils s'opposent, par tous les moyens en leur pouvoir, aux infractions aux règlements sanitaires et constatent les contraventions par procès verbal. Dans les cas urgents et imprévus, ils pourvoient aux dispositions provisoires qu'exige la santé publique, sauf à en référer immédiatement et directement au directeur de la santé de leur circonscription. Ils délivrent ou visent les patentes de santé pour les ports dans lesquels ils résident.

Art. 111. — En vertu des articles 12 et 13 de la loi du 3 mars 1822, les directeurs de la santé et les agents principaux et ordinaires ont droit de requérir pour le service qui leur est confié le concours non seulement de la force publique, mais encore, dans les cas d'urgence, des officiers et employés de la marine, des employés des douanes et des contributions indirectes, des officiers et maîtres de ports, des gardes forestiers et, au besoin, de tout citoyen.

Ces réquisitions ne peuvent d'ailleurs enlever à leurs fonctions habituelles des individus chargés d'un service public, à moins que le danger ne soit assez pressant au point de vue sanitaire pour exiger momentanément le sacrifice de tout autre intérêt.

Art. 112. — Les agents ordinaires du service sanitaire sont choisis, autant que possible, parmi les agents du service des douanes ; ils reçoivent une indemnité.

Le taux des indemnités est fixé par décision soit du ministre de l'intérieur, soit du gouverneur général de l'Algérie.

Art. 113. — Les agents principaux, les capitaines de lazaret et les capitaines de la santé sont nommés soit par le ministre de l'intérieur, soit par le gouverneur général de l'Algérie. Si les candidats appartiennent au service des douanes, leur nomination a lieu sur la désignation du directeur général de cette administration.

Art. 114. — Les agents, sous-agents et autres employés du service sanitaire sont nommés par le préfet, sur la présentation du directeur de la santé ou de l'agent principal, et après entente avec le directeur des douanes, si l'agent désigné appartient à ce service.

Ces nominations ne peuvent avoir lieu que sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires concernant les emplois affectés aux sous-officiers rengagés ou aux anciens militaires gradés. A cet effet, aucune désignation n'est faite par les préfets sans qu'il en ait été préalablement référé soit au ministre de l'intérieur, soit au gouverneur général de l'Algérie.

TITRE XII. — CONSEILS SANITAIRES.

Art. 115. — Le ministre de l'intérieur pour la France et le gouverneur général pour l'Algérie déterminent, après avis du comité de direction des services de l'hygiène, les ports dans lesquels est institué un conseil sanitaire.

Il en existe au moins un par circonscription sanitaire.

Art. 116. — Le conseil sanitaire est nécessairement consulté par l'administration :

Sur le règlement local du port où il est institué ;

Sur l'organisation de la station sanitaire ou du lazaret existant dans ce port ;

Sur les traités à passer, le cas échéant, avec les administrations hospitalières ;

Sur les plans et devis des bâtiments à construire.

Il donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par l'administration ou sur lesquelles il croit devoir appeler son attention dans l'intérêt du port.

Art. 117. — Le conseil sanitaire est composé de la manière suivante :

1^o Le préfet ou le secrétaire général, le sous-préfet ou, à leur défaut, un conseiller de préfecture délégué par le préfet ;

2^o Le directeur de la santé, l'agent principal ou l'agent ordinaire du service sanitaire en résidence dans le port ;

3^o Le maire ;

4^o Le professeur d'hygiène soit de la faculté de médecine, soit de l'école de médecine de plein exercice, soit, à leur défaut, de l'école de médecine navale, situées dans le département ;

5^o Le médecin des épidémies de l'arrondissement ;

6^o Le médecin militaire du grade le plus élevé ou le plus ancien dans le grade le plus élevé, en résidence dans le port ;

7^o Dans les ports de commerce, le chef du service de la marine ou, à son défaut, le commissaire de l'inscription maritime, et dans les ports militaires, le préfet maritime ou son délégué et le médecin le plus élevé en grade du service de santé de la marine ;

8^o L'agent le plus élevé en grade du service des douanes ;

9^o L'ingénieur en chef ou, à son défaut, l'ingénieur ordinaire attaché au service maritime du port ;

10^o Un membre du conseil municipal élu par le conseil ;

11^o Deux membres de la chambre de commerce élus par la chambre ou, à défaut de chambre de commerce, deux membres du tribunal de commerce élus par le tribunal ou, à défaut de chambre de commerce et de tribunal de commerce, deux négociants élus par le conseil municipal ;

12^o Un membre du conseil d'hygiène publique et de salubrité de l'arrondissement, élu par le conseil.

Le préfet ou le sous-préfet est président du conseil sanitaire.

Le conseil nomme un vice-président qui préside en l'absence du préfet ou du sous-préfet.

Art. 118. — Les quatre membres élus du conseil sanitaire sont nommés pour trois ans. Ils sont rééligibles.

Art. 119. — Les préfets et les sous-préfets, présidents des conseils sanitaires, peuvent convoquer aux séances du conseil le consul du pays intéressé aux questions qui y sont mises en délibération.

Dans ce cas, le consul étranger participe aux travaux du conseil avec voix consultative.

Art. 120. — Le conseil sanitaire se réunit sur la convocation du préfet ou du sous-préfet.

En cas d'urgence, la convocation peut être faite, à défaut du président, par le vice-président.

Art. 121. — Il est tenu procès-verbal des séances, dont le compte-rendu est immédiatement et directement adressé, par les soins du président, soit au ministre de l'intérieur, soit au gouverneur général de l'Algérie, ainsi qu'au directeur de la santé de la circonscription, s'il s'agit d'un port autre que celui où réside ce fonctionnaire.

TITRE XIII. — ATTRIBUTIONS DES AUTORITÉS SANITAIRES EN MATIÈRE DE POLICE JUDICIAIRE ET D'ÉTAT CIVIL.

Art. 122. — Les autorités sanitaires qui, en exécution des articles 17 et 18 de la loi du 3 mars 1822, peuvent être appelées à exercer les fonctions d'officier de police judiciaire sont les directeurs de la santé, les

agents principaux et ordinaires du service sanitaire, les capitaines de la santé et les capitaines de lazaret.

Art. 123. — A cet effet, ces divers agents prêtent serment, au moment de leur nomination, devant le tribunal civil du port auquel ils sont attachés.

Art. 124. — Les mêmes autorités sanitaires exercent les fonctions d'officier de l'état civil, conformément à l'article 19 de la loi du 3 mars 1822.

Art. 125. — Au cas où il se produirait une infraction pour laquelle l'autorité sanitaire n'est pas exclusivement compétente, celle-ci procède suivant les articles 53 et 54 du code d'instruction criminelle.

TITRE XIV. — RECOUVREMENT DES AMENDES.

Art. 126. — En cas de contravention à la loi du 3 mars 1822 dans un port, rade ou mouillage de France ou d'Algérie, le navire est provisoirement retenu et le procès-verbal est immédiatement porté à la connaissance du capitaine du port ou de toute autre autorité en tenant lieu, qui ajourne la délivrance du billet de sortie jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux prescriptions mentionnées dans l'article suivant.

Art. 127. — L'agent verbalisateur arbitre provisoirement, conformément à un tarif arrêté par le ministre des finances de concert avec le ministre de l'intérieur, le montant de l'amende en principal et décimes, ainsi que les frais du procès-verbal : il en prescrit la consignation immédiate à la caisse de l'agent chargé de la perception des droits sanitaires, à moins qu'il ne soit présenté à ce comptable une caution solvable.

Celui ci, en cas d'acquittement, remboursera à l'ayant droit la somme consignée. Si, au contraire, il y a condamnation, il versera cette somme au perceuteur (en Algérie, au receveur des contributions diverses) qui aura pris charge de l'extrait de jugement, ou il fera connaître à ce comptable les nom et domicile de la caution présentée.

Art. 128. — Le contrevenant est tenu d'écrire domicile dans le département du lieu où la contravention a été constatée ; à défaut par lui d'élection de domicile, toute notification lui est valablement faite à la mairie de la commune où la contravention a été commise.

TITRE XV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 129. — Des médecins sanitaires français sont établis en Orient : leur nombre, leur résidence et leurs émoluments sont fixés par le ministre de l'intérieur.

Ces médecins sont chargés de renseigner les agents du service consulaire français, l'administration supérieure et, en cas d'urgence, les directeurs de la santé sur l'état sanitaire des pays où ils résident.

Art. 130. — Les agents de la France au dehors doivent se tenir exactement informés de l'état sanitaire du pays où ils résident et adresser au département dont ils relèvent, pour être transmis au ministre de l'intérieur, les renseignements qui importent à la police sanitaire et à la santé publique de la France. S'il y a péril, ils doivent, en même temps, avertir l'autorité française la plus voisine ou la plus à portée des lieux qu'ils jugeraient menacés.

Art. 131. — Les chambres de commerce, les capitaines ou patrons

de navires arrivant de l'étranger, les dépositaires de l'autorité publiques soit au dehors, soit au dedans, et généralement toutes les personnes, ayant des renseignements de nature à intéresser la santé publique, sont invités à les communiquer aux autorités sanitaires.

Art. 132. — Des règlements locaux, approuvés soit par le ministre de l'intérieur, soit par le gouverneur général de l'Algérie, déterminent pour chaque port, s'il y a lieu, les conditions spéciales de police sanitaire qui lui sont applicables en vue d'assurer l'exécution des règlements généraux.

Art. 133. — Les dépenses du service sanitaire sont réglées annuellement, en prévision, par des budgets spéciaux préparés par les directeurs de la santé pour chacun des départements de leur circonscription et approuvés, sur l'avis des préfets, soit par le ministre de l'intérieur, soit par le gouverneur général de l'Algérie.

Aucune dépense ne peut être ni effectuée ni engagée en dehors de ces budgets sans une autorisation expresse du ministre ou du gouverneur, à moins toutefois qu'il n'y ait urgence. Dans ce cas, il en est référé immédiatement au ministre ou au gouverneur pour faire régulariser la dépense effectuée ou engagée.

Aussitôt après la clôture de l'exercice financier, les directeurs de la santé adressent au ministre ou au gouverneur, par l'intermédiaire des préfets, et indépendamment des pièces exigées par les règlements sur la comptabilité, un compte détaillé des dépenses ordinaires ou extraordinaires effectuées au cours de l'exercice dans chacun des départements de leur circonscription.

Art. 134. — Sont abrogés les décrets des 22 février 1876, 25 mai 1878, 15 avril 1879, 26 janvier 1882, 19 décembre 1883, 30 décembre 1884, 29 octobre 1885, 15 décembre 1888, 25 juillet et 19 octobre 1894, 20 et 22 juin 1895, et généralement toutes dispositions réglementaires antérieures qui seraient contraires au présent décret.

Art. 135. — Le ministre de l'intérieur et les ministres de la justice, des affaires étrangères, des finances, de la guerre, de la marine, des travaux publics, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'agriculture, des colonies, et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 janvier 1896.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
Léon BOURGEOIS.

Le ministre des affaires étrangères,
BERTHELOT.

Le ministre de la justice,
L. RICARD.

Le ministre de la guerre : G. CAVAGNAC.

Le ministre des finances,
Paul DOUMER.

Le ministre de la marine,
Edouard LOCKROY.

Le ministre des travaux publics : Ed. GUYOT-DESSAIGNE.

Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
G. MESUREUR.

Le ministre de l'agriculture,
VIGER.

Le ministre des colonies : GUIEYSSÉ.

— Le décret qui précède a été ainsi motivé par un rapport adressé au Président de la République par M. Bourgeois, président du conseil, ministre de l'intérieur.

Monsieur le Président,

La police sanitaire maritime est régie, en l'état actuel, conformément à la loi du 3 mars 1822, par un décret réglementaire du 22 février 1876. Elle a pour objet de protéger la France et l'Algérie, à l'aide d'un réseau de surveillance qui embrasse tout le littoral, contre l'importation des maladies pestilentielles exotiques, le choléra, la fièvre jaune et la peste. A l'arrivée dans les ports, les capitaines sont interrogés sur la provenance des navires et sur leur état sanitaire, et ces navires sont soumis, s'il y a lieu, à des mesures de quarantaine soit en rade, soit dans les lazarets. Ces mesures, vexatoires et onéreuses, ont soulevé de tout temps les réclamations de la navigation : elles étaient indispensables, à défaut d'autres moyens, pour défendre les populations contre l'invasion de redoutables fléaux ; elles ne sont plus justifiées aujourd'hui.

Grâce aux découvertes de la science pastoriennne, la prophylaxie des maladies épidémiques s'est précisée ; l'hygiène a désormais à sa disposition des procédés sûrs et rapides pour la destruction des germes morbifiques ; la chaleur et les agents chimiques lui fournissent de puissants moyens de désinfection. Une connaissance mieux établie de la période d'incubation permet de limiter son action.

L'administration sanitaire, s'inspirant de ces données scientifiques, est entrée résolument dans la voie des réformes. Les principaux ports ont été dolés par elle d'études à désinfection, et, en même temps qu'elle s'efforçait de faire pénétrer dans les habitudes maritimes une pratique qui devait transformer si avantageusement le régime sanitaire, elle atténuait graduellement la rigueur des mesures quarantaines. Depuis 1892, les quarantaines ont en fait à peu près cessé d'exister, malgré la présence du choléra sur divers points de l'Europe : elles ont été remplacées par une inspection médicale au départ et à l'arrivée des navires, par une désinfection appropriée, et enfin par la délivrance aux passagers, immédiatement débarqués, d'un passeport sanitaire permettant d'établir leur origine, de leur appliquer en cas de maladie les mesures d'isolement nécessaires et d'éviter ainsi la création d'un foyer.

Ce sont ces principes, base d'un nouveau régime sanitaire, qu'ont fait prévaloir les représentants de la France dans les conférences sanitaires internationales de Venise en 1892, de Dresde en 1893 et de Paris en 1894.

La convention sanitaire signée à Dresde, le 15 avril 1893, par les représentants des divers pays de l'Europe a eu pour but « d'établir des mesures communes pour sauvegarder la santé publique en temps d'épidémie cholérique sans apporter d'entraves inutiles aux transactions commerciales et au mouvement des voyageurs ».

Il restait à mettre le règlement du 22 février 1876 en harmonie avec les dispositions adoptées par cette convention promulguée pour la France par décret du 22 mai 1894. L'œuvre a été longue et laborieuse en raison des intérêts complexes qu'elle met en cause et de l'intervention de tous les services publics appelés à y coopérer.

A deux reprises, les directeurs de la santé du littoral, les chambres de commerce spécialement intéressées, les principales compagnies de navigation ont été consultés, en France et en Algérie, soit sur les bases des réformes à introduire, soit sur le texte du projet. Ce projet a été élaboré, en tenant compte des différents éléments, par les soins du comité de direction des services de l'hygiène, composé lui-même des représentants les plus autorisés de l'hygiène et du commerce ; puis il a été soumis au comité consultatif d'hygiène publique de France qui en a adopté les termes, à l'unanimité, dans sa séance du 8 juillet 1895 ; il a été enfin communiqué à chacun des départements ministé-

riels qui doivent concourir à son exécution, pour être examiné au point de vue spécial les concernant, et a reçu de leur part, sous réserve de quelques modifications de détail, qui presque toutes ont pu être adoptées, une adhésion définitive.

Tel qu'il se présente, le nouveau règlement réalise sur le précédent un progrès considérable : il diminue grandement les charges de la navigation ; il augmente les garanties qu'exige la protection de la santé publique ; il supprime les quarantaines pour les remplacer par des informations sanitaires précises, — par des mesures prophylactiques prises, autant que possible, soit au départ, soit à bord du navire, sous le contrôle d'un médecin spécialement agréé à cet effet, — par une surveillance médicale appliquée, en cas de nécessité, aux passagers, après leur mise en libre pratique, pendant une période de quelques jours correspondant à la durée d'incubation de la maladie ; il accorde des facilités et des avantages particuliers, telle qu'une notable réduction des taxes, aux navires qui, secondant les vues du service sanitaire, auront à bord un médecin sanitaire et une étuve à désinfection, et pourront certifier à leur arrivée que toutes les mesures de désinfection et d'assainissement prescrites ont été rigoureusement effectuées durant la traversée.

J'ai confiance, monsieur le Président, que le nouveau règlement de police sanitaire maritime, pour la rédaction duquel il a été fait appel à toutes les compétences techniques, apporte, tout en servant les intérêts sanitaires, un allègement considérable à la navigation, et il ne dépendra que d'elle désormais d'accroître encore ce bénéfice par la sincérité de ses déclarations et l'emploi des moyens de plus en plus perfectionnés que la science met à sa disposition. D'accord avec mes collègues, les ministres de la justice, des affaires étrangères, des finances, de la guerre, de la marine, des travaux publics, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'agriculture, des colonies, je vous prie, monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-annexé.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Dans la séance du *Reichstag* du 17 janvier, le prince de Hohenlohe, chancelier de l'empire, présente le *projet de code civil*, auquel est joint un *mémoire* exposant les principales prescriptions du nouveau code comparées avec la législation existant jusqu'à présent en Allemagne.

Il annonce que le Parlement sera aussi saisi d'un projet de loi concernant la mise en vigueur du nouveau code civil, contenant une série de prescriptions d'un caractère général et indiquant les lois particulières aux différents Etats qui seront encore appliquées malgré l'adoption du code commun à tout l'empire.

Le prince de Hohenlohe fait remarquer que le nouveau code civil, cette œuvre née du premier enthousiasme de la patrie, est présenté par lui au Parlement au moment où l'Allemagne célèbre l'anniversaire de la grande époque à laquelle elle doit la création de l'empire.

Le chancelier de l'empire, en présentant le projet de loi, exprime l'espoir que le résultat des débats du *Reichstag* sera conforme aux désirs des gouvernements confédérés.

Le président, M. de Buol, répond que le *Reichstag* ne méconnait ni l'importance politique et sociale ni les difficultés que présente le projet de loi.

« La tâche qui incombera à l'Assemblée, ajoute le président, n'est dépassée, en ce qui concerne son étendue et son importance, par aucune d'entre celles dont le *Reichstag* a eu à s'occuper depuis un quart de siècle.

« Peut-être n'est-il pas même nécessaire de rappeler la grande époque à laquelle cette œuvre nationale doit son origine, pour nous induire à consacrer toutes nos forces à la faire aboutir. Le *Reichstag*, j'en suis sûr, accomplira la tâche qui lui a été confiée, le plus tôt possible, pour le bien du peuple et de la patrie. »

BAVIÈRE

Un vœu a été émis à la Chambre des députés en faveur de l'arbitrage international. La question a été portée devant la Chambre des seigneurs par le prince Charles de Lichtenstein, qui a prononcé le discours suivant :

« J'ai vu avec plaisir, en lisant les délibérations de la seconde Chambre, que l'idée d'un tribunal d'arbitrage international a été discutée à l'occasion du budget de la guerre. Je m'étais déjà permis d'en parler à la dernière session de la Diète et dans d'autres circonstances. Mon désir a rencontré plusieurs objections.

« Cependant personne n'a pu contester que ce principe ne soit noble et beau et qu'un tribunal universel d'arbitrage ne se présente comme le couronnement d'un ordre de choses fondé sur la justice, la raison, l'humanité, et greffé sur le sentiment chrétien. Les objections qui ont été soulevées ont trait à la possibilité et au succès de l'institution en question.

« La possibilité, Messieurs, dépend du bon vouloir des gouvernements et

il s'agit précisément de susciter ce bon vouloir. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs que tous les pays adhèrent immédiatement au principe de l'arbitrage, pourvu que l'on fasse un commencement. La pression morale de l'opinion publique et l'influence des puissances adhérentes aura pour conséquence de faire entrer successivement un grand nombre d'Etats dans le cercle des partisans de la justice internationale.

« On doute du succès d'une institution d'arbitrage. Cette objection a quelque apparence de vérité parce qu'il y aura sans doute encore des guerres après l'établissement d'un tribunal arbitral. Mais cet organe de la justice internationale les empêchera dans la plupart des cas ; dans les autres, la puissance qui refusera de se soumettre à la sentence arbitrale s'infligera à elle-même le stigmate du trouble-paix.

« Il est donc déraisonnable, à mon avis, de rejeter une institution salutaire et noble pour le motif que, comme toutes les choses humaines, elle ne remplira pas toujours son but. Condamnerait-on la juridiction pénale ou l'abolirait-on parce que l'on continue à commettre des meurtres et des actes de brigandage ? L'institution d'un tribunal international qui jouerait certainement souvent le rôle d'un médiateur, est un idéal élevé qui ne peut être atteint du jour au lendemain. La Bavière acquerra un titre de gloire et méritera la reconnaissance des pacifiques du monde entier, en travaillant sans cesse, avec énergie et persévérence, à faire triompher cette grande idée. »

FRANCE

Situation économique des Colonies françaises.

(*Rapport fait par M. Turrel, député, au nom de la Commission du budget de 1896.*)

Messieurs, un rapport est le résumé du travail d'une commission. Son existence suppose le dépôt d'un projet de loi, la nomination d'une commission, et l'étude par celle-ci des conclusions du projet. Nous ne pouvons pas donner ce titre aux observations que nous devons vous présenter.

La commission du budget n'a pas eu à examiner nos conclusions ; elle a simplement déclaré, sur notre demande, qu'elle nous autorisait à présenter, sous notre responsabilité personnelle, un résumé de la situation économique des colonies. C'est donc une simple étude personnelle, que la nôtre. Nous avons tenu, dès le début, à déterminer son véritable caractère.

Si l'on veut savoir à quels mobiles nous avons obéi, nous n'éprouvons aucune difficulté à nous en expliquer nettement.

La politique coloniale est basée sur deux arguments principaux : la puissance politique extérieure de la France et le développement de son commerce. Tous ceux qui l'ont soutenue ont déclaré que son but le plus élevé, le plus pratique, était la recherche de nouveaux débouchés, de nouveaux marchés, et que la conquête de vastes territoires avait surtout pour mobile le désir, le besoin où l'on était d'aider au développement économique de la métropole.

La mise en valeur de notre domaine colonial, le développement de notre commerce, de nos échanges avec les pays que nous avons conquis par nos efforts et que nous administrons de nos deniers, est une question qui est plus que jamais à l'ordre du jour.

Le pays, qui n'a jamais ménagé ses finances à l'œuvre de l'expansion coloniale, qui voit depuis vingt ans grossir chaque année les dépenses du budget colonial, a le droit d'être renseigné sur la situation économique de nos colonies ; il a le droit de savoir où en est notre commerce dans nos possessions lointaines ; quel chiffre d'affaires nous faisons avec elles ; quel profit

en retire notre industrie, notre agriculture ; quels avantages y trouvent les producteurs et consommateurs français. L'heure est venue de répondre en toute franchise à ces diverses questions ; c'est en partie pour cela que nous écrivons.

Dans cet ordre d'idées, des devoirs très graves s'imposent à ceux qui ont la responsabilité du gouvernement du pays.

Le Parlement, qui contrôle et apprécie les actes des ministres, a aussi la mission d'examiner dans son ensemble la politique commerciale qui a été suivie dans le passé, d'en constater les résultats, d'en voir les imperfections et de les corriger. Nous plaçant à ce triple point de vue, nous nous proposons d'abord d'examiner la situation commerciale de nos colonies à l'heure actuelle, d'analyser ensuite les causes de cette situation, et d'indiquer, autant qu'il est possible de le faire pour un problème aussi difficile et aussi complexe, les mesures qu'il conviendrait de prendre pour améliorer l'état actuel des choses.

Tous les esprits réfléchis comprendront que nous ne puissions grouper, pour en faire un tableau d'ensemble, nos diverses colonies, afin d'indiquer ensuite pour toutes des mesures identiques ; cela supposerait à la fois un mal uniforme ayant partout les mêmes causes.

La diversité de nos possessions coloniales, placées sur tous les points du globe, sous des climats différents, peuplées de races diverses, ayant chacune des besoins particuliers, celles-ci civilisées depuis des siècles, celle-là à peine conquises, nous impose de les examiner séparément. Nous pourrons totaliser les résultats statistiques de notre étude, mais ce n'est qu'à ce seul point de vue que la synthèse nous sera permise. Quand nous arriverons à l'examen des causes et à l'étude des moyens, une observation détachée et analytique de chaque espèce s'imposera fatidiquement à notre étude.

Notre étude comprendra trois chapitres :

Chap. 1^{er}. — Situation commerciale de nos colonies.

Chap. 2. — Régime douanier colonial.

Chap. 3. — Considérations générales et conclusions.

CHAPITRE I^{er}. — Statistique du commerce des colonies françaises. — Commerce général avec la France et ses colonies et l'étranger. — Importations de l'étranger et de la France dans les colonies. — Exportations des colonies à l'étranger et en France.

Le commerce des colonies françaises doit être envisagé à plusieurs points de vue.

Si l'on veut s'intéresser à leur développement, il faut étudier la marche de leur commerce en général. Nous donnerons donc pour chaque colonie les chiffres de leur commerce général dans les dernières années.

Nous examinerons ensuite dans deux colonnes distinctes les chiffres du commerce de chaque colonie française : 1^o avec l'étranger ; 2^o avec la France et les colonies françaises.

Les importations et les exportations seront examinées à part, et nous indiquerons, pour chaque colonie, les chiffres de l'exportation et de l'importation avec la France et ses colonies et avec l'étranger.

Nous diviserons nos tableaux en quatre groupes :

1^{er} groupe. — Colonies d'Afrique et de l'Océan Indien.

2^o groupe. — Colonies d'Asie.

3^o groupe. — Colonies d'Amérique.

4^o groupe. — Colonies d'Océanie.

Un tableau général résumera l'ensemble des tableaux spéciaux.

Importations et exportations de la colonie de la Côte d'Ivoire

DÉSIGNATION	1892	1893	1894
1. Commerce avec la France.			
Importations de France.....	181.901 16	186.648 56	184.977 61
Exportations en France.....	1.112.912 00	1.386.061 81	1.127.869 46
2. Commerce avec les colonies.			
Importations des colonies.....	"	"	6.500 00
Exportations pour les colonies :			
Denrées du cru de la colonie.....	"	"	"
Denrées provenant de l'importation française	"	"	"
Denrées provenant de l'importation étrangère.....	"	"	"
3. Commerce avec l'étranger.			
Importations étrangères.....	1.797.617 60	2.288.839 04	2.712.575 14
Exportations pour l'étranger :			
Denrées du cru de la colonie.....	4.123.469 60	5.264.873 25	5.654.114 95
Denrées provenant de l'importation française	2.325.852 00	2.976.034 21	2.941.539 81
Denrées provenant de l'importation étrangère.....	"	"	"
Totaux généraux.....	5.718.312 76	6.837 583 62	7.193.462 02
1. Ce chiffre se décompose ainsi : + Marchandises importées des entrepôts de France.....		21.139 38	
+ Marchandises importées de l'étranger directement... ..		2.691.435 76	

Statistique commerciale de la colonie de la Côte d'Ivoire.

ANNÉE 1892

1. Commerce avec la France.

Importations de France dans la colonie	181.901 00	1.594.843 00
Exportations de la colonie en France.....	"	1.112.912 00

2. Commerce avec les autres colonies françaises.

Importations des colonies	"	"
Exportations pour les colonies. : Denrées et marchandises du cru de la colonie	"	"

3. Commerce avec l'étranger.

Importations de l'étranger.....	1.797.617 00	4.123.469 00
Exportations pour l'étranger.....	2.325.792 00	"
Totaux généraux.....	"	5.718.312

ANNÉE 1893

1. Commerce avec la France.

Importations de France dans la colonie	180.648 56	1.572.710 37
Exportations de la colonie en France	1.385.061 81	

2. Commerce avec les autres colonies françaises.

Importations des colonies		
Exportations pour les colonies	Dépenses et marchandises du cru de la colonie	"
	Dépenses et march. provenant de l'importation	"

3. Commerce avec l'étranger.

Importations de l'étranger	2.298.839 04	5.264.873 25
Exportations pour l'étranger	2.976.034 21	
		Totaux généraux 6.837.583 62

ANNÉE 1891

1. Commerce avec la France.

Importations de France dans la colonie	404.977 61	1.532.847 07
Exportations de la colonie en France	1.127.869 46	

2. Commerce avec les autres colonies françaises.

Importations des colonies		6.500 00
Exportations pour les colonies	Dépenses et marchandises du cru de la colonie	"

3. Commerce avec l'étranger.

Importations de l'étranger	2.712.675 14	5.654.114 95
Exportations pour l'étranger	2.941.539 81	
		Totaux généraux 7.193.462 02

Commerce du Sénégal en 1891.

1. Commerce entre la France et le Sénégal.

Importations de France dans la colonie	12.287.612 00	24.698.298 50
Exportations de la colonie en France	12.410.686 50	

2. Commerce du Sénégal avec les autres colonies et pêcheries françaises.

Importations des colonies et pêcheries françaises	85.934 00	
Exportations pour les colonies et pêcheries françaises	22.149 00	108.083 00
Denrées et marchandises de la colonie	22.149 00	
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère	7.672 00	

3. Commerce de la colonie et de l'étranger.

Importations en marchandises étrangères	4.328.404 00	
Par navires français	190 00	5.881.679 00
des entrepôts de France		
des colonies françaises	190 00	
de l'étranger directement	1.553.085 00	11.886.582 00
Par navires étrangers	1.553.085 00	
Denrées et marchandises de la colonie	6.004.903 00	
Denrées et marchandises provenant de l'importation française	3.751.459 50	
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère	87.816 00	1.146.797 00
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère	1.058.981 00	

Importations et exportations (Guinée française)

DÉSIGNATION	1890	1891	1892	1893	1894
Importations	4.332.604	n	3.609.396	4.077.577	françaises 897.407 1.893.688
Exportations	4.002.071	n	4.012.557	4.801.698	étrangères 3.990.281 1.498.310 5.222.177
Totaux généraux	8.334.675	n	7.621.953	8.879.275	françaises 3.723.861 10.115.865

Exportations et importations de 1890 à 1894 du Dahomey.

DÉSIGNATION	1890		1891		1892		1893		1894	
	fr.	é.	fr.	é.	fr.	é.	fr.	é.	fr.	é.
1 ^{re} Commerce avec la France.										
Importations de France dans la colonie.	1.090.913	07	1.397.616	78	1.819.401	21	4.486.946	14	3.544.473	13
Exportations de la colonie en France.	1.925.259	50	2.606.780	25	1.583.173	50	2.353.882	25	2.725.570	13
2 ^{me} Commerce avec les autres colonies.										
Importations des colonies	4.117	25	"	"	"	"	18.203	00	360	00
Exportations pour les colonies :							17.480	00	"	"
Denrées et marchandises du cru de la colonie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Denrées et marchandises provenant de l'importation	7.358	00	"	"	5.648	80	"	"	8.245	00
3 ^{me} Commerce avec l'étranger.										
Importations de l'étranger	2.394.563	10	4.391.566	98	1.595.819	76	5.951.708	40	7.226.956	81
Exportations pour l'étranger	3.983.877	41	5.072.295	95	5.661.087	75	6.479.578	59	7.639.888	37
Totaux généraux.	9.106.387	88	13.168.289	96	13.692.611	02	19.290.318	48	20.745.193	51

Importations et exportations du Congo, de 1890 à 1894.

DÉSIGNATION	1890				1891			
	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs
1 ^{re} Commerce avec la France.								
Importations françaises dans la colonie	"	"	736.013	"	"	"	"	778.676
Exportations de la colonie en France	"	"	438.322	1.171.365	"	"	"	1.380.322
2 ^{me} Commerce avec les colonies.								
Importations des colonies	"	"	"	"	"	"	"	2.500
Exportations pour les colonies	"	"	"	"	"	"	"	"
Denrées de la colonie	"	"	"	"	"	"	"	"
Denrées ou marchandises provenant de l'importation française	"	"	"	"	"	"	"	2.250
Denrées ou marchandises provenant de l'importation étrangère	"	"	"	"	"	"	"	"
3 ^{me} Commerce avec l'étranger.								
Importations de denrées ou marchandises étrangères:								
Par navires français: entrepôts français	141.559	167.911	"	"	105.400	121.260	"	"
Par navires français: de l'étranger directement	26.382	2.001.218	2.262.819	"	15.860	1.770.702	1.899.962	"
Par navires étrangers	"	"	"	"	"	"	"	"
Exportations pour l'étranger	"	"	"	"	5.457.035	"	"	3.858.492
Denrée du cru de la colonie	"	3.074.756	"	"	"	"	1.804.808	"
Denrées ou marchandises provenant de l'importation française	"	"	3.181.486	"	"	"	"	1.958.530
Denrées ou marchandises provenant de l'importation étrangère	32.175	110.090	"	"	50.230	153.722	"	"
Totaux généraux.	76.915	"	"	"	103.402	"	"	5.241.064

Importations et exportations du Congo, de 1890 à 1894 (suite).

DÉSIGNATION	1892				1893			
	frances	frances	frances	frances	frances	frances	frances	frances
1 ^{er} Commerce avec la France.								
Importations françaises dans la colonie	"	"	1.107.016	1.458.580	"	"	1.423.907	1.868.647
Exportations de la colonie en France.	"	"	351.534		"	"	441.740	
2 ^{me} Commerce avec les colonies.								
Importations des colonies.	"	"	18.300		"	"	16.100	
Exportations pour les colonies :								
Denrées de la colonie	"	1.000		10.550	"	"	"	
Denrées ou marchandises provenant de l'importation française.			1.250		7.406			25.706
Denrées ou marchandises provenant de l'importation étrangère.	250				9.606	9.606		
3 ^{me} Commerce avec l'étranger.					2.200			
Importations de denrées ou marchandises étrangères :								
Par navires français : de dépôts français.	"	209.538			"	184.661		
Par navires français : de l'étranger directement.	"	30.725	2.035.629		"	1.750	1.726.364	
Par navires étrangers	"	1.795.366			"	1.939.956		
Exportations pour l'étranger :				4.181.482				3.617.032
Denrées du cru de la colonie	"	1.939.563			"	1.738.487		
Denrées ou marchandises provenant de l'importation française.	"	81.071	2.145.850		55.183		1.890.668	
Denrées ou marchandises provenant de l'importation étrangère.	"	125.219			96.998	152.181		
Total généraux.				5.659.582				5.511.385

Importations en général, en 1894, de Diégo-Suarez.

IMPORTATIONS	POUR L'ETAT	POUR	TOTAUX
		LES PARTICULIERS	
		kilomètres	kilomètres
Par les Messageries maritimes.	1.093.095	2.357.261	3.452.346
La Compagnie havraise péninsulaire	4.760.443	2.018.530	3.778.973
Seize boutres arabes.	"	1.475.306	1.475.300
Divers vapeurs	"	591.311	591.311
Total général.		6.412.402	9.297.940

Importations et exportations de Nossi-Bé.

DÉSIGNATION	1890				1891			
	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs
1 ^{er} Commerce avec la France.								
Importations de France.	"	"	298.292	643.483	"	"	350.330	
Exportations pour la France	"	"	305.191		"	"	422.060	772.380
2 ^{er} Commerce avec les colonies.								
Importations des colonies.	"	"	45.466		"	"	111.350	
Exportations pour les colonies.								
Marchandises de la colonie.	"	3.000		86.866		1.500		437.500
Marchandises provenant de l'importation française.	3.400		41.400		7.970		326.909	
Marchandises provenant de l'importation étrangère.	35.000	38.400			316.739	324.709		
3 ^{er} Commerce avec l'étranger.								
Importations en marchandises étrangères.								
Par navires français; des entrepôts français.	"	7.485			"	68.235		
Par navires français; de l'étranger directement.	"	205.290	1.681.630		"	1.110.910	2.171.245	
Par navires étrangers.	"	1.458.855		3.235.337	"	992.100		4.132.428
Exportations pour l'étranger.								
Marchandises de la colonie.	"	15.300			"	20.150		
Marchandises provenant de l'importation française.	"	18.720	1.353.707		"	14.480		
Marchandises provenant de l'importation étrangère.	"	1.519.487			"	1.026.553	1.961.183	
Totaux généraux.			3.925.686					5.342.367

Importations et exportations de Mayotte.

DÉSIGNATION	1890				1891			
	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs
1 ^{er} Commerce avec la France.								
Importations de France.	"	"	159.806	1.634.635	"	"	152.317	
Exportations pour la France	"	"	1.474.829		"	"	849.147	1.001.464
2 ^{er} Commerce avec les colonies.								
Importations des colonies.		"	60.412		"	"	56.328	
Exportations pour les colonies.								
Marchandises de la colonie.	"	36.627		102.376	"	39.758		
Marchandises provenant de l'importation française.	"		41.694		"		58.558	114.866
Marchandises provenant de l'importation étrangère.	5.337	5.337			18.800	18.800		
3 ^{er} Commerce avec l'étranger.								
Importations des marchandises étrangères.								
Par navires français; Par entrepôts français.	"				"			
Par navires français; De l'étranger directement.	73.746	73.746	341.381		104.213	104.213		
Par navires étrangers.	"	267.635			"	347.554	451.767	
Exportations pour l'étranger.				387.683				574.891
Marchandises de la colonie.	"	6.817			"	5.337		
Marchandises provenant de l'importation française.	4.240		46.302		4.500		123.124	
Marchandises provenant de l'importation étrangère.	35.245	39.485			113.287	117.787		
Totaux généraux.				2.124.694				1.691.241

*Etat du commerce général des établissements français de l'Inde
en 1890, 1891, 1892 et 1893.*

DÉSIGNATION	1890				1891			
	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs
1 ^o Commerce avec la France.			771.991 00					
Importations de France	"	"	771.991 00	12.123.519 00	"	"	609.822	15.065.862
Exportations pour la France	"	"	11.351.528 00		"	"	14.456.040	
2 ^o Commerce avec les autres colonies.								
Importations des colonies	"	"	(2) 20.688 00		"	"	18.253	
Exportations:				(2) 180.647 00				
Marchandises de la colonie	"	109.948		180.647 00	"	"		124.184
Marchandises provenant de l'importation française	13.091		160.950 00		"		105.931	
Marchandises provenant de l'importation étrangère	37.920	51.011			"	"		
3 ^o Commerce avec l'étranger.								
Importations de marchandises étrangères, par navires français	"	(1) 38.414	(2) 3.846.664 70		"	"	3.854.866	
Importations de marchandises étrangères, par navires étrangers	"	(1) 3.807.013		(2) 9.433.223 70	"	"		9.793.742
Exportations:								
Marchandises de la colonie	"	2.797.317			"	"		
Marchandises provenant de l'importation française	58.125		5.586.559 00		"		5.938.876	
Marchandises provenant de l'importation étrangère	2.731.117	2.789.242			"			
Totaux généraux . . . . .	.....	.....	.....	(2) 21.737.389 70	.....	"	.....	24.983.788

(1) Chiffres donnés par les statistiques publiées. — (2) Chiffres rectifiés.

Etat du commerce général des établissements français de l'Inde en 1890, 1891, 1892 et 1893 : (Suite).

DÉSIGNATION	1892			1893		
	francs	francs	francs	francs	francs	francs
1. Commerce avec la France.						
Importations de France.	"	"	"	"	"	"
Exportations pour la France.	"	"	"	"	"	"
2. Commerce avec les autres colonies.						
Importations des colonies.	"	"	"	"	"	"
Exportations.	"	"	"	"	"	"
Marchandises de la colonie.	"	"	"	"	"	"
Marchandises provenant de l'importation française.	"	"	"	"	"	"
Marchandises provenant de l'importation étrangère.	"	"	"	"	"	"
3. Commerce avec l'étranger.						
Importations de marchandises étrangères par navires français.	"	"	"	"	"	"
Importations de marchandises étrangères par navires étrangers.	"	"	"	"	"	"
Exportations.						
Marchandises de la colonie.	"	"	"	"	"	"
Marchandises provenant de l'importation française.	"	"	"	"	"	"
Marchandises provenant de l'importation étrangère.	"	"	"	"	"	"
Totaux généraux.	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffres donnés par les statistiques publiées. — (2) Chiffres rectifiés.

513,939 50 12,858,1022 50
12,341,684 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

382,950 00 345,923 00
18,027 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

345,950'00 345,923 00
18,973 00

Commerce général en 1894 de la Cochinchine et du Cambodge.

1. Commerce entre la France et la Cochinchine.

Importations de France dans la colonie	21.064.202 00
Exportations de la colonie en France.	
2. Commerce de la Cochinchine avec les autres colonies et pêcheries françaises (Y compris celui de l'Annam et du Tonkin).	
Importations des colonies et pêcheries françaises.	5.047.517 00
Denrées et marchandises de la colonie	780.730 00
Denrées et marchandises provenant de l'importation française	1.036.921 00
Exportations pour les colonies et pêcheries françaises.	162.244 00
étrangère	93.717 00
3. Commerce de la colonie avec l'étranger.	130.463.787 60
par navires français : des entre- pôts de	
Importations en marchandises étrangères	3.673.975 00
par navires français : de l'étran- ger direc- tement	7.570.650 20
par navires étrangers	19.051.709 40
Denrées et marchandises de la colonie	76.378.079 00
Denrées et mar- chandises provenant de l'importation française	313.700 00
Exportations pour l'étranger	193.040 00
étrangères	120.669 00

Commerce général du Tonkin.

DÉSIGNATION	1893	1894	DÉSIGNATION	1893	1894
Importations de France	8.703.888	9.839.221	Exportations pour l'Annam et la Cochinchine	2.632.478	2.485.914
Importations des colonies	126.438	110.520	Exportations en numéraire de toute provenance	4.228.070	1.687.786
Importations de l'étranger	18.246.609	16.846.646	Réexportations	142.119	95.562
Importations de l'Annam et de la Cochinchine	10.378.437	4.342.128	Transit : entrées	5.295.632	4.036.670
Importations de numéraire de toute provenance	4.094.521	5.402.919	Transit : sorties	3.458.497	2.835.619
Exportations pour la France	305.622	331.967	Cabotage : entrées	859.343	1.305.180
Exportations pour les colonies	100	200	Cabotage : sorties	1.178.885	873.410
Exportations pour l'étranger	9.825.308	12.885.780	Totaux	69.476.652	63.079.552

Commerce général de l'Annam en 1894.

Importations de France	127.545)	Cabotage avec le Tonkin: importations	1.849.344)	3.988.613
Importations des colonies	425.4391.259	Cabotage avec le Tonkin: exportations	2.119.269)	
Importations de l'étranger	4.263.289)	Cabotage avec le Cambodge	2.863	2.863
Exportations pour la France	142.100)	Cabotage avec les ports de l'Annam: Importations	5.206.036)	
Exportations pour les colonies	2.539.848	Cabotage avec les ports de l'Annam: exportations	11.129.885	
Exportations pour l'étranger	2.397.748)	Total	5.923.849)	
Réexportations pour la France	8.994)	Le numéraire en plus		
Réexportations pour l'étranger	661)	Total général		
Cabotage avec Saïgon: importations	1.721.873)	Total	28.043.310	
Cabotage avec Saïgon: exportations	4.279.314)	Le numéraire en plus	3.355.082	

Importations et exportations de l'Indo-Chine en 1890 et 1891.

DÉSIGNATION	1890			1891		
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1. Commerce avec la France :						
Importations de France :						
Cochinchine		9.172.722 50				10.603.662 00
Cambodge	n	n		n	n	25.880.272 20
Annam	n	236.053 25	16.714.840 90	n	n	20.321.010 60
Tonkin	n	7.300.045 00		n	n	363.796 00
Exportations du cru de la colonie :						9.413.352 00
Cochinchine	1.492.314 50					1.733.191 00
Cambodge	n	2.195.706 80				239.610 00
Annam	n	8.412 30				5.441.869 00
Tonkin	694.980 00					581.088 00
Exportations de marchandises françaises :						1.200 00
Cochinchine	2.900 00					n
Cambodge	n	10.200 00	2.318.995 80			1.290 00
Annam	n	6.376 00				n
Tonkin						n
Exportations de marchandises étrangères :						13.193 00
Cochinchine	98.723 00					n
Cambodge	n					13.193 00
Annam	n	40 00	103.893 00			n
Tonkin	n		5.120 00			n
2. Commerce des colonies.						
Importations des colonies :						
Cochinchine	n	161.819 00				n
Cambodge	n	n	108.971 00			n
Annam	n	8.152 00				101.862 40
Tonkin	n	n				35.260 00
Exportations pour les colonies. — Denrees et marchan-						
dises de la colonie	n	n				
Cochinchine	n	n				
Cambodge	n	n				
Annam	n	n				
Tonkin	n	n				
Exportations pour les colonies provenant de l'importa-						
tion française :						
Cochinchine	n	n				n
Cambodge	n	n				n
Annam	n	n				n
Tonkin	n	n				n
Exportations pour les colonies provenant de l'importa-						
tion étrangère :						
Cochinchine	n	n				n
Cambodge	n	n				n
Annam	n	n				n
Tonkin	n	n				n
167.122 40						

Commerce général en 1892 et 1893 de l'Indo-Chine.

DÉSIGNATION	COCHINCHINE et CAMBODGE	ANNAM	TONKIN	TOTAL	TOTAL GÉNÉRAL
1892	francs	francs	francs	francs	francs
Importations.....	"	"	"	68.650.878	163.722.448
Exportations.....	"	"	"	95.071.570	
1893					
Importations.....	37.088.864	3.921.261	27.077.935	68.088.060	
Exportations.....	80.808.477	2.328.123	10.131.030	93.267.630	161.355.690
Réexportations.....	451.155	815.091	142.119	1.408.365	

Importations et exportations de la Guadeloupe de 1890 et 1891.

DÉSIGNATION	1890				1891		
1. Commerce avec la France.							
Importations de France.....	"	"	9.656.540	30.228.744	"	"	7.829.926
Exportations en France.....	"	"	20.572.204		"	"	14.133.411
2. Commerce avec les colonies.							
Importations des colonies.....	"	"	1.135.678		"	"	908.315
Exportations pour les colonies :							
Denrées de la colonie.....	"	153.827		1.415.135	"	139.192	
Denrées et marchandises provenant de l'importation française.....	117.916		279.457		294.049		682.969
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	7.114	126.630				543.777	
3. Commerce avec l'étranger.							
Importations de marchandises étrangères :							
Par navires français.....	"	3.016.147	12.456.772		"	2.360.083	
Par navires étrangers.....	"	9.440.625			"	9.357.556	11.717.639
Exportations pour l'étranger :							
Denrées du cru de la colonie.....	"	219.051		12.974.851	"	101.156	
Denrées et marchandises provenant de l'importation française.....	179.361		518.079		100.196		348.005
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	119.667	299.028				246.819	
Totaux généraux.....				44.618.730			35.020.265

(1) Ce chiffre se décompose ainsi :

Marchandises importées des entrepôts de France.....	.....	1.717.931
Marchandises importées de l'étranger directement.....	.....	1.298.213

(2) Ce chiffre se décompose ainsi :

Marchandises importées des entrepôts de France.....	.....	1.580.750
Marchandises importées de l'étranger directement.....	.....	779.327

Guadeloupe (1893).

1^{re} Commerce entre la France et la Guadeloupe.

Importations de France dans la colonie.....	8,933,517	31,496,802
Exportations de la colonie en France.....	22,563,285	

2^{re} Commerce de la Guadeloupe avec les autres colonies françaises.

Importations des colonies françaises.....		853,052
Exportations pour les colonies.....	324,228	
Denrées et marchandises de la colonie française.....	151,892	526,546

 Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère..... 50,426

3^{re} Commerce de la Guadeloupe avec l'étranger.

Importations en marchandises étrangères.....		
par navires français.....	946,097	
des entrepôts de France et des colonies.....	1,694,210	
de l'étranger directement.....	748,113	10,194,097
par navires étrangers.....	8,499,887	10,384,783
Exportations pour l'étranger.....	141,319	
Denrées et marchandises de la colonie française.....	43,890	190,686
deses provenant de l'importation étrangère.....	5,477	

Importations et exportations de la Martinique en 1890, 1891, 1892 et 1893 (valeurs en francs)

DÉSIGNATION	1890	1891
1 ^{re} Commerce avec la France.		
Importations de France pour la colonie.....	10,658,674	10,741,246
Exportations de la colonie pour la France.....	32,578,140	31,995,083
2 ^{re} Commerce avec les autres colonies.		
Importations des colonies.....	1,357,013	922,616
Exportations pour les colonies :		
Denrées de la colonie.....	24,518	31,794
Denrées et marchandises provenant de l'importation française.....	158,899	1,229,892
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	66,140	307,276
3 ^{re} Commerce avec l'étranger.		
Importations.....	(1) 18,246,622	(2) 21,996,013
Exportations.....	1,180,092	(2) 1,378,272
Total général.....	53,611,164	56,509,260

(1) Ce chiffre se décompose ainsi :

Marchandises importées des entrepôts de France.....	1,626,048
Marchandises importées des colonies françaises.....	14,697
Marchandises importées de l'étranger directement.....	16,375,917

(2) Ce chiffre se décompose ainsi :

Marchandises importées des entrepôts de France.....	1,764,717
Marchandises importées des colonies françaises.....	379,263
Marchandises importées de l'étranger directement.....	19,852,033

*Importations et exportations de la Martinique en 1890, 1891, 1892 et 1893
(valeurs en francs (suite)).*

DÉSIGNATION	1892	1893
1 ^{er} Commerce avec la France.		
Importations de France pour la colonie.....	10.057.694	9.781.334
Exportations de la colonie pour la France.....	26.711.481	32.126.810
2 ^{me} Commerce avec les autres colonies.		
Importations des colonies..	1.338.956	1.806.636
Exportations pour les colonies :		
Denrées de la colonie.....	31.144	91.044
Denrées et marchandises provenant de l'importation française.....	374.787	395.886
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	169.013	156.009
	340.643	304.842
	171.600	148.833
3 ^{me} Commerce avec l'étranger.		
Importations.....	(3) 21.713.378	(4) 14.069.130
Exportations	1.336.342	1.314.983
Total général.....	51.491.944	49.713.445
(3) Ce détail n'existe pas.		
(4) Ce chiffre se décompose ainsi.....	{ Marchandises importées des entrepôts de France.....	807.227
	{ Marchandises importées de l'étranger directement	13.261.903

Commerce général de la Martinique en 1894.

1 ^{er} Commerce entre la France et la Martinique.	
Importations de France dans la colonie.....	12.452.447
Importations de la colonie en France.....	20.615.707
2 ^{me} Commerce de la Martinique avec les autres colonies et pêcheries françaises.	
Importations des colonies et pêcheries françaises.....	1.397.286
Exportations pour les colonies et pêcheries françaises.....	150.051
Denrées et marchandises de la colonie.....	319.143
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	105.575
	424.718
	574.769
	1.972.055
3 ^{me} Commerce de la Martinique avec l'étranger.	
Importations en marchandises étrangères.....	1.306.618
par navires français.....	2.367.297
de France.....	15.267.175
de l'étranger.....	16.587.676
par navires étrangers.....	12.899.878
Denrées et marchandises de la colonie.....	16.838
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	1.320.601
Exportations pour l'étranger.....	446.518
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	857.215
	1.303.763

Commerce total de la Guyane. — Importations et exportations.

DÉSIGNATION	1890			1891			1892		
	Importations	Exportations	Différence	Importations	Exportations	Différence	Importations	Exportations	Différence
<i>1. Commerce avec la France.</i>									
Importations de France.....	0	4.071.277	8.070.092	0	7.400.009	11.788.102	0	7.728.452	12.325.277
Exportations pour la France.....	0	3.938.865	0	0	4.387.193	0	0	4.596.775	0
<i>2. Commerce avec les colonies.</i>									
Importations des colonies.....	0	112.200	0	86.178	0	0	87.363	0	0
Exportations pour les colonies.....	0	7.432	134.300	37.541	0	161.015	81.210	0	170.203
Douanes du cru.....	0	22.109	20.385	77.867	0	1.630	82.840	0	0
Marchandises provenant de l'importation française.....	14.210	14.087	0	0	0	0	1.030	0	0
Marchandises provenant de l'importation étrangère.....	477	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>3. Commerce avec l'étranger.</i>									
Importations en marchandises étrangères :									
Par navires français des entourpôts français.....	1.524.439	2.415.270	3.706.105	981.140	1.856.223	3.551.300	1.139.558	2.500.099	3.020.970
Par navires français : de l'Amérique directement.....	920.831	1.250.835	0	862.074	1.675.077	0	1.451.441	1.029.971	0
Par navires étrangers.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exportations pour l'étranger :									
Douanes du cru.....	233.147	3.994.053	0	264.787	0	3.868.690	0	230.184	3.925.000
Marchandises provenant de l'importation française.....	49.316	287.948	0	72.705	80.603	0	67.707	73.846	0
Marchandises provenant de l'importation étrangère.....	5.485	0	0	7.898	0	0	6.139	0	0
Totaux généraux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			12.198.454			15.820.837			16.420.430

Importations et exportations de Saint-Pierre et Miquelon en 1890, 1891, 1892, 1894.

DÉSIGNATION	1890				1891			
	frances	frances	frances	frances	frances	frances	frances	frances
1 ^{er} Commerce avec la France.								
Importations de France.....	"	"	3.835.339	12.878.583	"	"	3.897.083	12.388.156
Exportations pour la France	"	"	9.013.241		"	"	8.491.075	
2 ^{me} Commerce avec les colonies.								
Importations des colonies.....	"	"	69.164		"	"	107.721	
Exportations pour les colonies :				2.248.198				
Denrées et marchandises du cru.....	"	2.179.034	2.179.034		"	1.485.180		1.618.541
Denrées et marchandises provenant de l'importation française.....	"		"		"	"	1.510.820	
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	"		"		"	25.640		
3 ^{me} Commerce avec l'étranger.								
Importations de marchandises étrangères :								
Par navires français : des entrepôts de France.....	609.786	2.452.050			600.609			
Par navires français : de l'étranger directement.....	1.842.204		10.195.982		2.268.527		1.869.136	9.522.844
Par navires étrangers.....	"	7.743.932			"	7.653.708		
Exportations pour l'étranger :								9.605.381
Denrées et marchandises du cru.....	"	1.059.430		16.309.145			82.540	82.540
Denrées et marchandises provenant de l'importation française.....	970.176		6.113.967		"	"	"	
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	1.083.261	5.053.737			"	"	"	
Totaux généraux.....				31.435.930				23.612.081

DÉSIGNATION	1892				1894			
	frances	frances	frances	frances	frances	frances	frances	frances
1 ^{er} Commerce avec la France.								
Importations de France.....	"	"	4.110.871	10.629.321	"		2.917.819	8.571.727
Exportations pour la France	"	"	6.518.150		"		5.633.678	
2 ^{me} Commerce avec les colonies.								
Importations des colonies.....	"	"	153.107		"		136.105	
Exportations pour les colonies :				1.391.201				
Denrées et marchandises du cru.....	"	1.237.794	1.237.794		1.432.321			1.572.783
Denrées et marchandises provenant de l'importation française.....	"	"	"				1.436.678	
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère.....	"	"	"		4.354			
3 ^{me} Commerce avec l'étranger.								
Importations de marchandises étrangères :								
Par navires français : des entrepôts de France.....	309.903	1.621.858			359.483			
Par navires français : de l'étranger directement	1.314.955		6.277.200		2.143.361		2.502.847	3.695.560
Par navires étrangers.....	"	1.647.678			"		1.192.713	
Exportations pour l'étranger :								
Denrées et marchandises du cru.....	"	670.748		7.077.200			1.613.618	
Denrées et marchandises provenant de l'importation française.....	"		801.661					2.309.907
Denrées et marchandises provenant de l'importation étrangère	133.016	133.916			345.500		696.259	
Totaux généraux.....	900				350.750			16.149.977
			19.097.722					

Commerce total : Importations et Exportations de la Nouvelle-Calédonie en 1890, 1891, 1892, 1893 et 1894 (valeurs en francs).

Importations et exportations des établissements de l'Océanie en 1891, 1892 et 1893.

DÉSIGNATION	1891		1892		1893	
	frances.	frances.	frances.	frances.	frances.	frances.
1. Commerce avec la France.						
Importations directes de France.....	488.772	579.853	461.731	464.205		
Importations indirectes de France.....	91.083		74.763	128.088		
Exportations pour la France.....	"	344.137	218.581	375.015		
2. Commerce avec les colonies.						
Importations des colonies.....	"	5.596		"		
Exportations pour les colonies :						
Marchandises provenant de l'importation.....	"	"	5.596	Néant.	600	
Marchandises provenant du cru de la colonie.....	"	"			"	
3. Commerce avec l'étranger.						
Importations en marche :						
Par navires français de France.....	"	"				
Par navires français de l'étranger et des archipels voisins.....	"	145.254	40.710	10.859		
Par navires étrangers et des archipels voisins.....	"	2.739.670	2.128.386	2.177.096	2.165.685	
Marchandises du cru.....	"	3.916.471	7.103.739	2.993.518	2.154.826	
Marchandises provenant de l'importation.						
Importations pour les Marquises par navires étrangers.....	"	302.344	227.761	3.221.279	3.294.090	3.606.715
Importations pour les îles Gambier par navires étrangers.....	"	171.560		134.919		143.518
Importations pour les îles Gambier par navires français.....	"	30.368	201.936		5.332	
Totaux généraux en francs.	"	"	8.235.261	"	6.293.751	"
						6.881.826

*Commerce général en 1894 de Tahiti et ses dépendances.***1. Commerce entre la France et Tahiti.**

Importations de denrées et marchandises françaises.....	{	venant de France directement.....	197.051 23	{	367.373 81	{	493.630 67
Exportations de la colonie en France.....		venant de l'étranger.....	170.322 58				126.256 86

2. Commerce de Tahiti avec les autres colonies françaises.

Importation de la colonie française.....		2.440	"							
Exportations pour les colonies étrangères.....	{	Denrées et marchandises de la colonie.....	168	"	{	168	"	{	2.308	"
		Denrées et marchandises provenant de l'importation.....	"							5.847.756 55

3. Commerce de la colonie avec l'étranger.

Importations en marchandises françaises.....	{	par navires français.....	209.561 22	{	2.515.038 25	{	
		par navires étrangers.....	2.005.477 03				5.229.517 88
Exportations pour l'étranger.....		Denrées et marchandises de la colonie.....	2.880.383 61		3.014.279 63		
		Denrées et marchandises provenant de l'importation.....	333.986 02				

Importations directes de l'étranger pour les Marquises.....

122.500 " 122.500 "

COMMERCE GÉNÉRAL

DÉSIGNATION DES COLONIES

IMPORTATIONS

	COMMERCÉ GÉNÉRAL						DÉSIGNATION DES COLONIES						IMPORTATIONS					
	avec la France et les colonies françaises		avec l'étranger		Totaux		de France et les colonies françaises		de l'étranger		Totaux		fr. c.		fr. c.		fr. c.	
1 ^{er} Groupe. — Colonies d'Afrique.																		
Soudan et dépendances (1)	22.903.331	»	8.945.562	»	31.851.013	»	9.022.318	»	4.843.965	»	13.866.283	»						
Soudan français (2)	2.395.193	»	7.720.142	»	10.115.865	»	897.407	»	3.976.284	»	4.893.688	»						
Guinée française.	2.347.07	»	5.654.214	93	7.193.562	02	411.477	61	2.712.675	14	3.124.152	75						
Côte d'Ivoire.	6.278.648	»	14.466.835	21	20.745.493	84	3.344.833	13	2.965.956	84	10.771.789	97						
Dahomey et dépendances.	1.894.353	»	3.617.032	»	5.511.385	»	1.440.667	»	4.726.384	»	3.466.775	»						
Congo français (3)	1.116.350	64	577.890	94	1.691.241	88	208.645	40	451.767	70	66.413	10						
Mayotte et protectorat des Comores (4)	4.134.423	»	3.601.847	»	7	»	601.367	»	461.670	»	12.171.245	»						
Djibouti-Suarez (5)	1.209.939	»	11.308.451	»	36.756.930	»	9.579.174	»	10.091.611	»	19.670.783	»						
Nossi-Bé (6)	25.448.479	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»						
La Réunion (7)	62.788.291	04	56.319.566	10	122.899.704	14	25.565.532	14	33.220.865	68	62.137.257	82						
Obock et dépendances (8)																		
Totaux.																		
2 ^o Groupe. — Colonies d'Asie.																		
Etablissements français de l'Inde (9)	13.240.972	50	10.164.960	70	23.403.941	20	531.966	50	2.744.619	70	3.276.386	20						
Cochinchine	27.148.640	»	103.314.147	60	130.462.787	60	15.014.328	»	26.632	359	60	44.636.687	60					
Cambodge.	279.064	»	6.802.418	»	7.081.482	»	127.970	»	4.404.009	»	4.531.979	»						
Indo-Chine.	11.277.984	»	32.808.780	»	44.086.764	»	10.919.805	»	19.855.840	»	30.775.645	»						
Annam.																		
Tonkin.																		
Totaux.																		
3 ^o Groupe. — Colonies d'Amérique.																		
Saint-Pierre et Miquelon.	10.144.510	»	6.005.467	»	16.149.667	»	3.063.954	»	3.693.560	»	6.749.514	»						
La Martinique.	35.040.209	»	16.382.776	»	51.627.985	»	13.849.733	»	15.267.175	»	20.116.908	»						
La Guadeloupe.	33.803.830	»	9.891.541	»	43.695.371	»	12.890.066	»	9.745.942	»	22.635.948	»						
La Guyane française (10)	12.495.430	»	3.975.000	»	16.420.430	»	7.815.815	»	3.020.970	»	14.436.783	»						
Totaux.																		
91.483.979	»	36.499.784	»	127.893.763	»	37.669.598	»	32.329.647	»	69.919.165	»							
Totaux généraux.																		
4 ^o Groupe. — Colonies d'Océanie.																		
Nouvelle Calédonie.	6.699.851	»	8.332.067	»	15.031.918	»	5.275.424	»	3.385.867	»	8.661.291	»						
Etablissements français de l'Océanie.	495.938	67	5.229.317	78	8.725.256	45	369.533	81	2.215.038	45	2.584.551	96						
Totaux.																		
213.414.720	21	289.461.049	18	476.587	616	39	93.641.047	46	124.778.246	13	225.513.153	13						

(1) Ces chiffres sont ceux de 1893, les statistiques douanières de 1894 n'étant pas encore parvenues. — (2) Il n'est pas publié de statistique à l'entrée pour le Soudan, où il n'y a pas de service de douanes. — (3) Ces chiffres sont ceux de 1891, les statistiques douanières de 1894 n'étant pas encore parvenues. — (4) Ces chiffres sont ceux de 1891, les statistiques douanières communiques par la colonie. — (5) Ces chiffres sont ceux de 1891, les statistiques douanières communiques par la colonie, qui ne donnent en outre aucune indication sur la provenance ou la destination des marchandises. — (6) Ces chiffres sont ceux de 1891, les statistiques douanières communiques par la colonie, qui ne donnent pas encore parvenues. — (7) Ces chiffres sont ceux de 1891, les statistiques douanières communiques par la colonie. — (8) Ces chiffres sont ceux de 1891, les statistiques douanières communiques par la colonie. — (9) Ces chiffres sont ceux de 1891, les statistiques douanières communiques par la colonie. — (10) Ces chiffres sont ceux de 1891, les statistiques douanières communiques par la colonie.

TABLEAU GÉNÉRAL DU COMMERCE DES COLONIES FRANÇAISES (Résumé des statistiques précédentes).

DÉSIGNATION DES COLONIES	EXPORTATIONS						DIFFÉRENCE		
	en France et dans les colonies françaises		à l'étranger		Totaux		entre les importations et les exportations		
	fr.	ec.	fr.	ec.	fr.	ec.	fr.	ec.	
1^{er} GROUPE. — Colonies d'Afrique.									
Sélegé et dépendances (1).....	12.883.133	»	4.101.537	»	17.984.730	»	4.860.815	»	
Soudan français (2).....	1.498.346	»	3.723.861	»	5.922.477	»	300.909	»	
Guinée française (3).....	1.427.868	46	2.941.539	84	4.469.409	27	716.391	85	
Coët d'Ivoire.....	2.733.815	20	6.239.888	37	9.973.713	57	811.017	93	
Dahomey et dépendances.....	454.346	»	1.890.468	»	2.345.014	20	935.661	»	
Congo français (3).....	907.705	24	123.123	24	1.030.878	48	»	639.059	81
Mayotte et protectorat des Comores (4).....	748.269	»	1.961.483	»	340.987	»	286.593	»	
Diego-Suarez (5).....	15.869.303	»	1.216.830	»	2.760.452	»	6.291.131	»	
Nossi-Bé (6).....	17.186	43	»	»	17.186.433	»	»	»	
La Réunion (7).....	37.222.758	90	23.198.700	42	60.762	416	32	13.453.905	69
Obock et dépendances (8).....	»	»	»	»	»	»	»	»	
Totaux.....	»	»	»	»	»	»	»	»	
2^e GROUPE. — Colonies d'Asie.									
Etablissements français de l'Inde (9).....	12.709.006	»	7.420.349	»	20.129.355	»	12.177.030	5	
Cochinchine.....	12.134.312	»	76.691.788	»	83.826.100	»	2.880.016	»	
Cambodge.....	451.094	»	2.398.409	»	2.349.503	»	23.124	»	
Annam.....	358.179	»	12.952.940	»	13.314.419	»	10.561.626	»	
Tonkin.....	25.352.554	»	99.463.686	»	124.816.077	»	13.441.642	»	
Totaux.....	»	»	»	»	»	»	»	»	
3^e GROUPE. — Colonies d'Amérique.									
Saint-Pierre et Miquelon.....	7.090.536	»	2.309.917	»	9.400.463	»	4.036.602	»	
La Martinique.....	21.190.476	»	1.320.601	»	22.511.077	»	7.340.743	»	
La Guadeloupe.....	20.913.824	»	1.455.579	»	21.359.423	»	8.023.818	»	
La Guyane française (10).....	16.679.615	»	304.030	»	16.983.645	»	3.136.200	»	
Totaux.....	53.871.471	»	4.080.139	»	57.954.68	»	3.137.200	»	
4^e GROUPE. — Colonies d'Océanie.									
Nouvelle-Calédonie.....	4.424.427	»	4.916.200	»	6.370.627	»	3.850.997	»	
Etablissements français de l'Océanie.....	126.424	86	3.014.271	63	3.140.704	49	246.183	65	
Totaux.....	4.550.851	86	7.930.479	63	9.511.331	49	4.094.085	15	
Totaux généraux.....	118.000.672	76	134.702.803	65	253.044.462	81	22.463.806	88	

(1) Ces chiffres sont ceux de 1893; les statistiques douanières de 1891 n'étaient pas encore parvenues. — (2) Il n'y a pas de service douanier. — (3) Ces chiffres sont ceux de 1893; les statistiques douanières de 1894 n'étaient pas encore parvenues. — (4) Il n'est pas possible de statistiquer l'importation et l'exportation à l'île de l'océan Indien. — (5) Ces chiffres sont ceux de 1892; la colonie n'avait pas encore fourni les statistiques douanières suivantes.

EXAMEN DE LA SITUATION COMMERCIALE DES COLONIES

Bilan du Commerce général de toutes les Colonies françaises.

Le commerce général de toutes les colonies françaises (moins l'Algérie et la Tunisie) s'est élevé en 1894 à la somme de 476 millions en chiffres ronds. Sur ce chiffre, l'étranger a fait avec nos colonies un chiffre d'affaires de 259 millions.

La France n'a fait qu'un commerce de 213 millions, soit environ 46 millions de moins.

Les colonies françaises ont importé, ont acheté au dehors pour 223 millions en 1894. Elles ont sur ce chiffre acheté pour 124 millions à l'étranger et pour 93 millions à la France, c'est-à-dire pour 28 millions de moins.

Les colonies ont exporté en 1894, c'est-à-dire vendu, pour 233 millions.

Sur ce chiffre, l'étranger a reçu 134 millions, la France 118 millions, soit environ 16 millions de moins.

Que si on veut comparer entre elles ces exportations et ces importations, on trouve que l'étranger a importé dans nos colonies pour 124 millions et leur a acheté pour 134 millions, soit environ 10 millions en faveur des colonies.

La France a importé pour 93 millions et a acheté pour 118 millions, soit 25 millions en faveur des colonies.

On voit donc :

1^o Que les relations commerciales de nos colonies avec l'étranger sont plus actives qu'avec la métropole ;

2^o Que les importations dans les colonies, c'est-à-dire leurs achats, sont plus considérables à l'étranger qu'en France, puisque la France vend aux colonies pour 28 millions de moins que l'étranger ;

3^o Que la balance du commerce qui, en ce qui touche l'étranger, n'est favorable aux colonies que pour 10 millions, est, à l'égard de la France, favorable aux colonies pour 23 millions, bien que le chiffre total des affaires entre la France et ses colonies soit de 46 millions, inférieur au chiffre que font nos colonies avec l'étranger.

Ces constatations précises prouvent, d'une façon indéniable, que c'est surtout l'étranger qui domine le marché colonial. Il ne faut pas, en effet, oublier dans l'examen et l'appréciation des chiffres que nous venons d'indiquer pour les importations dans les colonies, que la situation de notre commerce diffère essentiellement du commerce des étrangers. Ceux-ci vendent, et retirent le paiement intégral de leurs marchandises.

On peut dire que réellement les 124 millions d'importations étrangères représentent une somme de 124 millions qui est sortie de nos colonies pour aller dans les caisses étrangères. Au contraire, les 93 millions d'importations françaises sont surtout des produits destinés à notre armée et à nos fonctionnaires, et payés dès lors par le budget métropolitain. Quand le département des colonies nomme un agent colonial, et que celui-ci fait arriver dans son port un objet de France, il le paye avec sa solde sortie du budget. Ce n'est pas là à proprement parler, vis-à-vis de la France, un commerce absolument lucratif, puisque, pour avoir nos 93 millions de débouchés, nous commençons par dépenser 80 millions par an sur le budget métropolitain.

La situation se résume ainsi :

• Un débouché de 95 millions nous coûte 80 millions, par an ; l'étranger a un débouché de 126 millions sans bourse délier.

Si l'on pousse plus loin la comparaison, on constate que nos échanges avec les colonies se traduisent par un bénéfice de 23 millions en faveur de nos colonies ; si bien que, si on cherchait la forme de nos relations commerciales avec les colonies, on pourrait arriver à ceci : La France fait avec

l'ensemble des colonies des échanges où elle perd 23 millions chaque année, et elle dépense 80 millions pour obtenir ce résultat.

Un raisonnement aussi excessif ne serait pas exact, car la balance du commerce n'a rien d'absolu dans l'appréciation des bénéfices du commerce avec les colonies.

Ce qui est vrai, ce qui est rigoureusement vrai, c'est que nos importations dans les colonies sont dépassées de beaucoup par celles de l'étranger ; que là est le véritable danger ; que là est le mal auquel il faut porter remède. Si l'on n'y prend garde, cette situation ira empirant. Le commerce de l'Angleterre et celui de l'Allemagne prendront peu à peu notre place sur les marchés coloniaux, et nos débouchés iront en s'affaiblissant.

Le mal est là ! Le danger est là !

Quelles en sont les causes ?

Causes de la situation actuelle.

Les causes de cet état de choses sont très nombreuses et très complexes. Si nous avions à faire ici œuvre de philosophe ou d'érudit, si nous avions à examiner et à comparer l'allure des autres nations commercantes avec celle de notre pays, nous pourrions entrer dans des considérations très intéressantes, en étudiant les défauts de nos concurrents, les hésitations de nos capitalistes. C'est là une œuvre de critique générale qui ne nous appartient pas, parce qu'elle échappe à toute législation, à toute action politique et gouvernementale.

Ce qui nous préoccupe, ce qui nous intéresse, c'est le point de savoir si l'Etat a fait tout ce qu'il devait pour aider notre commerce dans les colonies, et s'il a accompli sur ce point la tâche qui lui revient.

Que peut faire l'Etat français dans nos colonies ? Comment peut-il intervenir pour aider le commerce avec la métropole ? Il ne le peut que par ses lois commerciales et économiques et par l'action de ses agents. La première, on pourrait dire la seule des lois commerciales, c'est évidemment la loi douanière. C'est elle que nous allons examiner tout d'abord.

LA DOUANE AUX COLONIES.

Le système douanier colonial. — Son application à chaque colonie. — Ses conséquences. — Difficultés du problème. — Conclusions.

1^o *Système douanier colonial.* — Depuis le sénatus-consulte de 1863, les colonies maîtresses de leurs tarifs avaient peu à peu pris l'habitude de traiter sur le même pied les produits français et les produits étrangers. En 1883, se produit une réaction contre cet état de choses, et le Gouvernement obtient des mesures de protection favorables à la métropole. En 1892, lors du tarif des douanes, la situation change et les colonies sont l'objet de mesures particulières que nous devons rapidement indiquer.

Le domaine colonial est divisé en trois groupes, en ce qui touche le système douanier.

Le premier groupe comprend les colonies soumises au tarif métropolitain. Dans ce groupe se trouvent la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Pierre et Miquelon, le Gabon, la Réunion, Mayotte, l'Indo-Chine et la Nouvelle-Calédonie.

Dans ces colonies, les droits de douane fonctionnent comme en France. Elles sont considérées comme des prolongations du territoire métropolitain. Vis-à-vis des produits étrangers et des produits français, leur situation est la même que celle d'un département frontière (sauf quelques exceptions que nous indiquerons), notamment l'application du tableau E du tarif général des douanes.

Il y a toutefois une réserve importante à faire à ce qui précède ; la loi de 1892 a autorisé le Gouvernement à apporter, par voie de décret, des modifications au tarif métropolitain en ce qui touche ses colonies. Si bien que,

pour connaître le tarif douanier de chacune de ses colonies, il faut prendre pour base le tarif de la métropole et examiner les décrets qui sont venus le modifier. Toutefois l'Indo-Chine est soumise à un régime spécial que nous indiquerons.

Le deuxième groupe comprend les colonies auxquelles le tarif métropolitain n'est pas applicable ; ce sont les colonies du Sénégal, Guinée française, Côte d'Ivoire, Dahomey, Congo français (partie comprise par l'acte de Berlin dans le bassin conventionnel du Congo), Obock, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Sainte-Marie de Madagascar, Inde, Etablissements de l'Océanie.

Ces colonies ont des taxes douanières spéciales à chacune d'elles, ou bien elles n'en ont pas du tout.

Enfin, un troisième groupe de colonies n'a pas de taxes douanières, mais simplement quelques taxes sur un petit nombre de produits étrangers. Obock, l'Inde sont des territoires francs. Diégo-Suarez n'a que des droits de consommation.

Sainte-Marie de Madagascar ne frappe que certaines marchandises étrangères de certains droits d'importation.

En Indo-Chine, les douanes sont réglées par le texte ci-après, auquel est annexé un tarif spécial qui abaisse certains droits sur les produits étrangers :

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

Vu la loi du 11 janvier 1892, portant établissement du tarif des douanes ;

Vu la loi du 15 juin 1883, approuvant le traité passé le 6 juin 1884, à Hué, entre le gouvernement de la République française et celui de S. M. le roi d'Annam ;

Vu la loi du 17 juillet 1883, ratifiant la convention conclue entre la France et le Cambodge, le 17 juin 1884, pour régler les rapports respectifs entre les deux pays ;

Vu l'avis émis par le conseil colonial de Cochinchine dans sa séance du 11 mai 1892 ;

Vu l'avis du ministre du commerce et de l'industrie ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décreté :

Art. 1^{er}. — Les exceptions au tarif des douanes, en ce qui concerne les produits étrangers importés en Indo-Chine, sont fixées conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Les taxes indiquées au susdit décret forment une tarification unique qui se substitue aux droits du tarif général et du tarif minimum.

Art. 3. — Les surtaxes d'entrepôt établies par l'article 2 de la loi du 11 janvier 1892 et les tableaux C et D annexés à ladite loi ne sont pas perçues en Indo-Chine.

Art. 4. — Les produits de la vallée du Mekong et de ses affluents, autres que le poivre, introduits en Indo-Chine par le fleuve, sont exempts de droits.

Art. 5. — Les produits spéciaux taxés à un taux supérieur à celui du tarif métropolitain payent intégralement les droits prévus par le tarif spécial, déduction faite des droits qu'ils ont acquittés en France, en Algérie ou dans les colonies assimilées.

Art. 6. — Il est accordé une détaxe de 80 p. 100 sur les droits d'importation pour les marchandises étrangères transitant à travers l'Indo-Chine française. Le mode de perception des droits de transit est réglé par arrêté du gouverneur général.

Art. 7. — Les produits étrangers débarquant à Saïgon, à Tourane, à Haïphong et à Hongay, peuvent être admis au bénéfice de l'entrepôt fiscal dans les locaux agréés par la douane.

Les mouvements dans les entrepôts ne sont autorisés que pour les quantités

d'une même marchandise comportant un droit minimum de 150 fr. à l'entrée ou de 50 fr. à la sortie, sans qu'on puisse fractionner un colis.

Des arrêtés du gouverneur général de l'Indo-Chine détermineront les garanties à exiger des entreposés. La durée de l'entrepôt fictif ne peut excéder une année.

Des entrepôts réels peuvent être établis par l'administration locale. Il sera pourvu à leur réglementation par des décrets ultérieurs et, provisoirement, par des arrêtés du gouverneur général.

Art. 8. — Sont abrogés les décrets du 8 septembre 1887 et du 9 mai 1889, relatifs au régime douanier de l'Indo-Chine.

Art. 9. — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies, au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de l'Indo-Chine française.

2^e Application du système douanier à chaque colonie. — Ses conséquences.

Voilà donc quelle est la situation des colonies au point de vue douanier. Au 1^{er} groupe, application du tarif métropolitain, modifié par quelques exemptions faites par décret pour chaque colonie. Au 2^e groupe, pas de tarif général, mais des taxes particulières à chaque colonie. — Dans le 3^e groupe, franchise entière.

Il faut, suivant nous, rapprocher cette législation des faits commerciaux pour voir si elle a pu exercer une influence sur le commerce colonial.

Voyons d'abord les pays où le tarif métropolitain est appliqué sauf certaines modifications.

Avant il faut remarquer que ces colonies de tout ordre ne peuvent pas envoyer en France tous leurs produits sans payer des droits. Elles sont soumises au tarif du tableau E du tarif de 1892 que nous reproduisons ci-après :

TABLEAU E. — *Régime applicable aux produits importés des colonies, possessions françaises et pays de protectorat de l'Indo-Chine.*

DÉSIGNATION DES PRODUITS	RÉGIME (décimes compris).
<i>Produits d'origine coloniale</i> (!).	
Sucres, mélasses non destinées à la distillation..	Droits du tarif métropolitain.
Sirops et bonbons, biscuits sucrés.	Idem.
Confitures et fruits de toute sorte confits au sucre et au miel	Idem.
Cacao	Moitié des droits du tarif métropolitain.
Cacao broyé	Idem.
Chocolat.	Idem.
Café en fèves, ou torréfié, ou moulu.	Idem.
Thé	Idem.
Poivre, piment, girofle, cannelle, cassia ligneae, amomes et cardamomes, muscades, macis et vanille	Idem.
Non spécifiés ci-dessus originaires des colonies ou possessions	Exempts.
<i>Produits d'origine étrangère.</i>	
Importés de l'Algérie après y avoir été nationalisés par le paiement des droits du tarif de la métropole.	Exempts.

(!) Les produits des colonies et possessions françaises ne sont admis au régime de faveur qu'à la condition de l'importation directe et sur la production des justifications d'origine réglementaires.

Importés de l'Algérie après y avoir acquitté des taxes spéciales.....	{	Payement de la différence entre les droits du tarif algérien et ceux du tarif métropolitain.
Importés de l'Algérie ayant joui de la franchise en Algérie ou en arrivant par suite d'entreposé ou de transbordement.....		Droits du tarif métropolitain.
Importés des autres colonies ou possessions, après avoir été nationalisés par le payement des droits du tarif de la métropole.....		Exempts.

Les prohibitions ou restrictions établies par le tarif des douanes dans un intérêt d'ordre public ou comme conséquence de monopoles, sont applicables aux importations des colonies ou possessions françaises, soit qu'il s'agisse de produits coloniaux, soit qu'il s'agisse de produits étrangers.

L'ensemble de toutes les dispositions particulières que nous venons d'indiquer résulte de l'article 3 de la loi de douanes de 1891, qui est ainsi conçu :

« Art. 3. — Les droits et immunités applicables aux produits importés des colonies, des possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indochine, sont fixés conformément au tableau E de la présente loi.

Les produits étrangers importés dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indochine, à l'exception des territoires de la côte occidentale d'Afrique, sauf le Gabon, des établissements français de l'Océanie, de l'Inde, d'Obock et de Diégo-Suarez, sont soumis aux droits inscrits au tarif général de la métropole.

Des règlements d'administration publique détermineront les produits qui, par exception à la présente disposition, seront l'objet d'une tarification spéciale.

« Les tarifs d'octroi de mer votés par les conseils généraux ou conseils d'administration des colonies seront rendus exécutoires par décrets, le conseil d'Etat entendu.

« Les produits originaires d'une colonie soumise au tarif général des douanes, importés dans une autre colonie, sont exempts de droits.

« Les dépenses du service des douanes (personnel et matériel) sont comprises dans les dépenses obligatoires des budgets locaux des colonies. Les dispositions de l'article 4 de la loi du 29 décembre 1884 relatives à l'Algérie sont maintenues en vigueur. »

Nous allons examiner, colonie par colonie, la situation douanière, en la rapprochant du mouvement commercial.

PREMIER GROUPE. — Colonies soumises au tarif métropolitain, mais pour lesquelles des décrets, rendus en conseil d'Etat, sont venus et peuvent venir exempter de droits les marchandises étrangères ou atténuer les droits du tarif métropolitain sur ces marchandises.

Martinique. — Tous les produits français entrent à la Martinique sans payer de droits de douane. Les produits étrangers y sont soumis aux mêmes droits que s'ils venaient en France, sauf les modifications résultant du décret spécial à cette colonie qui atténue le tarif métropolitain sur certains articles : dépouilles d'animaux, farineux alimentaires, denrées coloniales, bois commun, marbres, produits chimiques, ouvrages en bois.

La France envoie dans ce pays pour 13 millions, l'étranger y vend pour 15 millions.

Guadeloupe. — La situation est la même qu'à la Martinique. Le tarif métropolitain a été cependant modifié vis-à-vis de l'étranger sur un plus grand nombre de points ; par exemple, le tarif des animaux vivants y a été réduit ainsi que celui des produits chimiques.

La France vend pour 12 millions, l'étranger pour 9 millions.

La Guyane est dans une situation analogue, mais ce décret a exempté complètement de tous droits les animaux vivants, les viandes salées, les farineux alimentaires, les poissons, les bois, la fouke, les marbres.

En 1893, la France importe dans la Guyane pour 7 millions, l'étranger pour 3 millions.

Saint-Pierre et Miquelon. — Les exemptions sont plus nombreuses ; elles s'étendent aux armes, aux toilettes, aux tissus, aux fils, aux fruits.

L'étranger vend dans cette colonie pour 3 millions 600,000 fr., la France vend pour 3 millions.

Gabon — Un décret, analogue aux décrets pour les autres colonies, a modifié le tarif général des douanes, pour les produits étrangers.

Les importations de France sont, en 1893, de 4,423,000 fr. Les importations de l'étranger atteignent 1,726,000 fr.

Il faut remarquer que presque tout le commerce des fils et tissus est entre les mains de l'étranger. En effet, sur 453,618 fr., la valeur des articles de fabrication française ne s'élève qu'à 54,668 fr. Il en est de même pour les farineux alimentaires : sur un total de 142,000 fr., les produits français n'entrent que pour 23,000 francs en chiffres ronds.

Sur ces deux sortes de produits, il est à remarquer que le décret a abaissé les droits du tarif métropolitain.

Réunion. — Pour la Réunion, le tarif métropolitain a été modifié par un décret qui exempté de tous droits, à leur entrée dans la colonie, les animaux vivants, les articles de pêche, les farines alimentaires, les fruits et les graines, les huiles, les bois, le marc, les produits chimiques, les tissus.

La situation de notre commerce est la suivante :

La Réunion reçoit pour 9 millions de produits français tous les ans et pour 40 millions de produits étrangers.

Mayotte. — A Mayotte, la situation douanière est à peu près identique à celle de la Réunion. Un décret a exempté de tous droits un ensemble de produits de même nature que ceux que nous avons indiqués à propos de la Réunion.

La situation du commerce est la suivante : Mayotte et les Comores ont en 1894 reçu pour 208,000 fr. de marchandises de la France et pour 450,000 fr. de l'étranger.

Nouvelle-Calédonie. — Pour la Nouvelle-Calédonie, le tarif métropolitain a été aussi modifié par un décret spécial qui a eu pour conséquence l'exemption d'un grand nombre de produits, à peu près les mêmes que pour les colonies précédentes. Il est à noter que dans cette colonie, c'est surtout la cherte du fret qui rend l'extension de notre commerce difficile. Nous avons importé dans la colonie pour 5 millions en 1893 et l'étranger pour 3 millions.

Indo-Chine. — La situation du commerce, c'est-à-dire des importations françaises et étrangères dans l'Indo-Chine, est la suivante :

La Cochinchine et le Cambodge en 1893, reçoivent de France pour 15 millions de marchandises ; elles reçoivent de l'étranger, dans la même année, pour 26 millions.

L'Annam reçoit pour 127,000 fr. de marchandises françaises et pour 4 millions de marchandises étrangères.

Le Tonkin reçoit de la France pour 10 millions de marchandises ; il en reçoit pour 19 millions de l'étranger.

En résumé, pour toute l'Indo-Chine, la situation est la suivante :

La France exporte dans toute l'Indo-Chine un chiffre de marchandises atteignant 23,127,000 fr. L'étranger exporte dans les mêmes régions pour 49 millions de francs, soit 24 millions en chiffres ronds de plus que la France.

La situation douanière de ces pays a été réglée, comme nous l'avons dit plus haut, par un décret spécial auquel est joint un tarif qui a pour consé-

quence d'atténuer le tarif métropolitain vis-à-vis des produits étrangers dans une large mesure.

Ce tarif exempte de tous droits un grand nombre d'articles tels qu'animaux vivants, pêche, farineux alimentaires, fruits et graines. Il réduit les droits des tissus, des meubles, des ouvrages en bois, des ouvrages en métaux, des ouvrages en matières diverses, etc.

Il résulte du rapport fait sur le commerce en 1894, qu'il y aurait peut-être lieu de remanier ces tarifs. Les tissus étrangers notamment dominent le marché et le tarif qui protège les produits français de cette nature est absolument insuffisant.

Le résumé des exportations de la France et de celles de l'étranger dans les colonies soumises au régime du tarif métropolitain peut être établi de la façon suivante :

Ses colonies ont acheté dans le courant de la dernière année 168 millions de francs de produits dans le monde entier.

Dans ce total la France figure pour 75 millions et les nations étrangères pour 93 millions.

« 18 millions en moins pour la France. »

Comme ce groupe de colonies comprend justement les colonies dans lesquelles les produits français jouissent d'un traitement de faveur vis-à-vis des produits étrangers, il en faut conclure que cette protection est inefficace, puisqu'elle permet aux produits étrangers de faire une concurrence aussi désastreuse pour nos propres produits.

Il ne s'en suit pas qu'une élévation des tarifs douaniers sur les produits étrangers dans ce premier groupe de colonies doive fatallement amener le changement complet de la situation ; mais nous pensons, sans vouloir faire du droit de douane un remède unique, qu'il conviendrait de reviser tous ces tarifs et d'apporter dans leur remaniement une grande souplesse jointe à une science particulière des conditions économiques de chacune de nos colonies, le résultat que nous avons constaté ne pouvant donner satisfaction ni aux industries de la métropole ni aux industries locales des colonies.

Nous devons ajouter, pour bien compléter notre pensée, que l'augmentation des tarifs douaniers sur les produits étrangers importés dans les colonies ne peut être faite d'une façon uniforme.

Leur éloignement de la France, le voisinage de certains pays producteurs, ne permet pas de leur imposer par un tarif douanier prohibitif l'obligation de tout acheter dans la métropole, mais c'est là une question de mesure, et tous les efforts des pouvoirs publics doivent à notre avis avoir pour but principal d'assurer à la métropole la plus large part dans les importations faites dans les colonies, sans toutefois restreindre par la cherté du produit la consommation coloniale.

2^e GROUPE

Le 2^e groupe comprend, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, les colonies dans lesquelles le tarif métropolitain n'est pas appliqué.

Ce sont le Sénégal, la Guinée française, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la partie du Congo français comprise par l'acte général de Berlin dans le bassin conventionnel du fleuve Congo, Obock, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Sainte-Marie de Madagascar, les établissements français de l'Inde et les établissements français de l'Océanie.

Nous allons les examiner successivement :

Trois de ces colonies ont des tarifs différentiels. Elles forment un sous-groupe spécial (Sénégal, Nossi-Bé, Océanie).

Sénégal. — Pour le Sénégal, les droits de douane sont fixés par les décrets des 20 juin 1872, 14 juin 1881, 2 décembre 1880. Ces droits de douane sont des droits *ad valorem*, frappant les marchandises de toute origine et de toute nature. Ils sont établis par des décisions successives de 1864, de 1872 et 1881.

A ces droits *ad valorem* viennent s'ajouter, quand il s'agit des marchandises d'origine étrangère, d'autres droits *ad valorem* se superposant aux premiers et constituant ainsi un tarif différentiel favorable à l'importation des objets français.

La situation des importations est la suivante :

En 1893, le Sénégal reçoit 9 millions de marchandises de la France et 4 millions de l'étranger. Mais il est bon de faire remarquer que si les importations françaises ont augmenté de 3 millions de 1890 à 1893, c'est notre établissement dans le Soudan où nous dépensons 8 millions par an qui en est en grande partie la cause, si bien qu'il serait peut-être téméraire de dire que le développement de notre commerce dans cette colonie découle naturellement de l'examen des chiffres précédents. Mais là du moins, maîtres de nos tarifs, nous pouvons, par des modifications, améliorer, dans une certaine mesure, l'état actuel des choses. Il ne faut pas oublier, en effet, que nous dépensons, par an, sur le budget métropolitain, 15 millions pour le Soudan et le Sénégal, et qu'en regard de ce chiffre le débouché des 9 millions qu'il assure aux produits français semble quelque peu insuffisant.

Nossi-Bé. — Un décret du 27 mai 1887 établit, à l'importation des marchandises étrangères, un tarif spécial.

La situation de notre commerce est la suivante :

Nous avons importé pour 461,000 fr. en 1893 ;

L'étranger a importé dans la même année pour 2 millions de francs.

Etablissements français de l'Océanie. — Le décret du 9 mai 1892 a établi des droits de douane sur les marchandises étrangères importées dans ces colonies. En outre, les marchandises de toute provenance sont soumises à l'octroi de mer.

La situation commerciale est la suivante :

La France a exporté dans ces pays, en 1893, 531,000 fr., l'étranger 2 millions.

Les trois colonies qui précèdent ont un point de ressemblance qui est celui-ci : bien qu'elles ne soient pas soumises au tarif métropolitain, elles ont cependant un tarif différentiel favorable aux produits français. Le bilan du commerce de la France avec ces trois colonies analogues au point de vue douanier (Sénégal, Nossi Bé, établissements de l'Océanie), est le suivant :

En 1894, ces colonies ont acheté au dehors pour une somme de 17,830,000 francs.

Sur ce chiffre global, la France figure pour 9,830,000 fr., l'étranger pour 8 millions. Rien n'empêche, dans ces trois possessions, si une étude attentive en démontre la nécessité, de modifier les tarifs différentiels actuellement en vigueur.

Il nous reste maintenant à examiner celles des colonies et des possessions françaises dans lesquelles le tarif métropolitain n'est pas appliqué et dans lesquelles il n'existe pas, à proprement parler, de tarif différentiel pour la protection des produits français vis-à-vis des produits étrangers.

Ces colonies sont les suivantes :

La Guinée française, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la partie du Congo français comprise par l'acte général de Berlin dans le bassin conventionnel du Congo.

La Guinée française. — Dans cette colonie, il n'existe pas de droits de douane, mais un droit de sortie de 8 p. 100 *ad valorem* sur les produits coloniaux pour toute destination. Puis une taxe de consommation intérieure sur les spiritueux de toute nature. Les produits de la Guinée française payent à leur entrée en France le droit du tarif minimum. Toutefois un décret du 30 juin 1892 a diminué les chiffres du tarif minimum pour l'huile de palme et les bois à construire ; pour le café, un décret fixe annuellement les quantités auxquelles s'appliquera le régime de faveur, c'est-à-dire la moitié des droits du tarif métropolitain. Du reste, ces dispositions sont communes

à toutes les colonies de la côte occidentale d'Afrique (Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey et ses dépendances).

La situation de notre commerce est la suivante :

La Guinée française a importé de France 897,000 fr. et a importé de l'étranger pour 3 millions.

Nous pensons que, dans cette colonie, la France est maîtresse de ses tarifs et qu'elle peut favoriser les produits français par des tarifs différentiels.

Aucun acte diplomatique ne peut, à notre avis, s'y opposer. et l'article 3 de la convention passée avec l'Angleterre au sujet de la délimitation de la colonie de Sierra-Leone ne laisse aucun doute à cet égard. Mais, si l'on entre dans cette voie, il ne faudra pas perdre de vue la situation d'enclave de cette colonie et ses conditions économiques.

La Côte d'Ivoire. — La législation douanière est, dans ses bases, analogue à la précédente ; mais un décret du 3 septembre 1889 a frappé de droits de douane à leur importation les produits de toute origine.

Ce décret, qui tout d'abord ne visait que les marchandises étrangères, lorsqu'il parut au *Bulletin colonial* du 3 septembre 1889, fut corrigé par un erratum publié dans le *Bulletin colonial* du mois suivant, ainsi conçu :

« 1^{re} ligne, 1^{er} article du décret de 1889 : Au lieu de : « Marchandises étrangères », il faut lire : « Marchandises de toute provenance »

La situation du commerce français dans cette colonie se résume dans les chiffres suivants :

En 1894, les importations françaises sont de 404,000 fr., les importations étrangères sont de 2,700,000 fr.

Le droit pour la France de modifier les tarifs douaniers dans cette région est, paraît-il, l'objet d'appréciations diverses. Notre diplomatie serait gênée pour nous laisser maîtres de faire chez nous ce qui est nécessaire à notre commerce.

Nous espérons que les différents actes diplomatiques n'empêcheront point de prendre les mesures nécessaires.

Dans tous les cas, il n'est pas douteux qu'en ce qui touche la partie occidentale de la Côte d'Ivoire, qui a été acquise postérieurement à l'arrangement intervenu le 10 août 1889 avec l'Angleterre, nous sommes absolument les maîtres et nous voulons espérer que pour le reste de notre possession il en sera de même.

A l'heure actuelle, cette colonie est en voie de développement. Son trafic a atteint 7 millions. Il serait décourageant de le voir livré à l'étranger, de voir l'Angleterre, les Pays-Bas et l'Allemagne nous chasser de ce marché.

Le Dahomey. — Pour le Dahomey, les tarifs douaniers métropolitains ne sont pas applicables. Les marchandises de toute provenance sont atteintes, à leur arrivée, d'un droit d'importation établi par un tarif annexé au décret du 1^{er} avril 1890. Il en résulte que les marchandises françaises ne sont pas protégées contre les marchandises étrangères.

Voici la situation des importations dans le Dahomey :

En 1894, la France a envoyé dans cette colonie pour 3 millions de francs de produits, l'étranger pour 7,226,000 fr.

La question se pose de savoir si là encore notre diplomatie, par l'arrangement du 12 mars 1890 relatif à la délimitation du Dahomey et des possessions anglaises, n'a apporté aucune gène dans la modification de nos tarifs.

Notre sentiment personnel, c'est que dans le Dahomey, comme dans la Guinée, la France a le droit de faire ce qu'il lui plaît. Nous tenons à constater qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, le trafic est entre les mains du Lagos, des ports de Hambourg et de Liverpool.

Le Congo français. — Partie comprise dans le bassin conventionnel du Congo.

Les droits perçus à l'entrée et à la sortie dans tout le territoire résultent

d'un acte signé le 8 avril 1892, à Lisbonne, par les représentants de la France, du Portugal et de l'Etat indépendant du Congo.

Ces droits frappent les marchandises de toute provenance d'un droit de 6 p. 100 à la valeur à leur entrée, et atteignent les produits exportés d'un droit de sortie. Cette tarification, établie en 1892, ne peut être révisée que dans dix ans.

Enfin l'article 4 de la convention du 13 mars 1894, conclue à Berlin, ajoute :

“ Les tarifs des taxes ou droits qui peuvent être établis de part et d'autre ne comporteront à l'égard des commerçants des deux pays aucun traitement différentiel. ”

Nous constatons la situation sans l'apprécier.

Pour résumer la situation commerciale des colonies du 2^e groupe, dans lesquelles le tarif métropolitain n'est point appliqué et où n'existe en faveur des produits français aucune taxe différentielle, telles que la Guinée française, la Côte d'Ivoire, le Dahomey et le Congo conventionnel — les chiffres du commerce de cette partie du Congo nous sont absolument défaut — nous arrivons à constater que, pour les trois premières de ces colonies, les importations de la France ont atteint 4 millions, tandis que les importations de l'étranger se sont élevées à 12 millions.

Cette situation est loin d'être satisfaisante, et il n'est pas douteux qu'en livrant dans ces possessions le commerce français à la concurrence étrangère, on l'a sacrifié. C'était là surtout, dans ces colonies nouvelles, plus rapprochées des ports français que de l'Allemagne et de l'Angleterre, que nous pouvions espérer trouver de grands débouchés.

Mais, il faut bien le dire, ce n'est pas par l'élévation des tarifs douaniers sur les marchandises étrangères qu'il faudrait procéder dans ces régions, mais bien plutôt par la suppression de tous droits sur les marchandises d'origine française.

3^e GROUPE

Ainsi que nous l'avons indiqué, un certain nombre de colonies n'ont pas de taxes douanières.

Obock, l'Inde, Sainte-Marie de Madagascar, Diégo-Suarez.

A Obock, il n'existe pas, à proprement parler, de droit de douane;

A Diégo-Suarez, il n'y a que des droits de consommation sur les liquides;

Pour ces deux colonies, les chiffres détaillés du commerce nous sont complètement défaut;

A Sainte-Marie de Madagascar, il n'y a pas non plus de droits de douane : Dans l'Inde, il en est de même.

Pour cette dernière colonie, il y a peut-être quelque intérêt à signaler que ces importations ont atteint, en 1893, le chiffre total de 3 millions 276.000 fr., que sur ce chiffre la France figure pour 531,000 fr. et l'étranger pour 2 millions 700,000 fr.

Conclusion douanière.

De l'examen que nous venons de faire du système douanier colonial, de son application dans chacune de nos colonies, il résulte pour nous des impressions que nous croyons devoir résumer de la façon suivante :

1^o Il nous semble impossible d'assimiler complètement les colonies à la métropole au point de vue douanier et de leur imposer un tarif uniforme ;

2^o Nous croyons qu'il faut assouplir le régime douanier métropolitain aux exigences qui résultent de la variété même de notre domaine colonial ;

3^o L'application des deux règles qui précèdent ne doit avoir d'autre but que le développement progressif du commerce de la métropole avec ses colonies et la défense du marché colonial au profit des produits français à l'encontre des produits étrangers.

Le tarif douanier actuel doit être à notre avis révisé dans ce but.

Nous ne croyons pas qu'une tarification nouvelle puisse assurer à la France le monopole du marché de ses colonies ; mais nous pensons que sur bien des points on pourrait améliorer par ce moyen la situation actuelle.

Considérations diverses. — En dehors des lois douanières, l'Etat, ainsi que nous l'avons indiqué, peut influer par ses agents sur le commerce colonial. Il conviendrait dans ce but de les choisir avec attention.

On peut se demander notamment si les jeunes administrateurs de l'école coloniale offrent toutes les garanties de compétence nécessaires et si l'attention du personnel colonial est suffisamment attirée par l'administration centrale sur les questions commerciales et économiques.

Il existe à Paris un service des renseignements commerciaux dirigé par M. Ordinaire.

Ce fonctionnaire apporte dans l'accomplissement de sa tâche un zèle et une compétence que nous tenons à constater.

La *Revue coloniale*, le *Bulletin de l'Exposition permanente des colonies* sont malheureusement, suivant nous, des organes de vulgarisation tout à fait insuffisants. Il faudrait les développer.

Il faudrait surtout que la presse française, cet organe admirable de diffusion de toutes les connaissances, prête un peu plus d'attention aux questions économiques sociales ; il faudrait qu'elle fasse connaître au producteur français la situation économique et commerciale de nos colonies.

Cette tâche est au-dessus des forces des publications spéciales.

CONCLUSION

Le commerce colonial peut subir deux sortes d'influences ; il peut être favorablement impressionné par la législation nationale et les mesures administratives. Nous avons indiqué pour les douanes et le personnel comment, à notre avis, on pouvait procéder.

Mais ce qui peut et qui doit surtout améliorer la situation actuelle, c'est l'initiative même de notre commerce.

C'est son sort qui est en jeu. Il dépend, il faut bien le dire, pour la plus grande part, de son attention et de son activité.

La France, malgré des difficultés de tout ordre, a accompli un grand effort, une grande œuvre. Elle a conservé et augmenté dans d'énormes proportions son domaine colonial. Elle l'a fait pour activer son commerce, développer le travail national. Elle a mis ainsi au service des générations futures d'énormes marchés. Il dépend de l'initiative individuelle que tout cela ne soit pas perdu et que le but que se proposaient les hommes d'Etat qui ont soutenu la politique coloniale soit véritablement atteint.

Pour cela, il ne faut rien dissimuler, et nous devons signaler en terminant la difficulté qu'il faudra vaincre.

Dans les colonies nouvelles, surtout dans celles de l'Afrique, le commerce ne peut être alimenté que par des produits industriels très bon marché. Les populations qui viennent à la civilisation sont forcément composées de consommateurs ayant des goûts tout à fait spéciaux, n'apprécient pas le luxe et la valeur des produits.

C'est surtout la facilité qu'ils trouvent à se les procurer qui les décide et les séduit. Sur ces marchés, le dernier mot restera pendant longtemps encore aux articles les moins chers.

La lutte commerciale est donc forcément réduite à une question de prix de revient.

La finesse, la solidité, la valeur artistique sont des qualités secondaires.

La France est peut-être de toutes les nations celle qui se distingue le plus par la perfection de ses produits. Sa clientèle est une clientèle de luxe ; ses productions industrielles et agricoles sont recherchées dans le monde entier pour leur haute valeur.

Son outillage, l'habileté de ses ouvriers, les conditions économiques où

elle est placée, l'ancienneté de son industrie, son goût national, tout en un mot la porte à produire bon, mais à produire cher. La difficulté de satisfaire les consommateurs coloniaux viendra surtout pour la France de la difficulté où elle se trouve à produire à très bas prix et d'une sorte d'hésitation qu'éprouve son industrie à la confection d'objets de médiocre valeur. Les habitudes commerciales, la cherté de la main-d'œuvre, sont des obstacles très difficiles à surmonter.

Il faut cependant le dire très nettement aux intéressés, à côté des clients séculaires de nos producteurs surgit une masse énorme de consommateurs nouveaux, populations neuves, naguère inconnues. A ces acheteurs d'un genre et d'un goût particuliers il faut une fabrication, une production spéciale. Les Anglais, les Allemands l'ont compris. C'est là qu'est surtout le secret du développement de leur commerce colonial.

Il faut que nos producteurs le comprennent à leur tour. C'est une condition *sine qua non* de la conservation du marché colonial.

Dans un pays libre, l'Etat doit éclairer les individus, les protéger, il ne peut les faire agir.

— Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi portant approbation des conventions de délimitation et de commerce signées à Pékin, le 20 juin 1895, entre la France et la Chine (1) par M. Rambert, député.

Messieurs, votre commission a approuvé à l'unanimité les conventions de délimitation et de commerce signées à Pékin, le 20 juin 1895, entre la France et la Chine, qui vous sont soumises.

Après avoir examiné leurs diverses dispositions, elle a cru se faire d'avance l'interprète du sentiment de la Chambre en adressant ses félicitations, pour le succès d'une négociation qui doit heureusement développer nos bons rapports avec la Chine, à ceux qui l'ont conduite à Pékin aussi bien qu'à ceux qui l'ont dirigée de Paris. Elle y ajoute un hommage particulier pour les habiles et courageux explorateurs qui, en parcourant une région à peu près inconnue, en ont fait, souvent au péril de leur vie, le premier relevé exact et ont ainsi préparé et permis la démarcation de la frontière septentrionale d'Indo-Chine. Elle compte que le Gouvernement saura faire coïncider le moment où la France recueille le fruit de leurs travaux avec la récompense de dévouements dont deux, malheureusement, n'en auront eu d'autre qu'une mort lointaine et glorieuse au service de la patrie. Votre commission rappelle comme un exemple le nom de ces deux braves, les capitaines Rivière et Mailluchet, morts au cours de l'expédition Pavie.

Les principales questions que règlent les conventions du 20 juin 1895, sont : 1^o la délimitation de la frontière entre l'Annam et la Chine ; 2^o l'établissement de postes consulaires sur la frontière ; 3^o le régime de transit pour les marchandises allant de Chine en Chine par la voie du Tonkin ; 4^o les facilités consenties par la Chine à notre commerce et à notre industrie ; 5^o l'effet sur les dispositions précédentes de la clause de la nation la plus favorisée.

Nous les examinerons successivement.

DÉLIMITATION

La délimitation de notre empire indo-chinois s'est faite en trois étapes successives.

Les conventions des 23 avril 1886 et 26 juin 1887 avaient délimité la partie orientale de la frontière de l'Annam et de Chine. Mais si, théoriquement, la délimitation allait sur la rive droite du fleuve Rouge jusqu'à Mouka, les opé-

(1) Pour les Conventions avec l'*Exposé des motifs* du Gouvernement, V. *Archives*, 1895, IV, p. 336.

rations n'avaient réellement porté sur le terrain que jusqu'à Long-Po, qui se trouve à 180 kilomètres vers l'est.

On peut donc dire qu'en fait la délimitation de 1887 n'allait que jusqu'au fleuve Rouge, et que la frontière restait à déterminer sur toute la partie encore inexplorée qui s'étend au-delà. A partir de Long-Po, elle s'enfonçait en pays inconnu, parcourant au hasard les territoires qu'elle traversait, souvent les coupant en deux, comme la principauté de Deo-Vantri dont nous avions la capitale Lai-Chau et dont elle laissait une partie à la Chine, ou comme la confédération des cantons du Nam-Hou, dont trois étaient chez nous et deux restaient en Chine. Il résultait de cette incertitude des situations une grande insécurité pour notre frontière du nord.

En 1893, nous délimitons notre frontière de l'ouest. Par la convention du 3 octobre 1893, le Siam renonce en notre faveur à toute prétention sur les territoires situés sur la rive gauche du Mékong et nous faisons reconnaître nos droits notamment sur l'importante principauté de Luang-Prabang, au confluent du Nam-Hou et du Mékong. C'est la seconde étape de la délimitation.

Sûrs désormais de notre frontière de l'ouest, il nous restait à définir notre frontière du nord entre le fleuve Rouge et le Mékong.

Ce fut l'objet de la seconde partie des travaux de la mission Pavie, déjà chargée, simultanément avec une commission anglaise, d'un examen de frontières dans la même région.

La mission Pavie se composait de son chef, M. Pavie, de M. Lefèvre-Pontalis, commissaire adjoint ; de MM. le commandant Tournier, le capitaine Rivière, le capitaine Mailluchet, le capitaine Sandré, Lughan, le capitaine Seaune, le lieutenant Thomassin, Caillat, Sainson, le lieutenant Oum, le docteur Lépine.

Elle parcourut pas à pas toute cette immense frontière du fleuve Rouge jusqu'au confluent du Nam-La et du Mékong, et elle en fut le relevé, sans compter celui des frontières intérieures des diverses principautés du pays.

En même temps se poursuivaient à Pékin les négociations qui devaient aboutir à la signature de la convention du 20 juin 1893.

Cette convention marque la troisième étape de la délimitation. Elle reconnaît nos droits sur les divers territoires qui nous étaient contestés : la principauté de Deo-Vantri, la confédération des cantons du haut Nam-Hou, le district de Pa-Fat-sai ou des Sources salées. Ainsi nos droits, que la convention de 1887 n'avait définitivement établis que jusqu'au fleuve Rouge, que la convention de Bangkok avait assurés jusqu'à la rive gauche du Mékong, sont reconnus par la convention de Pékin sur tout le cours du Nam-Hou, et nous font ainsi maîtres, du confluent à ses sources, de l'importante voie fluviale qui met la principauté de Luang-Prabang en communication avec le sud, d'une part, et avec le Yunnan vers le nord, d'autre part. Après les sources du Nam-Hou, notre frontière contourne les vallées du Nam-Ouo-Ho et du Nam-Go ; elle se dirige ensuite vers le Mékong et l'atteint à son confluent avec le Nam-La.

A partir de ce moment, la délimitation de notre empire indo-chinois peut être considérée comme achevée. La frontière du nord est aussi bonne que celle de l'ouest. Des trois puissances qui nous avoisinent, la Chine, le Siam, l'Angleterre, une seule était encore en contestation avec nous, sur un point qu'elle avait indûment occupé sur la rive gauche du Mékong, Muong-Sing.

La convention du 15 janvier 1896 vient de régler ce dernier point, en reconnaissant nos droits sur cette importante position.

Ainsi se trouve nettement défini, dans cette œuvre d'ensemble, l'objet de la convention de délimitation qui est soumise à votre ratification.

Notre frontière, au nord de la péninsule indo-chinoise, se développe sur une étendue de 2,137 kilomètres. La convention de 1887 ne l'avait délimitée que sur un parcours de 880 kilomètres. La présente convention la ferme sur les 1,257 kilomètres qui restaient à parcourir.

Elle nous assure les cours du Nam-Hou, le grand affluent du Mékong ; elle donne à l'Annam ses limites naturelles vers le nord-ouest ; elle reconnaît enfin ses droits souverains sur des territoires qui lui étaient contestés et dont la possession, en assurant la sécurité de ses frontières, ne peut manquer de contribuer efficacement au développement économique de notre empire indo-chinois.

POSTES CONSULAIRES

La convention de délimitation est accompagnée d'une convention de commerce. La première condition pour faire du commerce, c'est une bonne police à la frontière.

La convention de commerce contient des dispositions consulaires et douanières.

Elle prévoit une police mixte de la frontière qui s'exercera d'accord entre les autorités françaises et chinoises.

Elle prévoit, en outre, l'établissement de postes consulaires à Tong-King, en face de Moncay, sur la frontière du Kouang-Ton ; à Ho-Keou, sur la route fluviale de Lao-Kai à Mong-Tsé ; enfin à Sse-Mao, au Yunnan, qui est déclarée ville ouverte au commerce français-annamite, comme Long-Tcheou et Mong-Tsé.

Les crédits nécessaires à l'établissement de ces postes consulaires ont été inscrits au budget de 1896.

RÉGIME DE TRANSIT

Le commerce entre la Chine et le Tonkin a pris en peu d'années un développement qui peut faire présager de ses progrès futurs. La douane de Long-Tcheou a été ouverte au commerce le 1^{er} juin 1889 ; celle de Mong-Tsé le 28 août 1889.

Voici, depuis 1889 jusqu'en 1894, le tableau des importations de la Chine au Tonkin et des exportations du Tonkin pour la Chine, tel qu'il ressort des statistiques de la douane impériale chinoise. Les chiffres sont indiqués en francs et résultent de la conversion du taël de la douane (*haïknam taël*) au taux de 5 fr.

Ils montrent que, de 1889 à 1894, le total des importations et des exportations du commerce entre la Chine et le Tonkin est passé de 973,695 fr. à 11,524,933 fr., c'est-à-dire qu'il a plus que décuplé en cinq ans. Et encore faut-il tenir compte de toutes les marchandises qui échappent aux statistiques de la douane. Un seul fait en indiquera l'importance.

Le total des importations et des exportations par Long-Tcheou, pour l'année 1892, n'atteint pas, d'après les statistiques officielles, 200,000 francs. Or, pour la même année, M. Clarke, commissaire des douanes chinoises à Long-Tcheou, estime, dans son rapport, que le commerce qui s'est fait entre cette ville et le Tonkin n'est pas inférieur à 300,000 taëls, soit 1,500,000 fr.

Commerce entre la Chine et le Tonkin par Longtcheou et Mongtsé.

ANNÉES	IMPORTATIONS DE LA CHINE AU TONKIN				EXPORTATIONS DU TONKIN POUR LA CHINE				TRAFIG TOTAL — Importations et exportations.	
	Marchandises importées au Tonkin.	Marchandises transitant à travers le Tonkin			Total des importa- tions.	Marchandises exportées du Tonkin.	Marchandises transitant à travers le Tonkin.			
		pour l'étranger (par Hongkong)	pour les ports chinois	venant de l'étranger (par Hongkong).			venant des ports chinois	Total des exporta- tions.		
LONGTCHEOU										
1889 (7 mois).	8.540	»	»		8.540	54.315	»	54.315	62.855	
1890.	56.000	»	»		56.000	110.810	»	110.810	166.810	
1891.	66.555	»	»		66.555	131.745	»	131.745	198.300	
1892.	54.955	»	»		54.955	134.980	»	134.980	189.935	
1893.	84.325	»	»		84.325	143.160	»	143.160	227.485	
1894.	223.860	»	»		223.860	541.805	»	541.805	765.665	
MONGTSÉ										
1889 (4 mois).	70.540	363.220	1.855	435.615	122.025	189.475	163.525	475.025	910.640	
1890.	306.505	1.999.460	38.555	2.344.520	517.680	1.812.765	845.070	3.175.515	5.520.035	
1891.	344.850	2.571.300	225	2.916.375	779.225	2.943.175	1.011.680	4.734.080	7.650.455	
1892.	463.135	3.214.315	4.325	3.681.775	734.070	3.703.960	1.309.845	5.747.875	9.429.630	
1893.	606.475	3.067.545	»	3.676.020	548.905	7.072.545	»	7.621.450	11.297.470	
1894.	848.220	3.868.385	»	4.716.605	721.695	5.487.700	»	6.209.395	10.926.000	

Trafic total. — Importations et exportations (Longtcheou et Mongtsé réunis).

1889.	973.495	1892.	9.619.585
1890.	5.686.845	1893.	11.524.955
1894.	7.848.755	1894.	11.611.665

On voit par ce tableau que la plus grosse part du commerce entre la Chine et le Tonkin est un commerce de transit et on ne s'en étonnera point, si l'on pense que la voie la plus courte pour aller des provinces méridionales du Yunnan et du Setchouen aux ports ouverts de la côte est celle du fleuve Rouge et du Tonkin.

Malheureusement, ce commerce de transit trouvait dans le régime établi par la convention de 1886 des obstacles qui en faisaient refluer la meilleure partie sur la rivière de Canton.

Il est nécessaire d'expliquer en quelques mots quel était ce régime pour comprendre celui que la nouvelle convention lui substitue.

Aux termes de la convention de 1886, toute marchandise sortant de Chine était assimilée à une marchandise étrangère et elle était traitée comme telle en cas de réimportation. Après avoir payé à sa sortie le droit d'exportation, elle était donc assujettie, à sa rentrée en Chine, au droit entier d'importation, conformément au tarif général de la douane maritime.

Ce n'était pas tout, elle avait à acquitter un troisième droit, le droit du transit. Voici à quoi ce troisième droit correspond.

Toute marchandise, voyageant dans l'intérieur de la Chine, est soumise, à son passage d'une province dans une autre, à un droit de douane intérieure, établi par les autorités mandarinales et qui s'appelle le likin.

Ces likins qui dépendent uniquement de l'arbitraire des mandarins, et sur le taux desquels le commerce n'est pas toujours fixé à l'avance, constitue une entrave des plus gênantes à la circulation intérieure. Les marchandises

à destination de l'étranger peuvent s'en affranchir à la condition de prendre une passe de transit qui les dispense, à leur passage d'une province à l'autre, du droit de likin, mais qui les assujettit, au moment où elles franchissent la frontière chinoise, à la moitié en sus du droit d'exportation, comme compensation des likins dont au cours de leur route intérieure la passe de transit les a exonérées.

Ainsi, sous le régime de la convention de 1886, une marchandise allant de Chine en Chine et transitant par le Tonkin, à la condition de s'être munie d'une passe de transit, était exempte de tout droit de likin à l'intérieur; mais elle avait, entre sa sortie et son entrée à la frontière, à acquitter : 1^o le droit d'exportation; 2^o le droit d'importation; 3^o la moitié du droit d'exportation en sus, comme droit de transit.

C'est le régime des passes de transit. La nouvelle convention lui substitue un régime nouveau, celui des certificats de transit, qui accorde à ce commerce des facilités nouvelles.

Les marchandises allant de Chine en Chine, par la voie du Tonkin, peuvent continuer à prendre des passes de transit et alors elles bénéficient des avantages et sont soumises aux conditions de la convention de 1886.

Ou bien elles peuvent se dispenser de prendre une passe de transit. Elles sont, dès lors, sujettes, comme toute marchandise voyageant à l'intérieur, aux droits de likin. Mais à la condition de prendre, à leur entrée au Tonkin, un certificat de transit, elles n'ont plus, suivant la nouvelle convention, à acquitter que des droits d'exportation et de réimportation réduits.

La réduction consentie varie suivant les cas. La convention en prévoit trois :

1^o Transit par le Tonkin d'une frontière de terre à une frontière de terre par l'une des quatre villes ouvertes au commerce : Longtheou, Mongtsé, Sse-Mao, Ho-Keou.

Le droit d'exportation est réduit de quatre dixièmes.

Le droit d'importation est supprimé.

La marchandise en transit n'acquitte plus, à la sortie que les six dixièmes du droit d'exportation. Elle est totalement exemptée à la rentrée du droit d'importation.

2^o Transit d'une localité ouverte de la frontière de terre à un port ouvert.

À la sortie, le droit d'exportation est réduit de quatre dixièmes.

À la rentrée, le droit d'importation est réduit de moitié.

La marchandise en transit n'acquitte plus que les six dixièmes du droit d'exportation et la moitié du droit d'importation.

3^o Transit d'un port ouvert à l'une des quatre villes ouvertes de la frontière de terre.

À la sortie, le droit d'exportation ne comporte aucune réduction.

À la rentrée, le droit d'importation, réduit de quatre dixièmes, est encore réduit de moitié; autrement dit, il est réduit de sept dixièmes.

La marchandise en transit acquitte donc le droit entier de sortie. Elle n'acquitte que les trois dixièmes du droit d'entrée.

Tel est le nouveau régime que la convention permet aux exportateurs de choisir, tout en leur laissant la faculté de prendre des passes de transit et de préférer, aux cas spéciaux où ils pourraient y trouver avantage, le régime ancien.

FACILITES AU COMMERCE ET A L'INDUSTRIE

L'article 3 de la convention du commerce déclare que la Chine, pour ses mines du Yunnan, du Kouang-Si et du Kouang-Tong, pourra s'adresser d'abord à des industriels et ingénieurs français.

Le paragraphe 2 du même article fixe le principe du prolongement sur le territoire chinois des voies ferrées construites ou à construire en Annam.

Aux termes d'une disposition votée par la Chambre au cours de la discussion du projet de loi sur l'emprunt du Tonkin, le protectorat est dès à

présent autorisé à concéder, pour une durée limitée, l'exploitation de tout ou partie de la ligne de chemin de fer de Hanoï à la frontière de Chine, à la société française qui obtiendrait du gouvernement chinois la concession des prolongements de la ligne sur son territoire.

Enfin, la convention prévoit le raccordement des réseaux télégraphiques français et chinois entre Sse-Mao, Luang-Prabang et Lai-Chau.

Nous avons confiance que notre diplomatie saura assurer à nos nationaux la réalité des avantages qui leur sont promis, et, d'autre part, nous avons l'espérance que notre commerce et notre industrie sauront profiter des perspectives qui leur sont ouvertes.

La chambre de commerce de Lyon a compris l'importance de la révolution économique qui vient de se produire en Extrême-Orient. Elle a envoyé une mission chargée d'étudier les provinces méridionales de la Chine. Il y a là un exemple qui mérite d'être médité et suivi.

Il faut le rapprocher des exemples que nous donnent les nations concurrentes de la nôtre et des efforts qu'elles font pour ouvrir à la pénétration de leur influence, l'immensité et le mystère des riches provinces de l'Empire du Milieu.

Les Belges ont installé à Hang-Kéou, à la demande du vice-roi Tchang-che-tong, une importante usine de fonderie qui dépend des établissements Cockerill à Essaing (Belgique).

Depuis que le traité de Simonosaki a ouvert le Yang-Tse à la navigation à vapeur jusqu'à Tchon-King, l'Angleterre se préoccupe de le remonter, et il est probable que, l'année prochaine, la compagnie Butterfield sera en mesure de faire fonctionner entre Shanghai et Tchon-King le service de paquebots qu'elle projette d'y établir.

Le vice-roi de Hang-Kéou a monté dans cette ville une filature de 300,000 broches. Ce sont des mandarins chinois qui en ont l'exploitation commerciale ; mais ce sont des Anglais qui en ont la direction technique.

La mission commerciale envoyée en Chine par la chambre de commerce de Lyon a provoqué en Angleterre une véritable émulation.

La chambre de commerce de Blackburn a déjà réuni des sommes importantes pour envoyer une mission analogue.

Le mouvement paraît vouloir s'étendre aux colonies anglaises et l'Australie va faire à son tour entreprendre un voyage d'études dans le but d'établir un commerce de laines avec l'Extrême-Orient.

Mais, surtout, l'Angleterre nourrit depuis longtemps le grandiose projet de reunir Rangoon et Shanghai par une route anglaise qui irait de l'Irrawaddy au Yang-Tse.

Dès 1860, les chambres de commerce de la Grande-Bretagne mettent à l'étude ce projet. En 1867, elles envoient la mission Cooper sur Ta-Li-Fou, Batang et Hang-Kéou. Cette mission est suivie d'autres : la mission Brown en 1876, arrêtée par le meurtre de l'interprète Margary, la mission Stevenson en 1879, celle de l'ingénieur Colquoun en 1881.

Le but de l'Angleterre est d'arriver la première, et surtout avant nous, dans cette féconde région des Quatre-Vallées, où les villages sont des villes et où, dans la seule plaine de Tchen-Ten-Fou, se groupent et se pressent 4 millions d'habitants.

D'après le dernier plan arrêté, un chemin de fer joindrait Mandalé à Bhamo et, au sortir de la Birmanie anglaise, entrerait en Chine par la vallée de Nanung et il se prolongerait jusqu'à Momein dans le Yunnan.

Un autre embranchement, à partir de Bhamo, irait, en passant par Mung-khum jusqu'à Bisa sur le Brahmapoutre, pour descendre ensuite vers le Gange, et ainsi serait opéré le rêve colossal de la jonction du Gange, de l'Irrawaddy et du Yang-Tse-Kiang.

L'Allemagne ne se montre pas moins préoccupée de faire, dans ce monde à la fois si vieux et si nouveau, la part de son influence.

Le docteur Knappe, consul d'Allemagne à Hongkong, vient de faire une tournée de reconnaissance dans le bassin du Si-Kiang.

M. de Brandt, ancien ministre d'Allemagne à Pékin, est chargé d'une mission industrielle qu'il doit accomplir en compagnie d'ingénieurs.

Les Allemands font de grands efforts pour acheter des arsenaux chinois, Hang-Keou, Fou-Tcheou, Nanking, qui serviraient de débouchés pour leurs fabriques d'armes et de munitions de guerre.

Ils ont fait des démarches en vue d'obtenir la concession d'un chemin de fer central chinois entre Hang-Keou et Tien-Tsin et s'efforcent d'obtenir la concession des lignes à construire dans le Tchan-Tong, le Tchili, la Mandchourie et entre Shanghai et Tchin-Kiang à la bouche du Yan-Tse.

Voilà un aperçu certainement incomplet des efforts faits par les nations concurrenentes de la nôtre pour conquérir à leur profit le grand marché qui s'ouvre en Extrême-Orient.

C'est à notre commerce et à notre industrie à les méditer et à ne pas oublier que le privilège de notre situation au Tonkin, en nous conférant des avantages particuliers, impose à notre activité une initiative spéciale et des devoirs spéciaux.

CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

Si les stipulations commerciales de la présente convention étaient des avantages généraux, la clause de la nation la plus favorisée les aurait aussitôt étendues aux puissances qui ont le droit de l'invoquer, comme l'Angleterre, en vertu de l'article 34 du traité du 24 juin 1858.

Mais l'article 7 de la convention de Pékin les a sagement soumises à une restriction imitée de l'article 18 de la convention anglo-chinoise du 12 mars 1894.

Il en résulte que les réductions de droits que nous avons obtenues ne profitent qu'à des marchandises passant par notre territoire, c'est-à-dire à des marchandises françaises, ou tout au moins à des marchandises, dans le cas où elles seraient étrangères, qui viendraient alimenter le commerce de transit du Tonkin.

La convention du 20 juin 1893 échappe ainsi à la clause de la nation la plus favorisée, puisque le bénéfice que ses stipulations nous assurent, limité à des points de territoire et à des voies de communication déterminés, ne saurait être étendu à d'autres parties que les hautes parties contractantes.

En résumé, messieurs, la convention qui vous est soumise a paru à votre commission mériter de tout point l'approbation qui vous est demandée.

Statistique du mouvement de la population en France pendant l'année 1894.

Un rapport, inséré au *Journal officiel* du 23 janvier, contient les renseignements suivants :

Il a été relevé d'après le dépouillement des registres de l'état civil :

286,662 mariages ;
6,419 divorces ;
855,388 naissances ;
815,620 décès.

Comparés aux chiffres relatifs à l'année 1893, ces nombres font ressortir une différence en moins, pour 1894, de 632 mariages, de 19,284 naissances et de 31,906 décès. Les divorces seuls ont augmenté de 235 unités.

Si on laisse de côté la faible diminution (0.2 p. 100) des mariages et l'accroissement (3.9 p. 100) des divorces, l'année 1894 peut être considérée comme caractérisée par un faible recul des naissances (2.2 p. 100) et par

une notable diminution des décès (6 p. 100) par rapport à l'année précédente.

L'excédent des naissances sur les décès qui avait été, en 1893, de 7,146 unités, s'est trouvé porté, par suite de la diminution des décès et malgré la diminution des naissances, à 39,768 unités.

Il est intéressant de comparer les résultats du mouvement de la population en 1894 à ceux de la dernière période quinquennale ainsi que l'indiquent les chiffres suivants :

ANNÉES	NAISSANCES	DÉCÈS	EXCÉDENT	
			de naissances	de décès
1890.....	838.039	876.503	—	38.446
1891.....	866.378	876.882	—	10.503
1892	854.847	873.888	—	20.041
1893.....	874.672	867.526	7.146	—
1894.....	855.388	815.620	39.768	—

Après un relèvement en 1893, le nombre des naissances est revenu à celui des années précédentes et il semble résulter des chiffres qui précèdent que l'accroissement de la population en France ne se règle plus aujourd'hui que sur la diminution des décès.

La situation n'est donc pas aussi satisfaisante qu'on aurait pu le croire au simple examen de la différence entre le chiffre des naissances et celui des décès.

— M. Léon Bourgeois, président du Conseil, ministre de l'intérieur, a prononcé le 12 janvier à Lyon un grand discours politique dont nous extrayons ce qui a trait à la politique extérieure :

Messieurs, après avoir traversé depuis un quart de siècle les épreuves les plus diverses, après avoir couru tous les nobles périls de la liberté, la République est aujourd'hui plus forte, plus certaine du lendemain qu'elle ne l'a jamais été.

Au dehors, elle a poursuivi une politique méthodique et continue, sur laquelle les variations inévitables de la vie intérieure n'ont jamais jeté l'ineptitude ; elle a su prouver qu'une grande démocratie, maîtresse d'elle-même, en pleine possession de toutes les libertés, pouvait avoir pour ses affaires extérieures une sûreté dans les vues, une constance dans les sentiments, une méthode dans les actes qui égalaient sa conduite à celle des plus stables monarchies, et cette preuve, elle a pu précisément la donner en restant fidèle aux principes de l'esprit républicain. Toute sa politique est résumée dans ces trois termes qu'elle considère comme aussi nécessaires dans les rapports entre les nations que dans les rapports entre les hommes : le maintien de la paix, le développement de la justice et l'inébranlable affirmation du droit. Elle a ainsi vérifié et rendu plus évidente chaque jour la parole célèbre : la France est le soldat du droit.

Messieurs, dans son allocution du 1^{er} janvier, en réponse aux vœux du corps diplomatique, M. le Président de la République, rappelant que « la France s'est toujours consacrée aux œuvres de concorde, de liberté et de progrès », disait que « les événements qui ont marqué l'année précédente lui avaient fourni de nouvelles occasions d'attester son invariable attachement aux principes dont s'est toujours inspirée l'action de la République ». C'est par cette fidélité aux principes les plus élevés et les plus nobles que ce pays a pu reprendre parmi les puissances du premier rang sa place légitime. C'est par là que la République est parvenue à assurer à nos intérêts et à nos droits le respect de tous dans le monde, et c'est par là qu'elle a pu donner naturellement à la grande nation qui a formé alliance avec elle les gages d'une inébranlable sécurité. C'est également ainsi, c'est en restant fidèle à ce que j'appellerai une conduite d'honnête homme, que notre pays

dans l'avenir poursuivra pacifiquement le développement de son influence et de son action, en maintenant non seulement la paix pour lui-même, mais en contribuant puissamment, comme il l'a fait récemment encore, à la maintenir entre tous, dans l'intérêt supérieur de la civilisation.

Ainsi, assurée par la netteté même de ses principes de conduite contre les entraînements du dedans et par la force de sa situation militaire et diplomatique contre les hasards du dehors, la France républicaine peut regarder l'avenir avec confiance et se consacrer avec toute liberté d'esprit à la réforme intérieure de ses institutions et de ses lois.

GRANDE-BRETAGNE

Le 14 janvier, M. Balfour, premier lord de la Trésorerie, a prononcé un discours à Manchester.

Parlant de la question arménienne, l'orateur a dit que le Gouvernement avait été mis dans l'alternative, ou de l'introduction de réformes en Turquie, ou d'une guerre européenne.

Concernant le Transvaal, M. Balfour constate que le Gouvernement a su si bien maintenir les droits de l'Angleterre qu'à l'heure actuelle nulle puissance ne saurait les mettre en doute. Il continuera à employer son influence pour obtenir du président Krüger, pour les Uitlanders, les frauchises indispensables au progrès et à la paix de l'Afrique du Sud.

En ce qui regarde le Venezuela, M. Balfour déclare que personne en Angleterre n'a l'intention d'aller à l'encontre de la doctrine de Monroë. [Et même si le Venezuela offrait de se laisser annexer, nul homme d'Etat anglais n'accepterait son offre.]

M. Balfour ne croit donc pas à la possibilité d'une guerre à propos d'un tel conflit; mais, ajoute l'orateur, à aucun moment de son histoire, l'Angleterre n'a été aussi bien armée.

Dans un banquet donné, le 21 janvier, en l'honneur de lord Lamington, le nouveau gouverneur de la colonie de Queensland, M. Chamberlain a prononcé un discours.

Le ministre a dit qu'il fallait attendre le procès, l'accusation et la défense avant de porter un jugement sur les faits qui se sont passés au Transvaal.

Passant à un autre sujet, l'orateur a dit :

« L'Angleterre a su s'attirer la confiance de toutes les races groupées sous son drapeau. Il y a quelques semaines, l'Angleterre semblait isolée dans le monde, entourée de rivaux jaloux et en butte à une hostilité inattendue. Les difficultés que nous avions de longue date avec les nations étrangères sont entrées soudainement dans une phase aiguë; elles ont pris une importance menaçante. Nous nous sommes trouvés en présence de la suspicion et même de la haine de la part de ceux dont nous n'attendions que la considération et l'amitié en raison de nos traditions et d'une certaine communauté d'intérêts.

« On nous a fait un crime de nos succès les plus légitimes, notre amour de la paix a été interprété comme de la faiblesse, notre indifférence devant les critiques de l'étranger nous a exposés à des insultes.

« Nos rivaux, qui cependant profitent librement des marchés que nous avons ouverts à travers le monde, escomptaient déjà avec joie notre déconfiture.

« La manifestation de ces sentiments nous a rendu un grand service; elle nous a fourni l'occasion de montrer que nous étions aussi résolus à faire face à nos obligations qu'à maintenir nos droits, que nous avions l'appui de toutes nos colonies dans le monde et que nous n'étions pas isolés.

« L'Angleterre est soutenue par la fédération de ses colonies. Le Queensland

est à lui seul trois fois plus grand que l'empire allemand, et il y a sept autres colonies aussi prospères et aussi importantes. »

M. Chamberlain a ensuite porté un toast au lieutenant général Ferrero, ambassadeur d'Italie :

« Le Royaume-Uni, dit le ministre, a sympathisé avec les Italiens dans leurs luttes pour l'unité de la nation, et, depuis ce temps, les Italiens sont restés les amis constants de l'Angleterre, ils partagent avec nous la tâche difficile de répandre la civilisation dans le continent africain. Nous admirons la bravoure de leurs soldats et la ferme résolution du peuple italien; et nous avons confiance en leur succès. »

L'ambassadeur d'Italie a été acclamé, lorsqu'il s'est levé pour répondre. Le général Ferrero, qui s'est exprimé en français, a rendu hommage à la cordialité que lui et ses compagnons trouvent en Angleterre, aussi bien que dans les colonies britanniques, hospitalité, qui, a-t-il dit, n'a d'égale en aucune autre partie du monde.

Lord Salisbury, parlant le 31 janvier au banquet de l'Association unioniste, a fait un grand discours dont voici les extraits et une analyse :

« La cause du *Home Rule* n'avait aucune chance de réussir par ses propres mérites et elle était associée à des combinaisons antinationales et antianglaises. L'Irlande elle-même n'y cherche plus un remède à ses misères.

« Le Transvaal nous a donné un exemple exagéré du *Home Rule*. On a là un contrôle complet sur les affaires intérieures, mais ce contrôle a de sérieuses et importantes limitations en ce qui concerne les affaires étrangères. Tel a été le résultat de ce *Home Rule* vis-à-vis de la métropole ou de la colonie du Cap.

« On nous avait toujours dit cependant que le *Home Rule* était l'union des cœurs et aussi qu'il était facile d'établir une démarcation entre les affaires intérieures et extérieures; mais à la première difficulté, au premier soupçon, le Transvaal s'est mis en communication avec l'étranger, et j'ai lu dans les journaux, dit le premier ministre, que toutes les puissances de l'Europe avaient l'intention de se coaliser pour défendre les droits du Transvaal contre l'Angleterre.

« Les puissances européennes ont été trop aimables pour le faire, mais cela montre ce qui pourrait se passer si l'Irlande avait le *Home Rule*. »

Lord Salisbury compare ensuite les habitants de la province irlandaise de l'Ulster aux Uitlanders de Johannesburg. Si on avait livré la population de l'Ulster au *Home Rule*, des docteurs Jameson auraient pu venir d'Ecosse résoudre les difficultés.

Passant ensuite à la question des affaires étrangères, lord Salisbury dit qu'il gardera le silence; cependant, par exception, il abordera deux points. Lord Salisbury explique que, bien que la doctrine de Monroë ne fasse pas partie des lois internationales, il l'a soutenue dans ses dépêches de la manière la plus formelle. « Mais tandis que nous nous faisons les avocats de la doctrine de Monroë comme règle politique, nous prenons cette doctrine uniquement dans le sens que lui donnait le président Monroë. »

Le premier ministre passe ensuite à la question d'Arménie.

« On a prétendu, dit-il, que le Gouvernement anglais s'était engagé d'honneur à secourir les Arméniens, c'est-à-dire à faire la guerre au Sultan pour le forcer à bien gouverner les Arméniens.

« On citait à l'appui de cet engagement le traité de Berlin et la convention de Chypre; mais l'article du traité de Berlin auquel on se rapporte est un engagement pris entre six puissances seulement et qui ne lie que ces puissances entre elles.

« Il consiste en ceci: si le Sultan promulgue certaines réformes, les puissances surveilleront l'exécution de ces réformes, et c'est tout.

« Maintenant, il est évident que vous devez interpréter les traités intervenus comme vous interpréteriez des traités entre individus, et la signification littéralement interprétée des termes du traité de Berlin n'implique nullement une guerre dans le but de forcer le Sultan à mieux gouverner son empire.

« On a aussi parlé de la convention de Chypre. Mais rien dans cette convention n'engage l'Angleterre à intervenir uniquement au nom des sujets opprimés du Sultan.

« J'ai participé, dit lord Salisbury, à la rédaction de l'article 61 du traité de Berlin, mais rien ne pouvait me décider à entraîner le pays dans une entreprise aussi dangereuse que celle qui consisterait à forcer le Sultan à bien gouverner un pays qu'il n'est pas disposé à bien gouverner. »

Le premier ministre a rappelé ensuite que le Sultan a récemment accepté de bonnes réformes, mais on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'il rétablît l'ordre et le bon gouvernement dans l'espace de deux mois. Cela demanderait du temps même dans un pays civilisé et à plus forte raison dans des contrées sauvages et fanatiques.

Plusieurs personnes influentes ont déclaré que les atrocités commises avaient été ordonnées par le Sultan. « Mon opinion, dit lord Salisbury, est que le Gouvernement turc est faible et impuissant, mais ce serait une grave erreur de croire que le Sultan a délibérément ordonné les massacres.

« Si vous me demandez pourquoi nous ne sommes pas intervenus, je puis seulement vous répondre au nom de l'Angleterre. Certes nous aurions pu causer quelques ennuis à la Turquie, en saisissant là les droits de douane; mais quand il s'agit de la révolte d'une population fanatique contre ceux qui pendant des siècles ont été leurs pires ennemis et quand cette population habite des montagnes loin de la côte, vous comprendrez que l'Angleterre, bien qu'elle ait le bras long, ne peut rien.

« Rien, excepté l'occupation militaire, n'aurait pu adoucir les souffrances des Arméniens, et l'Angleterre n'a pas le pouvoir d'occuper militairement l'Arménie.

« M. Gladstone, dans une lettre, a dit que l'Angleterre pourrait tenir tête à cinq ou six Gouvernements turcs. C'est là une observation irréfutable et téméraire. Nous pouvons certainement battre cinq ou six Sultans sur les mers, mais nous ne pouvons occuper toutes les provinces inaccessibles de l'Arménie.

« Confidentiallement, je puis dire qu'aucune des puissances ne désirait intervenir, et je crois que leur opinion est qu'avec de la patience, le Sultan, par son prestige, parviendra à rétablir l'ordre et à assurer l'avenir de l'industrie et du commerce. Il est donc de notre devoir de lui donner le temps nécessaire.

« Il est du reste encourageant de voir que, jusqu'à un certain degré, l'ordre a déjà été rétabli. Il faut aussi considérer que si nous n'agissons pas avec les grandes puissances, nous aurons à agir contre elles, et cela amènerait des calamités bien plus terribles et bien plus effrayantes que les atrocités arméniennes. »

En terminant, lord Salisbury a fait allusion aux récentes démonstrations patriotiques des colonies et a ajouté : « Je me soucie fort peu du degré de notre isolement, si nous restons unis. »

La Question d'Egypte.

Voici les lettres échangées entre M. Mustapha Kamel et M. Gladstone :

Paris, le 2 janvier 1896.

Très vénéré Monsieur,

Permettez à un enfant de la vallée du Nil, à un patriote qui ne rêve que la délivrance de son pays, de venir vous demander votre avis sur la solution de la question d'Egypte.

Vous avez été, depuis l'occupation de notre patrie par l'Angleterre, un partisan convaincu de son évacuation : à plusieurs reprises vous avez déclaré hau-

tement qu'il n'est pas digne de la Grande-Bretagne d'occuper indéfiniment l'Egypte et de blesser gravement par un acte pareil son propre honneur. Nous avons pris acte de toutes vos déclarations, et, quoique vous n'ayez pas pu tenir vos promesses pendant que vous étiez au pouvoir pour des raisons que nous ignorons complètement, nous croyons encore que votre conviction est, aujourd'hui comme auparavant, que la question d'Egypte n'a qu'une seule solution : l'évacuation.

C'est pourquoi il m'a paru utile de vous prier, en ce moment où la question d'Orient est si agitée, de nous faire connaître votre vrai sentiment sur notre sort. Si vous êtes resté partisan de l'évacuation, tel que nous le pensons, quand, croyez-vous, pourra-t-elle avoir lieu ?

Du reste, une déclaration de vous relative à la question d'Egypte est extrêmement utile, aujourd'hui qu'une partie considérable de vos coreligionnaires vous considère comme le grand ennemi qu'a jamais eu l'Islam.

En espérant recevoir votre réponse, je vous prie, très vénéré Monsieur, de vouloir bien agréer l'expression de ma profonde estime.

MUSTAPHA KAMEL.

M. Gladstone a répondu :

Biarritz, le 14 janvier 1896.

Cher Monsieur,

J'éprouve de la sympathie pour les sentiments que vous professez en votre qualité d'Egyptien, tels, du moins, que je les comprends. Mais je n'ai absolument aucune influence. Mes opinions ont toujours été les mêmes : nous devons sortir de l'Egypte après avoir accompli, avec honneur et au profit de ce pays, l'œuvre pour laquelle nous y sommes allés. Autant que je puis m'en rendre compte, le moment de l'évacuation est arrivé il y a quelques années.

Quand j'étais dernièrement au pouvoir, j'ai espéré que les autres Gouvernements me viendraient en aide pour le règlement de cette importante affaire. Les démarches de M. Waddington, en 1892, m'encouragèrent dans cette espérance, mais dans la suite aucune sanction conforme à nos prévisions ne fut donnée à ces démarches ; pour quelle raison ? je n'en sais rien.

Je me suis expliqué au Parlement, en 1893, et je n'ai rien à ajouter à mes explications, sinon que j'étais disposé à faire de mon mieux pour leur donner une conclusion. Depuis, je me suis entièrement retiré du Gouvernement. Je ne suis plus maintenant qu'un simple citoyen de mon pays.

W.-O. GLADSTONE.

ROUMANIE

Au cours de la discussion de l'adresse, dans la séance de la Chambre des députés, du 20 décembre/1^{er} janvier, M. Stourdza, président du Conseil, expose le programme du Gouvernement. Après avoir rendu hommage en termes émus à la mémoire de M. Jean Bratiano, M. Stourdza dit que la démission du Gouvernement conservateur ne fut pas donnée du plein gré de ses membres et ne fut pas provoquée par un caprice royal. Les conservateurs savaient qu'ils ne pouvaient plus faire de nouvelles élections ; le pays ne le voulait pas, parce que les conservateurs sont rétrogrades et violents. De plus, ils sont désunis, sans principes et sans programme nettement défini.

Le parti national libéral fut appelé au pouvoir par la confiance du roi et il a reçu, par les récentes élections, la confiance du pays.

M. Stourdza fait remarquer la liberté des élections faites par le Gouvernement actuel et les compare aux élections violentées de M. Kalargi. Il déclare que le programme entier du parti libéral, proclamé à Jassy, sera rempli. Les lois annoncées dans le message ne sont qu'une partie de ce programme, qui peut être réalisée dans la session actuelle.

Le président du Conseil commente et justifie toutes les parties du programme compris dans le message. Il annonce que les lois sur les mines, sur les con-

tributions communales, sur le clergé, attaquées par les libéraux, seront toutes modifiées, car les libéraux entendent tenir toutes leurs promesses. Mais il faut du temps et des études, car les libéraux bâlissoient, mais ne détruisent pas.

Parlant de la politique étrangère, M. Stourdza dit :

« Nous suivons une politique inaugurée par l'immortel Jean Bratiano qui a travaillé à la fondation du royaume roumain. Cette même politique nous conduira à la consolidation du royaume. Ne cherchons pas des solutions théoriques et ne nous attachons pas aux mots; agissons dans l'intérêt du pays.

« M. Grégoire Stourdza a prononcé le mot de neutralité. Certes, personne n'a aucune appréhension qu'une agression quelconque puisse venir de notre part, mais cette neutralité devrait être garantie. Nous l'avons demandée en 1877 sans qu'elle nous fût accordée. Proclamer la neutralité sans garanties est un mot en l'air: ce serait perdre notre situation. Mais, sans qu'il soit besoin de déclaration solennelle, tous savent que nous sommes un facteur important dans les efforts des grandes puissances en vue de maintenir la paix européenne. »

M. I. Gradishteano prend la parole : l'année dernière, j'ai protesté contre la théorie de M. Carp d'après laquelle la politique étrangère appartenait au Roi. Aujourd'hui un Gouvernement libéral est au pouvoir et le pays attend des renseignements plus précis sur la politique que ce Gouvernement compte suivre.

Lors de l'entrevue d'Ischl, tous les journaux étrangers ont enregistré le bruit du rattachement de la Roumanie à la triple alliance.

La question nationale continue à préoccuper tous les esprits.

Voilà deux points de la plus haute importance dont le Message ne fait pas mention.

Ce qui nous empêche de nous rattacher plus étroitement aux puissances du centre, c'est la question nationale; M. Stourdza reconnaissait lui-même qu'une amitié entre nous et les Magyars était impossible tant que nos congénères étaient pourchassés.

L'élargissement des condamnés de Cluj n'a pas fait avancer d'un pas la question nationale; c'est un événement isolé qui n'a pas eu de lendemain. Au contraire le Gouvernement hongrois a prouvé depuis lors qu'il n'entend nullement entrer dans la voie des concessions; les condamnations continuent à pleuvoir sur la tête de nos frères.

Que pouvons-nous faire en présence d'un tel état de choses? C'est d'affirmer hautement que la solution de la question transylvaine est l'unique condition de notre rattachement à la triple alliance.

Il n'y a pas longtemps, M. Dém. Stourdza employait le mot « courtier honnête ». J'espère que M. Dém. Stourdza n'a pas changé d'opinion depuis lors et que la question nationale ne sera pas oubliée par lui. En tout cas, il nous doit une explication, ne serait-ce que pour faire taire les bruits malveillants sans doute, qu'on a répandus sur son attitude.

M. Dém. Stourdza. — Si M. Gradishteano se donnait la peine de lire les Messages dans les autres pays, il verrait que ces documents n'entrent pas dans les détails de la politique étrangère.

Notre Message parle des « efforts ininterrompus de la nation ». Cela prouve que nous continuerons notre action. Quelle a été la tendance de la politique de Jean Bratiano? Dès le début, il visait l'indépendance du pays et sur ce point il n'a jamais hésité.

On demande ce qu'a fait le Roi à Ischl.

Dans le premier alinéa de la réponse au Message, vous adressez au Roi l'expression de votre respect et de votre dévouement. Or, le Roi est bien lui aussi un facteur dans ce pays; vous devrez donc lui témoigner de la confiance, car, en visitant les Cours étrangères, il sert les intérêts du pays.

Ce serait abaisser le Roi que de lui interdire de faire des visites aux Cours amies.

D'ailleurs, quel est le pays du monde qui fait une politique cartes sur table ? Pourquoi vous confierai-je ce que je fais du moment que vous ne pouvez m'être daucun secours ?

Je me suis réjoui, comme tous les Roumains, en apprenant la grâce des condamnés de Cluj, parce que je considérai que c'était le premier pas vers la conciliation. Ayons donc patience, car la patience est le secret de toutes les réussites. Le parti national-libéral conduira les intérêts de ce royaume avec tout le scrupule voulu. La question nationale est trop importante pour la traiter à la légère. Vous avez devant vous un homme qui aime mieux agir que parler.

Ici, M. Dém. Stourdza donne lecture du passage relatif à la question nationale de son discours de Jassi.

Il n'a rien à y ajouter.

La discussion est close.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Au commencement de janvier, le Dr Jameson, agent de la *Chartered Company*, a envahi le territoire du Transvaal avec une bande armée pour marcher sur Johannesburg. Il a été battu par les Boers et obligé de se rendre avec 500 hommes environ.

Le bruit s'étant répandu que le Dr Jameson avait été fusillé, M. Chamberlain, ministre des colonies de la Grande-Bretagne, a télégraphié au président Krüger pour lui demander ce qu'il en était et il ajoutait :

« Je ne le crois pas et je compte sur votre générosité à l'heure de la victoire, M. Cecil Rhodes télégraphie ce matin que le bruit qui a couru de la concentration d'une bande à Boulonwayo est absolument sans fondement. »

Au reçu de cette dépêche, M. Krüger a télégraphié à M. Chamberlain :

« J'ai reçu de Votre Excellence son télégramme daté du 4 courant, je n'ai pas donné d'ordres pour que les flibustiers faits prisonniers fussent fusillés. Leur affaire sera réglée en temps voulu, en conformité absolue avec les traditions de la République du Transvaal et en contraste saillant avec la manière d'agir inouïe des flibustiers.

« Ils ne seront soumis à aucune peine qui ne soit pas conforme à la loi.

« Tant de mensonges et tant de comptes-rendus falsifiés sont répandus en Angleterre même par les journaux les plus influents, que je crois opportun d'ajouter que les flibustiers faits prisonniers ont été traités par nos Burghers avec la plus grande considération, bien que ceux-ci aient été obligés plus d'une fois de prendre les armes pour défendre l'indépendance si chèrement achetée de notre République.

« J'espère que Votre Excellence voudra bien me pardonner la liberté que je prends, lorsque je dis, en faisant allusion à la dernière partie de son télégramme, que notre confiance en M. Cecil Rhodes a été si rudement ébranlée que sa réputation absolue des faits qui se sont passés à Boulonwayo ne doit être accueillie qu'avec la plus grande réserve.

« Nous apprenons de même à l'heure actuelle qu'une force armée est en train de se concentrer sur nos frontières. Si cela est vrai, j'espère que ce ne sera pas la parole de M. Cecil Rhodes, mais bien l'influence de votre Gouvernement et celle du Gouvernement du Cap qui suffira à empêcher de nouvelles incursions de flibustiers, bien même que cette influence n'ait pas réussi à permettre la mise à exécution des bonnes intentions du commissaire supérieur et à empêcher M. Jameson de continuer sa marche en avant.

« Votre Excellence voudra-t-elle arrêter la propagation de comptes-rendus mensongers en nous faisant l'honneur de livrer notre télégramme à la publicité ? »

M. Chamberlain a répondu : « Je remercie Votre Excellence de sa communication qui sera livrée à la publicité conformément à votre désir.

« La presse anglaise n'a pas ajouté foi aux rumeurs vous accusant de cruautés envers vos prisonniers, et pour ma part j'ai toujours eu confiance en votre magnanimité.

« J'ai envoyé à Boulonwayo un officier impérial avec mission de faire respecter mes ordres et d'empêcher toute nouvelle incursion sur votre territoire.

« Votre Excellence peut être convaincue que je maintiendrai étroitement toutes les obligations de la convention de Londres de 1884. »

Le ministre des colonies a télégraphié à Sir Hercules Robinson, à Prétoria, de remettre de sa part au président Krüger la communication suivante :

« La Reine m'a donné l'ordre de vous faire savoir que Sa Majesté a appris avec satisfaction que vous aviez décidé que les prisonniers seraient rendus à son Gouvernement. Cet acte sera un titre d'honneur pour Votre Excellence. Il aura comme conséquence, dans le sud de l'Afrique, la paix et la coopération harmonieuse des races britannique et hollandaise, coopération nécessaire pour le développement et la prospérité future de l'Afrique du Sud. »

Sir Hercules Robinson a télégraphié que le président Krüger déclare, en réponse au télégramme que M. Chamberlain lui a adressé par ordre de la Reine, qu'il a réellement l'intention de livrer Jameson et les autres prisonniers aux autorités anglaises afin qu'ils soient punis par le Gouvernement anglais. Le président Krüger fera connaître sa décision définitive à ce sujet aussitôt que l'ordre et la tranquillité seront rétablis à Johannesburg. En attendant, il prie sir Hercules Robinson de faire savoir à la Reine combien il apprécie les paroles qu'elle lui a adressées et de transmettre ses remerciements à Sa Majesté, en lui offrant ses bons et respectueux hommages.

La dépêche de sir Hercules Robinson ajoute que le Gouvernement du Transvaal proclame l'amnistie générale pour tous ceux qui déposeront les armes à Johannesburg avant 6 heures du soir; exception est faite pour les chefs de l'agitation récente.

La Chambre de l'Etat libre d'Orange s'est réunie en session extraordinaire, en raison de la crise du Transvaal. En l'absence du président de la République qui n'est pas encore nommé, le président par intérim a, dans son message d'ouverture, exprimé son indignation pour la légèreté impardonnable, l'arrogance et la présomption avec lesquelles un fonctionnaire supérieur d'une puissance amie avait violé en pleine paix le territoire du Transvaal et risqué ainsi de troubler la tranquillité du sud de l'Afrique pendant plusieurs générations.

Le Message exprime ensuite la satisfaction pour la répudiation de cet acte par M. Chamberlain et par le commissaire britannique, ainsi que pour la victoire du Transvaal.

Le président espère en terminant que l'intervention de sir Hercules Robinson aura pour effet d'amener une solution pacifique et raisonnable.

La Chambre a voté une résolution par laquelle l'Etat d'Orange s'engage à porter secours au Transvaal toutes les fois que ce sera nécessaire. Elle déclare que l'existence de la Chartered Company est un danger pour la paix de l'Afrique : elle exprime l'opinion que la charte devrait être abrogée et que le pays administré par la Compagnie devrait passer sous la domination de l'autorité impériale ou bien des autorités du Cap.

La résolution réclame en outre la garantie que la paix ne sera pas troublée dans le pays de Rhodesia.

Voici le texte de la proclamation adressée le 12 janvier par le président Krüger aux habitants du Rand :

« Des milliers d'entre vous, y compris beaucoup de meneurs, ont été égarés et trompés par un petit nombre d'individus artificieux du dedans et du dehors du Transvaal, qui ont adroitement soulevé les innocents habitants de Johannesburg, sous prétexte de leur faire conquérir leurs droits politiques.

« Je l'émis quand je songe à l'effusion du sang qui aurait pu en résulter si la miséricordieuse Providence ne nous avait sauvés, mes Burghers et vous !

Et maintenant je m'adresse à vous en pleine confiance ; je vous demande de renforcer le Gouvernement, de coopérer avec lui pour faire de cette République un pays où toutes les nationalités puissent vivre ensemble fraternellement.

« Il y avait plusieurs mois que je songeais aux améliorations et aux modifications qu'on pourrait apporter à la Constitution, mais j'ai été retenu par des instigations inqualifiables émanant notamment des journaux. J'avais l'intention de soumettre à la Chambre un projet de création de municipalité pour Johannesburg. Mais maintenant, je vous le demande, oserais-je le faire après tout ce qui s'est passé ? »

En conclusion, le président demande aux habitants de donner au Gouvernement la possibilité de se présenter devant la Chambre avec des mots d'oubli et de pardon.

La Chambre des députés du Transvaal s'est réunie le 14 janvier, mais elle s'est ajournée, parce que la surexcitation des Burghers était trop forte pour permettre de prendre avec calme des mesures législatives relatives aux causes de la rébellion.

La Chambre a d'abord autorisé le Gouvernement à augmenter de 400 hommes le corps de l'artillerie, puis elle a voté des remerciements à la République libre d'Orange pour son appui fraternel ; elle en a également voté à sir Hercules Robinson, gouverneur du Cap, et au commissaire britannique au Transvaal, pour avoir fait tous leurs efforts en vue de soutenir le Gouvernement boér et d'empêcher l'effusion du sang et pour l'empressement et la vigueur avec lesquels le gouverneur du Cap a accompli sa tâche si difficile.

Dans son Message, le président Krüger dit qu'il a remis à une période plus calme l'étude qu'il a l'intention de faire avec la Chambre sur les causes qui ont amené le lâche complot ; mais actuellement la ferme résolution du Gouvernement est de maintenir les droits sacrés et les intérêts de la République et d'établir celle-ci sur des fondations plus solides et plus sûres.

Tout le travail législatif est ajourné à la session de mai.

Sir Hercules Robinson et le Gouvernement du Transvaal ont conclu un arrangement final d'après lequel le docteur Jameson et ses officiers seront conduits comme prisonniers en Angleterre, où ils seront jugés.

Les hommes de l'expédition seront remis au Gouvernement anglais pour être conduits en Angleterre ou dans tout autre pays. Le Gouvernement anglais agira envers eux comme il croira devoir le faire.

Le haut commissaire anglais a donné au gouverneur du Natal des instructions pour procéder aux arrangements nécessités par la livraison des prisonniers sur la frontière de cette province.

Les simples soldats sont déjà arrivés à Volkrust. Jameson et ses officiers seront envoyés à la frontière du Natal aussitôt que les arrangements pour les recevoir seront terminés.

— Le 3 janvier, l'Empereur d'Allemagne avait envoyé au président Krüger la dépêche suivante qui a produit une grande émotion en Angleterre :

« Je vous félicite sincèrement, parce que, avec votre peuple, sans recourir à l'aide des puissances amies, et en n'employant que vos propres forces contre les bandes armées qui avaient fait irruption sur votre territoire en perturbateurs de la paix, vous avez réussi à rétablir la situation pacifique et à protéger votre pays contre les attaques provenant du dehors.

— « GUILLAUME. »

SUISSE

Le 21 novembre/3 décembre, M. Schneider, consul suisse à Alhènes, a échangé au nom du Conseil fédéral, avec le ministre des affaires étrangères

du royaume de Grèce, la déclaration ci-après concernant la protection réci-proque des marques de fabrique et de commerce.

« Les ressortissants suisses jouiront en Grèce et les ressortissants hellènes jouiront en Suisse, en ce qui concerne la protection de leurs marques de fabrique et de commerce, des mêmes avantages que les nationaux, pourvu qu'ils se conforment réciproquement aux dispositions et aux formalités pres-crites par les lois et règlements en vigueur dans les deux Etats.

« Il est bien entendu que la présente déclaration aura la même durée que la convention provisoire de commerce, du 10 juin 1887 (voir feuille fédérale de 1887, III. 70). » (Feuille fédérale du 25 décembre 1895.)

Extrait des délibérations du Conseil fédéral.

(Du 28 décembre 1895.)

L'arrêté fédéral du 28 juin 1895, concernant l'organisation et le mode de procéder du conseil fédéral, devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1896, le conseil fédéral, sur le rapport de son département des affaires étrangères, a pris la décision suivante.

1. A partir du 1^{er} janvier 1896, la correspondance qui, en exécution d'arrê-tés du conseil fédéral, doit être adressée aux gouvernements étrangers et à leurs représentants, ainsi qu'aux légations et aux consulats suisses, partira, dans la règle, du conseil fédéral et, conformément à l'article 19 de l'arrêté fédéral du 21 août 1878, sera signée, au nom de cette autorité, par le pré-sident et par le chancelier de la Confédération.

2. Dans toutes les affaires de leur compétence, c'est-à-dire dans toutes celles dont la connaissance leur est attribuée par l'arrêté fédéral du 28 juin 1895, les départements peuvent et doivent correspondre directement avec les légations et les consulats suisses ; toutefois, ils tiendront constamment le département politique au courant de tous les événements qui peuvent avoir une influence quelconque sur les relations de la Suisse avec l'étranger.

3. Le secrétaire du conseil fédéral donnera connaissance au département politique, par des extraits de procès-verbal, de tous les débats et arrêtés con-cernant des questions internationales et des législations étrangères (par exem-ple l'état civil, le mariage, etc.).

4. Toutes les affaires où il ne s'agit que de servir d'intermédiaire entre les autorités cantonales et les particuliers, d'une part, et les légations ou les con-sulats suisses, d'autre part (demandes de renseignements, actes d'état civil ou papiers de légitimation à procurer, successions à recueillir, recherches à ordon-ner, secours à dispenser, livres et manuscrits à procurer pour un usage mo-mentané, paiements pour le compte de tiers, rapatriements, certificats, etc., en tant que ces affaires ne rentrent pas dans la compétence du département de justice et police) seront, comme par le passé, traitées par la chancellerie fédé-rale.

5. En communiquant aux légations et aux consulats suisses quelques exem-plaires de l'arrêté fédéral du 28 juin 1895, on les invitera à adresser, dès le 1^{er} janvier 1896, toutes leurs dépêches au conseil fédéral ou au président de la Confédération, s'il ne s'agit pas de réponses à des lettres qu'un département ou une section de département leur aura directement envoyées, ou encore de rapports politiques. Ce sera ensuite à la chancellerie fédérale de soumettre cette correspondance au président de la Confédération, puis de la faire par-venir immédiatement aux dicastères compétents.

Les légations et les consulats étrangers accrédités auprès de la Confédéra-tion suisse seront également invités à adresser leurs notes au conseil fédéral ou au président de la Confédération. En leur communiquant l'arrêté fédéral du 28 juin 1895, on les rendra attentifs à ce point que, à partir du 1^{er} janvier 1896, le département des affaires étrangères portera le nom de département politique de la Confédération suisse.

6. La chancellerie fédérale est chargée d'ouvrir toute la correspondance adressée au conseil fédéral ou au président de la Confédération, d'en préparer la transmission à qui de droit et d'en tenir un registre. Elle remettra sans délai au président de la Confédération les lettres qui doivent être transmises.

Les relations avec les bureaux internationaux auront lieu comme suit.

Les notes à l'adresse de ces bureaux seront également ouvertes par le régistre de la chancellerie fédérale et transmises par le président de la Confédération aux départements compétents, savoir : au département des chemins de fer et des postes, s'il s'agit de l'union postale universelle, du bureau international des télégraphes et de l'office central des transports internationaux par chemins de fer, et au département de justice et police, s'il est question de la propriété industrielle, littéraire et artistique.

Après avoir pris connaissance de ces notes, les départements susnommés les transmettront, sans délai et en original, au bureau international respectif ; celui-ci en prendra copie et restituera les originaux le plus vite possible au département compétent.

Les propositions des bureaux internationaux seront communiquées au conseil fédéral par la même voie, c'est-à-dire qu'elles seront enregistrées par la chancellerie fédérale, transmises par le président de la Confédération aux départements compétents et soumises par ceux-ci au conseil fédéral, pour qu'il statue à leur sujet.

Les projets de notes des bureaux internationaux doivent être rédigés comme des notes provenant du conseil fédéral.

7. Les propositions et les pièces que les départements ont à soumettre au conseil fédéral, ils sont invités à les faire tenir au président de la Confédération, non pas directement, mais par l'entremise du secrétariat du département politique.

8. Après chaque séance du conseil fédéral, la chancellerie fédérale en transmettra, en copie, le procès-verbal au président de la Confédération.

VÉNÉZUÉLA

M. le Dr Calcano, ancien ministre des affaires étrangères du Vénézuela, vient de publier à Caracas, sous le titre : *Le droit du Vénézuela dans son différend avec l'Angleterre*, une brochure dont voici l'analyse :

« Disons d'abord que le Vénézuela a été, pendant plus de trois cents ans, une colonie appartenant à l'Espagne ; qu'après une longue et sanglante guerre, il réussit à se rendre indépendant, et que l'Espagne, en reconnaissant, en 1843, son indépendance, renonça, en faveur du Vénézuela, à la souveraineté, aux droits et aux actions qu'elle avait sur le territoire connu sous le nom de « Capitainerie générale du Vénézuela ».

Le Vénézuela hérita donc de tout ce qui appartenait à sa mère-patrie en 1810, époque à laquelle il poussa le premier cri de son indépendance.

M. Calcano commence par citer le traité de paix de 1814, par lequel la Hollande, après une guerre sanglante avec l'Angleterre, céda à celle-ci ses colonies du Cap de Bonne-Espérance, de Esequibo, de Berbice et de Demerara. Le traité ne dit pas le *Moroco*, sur lequel les Anglais, aujourd'hui, prétendent avoir des droits : mais bien l'*Esequibo*.

Si, donc, le titre de propriété fixe l'*Esequibo* comme limite, sur quoi se fondent les Anglais pour vouloir aller plus loin ? En admettant même que les Hollandais eussent eu des droits pour s'étendre au delà, l'Angleterre ne pourrait pas invoquer ces droits, puisque la Hollande ne lui a cédé que ses colonies de l'*Esequibo*. En tous cas, ce serait avec la Hollande qu'il faudrait s'entendre.

Le célèbre voyageur français du XVIII^e siècle, La Condamine, qui parcourut presque toute l'Amérique du Sud, s'exprime ainsi dans son ouvrage sur l'Équateur :

« La Guyane hollandaise commence à la rivière Marawine et finit à celle de l'Esequibo. »

« La Guyane espagnole est comprise entre celui-ci, qui est la limite de la Guyane hollandaise, et le fleuve Orénoque. »

Le géographe anglais J.-W. Noire, dans son livre imprimé à Londres en 1818, sur les côtes de la Guyane, dit :

« La Guyane britannique s'étend depuis la rivière Courané vers le nord-ouest jusqu'à la rivière Esequibo, ainsi qu'il est stipulé dans le traité de Munster de 1648, entre les Espagnols et les Hollandais. Ce traité n'a jamais été révoqué, et quoique des planteurs anglais et hollandais se soient établis au nord, sur les bords du Pomaron et au delà du cap Nasseau, ces limites auxquelles prétend l'Angleterre, sont, en réalité, sur le territoire de la Guyane espagnole. »

M. Calcano, après avoir cité quelques documents, reproduit l'article 8 du traité d'Utrecht, signé le 13 juillet 1713 par l'Angleterre et l'Espagne :

« Et pour que la navigation et le commerce des Indes occidentales prennent plus de consistance et soient suffisamment garantis, il est convenu, par le présent traité, que ni le roi catholique, ni aucun de ses héritiers ou successeurs, ne pourront vendre, céder ou engager aux François, ni à aucune autre puissance des terres, des domaines ou parties de territoires de l'Amérique espagnole; et afin d'assurer l'intégrité entière des domaines de l'Amérique espagnole, la reine de la Grande-Bretagne promet d'aider les Espagnols à récupérer les anciennes limites de ses domaines de l'Amérique, telles qu'elles étaient du temps du roi catholique Charles II, si, par quelques circonstances, ces limites venaient à souffrir un changement après la mort dudit roi catholique Charles II. »

Ainsi donc, l'Angleterre reconnaissait à l'Espagne ses domaines de l'Amérique du Sud, avec leurs limites telles qu'elles existaient à la mort du souverain espagnol. Non seulement, la Grande-Bretagne les reconnaît, mais encore elle promet de les aider au besoin, et pour cela, elle engage la *parole royale*.

Le roi Charles II mourut en 1700, et en résumé, dit M. Calcano, si, comme nous l'avons prouvé, la rivière Esequibo formait, en 1779, la limite entre l'Espagne et la Hollande, et si l'Espagne, à cette époque, possédait de fait et de droit tout le territoire compris entre l'Esequibo et l'Orénoque, comme l'avait reconnu la Hollande depuis 1648 par le traité de Münster, si ces limites étaient les mêmes en 1791, comme le prouve le traité entre la Hollande et l'Espagne, signé à Aranjuez le 23 juillet de la même année; et si en 1814 ces limites étaient encore celles qui séparaient les deux Guyanes, la Hollande n'ayant pas pu céder davantage, il est clair que ces limites étaient bien celles qui existaient un siècle auparavant, c'est-à-dire en 1700, au moment de la mort de Charles II.

Donc l'Esequibo constitue bien la frontière que l'Angleterre elle-même s'était engagée à soutenir et à défendre en faveur des possessions espagnoles.

Le Vénézuéla n'a jamais vendu, ni cédé, ni engagé aucune parcelle de son territoire depuis le traité de paix signé, en 1814, par la Hollande et la Grande-Bretagne.

Si l'Angleterre croit avoir plus de droits que ceux qui lui ont été cédés, en 1814, par les Pays-Bas, elle doit présenter ses titres, et c'est pour cela que le Vénézuéla n'a cessé, depuis de longues années, de citer la Grande-Bretagne devant un Tribunal d'arbitrage.

Le Vénézuéla réclame cet arbitrage.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} Janvier. — *Le premier ministre de Richelieu, I. La Politique d'autorité*, par Gabriel Hanotaux. — *Souvenirs diplomatiques de Russie et d'Allemagne (1870-1872) : M. Thiers à Saint-Pétersbourg, la ligue des neutres, la dénonciation du traité de 1856*, par le marquis de Gobriac. (L'auteur a été successivement chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg et à Berlin durant cette période difficile ; il raconte ce qu'il a vu avec beaucoup de simplicité et de réserve.) — *La Cour d'assises de la Seine : II. le Jury*, par Jean Cruppi. — *Le romantisme et l'éditeur Renduel* ; *Pétrus Borel, Lamennais, Alfred et Paul de Musset, Sainte-Beuve*, par Ad. Jullien (suite de ces piquantes études). — *David-Frédéric Strauss et sa Correspondance*, par G. Valbert.

1^{er} Janvier. — *Souvenirs diplomatiques* (suite), par le marquis de Gobriac. (Cette partie comprend : *La Russie à la fin de la guerre franco-allemande*, le général le Flô à Saint-Pétersbourg, la mission du marquis de Gobriac à Berlin.) — *Le Prince Louis-Napoléon : l'élection à la Présidence*, par Em. Ollivier. — *Les chemins de fer et le budget : les charges de l'Etat en 1894, variations et perspectives d'avenir*, par G. Colson, ancien directeur des chemins de fer. — *La doctrine de Monroe et le Conflit anglo-américain*, par F. de Pressensé. — *Les Collectionneurs à Rome à la fin du XVIII^e siècle : les Piranesi*, par A. Geffroy.

Le Correspondant.

10 janvier. — *Proudhon et le Christianisme*, par Arthur Desjardins. — *Un lac à Tombouctou*, par A. de Lapparent (exposé des dernières explorations géographiques dans cette région). — *Le P. Joseph écrivain : l'Ecrivain politique*, par Ad. Lair (à propos d'un travail récent qui complète la biographie du P. Joseph, par M. Fagniez). — *La situation actuelle des Syndicats professionnels*, par Hubert-Valleroux. (Conclusion : l'institution en elle-même n'est qu'un instrument qui vaut ce que ceux qui en usent lui font produire ; les syndicats sont bons ou mauvais, très utiles ou très nuisibles, suivant le vouloir de ceux qui en ont la conduite, il n'y a ni loi ni durée qui puisse changer cela.) — *La Guerre sur mer* (à propos du livre de l'amiral Fournier sur la flotte nécessaire). — *La Télégraphie et la Téléphonie* (fin), par J. de Roe.

25 Janvier. — *Le Transvaal et l'Afrique du Sud. I. Les Boers, les annexions anglaises*, par Paul Bérenger (historique allant jusqu'en 1884). — *Un hiver à Paris sous le Consulat*, par J.-F. Reichardt (lettres du directeur de l'opéra de Berlin contenant beaucoup d'anecdotes, de portraits, de réflexions et de tableaux de mœurs). — *Les mœurs du Congo, les sacrifices humains, le rachat des esclaves*, par O. Allaire, missionnaire apostolique, ayant plus de 10 années de séjour dans les régions de l'Afrique.

La Revue de Paris.

1^{er} Janvier. — *Le Traité de Tananarive*, par G. Hanotaux (exposé des conditions dans lesquelles le cabinet Ribot, s'il n'eût pas été renversé, se fût efforcé de faire ratifier d'appliquer le traité conclu par le général Duchesne et rejeté sans débat dans l'histoire). — *Notes sur Londres*, par Mme Alphonse Daudet. — *La loi militaire et les carrières civiles*.

15 janvier. — *Napoléon à Dresde (1812)*, par Albert Vandal. — *L'avenir de l'Afrique du Nord*, par Jules Saurin. — *Conversation avec M. de Bismarck* (extrait des mémoires du duc de Persigny). — *Deux diplomates : le différend*

anglo-américain. (Exposé de la question avec de longs extraits de la correspondance diplomatique. Il en résulte que le message du Président Cleveland qui a tellement surpris l'opinion, était la suite naturelle de cette correspondance. Le Président voulait avertir l'opinion américaine et même celle du monde entier, interrompre la prescription, non seulement en ce qui concerne l'affaire du Vénézuela, mais relativement à la doctrine de Monroë elle-même. L'opinion publique est averti et l'on discute en pleine lumière. Tout porte à croire que les conséquences funestes du conflit s'entretenait dans l'ombre sont en même temps devenues évidents pour tout le monde et que, par conséquent, chacun s'employant à l'éviter, la question anglo-vénézuélienne finira par s'arranger.)

Revue politique et littéraire.

2 novembre. — *Emile Augier*, par Jules Claretie. — *L'organisation socialiste : les Blanquistes*, par de Seilhac. — *Souvenirs de Crimée : la prise du Mamelon vert*, par le capitaine Loizillon (lettre adressée du champ de bataille).

9 décembre. — *Les réformes hospitalières de Paris*, par Paul Strauss. — *M. Alfred Rambaud*, par Arm. du Mesnil. — *Paris en 1890*, par A. Chuquet (introduction à la publication du voyage en France de l'Allemand Halem en octobre et novembre 1890). — *La prochaine guerre en Europe* (analyse d'un article publié aux Etats-Unis par un ingénieur).

16 novembre. — *Le Congrès des religions devant l'opinion* (lettres de personnalités considérables à divers titres). — *Voyage au Monténégro : Cetinje*, par MM. Avelot et de la Nézière.

23 novembre. — *Le Sultan et sa Cour*, par Richard Dary. — *La guerre sur mer en 1870-71*, par le comte Roussel. (Cet aspect de la guerre franco-allemande a été peu étudié jusqu'à présent.)

30 novembre. — *La révision en Belgique*, par le baron de Haulleville. — *Question douanière : le Cadena*, par Charles Roux, député.

7 décembre. — *La crise du suffrage universel*, par Paul Laffitte. — *La France en 1814 : la province*, par Pierre Mille (continuation d'intéressantes études faites d'après les récits de voyageurs anglais). — *Le Conseil supérieur du Travail*, par Hector Depasse.

14 décembre. — *La vérité sur la question arménienne* (exposé sommaire). — *Le Congrès des religions devant l'opinion* ; Conclusion de l'enquête.

21 décembre. — *Noël aux avant-postes, souvenir de 1870*, par Paul de Nay. — *Le suffrage universel en Belgique*, par M. Goblet d'Alviella. — *Une visite aux châteaux de Louis II de Bavière*

28 décembre. — *La politique étrangère en 1893* (résumé de l'histoire de l'année).

Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Janvier. — *Le Vatican et les évolutions de la politique papale*, par F. Dumur (situation de la papauté à l'égard de l'Italie et de l'église d'Orient). — *La Sibérie ignorée*, d'après un recent voyage, par Michel Delines. — *La Russie à Constantinople*, par Ed. Tollichet. (Exposé des vues de l'auteur sur la question d'Orient dans son état actuel. — La Turquie serait condamnée à disparaître, et il s'agirait de régler le partage de son territoire, ce qui n'est pas chose aisée.)

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. Léon FREMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

FRANCE. — GRANDE-BRETAGNE.

Déclaration relative aux affaires de Siam et du Haut-Mékong, à la délimitation de leurs possessions à l'ouest du Bas Niger et aux relations commerciales avec la Tunisie.

15 janvier 1896.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la déclaration suivante :

1. Les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne s'engagent mutuellement à ne faire pénétrer, dans aucun cas ou sous aucun prétexte, sans le consentement l'un de l'autre, leurs forces armées dans la région comprenant les bassins des rivières Petchabouri, Meiklong, Ménam et Bang Pa Kong (rivière de Petriou) et de leurs affluents respectifs, ainsi que le littoral qui s'étend depuis Muong Bang Tapan jusqu'à Muong Pase, les bassins des rivières sur lesquelles sont situées ces deux villes, et les bassins des autres rivières dont les embouchures sont incluses dans cette étendue de littoral ; et comprenant aussi le territoire situé au nord du bassin du Ménam entre la frontière Anglo-Siameuse, le fleuve Mékong et la limite orientale du bassin du Me Ing. Ils s'engagent en outre à n'acquérir dans cette région aucun privilège ou avantage particulier dont le bénéfice ne soit pas commun à la France et à la Grande-Bretagne, à leurs nationaux et ressortissants, ou qui ne leur serait pas accessible sur le pied de l'égalité.

Ces stipulations, toutefois, ne seront pas interprétées comme dérogeant aux clauses spéciales qui, en vertu du traité conclu le 3 octobre 1893 (1), entre la France et le Siam, s'appliquent à une zone de 25 kilom. sur la rive droite du Mékong et à la navigation de ce fleuve.

(1) V. ce Traité, *Archives*, 1894, 1, p. 136.

2. Rien dans la clause qui précède ne mettra obstacle à aucune action dont les deux Puissances pourraient convenir, et qu'elles jugeraient nécessaire pour maintenir l'indépendance du Royaume de Siam. Mais elles s'engagent à n'entrer dans aucun arrangement séparé qui permette à une tierce Puissance de faire ce qu'elles s'interdisent réciproquement par la présente déclaration.

3. A partir de l'embouchure du Nam Huok et en remontant vers le nord jusqu'à la frontière chinoise, le thalweg du Mékong formera la limite des possessions ou sphères d'influence de la France et de la Grande-Bretagne. Il est convenu que les nationaux et ressortissants d'aucun des deux pays n'exerceront une juridiction ou autorité quelconque dans les possessions ou la sphère d'influence de l'autre pays.

Dans la partie du fleuve dont il s'agit, la police des îles séparées de la rive britannique par un bras dudit fleuve appartiendra aux autorités françaises tant que cette séparation existera. L'exercice du droit de pêche sera commun aux habitants des deux rives.

4. Les deux Gouvernements conviennent que tous les priviléges et avantages commerciaux ou autres, concédés dans les deux provinces chinoises du Yunnan et du Setchuen soit à la France, soit à la Grande-Bretagne, en vertu de leurs conventions respectives avec la Chine du 1^{er} mars 1894, et du 20 juin 1895 (1), et tous les priviléges et avantages de nature quelconque qui pourront être concédés par la suite dans ces deux mêmes provinces chinoises soit à la France, soit à la Grande-Bretagne, seront, autant qu'il dépend d'eux, étendus et rendus communs aux deux puissances, à leurs nationaux et ressortissants, et ils s'engagent à user à cet effet de leur influence et de leurs bons offices auprès du Gouvernement chinois.

5. Les deux Gouvernements conviennent de nommer des Commissaires délégués par chacun d'eux, et qui seront chargés de fixer de commun accord, après examen des titres invoqués de part et d'autre, la délimitation la plus équitable entre les possessions Françaises et Anglaises dans la région située à l'ouest du Bas Niger.

6. Conformément aux stipulations de l'article 40 de la Convention générale conclue entre la Grande-Bretagne et la Régence de Tunis le 19 juillet 1875, qui prévoit une révision de ce traité « afin que les deux Parties contractantes puissent avoir occasion de traiter ultérieurement et de convenir de tels arrangements qui puissent tendre encore davantage à améliorer leurs relations mutuelles et à développer les intérêts de leurs nations respectives », les deux Gouvernements conviennent d'ouvrir immédiatement des négociations en vue de remplacer ladite Convention générale par une Convention nouvelle répondant aux intentions annoncées dans l'article qui vient d'être cité.

Fait à Londres, le 15 janvier 1896.

(L. S.) Alph. de COURCEL.
(L. S.) SALISBURY.

— Au sujet de cette déclaration, M. Berthelot, ministre des affaires

(1) V. les Conventions franco-chinoises, *Archives*, 1895, IV, p. 396.

étrangères, a adressé à M. Guieysse, ministre des colonies, la lettre suivante :

Paris, le 20 janvier 1896.

J'ai l'honneur de vous communiquer, avec les lettres échangées par eux à cette occasion, les déclarations signées le 15 janvier par M. de Courcel et lord Salisbury, et qui règlent diverses questions pendantes entre le Gouvernement français et le Gouvernement britannique.

Je vous signalerai particulièrement la délimitation de nos possessions d'Indo-Chine, délimitation fixée au cours du Mékong, entre le Gouvernement français et le Gouvernement britannique. Les dispositions relatives à cette même limite entre le Siam et nous, inscrites dans notre traité du 3 octobre 1893, sont visées d'une manière expresse. On ne saurait méconnaître l'importance de cet accord qui met fin à une contestation existant depuis plusieurs années entre les deux Gouvernements. La remise entre nos mains du territoire du Muong-Sing, occupé indûment, à nos yeux, par une force anglaise, présente à cet égard un intérêt moral et matériel des plus sérieux, indépendamment même du rôle que ce territoire est susceptible de jouer dans l'ouverture des voies de communication entre nos possessions et l'empire Chinois par la vallée du Mékong.

Vous remarquerez les dispositions relatives au Royaume de Siam. Les deux Gouvernements déclarent qu'ils mettent en dehors de toute action militaire de leur part la partie de ce Royaume comprise dans le bassin du Ménam et qu'ils s'engagent à n'entrer dans aucun arrangement séparé qui permette à une tierce Puissance de faire ce qu'ils s'interdisent réciproquement. Ils s'engagent, en outre, à n'acquérir dans cette région aucun privilège ou avantage particulier dont le bénéfice ne soit pas commun à leurs nationaux et ressortissants. Les autres parties du Royaume de Siam demeurent en dehors de cette clause de neutralisation réciproque. Chacune des deux Puissances conserve le droit d'assurer l'exécution des traités existant entre elle et le Siam par les voies et moyens convenables. Je n'ai pas besoin d'ajouter, en ce qui touche l'exécution demeurée jusqu'ici incomplète du traité du 3 octobre 1893, que nous userons de cette faculté en nous inspirant des sentiments de modération et d'équité qui nous ont toujours guidés.

M. BERTHELOT.

ANNEXES A LA DÉPÈCHE DE M. BERTHELOT A M. GUIEYSSSE, EN DATE DU 20 JANVIER 1896

I

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, au marquis de Salisbury, premier ministre de Sa Majesté britannique.

Londres, le 15 janvier 1896.

Les deux Gouvernements de France et de Grande-Bretagne s'étant mis d'accord pour régler un certain nombre de questions qui ont donné lieu, dans les derniers temps, à des discussions entre eux, je suis heureux de pouvoir vous annoncer l'adhésion du Gouvernement de la République française aux arrangements constatés par la déclaration ci-jointe que j'ai été autorisé à signer avec Votre Seigneurie.

Mon Gouvernement à la confiance que la conclusion de ces négociations, en manifestant la bonne entente établie entre la France et l'Angleterre, sera de nature à exercer une influence salutaire sur les populations soumises à l'auto-

rité des deux pays ou voisines de leurs possessions respectives. Elle témoignera, en particulier, de leur commune sollicitude pour la sécurité et la stabilité du Royaume de Siam. Les assurances que les deux Gouvernements ont échangées impliquent, en effet, de la part de chacun d'eux, le désir d'entretenir avec ce royaume les relations les plus amicales et l'intention de respecter les Conventions existantes.

Je ne doute pas que Votre Seigneurie ne partage mon sentiment à cet égard et je saisiss cette occasion, etc.

Alph. de COURCEL.

II

Le marquis de Salisbury, premier ministre de Sa Majesté britannique, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

(*Traduction.*)

Foreign Office, 15 janvier 1896.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre, en date de ce jour, par laquelle Elle m'annonce que Son Gouvernement accepte les arrangements sur lesquels nous sommes tombés d'accord pour le règlement de diverses questions récemment discutées entre nos deux Gouvernements, et que vous êtes autorisé à signer la Déclaration dans laquelle ces arrangements sont consignés.

J'ai été heureux d'en recevoir l'avis et je suis prêt à signer immédiatement cette Déclaration avec vous.

Vous me faites connaitre que votre Gouvernement a la confiance que la conclusion de ces négociations, en manifestant la bonne entente établie entre la France et l'Angleterre, sera de nature à exercer une influence salutaire sur les populations soumises à l'autorité des deux pays ou voisines de leurs possessions respectives.

Vous ajoutez que cette déclaration témoignera, en particulier, de la commune sollicitude des deux Gouvernements pour la sécurité et la stabilité du Royaume de Siam et que les assurances échangées par eux impliquent, en effet, de la part de chacun d'eux, le désir d'entretenir avec ce Royaume les relations les plus amicales et l'intention de respecter les conventions existantes.

Je suis heureux de recevoir cet exposé des vues et des intentions de votre Gouvernement et d'en prendre note, et de vous offrir des assurances semblables de la part du Gouvernement de Sa Majesté britannique.

SALISBURY.

PAYS-BAS. — ROUMANIE

Convention d'extradition.

27 septembre/3 octobre 1894.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Roumanie, ayant résolu d'un commun accord de conclure une nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas, M. le jonkheer W.-M. de Weede, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., ministre résident de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas près la Cour royale de Roumanie,

Et Sa Majesté le Roi de Roumanie, M. Alexandre Lahovari, grand'-

croix de Son ordre de la Couronne de Roumanie, etc., etc., Son ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement de Roumanie s'engagent à se livrer réciprocurement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée :

1^o Attentat contre la vie du Souverain ou contre celle des membres de sa famille ;

2^o Meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant ;

3^o Menaces faites par écrit et sous une condition déterminée ;

4^o Avortement procuré par la femme enceinte ou par d'autres ;

5^o Sévices ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort, sévices commis avec prémeditation ou sévices graves ;

6^o Viol ; attentat à la pudeur ; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au-dessous de l'âge de quatorze ans, ou avec une femme au-dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance ; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de quatorze ans ; excitation d'une personne, au-dessous de cet âge, à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers ;

7^o Excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs ;

8^o Bigamie ;

9^o Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant ;

10^o Enlèvement de mineurs ;

11^o Contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non-contrefaçons et non-altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papier-monnaie contrefaçons ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein ;

12^o Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi ; la détention ou l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait, au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés ;

13^o Faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée ;

14^o Faux témoignage, subornation de témoins, faux serment ;

15^o Corruption de fonctionnaires publics ; concussion ; détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels ;

16^o Incendie allumé à dessein, même par le propriétaire, lorsqu'i

peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse ;

17^o Destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, même par le propriétaire, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ;

18^o Actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens ;

19^o Le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui ;

20^o Emeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs ;

21^o Le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer ;

22^o Vol ;

23^o Escroquerie ;

24^o Abus de blanc-seing ;

25^o Détournement ou appropriation illégale d'une chose appartenant en tout ou en partie à autrui, et que le détenteur possède autrement que par suite d'un délit ;

26^o Banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du Pays auquel l'extradition est demandée.

Dans aucun cas, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire est également punissable d'après la législation du Pays auquel la demande a été adressée et que l'extradition de ce chef n'y est pas interdite.

Art. 2. — L'extradition n'aura pas lieu :

1^o Lorsque le fait a été commis dans un Pays tiers et que le Gouvernement de ce Pays requiert l'extradition ;

2^o Lorsque la demande en sera motivée par le même fait, pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le Pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté ;

3^o Si, d'après les lois du Pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Art. 3. — L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 4. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néanmoins, si, d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée,

si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Art. 5. — L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi, ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, ni extradé à un Etat tiers sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi, ni puni du chef d'un fait punissable prévu par la convention, antérieur à l'extradition, autre que celui ayant motivé cette dernière, sans le consentement du Gouvernement qui a livré l'extradé, et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'art. 7 de la présente convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Art. 6. — Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée, à raison de l'un des faits de droit commun, mentionnés à l'art. 1, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Art. 7. — L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8. — Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Art. 9. — En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée :

Du côté des Pays Bas, par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire) ;

Du côté de la Roumanie, par le juge d'instruction et par les officiers de police judiciaire.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Art. 10. — L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue

pour un autre motif, mis en liberté, si, dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Art. 11. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence, toutefois, une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 12. — Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 13. — Lorsque, dans une cause pénale non politique, la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 14. — Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce Puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'art. 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des art. 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 15. — Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à

extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 16. — La présente convention, laquelle n'est pas applicable aux Colonies, ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution, la convention du 13 septembre 1881 cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Bucarest, le neuf octobre (vingt-sept septembre) mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(L. S.) Signé : Al. LAHOVARI.
(L. S.) Signé : W. M. DE WEEDE.

ALLEMAGNE. — SUISSE

Convention relative à la commune badoise de Büsingén.

21 septembre 1895 (1).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, d'autre part, animés du désir d'accorder à la commune badoise de Büsingén certaines facilités de trafic frontière et d'assurer l'administration de la justice pénale dans le ressort de cette commune, ont, à cet effet, entamé des négociations et nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : M. A. Lachenal, vice-président du conseil fédéral et chef du département des affaires étrangères,

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse : M. le Dr Clement-Auguste Busch, conseiller intime actuel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la Confédération suisse, qui, sous réserve de ratification réciproque, ont conclu la convention dont la teneur suit :

Article premier. — Outre les franchises générales de trafic frontière inscrites dans l'annexe du traité de commerce et de douane conclu entre la Suisse et l'Allemagne le 10 décembre 1891 (2), les facilités suivantes seront encore accordées à la commune badoise de Büsingén, qui ne fait pas partie du territoire douanier allemand.

1. Les produits ci-après indiqués provenant de ladite commune seront admis en Suisse aux droits réduits ci-dessous spécifiés, s'ils sont

(1) La Convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1896.

(2) V. ce Traité, *Archives*, 1892, II, p. 260 et pour les dispositions sur le trafic de frontière, p. 282.

introduits par les bureaux de douane de Schaffhouse ou de Diessenhofen :

N ^o du tarif suisse.	Taux des droits par 100 kil.
Ex. 60 Bois à brûler, écorce de chêne	Exempts
224 Beurre frais.	3 fr.
235 Viande de boucherie, fraîche	2 »
242 Raisins (jusqu'à 5 kilogr).	Exempts
Ex. 422 Vaches et génisses, avec dents de remplacement. Par tête.	5 »
423 Jeunes bêtes, avec dents de remplacement	2 »
425 Veaux, pesant jusqu'à 60 kilogr. inclusivement . .	2 »
Ex. 426 Porcs, pesant plus de 60 kilogr	2 »
Ex. 426 Porcs, pesant jusqu'à 60 kilogr. inclusivement . .	1 »

2. Si l'administration des douanes fédérales l'exige, les produits ci-dessus mentionnés devront être accompagnés de certificats d'origine délivrés par le bourgmestre de Büsingen.

3. Le transport de ces produits, ainsi que de toutes autres marchandises, par les routes qui conduisent de Büsingen par Randegg ou Gailingen sur le territoire douanier allemand, sera soumis aux mesures de contrôle ordonnées par l'administration des douanes fédérales ; sont toutefois réservées les interdictions qui seraient prononcées pour cause d'épizooties, mais la commune de Büsingen ne sera pas traitée à cet égard moins favorablement que les localités suisses avoisinantes.

Lorsque des certificats de santé pour le bétail de Büsingen seront exigés, les déclarations délivrées par les vétérinaires de Schaffhouse et de Diessenhofen seront considérées comme suffisantes.

Art. 2. — Les personnes qui, dans la commune de Büsingen, seraient arrêtées pour des faits que les lois de l'Empire allemand ou du grand-duché de Bade punissent, ou en vertu d'un jugement rendu par un tribunal allemand ou d'un mandat d'arrêt, seront, si elles ne sont pas de nationalité suisse, conduites par des agents allemands à travers le territoire suisse par les routes allant de Büsingen à Randegg.

Si la personne arrêtée est suisse et lorsqu'elle sera amenée sur le territoire de la Confédération, on appliquera par analogie les dispositions du traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Empire allemand et, subsidiairement, celles de la législation suisse qui concernent le cas où un Suisse se trouvant en Suisse est poursuivi par les autorités allemandes en raison d'un fait punissable.

La personne arrêtée sera conduite à la direction de police du canton de Schaffhouse, qui en aura provisoirement la garde et portera immédiatement les faits à la connaissance du conseil fédéral suisse, en indiquant le domicile antérieur et lieu d'origine de l'inculpé. Le conseil fédéral prendra les mesures nécessaires en conformité des dispositions ci-dessus.

Art. 3. — La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Berne aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications. Chacune des deux

parties contractantes se réserve le droit d'en faire cesser les effets en tout temps, en la dénonçant douze mois à l'avance.

Fait à Berne, en double expédition, le 21 septembre 1895.

(*L. S.*) *Signé* : BUSCH.

(*L. S.*) *Signé* : A. LACHENAL.

— Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale au sujet de la Convention qui précède :

Monsieur le Président et Messieurs,

La commune badoise de Büsingue, située sur le Rhin entre Diessenhofen et Schaffhouse, et comprise tout entière dans le territoire suisse, n'a pas été considérée par le traité du Zollverein allemand du 8 juillet 1867 comme faisant partie du territoire douanier allemand. Il résulte de cette situation exceptionnelle que les produits qu'elle tire d'Allemagne sont soumis à la taxe douanière suisse ; c'est aussi le cas à l'entrée en Suisse pour les marchandises et le bétail originaires de cette enclave, tandis que les produits de provenance suisse y pénètrent en franchise de droit. A l'exportation en Allemagne, les produits agricoles, le vin et le jeune bétail de Büsingue bénéficient de la franchise de droit ; tout le reste est soumis à la taxe.

D'après le dernier recensement de l'Empire allemand, la commune de Büsingue compte 763 habitants, pour la plupart agriculteurs. Ils dépendent, pour la vente de leurs produits, presque complètement du marché de Schaffhouse, les places de Radolfszell et de Constance étant trop éloignées et aucune voie ferrée ne les reliant à Büsingue.

Lors de la révision du tarif douanier suisse en 1886 qui prévoyait entre autres une élévation de droit sur le bétail, le conseil communal de Büsingue demanda l'intervention du gouvernement badois à l'effet d'obtenir de la Suisse le maintien, pour le bétail et pour quelques produits agricoles destinés aux marchés de Schaffhouse et de Diessenhofen, des taxes modérées alors encore en vigueur. Une demande dans ce sens fut présentée en 1891 au cours des négociations commerciales qui eurent lieu à Vienne et qui aboutirent à nos traités de commerce avec l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie. La question toutefois ne put être traitée alors, le temps faisant défaut pour un examen suffisant.

Le gouvernement allemand a renouvelé dernièrement le désir de voir la Suisse tenir compte de la situation exceptionnelle de la commune de Büsingue en accordant à ses habitants quelques allégements des taxes qui frappent leurs produits ; il demandait en même temps de régler quelques points relatifs à l'administration de la justice sur ce territoire enclavé.

Après un examen approfondi des propositions allemandes, nous nous sommes déclarés prêts à entrer en pourparlers en vue d'un accord. Ces pourparlers ont eu lieu entre le chef du département des affaires étrangères, M. Lachenal, et M. le Dr Busch, ministre d'Allemagne à Berne, assisté de M. le baron Marschall de Bieberstein, secrétaire d'Etat, et ils ont abouti, après une courte délibération, à la conclusion de la convention ci-annexée.

Les facilités douanières que nous avons consenties à l'article premier en faveur du bois à brûler, de l'écorce de chêne, du beurre, de la viande, des raisins (jusqu'à 5 kilog.), du bétail de race bovine et des porcs constituent pour le fisc une diminution de recette si minime qu'elle peut à peine entrer en ligne de compte ; la valeur annuelle des importations de Büsingue en Suisse pouvait être estimée jusqu'ici à environ 2,500 francs. A supposer que les facilités convenues aient pour résultat une augmentation de l'importation, l'exiguïté du territoire dont il s'agit la réduit dans tous les cas à des proportions insignifiantes et notre administration des douanes a d'ailleurs la faculté d'exiger des certificats d'origine pour parer aux abus qui pourraient se produire. Au surplus, les communications routières de Schaffhouse, Buchthalen, Herblin-

gen et Dorflingen avec l'enclave de Büsingen sont si bien surveillées par nos agents douaniers que des abus sont à peine à redouter.

La réflexion a été faite que cette différence de droit en faveur du bétail de Büsingen pourrait peut-être pousser des spéculateurs à se rendre sur le territoire de cette commune dans le but d'en profiter. Mais il va de soi que, dans ce cas, la convention serait aussitôt dénoncée par nous et il est de l'intérêt de la commune de Büsingen de veiller à ce qu'aucun motif ne puisse nous amener à prendre un semblable parti.

L'article premier, chiffre 3, fait les réserves nécessaires au point de vue de la police des épizooties.

L'article 2 accorde à l'autorité judiciaire allemande la faculté de faire conduire par des agents allemands à travers le territoire suisse par les routes allant de Büsingen à Randegg les personnes arrêtées à Büsingen pour des faits punissables, si elles n'appartiennent pas à la nationalité suisse. Cette disposition ne peut pas être envisagée comme contraire au principe de l'article 2 du traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Allemagne ; elle tend simplement à faciliter le jugement d'étrangers arrêtés sur territoire allemand et se trouvant ainsi déjà aux mains des autorités de police de l'empire.

Le deuxième alinéa de l'article 2, en application des principes qui sont à la base du traité d'extradition et de la législation suisse, dispose que les citoyens suisses poursuivis par les autorités allemandes pour un fait punissable et arrêtés à Büsingen devront, lorsqu'ils seront amenés sur territoire suisse, être d'abord conduits à la direction de police du canton de Schaffhouse qui maintiendra provisoirement l'arrestation jusqu'à réception des instructions du conseil fédéral concernant la suite à donner à l'affaire.

Nous vous recommandons la ratification de la présente convention pour la conclusion de laquelle nous nous sommes inspirés surtout des relations de bon voisinage qui existent entre les deux pays et nous saissons cette occasion pour vous renouveler, M. le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 15 novembre 1895.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES.

FRANCE

AFFAIRES DE MADAGASCAR

(1885-1895. — *Suite et fin*) (1)

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tamatave, le 8 octobre 1894.

(Arrivé à Paris le 11 octobre.)

Je suis arrivé ce matin, je partirai demain pour Tananarive. La situation paraît grave. Une grande surexcitation règne chez les Français et les indigènes qui considèrent la guerre comme inévitable. Le Gouvernement malgache multiplie ses armements. Vous pouvez compter que je me conformerai scrupuleusement à vos instructions, dont j'ai bien compris le sens et la portée.

LE MYRE DE VILERS.

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 20 octobre 1894.

(Arrivé à Paris le 23 octobre.)

Le Premier ministre m'a gravement manqué en ne me recevant pas aujourd'hui à 10 heures comme il avait été convenu sur sa demande à notre dernière entrevue de mercredi, et cela, sans même me faire prévenir. Dans ces conditions, j'ai, conformément aux instructions de Votre Excellence, mis le Gouvernement malgache en demeure d'accepter dans un délai, qui expirera le vendredi 26 octobre, à 6 heures du soir, le projet de traité que j'avais déposé à notre dernière conférence.

L'évacuation des Français civils et missionnaires, commencée par la côte Est, s'impose.

L'escorte du Résident général avec ses propres moyens, bœufs, chevaux et ânes, partira samedi matin par la route de Majunga. M. Ranchot et M. d'Anthouard l'accompagnent.

(1) V. *Archives*, 1896, I, p. 15-50.

De ma personne, avec le docteur Saint-Germain, MM. Ravillon et Courtadon, je quitterai Tananarive après le départ du dernier convoi, en prévenant le Premier ministre que je recevrai ses communications jusqu'à Tamatave.

LE MYRE DE VILERS.

Procès-verbal de la Conférence du 22 octobre 1894.

Etaient présents :

MM. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française ; Ranchot, d'Anthouard, Berthier, S. E. Rainilaiarivony, premier ministre et commandant en chef ; Rasanjy, Marc Rabibisoa, Rasoa Rainiharisoa.

M. Le Myre de Vilers. — Régulièrement, je ne devrais pas être ici, car la remise de l'ultimatum a clos les négociations. C'est en considération de mes relations amicales avec Votre Excellence que je me suis rendu à son invitation.

Rainilaiarivony exprime ses remerciements déclare qu'il désire vivement le maintien des bonnes relations.

M. Le Myre de Vilers. — Je le désire également pour l'intérêt de Madagascar.

Rainilaiarivony. — Le Gouvernement malgache a étudié lui aussi le moyen de maintenir les bonnes relations, et il a établi un projet de convention qu'il a l'honneur de remettre au plénipotentiaire de la République, en le priant de l'examiner attentivement, car ce document est très long.

Remise d'un long factum.

M. Le Myre de Vilers. — Le Gouvernement de la République ne peut renoncer aux garanties qu'il demande. Quand j'étais à Tananarive en 1886, un des fils du Premier ministre se permit d'envoyer ses esclaves s'emparer de musiciens malgaches qui se trouvaient à la Résidence générale. Son Excellence comprit qu'un acte semblable était intolérable : elle me fit immédiatement des excuses et punit son fils. Dernièrement le prince Rakotomena fit battre un soldat français et le Premier ministre n'a pas même envoyé une lettre d'excuses au Résident général. De pareils procédés sont inacceptables. Je suis donc obligé de maintenir le projet de traité dont j'ai remis une copie à Votre Excellence, projet qui a été arrêté en Conseil des ministres, en présence de M. le Président de la République. Le Gouvernement malgache doit savoir s'il accepte ou s'il refuse ces propositions.

Son Excellence me dira peut-être que son Conseil de cabinet n'est pas d'accord ; dans tous les pays du monde, il en est ainsi : partout il y a des violents qui poussent aux décisions extrêmes, puis, lorsqu'un malheur est arrivé, ils rejettent la responsabilité sur le chef qu'ils ont poussé dans l'abîme. Que Votre Excellence le sache bien : la situation pour Madagascar est excessivement grave. Le Gouvernement de la République ne désire pas intervenir dans l'administration intérieure du royaume ; il ne veut pas toucher à la question de la propriété ni à celle du travail, mais il tient essentiellement à assurer aux vazahas de toutes nationalités une protection efficace.

Lorsque la guerre aura été déclarée, nous ne pourrons plus en arrêter le cours, et, par la force des choses, nous devrons vous imposer notre domination.

Que Votre Excellence ne se fasse aucune illusion ; le résultat de la

guerre n'est pas douteux ; ce sera un écrasement terrible du peuple malgache. Les armées européennes sont actuellement organisées de telle façon que la résistance n'est pas possible sans une longue et savante préparation et sans un armement perfectionné. Je le dis à Votre Excellence en toute amitié, parce que j'ai pour elle beaucoup d'affection : la guerre sera pour les Malgaches un désastre et ce résultat est mathématiquement sûr. Si je lui parle ainsi, ce n'est pas par mépris pour les Malgaches ; vos soldats pourront être aussi braves que possible ; ils n'en seront pas moins battus inévitablement.

Jamais chef d'Etat n'a été dans une situation aussi périlleuse. Si Votre Excellence ne peut s'entendre avec moi, sa perte, celle de Sa Majesté et celle du royaume s'en suivront. Au contraire, si elle se met d'accord avec le Gouvernement de la République, toutes les difficultés s'aplaniront et le peuple malgache trouvera une prospérité inconnue jusqu'ici.

Rainilaiarivony déclare qu'il ne désire pas la guerre, mais au contraire qu'il souhaite le maintien des bonnes relations.

M. Le Myre de Vilers. — Tant que j'ai été Résident général, le Gouvernement malgache n'a pas eu à se plaindre de moi. Je me suis attaché à entourer la Reine de tous les égards possibles ; j'ai traité le Premier ministre comme un ami. Au sujet des arrestations illégales dont se plaint Votre Excellence, je suis tout à fait en mesure de lui répondre. Aux termes de l'article 4 du traité du 17 décembre 1885 : « Les litiges entre Français et Malgaches seront jugés par le Résident assisté d'un juge malgache ». Or, mes successeurs ont demandé la constitution de ce tribunal mixte et n'ont jamais obtenu satisfaction. Les vazahas, pas plus que les Malgaches, n'ont le droit de se faire justice eux-mêmes : mais quand la distribution de cette justice est interrompue par la faute d'un Gouvernement, ce Gouvernement est responsable des excès et des fautes commises. A Madagascar, lorsqu'une contestation surgit entre des vazahas et des indigènes, il n'est pas possible d'obtenir justice ; il y a même de sérieuses raisons de croire que les fonctionnaires de la Reine sont complices. Un exemple tout récent montre quelle est l'honnêteté de ces derniers : Rainizafimanga, un des officiers qui sont chargés du règlement des affaires entre Malgaches et étrangers, a été pris, il y a quelques jours, en flagrant délit de vol des bois destinés à la construction d'un temple protestant de la place d'Andohalo. Quelle confiance peut-on accorder à de pareils magistrats ?

Tous les griefs relevés par Son Excellence ont une importance secondaire à mes yeux, et si nous arrivons à nous mettre d'accord, j'ai l'esprit assez conciliant pour m'entendre avec le Premier ministre. Mais nous ne pouvons tolérer que la sécurité des vazahas soit compromise. Depuis deux à trois ans, sept vazahas ont été assassinés, et pas un des coupables n'a été puni, ni arrêté, ni même recherché. Je ne parle pas des attaques nocturnes qui se répètent à Tananarive avec une fréquence surprenante. C'est le motif pour lequel le Gouvernement français a introduit dans le projet de traité qui vous est soumis l'article 3 ainsi concu : (Suit l'énoncé de l'article 3).

Son Excellence a paru surprise que les sœurs, les missionnaires, les vazahas quittent la capitale : c'est moi qui en ai donné l'ordre. Je suis responsable devant mon Gouvernement et devant mon pays de la sécurité de mes compatriotes, et puisque le Gouvernement malgache, en temps régulier, n'est pas en mesure de protéger efficacement les vazahas à Tananarive.

rive comme le prouvent les attaques dirigées contre la mission catholique, M. Chayet, M. Durand, Mme Gregory, etc., le pourrait-il au milieu de l'effervescence populaire que provoquera mon départ ? Il y a trois jours, la femme d'un missionnaire anglais a été grossièrement insultée par des soldats malgaches sur la place de Mahamasina. J'ai le devoir de soustraire mes compatriotes à des actes de violence que le Gouvernement malgache est impuissant à réprimer.

Je n'ai pris aucune mesure préparatoire jusqu'au jour où Votre Excellence m'a manqué d'égards. Le Premier ministre ne pouvait ajourner une conférence dont la date avait été fixée d'un commun accord, sans même se donner la peine de prévenir le plénipotentiaire. En présence d'un tel procédé, j'ai envoyé l'ultimatum que j'avais ordre de lui remettre dans des conditions prévues par le Gouvernement de la République. Un ultimatum ne se retire plus. Je suis donc obligé de demander à Votre Excellence si elle veut signer le traité. Votre Excellence se plaint de difficultés de détail, de questions secondaires. Elle me connaît assez pour savoir que je lui donnerai satisfaction si ses réclamations sont fondées. Mais j'en reviens toujours au projet de traité ; le Gouvernement de la République ne peut laisser plus longtemps les vazahas sans sécurité.

Votre Excellence a entre les mains la paix ou la guerre. En toute amitié je lui dis : choisissez la paix.

J'attends la réponse de Votre Excellence. (Silence.)

Rainilaiarivony déclare qu'il a préparé une réponse écrite qu'il a remise au plénipotentiaire de la République. Il prie M. Le Myre de Vilers de vouloir bien l'examiner attentivement et à loisir.

M. Le Myre de Vilers. — J'examinerai le document avec le plus grand soin et je donnerai au Gouvernement malgache les satisfactions raisonnables. Mais je ne puis modifier le projet de traité qui a été délibéré en Conseil de cabinet et en présence de M. le Président de la République. Je ne puis accepter le moindre changement et je suis obligé d'en revenir au même point. Votre Excellence accepte-t-elle oui ou non ?

Avant de quitter Votre Excellence, je tiens à lui parler une dernière fois en ami. Si nous ne parvenons pas à nous entendre, c'est-à-dire si Votre Excellence refuse de signer le projet de traité qui est entre ses mains, elle subira de dures épreuves. Que Votre Excellence n'oublie pas que je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour lui être utile et apporter un adoucissement à ses malheurs.

L'audience se termine à 4 heures 30 minutes.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française.

(Télégramme.)

Paris, le 24 octobre 1894.

Le Gouvernement, en présence de la situation que vous lui signalez, ne peut que confirmer vos instructions.

Il approuve pleinement les mesures que vous avez prises pour l'éventualité d'une évacuation. Il a toute confiance en votre expérience pour établir nettement et mettre en lumière nos droits, notre absolue modération et les responsabilités assumées par le Gouvernement hova. Efforcez-vous par tous les moyens de nous tenir au courant.

G. HANOTAUX.

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 26 octobre 1894.

(Arrivé à Paris le 2 novembre.)

Après réception de la mise en demeure, le Premier ministre m'ayant proposé une seconde conférence, je n'ai pas cru pouvoir m'y refuser. Au cours de l'entretien, 22 octobre, il m'a remis une longue note exposant ses griefs contre la Résidence générale et concluant au maintien du *statu quo ante*.

Je ne pouvais m'attarder à discuter des points de détail, et m'en suis tenu au projet de traité du Département.

Le 24, Rainilaiarivony m'a adressé un ridicule contre-projet nous donnant en partie satisfaction pour les relations extérieures. Les autres articles réduisent les avantages que nous confère le traité de 1885, et compromettent les intérêts de nos nationaux.

Il m'a semblé inutile de répondre à cette communication. Mais, afin de ne pas provoquer par mon dédain des mesures vexatoires contre nos émigrants, j'ai écrit à Rainilaiarivony une lettre particulière dans laquelle je lui conseillais, à titre d'amitié, d'accepter nos propositions.

Les délais de la mise en demeure étant épuisés à 6 heures, j'en préviens le Consul anglais et le Supérintendant norvégien. J'adresse au Premier ministre l'inventaire des biens des Français habitant la capitale et je lui en confie la garde.

Jusqu'ici, l'évacuation s'effectue dans de bonnes conditions ; déjà la majorité de nos nationaux, civils et missionnaires, ont dépassé la zone des forêts.

Demain matin, 27 octobre, à 6 heures, le pavillon sera amené, l'escorte du Résident général partira immédiatement pour Majunga. Dès qu'elle aura quitté la ville, je me dirigerai sur Tamatave.

LE MYRE DE VILERS.

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Beforona, le 28 octobre 1894.

(Arrivé à Paris le 2 novembre.)

Je vous envoie le texte du contre-projet du Gouvernement hova, traduit du malgache, en réponse à l'ultimatum du 21.

Contre-Projet.

Article premier. — Sa Majesté la Reine de Madagascar et son Gouvernement s'engagent à reconnaître le Résident de la République française comme Représentant du Gouvernement étranger ayant des traités avec Madagascar, si toutefois il en est chargé par ledit Gouvernement et qu'il exhibe son brevet de nomination au Gouvernement malgache.

Art. 2. — Sa Majesté la Reine de Madagascar et son Gouvernement, d'une part, reconnaissent que la personne et les biens des citoyens de la République française résidant à Madagascar sont sous la sauvegarde du

Gouvernement malgache ; de son côté, le Gouvernement de la République s'engage à ne pas empêcher l'introduction, par Sa Majesté la Reine de Madagascar, des armes et des munitions, pour mener à bonne fin cette obligation.

Art. 3. — En considération du désir qui anime Sa Majesté la Reine de Madagascar et son Gouvernement de faire développer dans le Royaume le commerce et les industries ayant pour objet l'utilité publique, ils s'engagent à faire le nécessaire pour y arriver et comme ils le jugeront propre aux besoins du pays ; et le Gouvernement de la République française s'engage de son côté à ne rien faire qui puisse y mettre obstacle.

Art. 4. — Le Gouvernement de la République française s'engage à ne permettre à ses Représentants ou à ses ressortissants particuliers à Madagascar de prendre l'initiative, sous quelque prétexte que ce soit, d'arrêter les sujets malgaches, mais, le cas échéant, s'ils avaient à se plaindre des Malgaches ou que des crimes aient été commis à leur égard par ces derniers, ils en saisiront l'autorité malgache pour que jugement soit fait immédiatement et que, s'il y a lieu, le coupable en soit puni.

Art. 5. — En considération du désir du Gouvernement de la République française de voir le Gouvernement malgache se libérer de ses dettes envers le Comptoir national d'escompte de Paris, il s'engage à forcer M. L. Suberbie et sa compagnie de payer au Gouvernement malgache la somme de 1,370,008 P. 50 (un million trois cent soixante-dix mille et huit piastres cinquante centièmes) et les intérêts à six pour cent l'an qu'ils lui doivent.

Art. 6. — Dans le cas où un sujet malgache ou un citoyen français commettrait un crime à l'égard de l'un ou de l'autre, les Gouvernements des Hautes Parties contractantes s'engagent à terminer sans délai le jugement de l'affaire.

Art. 7. — Le lieu où les autorités des deux Parties contractantes procéderont au jugement prévu par l'article 4 du traité du 17 décembre 1885 sera assigné comme suit : si le plaignant était un Malgache, on fera le jugement au tribunal malgache, et si, au contraire, le plaignant était un Français, le jugement se fera à la Résidence française.

Art. 8. — Dans le cas où des sujets malgaches emprunteront de l'argent à des citoyens français, leurs contrats seront enregistrés au bureau des Affaires étrangères de Madagascar et les prêteurs auront à payer un droit de deux centièmes par piastre sur les intérêts au profit de la caisse du Gouvernement malgache ; ce taux pouvant être augmenté ou diminué selon que le Gouvernement malgache le jugera convenable, sans toutefois excéder le taux imposé aux Malgaches dans la même circonstance.

Art. 9. — Si des citoyens français avaient fait avec le Gouvernement malgache des conventions d'industrie, de commerce, ou de toute autre entreprise quelconque et ne remplissaient pas leurs obligations, ou si des difficultés ou des malentendus venaient à y surgir, le jugement de l'affaire se fera par le tribunal mixte à Madagascar.

Art. 10. — Le Gouvernement de la République française s'engage à donner des ordres aux officiers commandant les navires de sa station navale de ne point débarquer des troupes à Madagascar pour y faire des exercices militaires, et si parfois lesdits officiers contrevenaient à ces ordres, le Gouvernement de la République en fera la répression.

Art. 11. — Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de Madagascar et

le Gouvernement de la République française s'engagent à nommer leurs délégués réciproquement pour la délimitation de la baie de Diégo-Suarez, conformément aux traités ; et l'époque de la délimitation sera fixée pour trois mois après le jour de la signature du présent traité.

Art. 12. — Le présent traité a été fait en double écrit en français et en malgache, les deux versions ayant la même force, signé et scellé par les Plénipotentiaires des Hautes parties contractantes, à Antananarivo, le octobre 1894.

(Adimizana).

J'ai quitté Tananarive dans les conditions prévues par mon télégramme précédent.

L'évacuation est favorisée par le beau temps qui précède l'hivernage et se continue dans de bonnes conditions.

J'espère qu'il en sera de même pour l'Ouest.

LE MYRE DE VILERS.

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tamatave, le 2 novembre 1894.
(Arrivé à Paris le 6 novembre 1894.)

L'évacuation de l'Emyrne par la côte Est est terminée. Tous nos nationaux civils et les missionnaires sont rentrés heureusement ce soir en bonne santé. Le *Hugon* a réussi à empêcher le débarquement d'armes ; il a également évacué les Français de Vatomandry et de Mahanoro. Ces colons ont été menacés et maltraités ; l'un d'eux a eu sa femme légitime malgache et ses trois enfants enlevés par le Gouverneur de Mahanoro. Dans la province d'Andevorante, la propriété de Méline, Français, a été pillée ; celle de Dejoncourt, Mauricien, incendiée. Le *Hugon* repart pour surveiller la côte Est et pour procéder à l'évacuation de Mananjary où se trouvent la famille Besson et des missionnaires. M. Shervinton a débarqué à Mananjary.

Tamatave est relativement calme.

LE MYRE DE VILERS.

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Tamatave, le 5 novembre 1894.
(Arrivé à Paris le 30 novembre 1894.)

Le conflit aigu qui existait depuis plusieurs mois entre la Résidence générale et le Gouvernement malgache rendait presque impossible le succès des négociations que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me confier. Eh effet, Raiulalaiarivony, qui, sous le régime du traité de 1885, sentait son autorité menacée, ne pouvait consentir de nouvelles concessions qui, exploitées dans le même esprit, eussent amené une révolution et consommé sa ruine. De deux périls, le Premier ministre a choisi le plus éloigné : une rupture avec la France, espérant se dérober, gagner du temps et profiter d'un incident européen qui détournerait notre attention des affaires

de Madagascar. Cette politique qu'il suit depuis trente ans lui a toujours réussi jusqu'ici.

Sa tactique consistait donc à ajourner l'ouverture des conférences après la fête du Bain, le 22 novembre ; puis seraient venues les fêtes de Noël et du jour de l'An. Au lieu de discuter mes propositions, il comptait me saisir de ses griefs contre nos agents, réclamer ma protection, au besoin mon arbitrage. Des mois et même des années se seraient écoulés sans que la question eût fait un pas.

De nombreuses considérations me commandaient, au contraire, de hâter la solution : une évacuation des habitants de Tananarive vers la côte, pendant l'hivernage, eût été désastreuse ; si nous devons faire une expédition militaire à la prochaine saison sèche, en mai, six mois au moins de préparation sont indispensables. Nous ne pouvons laisser indéfiniment ce pays dans l'incertitude et le malaise qui entravent les transactions commerciales.

Notre seule chance de succès, bien faible il est vrai, était d'agir rapidement, de surprendre et d'intimider les Malgaches.

Débarqué à Tamatave le 8 octobre, je faisais savoir au Premier ministre par l'intermédiaire du Gouverneur de cette ville que mon séjour à Madagascar ne se prolongerait pas au delà d'un mois, que je comptais prendre le courrier suivant pour rentrer en France.

Après vingt-quatre heures employées à organiser le convoi, je me mettais en route pour Tananarive où j'arrivais le 14 ; le lendemain je faisais dans la matinée une visite au Premier ministre qui me la rendait le soir même ; le 16, la Reine me recevait en audience publique et le 17, à dix heures, la première conférence avait lieu. Je remis au Premier ministre la copie du projet de traité en lui expliquant la portée de cet acte et le but que nous poursuivions.

Rainilaiarivony, qui est affaibli moralement et physiquement, était incapable de répondre verbalement ; il me demanda à réfléchir et la seconde séance fut fixée d'un commun accord au vendredi ou, au plus tard, au samedi 20 octobre, à dix heures.

Les journées du mercredi, du jeudi et du vendredi furent employées à tenir des kabary qui n'amènèrent aucune décision.

Mes prévisions se trouvaient dépassées. Aux lenteurs calculées du dictateur s'ajoutait l'impuissance d'une oligarchie divisée, qui se préoccupait plus de ses querelles intestines que des destinées du pays. Dans ces conditions, les négociations menaçaient de s'éterniser, personne n'osant prendre la moindre responsabilité.

Soit qu'il voulût gagner du temps, soit qu'en réalité il ne fût pas prêt, Rainilaiarivony ne me reçut pas à la date fixée et négligea de me prévenir qu'il désirait remettre notre entretien. En présence de ce manque d'égards grave, je notifiai immédiatement au Gouvernement malgache par les soins de M. d'Anthouard, la mise en demeure d'accepter nos propositions. Je prévins en même temps le Consul britannique, le Supérintendant de la Mission norvégienne et les citoyens français habitant la capitale.

Quelques instants après, une lettre du secrétaire Marc Rabibisoa, qui me parvint à la Résidence générale à onze heures trois quarts, m'informait de l'ajournement de la conférence au lundi 22 octobre à dix heures.

L'inconvenance de cette missive ne saurait échapper à Votre Excellence. Je ne me dissimulais pas cependant que la mesure comminatoire que

j'avais prise n'aurait pas paru suffisamment justifiée aux personnes qui ignorent les procédés dilatoires de la politique malgache et la difficulté de saisir sur le vif un adversaire toujours prêt à se dérober. Aussi, je me rendis à la convocation du Premier ministre. Il me remit un long mémoire contre la Résidence générale ; après l'avoir parcouru rapidement, je fis observer que ces plaintes, fussent-elles fondées, et — en ce cas, je m'engageais à donner les plus larges satisfactions — ne modifiaient en rien les demandes du Gouvernement de la République ; que, si le vendredi suivant, à six heures, je n'avais pas reçu une réponse favorable à l'ultimatum déposé le 20, j'amènerais le pavillon et me retirerais à la côte.

La netteté de mes déclarations, jointe aux conseils amicaux que je donnai au Premier ministre de ne pas exposer son pays aux malheurs de la guerre et d'éviter à son Gouvernement une ruine certaine, produisit une réelle impression sur Rainilaiarivony. Il est trop intelligent et exerce depuis trop longtemps le pouvoir, il connaît trop bien l'état de décomposition de son administration pour ne pas avoir compris les dangers d'une rupture avec la France, il voulut reprendre les négociations et dans ce but m'adressa un contre-projet de traité que j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence par mon télégramme de Beforona.

Sachant l'importance que nous attachions aux relations extérieures, le Premier ministre nous donnait, dans une certaine mesure, satisfaction, se réservait de faire des concessions sur les travaux publics et l'enregistrement des contrats, espérant nous amener à renoncer à nos exigences en ce qui touche les forces militaires ; sur ce dernier point, il lui était impossible d'accepter nos propositions ; la Reine n'aurait pas ratifié le traité.

Mes instructions et le dépôt de l'ultimatum m'interdisaient de continuer la discussion ; une rupture était inévitable. Cependant, pour me conformer aux intentions de M. le Président de la République, aux vues de Votre Excellence et aussi guidé par mon désir d'éviter la guerre, j'adressai au Premier ministre une lettre personnelle par laquelle, une fois de plus, je l'engageai à céder. Il me répondit la lettre ci-jointe qui ne manque ni d'élévation ni d'habileté.

Je n'avais plus qu'à quitter Tananarive.

Le samedi 27 octobre, à 5 heures 50 du matin, le pavillon était amené, l'escorte partait pour Majunga et, à 6 heures 40, après sa sortie de la ville, je prenais la route de Tamatave où j'arrivais le 2 novembre, refoulant devant moi les nombreux convois qui m'avaient précédé. A 7 heures, tous nos compatriotes civils, évacués par la côte Est, étaient en sûreté.

LE MYRE DE VILERS.

ANNEXE

Rainilaiarivony, premier ministre et commandant en chef, à M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française.

(*Traduction.*)

Tananarive, le 26 octobre 1894.

J'ai reçu la lettre personnelle que vous m'avez adressée hier. Je l'ai bien examinée et voici ce que j'ai à vous dire :

Selon ce que je vous ai souvent répété, nous ne cherchons pas querelle ; mais nous cherchons la continuation des bonnes relations entre les deux Gouvernements. C'est notre plus grand désir. Comme preuve de cela, tout ce que nous avons fait ici a été fait dans ce but.

Bien que la conduite de certains Français dans notre Royaume ait été insupportable et en grande quantité, comme je vous l'ai en partie écrit dans la note que je vous ai remise le lundi 22 octobre, nous n'avons rien fait pour troubler la bonne amitié et, dans le projet de traité que je vous ai adressé le 24 octobre, vous y trouverez de nouveau, j'en suis certain, le plus grand désir que nous avons d'entretenir la bonne amitié. Je vous prie, en conséquence, de raconter cela clairement au Gouvernement de la République, Gouvernement dont on connaît bien le respect de la justice.

Je crois que, lorsque vous aurez dit à ce Gouvernement ces sujets de plainte que le Gouvernement malgache a soufferts ici et notre disposition à entretenir les bonnes relations pour ne pas rompre la bonne amitié de Madagascar et de la France, il sera de notre avis pour le faire.

Vos respects pour la Reine ont été présentés par moi; Elle m'a chargé de vous en remercier.

« Que Dieu vous protège, dit-Elle, je vous remercie des sentiments d'amitié que vous avez pour ma personne ».

Vivez heureux, que Dieu vous protège, cher ami, dit votre ami

RAINILAIARIVONY,
Premier Ministre.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française.

(Télégramme.)

Paris, le 15 novembre 1894.

Avant-hier mardi, le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre une demande de crédits de 65 millions de francs pour l'envoi à Madagascar d'un corps expéditionnaire de quinze mille hommes. Les déclarations du Gouvernement ont reçu le meilleur accueil. La Chambre a nommé aujourd'hui une Commission favorable aux crédits. Le débat définitif aura lieu probablement la semaine prochaine. Je vous prie d'attendre à Tamatave des instructions finales. Entendez-vous avec le commandant Bienaimé pour que ni à Tamatave, ni à Diégo-Suarez, aucun acte de belligérant ne se produise avant l'arrivée des ordres formels du Gouvernement et les nouvelles du retour de l'escorte à Majunga. De ce côté, veillez à ce que des mesures soient prises pour aller au-devant de l'escorte pour son ravitaillement, si possible, sur la route de Suberbieville. Je vous enverrai des instructions définitives pour la gérance des Résidences, en vous faisant connaître le moment où votre retour sera décidé. Les négociations ne doivent être considérées comme absolument rompues qu'à la suite du vote des crédits par les deux Chambres, ce dont je vous informerai. Jusque là, veillez à ce qu'aucune dépêche télégraphique privée ne renseigne le Gouvernement hova. Le commandant Bienaimé vous communiquera ses instructions au sujet de l'occupation de Tamatave qui devra avoir lieu aussitôt que vous aurez reçu avis du vote des crédits.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française.

(Télégramme.)

Paris, le 27 novembre 1894.

La Chambre a voté hier par 372 voix les crédits de Madagascar. Le Sénat statuera cette semaine. L'escorte est arrivée à Majunga, le 21 courant, en bon état.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française.

(Télégramme.)

Paris, le 8 décembre 1894.

Le Sénat vient de confirmer par 267 voix contre 3 le vote de la Chambre ouvrant un crédit de 60 millions pour l'expédition de Madagascar. Le général Duchesne est nommé au commandement du corps expéditionnaire.

Ordre est donné au commandant Bienaimé de faire occuper immédiatement Tamatave par 450 hommes de troupes de la Réunion. Il se concertera avec vous à cet effet et vous veillerez particulièrement à ce que l'installation des troupes soit assurée de façon à les maintenir dans un état physique et moral satisfaisant. Aussitôt l'occupation effectuée, le commandant Bienaimé mettra la place en état de siège et assumera la plénitude des pouvoirs civils et militaires à Madagascar. Il remettra l'administration du territoire occupé à un commandant de place qui l'exercera, soit par lui-même, soit par des officiers délégués aux divers services municipaux. En ce qui concerne la juridiction, les tribunaux militaires ne se saisiront provisoirement que des crimes et délits intéressant la sécurité publique et spécialement celle des troupes d'occupation ; la connaissance des autres infractions ainsi que des affaires civiles sera, jusqu'à nouvel ordre, laissée au tribunal français ou aux tribunaux consulaires étrangers.

Dès la réception de ce télégramme, vous prendrez, en outre, vos dispositions pour être en mesure de faire au Gouvernement hova une dernière communication au lendemain même de l'occupation de Tamatave.

Vous porterez à la connaissance du Premier ministre cette occupation que vous motiverez par l'abandon de la place par l'autorité malgache ; vous l'informerez en même temps de la décision prise par le Gouvernement français et ratifiée par le Parlement, d'user, s'il le faut, de la force des armes à l'égard du Gouvernement hova pour faire reconnaître et respecter les droits de la France à Madagascar. Vous l'avertirez enfin que vous allez quitter Tamatave dans un délai que vous fixerez vous-même, de telle façon que vous puissiez recevoir sa réponse avant de partir. Vous ajouterez que, jusqu'à votre départ, il est encore temps de vous faire tenir, signé par lui et ratifié par la Reine, le projet de traité que vous lui avez laissé ; que, plus tard, cela ne suffira plus, attendu que nos demandes iront augmentant sans cesse en proportion de l'état d'avancement de nos préparatifs et de la campagne.

Si le Gouvernement hova faisait sa soumission, vous vous concerterez avec le commandant Bienaimé pour préparer l'envoi à Tananarive, dans le plus bref délai, d'une garnison qui ne devra pas être inférieure à 500 hommes et qui sera augmentée aussi promptement que possible avec des soldats venus de Diégo-Suarez ou envoyés de France. Vous aurez, d'ailleurs, à nous en référer avant de décider son départ.

Le commandant Bienaimé reçoit des instructions conformes à celles-ci. Vous veillerez de concert à leur exécution dans la limite de vos attributions respectives.

Je vous adresse tous les remerciements du Gouvernement pour la façon dont vous avez accompli votre mission et nous comptons sur votre dévouement pour ne quitter Tamatave que quand votre présence ne vous paraîtra plus nécessaire dans l'île.

G. HANOTAUX.

**M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Tamatave, le 13 décembre 1894.
(Arrivé le 15 décembre 1895.)

J'ai intégralement exécuté les instructions contenues dans votre télégramme du 8 décembre et remis tout pouvoir au Commandant en chef de la division navale. Hier matin, Tamatave a été occupé. Les Hovas n'ont opposé aucune résistance. Un navire, se méprenant sur leurs mouvements, a tiré quelques coups de canon.

Cette nuit, les Hovas ont commencé à incendier les propriétés rurales des environs.

La sécurité de nos compatriotes à la côte Ouest ne paraît pas suffisante. Le *Hugon* est parti pour Majunga. Nossi-Vé est évacué.

J'attendrai la réponse du Premier ministre jusqu'au 26, et je rentrerai par le premier courrier, à moins d'ordres contraires, que vous pourrez télégraphier le 22, *via* Maurice.

LE MYRE DE VILERS.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. le Général Duchesne, commandant en chef le corps expéditionnaire de Madagascar.

Paris, le 29 mars 1895.

Monsieur le Général,

La confiance du Gouvernement vous a placé à la tête du corps expéditionnaire destiné à opérer à Madagascar. Avant votre départ, je crois devoir vous indiquer, d'une façon aussi nette que les circonstances permettent actuellement de le faire, la ligne de conduite politique que vous aurez à observer au cours de la campagne qui va s'ouvrir.

Il est indispensable tout d'abord de bien vous rendre compte du but que nous voulons atteindre. Nous n'avons d'autre intention que d'assurer d'une manière incontestée à Madagascar la situation d'Etat protecteur qui appartient à la France. Il nous a paru que ce résultat ne pouvait être obtenu que par une action militaire dirigée au siège de la puissance du Gouvernement malgache. C'est cette action militaire que vous avez pour mission d'accomplir, en installant une garnison à Tananarive et un détachement à Fianarantsoa.

En même temps que vous procéderiez à cette opération d'ordre purement militaire et pour laquelle il ne m'appartient pas de vous donner des instructions, vous aurez à obtenir du Gouvernement malgache la signature de la Convention et du Protocole annexe dont vous trouverez le texte ci-inclus. L'objet de cette convention est de confirmer les avantages que nous ont conférés les précédents traités, de définir ou préciser les points qui ont donné lieu à des divergences d'appréciation et de nous assurer des garanties effectives contre le retour des difficultés qui se sont produites et ont motivé l'expédition. Cet instrument sera établi en français seulement ; vous vous garderez de donner, par écrit, sur son contenu, des explications qui ne manqueraient pas d'être ensuite invoquées comme partie intégrante de la Convention. Il est bien entendu en outre que le Plénipotentiaire qui signera cet acte au nom du Gouvernement malgache devra être Malgache, muni de pouvoirs réguliers, et que la Convention sera, séance tenante, soumise à la ratification de la Reine.

Je dois maintenant examiner les différentes alternatives qui pourraient se produire avant qu'on puisse arriver à la signature de la Convention. Ou bien le Gouvernement malgache, venant immédiatement à résipiscence, s'efforcera de traiter au cours de votre marche vers Tananarive, ou bien il attendra pour se soumettre que nos troupes se soient emparées de cette ville, ou bien encore, poussant la résistance jusqu'à ses dernières limites, il abandonnera la capitale pour se retirer dans le sud, la seule région où il paraisse pouvoir se procurer le riz indispensable à la nourriture des soldats et de la population qu'il aurait entraînée dans sa fuite.

Dans le premier cas, sans d'ailleurs suspendre ou même retarder votre marche, vous ne vous refuserez pas à signer le traité, à la condition toutefois que les plénipotentiaires envoyés vers vous soient des indigènes autorisés par leur situation et munis de pouvoirs réguliers.

Je crois devoir, à ce propos, signaler à toute votre attention l'importance qu'il y a à vous renseigner exactement sur la situation des personnes qui se présenteront à vous soit pour traiter, soit simplement pour vous offrir de s'entremettre officieusement entre vous et le Gouvernement de la Reine. Autant il serait regrettable de repousser des propositions sérieuses émanées de personnages autorisés, autant il y aurait d'inconvénients à prêter l'oreille à des intermédiaires insuffisamment qualifiés.

Je ne puis que vous laisser à ce sujet une certaine latitude.

Afin de faciliter cette partie de votre tâche et de vous aider, d'une manière générale, dans l'accomplissement de la mission politique qui vous incombe, le Gouvernement a décidé de mettre à votre disposition M. Ranchot, Résident général adjoint à Madagascar, qui a acquis, pendant un séjour prolongé dans l'île, une connaissance approfondie des hommes et des choses de ce pays. Ses conseils éclairés vous seront d'un utile secours et je ne doute pas que vous ne vous empressiez d'y recourir, le cas échéant.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que votre marche sur Tananarive ne doit être à aucun moment interrompue. L'occupation du siège du Gouvernement étant l'objet même de l'expédition, quelles que soient les dispositions dans lesquelles vous trouverez le Gouvernement hova, la prise de possession de Tananarive doit être la première condition de la paix.

Si le Gouvernement malgache attendait à Tananarive l'arrivée de notre corps expéditionnaire et si vous vous trouviez en présence d'un pouvoir régulièrement constitué, vous feriez signer la convention par cette autorité et vous installeriez immédiatement une garnison dans la ville.

Si la Cour abandonnait Tananarive, vous auriez à vous mettre immédiatement en mesure de la poursuivre et de l'atteindre. Affaiblie par l'effet moral qu'aurait produit sur la population l'entrée de nos troupes dans la capitale, manquant probablement de vivres, peu apte à prendre des décisions et à s'organiser au milieu d'événements aussi graves, elle prolongerait d'autant moins sa résistance qu'on ne lui laisserait pas le temps de se reconnaître. Aussi, et en prévision de l'éventualité que je viens d'examiner, est-il à désirer que la marche du corps expéditionnaire sur Tananarive s'effectue le plus rapidement possible, de façon que vous puissiez, le cas échéant, disposer, durant la saison sèche, de délais suffisants pour faire aboutir votre poursuite dans les conditions les moins pénibles pour nos soldats.

La question de la signature de la Convention me conduit tout naturellement à vous parler de l'attitude à observer vis-à-vis de la Reine et du

Premier ministre. Il est de toute nécessité que nous nous trouvions, pour traiter, en face d'un pouvoir existant, connu et accepté de la population. Vous ne devrez donc rien tenter pour enlever son trône à la Reine Ranavalona.

Il n'y aurait même que des avantages à ce que ce fût la Souveraine elle-même qui prit l'initiative des pourparlers devant amener la soumission des Hovas.

D'autre part, s'il est moins important pour nous que Rainilaiarivony, dont l'autorité sortira probablement fort amoindrie de la crise provoquée par lui, reste au pouvoir, si même il serait vraisemblablement difficile de l'y maintenir après l'installation effective de notre Protectorat à Madagascar, il n'en est pas moins vrai que, provisoirement et surtout avant d'avoir traité, nous n'avons aucun intérêt à l'en faire descendre. J'appelle d'une façon toute spéciale votre attention sur ces deux points. Si une action inconsidérée de notre part nous mettait dans l'obligation de pourvoir nous-mêmes et à la fois au remplacement de la Reine et à celui du Premier ministre, nous risquerions de voir un Gouvernement sans autorité, incapable d'assurer le respect de la Convention qu'il aurait signée, et d'imprimer une direction aux affaires durant la période troublée que Madagascar va traverser. Il nous faudrait par suite prendre en main, plus ou moins directement, l'administration du pays, et le Gouvernement de la République tient à prévenir une éventualité qui lui ferait assumer des responsabilités de toute nature et l'engagerait dans des dépenses excessives.

C'est seulement dans le cas où, après la fuite de la Reine et du Premier ministre, il vous paraîtrait impossible d'obtenir leur adhésion au projet de traité, qu'il y aurait lieu, à l'expiration du délai qui leur aurait été signifié, de proclamer la déchéance de Ranavalona et de pourvoir à son remplacement.

La nouvelle Reine devrait être choisie dans la famille d'Andrianampoinimerina, qui a été appelée de tout temps à fournir les personnages élevés à la dignité royale. Il conviendrait de placer auprès d'elle, comme Premier ministre, un homme qui, en même temps qu'il posséderait une autorité personnelle suffisante, paraîtrait disposé à accepter loyalement notre direction et à nous prêter son concours pour l'exécution du traité qui aurait été signé au nom de la Reine. Sur ce point encore, je ne doute pas que vous ne fassiez appel aux conseils et à l'expérience de M. Ranchot.

Quel que soit le pouvoir avec lequel les événements vous amènent à traiter, vous devrez, comme ligne de conduite générale, éviter, autant que possible, de porter atteinte à l'état de choses actuellement existant à Madagascar.

L'organisation politique et administrative de l'île, si embryonnaire et si imparfaite qu'elle soit, nous sera, au début du moins, d'un utile secours pour le fonctionnement de notre Protectorat. Les modifications qu'il pourrait y avoir lieu d'y d'introduire devraient être étudiées avec soin et ne peuvent, dans tous les cas, être décidées au lendemain de l'entrée de nos troupes à Tananarive. Vous vous garderez donc d'édicter des mesures administratives pouvant engager l'avenir.

Vous n'aurez pas non plus à vous préoccuper de la solution des questions auxquelles peuvent donner naissance les contrats, concessions et autres actes du Gouvernement malgache antérieurs à la signature de la Convention. Vous vous bornerez à lui interdire, jusqu'à nouvel ordre, la signature de nouveaux actes du même genre.

Vous prendrez soin cependant de vous assurer sans délai le contrôle effectif des ressources qui peuvent servir à constituer un budget des recettes pour le Protectorat. Le produit des douanes sera, dès le début, la principale source de revenus pouvant être utilisée pour cet objet.

Les droits de douane perçus dans les ports de Majunga, Vohémar, Féné-
rive, Tamatave, Vatomandry et Mananjary, affectés, depuis 1886, à la
garantie des semestrialités d'un emprunt contracté par le Gouvernement
malgache, conserveront jusqu'à nouvel ordre la même destination.

Pour les autres ports, tous vos efforts devront tendre à ce que les recettes soient envoyées exactement à Tananarive et déposées en lieu sûr pour former le premier aliment de la caisse du Protectorat. Si, soit au cours de l'expédition, soit à l'arrivée à la capitale, vous veniez à vous saisir de sommes d'argent appartenant au Gouvernement malgache, elles devraient être réservées pour doter le budget du Protectorat.

Je n'ai pas besoin de vous recommander de traiter les populations indigènes avec un grand esprit de justice et de leur témoigner toute la bienveillance conciliable avec le souci de votre sécurité et les exigences des opérations militaires. Il serait impolitique de froisser sans nécessité leurs mœurs, leurs intérêts et même leurs préjugés. Par l'article 1^{er} de la Convention annexe que nous avons préparée, nous laissons la porte ouverte à des modifications dans le régime de la propriété à Madagascar. Mais, tout en proclamant un principe dont le succès couronnera nos constants efforts, nous n'entendons aborder cette partie de notre tâche qu'à notre heure et sans précipitation. Vous aurez aussi à veiller avec soin à ce qu'il ne soit pris aucune mesure de nature à soulever les délicates questions de l'esclavage et de la corvée.

Vis-à-vis des Sakalaves, spécialement, vous aurez à vous tenir sur une grande réserve. Il importe que la question de la constitution ultérieure des pouvoirs politiques et administratifs locaux reste entière. Nous devons, sans doute, nous efforcer d'attirer à nous les populations indépendantes ou semi-indépendantes qui existent dans l'île, mais sans nous lier par des promesses que, peut-être, nous ne pourrions tenir à l'avenir.

L'Arrangement entre la France et l'Angleterre conclu à Londres le 5 août 1890 stipule « que dans l'île de Madagascar, les missionnaires des deux pays jouiront d'une complète protection. La tolérance religieuse, la liberté pour tous les cultes, pour l'enseignement religieux, sont garanties ». Vous devrez, en conséquence, veiller à ce que, conformément aux traités passés par le Gouvernement malgache avec les Puissances étrangères, aucune entrave ne soit apportée au fonctionnement des diverses missions établies dans la grande île. Mais en même temps que nous leur assurons une égale protection, nous sommes en droit d'exiger que ces missions, et, en particulier, celles appartenant à des nationalités étrangères, se renferment exclusivement dans leur rôle religieux et ne profitent pas de la situation qui leur est acquise pour nous créer des difficultés politiques. Si des faits de cette nature venaient à se produire, vous vous empêsseriez de les signaler au Gouvernement, qui aviserait aux mesures à prendre pour en empêcher le renouvellement.

J'attire également votre attention sur l'intérêt sérieux qui s'attache à ce que les étrangers paisibles vivant sur les différents points de l'île ne soient l'objet d'aucune vexation de la part des agents du Gouvernement français. Mais il est bien entendu, par contre, que tout étranger dont la conduite

serait de nature à provoquer ou à encourager la résistance des Hovas pourra être, de votre part, l'objet des mesures de surveillance ou d'expulsion qui vous appartiennent en raison de l'état de siège, conformément aux règles du droit international, et que vous aurez notamment à appliquer la rigueur des lois militaires à ceux d'entre eux qui auraient été pris, les armes à la main, combattant dans les rangs des ennemis.

L'occupation militaire de Tananarive étant, comme je l'ai dit plus haut, la première garantie de l'exécution des engagements pris vis-à-vis de nous par la Cour d'Emyrne, il y aura lieu d'installer dans cette ville une garnison suffisante, d'une part pour assurer la sécurité de nos troupes, de l'autre pour donner au Représentant de la France l'autorité incontestée dont il doit jouir à Madagascar. Des précautions devront être prises pour que l'opération dont il s'agit s'effectue sans que les indigènes en souffrent dans leurs personnes ou dans leurs biens. Vous enverrez, en outre, un détachement pour occuper Fianarantsoa, capitale de la province des Betsileo, qui est, avec l'Imerina, la base de la puissance du Gouvernement de Tananarive. Les communications avec la côte Est par Tamatavę devront être rétablies le plus rapidement possible.

Seules, des nécessités militaires urgentes, des manifestations d'hostilité véritablement dangereuses contre nous, devraient vous décider à placer des troupes sur d'autres points que ceux indiqués ci-dessus. S'il existe, principalement dans le Sud et dans l'Ouest, des tribus qui parfois se livrent à des incursions ou provoquent des troubles locaux, le corps expéditionnaire n'a pas pour mission de pacifier les régions dont il s'agit. L'objet de la campagne a été nettement défini ci-dessus et ne doit pas s'étendre au-delà des limites qui vous sont ainsi assignées.

Je n'ai pas besoin, d'ailleurs, d'insister sur la nécessité, aussitôt après l'occupation de Tananarive, de procéder au désarmement des troupes malgaches et de la population indigène. Il importe, pour la sécurité de notre établissement à Madagascar, que cette opération soit effectuée avec le plus grand soin, en tenant compte, bien entendu, des besoins de l'ordre et de la police générale.

En vous confiant la mission dont je viens de tracer les grandes lignes, le Gouvernement sait qu'il peut compter sur votre entier dévouement pour la mener à bien et pour assurer l'établissement définitif de notre Protectorat à Madagascar.

G. HANOTAUX.

ANNEXE I

Projet de Traité.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. la Reine de Madagascar, en vue de mettre fin aux difficultés qui se sont produites entre eux, ont nommé..... lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs qui ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Le Gouvernement de S. M. la Reine de Madagascar reconnaît et accepte le Protectorat de la France avec toutes ses conséquences.

Art. 2. — Le Gouvernement de la République française sera représenté auprès de S. M. la Reine de Madagascar par un résident général.

Art. 3. — Le Gouvernement de la République française représentera Madagascar dans toutes ses relations extérieures.

Le Résident général sera chargé des rapports avec les Agents des Puissances étrangères ; les questions intéressant les étrangers à Madagascar seront traitées par son entremise.

Les Agents diplomatiques et consulaires de la France en pays étranger seront chargés de la protection des sujets et des intérêts malgaches.

Art. 4. — Le Gouvernement de la République française se réserve de maintenir à Madagascar les forces militaires nécessaires à l'exercice de son Protectorat.

Il prend l'engagement de prêter un constant appui à S. M. la Reine de Madagascar contre tout danger qui la menacerait ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats.

Art. 5. — Le Résident général contrôlera l'administration intérieure de l'île.

S. M. la Reine de Madagascar s'engage à procéder aux réformes que le Gouvernement français jugera utiles à l'exercice de son Protectorat, ainsi qu'au développement économique de l'île et au progrès de la civilisation.

Art. 6. — L'ensemble des dépenses des services publics à Madagascar et le service de la dette seront assurés par les revenus de l'île.

Le Gouvernement de S. M. la Reine de Madagascar s'interdit de contracter aucun emprunt sans l'autorisation du Gouvernement de la République française.

Le Gouvernement de la République française n'assume aucune responsabilité à raison des engagements, dettes ou concessions que le Gouvernement de S. M. la Reine de Madagascar a pu souscrire avant la signature du présent Traité.

Le Gouvernement de la République française prêtera son concours au Gouvernement de S. M. la Reine de Madagascar pour lui faciliter la conversion de l'emprunt du 4 décembre 1886.

Art. 7 et dernier. — Il sera procédé dans le plus bref délai possible à la délimitation des territoires de Diégo-Suarez. La ligne de démarcation suivra, autant que le permettra la configuration du terrain, le 12°45' de latitude Sud.

ANNEXE II

Protocole annexé.

Article premier. — L'article 4 du Traité du 8 août 1868 et l'article 6 du Traité du 17 décembre 1885 feront l'objet d'une révision ultérieure destinée à assurer aux nationaux français le droit d'acquérir des propriétés dans l'île de Madagascar.

Art. 2. — Les nationaux des Puissances étrangères dont les Tribunaux consulaires seront supprimés, deviendront justiciables des Tribunaux français dans les mêmes conditions que les Français eux-mêmes.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Ranchot, Adjoint au Résident général de la République française à Madagascar.

Paris, le 28 mars 1895.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer qu'à la suite d'une décision prise en conseil des Ministres, vous avez été mis à la disposition de M. le Général commandant le corps expéditionnaire de Madagascar pour l'assister dans l'accomplissement de la mission politique qui lui incombera en dehors des opérations militaires.

Votre rôle consistera principalement à fournir, soit spontanément, soit sur sa demande, au Commandant du corps expéditionnaire tous les renseignements que vos précédents séjours à Madagascar vous ont permis de

réunir sur la situation générale du pays, sur son organisation politique, administrative et sociale, ainsi que sur les différents personnages avec lesquels le Général Duchesne pourra se trouver amené à entrer en relations au cours des pourparlers qu'il engagera en vue d'obtenir l'adhésion du Gouvernement malgache au projet de Traité dont la conclusion doit être son principal objectif.

Je crois utile de vous faire connaître les vues du Gouvernement à ce sujet, telles qu'elles sont exposées dans les instructions générales qui ont été adressées au Commandant en chef.

En décidant l'envoi d'une expédition à Madagascar, le Gouvernement de la République s'est proposé de mettre fin à la situation intolérable créée par le Gouvernement malgache qui, malgré nos protestations réitérées, se refusait obstinément à exécuter les traités conclus par lui avec la France, de nous procurer des garanties efficaces contre le retour des difficultés qui se sont produites et de nous permettre, par le contrôle que nous exercerons désormais sur le Gouvernement malgache, de faire cesser les abus ainsi que de provoquer les réformes destinées à faire entrer définitivement Madagascar dans la voie du progrès et de la civilisation.

En même temps qu'elles marquent le but à atteindre, les instructions remises au Général Duchesne lui indiquent les mesures qu'il aura à prendre en sa qualité de Commandant en chef du corps expéditionnaire.

Son attention a été appelée tout particulièrement sur l'intérêt qu'il y aurait à traiter avec le Gouvernement existant et à ne porter, autant que possible, provisoirement aucune atteinte à l'organisation politique actuelle.

Ce résultat semble pouvoir être obtenu sans difficulté, si le Gouvernement malgache, se rendant compte de la situation, fait parvenir au Général commandant le corps expéditionnaire, dès son arrivée à Madagascar, des propositions d'accordement ou de soumission. Le Général Duchesne pourra alors, tout en poursuivant sa marche sur Tananarive, engager des pourparlers avec les envoyés de la Cour d'Emyrne, mais à la condition que ces envoyés soient des Malgaches et qu'ils puissent établir qu'ils ont réellement qualité pour parler au nom du Gouvernement de la Reine. Les instructions remises au Général Duchesne lui signalent l'importance qu'il y aura à se renseigner exactement sur la situation des personnes qui se présenteront à lui, soit pour traiter, soit pour lui offrir de s'entremettre officieusement. Le concours de votre expérience pourra être particulièrement utile en cette occasion au Commandant du corps expéditionnaire. Il y a lieu de croire que le Premier Ministre commencera par dépêcher vers le Général des personnages d'ordre inférieur, chargés de sonder ses intentions. Prêter l'oreille à leurs ouvertures serait retarder d'autant le moment où Rainilaiarivony se décidera à envoyer des négociateurs plus sérieux. Ceux-ci ne seront peut-être pas, au début, munis de pleins pouvoirs réguliers. J'estime qu'ils ne devraient pas, pour cette seule raison, être écartés, lorsque, en raison de leur situation personnelle et de famille, ou de leurs fonctions officielles, leur demande paraîtra revêtir un caractère suffisamment sérieux.

Il est à prévoir, d'ailleurs, que les pourparlers qui s'engageront ainsi pendant la marche du Commandant du corps expéditionnaire sur Tananarive n'auront d'autre objet que de retarder cette marche, et que le Gouvernement malgache ne se décidera à traiter que lorsque nos troupes seront sous les murs de la capitale.

Si la Reine et le Premier Ministre se déclaraient alors prêts à souscrire à nos conditions, il y aurait intérêt à profiter sans retard de ces dispositions en procédant à la signature du Traité et à l'installation d'une garnison dans la ville. Rien ne s'opposerait, dans ce cas, au maintien sur le trône de la reine Ranavalona.

Il pourrait se faire, au contraire, que le maintien du Premier Ministre présentât plus d'inconvénients que d'avantages. Il appartiendrait au Commandant du corps expéditionnaire de se rendre compte de la situation et de prendre à cet égard votre avis, ainsi qu'en ce qui concerne le successeur éventuel de Rainilaiarivony.

La question de l'attitude à observer vis-à-vis de la Reine et du Premier Ministre deviendrait plus délicate si la Cour, au lieu de rester à Tananarive, abandonnait la capitale et se réfugiait dans le Sud. Dans ce cas, le Commandant du corps expéditionnaire devrait s'efforcer de la ramener, soit en négociant, soit de vive force, et, s'il espérait pouvoir y parvenir dans un délai assez court, il y aurait encore avantage, semble-t-il, à attendre le retour de la Reine pour signer avec elle le Traité et à lui conserver le pouvoir soit avec Rainilaiarivony, soit en écartant ce dernier.

C'est donc seulement au cas où, après la fuite de la Reine et du Premier Ministre, toutes les tentatives pour les ramener dans la capitale et obtenir leur adhésion au projet de traité resteraient sans résultat, qu'il y aurait lieu, à l'expiration du délai qui leur aurait été signifié, de proclamer la déchéance de Ranavalona et de pourvoir à son remplacement.

La Reine devrait être choisie dans la famille d'Andrianampoinimerina qui a été appelée de tout temps à fournir les personnages élevés à la dignité royale. Il conviendrait de placer auprès d'elle, comme Premier Ministre, un homme qui, en même temps qu'il posséderait une autorité personnelle suffisante, paraîtrait disposé à accepter loyalement notre direction et à nous prêter son concours pour l'exécution du Traité qui aurait été signé au nom de la Reine. Vous avez une connaissance suffisante des personnages jouissant actuellement d'une certaine autorité à Tananarive et de ceux qui se sont montrés les plus enclins à reconnaître notre légitime influence, pour que vos conseils éclairés soient d'un précieux secours au Général Duchesne.

La partie la plus importante de la tâche du Commandant du corps expéditionnaire sera terminée lorsqu'il aura conclu, soit avec le Gouvernement actuel, soit avec celui qui serait institué à sa place, le Traité dont le texte, arrêté par le Gouvernement de la République, sera remis au Général Duchesne. Il restera toutefois à ramener le calme et la sécurité et à prendre les premières mesures destinées à faciliter le fonctionnement du nouvel état de choses prévu par le Traité.

À ce point de vue, les instructions adressées au Général Duchesne lui recommandent de s'attacher à rassurer les populations indigènes sur nos intentions, et d'éviter autant que possible tout ce qui pourrait porter atteinte à leurs coutumes et à leurs traditions. Les modifications qu'il y aura lieu d'introduire dans l'organisation administrative ou sociale du pays devront, par la suite, faire l'objet d'une étude attentive, et c'est au nouveau Représentant de la République à Madagascar qu'il appartiendra de saisir le Gouvernement de propositions motivées, en ce qui concerne notamment les questions de la propriété, de la corvée, de l'esclavage, etc. J'attire à ce point de vue toute votre attention sur la portée du projet de

convention annexée que j'ai remis au Général Duchesne, et qui donnera lieu de ma part à des instructions spéciales.

Le Commandant du corps expéditionnaire pourra avoir à prendre, immédiatement après la signature du Traité, certaines mesures administratives provisoires. Vous devrez seconder le Général Duchesne dans cette tâche et vous lui préterez avec empressement le concours qu'il jugera à propos de vous demander.

Les services que vous avez déjà rendus dans les différents postes que vous avez occupés à Madagascar me donnent l'assurance que vous vous acquitterez, à l'entièvre satisfaction de mon Département, de la mission qui vous a été confiée et qui vous permettra d'acquérir de nouveaux titres à la bienveillance du Gouvernement.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Ranchot, Adjoint au Résident général de la République française à Madagascar.

Paris, le 9 avril 1895.

Monsieur, vous connaissez le texte du projet d'Arrangement qui a été approuvé par le Gouvernement et que le Commandant du corps expéditionnaire est chargé de soumettre à l'adhésion du Gouvernement malgache.

Les dispositions de ce projet, qui sont relatives à la reconnaissance de notre Protectorat, aux attributions du Résident général, au maintien des forces militaires nécessaires à l'exercice du Protectorat, etc., ne me paraissent pas exiger des explications particulières.

Je crois utile, au contraire, de préciser les vues dont s'est inspiré le Gouvernement en adoptant les stipulations contenues à l'article 5, § 2, du projet d'Arrangement et au Protocole annexe.

Aux termes de l'article 5, § 2, S. M. la Reine de Madagascar « s'engage à procéder aux réformes qui seront reconnues nécessaires au développement économique de l'île et au progrès de la civilisation ».

Dans la pensée du Gouvernement, les premières réformes qu'il conviendra de réaliser concernent l'amélioration du régime de la corvée, la suppression progressive de l'esclavage et l'organisation de l'administration judiciaire.

Comme vous le savez, à Madagascar, la corvée consiste dans l'obligation imposée à tout homme libre, par le Gouvernement ou par ses Représentants, de faire gratuitement un travail ou d'accomplir une prestation, dans un but d'utilité publique.

La corvée, ainsi comprise, correspond, dans l'état actuel du développement social du peuple malgache, à des besoins réels. Il est cependant certain que la prestation de cette sorte d'impôt personnel a donné lieu à de graves abus. Détournée de son but d'origine, la corvée n'a pas été employée uniquement, comme elle devait l'être, à satisfaire un intérêt général ; elle a été mise au service d'exigences purement privées.

Par sa répartition inégale et arbitraire, elle est devenue, en maintes circonstances, un fardeau insupportable pour les habitants. Ainsi pratiquée, elle a fini par mettre obstacle à tout travail régulier et rémunérateur et par empêcher un emploi normalement assuré de la main-d'œuvre libre.

Nous ne saurions, toutefois, nous dissimuler les inconvénients qu'il y

aurait à tenter de supprimer ou de modifier radicalement dès le début de notre Protectorat une institution qui, malgré ses défectuosités, est si profondément entrée dans les mœurs et les habitudes du pays. Il suffira, pour le moment, d'en empêcher les abus, d'en ramener l'emploi au but d'utilité générale qui a été son principe et d'en répartir équitablement la charge entre les contribuables. Sous certains aspects, elle est une sorte d'impôt dont nous ne pouvons recommander l'abolition avant que le Gouvernement hova soit en mesure d'y suppléer d'une autre manière.

La question de l'esclavage, qui est avec la corvée une des bases de l'organisation sociale de Madagascar, s'impose encore plus impérieusement aux préoccupations du Gouvernement.

Des nombreuses observations qui ont été recueillies, il résulte que l'esclavage revêt à Madagascar un caractère particulier qui le différencie sensiblement de l'esclavage africain : il a cessé, en fait et en droit, de s'alimenter par la traite, et, en règle générale, il ne se perpétue que par les naissances d'enfants issus de femmes esclaves. Dans la pratique, il paraît être devenu une sorte de servage domestique ; on s'accorde aussi à reconnaître que les Hovas sont doux et humains envers leurs esclaves et que la condition de ces derniers n'est point matériellement malheureuse.

Ces considérations de fait ne sauraient, malgré tout, nous faire oublier l'immoralité de cette institution et les inconvénients qu'elle pourrait avoir pour le développement ultérieur de la colonisation française dans la grande île. Les principes de notre civilisation et nos traditions nationales exigent que l'esclavage disparaîsse d'une terre soumise à l'influence française. La France ne va pas seulement à Madagascar pour y faire respecter ses droits, mais aussi pour y faire acte de puissance civilisatrice. Nous ne saurions non plus admettre que, sur le domaine du Protectorat, le travail servile restât normalement organisé pour faire une concurrence indéfinie au travail libre des colons européens.

Il est évident cependant qu'à l'heure présente, en raison même des obscurités de la situation actuelle, nous ne pouvons que poser en principe l'abolition de l'esclavage, en nous réservant le choix du moment et des voies et moyens. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que nous mettions dès maintenant à l'étude l'adoption de certaines mesures propres à amener la suppression graduelle de l'esclavage, telles que l'interdiction de la vente des esclaves, la faculté pour les esclaves de se racheter, la proclamation de la liberté en faveur des enfants qui naîtront à l'avenir des femmes esclaves, etc.

La question du droit de propriété foncière a donné lieu entre le Gouvernement français et le Gouvernement hova à des malentendus qui ont été entretenus en partie par la conception particulière que les Hovas se sont faite du droit de propriété du sol.

Au point de vue malgache, la Reine seule est propriétaire du sol ; ses sujets ne peuvent acquérir d'autre droit que celui d'une sorte d'usufruit, d'une durée illimitée, transmissible indéfiniment, soit par vente, donation, testament, droit d'héritage ou autrement : mais ce droit est révocable au gré de la Reine.

Il semble donc que les Hovas, par une fiction commune d'ailleurs à d'autres nations, ont été amenés à établir une certaine confusion entre le droit de propriété du sol et l'idée de la souveraineté représentée par la Reine.

Pour tourner la difficulté, on a eu recours à la conclusion de baux à long terme, dont la durée ne pouvait dépasser 99 ans. En fait, un bail pour une période aussi longue équivalait à un véritable droit de propriété. Toutefois cette conception de droit est tellement contraire aux principes généralement admis, qu'il y a un intérêt évident à constituer pour la propriété du sol par les particuliers un régime plus conforme aux règles en usage dans tous les pays civilisés.

C'est en vue de cette réforme nécessaire, qui fera également l'objet d'une étude spéciale et approfondie, que le Gouvernement a introduit dans le Protocole annexe une disposition ainsi conçue : « L'article 4 du Traité du 8 août 1868 et l'article 6 du Traité du 17 décembre 1883 feront l'objet d'une révision ultérieure, destinée à assurer aux nationaux français le droit d'acquérir des propriétés dans l'île de Madagascar. »

La reconnaissance de notre Protectorat par les Hovas et son application doivent avoir pour corollaire indispensable l'extension de la juridiction des Tribunaux français aux étrangers établis dans la grande île. Aussi le Protocole annexe dispose, dans son article 2, que « les nationaux des Puissances étrangères dont les Tribunaux consulaires seront supprimés deviendront justiciables des Tribunaux français dans les mêmes cas et les mêmes conditions que les Français eux-mêmes ».

Nous ne pouvons nous borner à assurer aux Français et aux étrangers les bienfaits d'une administration de la justice entourée de toutes les garanties que la science juridique, la dignité et la haute intégrité de la magistrature française peuvent offrir à ses justiciables ; nous avons également des devoirs de même ordre à remplir vis-à-vis des indigènes.

Il existe à Madagascar, mais à l'état rudimentaire, une organisation judiciaire indigène.

Des plaintes sans nombre ont malheureusement démontré que les magistrats hovas ne possédaient ni l'indépendance ni l'intégrité qui devraient être inhérentes à leurs fonctions.

Soumis à Tananarive à l'influence du Premier Ministre, de son entourage et des « grands », subordonnés dans les provinces à la toute-puissance des gouverneurs, ils ne rendent d'autres sentences que celles qu'ils savent être agréables aux autorités supérieures.

Le besoin d'une magistrature intégrée et éclairée est un de ceux qui sont le plus vivement ressentis et manifestés par le peuple malgache. Aussi sommes-nous en droit d'espérer que c'est en donnant satisfaction à ces légitimes aspirations que nous parviendrons à faire accepter et apprécier plus rapidement que le peuple les bienfaits de notre Protectorat.

Nous aurons donc à rechercher, par un contrôle prudemment exercé, les moyens de moraliser l'administration de la justice indigène, à laquelle nous devons assurer l'indépendance et imposer l'intégrité.

Il est évident cependant que, dans l'état encore incomplet de nos connaissances des lois et coutumes du pays, nous ne saurions sans danger provoquer des réformes précipitées ou incomplètement étudiées, qui ne toucheraient que les relations entre indigènes.

Il devra en être autrement dans les causes mixtes. Dans ces espèces, il nous appartiendra d'intervenir plus directement, d'autant plus que le principe de la constitution des Tribunaux mixtes nous a déjà été garanti par l'article 4 du Traité du 17 décembre 1883. Nous aurons donc à prévoir les mesures destinées à mettre en pratique les stipulations antérieures dans un

sens conforme à l'esprit qui a présidé à la conception générale du nouveau Traité.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Général Duchesne, Commandant en chef le corps expéditionnaire de Madagascar.

(Télégramme.)

Paris, le 18 septembre 1895.

En présence de l'étendue des sacrifices que nous a imposés la résistance prolongée des Hovas, le Gouvernement de la République a pensé qu'il n'y avait plus lieu d'user à l'égard de la Reine ou du Gouvernement hova, quel qu'il soit, des ménagements que nous avions cru pouvoir garder en rédigeant le projet de Traité qui vous a été remis lors de votre départ.

En conséquence, si, comme les dispositions annoncées par vous le font présumer, vous entrez à Tananarive d'ici à quelques semaines, ou même si vous obtenez, avant d'atteindre cette ville, la soumission complète du Gouvernement hova, l'Acte qui mettra fin aux hostilités devra être signé par la Reine ou par le Chef, quel qu'il soit, du Gouvernement hova et non plus par vous. Il n'aura donc plus un caractère bilatéral et comportera simplement la soumission des Hovas à notre Protectorat. Le projet de Traité qui vous a été remis devra donc être modifié ainsi qu'il suit : supprimer le préambule ; art. 1, art. 2, art. 3, sans modification ; dans l'article 4, supprimer le second alinéa ; art. 5, sans modification ; supprimer l'article 6 sauf le paragraphe deuxième ; supprimer l'article 7.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception du présent télégramme, aussitôt qu'il vous sera parvenu.

G. HANOTAUX.

Le Colonel Bailloud, directeur des étapes à Majunga, à M. le Général Zurlinden, ministre de la guerre.

(Télégramme.)

Majunga, le 10 octobre 1895.

(Arrivé à Paris le 10 octobre.)

Je reçois à l'instant l'avis officiel suivant, daté d'Andriaba, 9 octobre : « Après une action brillante, Tananarive a été occupé le 30 septembre.

« Les négociations pour la paix ont commencé le 1^{er} octobre et ont abouti dans la soirée du même jour, sous réserve de la ratification du Gouvernement de la République ». Colonel BAILLOUD.

Le Général Duchesne, commandant en chef le corps expéditionnaire de Madagascar, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 7 octobre 1895.

(Arrivé à Paris le 19 octobre.)

Je viens de recevoir aujourd'hui même le télégramme que vous m'avez adressé à la date du 18 septembre.

Il me semble impossible de revenir sur le traité signé et ratifié le 1^{er} de ce mois.

Général DUCHESNE.

M. Ranchot, adjoint au Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 7 octobre 1895.

(Arrivé à Paris le 19 octobre.)

Votre télégramme du 18 septembre n'est parvenu qu'aujourd'hui au Général commandant en chef. Le général Duchesne juge impossible de revenir sur le fait accompli. Je partage cet avis. Le Gouvernement malgache ne comprendrait pas un contrat unilatéral. Jusqu'ici nous avons franchi la première phase d'une situation très délicate sans trop de difficultés. L'agitation se calme; mais elle renaitrait, si le traité était remis en question. Avec la Convention signée le 1^{er} octobre, nous pouvons, sous le couvert du Gouvernement malgache, agir comme nous l'entendrons. Le contrat unilatéral, permettant de négliger le Gouvernement malgache, nous conduirait fatallement à l'administration directe et nous sommes en mesure ici d'apprécier, dès maintenant, par la désorganisation produite dans le pays où la colonne a passé, quelle charge écrasante assumerait la France. Ce serait la continuation de l'expédition pendant plusieurs années.

Le Premier ministre et les principaux Conseillers hostiles sont sous la garde militaire. Il est impossible de conserver Rainilaiarivony dans le pays. Il serait utile de lui désigner un lieu d'exil dans une de nos possessions.

Le désarmement se poursuit, la population rentre peu à peu à Tananarive.

A. RANCHOT.

M. Ranchot, adjoint au Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Tananarive, le 15 octobre 1895.

(Arrivé à Paris le 21 novembre.)

Le temps me fait absolument défaut pour écrire longuement à Votre Excellence, mais je lui transmets ci-joint en copie les notes que j'ai adressées au Général en chef pour lui rendre compte taut de la situation politique que des mesures prises par le Gouvernement malgache. La lecture de ces documents vous mettra au courant des événements survenus depuis notre arrivée.

Sur les conseils du Général en chef, la Reine a désigné comme successeur de Rainilaiarivony le Ministre de l'intérieur Rainitsimbazafy.

La nomination du nouveau Premier ministre, qui a été annoncée officiellement aujourd'hui, n'a produit aucune émotion appréciable dans la ville.

Rainilaiarivony a été interné à Tsarasaotra, maison de campagne de la Reine, son état de santé ne permettant pas actuellement un voyage à la côte.

M. le lieutenant de vaisseau Simon, officier d'ordonnance du Général en chef, part pour la France via Tamatave. Il est porteur du traité.

A. RANCHOT.

ANNEXE I

Note pour le Général en chef. — Situation politique.

Au moment de notre arrivée devant Tananarive, nous n'avions sur la situation que des renseignements vagues et faux pour la plupart, ainsi que nous

avons pu le constater depuis. Sur un seul point les informations qui nous avaient été fournies étaient à peu près exactes : le peuple désirait la paix ; seul, le Gouvernement voulait continuer la guerre. Jusqu'aux confins de l'Imérina, la résistance des Hovas avait, d'une façon générale, été assez faible pour nous permettre d'espérer que nous entrerions dans Tananarive sans grandes difficultés. A partir de Babay, l'attitude de l'ennemi s'est modifiée. Nous avons eu à combattre des troupes qui nous faisaient face, se retirant très lentement devant nous, inquiétant nos convois. Sur nos derrières, les populations se montraient hostiles. Avant de nous envoyer des parlementaires, les Hovas ont fait devant Tananarive une résistance qui était pour nous surprendre, étant donné le manque d'organisation de leur armée et le naturel plutôt timoré de leurs troupes.

De l'ensemble de ces faits, il ressort que, tant qu'ils ont pu se croire à l'abri des représailles de leur Gouvernement, les soldats hovas et leurs chefs n'ont eu qu'un véritable souci : éviter les dangers que la guerre leur faisait courir. En Emirne, soumis à l'influence immédiate du pouvoir central, ils n'ont pu se dispenser de faire un effort honorable. Le Premier ministre, en qui se résume le Gouvernement, a eu, tant sur le peuple que sur les soldats et officiers, une action et une autorité encore assez grandes pour amener ce résultat. Il a poussé la résistance jusqu'au bout. Il n'a cédé que devant la preuve évidente de son impuissance et peut-être pour ménager sa propre vie et celles de son entourage que menaçaient nos obus dirigés sur le palais.

Ces constatations ne pouvaient être, au lendemain de l'occupation de Tananarive, de nature à nous faire envisager d'un œil favorable le maintien aux affaires de Rainilaiarivony. Son attitude depuis la conclusion de la paix n'a pas été telle que nos appréciations aient pu se modifier.

Le traité du 1^{er} octobre 1893, préparé par le Gouvernement de la République, a été une surprise pour la Reine, le Premier ministre et la cour. Ils s'attendaient à un traitement plus rigoureux. Peu accessibles aux sentiments généreux, ne comprenant pas l'intérêt que nous avions à éviter de prendre en main l'administration directe de Madagascar qui nous imposerait des sacrifices pécuniaires considérables, ne se rendant pas compte au surplus de la portée de quelques-uns des articles du traité et du parti que nous pouvons en tirer, ils ont retenu des stipulations de l'instrument diplomatique qu'ils venaient de signer ceci seulement : la Reine, le Premier ministre et le Gouvernement étaient maintenus en place. Pour eux, aucune modification essentielle n'était apportée à l'ancien état de choses qui, après le premier moment de trouble causé par notre occupation, reprenait son cours. Sous l'impression de pareilles pensées, le Premier ministre reprenait confiance. La remise des armes de Tananarive ne marchait que très lentement, l'attitude de Rainilaiarivony et de son entourage devenait de plus en plus suspecte. Bien que la paix fût signée, on était plein de réticences. Des aides de camp du Premier ministre et des grands officiers répandaient le bruit que la situation ne tarderait pas à changer : les Français relireraient une partie de leurs troupes ; on pourrait alors les attaquer et les expulser du pays. Un certain nombre d'indigènes qui étaient allés se remettre à notre service étaient menacés. La population n'osait pas rentrer à Tananarive. Il était indispensable de prendre des garanties. La meilleure était incontestablement d'avoir constamment à notre disposition le Premier ministre et ses principaux conseillers en les mettant sous une garde militaire. C'est ce qui a été fait.

En dehors des mesures urgentes ayant trait à la sécurité, à l'alimentation du corps expéditionnaire et à la tranquillité de la ville et des environs, nous avons à en faire adopter par le Gouvernement malgache de nouvelles et qui doivent avoir pour objectif d'amorcer le fonctionnement de notre Protectorat. Ce n'est pas dans un délai de quatre jours, alors qu'il a été à peine possible de prendre connaissance d'une situation profondément troublée par notre expédition, que ce côté de la question a pu être abordé. D'ailleurs il me paraît plus impossible que jamais de conserver le Premier ministre aux affaires. Ce

serait dangereux. Rainilaiarivony s'est montré irréductible ; il a encore sur la population et les officiers une action très grande. Son prestige n'a été qu'en partie atteint par notre entrée à Tananarive et beaucoup de gens croient que la situation actuelle n'est que transitoire. Pendant trente et un ans, il a exercé le pouvoir en autocrate et se plierait difficilement à notre contrôle qui, au sommet de l'échelle gouvernementale, devra, pour être efficace, s'exercer d'une façon incessante. J'estime qu'il faut l'exiler, non pas seulement de Tananarive, mais de l'île. En effet, l'endroit où nous le reléguerions dans l'intérieur deviendrait aussitôt un centre d'intrigues et d'agitation. D'autre part, le séjour dans un des ports de la côte exercerait, j'en suis persuadé, une plus fâcheuse influence sur la santé du Premier ministre que l'exil dans le midi de la France ou dans une de nos possessions à climat chaud et salubre. Nous profiterions de son départ pour lui adjoindre quelques officiers exécrés par la population, qui nous saura gré de cette mesure, et un ou deux autres personnages qui se sont toujours signalés par une hostilité acharnée contre nous.

L'arrestation du Premier ministre n'a pas produit une grande émotion parmi la population qui, si elle n'est pas absolument animée de sentiments hostiles à l'égard de Rainilaiarivony, déteste, en revanche, beaucoup de membres de sa famille et les gens de son entourage, à cause de leurs désordres et de leurs exactions.

On pouvait craindre, toutefois, que la disparition brusque, dans des circonstances aussi graves que celles du moment, de l'homme qui supportait tout le poids des affaires, ne jetât le désarroi dans l'esprit de la Reine et ne la poussât à prendre la fuite. Il n'en a rien été heureusement et, jusqu'ici du moins, elle paraît avoir accepté avec assez de philosophie l'arrestation de son Premier ministre et époux. Les assurances que lui a adressées par écrit le Général en chef et qu'il lui a renouvelées dans son audience du 3 octobre l'ont rassurée sur nos projets en ce qui la concerne personnellement.

Tananarive, le 5 octobre 1895.

A. RANCHOT.

ANNEXE II

Note pour le Général en chef.

Depuis la remise de ma dernière note au Général en chef, le Gouvernement malgache a pris, sous mon contrôle, différentes mesures dont le compte-rendu permet de suivre la marche et le progrès des différentes questions qui nous préoccupent plus spécialement aujourd'hui.

1^o *Désarmement.* — En ce qui concerne Tananarive, le désarmement est à peu près terminé. Nous sommes en possession de la plus grande partie de l'artillerie des Hovas et des quantités considérables de munitions renfermées dans les palais, magasins, poudrières et immeubles situés dans la ville ou aux environs immédiats. Les officiers malgaches ont déposé leurs armes à la place. Peut-être existe-t-il encore quelques fusils chez les habitants.

Le désarmement des troupes appelées pour faire la campagne contre nous et dispersées actuellement dans l'Iméridina, le Vouizongo, le Vakinankaratra et le Betsileo, présente plus de difficultés. Pour ces trois dernières provinces, les gouverneurs ont reçu pour instructions de faire ramasser tous les fusils, canons ou munitions. Des délais variant entre douze et trente jours ont été fixés pour l'accomplissement de cette opération.

Pour l'Iméridina, l'ordre envoyé aux soldats de rapporter dans les cinq camps où ils avaient coutume de se rassembler leurs armes et munitions, n'a donné au début pour ainsi dire aucun résultat. Des officiers malgaches rendus personnellement responsables ont alors été désignés pour activer le désarmement. Ils rencontrent beaucoup d'obstacles et sont obligés de perquisitionner dans chaque maison pour vérifier si des armes n'y ont point été déposées par des soldats absents ou en fuite. J'indique chaque jour le nombre d'armes recueillies.

Des instructions ont été adressées également aux Gouverneurs de Tamatave, d'Ambohimarina et de Morotsangana afin qu'ils remettent les armes et munitions dont ils disposent respectivement aux commandants de nos troupes à Tamatave, Diégo-Suarez, Ambohimadiro. Nous sommes encore sans nouvelles de ce qui a été fait à Tamatave, bien que l'ordre ait été expédié le 3 courant. La ligne télégraphique, en très mauvais état, ne fonctionne que jusqu'à Moramanga. Il se peut, en outre, qu'en raison de la longue interruption des communications, les tsimandoa aient été retardés dans leur voyage.

2^e *Retour de la population à Tananarive.* — Bien que la population ne soit pas encore entièrement revenue, chaque jour ramène des habitants à Tananarive, la frayeur qui inspirait nos troupes noires se calme devant le bon ordre et la discipline de ces dernières, et peu à peu la ville reprend son aspect d'autrefois. Le marché de vendredi dernier a été animé et suffisamment approvisionné, notamment en denrées qui font l'objet habituel de notre consommation.

Dans les temples, dimanche dernier, aucun discours déplacé. Au temple de la Reine, le pasteur a même, dans son prêche, fait allusion à la honté divine qui, si elle a voulu que les Malgaches fussent vaincus, leur a donné des vainqueurs magnanimes.

A la réunion des Gouverneurs des environs de Tananarive, mercredi et jeudi dernier, la Reine a envoyé des délégués pour prescrire à ces fonctionnaires de rassurer les populations et de les inviter à reprendre leurs travaux habituels ; M. Berthier, interprète, a assisté à cette réunion.

Des corvées ont été commandées pour réparer les digues qui avaient été coupées dans un but de défense. Ce travail est aujourd'hui terminé. Des kabary ont été faits afin d'exciter les populations à ensemencer les rizières. Cette opération, qui ne fait que commencer pour le riz de la seconde récolte, ne se fait pas habituellement avant l'époque actuelle.

3^e *Route de Tamatave.* — Depuis huit à dix jours, les porteurs de filanjana et de marchandises ne font aucune difficulté pour se mettre en route à destination de Tamatave. Deux Européens sont même partis pour cette ville. L'intendance a pu envoyer plusieurs centaines de bourjanes à la côte. Cependant, le bruit ayant couru que Rainandriamampandry interdisait le passage, la Reine a envoyé, le 13 au soir, deux délégués qui ont reçu pour instructions de parcourir la route et d'envoyer fréquemment un rapport sur la situation.

4^e *Provinces.* — Dans le Sud et dans l'Ouest, l'émotion produite par notre marche et notre occupation de Tananarive ne s'est pas encore calmée. Des gens mal intentionnés répandent de faux bruits sur nos intentions. Des soldats qui se sont transformés en brigands jettent le désordre par l'annonce d'événements imaginaires et profitent du désarroi qu'ils ont fait naître pour piller les villages. Le Gouvernement malgache a envoyé dans ces directions les chefs de la noblesse et du peuple afin de rassurer les habitants et j'ai insisté pour que des exemples sévères fussent faits sur place. Mais la masse de la population est si crédule, si facilement impressionnable, qu'il faut s'attendre à ce que le calme ne soit pas rétabli avant quelque temps.

5^e *Chefs sakalaves.* — Le Gouvernement malgache, sur ma demande, a fait venir à Tananarive les trois princes sakalaves Ramboatofo, Hatovelo et Andrianaomby, qui avaient suivi les Hovas dans leur retraite depuis la côte ouest. Le Général en chef a vu ces princes, qui ont reçu l'ordre de rentrer dans leur pays. Les reliques qu'ils transportaient avec eux seront rapportées à Majunga et l'objet d'une surveillance spéciale de notre part.

6^e *Gouverneurs.* — D'après nos indications, le Gouvernement malgache a prescrit aux Gouverneurs des régions que nos colonnes ont traversées et qui, pour la plupart, avaient abandonné leur poste, de le rejoindre. Cet ordre a

déjà eu un commencement d'effet, cinq des Gouverneurs des différents districts entre Marovoay et Maevatanana se sont présentés au Général en chef et lui ont demandé de leur donner, avant leur départ, une lettre de recommandation pour nos commandants militaires.

Tananarive, le 14 octobre 1895.

A. RANCHOT.

ANNEXE III

Note pour le Général en chef. — Situation politique.

Depuis notre arrivée à Tananarive, la situation s'est certainement améliorée. La vie populaire, si elle n'est pas aussi animée que par le passé, a repris son cours normal. Nos troupes trouvent à s'approvisionner dans les différents marchés de la ville et chez les commerçants, elles n'ont pas de conflit avec les habitants, il ne s'est produit aucune collision ; le recrutement des porteurs, soit pour notre service à Tananarive, soit pour les transports à la côte, s'effectue sans difficultés ; nous nous procurons des domestiques et des ouvriers quand nous en désirons. Dans ce pays où les indigènes sont d'un naturel défiant et craintif vis-à-vis du pouvoir, ce sont là des indices certains que la confiance renait.

Le calme n'est pas encore rétabli parmi les populations des provinces. Des rumeurs inquiétantes ont circulé récemment au sujet des projets de résistance de quelques chefs hovas. Ces bruits sont, à mon avis, le produit de l'imagination fertile de quelques indigènes ; la crédulité publique les accueille sans d'ailleurs y croire fermement. Nous avons entendu des bruits analogues durant toute la campagne. Pour mettre à exécution de semblables projets, il faut de la suite dans les idées, une grande discipline, de la vigueur dans la résolution et dans l'action et des sentiments de patriotisme solide, toutes choses qui font défaut aux Hovas. Je ne veux certes pas dire que des alertes ne puissent encore se produire, qu'il faille négliger toutes précautions, mais j'ai la conviction qu'aucune force indigène à Madagascar n'est maintenant en état de nous menacer sérieusement.

Tananarive, le 14 octobre 1895.

A. RANCHOT.

M. Ranchot, adjoint au Résident général de la République française à Tananarive, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Tananarive, le 21 octobre 1895.
(Arrivé à Paris le 5 novembre.)

La situation s'améliore de plus en plus. Les routes de Tamatave et de Majunga sont ouvertes et sûres. Dans la région Ouest, les Gouverneurs indigènes regagnent les postes qu'ils avaient abandonnés pendant l'expédition. Le commandant de la division navale a fait savoir que tout était calme à la côte Est.

La Reine a tenu ce matin un kabary populaire.

A. RANCHOT.

ETATS-UNIS. — GRANDE-BRETAGNE

Correspondance relative à la question de délimitation de la frontière entre le Vénézuéla et la colonie de la Guyane anglaise.

M. Olney à M. Bayard.

(Communiqué au marquis de Salisbury par S. E. M. Bayard, le 7 août.)

Département d'Etat, Washington, le 20 juillet 1895.

Monsieur,

Je suis chargé par le Président de vous communiquer ses vues sur une question qui a été, de sa part, l'objet d'anxieuses réflexions et au sujet de laquelle il n'est pas arrivé à une conclusion sans avoir un vif sentiment de sa haute importance et de la sérieuse responsabilité que peut entraîner toute action à venir.

Je n'ai pas l'intention, et pour le but que je me propose, il n'est pas nécessaire, d'entrer dans un exposé détaillé du différend qui existe entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla, au sujet de la frontière occidentale de la colonie de la Guyane anglaise. Le différend est ancien ; il a commencé dès l'époque où la Grande-Bretagne a acquis des Pays-Bas, par le traité de 1814, « les établissements de Demerara, d'Essiquibo et de Berbice. » Depuis ce temps, la limite entre le Vénézuéla et ces établissements (qui forment aujourd'hui la Guyane anglaise), n'a pas cessé d'être un sujet de discussion. Les prétentions des deux parties, il faut le reconnaître, ne sont pas bien définies. D'un côté, le Vénézuéla, dans toutes les Constitutions qu'il s'est données depuis qu'il est devenu un Etat indépendant, a déclaré que les limites de son territoire sont celles qu'avait la Capitainerie Générale du Vénézuéla, en 1810. Cependant, pour faire preuve, dit-il, « de modération et de prudence », il s'est borné à demander que la ligne d'Essiquibo — c'est-à-dire la ligne qui suit la rivière Essiquibo, — fût adoptée comme limite entre le Vénézuéla et la Guyane anglaise. D'un autre côté, un défaut de précision, au moins égal, caractérise les prétentions de la Grande-Bretagne. Par exemple, il ne paraît pas qu'il ait été démontré qu'en 1814, les établissements acquis par la Grande-Bretagne eussent des limites occidentales clairement définies, pouvant être actuellement reconnues, limites qui seraient celles qu'on réclame aujourd'hui ou qui, constituant la frontière primitive, auraient servi de base à une légitime extension de territoire. L'Angleterre, ayant la possession effective d'un district appelé le district de Ponaron, est resté indifférente, en apparence, à la détermination exacte du territoire de la colonie, jusqu'en 1840, époque à laquelle elle a chargé un ingénieur, Sir Robert Schomburgk, d'en rechercher et d'en fixer les limites. Le résultat de ce travail fut le tracé de la ligne dite ligne Schomburgk qui fut arpentée et mesurée, dessinée sur des cartes et indiquée sur le terrain par des poteaux, des chiffres et d'autres signes.

Si l'on s'attendait à voir le Vénézuéla accepter cette ligne, cette espérance était condamnée à être promptement déçue. Le Vénézuéla protesta

immédiatement, avec une telle vigueur et un tel succès qu'on lui repré-senta cette ligne comme n'étant qu'un essai — une partie seulement d'un projet de délimitation générale concernant le Brésil et les Pays-Bas, aussi bien que le Vénézuéla, — et les bornes établies pour ce tracé furent enlevées d'après les ordres formels de lord Aberdeen. Dans ces conditions, il semble impossible de regarier la ligne Schomburgk comme constituant une frontière réclamée par la Grande-Bretagne, en vertu d'un droit acquis et comme autre chose qu'une ligne établie sur de simples considérations d'opportunité ou de convenance. Depuis 1840, d'autres limites ont été proposées, de temps à autre, par la Grande-Bretagne, mais toutes comme lignes de convention auxquelles on désirait que le Vénézuéla donnât son assentiment, et sans prétendre, en aucun cas, du moins cela est à supposer, qu'elles résultaient d'un droit acquis. Ainsi, aucune des parties ne peut s'appuyer, aujourd'hui, sur un titre légal pour obtenir la frontière qu'elle revendique. La Grande-Bretagne n'a formulé aucune prétention de cette nature, tandis que le Vénézuéla ne donne son adhésion à la ligne Essiquibo qu'à titre de concession libéralement faite à son adversaire.

Il reste à faire connaître brièvement plusieurs autres circonstances de l'affaire : l'augmentation continue, de la part de l'Angleterre, de prétentions indéterminées ; le résultat de différentes tentatives pour faire arbitrer le différend et la part prise, dans cette affaire, par les Etats-Unis. Ainsi qu'on l'a déjà vu, l'établissement de la ligne Schomburgk, en 1840, fut immédiatement suivie — d'une protestation de la part du Vénézuéla et de la part de la Grande-Bretagne, d'actes qui ne peuvent être interprétés que comme un désaveu de ce travail. D'ailleurs, — en dehors des faits déjà mentionnés, — lord Aberdeen lui-même proposa, en 1844, une limite ayant son point de départ à la rivière Moroco, ce qui était un abandon évident de la ligne Schomburgk. Malgré cela, cependant, à chaque modification dans les prétentions de la Grande-Bretagne, la frontière de la Guyane anglaise a été de plus en plus reculée à l'ouest de la ligne ainsi proposée. La ligne Granville, en 1881, avait son point de départ à une distance de 29 milles de Moroco dans la direction de Punta-Barima. La ligne Rosebery, de 1886, plaçait la limite à l'ouest de la rivière Guiama, et, à peu près à la même époque, si l'on doit ajouter foi à la publication officielle anglaise connue sous le nom de « Statesman's Year Book », la surface de la Guyane anglaise s'était accrue subitement de 33,000 milles carrés ; — en effet, elle avait été fixée à 76,000 milles carrés en 1885, et à 109,000 milles carrés en 1887. Le point de départ de la ligne Salisbury, en 1890, était fixé à l'embouchure de l'Amacuro, à l'Ouest de Punta-Barima, sur l'Orénoque ; et enfin, en 1893, une seconde ligne Rosebery indiquait la frontière comme partant d'un point situé à l'Ouest de l'Amacuro aussi loin que la source de la rivière Cumano et la Sierra d'Usupamo. Ces prétentions diverses n'ont pas été seulement formulées sur le papier. L'exercice d'une juridiction correspondant plus ou moins aux lignes indiquées les a accompagnées ou suivies de près, et elles ont présenté un caractère d'autant plus irritant et plus injustifiable que les deux parties s'étaient engagées, si l'allégation émise est exacte, par une convention intervenue en 1850, à s'abstenir de toute occupation nouvelle du sol jusqu'à l'entier règlement du différend.

Pendant que les prétentions de l'Angleterre allaient en augmentant, comme cela vient d'être indiqué, le Vénézuéla faisait de vives instances

pour arriver au règlement de la question de délimitation. En effet, en tenant compte des préoccupations causées par la guerre d'indépendance et par de fréquentes révoltes intérieures, on peut dire que, véritablement, le Vénézuéla n'a jamais cessé de faire des efforts pour le règlement de la question. Il ne pouvait, d'ailleurs, agir que par des moyens pacifiques, tout recours à la force, à l'égard de son puissant adversaire, étant hors de question. En conséquence, peu de temps après le retrait de la ligne Schomburgk, une tentative fut faite pour fixer la frontière au moyen d'un traité et l'affaire paraissait s'acheminer vers une solution lorsque, en 1844, les négociations prirent fin par suite de la mort du plénipotentiaire du Vénézuéla.

En 1848, le Vénézuéla entra dans une période de troubles civils qui dura plus d'un quart de siècle et les négociations, interrompues en 1844, ne furent pas reprises avant 1876.

Dans le courant de cette année, le Vénézuéla offrit de terminer le différend en acceptant la ligne Moroco proposée par lord Aberdeen. Mais, sans donner de raison de son refus, lord Granville rejeta cette proposition et présenta une nouvelle ligne comprenant une large étendue de territoire à la propriété de laquelle toute prétention paraissait avoir été abandonnée par la décision antérieure de lord Aberdeen.

Le Vénézuéla refusa de l'accepter et les négociations se prolongèrent sans résultat jusqu'en 1882, époque à laquelle le Vénézuéla arriva à la conclusion que la seule voie qui lui était ouverte pour terminer le différend, était l'arbitrage.

Avant qu'il eut fait aucune proposition précise à ce sujet, la Grande-Bretagne prit l'initiative de conseiller la négociation d'un traité qui aurait pour but de régler différentes autres questions en même temps que celle de la délimitation. A la suite de cette proposition, en 1886, le gouvernement Gladstone donna son adhésion à un traité contenant une clause générale d'arbitrage en vertu de laquelle les parties devaient soumettre leur différend relatif à la frontière, à la décision d'une troisième puissance ou de plusieurs puissances amies des deux parties. Mais avant que ce traité ne fut signé, l'administration de M. Gladstone fut remplacée par celle de lord Salisbury qui refusa d'accepter la clause du traité relative à l'arbitrage, contrairement à la raisonnable attente du Vénézuéla qui était fondée sur la déclaration énergique faite par le premier ministre à la Chambre des lords, qu'aucun Gouvernement sérieux ne songerait à manquer aux engagements pris par ses prédécesseurs.

Depuis lors, le Vénézuéla a, seul, demandé et offert l'arbitrage, tandis que la Grande-Bretagne lui répondait qu'avant d'y consentir, elle exigeait qu'il fut convenu que l'arbitrage ne porterait que sur la partie du territoire contesté qui se trouve à l'ouest d'une ligne tracée par elle-même. Comme cette condition paraissait inadmissible et que, pendant que les négociations se poursuivaient, de nouvelles usurpations étaient commises sur les terrains qui sont revendiqués comme faisant partie du Vénézuéla, cet Etat suspendit, en 1887, toutes relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, protestant « devant le Gouvernement de S. M. Britannique, devant toutes les nations civilisées et devant le monde entier, contre les actes de spoliation commis à son détriment par le Gouvernement de la Grande-Bretagne auquel, en aucun temps et sous aucun rapport, il ne veut — reconnaître le pouvoir de modifier en rien les droits qu'il tient de

« l'Espagne et qu'il sera toujours disposé à soumettre à la décision d'une troisième puissance ».

Les relations diplomatiques n'ont pas été reprises depuis, bien que des actes que le Vénézuéla considère comme de nouvelles et flagrantes agressions de la part de l'Angleterre aient forcé cet Etat à reprendre, en ce qui concerne la question de la frontière, de nouvelles négociations — en 1890, par l'intermédiaire de son ministre à Paris et d'un envoyé spécial et, en 1893, par l'intermédiaire d'un agent confidentiel le señor Micheleux. Ces négociations ont eu le sort des négociations antérieures, la Grande-Bretagne refusant l'arbitrage en ce qui concerne le territoire situé à l'ouest d'une ligne arbitrairement tracée par elle. Toutes les tentatives faites dans ce but prirent fin au mois d'octobre 1893, époque à laquelle le señor Micheleux remit au ministre des affaires étrangères la déclaration suivante :

« J'accomplis le plus strict devoir en protestant, de la manière la plus solennelle, au nom du Gouvernement du Vénézuéla, contre les procédés de la colonie de la Guyane anglaise qui constituent une usurpation du territoire de la République et contre la déclaration que contient la communication faite par V. E. et de laquelle il résulte que le Gouvernement de S. M. Britannique considère cette partie du territoire comme appartenant à la Guyane anglaise et n'admet aucune réclamation à ce sujet, de la part du Vénézuéla. A l'appui de cette protestation, je me réfère à tous les arguments présentés à V. E. dans ma note du 29 septembre dernier et à ceux qui ont été formulés, par le Gouvernement du Vénézuéla, dans les différentes occasions où la même protestation a été élevée.

« Je laisse au Gouvernement de S. M. Britannique l'entièr responsabilité des événements qui pourront se produire en raison de la nécessité où se trouve le Vénézuéla de s'opposer, par tous les moyens en son pouvoir, à la prise de possession d'une partie de son territoire ; en effet, en ne tenant aucun compte des justes représentations qu'il a faites dans le but de mettre, au moyen d'arbitres, un terme à ce violent état de choses, le Gouvernement de S. M. méconnaît les droits du Vénézuéla et « lui impose le devoir pénible, mais impérieux, de pourvoir à sa légitime défense. »

Les Etats-Unis n'ont pas été, et, en raison de leur politique traditionnelle, ils ne pouvaient rester indifférents à la contestation de territoire qui existe entre la Grande-Bretagne et la République du Vénézuéla et qui vient d'être brièvement esquissée. La note adressée, en 1876, au ministère anglais des affaires étrangères, par laquelle le Vénézuéla ouvrait les négociations était, en même temps, communiquée à ce Gouvernement.

Au mois de janvier 1881, M. Evarts, alors secrétaire d'Etat, répondit ainsi qu'il suit à une dépêche du ministre du Vénézuéla à Washington, concernant certaines démonstrations qui se seraient produites à l'embouchure de l'Orénoque :

« En réponse à votre dépêche, je dois vous informer qu'en raison du profond intérêt que le Gouvernement des Etats-Unis prend à tous les actes relatifs à des tentatives d'impiétètement de la part des puissances étrangères, sur le territoire de l'une des Républiques de ce continent, ce Gouvernement ne pourrait voir, avec indifférence, l'Angleterre s'emparer, par la force, de l'un de ces territoires, s'il est démontré que c'est dans ce but que des vaisseaux se trouvent actuellement à l'embouchure de

« l'Orénoque. Ce Gouvernement attend avec une impatience naturelle les renseignements plus détaillés que lui a promis le Gouvernement du Vénézuéla et dont il espère que l'envoi ne sera pas plus longtemps retardé. »

Au mois de février suivant, M. Evarts écrivait de nouveau, sur le même sujet, dans les termes ci-après :

« Me référant taut à votre note du 21 décembre dernier concernant les opérations de certains vaisseaux anglais à l'embouchure et près de l'embouchure de l'Orénoque, — qu'à la réponse que j'y ai faite, le 31 du mois dernier, et aux récentes occasions où, dans nos conférences relatives à l'objet de votre mission, cette question a été traitée, je considère qu'il est de mon devoir, à la veille de quitter mes fonctions, de vous assurer de toute l'attention que le Gouvernement des Etats-Unis ne peut manquer d'apporter à l'examen de tout dessein, intéressant la possession du territoire américain, de la nature de celui qu'a formé le Gouvernement de la Grande-Bretagne ; j'exprime aussi le regret que les informations complémentaires promises dans votre note relative au dessein dont il s'agit ne me soient pas parvenues assez à temps pour que je puisse les examiner avec toute l'attention que j'aurais pris soin de leur donner malgré le travail rigoureux qu'impose l'expédition des affaires publiques, au terme d'une administration. Je ne doute pas, cependant, que vos représentations, en exécution des nouvelles instructions que vous attendez de votre Gouvernement, ne soient examinées par mon successeur avec le même empressement et la même sollicitude. »

En novembre 1882, une note indiquant l'état des négociations avec la Grande-Bretagne et une copie d'un projet de note suggérant le recours à l'arbitrage, furent communiquées au secrétaire d'Etat par le Président du Vénézuéla qui exprimait l'espérance que les Etats-Unis lui feraient connaître leur opinion, lui donneraient des conseils et accorderaient au Vénézuéla tout le soutien possible, dans le but de lui faire rendre justice.

M. Frelinghuysen, dans une dépêche adressée au ministre des Etats-Unis, à Caracas, répondit ainsi qu'il suit :

« Ce Gouvernement a déjà exprimé l'opinion qu'il convient de soumettre à l'arbitrage les contestations de cette nature lorsqu'il n'a pas été possible d'arriver à une entente mutuelle, et il a fait connaître qu'il était disposé, si le Vénézuéla le désire, à proposer à la Grande-Bretagne ce mode de règlement. Il semble que l'offre de leurs bons offices n'aurait pas autant de chances de succès, si les Etats-Unis s'adressaient à la Grande-Bretagne en se faisant, d'avance, les avocats d'une solution quelconque favorable au Vénézuéla. Autant qu'il leur est possible de conseiller et d'assister le Vénézuéla, les Etats-Unis pensent qu'il est préférable de se borner à suggérer de nouveau le recours à l'arbitrage et d'offrir leurs bons offices dans ce but. Cette demande d'arbitrage peut être faite d'autant plus aisément qu'il résulte d'une instruction adressée par le señor Seijas au ministre Vénézulien à Londres, le 15 juillet 1882, que le Président du Vénézuéla proposait au Gouvernement anglais de soumettre la contestation à la décision d'une troisième puissance.

« Vous profiterez de la plus prochaine occasion pour porter à la connaissance du señor Seijas les observations qui précédent en lui disant que tout en étant persuadés que la proposition d'arbitrage déjà faite directement à la Grande-Bretagne doit avoir de bons résultats (si, d'ailleurs son acceptation en principe ne les a pas déjà donnés), le Gouvernement des

« Etats-Unis sera heureux de prêter l'aide nécessaire pour déterminer amicalement la Grande-Bretagne à accepter cette proposition ; et, en même temps, vous ferez connaître au señor Seijas (dans un entretien particulier et sans recourir à la formalité d'une communication écrite), que les Etats-Unis, tout en recommandant fortement le recours à l'arbitrage pour le règlement des discussions internationales concernant les Etats de l'Amérique, ne cherchent pas à s'imposer comme arbitres ; regardant avec impartialité les questions de cette nature et n'ayant ni l'intention ni le désir d'en préjuger les mérites, ils ne refuseraient pas leur arbitrage s'il était demandé par les deux parties, et considérant les questions dont il s'agit comme nettement et essentiellement américaines, ils préféreraient toujours les voir régler par l'arbitrage d'une puissance américaine que plutôt d'une puissance européenne. »

En 1884, le général Guzman Blanco, ministre du Vénézuéla, en Angleterre, chargé spécialement des négociations entamées pour conclure un traité général avec la Grande-Bretagne, se rendit à Washington, avant de partir pour Londres, et, après plusieurs conférences, avec le secrétaire d'Etat, concernant la mission qui lui était confiée, fut recommandé ainsi qu'il suit, aux bons offices de M. Lowell, notre ministre à Saint-James :

« Les bornes dans lesquelles vos bons offices peuvent être profitablement employés à ces fins, auprès du Gouvernement de S. M., sont nécessairement laissées, en partie, à votre discrétion et surtout, vous devrez saisir l'occasion favorable pour faire connaître à lord Granville que nous ne sommes indifférents à rien de ce qui peut affecter les intérêts d'une République-sœur du Continent américain et sa situation dans la famille des nations.

« Si le général Guzman a recours à votre aide ou à vos conseils pour la réussite de sa mission, vous l'accueillerez avec une considération particulière et, sans engager les Etats-Unis dans la voie d'aucune solution politique déterminée, vous vous efforcerez de suivre les indications contenues dans la présente instruction. »

La marche des négociations du général Guzman n'a pas manqué d'être suivie avec intérêt par ce Gouvernement et, au mois de décembre 1886, dans le but de prévenir la rupture des relations diplomatiques — ce qui eut lieu au mois de février suivant — M. Bayard, alors secrétaire d'Etat, chargea, dans les termes suivants, notre ministre près de la Grande-Bretagne, de proposer l'arbitrage des Etats-Unis :

« Il ne paraît pas que jusqu'à présent les bons offices de ce Gouvernement aient été effectivement employés à prévenir une rupture entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla. Ainsi que cela est indiqué dans ma note n° 58, notre inaction à cet égard semblerait due à la crainte du Vénézuéla de voir les Etats-Unis faire auprès du Gouvernement anglais quelque démarche pouvant, même en apparence, nuire à ses efforts pour obtenir l'arbitrage ou la médiation qu'il désirait. Toutefois les archives fournissent des preuves abondantes de notre sollicitude amicale pour le règlement de cette question et les renseignements que je viens de recevoir m'autorisent à offrir, par votre intermédiaire, au Gouvernement de S. M., les bons offices des Etats-Unis, dans le but d'arriver à régler amicalement les préentions respectives de la Grande-Bretagne et du Vénézuéla.

« Comme preuve de l'impartialité avec laquelle nous considérons la

« question, nous offrons notre arbitrage, s'il paraît acceptable, aux deux parties. Nous hésitions d'autant moins à le faire que la contestation repose sur des faits historiques simples et faciles à constater.

« Le Gouvernement de S. M. comprendra facilement que cette attitude d'amicale neutralité et de complète impartialité au sujet des mérites d'une controverse qui n'est basée que sur une différence d'appréciation de fait entre nos amis et nos voisins, est compatible et entièrement d'accord avec le sentiment de responsabilité qui s'impose aux Etats-Unis relativement aux Républiques de l'Amérique du Sud. Les doctrines que nous avons promulguées, il y a deux générations, sur les instances et avec l'appui moral et l'approbation du Gouvernement anglais, n'ont rien perdu de leur force ni de leur importance par le progrès du temps, et les Gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis sont également intéressés à conserver un état de choses dont la sagesse a été démontrée par l'expérience de plus d'un demi-siècle.

« Il convient, en conséquence, que vous fassiez connaître à lord Iddesleigh, dans des termes aussi mesurés que votre discrétion vous le dictera, toute la satisfaction qu'éprouverait le Gouvernement des Etats-Unis, s'il apprenait que l'expression de ses désirs à ce sujet avait eu quelque influence sur le Gouvernement de S. M. »

Cette offre de médiation ne fut pas acceptée par la Grande-Bretagne qui répondit qu'une proposition semblable lui était déjà parvenue d'autre part et que le Gouvernement de la Reine n'avait pas perdu tout espoir de régler le différend au moyen de négociations diplomatiques directes. En février 1888, ayant été informé que le Gouverneur de la Guyane anglaise avait, par un décret, officiellement revendiqué la propriété du territoire traversé par le chemin de fer projeté de Ciudad-Bolivar à Guacipati, M. Bayard adressa à notre ministre, en Angleterre, une note de laquelle les passages suivants sont extraits :

« Les prétentions que l'on annonce avoir été formulées par les autorités de la Guyane anglaise font nécessairement naître de graves inquiétudes et font craindre que les revendications de territoire ne s'appuient ni sur les témoignages ni sur les traditions historiques, mais qu'elles soient sans limites. Il ne paraît pas qu'en aucun temps, jusqu'à ce jour, le district dont Guacipati est le centre ait été revendiqué comme territoire anglais et que ses habitants aient jamais été soumis à la juridiction anglaise, et si le décret attribué au Gouvernement de la Guyane anglaise existe réellement, on ne comprend pas comment une ligne de chemin de fer, allant de Ciudad-Bolivar à Guacipati, peut pénétrer dans un territoire sous la domination de la Grande-Bretagne ou le traverser.

« Il est vrai que la ligne réclamée par la Grande-Bretagne comme limite occidentale de la Guyane anglaise est vague et incertaine. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner l'état dressé par le ministère des colonies anglaises pour quelques-unes des années précédentes. A la fin de 1877, par exemple, la limite court dans la direction du sud-ouest de l'embouchure de l'Amacuro à la jonction des rivières Cotinga et Takutu. A la fin de 1887, dix ans plus tard, elle se détourne considérablement vers l'ouest en suivant le Yuruari. Guacipati se trouve très à l'ouest de la limite officiellement revendiquée en 1887, et il serait probablement instructif de comparer, avec cette ligne, les indications données par la carte qui se trouve sans doute jointe à l'état du ministère des colonies anglaises de cette année.

« Vous ferez bien d'exprimer, de nouveau, à lord Salisbury, la profonde satisfaction qu'éprouverait ce Gouvernement s'il voyait le différend vénézuélien amicalement terminé par arbitrage ou autrement et de l'assurer de notre empressement à faire tout ce qui dépendra de nous pour arriver à ce but.

« Dans le cours de votre entretien, vous pourrez mentionner l'article publié dans le Financier de Londres, du 24 janvier (vous pourrez vous en procurer un exemplaire et le soumettre à lord Salisbury), en manifestant la crainte que les prétentions toujours croissantes de la Guyane anglaise à la possession du territoire dont la juridiction n'a jamais, jusqu'ici, été contestée au Vénézuéla, ne soient de nature à diminuer les chances d'un règlement pratique.

« Si, réellement, il était démontré que les prétentions anglaises au sujet de la frontière n'ont pas de limites déterminées, nos bonnes dispositions pour aider à un règlement de la question seraient non seulement déçues, mais elles devraient laisser place à un sentiment de grave appréhension. »

En 1889, en apprenant que Barima, situé à l'embouchure de l'Orénoque, avait été déclaré port anglais, M. Blaine, alors secrétaire d'Etat, autorisa M. White à entrer en conférence avec lord Salisbury pour le rétablissement des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla, sur la base d'un retour temporaire au *statu quo*, et envoya les 1^{er} et 3 mai 1890 les télégrammes suivants à notre ministre en Angleterre (M. Lincoln) :

« 1^{er} mai 1890.

« M. Lincoln devra employer ses bons offices auprès de lord Salisbury, dans le but de faire reprendre les relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla, comme un premier pas vers le règlement, au moyen d'un arbitrage, du différend relatif à la frontière. Les propositions que, de concert, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont faites au Portugal et qui viennent d'être accueillies, semblent rendre l'occasion favorable pour soumettre ce différend à un arbitrage international. Il voudra bien proposer à lord Salisbury, dans un but de conciliation, de réunir dans une conférence officieuse, soit à Washington, soit à Londres, les représentants des trois puissances. Dans une conférence de cette nature, l'attitude des Etats-Unis est toute d'impartialité amicale à l'égard des deux parties en présence. »

« 5 mai 1890.

« Il est, néanmoins, à désirer que vous fassiez tout ce qui peut être compatible avec notre attitude d'impartialité amicale, pour engager les parties à adopter quelque moyen permettant d'établir exactement la valeur de leurs prétentions réciproques et de fixer équitablement les droits de chacun. La situation de neutralité de ce Gouvernement ne permet pas à ce département d'exprimer une opinion sur la nature de ces droits, mais il est évident que le terrain mouvant sur lequel la question anglaise de délimitation repose depuis plusieurs années, s'oppose à un sérieux examen de la nature et des bases de ses prétentions qui, seul, pourrait permettre de se former une opinion. »

Dans le cours de la même année 1890, le Vénézuéla chargea un envoyé spécial de se rendre à Londres dans le but de provoquer, par l'intermédiaire et à l'aide des bons offices du ministre des Etats-Unis, la reprise des

relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne ; mais cette mission échoua, parce que la condition absolue mise par le Vénézuéla à cette reprise était la soumission à l'arbitrage de la question de délimitation.

Depuis la clôture des négociations ouvertes par M. Micheleux, en 1893, le Vénézuéla a, plusieurs fois, appelé l'attention des Etats-Unis sur le différend ; il a insisté sur l'importance qu'il présente aussi bien pour les Etats-Unis que pour le Vénézuéla ; il l'a représenté comme ayant atteint un état aigu — exigeant impéricieusement, des Etats-Unis, une action déterminée, — et il n'a pas cessé de solliciter l'aide et l'appui des Etats-Unis pour arriver à un règlement définitif.

Ces appels n'ont pas été entendus avec indifférence, et des instructions ont été adressées à notre ambassadeur près de la Grande-Bretagne pour qu'il emploie toute son influence pour arriver au rétablissement des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla et à l'adoption de l'arbitrage pour le règlement de la question de délimitation. Le secrétaire d'Etat, dans une communication adressée à M. Bayard et portant la date du 13 juillet 1894, s'exprimait ainsi qu'il suit :

« Le Président désire voir régler d'une manière pacifique et honorable les difficultés qui existent entre un Etat américain et une puissante nation transatlantique, et il serait heureux de voir rétablir, entre eux, les relations diplomatiques qui pourraient conduire à ce but.

« Je ne vois à cette contestation que deux solutions équitables. L'une est la fixation, au moyen d'arbitres, des titres que les deux parties possèdent comme ayant respectivement succédé à la Hollande et à l'Espagne, dans leurs droits historiques sur le terrain dont il s'agit. L'autre serait d'adopter une nouvelle ligne frontière basée sur des considérations d'opportunité et de mutuelle convenance. Le défaut d'accord des deux Gouvernements sur la détermination d'une ligne conventionnelle, les recommandations publiques et persistantes faites par les Etats-Unis et par l'Angleterre en faveur du principe d'arbitrage, leur recours à ce principe pour le règlement d'importantes questions qui se sont élevées entre eux, font considérer ce mode d'arrangement comme particulièrement approprié à la circonstance présente, et ce Gouvernement sera heureux de faire tout ce qui lui sera possible pour qu'une décision intervienne dans ce sens. »

Des instructions ultérieures invitent M. Bayard à s'assurer si la Grande-Bretagne consentirait à recevoir un ministre du Vénézuéla. Dans son message annuel adressé au Congrès le 3 décembre dernier, le Président disait :

« La frontière de la Guyane anglaise est toujours en discussion entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla. Persuadé que hâter une solution sur des bases équitables et également honorables pour les deux parties serait en harmonie avec la ligne de conduite que nous avons constamment suivie dans le but d'éloigner de cet hémisphère toute cause de discussions avec les puissances d'outre-mer, je renouvellerai mes efforts pour rétablir les relations diplomatiques entre les parties et pour les déterminer à recourir à l'arbitrage, mode de règlement dont la Grande-Bretagne recommande si manifestement l'adoption en principe, qu'elle respecte dans la pratique et qui est ardemment réclamé par son moins puissant adversaire. »

Et, le 22 février 1895, une résolution conforme du Congrès déclarait : « Que l'avis émis par le Président..... que la Grande-Bretagne et le Vénézuéla devraient soumettre à un arbitrage amical leur différend relatif à la frontière, doit être chaudement recommandé à l'attention favorable des deux parties intéressées. »

Les faits les plus importants de la situation, tels qu'ils sont indiqués dans la relation qui précéde, peuvent être brièvement résumés ainsi :

1. Le droit à la possession d'un territoire d'une étendue indéterminée, mais évidemment très grande, est en discussion entre la Grande-Bretagne d'un côté et la République sud-américaine du Vénézuéla, de l'autre.

2. La différence qui existe entre les forces des réclamants est telle que le Vénézuéla ne peut espérer faire reconnaître ses droits que par des moyens pacifiques, — en se mettant d'accord avec son adversaire, soit sur le point même du litige, soit sur la question d'arbitrage.

3. Le différend qui a donné lieu à des prétentions diverses de la part de la Grande-Bretagne, existe depuis plus d'un demi-siècle ; pendant ce temps, les vives instances du Vénézuéla et ses efforts nombreux et persévérand pour établir une délimitation amiable sont restés infructueux.

4. L'inutilité des efforts tentés pour obtenir l'établissement d'une limite conventionnelle ayant été reconnue, le Vénézuéla, pendant un quart de siècle, a demandé et s'est efforcé d'obtenir l'arbitrage.

5. La Grande-Bretagne a toujours refusé et continue à refuser l'arbitrage à moins que le Vénézuéla ne renonce à une grande partie de ses prétentions et lui concède une vaste étendue du territoire en litige.

6. En interposant fréquemment ses bons offices à la requête du Vénézuéla, en demandant constamment et avec instance la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays ; en insistant pour que la contestation relative à la délimitation fût soumise à l'arbitrage ; en s'offrant comme arbitre ; en manifestant ses graves soucis toutes les fois que de nouveaux actes d'agression de la part des Anglais contre le territoire vénézuélien étaient portés à sa connaissance, le Gouvernement des Etats-Unis a montré clairement à la Grande-Bretagne et au monde que le différend est un de ceux qui affectent à la fois son honneur et ses intérêts et dont il ne peut regarder la prolongation avec indifférence.

L'exactitude du résumé ci-dessus de la situation actuelle ne paraît pas pouvoir être contestée. Il fait voir que cette situation est telle que ceux qui ont charge des intérêts des Etats-Unis se trouvent dans l'obligation de déterminer exactement quels sont ces intérêts et qu'elle conduite ils exigent. Il les force à déterminer si, et dans quelles limites, les Etats-Unis ont le droit ou le devoir d'intervenir dans un différend qui, primitivelement, concernait seulement la Grande-Bretagne et le Vénézuéla et jusqu'à quel point ils doivent veiller à ce que l'intégrité du territoire vénézuélien ne soit pas compromise par les prétentions de son puissant antagoniste. Ces droits et ces devoirs appartiennent-ils aux Etats-Unis ? Dans le cas de la négative, les Etats-Unis ont déjà fait tout, sinon plus que tout ce que peut justifier un intérêt purement sentimental dans les affaires des deux nations, et, pousser plus loin leur intervention, ne serait ni convenable ni digne et pourrait leur faire adresser le reproche de se mêler, mal à propos, d'affaires dans lesquelles ils n'ont pas un légitime intérêt. D'un autre côté,

si ces droits et ces devoirs existent, leur exercice ou leur accomplissement sérieux ne permet aucune action qui ne soit efficace, et qui, si les Etats-Unis ont le pouvoir nécessaire, n'aurait pas pour résultat la fin qu'on se propose. La question ainsi posée en principe, si l'on tient compte de la politique nationale constamment suivie, ne paraît pas difficile à résoudre.

Toutefois, les conséquences pratiques importantes qui dépendent de sa solution exigent qu'elle soit examinée avec soin et que les bases de la conclusion à laquelle on arrivera soient complètement et nettement déterminées.

Qu'il existe des circonstances dans lesquelles une nation peut justement intervenir dans un différend où deux ou plusieurs autres nations sont directement parties est un fait admis par le droit international. Cette doctrine est ordinairement exprimée en termes d'un caractère tout à fait général et ne peut, probablement pas, être formulée d'une façon plus précise. On reconnaît, en substance, qu'une nation peut user de ce droit toutes les fois que ce qui est fait ou projeté par une des parties primitivement intéressées, est une menace sérieuse et directe contre son intégrité, sa tranquillité ou son bien-être. La justesse de cette règle, lorsqu'elle est appliquée de bonne foi, ne peut être mise en doute d'aucun côté. Mais, c'est une conséquence malheureuse bien qu'inévitable, que la vaste portée de cette formule n'a que trop souvent servi de manteau pour couvrir d'injustes projets de spoliation et d'agrandissement. Nous avons à nous occuper aujourd'hui, non pas tant de la règle générale que de l'une de ses applications particulièrement et distinctement américaine. Washington, dans les solennels avertissements contenus dans son adresse d'adieu, a formellement prévenu ses concitoyens contre le danger de se mêler à la politique ou aux dissensions des puissances européennes. « L'Europe, dit il, a une « série d'intérêts qui lui sont propres, qui n'ont aucun rapport avec les « nôtres ou qui n'en ont que de très éloignés. Elle est fréquemment engagée dans des querelles dont les causes sont essentiellement étrangères à nos intérêts et, par suite, il y aurait de l'imprudence de notre part, à nous laisser engager, au moyen de liens artificiels, dans les vicissitudes ordinaires de sa politique ou dans les alliances ou dans les luttes, conséquences de ses amitiés ou de ses inimitiés. Notre situation isolée et distante nous invite et nous autorise à suivre une voie différente. »

Pendant l'administration du président Monroe, la doctrine contenue dans l'adresse d'adieu fut examinée sous tous ses aspects et en vue de ses conséquences pratiques. L'adresse d'adieu, tout en mettant l'Amérique hors du champ de la politique européenne, était muette sur le rôle qu'il devait être permis à l'Europe de jouer en Amérique. Sans doute on a pensé que la date récente de son admission dans la famille des nations ne lui permettait pas d'imposer des lois à ses aînées et que, d'ailleurs, la convenance et l'opportunité d'annoncer aux puissances européennes l'adoption d'une politique américaine spéciale ayant pour objet de les exclure de toute intervention dans les affaires politiques américaines, auraient pu sembler douteuses à une génération qui avait encore présente à l'esprit l'alliance française et les nombreux avantages qu'elle a procurés à la cause de l'indépendance de l'Amérique. 20 ans plus tard, cependant, la situation avait changé. La dernière née des nations avait considérablement grandi en pouvoir et en richesses ; elle avait montré sa puissance sur terre et sur mer, aussi bien dans les combats que dans les travaux de la paix, et elle avait

commencé à prendre, sur ce continent, une situation que le caractère de son peuple, ses libres institutions et son éloignement de la scène des dissensions européennes contribuaient à lui donner. L'administration de Monroe n'hésita pas, alors, à accepter et à appliquer la doctrine de l'adresse d'adieu et, en effet, elle déclara que la non-intervention de l'Amérique dans les affaires européennes impliquait nécessairement la non-intervention de l'Europe dans les affaires américaines. Persuadé, sans aucun doute, que ce ne serait pas payer trop cher l'abstention complète de toute intervention européenne dans les affaires américaines que de l'acheter au prix de l'abstention complète de l'Amérique dans les affaires européennes, le président Monroe dans son célèbre message du 2 décembre 1823, s'exprimait ainsi :

« Nous n'avons jamais pris aucune part aux guerres qui ont existé entre les puissances européennes au sujet des questions qui n'intéressaient qu'elles, et il n'était pas conforme à notre politique de le faire. C'est seulement, quand nos droits sont méconnus ou sérieusement menacés, que nous nous sentons atteints et que nous nous préparons à nous défendre. Nous sommes nécessairement plus directement intéressés à ce qui se passe dans cet hémisphère, par des motifs évidents pour tout observateur impartial et éclairé. Le système politique des puissances alliées est, à cet égard, essentiellement différent de celui de l'Amérique. Cette différence est la conséquence de celle qui existe dans leurs gouvernements. Notre nation tout entière est dévouée à la défense de notre constitution dont l'établissement a coûté tant d'or et tant de sang, qui est le fruit de la sagesse de nos citoyens les plus éclairés et grâce à laquelle nous avons joui d'un bonheur sans exemple. La loyauté ainsi que les relations amicales qui existent entre les Etats-Unis et ces puissances nous font un devoir de déclarer que nous regarderions comme dangereuse pour notre paix et notre sécurité toute tentative, de leur part, d'appliquer leur système politique dans une partie quelconque de cet hémisphère. Nous ne sommes pas intervenus et nous n'interviendrons dans aucune affaire concernant les colonies ou les possessions actuelles d'une puissance européenne ; mais, en ce qui concerne les Etats qui ont proclamé et maintenu leur indépendance, et dont, après un sérieux examen et en vertu de justes principes, nous avons reconnu l'indépendance, nous ne pourrions considérer toute intervention de la part d'une puissance européenne, dans le but soit de les opprimer, soit de régler leurs destinées d'une manière quelconque, que comme la manifestation de sentiments hostiles aux Etats-Unis....

« Notre politique à l'égard de l'Europe, adoptée au commencement des guerres qui ont si longtemps agité cette partie du globe, est restée la même ; elle consiste à n'intervenir dans les dissensions intérieures d'aucune de ces puissances, de considérer le Gouvernement *de facto* comme gouvernement légitime, de nouer avec lui des relations d'amitié et de les conserver au moyen d'une politique franche, ferme et virile, accueillant, dans toutes circonstances, les justes réclamations de chaque puissance et ne supportant d'injustice, d'aucune. Mais, en ce qui concerne ces continents, la situation est éminemment et manifestement différente. Il est impossible que les puissances alliées appliquent leur système politique à une partie quelconque de l'un des deux continents sans mettre en danger notre paix et notre prospérité. Personne ne peut supposer que

- nos frères du Sud, s'ils sont laissés à eux-mêmes, consentent à l'adopter.
- Il est également impossible, dès lors, que nous regardions avec indifférence toute intervention de ce genre sous quelque forme que ce soit. »

L'administration Monroe ne s'est pas contentée de formuler une règle précise devant régir les rapports entre l'Europe et l'Amérique ; elle a voulu aussi assurer les bénéfices pratiques qui doivent résulter de son application.

En effet, le message précité déclarait que les continents américains étaient entièrement occupés et qu'aucune nouvelle colonie ne pourrait, à l'avenir, y être établie par une puissance européenne. C'est à cet esprit et au désir d'atteindre ce but que doivent être attribués les passages du même message qui qualifient d'acte d'hostilité envers les Etats-Unis, toute infraction, de la part des puissances de l'Europe, à la règle de non-intervention dans les affaires américaines. On reconnaît qu'il était inutile d'établir une loi semblable si l'on ne pouvait contraindre à l'observer. Il était évident que les Etats-Unis étaient la seule puissance de cet hémisphère capable de la faire respecter. On déclara, alors, courageusement, non seulement que l'Europe ne devait pas intervenir dans les affaires américaines, mais encore que toute puissance européenne qui interviendrait serait considérée comme hostile aux intérêts des Etats-Unis et comme entrant en lutte avec eux.

Que l'Amérique ne soit, sur aucun point, ouverte à la colonisation, c'est un point qui, depuis longtemps, est universellement concédé bien qu'il n'ait pas été universellement admis à l'époque où il a été énoncé pour la première fois ; nous n'avons, en conséquence, qu'à nous occuper de cette autre conséquence pratique qui fait considérer comme un acte d'hostilité à l'égard des Etats-Unis toute infraction, d'une puissance européenne, à ce principe de la doctrine de Monroe. Le but précis et les limites de cette règle ne peuvent pas être trop clairement définis. Elle n'établit aucun protectorat général des Etats-Unis sur les autres Etats américains ; elle ne dispense aucun Etat américain des obligations qui lui sont imposées par les lois internationales ; elle n'empêche pas, non plus, toute puissance européenne directement intéressée, de contraindre un Etat à l'exécution de ses obligations ou de lui infliger toute punition méritée, pour les avoir enfreintes ; elle n'a pas pour objet d'intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat américain ni dans ses rapports avec les autres Etats américains ; elle n'autorise aucune tentative, de notre part, ayant pour but de changer la forme du Gouvernement d'un Etat américain ou d'empêcher les habitants de cet Etat de le modifier suivant leur volonté ou leur convenance. La règle en question n'a qu'un seul but et qu'un seul objet. C'est d'empêcher qu'une puissance européenne ou une réunion des puissances européennes, puisse, par la violence, priver un Etat américain du droit et du pouvoir de se gouverner à son gré et de régler lui-même ses destinées politiques.

On ne peut nier que la règle, ainsi définie, n'ait été considérée, depuis son établissement, comme loi de ce pays. Sa promulgation par l'administration Monroe, à ce moment particulier, était certainement due à l'inspiration de la Grande-Bretagne qui y donna de suite et publiquement une adhésion complète qui n'a jamais été retirée. Elle a été arrêtée et formulée par l'administration Monroe comme une doctrine distinctement américaine, de très grande importance pour la sécurité et la prospérité des Etats-

Unis et après l'examen le plus attentif de la part d'un cabinet qui comptait parmi ses membres John Quincy Adams, Calhoun, Crawford et Wirt et qui, avant d'agir, consulta, à la fois, Jefferson et Madison. Sa promulgation fut reçue avec acclamation par le peuple entier de ce pays, sans acceptation de parti. Trois ans après, Webster déclarait que cette doctrine renfermait l'honneur du pays. « Je la regarde, dit-il, comme une partie de son trésor « moral et, quant à moi, j'entends veiller à sa conservation », et il ajoutait : « Je considère le message de décembre 1823 comme une page brillante de « notre histoire. Je ne contribuerai ni à la raturer ni à la déchirer ; aucun « de mes actes ne tendra à la ternir ou à l'effacer ; elle fait honneur à la « sagacité du Gouvernement et ne portera pas atteinte à cet honneur. »

Bien que la doctrine pour laquelle Webster a de si grands éloges n'ait jamais été formellement confirmée par le Congrès, la Chambre déclara, en 1864, que le projet de la France d'établir une monarchie au Mexique était contraire à la politique des Etats-Unis et le Sénat fit connaître, en 1889, qu'il désapprouvait toute ingérence d'une puissance européenne quelconque dans l'établissement d'un canal à travers l'isthme de Darien ou l'Amérique centrale.

Il est manifeste que si une règle a été ouvertement établie et constamment appliquée par la branche exécutive du Gouvernement pendant plus de 70 ans, sans avoir été répudiée par le Congrès, on doit en conclure qu'elle a obtenu sa sanction. Il est certain que chacune des administrations qui se sont succédé depuis celle du président Monroe a eu l'occasion, et quelquefois plus d'une occasion, d'examiner la doctrine de Monroe et que, dans chaque circonstance, elle y a énergiquement souscrit. Les Présidents en ont parlé dans leurs messages au Congrès, et les Secrétaire d'Etat en ont, fréquemment, fait le thème d'observations diplomatiques.

Si l'on recherche quels ont été les résultats pratiques de l'application de cette règle, la liste n'en sera ni courte ni équivoque.

Son effet immédiat fut considérable et d'une grande portée. Elle fut le facteur souverain de l'émancipation de l'Amérique du Sud, et c'est à elle que les Etats indépendants qui se partagent aujourd'hui cette région sont, en grande partie, redevables de leur existence même. Depuis, le fait le plus frappant qui puisse être cité comme conséquence de son application est l'évacuation du Mexique par les Français, après la fin de la guerre civile.

Nous lui devons, aussi, les stipulations du traité Clayton-Bulwer qui, à la fois, déclara neutre tout canal interocéanique à travers l'Amérique centrale et interdit expressément à la Grande-Bretagne, d'occuper aucune partie de l'Amérique centrale ou d'y exercer une souveraineté quelconque. Elle a été appliquée dans la question de Cuba, justifiant la déclaration, que tout en respectant la souveraineté de l'Espagne, il ne serait pas permis à une autre puissance européenne de prendre possession de l'île.

Elle a contribué à déterminer la Grande-Bretagne à abandonner définitivement son prétendu protectorat sur la côte de Mosquito.

Le président Polk, dans la question du Yucatan concernant le projet de cession volontaire de ce pays à la Grande-Bretagne ou à l'Espagne, s'appuyait sur la doctrine de Monroe, peut-être à tort, quand il déclarait, dans un message spécial au Congrès, que les Etats-Unis ne pouvaient consentir à cette cession.

A peu près dans le même esprit, le secrétaire d'Etat Fish, affirmant, en 1870, que le président Grant n'avait fait que se conformer à l'enseignement

de toute notre histoire en déclarant dans son message annuel que les colonies existantes ne doivent plus être regardées comme pouvant être cédées par une puissance européenne à une autre et que, si leurs relations actuelles viennent à cesser, elles doivent devenir des Etats indépendants. Une autre conséquence de cette règle, bien qu'elle ne paraisse découler nécessairement ni de sa lettre ni de son esprit, se trouve dans l'opposition faite à l'admission de toute puissance européenne comme arbitre dans les contestations sud-américaines. Les questions américaines, est-il dit, doivent être résolues par l'Amérique et, dans cette voie, les Etats-Unis sont allés jusqu'à refuser de se joindre à la Grande-Bretagne et à la France pour agir, en qualité de médiateurs, dans la guerre entre le Chili et le Pérou.

Enfin, par le motif, entre autres, que l'autorité de la doctrine de Monroe et le prestige des Etats-Unis en leur qualité de tuteurs et gardiens, pourraient être sérieusement compromis, le secrétaire d'Etat Bayard se refusa énergiquement à soutenir la réclamation formée par Pelletier contre Haïti. « Les Etats-Unis, dit-il, se sont proclamés les protecteurs de ce monde occidental dans lequel ils sont de beaucoup les plus forts, contre l'intrusion des puissances européennes. Ils peuvent faire remarquer, avec une orgueilleuse satisfaction, que maintes et maintes fois ils ont efficacement déclaré que si une puissance européenne posait, sans de justes motifs, un pied hostile sur le sol de l'un des Etats du Nouveau-Monde qui se sont affranchis du joug européen, cet acte aurait les plus sérieuses conséquences. Ils ont fait connaître qu'ils soutiendraient, comme il leur appartient, les droits territoriaux des plus faibles de ces Etats, les regardant non seulement comme étant égaux aux yeux de la loi aux plus grandes nations, mais encore comme ayant des titres, au point de vue de leur politique spéciale, à une attention particulièrement bienveillante. Je crois devoir ajouter que si nous sanctionnions, par des représailles à Haïti, la brutale invasion de son territoire et l'outrage qui, suivant les faits qui nous sont rapportés, a été fait à sa souveraineté, si, par un acte solennel du Pouvoir exécutif et avec l'assentiment du Congrès, nous approuvions cette invasion, il nous serait difficile d'affirmer ensuite que nous n'avons jamais attenté nous-mêmes à ces droits du Nouveau-Monde dont nous sommes les gardiens particuliers. »

L'énumération qui précède ne fait pas seulement connaître les nombreuses circonstances dans lesquelles la règle en question a été affirmée et appliquée, elle démontre aussi que l'examen de la contestation relative à la frontière du Vénézuela rentre, de toutes manières, dans l'objet et dans l'esprit de la loi telle qu'elle a été constamment acceptée et mise en pratique. Un principe du droit public américain depuis si longtemps établi et soutenu ne peut être passé sous silence dans un cas où il est évidemment applicable, lors même que les considérations sur lesquelles il est fondé seraient obscures ou douteuses.

Aucun reproche de cette nature ne peut être fait à la doctrine de Monroe établie et définie de la manière indiquée ci-dessus.

Elle repose, au contraire, sur des faits et des principes qui sont clairs et indiscutables. On peut difficilement contester qu'une étendue d'Océan de 3,000 milles ne fasse que toute union politique permanente entre une puissance européenne et un Etat américain ne soit ni utile ni naturelle. Mais la situation physique ou géographique est la moindre des objections

qui puissent être faites à cette union. L'Europe, comme le faisait observer Washington, a un ensemble d'intérêts primordiaux qui lui sont particuliers. L'Amérique y est étrangère et ne doit entrer ni dans les difficultés ni dans les complications auxquelles ils peuvent donner lieu. Chacune des grandes puissances européennes, par exemple, entretient aujourd'hui des armées et des flottes énormes pour sa défense personnelle et pour se garantir contre l'agression d'une ou de plusieurs autres puissances. Qu'ont à faire les Etats-Unis avec cet état de choses ? Pourquoi s'appauvriraient-ils par des guerres ou par des préparatifs à des guerres dont les causes et les résultats ne les intéressent en rien ? Si toute l'Europe courait soudainement aux armes pour décider du sort de la Turquie, ne serait-il pas absurde qu'un Etat américain se trouvât inextricablement engagé dans les misères et soumis aux charges de la lutte ? Si cela était, ce serait pour lui comme une association aux dépenses et aux pertes de laquelle il contribuerait sans avoir aucune part aux bénéfices.

Ce qui est vrai des intérêts matériels n'est pas moins vrai de ce qu'on peut appeler les intérêts moraux. Les intérêts qui appartiennent à l'Europe et qui lui sont particuliers sont entièrement différents de ceux qui appartiennent à l'Amérique et qui lui sont particuliers. L'Europe, considérée dans son ensemble, est monarchique et avec la seule et importante exception de la République Française, est vouée au principe monarchique. L'Amérique, au contraire, est dévouée au principe exactement opposé — à l'idée que tout peuple possède le droit inaliénable de se gouverner comme il l'entend, et les Etats-Unis d'Amérique ont fourni au monde les témoignages et les preuves les plus manifestes et les plus concluants de l'excellence des libres institutions, soit au point de vue de la grandeur nationale, soit au point de vue du bonheur de chaque individu. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur ce côté du sujet, — soit que l'on considère les intérêts moraux ou les intérêts matériels, il ne peut qu'être universellement reconnu que ceux de l'Europe sont irréconciliablement différents de ceux de l'Amérique et que toute ingérence de l'Europe en Amérique serait à la fois injurieuse et déplacée. Si, pour les raisons déjà indiquées, on doit s'efforcer de conjurer toute intrusion violente des puissances européennes dans les questions politiques américaines, si, de même qu'on doit la conjurer, on doit aussi la prévenir et lui résister, les mesures de prévention et de résistance doivent venir des Etats-Unis ; elles doivent venir d'eux s'ils sont l'objet de l'attaque, et elles doivent aussi venir d'eux, s'il y a lieu d'y recourir, lorsque tout autre Etat américain est attaqué, puisque, seuls, les Etats-Unis possèdent la force nécessaire pour y pourvoir. Est-il vrai, alors, que la sécurité et la prospérité des Etats-Unis soient si intimement liées avec le maintien de l'indépendance de chaque Etat américain en lutte avec une puissance européenne, qu'elles exigent et justifient leur intervention toutes les fois que cette indépendance est en danger ? On ne peut réellement répondre à cette question que d'une seule manière. Les Etats de l'Amérique du Sud aussi bien que ceux de l'Amérique du Nord, sont, politiquement et commercialement, les amis et les alliés des Etats-Unis en raison de leur proximité géographique, de la sympathie naturelle qui existe entre eux et de la similitude de leurs constitutions.

Permettre la conquête de l'un d'entre eux par une puissance européenne serait détruire complètement cette situation et entraîner la perte de tous les avantages qui résultent de leurs relations naturelles avec nous ; mais, ce n'est pas tout. Le peuple des Etats-Unis a un intérêt vital dans la cause

du droit du peuple à se gouverner lui-même. Il a conquis ce droit pour lui et sa postérité au prix de sacrifices infinis de sang et d'argent; il en a démontré les bienfaisants résultats par un développement de la grandeur nationale et de la prospérité individuelle jusque-là sans exemple; il le regarde comme le salut de toutes les nations et il croit que la civilisation doit avancer ou reculer suivant que sa suprématie sera étendue ou restreinte. Imbu de ces sentiments, le peuple des Etats-Unis pourrait, peut-être, se trouver poussé à faire une active propagande en faveur d'une cause qui est d'un si grand prix pour lui et pour le genre humain; mais l'âge des croisades est passé et il se contente d'affirmer et de défendre le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes ainsi que l'exigent sa prospérité et sa propre sécurité. C'est pour ce motif, plutôt que pour tout autre, qu'il ne croit pas pouvoir permettre qu'une puissance européenne impose, par la violence, sa souveraineté, à un Etat quelconque de l'Amérique. Les malheurs qui pourraient résulter de ce fait ne sont pas moins réels parce qu'ils ne nous menacent pas immédiatement, dans une circonstance déterminée, et il n'est pas moins utile de se précautionner contre eux parce que la combinaison des événements qui peuvent les faire naître ne peut pas être prédicta.

Les Etats civilisés de la chrétienté se conduisent les uns à l'égard des autres, suivant essentiellement les mêmes principes que ceux qui règlent la conduite des individus. Plus un Etat est éclairé, plus sûrement il se persuade que son intérêt exige qu'il se gouverne constamment suivant les immuables principes du droit et de la justice. Mais chacun d'eux est malheureusement trop porté à succomber à la tentation de s'agrandir que certaines circonstances spéciales semblent lui offrir, et chacun d'eux n'hésiterait pas à mettre témoirement sa propre sécurité en péril, s'il n'était forcé de se rappeler que c'est principalement à sa propre force et à sa puissance qu'il doit d'être respecté par les autres nations. Aujourd'hui, les Etats-Unis sont, pratiquement, les souverains de ce continent, et leur décision est une loi dans les questions auxquelles ils ont limité leur intervention. Pourquoi? Ce n'est pas seulement en raison de l'amitié ou de la bienveillance qu'ils inspirent; ce n'est pas seulement en raison de leur haute situation comme Etat civilisé ni parce que leurs actes sont invariablement caractérisés par la sagesse et l'équité, c'est, outre ces motifs, parce que leurs ressources infinies, combinées avec leur position isolée, les rendent maîtres de la situation et pratiquement invulnérables pour toutes les autres puissances. Tous les avantages que donne cette supériorité seraient mis en péril, si l'on admettait que les puissances européennes pussent convertir des Etats américains en colonies ou en provinces leur appartenant. Ce droit serait promptement mis à profit et chaque puissance qui s'en prévaudrait procurerait immédiatement une base d'opérations militaires contre nous. Ce qui serait permis à une puissance ne pourrait être refusé à une autre et il n'est pas invraisemblable que la lutte actuellement engagée pour la possession de l'Afrique ne se transportât dans l'Amérique du Sud. Si ce fait se produisait, les peuples les plus faibles seraient, sans nul doute, promptement absorbés et le résultat final serait le partage de l'Amérique du Sud entre les puissances européennes. Les conséquences désastreuses qu'aurait un tel état de choses, pour les Etats-Unis, sont évidentes. Les moindres d'entre elles seraient la perte de son prestige, de son autorité et de son influence dans le conseil des nations. Nos seuls rivaux dans la paix comme nos seuls

ennemis dans la guerre seraient établis à nos portes. En remontant dans notre histoire, nous voyons que, depuis de longues années, nous sommes affranchis des maux et des charges qu'entraînent d'immenses armées permanentes et des dépenses que causent nécessairement les grands établissements militaires; cette exemption de charges a largement contribué à notre grandeur et à notre richesse aussi bien qu'au bonheur de chaque citoyen. Mais, si les puissances de l'Europe étaient campées sur notre sol d'une façon permanente, nous ne pourrions nous attendre à conserver l'heureuse situation dont nous avons joui si longtemps. Nous aussi, il faudrait nous armer jusqu'aux dents; nous aussi, il faudrait convertir la fleur de notre population mâle en soldats et en marins et, en les enlevant aux travaux variés et pacifiques de l'industrie, il faudrait, nous aussi, annuler complètement une grande partie de l'énergie productive de la nation. Il est difficile de concevoir qu'une plus grande calamité puisse nous atteindre. Nos justes appréciations ne peuvent être affaiblies par la supposition que les puissances européennes ont des sentiments de bienveillance et d'amitié pour nous et qu'elles seraient disposées, si elles devenaient nos voisines, à vivre avec nous en paix et en harmonie.

Le peuple des Etats-Unis a appris à l'école de l'expérience combien il est vrai que les relations des Etats entre eux ne dépendent ni de sentiments ni de principes, mais reposent uniquement sur un intérêt égoïste. Ils n'oublieront pas de sitôt que, dans leurs jours de détresse, leurs anxiétés et leurs peines ont été aggravées par la possibilité de démonstrations contre leur existence nationale de la part de puissances avec lesquelles ils avaient depuis longtemps maintenu les relations les plus amicales. Ils ont encore présente à l'esprit la France saisissant l'apparente opportunité que lui offraient nos guerres civiles pour établir une monarchie dans l'Etat voisin du Mexique. Ils sont persuadés que si la France et la Grande-Bretagne avaient eu, dans l'Amérique du Sud, d'importantes possessions d'où ils auraient pu étendre leur influence, la tentation de détruire la prédominance de la Grande République dans cet hémisphère, en favorisant son démembrement, eût été irrésistible. Ils ont été sauvés de ce grave péril dans le passé et pourront être préservés, de même, dans l'avenir, grâce à l'œuvre qu'accomplit la force sûre bien que silencieuse de la doctrine proclamée par le président Monroe. Abandonner cette doctrine en ne tenant compte ni de la logique de la situation, ni de l'expérience, serait renoncer à une politique qui a prouvé qu'elle était, à la fois, une défense utile contre l'agression étrangère et une source féconde de progrès intérieur et de prospérité.

C'est donc une doctrine du droit public américain bien fondée en principe, largement sanctionnée par des précédents, qui donne aux Etats-Unis le droit et le devoir de considérer comme une injure faite à eux-mêmes, le fait par une puissance européenne d'établir, par la force, sa domination sur un Etat américain. L'application de cette doctrine à la question de délimitation entre la Grande-Bretagne et le Vénézuela, nous reste à faire et elle ne présente aucune difficulté. Bien que le différend n'ait rapport qu'à une ligne frontière, cependant, comme il s'élève entre deux Etats, il implique, nécessairement, que l'exercice de certains droits politiques sera perdu pour une partie et gagné par l'autre. La souveraineté politique en litige n'est pas de peu d'importance, elle concerne une grande étendue de terrain, — les prétentions anglaises, on doit s'en souvenir, s'étant, en deux ans, appa-

rement accrues de quelque 33,000 milles carrés — et si le commandement de l'embouchure de l'Orénoque y est compris, elle est d'une immense conséquence pour toute la navigation fluviale de l'intérieur de l'Amérique du Sud. En vérité, il a été allégué qu'en raison de ses possessions dans l'Amérique du Sud, la Grande Bretagne est elle-même un Etat Sud américain comme tout autre, de sorte qu'une contestation entre elle et le Vénézuéla doit être réglée entre eux seuls comme si elle existait entre le Vénézuéla et le Brésil ou entre le Vénézuéla et la Colombie et que, par conséquent, l'affaire n'appelle ni ne justifie l'intervention des Etats-Unis. Si cette opinion est fondée, la conséquence logique en est évidente. La Grande-Bretagne, en tant qu'Etat américain, doit être considérée comme entièrement distincte de la Grande-Bretagne en général et, si la question de délimitation ne peut être résolue que par la force, on devra laisser la Guyane anglaise la régler avec le Vénézuéla à l'aide de ses seules ressources et sans recourir à celles de l'Empire anglais, — solution à laquelle, très probablement, le Vénézuéla ne ferait aucune objection.

Mais la prétention qu'une Puissance européenne ayant des possessions en Amérique doit, au point de vue de l'application de la doctrine de Monroe, être considérée non comme une Puissance européenne mais comme un Etat américain, ne peut être l'objet d'une sérieuse discussion. Si elle était accueillie, la doctrine de Monroe aurait trop peu de valeur pour être affirmée. Non seulement chaque Puissance européenne qui possède à présent une colonie dans l'Amérique du sud, pourrait indéfiniment étendre ses possessions sur ce continent, mais encore toute autre Puissance européenne pourrait arriver au même résultat en prenant d'abord la peine de se procurer, par voie d'achat, une fraction du sol sud-américain. La déclaration contenue dans le Message de Monroe. — que les Etats-Unis n'interviendraient pas dans les questions relatives aux colonies ou aux possessions des Puissances européennes, s'applique aux colonies ou aux possessions alors existantes avec les limites qu'elles possédaient à cette époque. C'est ainsi que la déclaration a été invariablement interprétée et qu'elle doit continuer à être comprise sous peine de perdre toute sa force. La Grande-Bretagne ne peut pas être considérée comme un Etat américain, au point de vue de la doctrine de Monroe, surtout si elle s'approprie le territoire du Vénézuela, ce qu'elle fait aussi réellement, en avançant la limite d'une ancienne possession que si elle établissait une nouvelle colonie. La différence est matière de forme et non de fait et si la doctrine est applicable dans un cas, elle doit l'être dans l'autre.

Il n'est pas reconnu et dès lors il ne peut être affirmé que la Grande-Bretagne commette, en fait, une usurpation sur le territoire vénézuélien. Tandis que le Vénézuela accuse la Grande-Bretagne de cette usurpation, la Grande-Bretagne la nie et les Etats-Unis ne peuvent prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre jusqu'à ce que les droits de chacun aient été légalement constatés. Mais puisqu'il en est ainsi — et que les Etats-Unis ne peuvent pas, du moins quant à présent, prendre sur eux de dire quelle est celle des deux parties qui a tort ou raison — ils ont certainement le droit de demander que la vérité soit établie. Puisqu'ils ont le droit de s'inquiéter de tout envahissement du sol vénézuélien par la Grande-Bretagne et de s'y opposer, ils ont nécessairement le droit de savoir si cet envahissement a eu lieu ou s'il s'effectue actuellement. Si les Etats-Unis n'ont pas le droit de savoir et de faire constater si la Grande-Bretagne a commis ou non une agression contre le territoire vénézuélien, leur droit de protester

contre cette agression ou de la repousser doit être abandonné. Le droit d'agir en raison d'un fait dont on n'a pas le pouvoir de constater l'existence est complètement illusoire. Il est, dès lors, évident que les Etats-Unis peuvent légitimement insister pour faire déterminer les titres de chacun dans la question de frontière et il est également évident qu'il n'y a qu'un seul moyen pratique d'y arriver, c'est de recourir à un arbitrage pacifique. L'impossibilité d'un arrangement amiable a été complètement démontrée à plusieurs reprises.

Il est encore plus impossible de songer à un appel aux armes — mode de régler les différends nationaux qui, malheureusement, n'est pas encore tombé en désuétude. S'il n'était pas condamnable comme un reste de barbarie et constituant un crime, en lui-même, une lutte si disproportionnée ne pourrait être provoquée ni même acceptée par la Grande-Bretagne sans que son honneur comme nation civilisée eût à en souffrir.

La Grande-Bretagne, il est vrai, ne prend pas cette attitude ; au contraire, elle admet, à la fois, qu'il y a contestation et qu'il est nécessaire de recourir à un arbitrage pour son règlement ; mais, tandis que jusque-là son attitude ne laisse rien à désirer, la conséquence pratique qu'elle pourrait avoir est complètement annulée par son insistance à exiger qu'une partie seulement du différend soit soumise à l'arbitrage, — c'est-à-dire qu'elle pose comme condition que l'arbitrage ne portera que sur une partie du territoire contesté, l'autre partie devant lui être concédée. S'il était possible d'indiquer une ligne frontière que les deux parties aient jamais, expressément ou tacitement, acceptée ou reconnue exister, la demande tendant à ce que le territoire attribué, par cette ligne, à la Guyane anglaise, ne soit pas mis en discussion, pourrait s'appuyer sur une base raisonnable. Mais cette ligne n'existe pas. Le territoire dont la Grande-Bretagne demande la concession comme une condition de l'arbitrage relatif à d'autres terrains, n'a jamais été reconnu comme lui appartenant. Il a toujours été revendiqué avec persistance par le Vénézuela. Sur quel principe peut-on s'appuyer — sinon sur sa faiblesse comme nation — pour lui refuser le droit de faire entendre et juger ses réclamations par un tribunal impartial ? Aucune raison ni aucune ombre de raison ne se trouve dans les volumineux écrits auxquels a donné lieu cette affaire. « C'est ainsi par ce que je veux que ce soit ainsi », semble être la seule justification qu'offre la Grande-Bretagne. On allègue que les prétentions de la Grande-Bretagne à la propriété de cette partie du territoire reposent sur une occupation qui, acceptée ou non, a été légitimée par une longue durée. Mais peut-on dire qu'il existe une prescription relative à des droits territoriaux entre des Etats souverains ? Et, s'il en existe une, quelle en est la conséquence légale ? Ne serait-ce pas que tout arbitrage devrait être refusé ou que l'examen ne porterait que sur une question additionnelle, c'est-à-dire sur la validité, soit au point de vue du droit, soit au point de vue du fait, du titre établissant la prétendue prescription ? Il n'y a pas d'autre conséquence à en tirer sinon qu'en principe on ne doit pas demander à la Grande-Bretagne et que celle-ci ne doit pas admettre que ses droits politiques et souverains sur un territoire soient soumis à l'arbitrage. Si le différend concernait la totalité ou la partie la plus considérable d'un Etat souverain, cette opinion ne pourrait être contestée. Décider autrement équivaudrait à admettre qu'un Etat souverain peut être obligé de soumettre à l'arbitrage son existence même. Mais la Grande-Bretagne a montré elle-même, en différentes circonstances, que ce principe n'est pas appli-

cable lorsque les intérêts ou la superficie du territoire en jeu ne sont pas d'une grandeur exceptionnelle et que leur abandon, par suite d'un arbitrage, ne peut affecter d'une manière appréciable ni son honneur ni sa puissance. Ainsi, elle a soumis à l'arbitrage la détermination de l'étendue de ses possessions coloniales deux fois avec les États-Unis, deux fois avec le Portugal, une fois avec l'Allemagne et peut-être encore dans d'autres circonstances. L'arbitrage des limites du North West Water, qui a eu lieu en 1872, entre elle et ce pays, est un exemple qui vient à point et qui montre, à la fois, les effets que peuvent produire l'usage et une jouissance longuement continuée ; il montre, aussi, qu'une Puissance véritablement grande ne sacrifie ni son prestige ni sa dignité en soumettant à un nouvel examen, lorsqu'elle a pu se convaincre de la justesse de la cause, une proposition qu'elle avait, antérieurement, formellement rejetée.

En vertu d'un arrêt de l'Empereur d'Allemagne, arbitre dans cette affaire, les Etats-Unis ont acquis San Juan et un certain nombre d'îles plus petites situées près de la côte de Vancouver, comme conséquence de la décision qui déclare que ces mots : « Le canal qui sépare le continent de l'île Vancouver », employés dans le traité de Washington conclu en 1846, désignent le canal Haro et non le canal Rosario. Cependant, le principal argument de la Grande-Bretagne, devant l'arbitre, était que l'équité exigeait un jugement en sa faveur parce qu'une décision favorable aux Etats-Unis priverait des sujets anglais des droits de navigation dont ils avaient la jouissance ininterrompue depuis 1793, époque à laquelle le détroit de Rosario fut exploré et relevé pour la première fois. Ainsi, en vertu de l'arrêt, les Etats-Unis ont acquis San Juan et les autres îles du groupe auquel elle appartient, bien que le secrétaire d'Etat des affaires étrangères anglaises ait, en 1859, donné les instructions suivantes au ministre anglais à Washington :

« Le Gouvernement de S. M. doit, en conséquence et en toutes circonstances, maintenir les droits de la couronne anglaise sur l'île de San Juan. « Ses intérêts, qui se rattachent à la conservation de cette île, sont trop importants pour admettre un compromis et V. S. devra, conséquemment, avoir présent à l'esprit que, quel que soit l'arrangement qui ait été conclu relativement à la ligne frontière, aucun règlement de la question ne sera accepté par le Gouvernement de S. M., s'il ne réserve pas à la Couronne la possession de l'île de San Juan ».

Ainsi, comme cela a déjà été indiqué, la demande de l'Angleterre tendant à ce que son droit à une portion du territoire contesté soit reconnu avant qu'elle consente à un arbitrage en ce qui concerne le surplus ne paraît fondée sur d'autre raison que celle-ci : *Ipse dixit*. Elle dit, en substance, au Vénézuela :

« Vous ne pouvez obtenir par la force aucune parcelle du terrain en litige, parce que vous n'êtes pas assez fort ; vous ne pouvez rien obtenir par voie amiable, parce que je n'y consens pas, et vous ne pouvez compter sur la chance d'obtenir, par arbitrage, une partie de ce terrains que si vous conseuez d'abord à m'en abandonner l'étendue que je désignerai ».

On ne voit pas comment une telle attitude peut être défendue ni comment elle peut être conciliée avec cet amour de la justice et de la loyauté qui caractérise si éminemment la race anglaise. En effet, elle prive le Vénézuela de sa libre action et le place sous une contrainte réelle. Le territoire acquis lui serait aussi violemment arraché que s'il était envahi par

les troupes ou gardé par la flotte anglaise. Il semble, dès lors, tout à fait impossible que cette attitude de la Grande-Bretagne ait l'approbation des Etats-Unis et que, si elle est maintenue et qu'elle ait pour résultat d'étendre les limites de la Guyane anglaise, elle ne soit pas considérée comme équivalant, en réalité, à l'invasion et à la conquête du territoire Vénézuélien.

Dans cette situation, le devoir du Président lui paraît clair et impérieux. L'affirmation de la Grande-Bretagne de ses droits à la propriété du territoire contesté jointe à son refus de faire vérifier ces droits, constitue, en réalité, une annexion de territoire à son profit, et ne pas protester et ne pas faire connaître que cette action sera considérée comme préjudiciable aux intérêts du peuple des Etats-Unis et comme oppressive en elle-même, serait méconnaître une politique constante à laquelle sont étroitement liés l'honneur et la prospérité de ce pays. Tandis qu'il appartient à une autre branche du Gouvernement de prendre les mesures utiles ou nécessaires pour la défense de cette politique, il est du devoir du Pouvoir exécutif de ne rien négliger pour qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à ces mesures.

Vous avez donc pour instructions de faire connaître à Lord Salisbury les observations qui précèdent, en lui lisant cette dépêche (et vous lui en laisseriez copie, s'il le désire) et vous les appuierez de tous les arguments utiles qui se présenteront, sans doute, à votre esprit. Elles appellent une décision définitive sur le point de savoir si la Grande Bretagne consent ou se refuse à soumettre, dans son intégralité, la question de délimitation du Vénézuela, à un arbitrage impartial. C'est l'ardent espoir du Président que la réponse sera en faveur de l'arbitrage et que la Grande-Bretagne ajoutera un précédent de plus à ceux qu'elle a déjà fournis en faveur de ce mode sage et équitable de régler les différends internationaux. Si cette espérance est déçue — circonstance qu'il ne faut pas prévoir et qui, selon lui, serait de nature à rendre très difficiles, à l'avenir, les rapports entre ce pays et la Grande-Bretagne — son désir est d'en être informé assez tôt pour qu'il puisse porter l'affaire à la connaissance du Congrès, dans son prochain Message annuel.

Je suis, etc...

(A suivre.)

Signé : Richard OLNEY.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

BRÉSIL

Décret n° 2169 du 21 novembre 1895, appliquant aux successions de citoyens suisses les dispositions du décret n° 855, du 8 novembre 1851, auxquelles se réfère l'article 24 dudit décret.

Le président de la République des Etats-Unis du Brésil,
Acceptant la proposition du gouvernement de la Confédération suisse,
avec clause de réciprocité (1),

Décrète :

Article premier. — Les successions des citoyens suisses décédés au Brésil qui s'ouvriront à partir du 1^{er} janvier 1896 seront régies par les dispositions auxquelles se réfère l'article 24 du décret n° 855, du 8 novembre 1851.

Art. 2. — Au moment où cessera l'accord qui donne lieu au présent décret, les successions qui se trouveront en liquidation seront régies par le décret n° 2433, du 15 juin 1859, ou par celui qui sera alors en vigueur.

Capitale fédérale (Rio-de Janeiro), 21 novembre 1895, 7^e année de la République.

PRUDENTE-J. DE MORAES BARROS.
CARLOS-AUGUSTO DE CARVALHO.

(1) Voici la circulaire par laquelle le Conseil fédéral suisse a, le 28 décembre 1895, communiqué aux cantons l'accord international avec le Brésil :

Fidèles et chers confédérés,

Le conseil fédéral suisse et le gouvernement brésilien ont échangé des déclarations, en vertu desquelles les successions de ressortissants suisses décédés au Brésil et de ressortissants brésiliens décédés en Suisse seront, à partir du 1^{er} janvier 1896, liquidées dans le sens du décret du gouvernement du Brésil, du 8 novembre 1851, et du règlement y annexé. Les avantages résultant de cet échange doivent, suivant un décret du président des Etats-Unis du Brésil du 2¹ novembre dernier, profiter à la Suisse comme faisant partie des états qui ont assuré la réciprocité au Brésil, ce qui, du côté de la Suisse, a eu lieu par la déclaration du conseil fédéral basée sur l'arrêté fédéral du 17 juillet 1852 (Rec. off., tome III, p. 149).

En vous remettant ci-inclus quelques exemplaires du règlement en question, nous vous prions de veiller à ce que, à partir du 1^{er} janvier 1896, les successions des Brésiliens décédés dans votre canton soient liquidées dans le sens de ce règlement.

**Extrait du règlement auquel se rapporte le décret n° 855, du
8 novembre 1851.**

Art. 2. — Aussitôt après la mort, *ab intestato*, d'un étranger domicilié au Brésil, qui ne soit pas marié dans le pays, qui n'ait pas d'héritiers présents, reconnus comme tels et auxquels, conformément au droit, il appartienne de prendre possession des biens ou, en qualité d'époux survivant, de procéder à l'inventaire et de faire le partage, ou, si cet étranger est mort après avoir testé, les héritiers et les exécuteurs testamentaires étant étrangers et absents, le juge des absents procédera, avec l'agent consulaire, à la prise de possession de la succession, dont la garde sera confiée audit agent ; le juge commencera l'inventaire d'office et le continuera en présence dudit agent consulaire.

Cette ingérence des agents consulaires n'aura pas lieu quand un héritier, reconnu comme tel, sera citoyen brésilien.

Art. 3. — A la conclusion de l'inventaire, les biens de la succession seront confiés à l'agent consulaire, qui les administrera et les liquidera ; il ne pourra disposer de ces biens ou de leurs produits, ni les adresser aux héritiers légitimes avant qu'il ne soit reconnu, par annonces publiées dans les journaux immédiatement après la prise de possession, qu'aucun créancier de la succession ne s'est présenté dans le délai d'un an, ou avant règlement de toutes difficultés judiciaires au sujet de la succession et paiement des droits auxquels elle est soumise en vertu des lois de l'empire.

Pour qu'on puisse vérifier si ces droits doivent être payés, l'agent consulaire devra démontrer, par des documents suffisants et dûment légalisés, quel est le degré de parenté existant entre le défunt et son héritier ou ses héritiers.

Art. 4. — A la fin de l'année dont parle l'article précédent, s'il n'y a pas de questions judiciaires pendantes au sujet de la succession, si les droits du fisc sont acquittés ou s'il est prouvé qu'il n'y a pas lieu de les payer, l'agent consulaire pourra disposer de l'héritage et en remettre le produit à qui de droit selon ses instructions. Il sera alors considéré, par les tribunaux du pays, comme représentant de l'héritier ou des héritiers, vis-à-vis desquels il sera seul responsable.

Art. 5. — Si la succession a des dettes ou s'il se présente des difficultés qui ne s'appliquent qu'à une partie de ladite succession, on pourra, au bout d'une année et après accomplissement des formalités dont parle l'article 3, exécuter les dispositions de l'article 4 au sujet de la partie de la succession qui serait liquide et libre, après avoir déposé une somme correspondant au montant de la dette ou de la difficulté en litige ou réservé provisoirement l'objet même de la difficulté.

Art. 6. — Au décès d'un étranger domicilié au Brésil dans les circonstances de l'art. 2 de ce règlement et dans une localité où il n'existe pas d'agent consulaire de la nation du défunt, le juge des absents procédera à la prise de possession et à l'inventaire de la succession en présence de deux témoins honorables de la nationalité du défunt et dans le cas où il n'y aurait pas de témoins offrant ces qualités, en présence de deux négociants ou propriétaires de confiance ; les premiers ou les seconds seront alors administrateurs et liquidateurs de la succession jusqu'à ce qu'on ait pris une décision sur la destination du produit net et non discuté de la succession.

Art. 7. — Dans le cas qui précède, le juge devra remettre, au ministère des affaires étrangères, dans le délai de quinze jours après l'annonce du décès d'un étranger dans son district survenu dans les cas prévus par l'article 3 ci-dessus, le certificat de décès et une note sur l'âge, la résidence, le lieu de naissance, la profession et les renseignements qu'il aura eus au sujet des biens et des parents de cet étranger, afin que le ministre s'entende avec la légation ou l'agent consulaire sur la destination du produit net de la succession.

Art. 8. — Ni l'agent consulaire ni les administrateurs ne pourront, dans le cas de l'article 6, payer les dettes du défunt sans l'autorisation du juge, qui n'ordonnera le paiement qu'après avoir entendu l'agent consulaire ou les administrateurs.

Il faut en excepter les frais funéraires, dont le règlement en sera de suite autorisé par le juge, s'il est possible, ou par l'autorité de police du district et suivant l'importance de la succession.

Art. 11. — Si un agent consulaire étranger venait à décéder, sa succession serait liquidée de la même manière que celles des membres du corps diplomatique, sauf si l'agent consulaire exerçait une profession dans le pays, dans lequel cas on procèdera selon la règle générale.

FRANCE

Décret prohibant l'exportation des armes de guerre.

9 janvier 1896 (1).

Le Président de la République française,

Vu la loi du 14 août 1885 ;

Vu la loi du 13 avril 1895 (2) ;

Vu l'article 4, titre III, de la loi des 6-22 août 1791 ;

Sur la proposition du ministre de la guerre et l'avis conforme du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce, du ministre des finances et du président du conseil, ministre de l'intérieur,

Décrète :

Article premier. — Est prohibée, jusqu'à nouvel ordre, la sortie de France, d'Algérie, des colonies françaises et pays de protectorat, de toutes les armes de guerre, pièces d'armes de guerre finies et munitions de guerre à destination directe de Cuba.

Art. 2. — Les ministres de la guerre, des affaires étrangères, de l'intérieur, du commerce et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 janvier 1896.

Félix FAURE.

(1) *Journal officiel* du 10 janvier.

(2) V. cette loi, *Archives*, 1895.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

La question monétaire devant le Reichstag.

Dans la séance du 8 février, le chancelier de l'Empire a fait la déclaration qu'il avait promise relativement à la décision prise par les Gouvernements confédérés au sujet de la Conférence monétaire internationale.

Le prince de Hohenlohe souhaite avec les Gouvernements confédérés le relèvement de la valeur de l'argent auquel l'Allemagne est intéressée en première ligne comme pays producteur, les mines d'argent d'Allemagne fournissant environ 9 0/0 de la production totale de ce métal sur toute la terre. L'exportation de l'Allemagne dans les pays à étalon d'argent souffre également des fluctuations et des vicissitudes des cours; toutefois, cette exportation ne représente que 3/4 0/0 de toute l'exportation allemande et elle s'est développée d'une manière satisfaisante malgré les obstacles provenant de la baisse de l'argent.

S'il faut aussi tenir compte du ravalement de la monnaie d'argent au rôle de monnaie fiduciaire, à cause de la baisse de la valeur du métal, cette dépréciation ne constitue pas un danger pour le système monétaire de l'Allemagne, grâce à la quantité d'or dont le marché est pourvu et à la couverture en or que la Banque de l'Empire possède pour les billets émis par cet établissement, et l'argent en circulation ne dépasse pas les besoins. Il n'y aurait danger que si on se laissait pousser par le bas prix du métal à une frappe supplémentaire.

Le chancelier reconnaît les avantages au point de vue économique et technique d'un relèvement du prix de l'argent, mais il fait remarquer qu'on ne peut atteindre ce but que par une entente internationale et que celle-ci n'a aucune chance d'être conclue pour le moment.

Les bimétallistes eux-mêmes, dit le prince de Hohenlohe, sont d'avis qu'aucune entente internationale en faveur de la consolidation du prix de l'argent ne pourra se faire avant le rétablissement de la libre frappe de l'argent dans l'Inde. Or, comme je l'ai appris au cours d'un échange de vues avec le Gouvernement anglais, l'ouverture de l'hôtel des monnaies de l'Inde n'aura lieu qu'à une époque plus ou moins éloignée, et je crois que toutes les tentatives faites auparavant pour relever le prix de l'argent seront vaines.

Le chancelier estime donc que, dans ces conditions, l'Allemagne n'a pas à prendre l'initiative d'une Conférence monétaire internationale.

— Cette déclaration a donné lieu à une discussion dans la séance du 11 février. Le comte de Mirbach, conservateur, a dit que la déclaration du chancelier de Hohenlohe lui a fait l'effet d'une danse serpentine (hilarité). Le chancelier, a continué M. de Mirbach, a voulu plaire à la gauche sans déplaire à la droite. L'orateur prétend que le comte Hatzfeldt s'est borné à demander au Gouvernement anglais s'il comptait rouvrir les hôtels des monnaies des Indes, sans soulever la question d'une Conférence. Il lit la lettre du président de la ligue bimétalliste anglaise dénonçant le peu d'empressement de l'ambassadeur d'Allemagne.

M. de Mirbach accuse les monométallistes de préférer ruiner le pays plutôt que de sacrifier leurs idées doctrinaires.

M. Bamberger avait prédit la mort du bimétallisme et dit que le Gouvernement français avait autre chose à faire qu'à s'occuper de questions monétaires. M. Rivot lui a donné un démenti éclatant en reconnaissant que le relèvement du métal blanc s'impose au point de vue politique et social.

M. de Mirbach réclame un règlement international de la question. Il méprise les insinuations relatives au voyage à Paris de la délégation allemande. Elle a cédé aux instances des bimétallistes étrangers et n'a pas eu à s'en repentir, car elle a été reçue fort gracieusement par le président Félix Faure et les hommes politiques français. M. de Mirbach ne refuse pas à une nation ennemie son estime, qu'elle mérite par sa grande mission civilisatrice.

Les bimétallistes, a conclu l'orateur, continueront leur agitation, car l'agriculture se meurt, et des déclarations comme celle du chancelier de Hohenlohe ne la sauveront pas.

Ce discours a été accueilli par les bravos de la droite.

M. de Hohenlohe a repoussé les attaques du précédent orateur contre l'ambassadeur de Hatzfeldt, qui a exécuté correctement ses instructions. Le chancelier a confirmé que l'Angleterre n'a pas repoussé l'idée d'une Conférence monétaire, mais elle estime que le moment est mal choisi.

Discussion du budget des affaires étrangères.

Séance du Reichstag du 13 février. — M. Hammacher déclare que les libéraux-nationaux examineront, le cas échéant, le projet d'augmentation de la flotte, avec patriotisme, mais aussi avec prudence. Il dit que le Reichstag doit des remerciements à l'office des affaires étrangères pour la façon dont il a agi dans l'affaire du Transvaal.

« Nous sommes, ajoute-t-il, tous fiers de la manifestation que l'Empereur a faite en envoyant la dépêche au président Krüger. »

M. le baron Marschall, secrétaire d'Etat à l'office des affaires étrangères, expose l'état des relations de l'Allemagne avec le Transvaal, qui ont pour base inattaquable le traité de commerce. Il fait remarquer que l'Allemagne jouit du traitement de la nation la plus favorisée et n'est pas obligée d'accepter une position inférieure à celle d'un autre Etat, même de l'Angleterre.

« Nous voulons, ajoute le baron Marschall, le maintien du *statu quo*. Les relations de l'Allemagne avec l'Angleterre n'ont jamais cessé d'être bonnes, normales et cordiales.

« En répandant les légendes concernant des tentatives dirigées par l'Allemagne contre l'indépendance du Transvaal, la presse anglaise a seulement prouvé qu'elle ne connaît pas la façon d'agir des Allemands. Une telle politique mécontenterait la nation, qui y mettrait immédiatement fin.

« Nous respectons les droits d'autrui, mais il faut que ce respect soit fondé sur la réciprocité. La susceptibilité de l'une des parties implique une susceptibilité analogue chez l'autre. Il ne faut pas que l'opinion publique anglaise fasse preuve d'une susceptibilité trop grande, si nous agissons comme le fait l'Angleterre, c'est-à-dire si nous disons franchement ce que nous pensons et si nous exprimons les sentiments de la nation entière. »

M. Lieber, parlant au nom du centre, exprime la confiance de ce parti dans le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères. « Nous désirons entretenir de bons rapports avec l'Angleterre, dit cet orateur, mais non au prix d'une atteinte aux droits et au prestige de l'Allemagne. »

M. Lieber ajoute que le centre ne désire pas que la flotte soit augmentée en ce moment.

M. de Manteuffel, conservateur, se réjouit de ce que le Gouvernement n'a pas reculé d'un pas dès qu'il s'est agi de l'honneur de l'Allemagne.

M. de Kardoff s'associe, au nom du parti de l'Empire, aux déclarations de M. de Mantenffel.

M. Richter constate avec joie que le débarquement de troupes de la marine allemande n'a pas été nécessaire. Il dit que le télégramme de l'Empereur au président Krüger exprime la sympathie que la grande majorité du peuple allemand éprouve pour le Transvaal, mais qu'il est à souhaiter que les manifestations de ce genre, de la part des souverains, ne deviennent pas une institution permanente.

M. Richter continue en disant que les grands intérêts communs à l'Europe entière constituent la meilleure garantie de la paix. L'orateur se déclare contre l'augmentation de la flotte.

M. Bebel estime que, dans la question du Transvaal, le Gouvernement allemand a agi avec une correction absolue. Par contre, la dépêche de l'Empereur constituait une provocation indirecte à l'adresse de l'Angleterre. On n'aurait pas osé faire la même chose à l'égard de la France ou de la Russie.

« C'est l'attitude de l'Allemagne dans les affaires de l'Extrême-Orient, après la guerre sino-japonaise, continue l'orateur, qui est cause de la froideur qu'existe entre nous et l'Angleterre.

« Nous sommes en ce moment pour ainsi dire remorqués par la Russie; nous devrions plutôt nous joindre à l'Angleterre. Il faut que notre politique ait pour fondement une bonne amitié avec quelqu'un qui soit à même de faire quelque chose. L'Autriche et l'Italie ne sont pas dans ce cas, mais l'Angleterre l'est parfaitement. L'Angleterre et l'Allemagne réunies seraient invincibles. »

M. Haussmann (parti du peuple) constate que tous les partis sont unanimes à approuver l'attitude du Gouvernement dans la question du Transvaal. L'orateur ne partage pas l'avis de M. Bebel sur la dépêche de l'Empereur, mais se déclare néanmoins en faveur de l'établissement de rapports amicaux avec l'Angleterre.

M. de Liebermann, antisémite, dit que les affirmations de M. Bebel ne présentent qu'un intérêt pathologique. Il ajoute : « Nous avons tous lu avec enthousiasme la dépêche de l'Empereur, qui était l'expression des sentiments de la nation tout entière. »

— Dans la séance du 14 février, M. Schmidt, de Warbourg, invite le baron Marschall, secrétaire d'Etat, à faire une déclaration au sujet de la promesse que le Gouvernement a faite, à la Commission du budget, de protéger les intérêts des nationaux allemands en Grèce comme dans tout autre pays étranger.

Le secrétaire d'Etat répond que le Gouvernement laisse en principe aux créanciers le soin de prendre l'initiative des réclamations, mais protégera les intérêts des nationaux allemands en Grèce comme dans tout autre pays étranger.

Il ajoute que les créanciers allemands sont bien fondés à demander que l'Empire intervienne juridiquement, et qu'il espère arriver à un arrangement.

BRÉSIL

Le protocole signé à Rio-de-Janeiro, le 3 décembre 1893, avec l'espoir d'une ratification pour soumettre à l'arbitrage les réclamations italo-brésiliennes ayant été nul par suite d'une erreur de procédure, le ministre d'Italie et le ministre des affaires étrangères du Brésil, ayant acquis désormais la certitude de l'acceptation par le président des Etats-Unis d'Amérique des fonctions d'arbitre, ont signé le 12 février un nouveau protocole déférant à l'arbitrage du président Cleveland toutes les réclamations qui ne recevront pas une solution amiable dans les deux mois.

Plusieurs réclamations ont reçu satisfaction grâce au paiement d'une indemnité.

BULGARIE

Voici le texte de la proclamation adressée par le prince Ferdinand à la nation bulgare :

« Je déclare à mon peuple bien-aimé que, en exécution de la promesse donnée aux représentants de la nation du haut du Trône, j'ai fait tous les efforts possibles, j'ai lutté de toutes mes forces pour aplanir les difficultés qui s'élevaient contre la satisfaction de l'ardent désir de la nation tout entière, le passage de l'héritier du Trône au sein de l'Eglise nationale.

« Après avoir accompli mon devoir de respect envers tous ceux dont dépendait l'aplanissement de ces difficultés, et après avoir vu s'évanouir mes espérances, n'ayant pas trouvé là où je l'attendais la sage compréhension de ce qu'exige la Bulgarie, j'ai, fidèle au serment donné à mon peuple bien-aimé, résolu de ma propre initiative de franchir tous les obstacles et d'offrir sur l'autel de la patrie le plus immense et le plus lourd des sacrifices.

« J'annonce donc à tous les Bulgares que, le 2 février de l'année courante, fête de la Purification, la sainte confirmation sera conférée à l'héritier du Trône, Boris, prince de Tirnovo, d'après le rite de l'Eglise nationale orthodoxe.

« Que le roi des rois bénisse cette résolution et protège à jamais notre patrie et notre maison !

« Donné dans notre capitale de Sofia, le 22 janvier de l'an de grâce 1896,

« De notre règne le 9^e.

» FERDINAND. »

Le *Messager du Gouvernement de Saint-Pétersbourg* a publié le télégramme de S. M. l'Empereur à S. A. le prince Ferdinand à Sofia :

Saint-Pétersbourg, 25 janvier 1896.

« Je félicite sincèrement Votre Altesse de la patriotique résolution qu'elle annonce par sa lettre du 21 janvier.

« Le général-major de ma suite, comte Golenistchew-Koutouzow, vous portera ma réponse et sera chargé d'assister en mon nom à la solennité du passage de votre fils bien-aimé dans le giron de l'Eglise nationale bulgare. »

A la suite de cette dépêche, le *Messager* publie la note suivante :

« Lorsque le Gouvernement impérial a rappelé ses agents de la principauté bulgare, il a déclaré, dans son communiqué officiel du 28 novembre, que cette mesure ne saurait impliquer la rupture des liens qui unissent entre eux les deux pays. La Bulgarie doit son existence à la Russie; si elle existe, c'est grâce aux efforts et aux sacrifices qu'a faits le peuple russe. A ce titre, le Gouvernement impérial ne pouvait pas se départir de son vif intérêt pour tout ce qui touche aux manifestations de la vie politique de la nation bulgare, à sa situation dans le présent, à ses destinées dans l'avenir.

« Nous avons déclaré maintes fois que nous n'attendions que le moment où les Bulgares sentiraient la nécessité d'un retour à une voie meilleure pour vouer le passé à l'oubli et procéder au rétablissement de nos rapports avec la principauté sur la base d'une confiance réciproque et en dehors de toutes visées égoïstes.

« Le premier pas dans cette direction vient d'être fait. Le prince Ferdinand, par une lettre adressée à S. M. l'Empereur, a sollicité l'envoi à Sofia d'un représentant spécial de la Russie pour assister à la cérémonie de la réception de son fils, le prince Boris, dans le giron de l'Eglise orthodoxe.

« Il y a trois ans, à la nouvelle que les hommes alors au pouvoir en Bulgarie avaient l'intention de demander à l'Assemblée nationale l'abrogation de l'ar-

ticle 38 de la Constitution de Tirnovo, garantissant la confession orthodoxe de la maison princière, le Gouvernement impérial a cru devoir se prononcer contre une innovation de cette nature. Par son communiqué du 21 février 1893, il a averti tous les Bulgares, sans distinction de partis, « du danger qui menaçait un peuple prêt à renier ses traditions séculaires les plus sacrées. »

« La voix de la Russie, toujours compatissante pour les souffrances et les maux d'une nation d'Orient, sa coreligionnaire, a trouvé un écho dans le cœur de celle-ci.

« La nation bulgare, ainsi que les hommes placés à sa tête, ont compris la nécessité d'affermir et de consolider dans le pays l'autorité de la foi orthodoxe, gage des liens spirituels qui unissent la Russie d'une manière indissoluble à la Bulgarie émancipée par elle.

« Ce fait a produit dans la Russie entière l'impression d'une vive satisfaction.

« L'Empereur, s'inspirant de ses sentiments magnanimes et de sa bienveillance sincère pour le peuple bulgare, a accédé à la demande du prince Ferdinand, en déléguant à Sofia le général-major de sa suite comte Golenitchew-Koutouzow, pour assister en son nom à la cérémonie dans laquelle le jeune prince Boris recevra le sacrement de la sainte onction. »

La cérémonie de la confirmation du prince Boris, sous l'impression de la joie et de la reconnaissance des Bulgares, a été célébrée avec une extrême solennité, le 14 février.

Depuis le matin la foule remplissait la place de l'Eglise et les rues conduisant au palais.

L'intérieur de l'église était richement décoré de drapeaux bulgares et russes.

Au milieu, avait été réservé un espace couvert par un baldaquin ; deux trônes avaient été élevés à droite.

La cérémonie a commencé à dix heures par les prières de la liturgie qui ont duré jusqu'à onze heures.

L'exarque, mitre en tête et tenant la crosse pontificale d'or, officiait, assisté de quatorze évêques et par un grand nombre de prêtres.

Les métropolitains grecs, les prêtres grecs et le grand mufti étaient parmi le public.

Dans l'assistance on remarquait tous les ministres, à l'exception de M. Natchowitch, malade depuis trois jours, le bureau de la Chambre, la plupart des députés, les fonctionnaires civils et militaires, le Conseil municipal, un grand nombre de maires et des députations des villes et des villages de la Bulgarie.

Le corps diplomatique était représenté par MM. Lacau, représentant de la République française; Danitch, représentant le roi Alexandre de Serbie; Argyropoulos, agent de Grèce; Niazi-bey, le nouveau commissaire ottoman, tous quatre en grand uniforme.

Les agents des autres puissances n'étaient pas présents.

A dix heures et demie sont arrivés le comte Golenitchew-Koulousow, suivi du fils de M. Nelidoff et de M. Tcharikoff, le nouvel agent russe à Sofia.

Le comte Koutousow s'est placé à la droite du trône; les envoyés du Sultan, Mubafer-pacha et Kostaki-pacha, à la gauche; en face, les autres diplomates, y compris l'agent de la Russie.

Le prince est arrivé peu après, accompagné d'une suite nombreuse. Il s'est placé debout devant le trône, tandis que les chants liturgiques continuaient.

A onze heures, des hourrahs retentissaient sur la place de l'Eglise, annonçant l'arrivée du prince Boris, au-devant duquel se porte le Conseil des ministres qui accompagne ensuite l'héritier de la couronne jusqu'à la place qui lui est réservée.

Le prince Boris est porté par sa nourrice.

On l'assied sur le trône de droite; le prince est vêtu de blanc, avec le ruban rouge de l'ordre de Bulgarie. La nourrice reste à côté de lui.

Le prince Ferdinand vient caresser son fils, puis retourne prendre sa place devant le trône, où il se tient immobile.

La procession des prêtres portant le pain et le calice pour la communion défile devant le trône; les prêtres en passant s'inclinent devant les princes.

Au moment où la cérémonie de la confirmation commence, le général Golenitchew-Koutousow se place près du prince Boris, l'exarque devant le trône ; derrière celui-ci sont rangés les membres du Synode, au deuxième rang tous les autres évêques.

L'exarque adresse au général Koutousow les questions rituelles, puis il donne l'onction au prince Boris, toujours assis sur le trône, nullement effrayé et souriant.

L'exarque et les évêques retournent à l'autel principal, où l'on conduit le prince Boris suivi du prince Ferdinand et du général Kotousow ; puis l'exarque donne la sainte communion.

Le prince Boris est ensuite porté devant l'église.

Au même moment, une salve de cinquante-deux coups de canon est tirée et la foule immense remplissant la place pousse des hourrahs interminables. Le prince Boris, seul dans une voiture découverte, est reconduit au palais ; la police a beaucoup de peine à empêcher la foule d'arrêter la voiture.

Le prince Ferdinand, les envoyés du Tzar et du Sultan, ainsi que les autres représentants ont quitté l'église quelques instants après et ont traversé en voiture une double haie de curieux acclamant le prince et ses hôtes.

Au grand dîner donné au palais en l'honneur des personnages délégués pour assister à la cérémonie du baptême et des diplomates accrédités à Sofia, le prince a porté un toast au Sultan qu'il a remercié d'avoir envoyé une délégation.

Karathéodory-pacha a répondu en buvant à la santé du prince.

Le prince a porté ensuite d'une voix forte un toast au Tzar, qui, en assumant les fonctions de parrain, avait créé un lien indissoluble entre les nations russe et bulgare.

Les assistants ont accueilli ces paroles avec un très vif enthousiasme et ont poussé des hourrahs répétés.

La musique a joué l'hymne russe que tous les assistants ont écouté debout.

Le général Golenitchew-Koutousow a porté, en termes éloquents, la santé du prince Boris.

L'exarque assistait au dîner. Parmi les représentants étrangers se trouvaient les consuls généraux de France, de Serbie et de Grèce.

ETATS-UNIS

Le 28 février, le Sénat a voté, par 64 voix contre 6, la résolution présentée le 5 février à la Chambre des représentants par la Commission des affaires étrangères et amendée le 20 février par le sénateur Cameron.

Cette résolution reconnaît les insurgés cubains comme belligérants, et demande au président d'user de ses bons offices auprès de l'Espagne pour lui demander de reconnaître l'indépendance de Cuba.

Voici quelques détails sur la discussion qui a eu lieu à ce sujet :

Le sénateur Lindsay, citant des autorités sur le droit international, déclare que l'état de choses qui règne à Cuba justifie une active intervention de la part des Etats-Unis, pour rétablir l'ordre au nom de l'humanité.

Le sénateur Sherman dit qu'il ne plaide pas pour l'annexion de Cuba aux Etats-Unis, mais il souhaite l'annexion de Cuba au Mexique qui est habité par une population de même origine.

L'heure est venue pour les Etats-Unis d'intervenir pour mettre un terme à un crime qui défie même toute description.

L'organisation des insurgés cubains est aussi complète que l'était celle des Etats-Unis pendant la Révolution. Les Cubains ne se sont pas montrés d'une férocité barbare, mais les Espagnols ont préféré rappeler l'humain maréchal Martinez Campos et le remplacer par le général Weyler, le massacreur. Les mains de Weyler sont rouges du sang des hommes et des femmes sans défense.

Si on le laisse faire, aucun pouvoir au monde n'empêchera les Etats-Unis de chasser ces barbares. (Applaudissements.)

Nous n'avons pas besoin d'une Arménie à nos portes. Si le général Weyler met ses desseins à exécution, il n'y a pas dans les deux Amériques de pays qui n'envoie des hommes pour mettre fin à ces infamies.

M. Sherman expose ensuite les maux infligés aux Cubains par les Espagnols, et il dit que le général Weyler est en train de commencer à agir conformément à sa réputation.

Le sénateur Lodge déclare que le général Weyler a commencé à fusiller des gens sans défense. Tout le monde civilisé saluera de ses acclamations l'attitude que les Etats-Unis se proposent de prendre.

D'autres sénateurs appuient ensuite aussi énergiquement la résolution. Ils vont jusqu'à proclamer que l'Espagne est la nation la plus mauvaise qui existe sur la terre: qu'elle est une nation de parias qui n'a aucun droit au respect et à la considération dus aux autres nations.

Cependant, le sénateur Caffery combat la résolution. Il dit que les Etats-Unis n'ont pas plus le droit à intervenir à Cuba qu'en Arménie et qu'il ne faut pas reconnaître aux insurgés les droits de belligérants.

Le sénateur Sherman explique ensuite que si la Chambre et le Sénat donnaient à la résolution la forme d'une résolution *conjointe* du Congrès, le président Cleveland serait forcé d'agir dans les dix jours, mais on a proposé à la place la forme d'une résolution *concurrente*.

Cette explication de M. Sherman avait été provoquée par la proposition faite par un sénateur de voter une résolution conjointe, demandant au président de reconnaître la République de Cuba.

Le Sénat a voté ensuite la résolution dont voici le texte :

« Le Sénat décide, concurremment avec la Chambre des représentants, que, dans l'opinion du Congrès, il y a état de guerre entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement qui, depuis quelque temps, a été proclamé et maintenu par la force des armes par le peuple de Cuba, et que les Etats-Unis doivent observer une stricte neutralité entre les puissances belligérantes et accorder à chacune d'elles tous les droits des belligérants dans les ports et sur le territoire des Etats-Unis.

« Le Sénat décide que les bons offices des Etats-Unis doivent être offerts par le président au Gouvernement espagnol pour obtenir la reconnaissance de l'indépendance de Cuba (1). »

(1) Nous croyons utile de rapporter l'opinion des journaux espagnols au sujet de cette déclaration : La *Correspondencia* dit que le vote du Sénat américain a produit à Madrid une impression profonde. La majorité immense que la résolution reconnaissant aux Cubains la qualité de belligérants a obtenu au Sénat américain, démontre que cette assemblée nous est entièrement hostile. La reconnaissance de belligérance, ajoute ce journal, est un des événements les plus graves qui soient survenus à l'Europe depuis longtemps.

Le *Liberal* démontre que rien n'est plus injuste ni plus contraire au droit que la reconnaissance de belligérance. Les insurgés cubains ne sont que des bandes de filibustiers qui ne représentent pas le peuple de Cuba, resté en majorité fidèle à l'Espagne. Ils ne sont qu'une minorité de factieux, incertaine et sauvage, qui lutte pour obtenir du butin par le pillage.

Une minorité pareille ne peut changer le pouvoir constitué par la nation appuyée sur l'histoire et le droit. Les Etats-Unis violent donc le droit naturel en reconnaissant la qualité de belligérants aux insurgés de Cuba.

Le *Liberal* termine en disant que la prétention des Chambres américaines priant le président Cleveland d'interposer ses bons offices pour reconnaître l'indépendance de Cuba est inconcevable. Contre une pareille attaque à une cause sacrée au pays, il ne manquera à l'Espagne, ni l'énergie ni la vitalité pour résister, ni l'élan suprême. Le sol de l'Espagne est arrosé du sang fécond de ceux qui ne consentirent jamais à un affront ni à une intervention étrangère.

Les autres journaux s'expriment dans les mêmes termes et se demandent à quels titres les Etats-Unis se mêlent d'affaires qui regardent exclusivement l'Espagne

FRANCE

Interpellation à la Chambre des Députés sur la Déclaration de Londres du 15 janvier 1896 (V. cette déclaration plus haut, p. 129).

Séance du 24 février.

M. Francois Deloncle. — Messieurs, la déclaration du 15 janvier dernier est l'acte diplomatique le plus important que la France et l'Angleterre aient conclu depuis la déclaration du 3 août 1890, relative à Zanzibar, à Madagascar et au Niger moyen. Le texte vous en a été distribué, mais le Gouvernement n'en demande pas l'approbation par voie législative.

Il y a là une question de droit constitutionnel que je ne soulèverai pas aujourd'hui et qui me paraît devoir être l'objet d'un débat à l'occasion de l'interpellation relative au traité de Madagascar qui doit venir prochainement en discussion.

Je me bornerai donc à provoquer un échange d'explications qui permette à la Chambre d'apprécier à leur valeur les détails de cet arrangement et de mettre en quelque sorte au point les affaires qu'il vise ou qu'il évoque.

Une observation préliminaire s'impose. La déclaration du 15 janvier n'est pas un accord général de nature à modifier à un degré quelconque la direction de la politique extérieure ou le système des alliances de la France. C'est un accord particulier sur des points particuliers. Négocié depuis plus de trois ans successivement par les honorables MM. Ribot, Develle, Casimir-Perier et Hanotaux, cet accord était prêt à être conclu dès la fin de novembre et, ainsi que lord Salisbury l'a reconnu dans sa lettre du 15 janvier à lord Dufferin, il devait être signé avant la Noël, c'est-à-dire en pleins incidents du Vénézuéla et avant les événements du Transvaal, qui ont si profondément troublé l'opinion publique européenne.

Cet accord n'est donc pas le résultat d'un marché ; il n'est la conséquence ni des affaires de Chine, d'Arménie, du Vénézuéla ou du Transvaal : c'est une tentative pour régler à l'amiable des différends passagers ou locaux. Cette tentative est-elle de nature à réussir ? C'est ce que je vous demande la permission d'examiner le plus brièvement possible. (*Parlez ! parlez !*)

La déclaration contient six articles. Le premier et le second article sont relatifs au Siam proprement dit ; le troisième aux frontières du Haut-Mékong ; le quatrième à nos relations commerciales avec la Chine en ce qui concerne le Yunnan et le Setchuen ; le cinquième à la délimitation de notre sphère d'influence sur le bas Niger, et le sixième aux relations commerciales anglaises avec notre Tunisie.

Le premier article est ainsi conçu :

« Les gouvernements de France et de Grande-Bretagne s'engagent mutuellement à ne faire pénétrer, dans aucun cas ou sous aucun prétexte, sans le consentement l'un de l'autre, leurs forces armées dans la région comprenant... », et ici une numérotation géographique que je crois inutile de reproduire, car il conviendrait, en vérité, d'avoir sous les yeux une carte pour la suivre.

En quelques mots, l'article 1^{er} de la déclaration divise le Siam en trois zones d'influence. La première, à l'ouest, comprend la région de la moyenne-Salouen et la péninsule malaise, qui, aux termes de cet article, passent sous l'influence de l'Angleterre. La seconde zone d'influence est affectée à la France ; elle comprend tout le bassin du Mékong et quelques bandes de terre attenant à ce bassin. Au milieu de ces deux zones, un territoire existe, qui comprend la vallée de la Ménam, c'est-à-dire le Siam proprement dit, aux termes mêmes de la classification officielle des *Lois du Siam*, publiée par Chandler en 1849.

La zone reconnue à l'Angleterre est un territoire de grande valeur. Dans le nord, c'est la partie occidentale du Xieng-Mai, du vieux pays de Zimmé, par lequel de tout temps s'est effectué le trafic des Indes vers la Chine méridi-

dionale. Une grosse partie de ce Xieng-Mai reste, il est vrai, à la zone siamoise ; mais sur l'ensemble du Xieng-Mai l'Angleterre exerce, aux termes du traité du 3 septembre 1883, une juridiction spéciale qui, fatalement, lui créera dans ces régions une position prépondérante, dont nous devrons tenir compte dans de nouveaux arrangement éventuels avec le cabinet de Londres. Dès maintenant, en lui concédant la partie occidentale de ce territoire, en lui reconnaissant plutôt une influence spéciale sur ce territoire, la France a consenti, on peut le dire, un réel avantage à l'Angleterre.

Plus au sud, dans la péninsule malaise, en dépit du traité Burney, de 1826, l'Angleterre avait commencé l'absorption des pays malais, métis de Malais et de Siamois, Samsams et demi-Birmans que l'article 1^{er} de la déclaration abandonne aujourd'hui à son influence. Ce n'est pas seulement l'annexion de l'Etat de Pérok accomplie par les Anglais contrairement à la lettre même du traité de 1826, c'était, en 1865, le bombardement de Kélanton, pays neutralisé par ce traité de 1826, et, depuis cette époque, un empiétement continual des protégés chinois et birmans de l'Angleterre tant sur Tringanou, Singora et Lacon, que sur Junk-Ceylon et Ranoung, de manière que l'influence anglaise venant de Singapore, Malacca et Pénang, tendait à aller rejoindre à Mergui l'influence anglaise venant de la Birmanie.

Donc, la péninsule malaise que nous abanbonnons à l'Angleterre était déjà aux trois quarts conquise par son influence ; il n'en est pas moins vrai que nous pouvions lui disputer longtemps encore la partie de cette péninsule qui, entre Singora et Bantaphan, commande le passage d'Occident en Orient, et a pu même être considérée, il y a quelque dix ans, comme la voie la plus courte pour aller des Indes en Chine et au Japon. Pays riche, véritable coulée de minéraux, où l'industrie britannique se déploiera utilement, et d'où l'Angleterre pourra surveiller à son aise le golfe de Siam et nos rivages d'Indo-Chine, tandis qu'elle commandera, définitivement, par la possession de la côte occidentale de cette péninsule, toutes les rives du golfe de Bengale, devenu maintenant mer britannique.

Voilà, de notre part, un grand sacrifice consenti, mais en échange de quel avantage ? La reconnaissance de notre influence dans la vallée du Mékong proprement dite vaut-elle, de notre part, l'abandon de la péninsule malaise ?

Les territoires qui nous reviennent ainsi dans la vallée du Mékong sont de deux ordres. Les premiers relèvent du roi de Cambodge, notre protégé ; ils font partie de ces territoires qui, aux termes du traité du 1^{er} juillet 1867, auraient dû être délimités depuis longtemps entre la France et le Siam. Nous avions commis la faute de reconnaître au Siam les provinces de Battambang et d'Angkor, mais nous pouvions, ainsi que les Anglais l'avaient fait dans la péninsule malaise, opérer, de nous-mêmes, sans le concours du Siam, la rectification de frontières visée par ce traité. Il n'en a rien été. Mais aujourd'hui l'opération va s'accomplir, puisque la déclaration nous restitue enfin les dépendances de l'ancien Cambodge et nous autorise à y établir notre influence.

Au nord de l'ancien Cambodge s'étendent, sur la rive droite du Mékong, les Etats laotiens qui, de temps immémorial, ont payé tribut à l'Annam et qui, dès lors, revenaient de droit au suzerain de l'Annam, c'est-à-dire à la France.

Depuis la destruction, en 1827, du royaume de Vienchan, le Siam et le Cambodge se permettaient de nombreuses incursions sur ces territoires : c'était là qu'ils venaient recruter leurs esclaves. — car l'esclavage est une des plaies du Siam. Mais le Siam ne s'y était jamais installé à demeure. Quand le vieux régent fut mort et que le roi actuel de Bangkok eut pris sa majorité, le Siam, persuadé par les excitations de certains agents de nos rivaux, que nous étions trop occupés au Tonkin pour faire opposition à l'extension de son influence vers le Mékong, entreprit une vigoureuse poussée pour s'établir définitivement au Laos.

Le 29 septembre 1883, par un de ces discours du trône où le roi de

Bangkok essayait d'imiter la reine d'Angleterre, nous apprenions qu'une « force allait être envoyée à la saison sèche dans les Etats laos pour les protéger contre les Hos », et trois ans après, le 21 septembre 1886, un nouveau discours du trône nous apprenait que l'expédition militaire avait réussi jusqu'au delà du Mékong ; que le Laos « était nettoyé des pillards » et qu'il ne « restait plus que quelques mesures administratives à prendre pour organiser les provinces de Pou-Eun, Hopanh-Loa-Tanghoe et Sib-song-Chu-Thai », c'est-à-dire toute une région s'avancant jusqu'à notre rivière noire du Tonkin !

C'est en vain que le successeur à Bangkok de l'énergique M. Harmand, M. de Kergaradec, protesta contre cette audacieuse pénétration du Siam sur des provinces appartenant notoirement à l'Annam ; c'est en vain qu'une convention signée le 5 mai 1886 et nous reconnaissant à Louang-Prabang une juridiction analogue à celle que le Siam avait reconnue, en 1883, à l'Angleterre au Chieng-Mai, essaya de montrer aux Siamois que nous entendions nous opposer à l'annexion de Louang-Prabang, annoncée, dès le 10 juillet 1887, par une dépêche de M. Gould, l'agent anglais à Bangkok, les troupes siamoises marchaient toujours, ne redoutaient rien, et leur avant-garde osait se montrer à 40 kilomètres de Hué !

Il fallut réagir plus énergiquement. La mission Pavie fut envoyée ; elle n'obtint tout d'abord qu'un accord verbal : l'arrangement du 27 mars 1889, aux termes duquel les Siamois daignaient s'engager à maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire à ne pas dépasser la ligne de leurs positions acquises dans les dépendances de l'Annam et du Tonkin. Mais les instructions rigoureuses envoyées par l'honorable M. Etienne, le 18 mai 1889, les conclusions formelles du rapport de M. Luce, l'appel à notre protection de l'empereur d'Annam lui-même, le 12 juin 1889, devaient bientôt fortifier l'action de M. Pavie et de ses vaillants compagnons. (*Très bien ! très bien !*)

Il n'était que temps ! car, poussé par des conseils non équivoques de nos rivaux, le Siam ne comptait même pas s'en tenir à cette Rivière-Noire dont il avait atteint la ligne, à Muong-Lai, dès le 7 juin 1887. Une démarche trop généreuse de l'ambassadeur de France à Londres, en avril 1889, avait surexcité les ambitions du jeune roi de Bangkok : il voulait assurément pénétrer jusqu'à la Chine, pénétrer même en Chine, et constituer, par une occupation siamoise des territoires entre le Nam-Hou et le Mékong, une barrière permanente entre le Tonkin français et la Birmanie anglaise.

Le 4 avril 1889, obéissant à une pensée généreuse, trop généreuse même, le regretté M. Waddington avait dit textuellement à lord Salisbury : « Comme vous êtes maîtres de l'embouchure de la Salouen, nous proposons que ce fleuve, qui constitue déjà sur une partie de son cours la frontière entre vous et le Siam, le soit dans toute son étendue vers le nord. D'autre part, comme la France est maîtresse des bouches du Mékong, nous proposons pour frontière orientale du Siam le cours de ce fleuve depuis la limite du Cambodge jusqu'à un point à déterminer en aval de Louang-Prabang. Cette ville, avec un territoire à déterminer, serait partie du Siam, et la frontière suivrait ensuite le cours du Nam-Hou vers le nord jusqu'à sa rencontre avec la frontière chinoise. »

C'était donc un grand territoire que M. Waddington proposait à cette époque de confier au Siam ; mais à une double condition : la première, que le Mékong formerait la frontière entre la France et le Siam, depuis le Cambodge jusqu'à Louang-Prabang ; la seconde, que l'Angleterre consentirait à comprendre dans cet Etat tampon le territoire situé entre la Salouen et le Mékong dont elle se prétendait souveraine.

Je rends hommage à la noblesse de cette conception ; malheureusement, elle n'était pas viable et, après avoir répondu à M. Waddington que l'idée méritait un examen sérieux et qu'il en parlerait à son collègue des Indes, lord Salisbury s'empessa de n'en retenir que ce qui pouvait servir la politique britannique. Sur un télégramme de Londres, des négociations furent

ouvertes avec le Siam, à Bangkok, avec le prince Devawongsé, et à la fin du même mois des lettres étaient échangées par lesquelles l'Angleterre reconnaissait au Siam le droit de s'étendre au-delà du Mékong, jusqu'à Muong-Pong ou Muong-Ha, par 21° de latitude nord près de la frontière chinoise, tandis que le Siam abandonnait à l'Angleterre une partie même de ces territoires de la Salouen que M. Waddington proposait d'incorporer à la « barrière permanente ». De telle façon que l'Angleterre nous opposait au-delà du Mékong une occupation siamoise, tandis qu'elle commençait à s'affirmer sur les territoires entre la Salouen et le Mékong. C'était vraiment bien joué. (*Très bien !*)

A ce plan si dangereux pour notre influence en Indo-Chine, une poignée d'hommes, de la mission Pavie d'abord, du syndicat du Haut-Laos ensuite, eut la hardiesse de tenir tête. Vigoureusement soutenue par les instructions des honorables MM. Etienne et Delcassé, cette poignée de braves arrêta le Siam, sans un coup de fusil, simplement en s'installant sur les territoires contestés, en y montrant notre pavillon, en y faisant aimer le nom français. On ne les a pas encore récompensés.

M. Louis Brunet. — On a récompensé les chefs : on devrait les récompenser tous.

M. François Deloncle. — On les récompensera tous, je l'espère bien, dût-on demander un supplément de croix au Parlement, car nous leur devons vraiment toutes ces régions du Haut-Laos qui, sans leur male courage, étaient à jamais perdues. (*Très bien ! très bien !*)

Rappelez-vous, messieurs, que l'audace des Siamois en était venue, à cette époque, jusqu'à nous chercher querelle dans notre Cambodge même. Nous dûmes, en juillet 1891, leur donner une leçon en occupant la pointe Samit. Mais ils surent si bien faire que, le 20 septembre 1891, nous fûmes obligés d'évacuer et de leur rendre ce gage, et ils recommencèrent avec d'autant plus d'ardeur à nous accabler de leurs vexations.

C'en était trop. Le 16 octobre 1891, j'eus l'honneur de poser une question à l'honorable M. Ribot sur les intentions du Gouvernement à l'égard du Siam. La réponse de M. le ministre des affaires étrangères marqua une nouvelle direction, et le gouvernement britannique, s'en étant aperçu, prit toutes les dispositions pourachever avec le Siam les arrangements qui devaient, à ses yeux, contrarier notre action désormais décidée.

Les travaux de la commission anglo-si amoise de délimitation des territoires de la Salouen furent activés ; des gages furent donnés à Bangkok, et, lorsqu'en décembre 1892 l'accord anglo-si amois eut été complété par des clauses que le Livre bleu ne trahit qu'en partie, le Siam se crut invincible et eut l'indiscreti on d'en triompher bruyamment en se vantant de ne plus tolérer la présence de Français sur son territoire : témoin l'expulsion de M. Champenois.

Alors se produisit l'intervention de la Chambre. Aux premiers jours de février 1893, la question fut portée à la tribune. L'honorable M. Delcassé et l'honorable M. Develle nous répondirent par les déclarations les plus fermes, que les actes suivirent à quelques jours de là. Je ne vous rappellerai pas, messieurs, l'occupation de Stung-Streng, notre mainmise sur le moyen Mékong, l'assassinat, par trahison, de notre agent M. Grosgurin et les incidents qui obligèrent les bateaux français à forcer les passes de la Ménam et à pénétrer au cœur même de Bangkok. Puis l'honorable M. Le Myre de Villiers fut envoyé par l'honorable M. Develle comme plénipotentiaire pour traiter la paix avec le Siam. Cette paix fut signée le 3 octobre 1893. Elle nous donnait satisfaction en ce qui concerne la rive gauche du Mékong dont la possession nous était assurée, et elle créait sur la rive droite une zone neutre de 25 kilomètres dont les priviléges marquaient dès lors notre volonté de ne permettre à autrui aucune intervention sur cette rive.

Interprété par la Chambre, qui l'a ratifié en janvier 1894, ce traité établissait de la manière la plus sûre que la zone neutre ainsi créée suivait la rive droite du Mékong depuis les limites du Cambodge jusqu'aux limites de la Chine, ou plutôt jusqu'aux limites des territoires que l'Angleterre songeait dès cette époque à reconnaître à la Chine.

L'article 1^{er} de la déclaration du 13 janvier étend cette zone neutre des 25 kilomètres qu'elle comportait d'après le traité du 3 octobre 1893, jusqu'à la ligne de partage du Mékong et de la Ménam, et les territoires qui s'étendent ainsi du Mékong au bassin de la Ménam viennent s'ajouter aux territoires de l'ancien Cambodge pour constituer la nouvelle sphère d'influence attribuée à la France.

Cet article 1^{er} stipule en même temps qu'aucune atteinte ne sera portée aux priviléges reconnus par le traité du 3 octobre 1893 à la zone neutre de 25 kilomètres. Ce traité est lui-même confirmé : il devra s'exécuter pleinement, sans réserves, sans réticences, de la part du Siam.

Sans doute, tout cela est bon, principalement parce que nous n'avons eu besoin que de notre force morale, de notre autorité internationale pour obtenir et préciser ces résultats. Mais nous n'avons pas seulement à considérer la belle superficie des territoires qui nous sont reconnus ; nous n'avons pas à nous en tenir à la lettre des engagements qui nous sont consentis : il faut voir le lendemain.

Nous possérons dès maintenant, sur le papier, une influence qui s'étend du Mékong à la Ménam ; cela nous constitue, dans l'ensemble, près des deux tiers de l'Indo-Chine, un empire deux fois aussi grand que la France ; mais avons-nous une frontière sérieuse, à l'ouest, entre le coude nord du Mékong et le Pet-Riou ? Nos territoires sont-ils à l'abri d'une éventualité d'incursions de la part de nos voisins les Siamois, comme ils l'étaient lorsque notre influence s'arrêtait à la rive droite du Mékong ? Cette ligne de partage de la Ménam et du Mékong, qu'est-elle ? Une simple ondulation de terrain qui disparaît à la saison des pluies, que rien ne borne ni ne saurait borner, et je me demande comment nous ferons jamais pour organiser sur ces terrains vagues une police sérieuse ; comment nous arriverons jamais à nous faire respecter, sur ces lisières indécises, des agents que le Siam y dépêche pour nous créer, sans aucun doute, toutes sortes de difficultés.

La déclaration ne me paraît pas contenir sur ce point de fait géographique une formule définitive ; j'ai du reste éprouvé moi-même ces difficultés de délimitation, dans l'élaboration de ma carte politique de l'Indo-Chine, où j'ai essayé de marquer, dès 1889, en des traits que je retrouve dans la déclaration elle-même, les limites du Laos annamite du côté de la Ménam.

La Birmanie anglaise, au contraire, s'est assuré une frontière de montagnes : la ligne de faite, haute et escarpée entre le bassin de la Salouen et le bassin du Mékong ! Elle est fermée à toute attaque du côté du Siam, tandis que nous sommes ouverts, de notre côté, à la moindre incursion des pirates.

De plus, la péninsule malaise, qui échoit à l'Angleterre, est d'une police facile : ses côtes sont accessibles aux moindres bateaux de surveillance. Notre Laos ne sera jamais accessible aux bateaux qu'au moment où les pluies l'auront transformé en marécage, et les bateaux qui s'en approcheront alors par les canaux de la Ménam ne pourront être que des bateaux siamois. Je vois en tout cela de nombreuses sources de difficultés pour l'avenir ; c'est mon devoir de le dire dès maintenant. (*Très bien ! très bien !*)

Si à Bangkok nous avions affaire à un Etat sérieusement organisé, à un gouvernement digne de ce nom, nous pourrions, jusqu'à un certain point, ne pas redouter les difficultés auxquelles je viens de faire allusion ; mais le passé parle pour l'avenir.

Quiconque est allé à Bangkok depuis quatorze ans sait et raconte que le Siam n'est pas un Etat, que l'on ne saurait y trouver de responsabilité sérieuse. Certes, il y a une cour, mais une cour avec tous les vices des

grandes cours de l'Extrême-Orient et sans la moindre de leurs contestables qualités. Il paraît, aux termes du discours de la reine, du 11 février, et des commentaires que lord Salisbury en a donnés aux Lords, que la Déclaration n'a pour objet que d'assurer l'indépendance de cette cour, de cet Etat. La sécurité et la stabilité du Siam, voilà tout ce qu'a voulu l'Angleterre en signant un accord avec la France qui attribue à l'Angleterre la péninsule malaise, mais assure le maintien du roi à Bangkok ! Ceci nous est affirmé très sérieusement, et, pour preuve, on nous montre l'article 2 de la Déclaration, article qui sera, en vérité, l'objet de bien des interprétations dans l'avenir.

« Rien dans la clause qui précède — y est il dit — ne mettra obstacle à aucune action dont les deux puissances pourraient convenir et qu'elles jugeraient nécessaire pour maintenir l'indépendance du royaume de Siam ; mais elles s'engagent à n'entrer dans aucun arrangement séparé qui permette à une tierce puissance de faire ce qu'elles s'interdisent réciproquement par la présente déclaration. »

Donc, messieurs, par cette déclaration nous nous interdisons d'introduire à Bangkok et dans la vallée de la Ménam, c'est-à-dire dans le Siam proprement dit, aucune force militaire pour faire valoir nos revendications éventuelles contre une vexation de la part du roi de Bangkok ; mais il reste convenu, aux termes de cet article 2, que nous pourrons intervenir à deux, France et Angleterre, quand il s'agira de défendre l'indépendance du Siam, c'est à-dire de protéger, d'aider à vivre l'administration défectueuse dont nous aurons eu à nous plaindre !

Je me rappelle tout de suite un protocole encore plus important, qui fut signé le 23 juillet 1882 à Thérapia, le fameux protocole de désintéressement où l'Angleterre s'engageait à n'intervenir jamais en Egypte que pour sauvegarder l'indépendance et l'autorité du khédive et à ne rechercher là-bas aucun privilège exclusif, aucun avantage commercial qui ne pût être reconnu à d'autres nations.

M. Le Hérisson. — Cela a été bien exécuté du reste !

M. François Deloncle. — Je crains comme vous, mon cher collègue, que, si nous n'y prenons garde, il n'advienne du protocole de désintéressement du 13 janvier, relatif au Siam, ce qui est advenu du protocole du 23 juillet, relatif à l'Egypte.

A la première difficulté que nous allons avoir avec le Siam au sujet de l'interprétation de notre traité de 1893, difficulté soulevée soit par le refus du Siam de reconnaître tel ou tel Chinois comme notre protégé, ou d'accorder un passeport de commerce à tel ou tel de nos citoyens, soit encore par le présumé empiètement de miliciens annamites sur les « districts réservés » à l'influence siamoise, ou réciproquement, d'incursion de soldats siamois sur notre zone d'influence, nous nous trouverons dans la nécessité de demander à l'Angleterre l'autorisation de nous faire respecter tout seuls ou à deux, par une intervention à Bangkok ; et si, par aventure, l'Angleterre a la fantaisie de faire languir cette autorisation, nous serons amenés, quelle que soit notre passion si louable de la paix, reconnue par lord Salisbury dans son discours du 11 février, nous serons amenés, dis-je, soit à brusquer la situation pour obtenir tout seuls justice, soit à capituler, sans plus de détours, devant la perfidie orientale. (*Très bien !*)

Il est vrai que nous aurons une compensation : ce que nous ne pourrons faire, nulle tierce puissance ne pourra le faire à son tour ; nous nous interdisons — et l'Angleterre se l'interdit avec nous — d'autoriser une autre nation à pénétrer en armes dans le Siam proprement dit. C'est fort bien.

Je félicite l'honorable M. Berthelot d'avoir obtenu l'insertion de cette clause, car l'expérience l'avait indiquée, l'expérience des traités de Zanzibar en 1862, et du Harrar en 1888, qui nous garantissaient l'indépendance de Zanzibar et

du Harrar : ce qui n'empêchait pas l'Angleterre de reconnaître en 1890 une partie du Zanzibar à l'Allemagne et, en 1894, le Harrar à l'Italie. (*Très bien !*)

Au Siam, l'Angleterre s'engage à ne permettre à aucun tiers d'intervenir ; mais alors, si aucune tierce puissance ne peut, aux termes de la déclaration, exercer d'action militaire au Siam, et si d'autre part la France s'engage à ne pas intervenir sans l'autorisation de l'Angleterre, et si l'Angleterre s'interdit toute action hors de notre autorisation, tout cela constitue un régime que nous avons vu fonctionner déjà par le monde et que désigne un mot bien connu des diplomates : c'est un *condominium*, un *condominium* pur et simple que nous établissons au Siam avec toutes ses conséquences ; c'est en même temps l'obligation pour la France de ne pas essayer de faire accroire au roi de Bangkok que la convention du 15 janvier n'est qu'une feuille de papier sans portée matérielle, uniquement rédigée pour garantir sa sécurité, sa stabilité, son indépendance. (*Très bien ! très bien !*)

Non ! Ce sont là choses qui peuvent se dire de l'autre côté de la Manche, où l'on tient à garder quand même l'allure d'un parfait désintéressement, alors qu'on a su se réserver les meilleurs morceaux du royaume de Siam. Mais ici, dans ce pays qui veut savoir où on le mène et connaître les véritables mobiles de sa politique extérieure, il est impossible de jouer plus longtemps sur les mots et de faire assaut d'interprétations inexactes de textes qui par eux-mêmes ne laissent aucune obscurité en la matière.

Ce qui se traite actuellement, c'est le partage du Siam en trois zones d'influence : l'une anglaise, l'autre française, l'autre siamoise, relevant nominalement du roi de Bangkok, mais en réalité soumise à un *condominium* anglo-français, avec l'obligation pour nous, si nous ne voulons pas qu'un jour de défaillance ou de surprise l'Angleterre s'installe à Bangkok, d'intervenir dès maintenant dans l'administration siamoise, de donner notre part de conseils au roi de Bangkok et d'empêcher par l'ingérence active d'un commissaire français que les fautes coutumières à la cour de Siam ne nous entraînent plus tard à de redoutables complications.

L'article 3 de la déclaration règle la question du Haut-Mékong.

Ici nous avons à notre actif un avantage tangible, et nous ne saurions trop féliciter le Gouvernement d'avoir obtenu cette clause. Elle est conforme, du reste, à la politique inaugurée du jour où l'occupation du Tonkin nous a conduits à rechercher quelle pourrait être, à l'ouest, la frontière scientifique de nos nouvelles possessions d'Indo-Chine.

Dès 1883, au moment où nous nous engagions au Tonkin, le gouvernement de la Haute-Birmanie indépendante envoyait en France une mission chargée de négocier et de conclure avec nous un traité d'amitié et de commerce. Les lettres de créance de cette mission établissaient que la Birmanie et la France étaient autrefois fort éloignées et leurs relations fort difficiles, mais que la prise de possession de la province du Tonkin par la France rendait les deux pays limitrophes, c'est-à-dire qu'ils se touchaient par le côté est du territoire birman, par les provinces de Kien-Tong et de Kien-yun-Ghie.

M. Jules Ferry, alors ministre des affaires étrangères, comprit toute la valeur de cette constatation. Il me fit l'honneur de m'envoyer m'enquérir à Mandalay de la véritable position de la Birmanie sur le Mékong et, à la suite des premiers rapports de cette mission, il signa le 5 avril 1884, avec l'ambassade birmane, une déclaration qui faisait revivre le traité de commerce conclu avec la Birmanie indépendante, le 24 janvier 1873, par M. Charles de Rémusat, ministre des affaires étrangères de l'époque, et affirmait le désir de la France d'entrer en rapports constants avec sa voisine du Haut-Mékong.

Quelque temps après, interrogé par l'ambassadeur d'Angleterre, lord Lyons, sur les intentions de la France en ces affaires birmanes, M. Jules Ferry déclarait à cet éminent diplomate, le 11 juillet 1884, que « les Français et les Birmanes étaient sur le point de devenir voisins » ; et comme lord

Lyons répondait que la Birmanie ne saurait être voisine de la France comme elle l'est de l'Angleterre, M. Jules Ferry, le 16 juillet suivant, répliquait qu'il y avait une question de voisinage à traiter entre le Tonkin et la Birmanie, que la Birmanie pouvait avoir ses droits sur la rive gauche du Mékong, mais qu'elle ne paraissait pas les avoir exercés depuis de longues années.

Pour confirmer cette affirmation, le 4 août suivant, l'ambassade birmane remettait à M. Jules Ferry une déclaration unilatérale du gouvernement birman, déclaration que celui qui parle en ce moment à cette tribune s'honore d'avoir rapportée de Mandalay, de la main même du roi de Birmanie d'alors.

Cette déclaration était ainsi conue :

« La rive droite du Mékong est la limite de la Birmanie ; la rive gauche du Mékong est la limite du Tonkin français du point où cette rivière sort du territoire chinois jusqu'à la limite de Kieng-Tching. »

Les termes de cette déclaration se retrouvent aujourd'hui à l'article 3 de l'arrangement du 15 janvier. Tant il est vrai qu'il était bien réel, en 1884, que la Haute-Birmanie indépendante ne dépassait pas le Mékong.

Mais le roi de Mandalay devait payer cher sa sincérité envers la France. A peine le gouvernement français avait-il conclu avec lui, dans les premiers jours de 1885, un traité de commerce, que la Chambre approuva quelques mois plus tard, sur un rapport très complet de M. de Lanessan, que le nouveau vice-roi des Indes, lord Dufferin, un grand Anglais, lançait une colonne sur Mandalay, et le 1^{er} janvier 1886 la Birmanie indépendante était annexée à l'Angleterre. Dès ce jour, le gouvernement britannique se mit à l'œuvre pour détruire l'impression des négociations de M. Jules Ferry et de la déclaration de Mandalay, et faire prévaloir sa thèse de domination au-delà du Mékong.

Il est dès lors facile de comprendre que la généreuse proposition de M. Waddington du mois d'avril 1889 ait été favorablement accueillie par le cabinet de Londres, qui s'empressa d'envoyer ses milices hindoues au delà de la Salouen, sur le territoire de Xieng-tong jusqu'au Mékong, en même temps qu'il lança le Siam au delà de la rive gauche du Mékong vers les territoires du Nam-hou.

Aussi fut-on réellement étonné à Londres d'apprendre que, le 26 octobre 1891, l'honorable M. Ribot, alors ministre des affaires étrangères, avait déclaré, en réponse à une question de notre part, que « la rive gauche du Mékong, au moins dans la partie située entre la Chine et le royaume de Siam, devait être considérée comme notre limite naturelle et que les meilleurs esprits en Angleterre admettaient notre prétention de réservier à l'influence française toute la partie qui se trouve à l'est de la rive gauche ». Du coup, lord Lamington, qui arrivait de là-bas, qualifia à la Chambre des lords le langage de l'honorable M. Ribot de « déploiement inconvenant de l'ambition française » ; M. Waddington, chargé par M. Ribot de protester contre ces paroles, remit au gouvernement anglais, aux mois de février et de mai 1892, deux notes que je trouve au Livre bleu, et qui font le plus grand honneur à son patriotisme.

En effet, non seulement notre ambassadeur s'expliquait dans ces notes sur sa proposition d'avril 1889 et démontrait à l'Angleterre que du moment où elle n'avait pas voulu comprendre dans la barrière permanente projetée le territoire de Salouen et reconnaître à la France la rive gauche du Mékong, depuis le Cambodge jusqu'au Louang-Prabang, cette proposition d'avril 1889 ne tenait plus ; mais encore M. Waddington affirmait très nettement, d'accord en cela avec le sentiment qui s'était fait jour au Parlement à la suite du débat du 26 octobre 1891, que « le haut Mékong doit être une limite au delà de laquelle ni les Français vers l'ouest, ni les Anglais vers l'est, ne devaient étendre leur sphère respective d'influence ».

Le cabinet de Londres ne répondit guère à ces notes et gagna du temps. Une dernière note de M. Waddington intervint — son testament diplomatique en quelque sorte — rappelant encore au premier ministre d'Angleterre tout l'historique de la question et réservant les droits de la France. Puis les événements de 1893 survinrent.

L'honorable M. Develle est mieux en mesure que moi, messieurs, de vous expliquer comment, à cette époque, à la suite de l'entrée de nos bateaux à Bangkok, l'action de l'Angleterre s'entreprit d'une manière plus vive, non pas à faire revivre la proposition de M. Waddington du mois d'avril 1889, mais à imaginer la création d'une nouvelle zone neutre, d'une sorte d'Etat-tampon minuscule qui, à ses yeux, devait être constitué principalement aux dépens de la France, avec des territoires sur lesquels nos droits s'étaient déjà affirmés.

L'honorable M. Develle comprit tout de suite que cette nouvelle proposition anglaise était tellement étrange, se prêtait si mal à la réalité des faits, à l'état topographique du terrain, et apparaissait d'avance si bien condamnée à ne pas aboutir, que, le 31 juillet 1893, il ne fit pas de difficulté à en accepter le principe et ses prévisions ne tardèrent pas à s'accomplir.

Le 23 novembre suivant, quand il s'agit de délimiter cette zone neutre, d'en fixer les lignes générales à l'est et à l'ouest, tant du côté du Nam-Hou que du côté de la Salouen, le cabinet anglais dut accepter un protocole qui, ordonnant l'envoi d'une mission géographique dans les régions à délimiter, obligeait l'Angleterre à reconnaître des les premiers mois de 1894 l'impossibilité de créer une zone neutre quelconque dans les pays visités par cette mission. Mais, toujours suprêmement habile, la diplomatie britannique ne fut pas longue à chercher de nouveaux biais.

Elle commença par conclure avec la Chine, le 1^{er} mars 1894, des arrangements tout nouveaux; du moins nous les croyions tels, puisqu'au 1^{er} décembre 1893, lord Dufferin écrivait à M. Develle que ces arrangements n'étaient pas encore conclus. Aux termes de ces arrangements, une partie du Xieng-Hong, c'est-à-dire d'un territoire relevant de l'Etat shan du Xieng-Thong, appartenant à l'Angleterre, était cédée à la Chine, a condition que celle-ci ne les rétrocéderait à aucune tierce puissance.

Puis, l'Angleterre disait au Siam : Je vous ai cédé dans le coude du Mékong, alors que je pensais que vous arriveriez bon premier dans ces régions, je vous ai cédé ou reconnu certains territoires; vous avez été assez faible de les abandonner à la France le 3 octobre 1893; vous n'aviez pas le droit de les abandonner ainsi. Ces territoires m'appartenaient, ils m'appartenaient encore : rendez-les moi, je les reprends.

Et, par cette double combinaison, l'Angleterre arrivait à ceci, que la zone neutre prévue, édictée par les protocoles des 31 juillet 1893 et 23 novembre 1893, se trouvait *ipso facto* diminuée de toute une région que la diplomatie britannique cédait à la Chine et de toute une autre région qu'elle reprenait pour elle seule au Siam.

Ce fut un imbroglio qui dura dix-huit mois, et l'on en est à se demander si l'on ne doit pas se féliciter que l'Angleterre y ait mis fin elle-même par un coup de force, par l'occupation de Muong-Sing.

En effet, le 24 décembre 1894, un membre anglais de la commission mixte chargée de la délimitation de la zone neutre s'installait sans plus de façon au pays de Muong-Sing, situé sur la rive gauche du Mékong, en plein territoire réservé à la future zone neutre.

Advint à son tour le commissaire français, qui obligea le commissaire anglais et son escorte à évacuer Muong-Sing; mais, au mois d'avril 1895, le commissaire anglais revenait et y mettait une garnison. L'opinion publique française se révolta : la négociation diplomatique eut un fait si brutal, si précis à discuter, que le gouvernement britannique, mis en présence de nos droits, des traités et du respect des convenances, dut finalement se soumettre; et c'est ainsi que l'article 3 de la déclaration du 15 janvier nous rend

Muong-Sing et que le thalweg du Mékong devient définitivement la frontière anglo-française, du point où il sort de Chine jusqu'au point où il entre dans la zone française. (Très bien!)

Le protocole du 31 juillet 1894 avait été signé en vue « de prévenir les difficultés qui pouvaient naître du contact de deux grandes nations sur le Mékong ». Un des hommes d'Etat les plus éminents de l'Angleterre, M. Curzon, avait même écrit que le voisinage immédiat de la France et de l'Angleterre en Indo-Chine serait une abomination.

Tel n'est pas notre sentiment, et nous osons espérer que de semblables préjugés ne prévaudront pas dans un pays de bon sens pratique comme l'Angleterre. Nous sommes voisins de territoires anglais sur quelques autres points du monde, et nous y faisons très bon voisinage, au Soudan et dans l'Inde, par exemple; pourquoi ne serions-nous pas aussi bons voisins sur le Mékong? (Très bien!)

J'arrive à l'article 4 de la déclaration : « Les deux gouvernements conviennent que tous les priviléges et avantages commerciaux ou autres, concédés dans les deux provinces du Yunnan et du Szechuen, soit à la France, soit à la Grande-Bretagne, en vertu de leurs conventions respectives avec la Chine, du 1^{er} mars 1894 et du 20 juin 1894, et tous les priviléges et avantages de nature quelconque qui pourront être concédés par la suite dans ces deux mêmes provinces, soit à la France, soit à la Grande-Bretagne, seront, autant qu'il dépend d'eux, étendus et rendus communs aux deux puissances, à leurs nationaux et ressortissants, et ils s'engagent à user, à cet effet, de leur influence et de leurs bons offices auprès du gouvernement chinois. »

Pour bien comprendre cet article, il convient de vous rappeler, messieurs, qu'à la suite d'un remarquable rapport de notre collègue M. Raiberti, vous avez voté l'autre jour une convention avec la Chine dont l'article 7 réserve de la manière la plus nette à la France seule les avantages que la Chine lui a concédés dans le Yunnan et le Kouang-Si. De même, le gouvernement britannique avait signé, le 1^{er} mars 1894, une convention commerciale dont l'article 18 réservait explicitement à l'Angleterre seule les avantages que la Chine concédait à l'Angleterre au Yunnan et au Szechuen.

L'honorable M. Raiberti a eu bien soin, dans son rapport, de faire observer que les avantages que nous concédait la Chine, étant ainsi placés en dehors de la clause de la nation la plus favorisée insérée aux traités généraux, c'était pour nous une situation de premier ordre que le traité du 20 juin 1893 nous assurait dans le haut bassin du Mékong, de la Rivière-Noire, du Fleuve-Rouge et même du Yan-Tsé-Kiang. Aujourd'hui, aux termes de la déclaration du 13 janvier, nous voilà tenus de faire partager à l'Angleterre les avantages que le traité franco-chinois nous avait réservés dans ces parages.

Mais, à son tour, l'Angleterre est tenue de nous faire participer aux avantages que le traité du 1^{er} mars 1894 lui avait assurés au Yunnan, et j'aurais voulu pouvoir dire au Thibet, car le traité anglo-chinois du 1^{er} mars 1894, complétant le traité de 1886, est en partie applicable au Thibet, et nous aurions pu ainsi réclamer de l'Angleterre les avantages que la Chine lui consentait au Thibet même. Mais, d'un autre côté, nous n'avons pas reconnu à l'Angleterre les avantages que la Chine nous a concédés au Kouang-Si.

Et dès lors commence à se dessiner la démarcation des lignes d'influence respective que les deux nations sont appelées à se réserver un jour dans cette Chine méridionale dont la conquête commerciale est devenue l'objet principal tant de notre action en Indo-Chine que de la politique anglaise dans la haute Birmanie.

Mais prenons-y garde, messieurs, nos rivaux sont plus actifs que nous. Tandis que nous achevions avec l'Angleterre la négociation de la déclaration, le cabinet anglais suivait avec la Chine la préparation d'une nouvelle convention qui paraît avoir été signée à la fin de novembre 1893 et constituer un

nouveau succès à l'actif de la diplomatie britannique. Car, s'il est vrai que les avantages commerciaux que la Chine peut avoir assurés à l'Angleterre par cette nouvelle convention nous sont également attribués par l'article 4 de la déclaration du 13 janvier, que dire des modifications territoriales, des rectifications de frontières que la Chine peut avoir consenties, dans cette nouvelle convention, à l'Angleterre?

Nous avons maintenant une frontière, le Mékong, entre la Birmanie anglaise et le Tonkin français. Au nord de la Birmanie anglaise s'étend une partie du Yunnan. Si vraiment la nouvelle convention permet à l'Angleterre de s'étendre au delà des frontières indiquées dans le traité du 1^{er} mars 1894 et de s'avancer sur la rive droite du Mékong, au nord même de la Birmanie, je crains que notre situation ne devienne inégale et que les Anglais ne réussissent à nous précéder au Yunnan et à nous enlever la meilleure partie des avantages devant résulter pour nous tant de la possession du Tonkin et de la minimiser sur le Haut-Mékong que de nos récents traités avec la Chine. (Très bien! très bien!)

L'Angleterre estime sans doute que la victoire appartiendra à qui arrivera le premier sur le plateau du Yunnan, et comme elle est la mieux organisée pour avancer rapidement, elle compte arriver bonne première. Elle se trompe peut-être : car, si nous ne sommes pas, à l'heure actuelle, aussi bien organisés qu'elle pour une action positive, pour une marche en avant, nous sommes tout au moins bien placés, en excellente posture pour gêner ses mouvements et contrarier sa marche. Pourquoi, dès lors, ne nous mettrions-nous pas d'accord pour aller *pari passu*? Après tout, n'y a-t-il pas place pour tout le monde?

L'autre jour, un des membres du cabinet britannique, M. Balfour prononçait un discours qui a fait sensation, où il reconnaissait volontiers à la Russie le droit de s'établir sur un port libre de l'Extrême-Orient.

« Loin de considérer avec crainte et avec jalouse, disait-il, l'éventualité de l'acquisition par la Russie d'un débouché commercial dans l'océan Pacifique (où elle était jusqu'ici bloquée par les glaces pendant la moitié de l'année), j'accueillerais la nouvelle d'un tel événement avec faveur, comme marquant un progrès signalé dans cette région lointaine, et je suis convaincu non seulement que la Russie et le monde en général y gagneraient, mais que le commerce et l'entreprise britanniques même y trouveraient leur profit. Prenons à cœur cette doctrine, que ce qui est bon pour l'un n'est pas nécessairement mauvais pour l'autre. »

Ce que l'Angleterre concède si gracieusement à la Russie, pourquoi le refuserait-elle à la France, alliée de la Russie? Et ne pouvons-nous, à notre tour, demander à l'Angleterre d'en finir avec cette politique étroite, irritable, dangereuse, qui nous dispute pied à pied, pouce à pouce, le moindre territoire, la moindre influence dans l'Extrême-Orient, tandis qu'elle se fait si libérale à l'égard d'autres nations qui certainement la traitent avec beaucoup moins d'égards que nous-mêmes.

La Russie a droit à un port sur le Pacifique, sans doute, mais nous avons droit, à notre tour, à une issue pour notre Tonkin vers le Yunnan, vers le Yang-tse, et, de même que la Russie a agi en Extrême-Orient jusqu'à ce qu'elle eût acquis un port libre de glace, ainsi nous agirons dans la Chine méridionale jusqu'à ce que nous ayons un accès libre et facile au Yang-tsé.

Il y a place pour tout le monde en Chine; oui, pour tout le monde, même pour la France! (Très bien! très bien!)

Il me reste à présenter une dernière observation sur cet article 4.

Les deux puissances s'assurent les avantages réciproques de leur traité, « autant qu'il dépend d'elles ». Cela veut dire, messieurs, que nous sommes engagés, Angleterre et France, vis-à-vis de la Chine à ne pas accorder à des tiers les avantages que la Chine nous reconnaît; d'où une situation d'autant plus délicate qu'aux termes d'accords que je regrette de ne pas connaître

dans leurs textes authentiques et que je voudrais voir communiquer au Parlement par les soins du Gouvernement, notamment aux termes des accords du 19 octobre 1895, entre la Chine et le Japon, l'ensemble de nos arrangements économiques et commerciaux avec la Chine est entré, depuis un an, dans une nouvelle phase pleine d'intérêt et d'avenir pour notre pays.

Il conviendrait, je le répète, que ces nouveaux traités fussent l'objet d'une publication spéciale, qu'ils fussent sérieusement codifiés pour que tous ceux qui veulent aller là-bas tenter des entreprises, créer des débouchés, faire du commerce ou développer une industrie, puissent invoquer des textes précis et clairs et n'en soient plus réduits à consulter des ouvrages anglais pour y apprendre l'étendue de leurs droits ou de leurs obligations.

Je quitte l'Asie et j'arrive à l'article 3 de la déclaration, aux termes duquel « les deux gouvernements conviennent de nommer des commissaires délégués par chacun d'eux, et qui seront chargés de fixer de commun accord, après examen des titres invoqués de part et d'autre, la délimitation la plus équitable entre les possessions françaises et anglaises dans la région située à l'ouest du bas Niger ».

La question du bas Niger est une de celles qui ont le plus préoccupé la Chambre, si bien qu'elle doit faire l'objet d'une interpellation spéciale de notre honorable collègue M. Goirand, fixée au 27 février.

Je n'insisterai donc pas aujourd'hui sur cet article. Je me bornerai, puisque les commissaires sont nommés et que les négociations sont en train, de recommander plus particulièrement au Gouvernement de n'abandonner aucun des résultats des belles missions qui nous ont rapporté des traités si complets dans la région du bas Niger, et, dans tous les cas, de sauver un point en aval de Boussa...

M. Delcassé. — Cela est déjà acquis.

M. François Deloncle. — C'est acquis, me dites-vous, mon cher collègue? Je ne demande pas mieux.

M. Delcassé. — Boussa est sur le moyen Niger, et la délimitation prévue par l'article 3 doit porter sur les régions du bas Niger. Donc, Boussa nous est virtuellement reconnu.

M. François Deloncle. — Je suis très heureux d'une interprétation aussi compétente, et je suis sûr dès lors qu'elle sera celle du Gouvernement. (Très bien!)

Dans tous les cas, je le répète, un point en aval de Boussa sur le Niger nous est dû, et nous le réclamons énergiquement. Nous demandons aussi qu'on rattache à la question du bas Niger, celle des territoires de la haute Bénoué, et enfin que le gouvernement français prête ses bons offices au gouvernement anglais dans la mesure la plus large pour amener la *Royal Niger Company* à traiter avec moins d'hostilité le commerce privé des nations. Si, contrairement aux vœux de l'opinion publique anglaise, française et allemande, cette compagnie à charte s'obstine à vouloir conserver le monopole du commerce sur le Niger, nous demandons que le gouvernement anglais se décide à y mettre bon ordre en proclamant la déchéance de cette compagnie et en reprenant lui-même l'administration de ces régions qui pourront être dès lors ouvertes au transit et au commerce de tous les peuples, comme l'ordonne l'Acte de Berlin.

L'article 6 est relatif à l'accord du 19 juillet 1875 entre l'Angleterre et la régence de Tunis, traité de commerce perpétuel que l'Angleterre accepte en principe de réviser et de remplacer par un traité temporaire.

La première vue, cette concession ne paraît pas bien importante pour ceux — et je suis de ce nombre — qui estiment que le traité du Bardo nous donnait une entière souveraineté en Tunisie, que nous pouvions agir dans ce pays comme l'Autriche en Bosnie et en Herzegovine, comme l'Angleterre à Chypre, comme l'Italie à Massouah, comme l'Angleterre en Birmanie, c'est-à-dire dénoncer, du jour au lendemain, les traités de commerce conclus antérieurement par la régence de Tunis avec les autres puissances et proclamer l'union douanière de la Tunisie avec la France.

Mais, puisque cela n'a pas été fait en temps voulu, et que notre diplomatie s'est trouvée ensuite placée dans la nécessité de respecter les traités existants, il ne nous en coûte pas de reconnaître que, dans ces conditions, l'article 6 consenti par l'Angleterre constitue un sérieux avantage.

L'interprétation que lord Rosebery en a donnée à la Chambre des lords le 11 février achève de nous édifier à ce sujet; l'ancien premier ministre considère « cette concession comme très importante, parce qu'elle porte sur les intérêts de l'Italie ».

Il nous est permis dès lors d'envisager les négociations qui s'ouvrent comme de nature à faciliter non seulement la signature prochaine d'un nouvel accord anglo-tunisien, mais aussi la conclusion ultérieure d'un accord italo-tunisien.

Et puisque lord Rosebery a mis sur le tapis la question des relations anglo-italiennes, je saisirai cette occasion de constater que, dans une affaire qui, par certains côtés, n'est pas étrangère à la question de Tunis, dans l'incident récent relatif à Zeilah, l'Angleterre s'est comportée fort correctement à l'endroit de la France. Le correspondant du *Times* à Rome annonçait, en effet, le 30 janvier dernier, que le cabinet de Londres « a renvoyé le gouvernement italien à se pourvoir près du gouvernement français pour obtenir l'approbation du passage des troupes italiennes par Zeilah ».

En agissant de la sorte, le gouvernement anglais a obtenu un double résultat : il a fait disparaître le sentiment que nous pouvions avoir contre lui à la suite de l'accord anglo-italien du 3 mai 1894, relatif au Harrar, accord contre lequel la Chambre a été unanime à protester le 7 juin 1894. De plus, le gouvernement anglais a donné par là un grand conseil de sagesse à une autre puissance; mais on ne peut s'empêcher de regretter que ce conseil de sagesse ne soit pas venu plus tôt, car il eût pu épargner bien des malheurs.

Je n'insiste pas sur ce côté si grave de la question africaine; je tiens simplement à déclarer que nous avons suivi avec une réelle sympathie l'effort accompli par une autre nation du côté de la mer Rouge, que nous avons profondément souffert de la voir s'engager à l'aventure, contre nos conseils amis, dans une expédition ruineuse et sanglante, et que nous regrettons sincèrement qu'une solution n'intervienne pas permettant à cette nation de conclure une paix honorable, avec un peuple digne certainement de son estime; car ce peuple s'est comporté noblement à son égard et ne demande lui-même qu'une chose : vivre loyalement en paix avec ses voisins! (Très bien! très bien!)

J'ai tenu à faire ressortir l'esprit de conciliation qui a animé le gouvernement britannique dans cette dernière affaire, et je n'ai plus qu'un regret à exprimer : c'est que la déclaration du 15 janvier n'ait pas un paragraphe 7, quelques mots, quelques lignes relatives à l'Egypte.

On m'assure que ce paragraphe devait s'y trouver. J'imagine dès lors que ce n'est que partie remise et que nous aurons bientôt la solution que réclame si fortement l'opinion universelle.

Je ne demande à M. le ministre des affaires étrangères aucune déclaration sur cette question. Je connais trop ses hautes qualités politiques pour douter un seul instant de la réponse que son patriotisme m'apporterait à la tribune si je le sollicitais d'y renouveler les assurances de ses prédécesseurs.

L'honorable M. Berthelot me redirait ce que m'a répondu, le 26 octobre 1891, l'honorable M. Ribot :

« Quant à l'occupation anglaise, je suis heureux de constater que l'opinion anglaise se rend compte de plus en plus que les intérêts de l'Angleterre dans cette affaire ne sont pas en désaccord avec les engagements qu'elle a pris. Quant à nous, nous attendrons avec le même calme et avec la même fermeté qui ont toujours inspiré et guidé notre conduite, et si l'on nous demande de participer avec toute l'Europe à des échanges de vues qui auraient pour but de donner des garanties à la neutralisation de l'Egypte, au lendemain du jour où l'évacuation serait faite, nous n'aurons qu'à persister dans l'attitude que nous avons toujours prise, qui n'est pas une attitude égoïste et exclusive. Nous sommes toujours prêts à examiner ces garanties et à y ajouter un supplément si cela était reconnu nécessaire, et ainsi pourra être écartée, je l'espère, un jour prochain, je le souhaite, la principale, sinon la seule cause des difficultés qui existent entre nous et un grand pays voisin avec lequel nous serons toujours heureux d'entretenir les relations les plus amicales. »

La Chambre applaudit cette déclaration ainsi qu'elle applaudissait, le 2 février 1893, la déclaration suivante, de l'honorable M. Deveille, dénonçant la situation de l'Angleterre en Egypte comme un « état de choses que lord Salisbury lui-même a qualifié de transitoire et d'exceptionnel et qui risquerait de devenir pour l'Egypte et même pour l'Europe une cause de troubles, de difficultés et peut-être de conflits ».

Oui, messieurs, de conflits ! Car parmi les affaires toujours plus graves qui préoccupent ou gênent à cette heure l'action britannique sur tous les points du monde, celle d'Egypte se distingue par un caractère de mystère et d'inconnu gros de surprises et de danger. Non que nous redoutions un mouvement quelconque en Egypte même : il n'est pas au monde de population plus douce, plus sage, plus patriotiquement silencieuse que la population égyptienne. Mais l'Egypte, c'est le Nil, le Nil, depuis ses sources jusqu'à Alexandrie, et Dieu sait les événements de tout genre que le Nil, bleu et blanc, réserve à la coupable ignorance des hommes et des choses de l'Afrique qui caractérise à l'heure actuelle la politique anglaise et la politique anglo-italienne dans ces régions. (Très bien !)

La paix du monde n'a pas seulement à redouter le mahdisme, les bandes de derviches et autres qui razzient la vallée du Nil, de l'Ouganda à Wadi Halfa et de Kassala au Wadai ; ce n'est pas seulement le problème abyssin, la révélation d'une grande nation guerrière à la tête du Nil bleu et sur le Saubat, qui préoccupent à juste titre les intérêts généraux de l'Europe en Afrique : c'est encore l'agitation soulevée par certains Européens, par ces bandes d'hommes insatiables, toujours à la recherche de nouvelles curées, que nous avons vus naguère assez hardis pour envahir le Transvaal, et qui, repoussés aujourd'hui de l'Afrique australe, songent peut-être à une belle revanche au Centre africain. (Très bien ! très bien !)

Ecoutez plutôt le discours que ne craignait pas de prononcer sur ce sujet, il y a huit jours, l'évêque anglican du Mashonaland, c'est-à-dire le prélat préféré de M. Cecil Rhodes, qui est justement en route pour ces régions :

« Avant longtemps, disait-il, les questions égyptiennes et africaines n'en feront plus qu'une ; la puissance qui tiendra la vallée du Nil dominera du même coup l'Egypte. Or, nous pouvons arriver au haut Nil, non seulement en partant du Caire, mais encore par Khartoum ; et nous pouvons atteindre Khartoum en partant de l'Ouganda, gagner l'Ouganda en venant de Blantyre, arriver à Blantyre directement de Fort-Salisbury, de ma propre métropole. »

Ce qui encourage d'aussi abominables visées, ce qui permet à un missionnaire de prononcer d'aussi coupables paroles de provocation à une nouvelle flibusterie, c'est l'occupation anglaise de l'Egypte, c'est la pensée que l'occupation illégitime de l'Egypte autorise tout, couvre tout. (Très bien !)

Que de fois, du reste, les hommes d'Etat anglais eux-mêmes ont sincère-

ment reconnu toute la gravité de cette situation lorsqu'ils ont répété, après Palmerston en 1857, que « le gouvernement de l'Egypte n'était qu'un fardeau » et que l'Angleterre n'avait pas besoin de s'en charger!

Que de fois lord Derby, sir Stafford Northcote, lord Hartington, lord Salisbury, lord Granville, lord Kimberley, sir Charles Dilke, lord Randolph Churchill et M. Gladstone, c'est-à-dire tous les ministres libéraux et conservateurs, ont reconnu aux Chambres que l'occupation n'était « qu'une charge, un sujet de faiblesse, un danger dont l'Angleterre était anxieuse de se délivrer »!

Le 21 septembre 1891, lord Salisbury, dans son discours à Cambridge, attribuait, avec raison, à l'occupation de l'Egypte « les difficultés de la politique étrangère anglaise » et démontrait les désavantages évidents auxquels elle exposait l'Angleterre : brouille avec la France, brouille avec le sultan, « emprisonnement en Egypte d'une force inutilisable en temps de guerre », impossibilité de soutenir à la fois la domination dans la Méditerranée et la domination dans les mers des Indes et de Chine.

Lord Cromer lui-même, oui, sir Eveling Baring, depuis lord Cromer, s'élevait, en octobre 1882, avec son énergie ordinaire, contre le maintien de l'occupation et l'idée du protectorat!

Quand, le 9 novembre 1883, M. Gladstone annonça aux Communes la prochaine évacuation du Caire, ce fut un tonnerre d'applaudissements! Et l'on applaudissait non moins vigoureusement lord Derby en 1885 : « Nous sommes allés en Egypte, disait-il, ayant fait à l'Europe la déclaration solennelle de ne pas y rester. Au nom de la couronne d'Angleterre et de l'autorité du Parlement britannique, nous devons nous en aller d'Egypte. » Lord Salisbury ajoutait un an plus tard : « Ne manquons pas à la « sainteté » de nos engagements. » Un grand écrivain anglais résumait tous ces sentiments en un mot qui devrait être inscrit en lettres d'or à la porte de Westminster et autour de l'écusson de l'agence anglaise au Caire : « C'est une noble chose de garder l'Egypte, mais c'est une chose encore plus noble de garder sa parole. » (Très bien! très bien!)

Dans son courageux discours de mai 1893, sir Charles Dilke disait aux Communes : « Les forces maintenues en Egypte sont dérisoirement faibles si on les destine à une guerre européenne, et si une pareille guerre venait à éclater, nous devrions, ou les retirer tout bonnement, ou les renforcer largement juste au moment où nous aurions le plus besoin de notre flotte et où les renforts seraient indispensables dans l'Inde et dans nos garnisons du monde entier. »

Rien de plus juste : ce qui vient de se passer en ces derniers jours en est la démonstration éclatante. Les affaires de Chine, d'Arménie, du Venezuela, du Transvaal, eussent certainement pris une autre tournure si l'Angleterre eût eu la liberté de ses mouvements, comme avant 1882.

Et demain, au milieu des complications qui apparaissent à l'horizon, à quoi lui servira pratiquement la vaine gloire de tenir garnison au Caire, malgré le droit des gens, au mépris des avertissements d'une impopularité croissante dans le monde musulman et d'un isolement chaque jour plus sensible dans le monde européen?

« La question qui est derrière toutes les autres est la question de l'Egypte », répétait sir Charles Dilke aux Communes le 11 février 1896. Et l'honorable membre ajoutait : « Le nombre va s'augmentant sur les bancs ministériels de la Chambre de ceux qui croient, comme moi, qu'au point de vue militaire, l'occupation de l'Egypte est une faiblesse et non une force. La question de l'occupation doit être réglée pour avoir des rapports réellement amicaux avec la France, s'il n'est pas trop tard, toutefois, pour rétablir ces rapports. »

Non, il n'est pas trop tard, car la politique de la France est essentiellement pacifique et elle aspire sincèrement à faire disparaître toute cause de conflit avec l'Angleterre.

Cet appel de sir Charles Dilke sera-t-il entendu? je l'ignore; mais, dans tous les cas, comme un débat sur cette importante question est annoncé au Parlement britannique, je me réserve d'attendre le résultat de ce débat avant de déposer à cette tribune la motion décisive qui, renouvelée de l'ordre du jour du 7 juin 1894, doit marquer les résolutions de la Chambre française.

Mais, nous dit-on, proposez vous-même, dès maintenant, une combinaison qui se tienne, des bases satisfaisantes d'accord durable.

Et M. Stanley écrivait le 24 janvier dernier :

« Trouvez des garanties acceptables pour nous et pour l'Europe entière, des garanties contre les éventualités que nous redoutons. Je serai reconnaissant plus que je ne puis le dire à quiconque trouvera un plan par lequel nous puissions sauvegarder nos intérêts et gagner en même temps l'affection de la France.

« L'occupation de l'Egypte pour nous autres Anglais n'est que temporaire. Nous ne visons qu'à un but certain et, nous ne cesserons de l'affirmer, nos intentions n'ont rien d'hostile à la France.

« Il n'est pas au-dessus de l'intelligence humaine de découvrir un moyen qui permette de perpétuer l'état heureux des affaires qui existe aujourd'hui en Egypte. Alors les Anglais pourraient se retirer avec gloire et en toute confiance.

« C'est aux Français si impatients que ce jour arrive, à nous aider dans nos recherches. »

Nous connaissons cette formule : elle est à la mode en Angleterre, depuis que, le 3 mai 1893, M. Gladstone a déclaré aux Communes que la France laissait sommeiller la question et que l'Angleterre attendait de la France des propositions qui ne venaient pas.

Tout récemment encore, dans une lettre écrite à un patriote égyptien, M. Gladstone reconnaissait que le moment de l'évacuation était arrivé il y a quelques années et qu'il ne savait pas pourquoi M. Waddington n'avait pas abouti avec lui dans les négociations de 1892.

Messieurs, il suffit de jeter un coup d'œil sur les Livres bleus et jaunes, sur le dernier Livre jaune, relatif à l'Egypte, qui nous a été distribué en 1893; il suffit de suivre avec quelque peu d'attention la lecture des journaux anglais eux-mêmes pour se rendre compte que, de 1882 à 1896, la France n'a pas cessé, comme le déclarait l'honorable M. Ribot, d'offrir toutes les garanties désirables et même un supplément de garanties pour obtenir que l'Angleterre, en évacuant l'Egypte, rentre enfin dans le droit international. (Très bien!)

Le gouvernement anglais possède en main tous les éléments nécessaires, soit à l'élaboration d'un accord européen, soit à la conclusion d'arrangements spéciaux avec la France, soit même à la préparation d'un acte unilateral par lequel, dans la plénitude de sa seule volonté, l'Angleterre fixera elle-même les termes du retrait de ses troupes. Tout sera fait pour faciliter à son amour-propre national l'heureuse conclusion de cette opération.

Mais que parler d'amour-propre national? L'orgueil britannique n'est-il pas satisfait de la gloire qui s'attache à cette longue occupation de quinze ans, et le suprême honneur d'une nation n'est-il pas, d'autre part, de tenir sa parole, après la tâche accomplie? Enfin, Paris ne vaut-il pas une messe et la paix avec la France est-elle donc chose à dédaigner?

On nous répond encore que la question d'Egypte ne sera jamais sérieusement un brandon de discorde entre les deux pays, et quelques chauvins d'outre-Manche ont même écrit que la question d'Egypte n'existe pas. Ceux-là ne connaissent pas la France, ceux-là ne connaissent pas le caractère français, persévérant et solide, en dépit de ses apparences légères et frivoles. La question d'Egypte nous tient au cœur à tous, à côté d'une autre, et nous n'oublions rien. (Très bien! très bien!)

Il faut compter avec ce sentiment profond que nous avons du droit, si

l'on veut réellement marcher avec nous, la main dans la main; sentiment du droit, imprescriptible, sacré pour nous tous; sentiment qui nous élève et nous grandit; sentiment qui fera qu'aujourd'hui même nous allons nous grouper tous autour du drapeau et attester une fois de plus par nos votes que nous sommes unanimes à soutenir le Gouvernement dans la défense de nos revendications à l'extérieur, dans l'accomplissement souvent pénible et lent, mais toujours fortifiant et infatigable, de ses glorieux devoirs pour la patrie. (Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, les déclarations du 15 janvier, qui font l'objet de l'interpellation de l'honorable M. Deloncle, portent sur les points suivants :

Délimitation des possessions de la France et de l'Angleterre dans l'intervalle compris entre le royaume de Siam et la frontière chinoise;

Neutralisation réciproque de la partie du royaume de Siam comprise dans le bassin de la Ménam;

Déclaration relative aux priviléges et avantages concédés dans les provinces chinoises du Yunnan et du Setchouen;

Nomination de commissaires chargés de fixer la délimitation entre les possessions françaises et anglaises dans la région située à l'ouest du bas Niger;

Ouverture de négociations entre les gouvernements français et anglais en vue de conclure une convention nouvelle relative à la régence de Tunis.

Je vais examiner successivement ces divers points, traités entre deux grandes nations dans un esprit de concorde et de sympathie réciproques. (Très bien! très bien!)

Ce même esprit de conciliation ne cessera de nous animer dans l'examen des autres questions qui intéressent la France et la Grande-Bretagne. Je prie la Chambre d'être convaincue que je n'en perds de vue aucune (Très bien! très bien!), mais nous ne pouvons les aborder toutes à la fois.

Etant acquis le désir commun aux deux gouvernements, de se donner réciproquement les preuves d'une bonne volonté durable, nous parviendrons sans doute à des accords définitifs, également profitables aux intérêts des deux peuples et à ceux de la civilisation : la solution des difficultés pendantes entre nous sera poursuivie avec méthode, avec résolution. (Très bien! très bien!)

En ce moment nous avons réglé heureusement un certain nombre de contestations pendantes depuis dix ans et plus, et qui ont menacé à plus d'un moment d'amener les conflits les plus graves.

Je commencerai par la question du Mékong.

Pour en comprendre la nature et l'importance, il est nécessaire de rappeler en peu de mots comment elle a été introduite.

La Chambre connaît l'histoire de notre colonie d'Indo-Chine; elle sait comment la France a acquis successivement la Cochinchine, et plus tard l'Annam et le Tonkin en 1884-1885. Dès ce moment, le gouvernement français a envisagé le Mékong comme formant la limite naturelle de ses possessions; mais cette manière de voir n'avait pas été acceptée par le gouvernement britannique, lorsqu'il a été amené de son côté, en janvier 1886, à prendre possession de la Birmanie.

Au bout de peu de temps, une contestation s'est élevée à cet égard entre les deux gouvernements, en raison du voisinage ainsi établi entre les possessions françaises et les possessions britanniques. Autrefois, une semblable contestation aurait donné lieu aux conséquences les plus fâcheuses, c'est-à-dire à une guerre entre les deux nations; mais, en raison des progrès de la civilisation accomplis au dix-neuvième siècle, les relations internationales

sont aujourd'hui dirigées par des principes généraux de modération et d'équité, acceptés de part et d'autre. Aussi la solution du différend relatif au Mékong a-t-elle été poursuivie depuis dix ans par la voie diplomatique.

Le différend a traversé diverses phases, qui sont devenues surtout critiques au moment où elles ont été compliquées par l'intervention d'un tiers, le gouvernement siamois. Ce gouvernement, en effet, avait cru pouvoir profiter, à un certain moment, des difficultés survenues dans notre possession du Tonkin; il avait opéré des empiétements successifs et s'était avancé jusqu'au Mékong, et au delà de ce fleuve, dans les régions dépendant de divers Etats intermédiaires, et même de l'Annam, pénétrant sans cesse de plus en plus en avant, par une sorte d'infiltration progressive, jusqu'à se rapprocher du centre de l'Annam. Les postes occupés par les troupes siamoises sur la rive gauche du Mékong arrivèrent ainsi à 100 kilomètres de Hué, capitale de l'Annam, et même à 80 kilomètres du port de Vinh. L'Annam se trouvait alors réduit à une bande de territoire le long de la mer de Chine.

Après des protestations réitérées, mais demeurées sans effet, nous avons été obligés de recourir aux armes pour imposer le respect de nos droits.

Le Siam a été mis dans l'obligation de les reconnaître, par un traité en date du 3 octobre 1893, sous la signature de M. Le Myre de Vilers et du prince Devawongse; il a évacué les territoires qu'il avait occupés contre toute justice. L'exécution de ce traité n'est pas encore complète de sa part à l'heure présente et nous la poursuivons par les voies diplomatiques, déterminés d'ailleurs à nous conformer exactement au traité que nous avons signé, et dans l'intention de consolider ainsi les relations favorables qui existent depuis des siècles entre la France et le Siam.

Nos rapports avec le Siam étant réglés, les négociations relatives au Mékong ont été reprises avec le gouvernement britannique.

Une première solution fut proposée, celle qui consistait à créer entre les possessions françaises et les possessions anglaises sur le Haut-Mékong un intervalle neutre, et cette solution parut d'abord susceptible d'éviter toute possibilité de conflit. C'est ainsi que, le 31 juillet 1893, M. Deveille et lord Dufferin signèrent une déclaration reconnaissant la nécessité de créer une zone neutre (Etat-tampon) entre les possessions des deux pays sur le Haut-Mékong.

En octobre 1893, deux délégués français et deux délégués anglais furent nommés pour examiner à Paris comment cette zone pourrait être constituée. Les négociations durèrent deux mois. Les prétentions des Anglais nous parurent excessives : en effet, ils considéraient que le Xieng-Khen (avec Muong-Sing) devait constituer tout leur apport, et ils réclamaient de la France Xieng-Sen, Xien-Khong, et même une partie du Luang-Prabang. En outre, il aurait fallu nous écarter du Mékong à un endroit où le fleuve est navigable ; tandis que dans le Xieng-Kheng, apport anglais supposé, il ne l'est pas.

On ne put s'entendre ; mais, comme on désirait de part et d'autre arriver à une solution, il fut décidé qu'avant de pousser l'affaire plus loin on enverrait une commission sur les lieux, relever les frontières vraies des principautés visées, et qu'à son retour seulement on trancherait la question de savoir si une zone neutre était possible ou non.

La délégation anglaise devait être présidée par M. Scott ; la délégation française par M. Pavie assisté de M. Lefèvre-Pontalis.

Les connaissances spéciales de M. Pavie et les services qu'il a rendus à la France comme explorateur de ces régions si mal connues avant lui ne sauraient être trop hautement loués à cette tribune. (Applaudissements.)

La commission anglo-française se réunit sur les lieux, de janvier à avril 1893. Ses séances furent tenues d'abord à Muong-Sing, puis à Xieng-Kheng. Ses membres ont parcouru les territoires visés par les protocoles de 1893, mais ils ne purent se mettre d'accord, notamment sur la question des villages du Xieng-Tong, et ils décidèrent d'en référer à leurs gouvernements.

A ce moment survient un incident très grave : le 13 mai 1893, M. Stirling occupe Muong-Sing à main armée, avec des soldats ghourkas ; il déclare en prendre possession au nom de l'Angleterre. C'est la rupture du *statu quo*.

Le gouvernement français proteste à Londres et fait occuper de son côté Muong-Luong et Muong-Luong-Pouka (non loin de Muong-Sing). Le roi de Muong-Sing refuse de se soumettre aux Anglais, il se réfugie sur notre territoire et demande notre protection.

Le 24 juin 1893, lord Kimberley donne à entendre qu'il se proposait de nous faire des offres conciliantes sur Muong-Sing, mais que la chute du cabinet libéral arrête son action.

Par suite de ces incidents et de divers autres que je passe sous silence, l'idée de constituer des Etats tampons sur le Haut-Mékong paraissait irréalisable.

Ainsi la prise de possession de la Birmanie par l'Angleterre, celle de l'Annam et du Tonkin par la France étaient devenues la source de discussions incessantes. On ne réussissait pas à s'entendre sur la délimitation réciproque des deux domaines dans la région du Haut-Mékong et cette question se compliquait encore de discussions analogues avec la Chine.

Les populations de ces régions lointaines, menacées autrefois par trois ou quatre pouvoirs rivaux, la Birmanie, la Chine, le Siam et l'Annam, avaient reconnu tour à tour les droits de chacun de ces pouvoirs, et parfois payé tribut à tous simultanément : ce qui rendait inextricable une discussion fondée sur les précédents.

Cependant le traité de délimitation entre la Grande-Bretagne et l'empire chinois, conclu le 25 mars 1894, et le traité analogue entre la France et le même empire, conclu au mois de juin 1893, vinrent introduire des données nouvelles dans le problème de nos frontières et le compliquer davantage.

Les négociations, devenues de plus en plus difficiles, languissaient et paraissaient encore fort éloignées de leur terme, lorsque la chute du dernier cabinet français introduisit un temps d'arrêt. Le nouveau cabinet reprit les négociations à partir du 18 novembre 1893. Le ministre qui parle devant vous a été assez heureux pour les faire aboutir, non sans de grands efforts poursuivis pendant tout le mois de décembre, et pour consacrer les résultats obtenus par la convention du 15 janvier. (Très bien ! très bien !)

Ces négociations ont été conduites avec une bonne volonté réciproque et un sincère désir de conciliation des deux côtés. Elles ont été poursuivies à la fois par des dépêches adressées à notre ambassadeur et par des conversations nombreuses et directes entre ce dernier et le ministre des affaires étrangères de France, d'une part, et le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, d'autre part. M. de Courcel a déployé dans l'exposé et la discussion des instructions du gouvernement français un zèle et une activité auxquels je crois devoir rendre ici un public hommage. (Applaudissements.)

Voici les données de notre accord définitif, survenu après diverses phases et incidents qu'il n'est pas opportun de rappeler ici.

Exposons d'abord les conditions de l'accord relatif au Mékong.

La portion supérieure de ce fleuve, à partir de la région où se termine la domination siamoise, c'est-à-dire à partir de l'embouchure du Nam-Huck et en remontant vers le nord jusqu'à la frontière chinoise — ou plus précisément le thalweg du fleuve dans cet intervalle, — est prise comme limite entre les domaines de la France et de la Grande-Bretagne ; il est convenu que les nationaux et ressortissants d'aucun des deux pays n'exerceront une juridiction ou autorité quelconque dans les possessions ou la sphère d'influence de l'autre pays.

Cet article de la déclaration est pour la France de la plus haute importance, car il met fin à la contestation existant depuis plusieurs années entre les deux gouvernements. Le territoire de Muong-Sing avait été occupé, indûment à nos yeux, par une force anglaise ; il est remis entre nos mains,

ce qui constitue de la part du gouvernement anglais une concession morale des plus sérieuses.

Sans doute, à cette hauteur, le fleuve a cessé d'être navigable. Mais quelle que soit d'ailleurs l'importance présente de ce territoire, il est susceptible de jouer un rôle considérable dans l'ouverture de nos voies de communication futures entre nos possessions et l'empire chinois. Plusieurs directions sont possibles pour ces communications, et celle du Mékong a toujours été jugée des plus importantes par les explorateurs. Par cette voie, il existe un tracé de chemin de fer des plus intéressants et, le jour où ce chemin de fer viendra à être construit, la vallée du Mékong et le territoire de Muong-Sing acquerront une valeur capitale.

Passons maintenant en revue les parties de la convention qui concernent le royaume de Siam. Elles offrent un grand intérêt, à la fois pour la France et pour l'Angleterre.

En effet, le royaume de Siam est enclavé dans la portion méridionale des territoires soumis d'un côté à la France, d'un autre côté à la Grande-Bretagne. Dès lors, on conçoit que les deux gouvernements doivent attacher, chacun de son côté, beaucoup d'importance à l'existence de ce royaume. Aucun des deux n'était disposé à admettre que l'autre étendit sur cet Etat son influence et, le cas échéant, sa protection, d'une façon exclusive. Il y avait là une question susceptible d'amener entre les gouvernements français et britannique un conflit d'une extrême gravité. D'autre part, aucun des deux gouvernements ne pouvait s'engager à placer le royaume de Siam dans toute son étendue sous une garantie commune, qui aurait enlevé également à la France et à l'Angleterre la plupart des voies et moyens convenables pour assurer l'exécution des traités déjà existants entre le Siam et chacune des deux puissances.

Ces données complexes étant établies de part et d'autre, nous avons été conduits à chercher à les concilier et à y satisfaire par une combinaison mixte, neutralisant en quelque sorte la partie centrale du royaume de Siam, c'est-à-dire le bassin du Menam, en laissant en dehors de cette clause de neutralisation réciproque les territoires du royaume de Siam situés de part et d'autre de cette région centrale.

Tel est l'objet de la première partie de la déclaration du 15 janvier.

Nous avons pris soin d'y faire insérer cette stipulation que les deux puissances s'engagent à n'acquérir dans la région neutralisée « aucun privilège ou avantage particulier, dont le bénéfice ne soit pas commun à la France et à la Grande-Bretagne, à leurs nationaux et ressortissants, ou qui ne leur serait pas accessible sur le pied de l'égalité ».

Nous avons ajouté une déclaration visant le traité conclu, le 3 octobre 1893, entre la France et le Siam et d'après laquelle « ces stipulations ne seront pas interprétées comme dérogeant aux clauses spéciales qui, en vertu de ce traité conclu entre la France et le Siam, s'appliquent à une zone de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong et à la navigation de ce fleuve ».

Enfin, nous nous sommes, de part et d'autre, engagés à « n'entrer dans aucun arrangement séparé qui permette à une tierce puissance de faire ce qu'elles s'interdisent réciproquement par la présente déclaration »; clause dont l'omission dans des déclarations analogues a paru dans certains cas donner lieu à quelques incertitudes d'interprétation.

Si certaines parties du royaume de Siam sont demeurées en dehors de cette clause de neutralisation réciproque, cette omission ne saurait être interprétée comme impliquant l'idée d'un partage formel de ces régions entre les deux puissances contractantes.

Sans doute il n'échappera pas à la Chambre que, par le fait même du voisinage des possessions britanniques d'un côté, des possessions françaises de l'autre, l'influence des deux puissances acquerra une certaine prépondérance dans la région adjacente. Mais, tout en conservant le droit et les moyens d'assurer l'exécution des traités existants entre elle et le Siam, cha-

cune des puissances déclare qu'elle demeure animée d'une commune sollicitude pour la sécurité et la stabilité du royaume de Siam; elles n'ont d'autre intention que d'entretenir avec ce royaume les relations les plus amicales et de respecter les conventions existantes.

En définitive, par suite de l'accord du 13 janvier, le royaume de Siam, dans sa partie centrale, se trouve placé dans des conditions analogues à celles de la Belgique en Europe. La paix étant assurée par deux grandes puissances dans le bassin du Ménam, le commerce et l'industrie pourront s'y développer dans des conditions de sécurité inconnues jusqu'ici et donner naissance à une prospérité également profitable aux résidants européens, qui viendront y exercer leur commerce et leur industrie, et aux indigènes, désormais protégés contre toute agression.

Ces arrangements sont complétés par une clause relative aux priviléges et avantages commerciaux ou autres, concédés dans les deux provinces chinoises du Yunnam et du Szechuan, soit à la France, soit à la Grande-Bretagne. En fait, de tels avantages et priviléges dépendent du gouvernement chinois; mais la France et l'Angleterre s'engagent à user de leurs bons offices pour tâcher d'obtenir qu'ils soient étendus et rendus communs à leurs nationaux et ressortissants.

A la suite de ces clauses concernant notre colonie de l'Indo-Chine et qui forment le corps principal de la déclaration, nous avons cru utile, de part et d'autre, d'ouvrir la porte à des négociations susceptibles de régler divers points demeurés pendant entre les deux puissances, afin de tâcher d'écartier le principe de litiges possibles et d'arriver au règlement de certaines contestations. Telles sont les clauses relatives au Niger et à la Tunisie. Nous aurons occasion de revenir plus tard sur leur exécution.

Voilà, messieurs, l'économie des accords conclus le 15 janvier entre la France et la Grande-Bretagne.

Il ne paraît pas sans intérêt de comparer notre situation actuelle en Indo-Chine avec celle qu'elle présentait au commencement de 1893.

Dans le nord de la péninsule, nous avions encore à terminer avec la Chine notre délimitation, restée en suspens depuis 1887 et qui s'arrêtait sur la rivière Noire, à environ 200 kilomètres du Mékong.

L'Angleterre à laquelle nous avions proposé de fixer au Mékong la limite respective de nos sphères d'influence avait décliné ces ouvertures (Lettre de lord Rosebery à M. Waddington, du 23 décembre 1892, *Blue Book*, Siam, n° 4; 1894, n° 22), en se basant sur des arrangements conclus, ou en préparation, avec le Siam ou la Chine, au sujet des territoires de Xieng-Kheng et de Xieng-Hong, dont l'effet eût été de nous exclure entièrement de la vallée du Haut-Mékong.

Enfin le Siam ayant pris possession de la principauté de Luang-Prabang et de la rive gauche du Mékong tout entière jusqu'au Cambodge, tenait à sa disposition l'hinterland du Tonkin et poussait ses avant-postes jusque dans le voisinage de Hué.

Aujourd'hui notre frontière avec la Chine a été abornée jusqu'au Mékong, dans des conditions extrêmement satisfaisantes; l'Angleterre évacue Muong-Sing et reconnaît dans cette région le Mékong comme limite de nos possessions et de notre sphère d'influence.

La rive gauche du Mékong tout entière est sous notre autorité; nous sommes en possession de voies d'accès aux marchés du Yunnam; l'hinterland du Tonkin est dégagé et sur la rive droite du Mékong une zone de protection et d'influence de 25 kilomètres a été créée, qui englobe également les provinces de Battanbang et d'Angkor.

En résumé, plus de 200,000 kilomètres carrés, près de la moitié de la superficie de notre territoire européen, demeurent acquis à nos établissements d'Indo-Chine; ils dépassent de près de 100,000 kilomètres carrés l'étendue du territoire de la métropole.

Ainsi notre colonie de l'Indo-Chine se trouve embrasser un vaste empire, nettement délimité entre la mer, l'empire chinois, le royaume de Siam et les possessions britanniques.

Les armes et la diplomatie ont accompli leur tâche ; mais je dois ajouter ici quelques mots.

Ce ne sont ni les armes ni la diplomatie qui font la richesse et la grandeur réelle des nations. L'œuvre que nous devons nous proposer, celle qui sera réellement profitable à la France, n'est pas achevée, elle commence à peine : c'est à l'énergie féconde des citoyens français qu'il appartient de l'accomplir. En effet, la fortune et la puissance des peuples ne peuvent être assurées que par l'initiative, par le travail, par l'intelligence de leurs citoyens.

L'industrie, le commerce, une activité féconde et sans cesse agissante sont ici nécessaires.

Il ne suffit pas de posséder un domaine fertile, il faut savoir le cultiver et faire un effort continu pour en extraire les richesses.

J'ai la ferme espérance que la France ne faillira pas à ce rôle civilisateur ; que nos contemporains et nos successeurs ne seront pas inférieurs à la tâche qui leur incombe désormais. Cette tâche, proclamons-le ici, n'est pas seulement d'ordre matériel, mais aussi d'ordre moral : notre devoir ne consiste pas seulement à accroître notre richesse particulière, mais aussi à assurer la paix et la prospérité des peuples soumis à notre domination. Nous serions indignes de les gouverner, si nous ne reconnaissions pas qu'ils ont le droit à vivre et à se développer à l'ombre de la France.

Non seulement nous devons les affranchir de l'oppression et de l'exploitation sans frein qu'exercent trop souvent les gouvernements despotiques de l'Orient ; mais nous devons étendre notre sollicitude sur l'éducation intellectuelle et morale de ces populations ; nous en sommes responsables vis-à-vis de l'histoire et de l'humanité.

Ce sont là des devoirs auxquels la France a toujours tenu à honneur de se conformer : ce sont là ses traditions, et ce sera, j'en suis convaincu, sa gloire et la nôtre dans l'avenir. (Applaudissements.)

Séance du 27 février.

M. Jules Develle. — Messieurs, dans la séance de lundi dernier, vous avez entendu mon honorable ami M. Deloncle et M. le ministre des affaires étrangères.

M. Deloncle a exposé avec une compétence exceptionnelle, M. le ministre des affaires étrangères a démontré avec netteté et précision les avantages que procure à la France l'arrangement franco-anglais du 15 janvier dernier.

Je n'ai pas l'intention de les suivre dans tous les développements qu'ils ont donnés à leurs discours.

Je ne crois pas qu'il serait opportun, à l'heure actuelle, quoi qu'en ait pensé M. Deloncle, d'instaurer un débat sur la question d'Egypte. Cette question devra être l'objet d'un examen spécial, approfondi. Quels que soient les engagements pris dans le passé, quelles que soient les déclarations faites récemment de l'autre côté du détroit par d'illustres hommes d'Etat, j'estime que l'action diplomatique doit précéder la délibération du Parlement. M. le ministre des affaires étrangères a répondu à l'honorable M. Deloncle qu'il ne perdait pas de vue cette question : cela me suffit pour le moment. Ce n'est qu'avec son assentiment que nous pourrons fixer le jour où nous croirons utile de faire connaître une fois de plus le sentiment de la France.

Je ne veux pas davantage examiner les articles relatifs à la délimitation de la frontière anglo-française à l'ouest du bas Niger ou ceux qui se rapportent à la convention, signée en 1875, entre l'Angleterre et la régence de Tunis.

Ces articles se bornent à prévoir l'ouverture de négociations qui auront pour but de régler certains points litigieux qui ont donné lieu à de vives discussions dans ces dernières années.

Mais, si les conditions dans lesquelles s'engagent des négociations aussi

solemnellement annoncées prouvent que les deux pays sont animés d'un égal désir d'entente et peuvent nous faire espérer qu'une solution ne tardera pas à intervenir, nous ne sommes pas en présence d'un texte précis, nous n'avons pas sous les yeux la convention véritable et, comme l'a reconnu M. le ministre des affaires étrangères, nous devons en l'état suspendre encore notre jugement. (*Très bien ! très bien !*)

Si j'ai demandé la parole, c'est pour présenter quelques observations sur ce qui est en somme la partie essentielle de l'arrangement du 15 janvier dernier, sur les dispositions qui fixent les rapports de la France et de l'Angleterre dans la presqu'île indo-chinoise. Mais, pour apprécier le mérite de ces dispositions, il ne suffit pas, selon moi, de commenter les articles qui les renferment ou de montrer quelles sont les limites qu'elles assignent à notre empire d'Extrême-Orient ; il est utile de rechercher ou de rappeler quelles étaient ces limites il y a trois années à peine, quelle était, à cette époque encore si récente, notre situation en Indo-Chine.

Cet examen me paraît d'autant plus nécessaire que l'arrangement a pour but de confirmer, de compléter — et j'ai hâte de dire qu'il le complète de la façon la plus heureuse — le traité du 3 octobre 1893. Mais les circonstances dans lesquelles ce traité a été conclu sont si mal connues, ou elles ont été parfois si étrangement dénaturées, que je désirerais donner à cet égard quelques explications. Je m'empresse de dire, pour rassurer la Chambre, que je n'ai pas l'habitude d'occuper longtemps la tribune. (*Parlez ! parlez !*)

Je ne veux pas faire ici le récit de tous les incidents qui ont marqué le conflit franco-siinois ; cependant il est nécessaire que je les résume en quelques mots très brefs, afin de réveiller vos souvenirs et d'apporter plus de clarté dans ma discussion.

M. le ministre des affaires étrangères vous a rappelé que les Siamois, mettant à profit notre inaction après le traité de Tientsin, avaient établi, par une série d'empêtements, leur domination sur la plus grande partie du territoire de l'Annam et du Cambodge, nos protégés. Au commencement de 1893, ils occupaient la plus grande partie de la rive gauche du Mékong. Les Annamites, sans cesse refoulés, étaient rejettés au delà des montagnes, et l'empire d'Annam ne comprenait plus que l'étroite bande de terre resserrée entre ces montagnes et la mer.

Au sud, au sortir du Cambodge, un poste siinois était installé à Stung-Streng ; il gardait le passage et interdisait de remonter le Mékong ou de pénétrer en Annam à quiconque n'était pas porteur d'un passeport de Bangkok.

Au nord, à Luang-Prabang, si l'autorité appartenait encore nominalement au roi, en fait elle était exercée par les fonctionnaires et par les officiers siinois. Le long du fleuve, sur une étendue de 2.000 kilomètres sur ce vaste territoire qui ne comprend pas moins de 220.000 kilomètres carrés, les Siamois occupaient tous les points importants. Ils étaient établis à Altopen, à Aïlao, à 30 kilomètres de Hué, à M-Soi, à M-Hang, à quelques journées de marche de Hanoï.

L'Annam réduit des trois quarts, la frontière du Tonkin menacée, le Mékong abandonné aux Siamois, voilà quelle était notre situation en Indo-Chine au commencement de 1893.

Cette situation ne pouvait durer plus longtemps. Nos diplomates, nos marins, le gouverneur d'Indo-Chine, en avaient déjà signalé à diverses reprises les inconvénients et les dangers. Dans son livre sur l'expansion coloniale, M. de Lanessau s'est exprimé en ces termes :

« L'occupation des côtes de l'Annam ne saurait nous suffire. Nous commettrions la plus lourde des fautes si nous laissions en dehors de notre empire les bassins de la Saravane et du Se-Cong et le magnifique plateau des Bolevens, que son climat tempéré et sa richesse rendent propre à la colonisation européenne elle-même. »

Montrant ensuite les avantages qui résulteraient du développement de nos relations avec l'Indo-Chine, M. de Lanessan ajoutait :

« C'est surtout par le Luang-Prabang, la rivière Nam-Hou et la ville de Semaو que nous devons essayer de pénétrer dans le Yunnan, sans toutefois négliger le fleuve Rouge qui est la voie la meilleure et la plus économique. »

Il ajoutait encore :

« Ce n'est pas certainement dès le premier jour que nous pourrons pousser notre domination effective jusqu'aux frontières scientifiques dont nous venons de parler ; ce n'est pas non plus par la force que nous voudrions acquérir ces frontières. »

Et l'amiral Reveillère disait de son côté :

« Notre politique dans l'Extrême-Orient, pour longtemps, pour très longtemps même, doit avoir pour but exclusif notre extension progressive dans le bassin du Mékong. Le champ est assez vaste pour occuper notre ambition et celle de nos arrière-neveux. »

Au mois de février 1893, le Gouvernement que présidait alors l'honorable M. Ribot, avait jugé qu'il était impossible de tolérer plus longtemps les empiétements des Siamois, et mon honorable collègue M. Delcassé avait été accueilli par les applaudissements unanimes de la Chambre lorsqu'il avait dit qu'il était temps de faire reconnaître et respecter nos droits en Indo-Chine. (*Très bien ! très bien !*)

En vertu des instructions qui lui furent données, M. de Lanessan prit alors les mesures nécessaires pour occuper la rive gauche du Mékong. Les opérations, qui étaient dirigées par les résidents civils, appuyés par des miliciens annamites, avaient eu d'abord un plein succès ; mais divers incidents qui s'étaient produits, la résistance que commençaient à renoncer nos colonnes, notamment à Kohn, pouvaient nous faire craindre qu'il fût nécessaire d'employer la force pour appuyer nos revendications.

Toutefois, avant de prendre ce parti extrême, le Gouvernement pensa qu'il était sage de faire un dernier effort pour éclairer la cour de Bangkok sur ses véritables intérêts et pour lui démontrer l'inutilité et les dangers de la résistance qu'elle paraissait vouloir nous opposer. L'honorable M. Le Myre de Vilers se rendait à Saigon. Personne ici n'ignore de quelle autorité il jouit dans l'Extrême-Orient, au Siam comme en Indo-Chine. D'accord avec mon collègue M. Delcassé, je proposai au conseil des ministres de l'envoyer en mission extraordinaire à Bangkok. Vous avez vu dans le Livre jaune le texte des instructions qui lui furent données. Ces instructions se terminaient ainsi :

« Je m'empresse d'ajouter que le Gouvernement conserve l'espoir qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à des mesures de coercition et je compte sur votre tact et votre fermeté pour amener la cour de Bangkok à donner satisfaction à nos légitimes revendications. Il n'est jamais entré dans notre pensée de porter atteinte à l'indépendance du Siam. Vous pourrez, si vous le jugez utile, vous expliquer nettement à cet égard avec la cour de Bangkok et vous attacher à dissiper les craintes qu'elle aurait pu concevoir sur nos intentions. »

J'avais en même temps averti M. Le Myre de Vilers que, si ces mesures de coercition auxquelles je faisais allusion devenaient nécessaires, il serait indispensable, avant d'y recourir, d'attendre l'envoi de renforts ; car nos forces militaires avaient été tellement réduites en Indo-Chine qu'on pouvait à peine en détacher quelques compagnies. M. de Lanessan avait même dû dégarnir des provinces menacées par les pirates pour former les colonnes qui avaient refoulé les Siamois. Je n'ai pas besoin de dire que j'avais trop de confiance dans l'habileté de notre plénipotentiaire pour ne pas être assuré qu'il saurait prolonger les négociations jusqu'au jour où un vote du Parlement et l'envoi des troupes permettraient une action prompte et décisive.

Vous savez — et j'ai fini dans un instant ce trop long exposé — comment l'honorable M. Le Myre de Vilers a été appelé à remplir à Bangkok une mission

différente de celle qui lui avait été confiée. Deux de nos canonnières, qui avaient été envoyées pour renforcer notre station navale devant Bangkok, parce que nous jugions nécessaire d'avoir toujours devant cette ville des forces égales à celles de l'Angleterre, avaient, à leur entrée dans le Ménam, été accueillies à coups de canon.

Cette agression n'était pas seulement le résultat d'un malenlendu. J'ai expliqué à la Chambre dans quelles conditions elle s'était produite et dans quelle grave mesure elle engageait la responsabilité du gouvernement siamois. Après cette nouvelle insulte, il ne pouvait plus être question de négocier, et les deux Chambres, après avoir entendu les déclarations du Gouvernement, avaient voté un ordre du jour dont voici les termes :

« La Chambre, comptant que le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour faire reconnaître et respecter les droits de la France en Indo-Chine et exiger les garanties indispensables, passe à l'ordre du jour. »

C'est en vertu de cet ordre du jour et conformément à la volonté du Parlement et du pays qu'un ultimatum fut, le lendemain, adressé au gouvernement siamois. Aux termes de cet ultimatum, le gouvernement siamois était invité « à reconnaître les droits de l'empire d'Annam et du Cambodge, nos protégés, sur la rive gauche du Mékong et sur ses îles ; à évacuer les postes établis sur la rive gauche dans le délai d'un mois ; à accorder toutes les satisfactions que pourraient comporter les incidents de Tong-Kien-Khan, de Kam-Mon, etc., et les agressions dont nos marins avaient été victimes dans la rivière Ménam. »

Ces conditions — j'indique seulement les principales — étaient très modérées. Elles étaient, comme je l'ai dit à la Chambre, le minimum de ce que nous avions le droit d'exiger. Cependant le gouvernement siamois, fidèle à sa politique de tergiversations, après avoir demandé un délai qui lui avait été refusé, les discuta dans un long mémoire et se refusa à céder la rive gauche au delà du 18^e degré.

Il était impossible d'admettre que les conditions fixées par l'ultimatum fussent l'objet d'une discussion quelconque. Le Gouvernement donna l'ordre à M. Pavie de quitter Bangkok. L'ordre fut également donné à l'amiral Humann d'organiser le blocus.

Le gouvernement siamois comprit alors qu'après avoir montré une extrême modération et une trop longue patience, nous étions décidés à agir avec vigueur. Il se résigna à accepter l'ultimatum.

Toutefois, avant de prendre acte de la communication qui nous fut faite de cette acceptation, le gouvernement français exigea que des garanties nouvelles lui fussent données dans les provinces de Siem-Reap et de Battambang et que le port de Chantaboun fût occupé par les troupes françaises jusqu'à la complète exécution du traité ! Voilà les clauses et les conditions qui ont servi de base au traité du 3 octobre 1893, clauses et conditions que notre plénipotentiaire M. Le Myre de Vilers a su fortifier et développer avec une fermeté et une habileté auxquelles j'ai le devoir de rendre ici un public hommage. (*Applaudissements.*)

Ainsi, en quelques jours, grâce à l'attitude énergique du Parlement, grâce au vote unanime qui nous avait donné la force nécessaire pour exiger que prompte et complète satisfaction nous fût donnée, nous avions réussi à accomplir une œuvre qui semblait devoir réclamer de longs efforts et plusieurs années. Ce n'était plus seulement Strung-Streng, la clé du Mékong, dont l'amiral Réveillère lui-même considérait la possession comme si importante qu'il avait conseillé, pour l'acquérir, d'abandonner ou de céder une autre portion de notre territoire ; ce n'était pas seulement le bassin de la Saravane et le plateau de Bolevns dont M. de Lanessan nous avait vanté le climat tempéré et la richesse ; ce n'était pas seulement Louang-Prabang, d'où notre résident M. Massie nous adressait des appels désespérés : Hâtez-vous, hâtez-vous, hâtez-vous, écrivait-il, car ce beau pays qui assure vos communications avec la Chine vous échappe, — l'infortuné devait mourir au moment même où se réalisait son vœu ; — ce n'était pas seulement enfin un vaste territoire de 225.000 kilomètres carrés,

égal à la moitié de la France, qui était définitivement réuni à notre empire indo-chinois, c'était le Mékong tout entier qui devenait un fleuve français sur une longueur de 2.500 kilomètres. Pour que la navigation ne pût y être troublée, nous avions exigé qu'aucune embarcation armée n'y pût circuler ; pour que les tribus pussent s'établir paisiblement sur ses rives, nous avions interdit aux Siamois d'y entretenir aucun poste, aucune force régulière ou irrégulière dans une zone de 25 kilomètres.

Enfin les mesures prises dans les provinces de Sien-Reap et de Battanbang — mesures sur lesquelles je m'expliquerai dans un instant — écartaient le péril, peut-être chimérique, d'une invasion qui eut menacé Phnom-Penh. La sécurité du Cambodge et de la Cochinchine était désormais assurée. (Très bien ! très bien !)

Tels sont, à larges traits, les résultats considérables du traité du 3 octobre 1853. J'ai la satisfaction de rappeler que le rapporteur de la commission, parlant au nom de ses collègues unanimes, a pu dire que ce traité nous donnait toutes les réparations nécessaires, qu'il assurait le respect de tous nos droits et nous offrait toutes les garanties indispensables, pourvu qu'il fût complètement exécuté par le gouvernement siamois. (Très bien ! très bien !)

Cependant, ce traité, qui a été ratifié, à l'unanimité, par la Chambre et par le Sénat, n'a pas donné satisfaction à ceux qui rêvent l'extension indéfinie de notre domaine colonial, et il en est parmi ces derniers qui, à diverses reprises, nous ont reproché de n'avoir pas profité de l'incident du Ménam pour établir le protectorat de la France sur le Siam.

Profiter de l'incident du Ménam pour établir le protectorat de la France sur le Siam, nous n'en avons jamais eu un seul instant l'intention. (Très bien ! très bien !)

Une nation comme la nôtre, qui a souci du jugement que porte sur ses actes le monde entier, qui a des traditions et un passé auxquels il est de son honneur et de son intérêt de rester fidèle, n'abuse pas de sa force parce qu'elle a devant elle un petit peuple. (Applaudissements.)

Ce petit peuple nous avait gravement offensés ; nous devions exiger de lui toutes les réparations nécessaires, mais sans aller au-delà de notre droit ; or, c'eût été aller au-delà de notre droit que de vouloir le soumettre à notre domination.

D'ailleurs ce n'est pas avec deux canonnières que nous aurions pu nous rendre maîtres d'une ville de plus de 350,000 âmes. On n'ignore même plus aujourd'hui que ces canonnières, après avoir vaillamment franchi la barre le 13 juillet, étaient immobilisées dans le port et que, par suite de la baisse des eaux du fleuve, elles ne pouvaient recevoir aucun appui, aucun secours avant le 26 juillet.

Je n'insiste pas sur ce point ; je le répète, nous n'avons pas songé un seul instant à imposer le protectorat de la France au Siam ; nous y avons songé d'autant moins qu'à aucune époque le gouvernement français n'a élevé de prétentions sur la vallée du Ménam.

M. Delcassé. — L'Angleterre seule l'a fait.

M. Jules Develle. — Dans toutes les communications qu'il a adressées soit à Londres, soit ailleurs, dans toutes ses déclarations, il n'a cessé de répéter que l'existence d'un royaume de Siam indépendant lui paraissait essentielle.

Ses déclarations se résument dans une formule que j'avais moi-même reproduite à la tribune, en disant : Nous ne voulons pas porter atteinte à l'indépendance du royaume de Siam, mais nous ne voulons pas qu'il y soit porté atteinte par d'autres. (Très bien ! très bien !)

Je veux croire — je n'interroge pas M. le ministre des affaires étrangères — que, de son côté, le gouvernement anglais a toujours eu pour la sécurité et la stabilité du royaume de Siam une sollicitude égale à la nôtre. Il est vrai que, dans le cours de ces dernières années, dans les organes les plus autorisés de la

presse anglaise, et même dans certains discours, on répétait complaisamment que le royaume de Siam était profondément pénétré par l'influence et les idées anglaises, que la langue anglaise y était presque la langue nationale, que le tonnage de la navigation marchande anglaise représentait 95 p. 100 du mouvement maritime de Bangkok, tandis que celui de la France atteignait à peine 1 p. 100 ; on ajoutait que le nombre des sujets anglais protégés dans cette ville dépassait 1/4 à 15,000.

Il était peut-être difficile de ne voir dans ces paroles qu'un hommage rendu à l'esprit d'entreprise, à l'activité des négociants anglais. En tout cas, l'arrangement du 15 janvier a permis au gouvernement anglais d'affirmer ses intentions réelles. Il reconnaît la nécessité de l'indépendance de la vallée du Ménam. Tel a toujours été notre sentiment ; nous n'avons donc eu aucun effort à faire pour nous joindre à l'Angleterre et pour la proclamer.

C'est là, à mon avis, le résultat considérable de l'arrangement du 15 janvier et les assurances qu'ont échangées les deux gouvernements, écartant désormais une question qui aurait pu, suivant le mot même dont s'est servi lord Salisbury, devenir très formidable.

Sans mettre le protectorat de la France sur le Siam, n'était-il pas possible cependant d'étendre notre action sur la rive droite du Mékong ? Le royaume de Cambodge possède, en effet, sur la rive droite du Mékong, sur des provinces occupées par les Siamois, des droits qui, surtout au point de vue historique, sont indéniables. Sa frontière n'a jamais été fixée, comme le faisait remarquer M. Deloncle : le Gouvernement siamois s'est toujours refusé à la fixer ; — j'exagère peut-être — il a toujours ajourné la délimitation à laquelle il s'était engagé de procéder.

M. François Deloncle. — Il s'y est toujours refusé.

M. Jules Develle. — Le roi de Cambodge a toujours protesté de la façon la plus énergique contre le démembrément de ses Etats et contre l'occupation, par ses voisins, des provinces de Battanbang et d'Angkor, où se trouvent les ruines des palais qui attestent la gloire et la puissance de ses ancêtres. Mais, en 1867, l'amiral de la Grandière a signé un traité aux termes duquel ces provinces sont attribuées au Siam : « Art. 2. — Les provinces de Sieu-Reap et de Battanbang resteront au Siam ».

On a dit, il est vrai, que ce traité avait été fait légèrement, qu'il n'avait pas été communiqué au ministre des affaires étrangères. J'ai lu quelque part qu'il était nul parce que l'empereur, en le ratifiant, avait dépassé ses pouvoirs. Des jurisconsultes fort remarquables ont même démontré que l'Etat protecteur qui prend l'engagement de défendre l'Etat protégé ne peut pas consentir lui-même à son démembrément.

Je n'examine pas si ces causes de nullité auraient pu être opposées au Siam, ce sont là des thèses ingénieuses, savantes. Mais en fait ce traité est en vigueur depuis vingt-cinq ans et il porte la signature de la France. Voilà pourquoi, dans toutes les correspondances, dans toutes les conversations et dans toutes les déclarations qui ont été faites à la tribune, jamais il n'avait été question de la rive droite du Mékong. Sans doute, en violant, par l'attentat du Ménam, le traité de 1856 qui donnait à nos navires le droit de remonter le Paknam, le gouvernement du Siam nous avait donné le droit de dénoncer le traité de 1867. (Très bien ! très bien !)

Mais il fallait se préoccuper des conséquences de cette dénonciation, et elles n'étaient pas douteuses. Fallait-il, alors que nous étions fondés à croire qu'après nous avoir accordé toutes les autres réparations, le gouvernement siamois allait évacuer sans résistance ces vastes territoires de la rive gauche du Mékong sur lesquels nous avions bien affirmé nos droits à la tribune, mais dont, après trois mois d'efforts, nous occupions à peine la vingtième partie ? Fallait-il revendiquer tout ou partie de la rive droite, rompre les négociations, remettre tout en question et nous décider alors à poursuivre par les armes toutes

les satisfactions qu'il nous conviendrait d'obtenir ? Fallait-il entreprendre une véritable expédition militaire, à 400 kilomètres de Saïgon, sans l'avoir préparée, sans l'avoir organisée, sans savoir si nous serions maîtres d'en fixer les limites et surtout sans nous préoccuper des conséquences que la marche de nos troupes pouvait avoir à Bangkok où les troubles que redoutait M. Pavie pouvaient fournir un prétexte aux nations étrangères pour intervenir afin de protéger leurs nationaux ? Fallait-il en un mot prendre ces résolutions si graves sans avoir averti le Parlement, — je serais tenté de dire, malgré la volonté du Parlement, — car lorsque, dans la séance du 18 juillet, j'avais dit à la Chambre que nous allions exiger l'évacuation immédiate de la rive gauche du Mékong, aucune voix ne s'était élevée pour réclamer l'évacuation de la rive droite ?

Nous ne l'avons pas voulu. Il nous a semblé d'ailleurs que, sans recourir à une occupation militaire, nous pouvions atteindre les mêmes résultats par une voie peut-être moins rapide mais aussi sûre. La Chambre, en effet, ne nous avait pas seulement invités à faire reconnaître et respecter nos droits ; elle nous avait autorisés à prendre toutes les garanties nécessaires pour assurer la sécurité de nos possessions. Le traité du 3 octobre y a pourvu. Voici ses principales stipulations :

Toutes les fortifications dans les provinces de Sien-Reap et de Battanbang devront être rasées. La construction de tout poste fortifié ou établissement militaire, l'entretien d'aucune force régulière ou irrégulière est interdit dans ces provinces. La circulation de tout bâtiment ou embarcation armée est en même temps interdite sur le grand lac. En même temps il est stipulé que les sujets et ressortissants français pourront circuler librement et commercer dans ces territoires en vertu d'une passe délivrée par les autorités françaises ; enfin, qu'un régime douanier commercial favorable à nos intérêts y sera établi.

L'importance de ces dispositions est d'autant plus grande que les Siamois n'entretiennent à Battanbang qu'un gouverneur, qu'ils n'y exercent aucune autorité directe, qu'ils se bornent à prélever un tribut et que, par un autre article du traité, nous nous sommes réservé le droit de nommer des consuls dans toutes les résidences où nous le jugerons convenable dans l'intérêt de nos ressortissants.

Ainsi, si nous n'avions pas cru devoir occuper par la force les provinces de Sien-Reap et de Battanbang, nous avions fait tomber tous les obstacles qui pouvaient y entraver le développement de notre influence et de notre action civilisatrice ; nous y avions organisé une sorte de neutralité économique et militaire dont nous nous réservions tous les avantages et dont il était facile de prévoir les conséquences inévitables et prochaines.

L'arrangement du 15 janvier dernier complète, achève ce qu'avait commencé le traité de 1893. Désormais, nous pourrons à notre convenance, à notre heure, sans nous départir, comme le dit le texte de l'arrangement, des sentiments de modération et d'équité qui nous ont toujours guidés ; nous pourrons, dis-je, résoudre toutes les questions que soulèvent les revendications du roi du Cambodge et celles qui pourraient intéresser les tribus établies sur les deux rives du fleuve. Tous les territoires contestés sont considérés comme soumis à notre influence.

Les garanties que le Siam trouve dans l'accord du 15 janvier dernier, qui proclame l'indépendance de la vallée du Ménam, rendront plus facile une entente entre lui et la France. En tout cas, si des mesures de coercition devaient nécessaires, nous n'aurions plus à nous préoccuper des conséquences qu'elles pourraient entraîner à Bangkok. (Très bien ! très bien !)

Les solutions que donne l'arrangement du 15 janvier dernier aux questions qui étaient soulevées dans le haut Mékong et qui ont donné lieu, dans ces dernières années, à de si longues et si laborieuses discussions ne sont pas moins satisfaisantes.

Dans le haut Mékong, le plus important des Etats, le seul important même est le royaume de Luang-Prabang. Il occupe de vastes espaces, il est situé à

trente ou trente-deux jours d'Hanoï. Les voyageurs rapportent que ses habitants sont doux et pacifiques, qu'ils ne sont pas laborieux, mais qu'ils sont très civilisés ; on les appelle les Athéniens du Laos. J'ai lu dans un livre qui a eu beaucoup de succès, il y a quelques années, qu'ils sont bavards, qu'ils aiment par-dessus tout les fleurs, les femmes et la musique. (On rit.)

Je m'empresse de dire que ce n'est pas pour ces motifs que nous pouvions faire valoir des droits sur le royaume de Luang-Prabang. (Nouveaux rires.) Mais il borde le Tonkin sur une grande étendue de frontière, et il est traversé par le Nam-Hou qui est la seule voie fluviale de pénétration en Chine. Je dis « la seule voie », parce que c'est à tort qu'on a pensé pendant longtemps que le Mékong était une voie de communication avec la Chine. A peu de distance de Luang-Prabang, il cesse d'être navigable, ce n'est plus qu'une succession de rapides ; son lit, retrécí sans cesse, est celui d'un torrent qui tombe par cascades, et vous avez pu lire ces jours derniers, dans une communication faite à la Société de géographie, que « la navigation des pirogues elles-mêmes y est impossible, qu'on ne trouve plus sur ses rives un habitant capable de manier une rame ou une pagaye. La canonnier qui vient de remonter le Mékong n'est parvenue à Tam-Ho qu'après avoir surmonté des difficultés inouïes et ne peut plus redescendre le fleuve ».

Je n'ai pas besoin de dire, puisque notre but principal était d'entrer en communication avec la Chine, de quelle importance était la possession du royaume de Luang-Prabang pour la France, de quelle importance était pour nous la possession du Nam-Hou, non pas seulement, comme on l'avait proposé à une certaine époque, de la rive gauche, mais de la vallée du Nam-Hou tout entière ; car les routes qui suivent le cours de la rivière sont, comme la rivière elle-même, des voies de pénétration en Chine.

Dès 1888, Mgr Puginier écrivait à M. Pavie :

« La France ne peut pas négliger ce pays comme inutile, ce serait une vraie faute politique. Si ce pays était négligé, nos ennemis du Tonkin et de l'Annam s'y implanteraient facilement. Nous aurions à côté de nous un Etat ennemi et dangereux ».

L'ultimatum avait invité le gouvernement siamois à évacuer Luang-Prabang. Mais le gouvernement siamois résistait. Il prétendait ne pouvoir ni ne devoir nous abandonner la rive gauche du Mékong que jusqu'au 18^e degré. Il affirmait que ses droits sur le royaume du Luang-Prabang étaient incontestables et qu'ils avaient été reconnus par la France.

Il y avait dans cette affirmation une part de vérité. Il est exact qu'en 1886 M. de Kergaradec avait signé avec le royaume de Siam un traité par lequel il semblait abandonner les droits de la France sur le royaume de Luang-Prabang ; en voici les principaux articles :

« Article premier. — Les autorités siamoises à Luang-Prabang donneront aide et protection aux Français et protégés français qui viendront commercer ou s'établir sur le territoire de cet Etat.

« Art. 2. — Les intérêts des Français et protégés français qui voudront commercer ou s'établir sur le territoire de Luang-Prabang seront placés sous la surveillance et la protection d'un consul ou vice-consul qui sera désigné pour résider à Luang-Prabang.

« Art. 3. — Sa Majesté le roi du Siam désignera un ou plusieurs fonctionnaires d'un rang convenable pour remplir à Luang-Prabang, en qualité de juges et de commissaires, les fonctions ci-après désignées.

« Les juges ainsi nommés exerceront la juridiction, tant au civil qu'au criminel, dans toutes les affaires qui se présenteront à Luang-Prabang, et dans lesquelles les Français et protégés français seront partis les uns contre les autres.

« Ils rendront leur jugement conformément à la loi siamoise ».

Et plus loin :

« L'appel aura lieu à Bangkok », etc..

Je n'ai pas besoin de faire remarquer combien il était grave, dans un Etat

qui dépendait de l'empire d'Annam, de soumettre les sujets et protégés français à l'autorité des commissaires et des fonctionnaires siamois, d'y acrédiriter des consuls, de contraindre les protégés français à comparaître devant des juges siamois, avec la garantie d'être jugés conformément aux lois siamoises avec appel à Bangkok. C'était l'abandon pur et simple des droits de l'Annam et de la France.

Cependant, cette convention portait la signature d'un des hommes qui connaissaient le mieux l'Extrême-Orient ; elle avait été approuvée par le gouvernement de l'Indo-Chine et par le ministre des affaires étrangères, elle avait été soumise au Sénat et approuvée par le Sénat. Elle était soumise à la Chambre.

Heureusement, la commission de la Chambre n'avait pas rapporté le projet voté par le Sénat. La Chambre n'avait pas eu à se prononcer, et ainsi que j'ai eu l'occasion de le faire remarquer, l'approbation de la Chambre des députés en France est aussi nécessaire que celle de la Chambre des communes en Angleterre pour donner force et vigueur à un traité ; j'ai pu répondre et soutenir que la convention de M. de Kergaradec n'avait pas été ratifiée par les pouvoirs publics.

Cependant, le Siam résistait. Pendant plusieurs jours nous avons eu ici et ailleurs — M. d'Estournelles pourrait apporter son témoignage — des discussions assez vives sur ce sujet. Le Siam résistait ; il était encouragé à la résistance par les discours passionnés que prononçaient à la chambre de commerce de Londres, et même au Parlement, des hommes d'Etat dont nous apprécions trop aujourd'hui la courtoisie et la modération pour nous souvenir qu'ils invitaient alors le gouvernement à venir en aide au Siam et à le protéger contre les flibustiers et les voleurs avec effraction. (Très bien ! très bien ! et rires.) On comprend l'effet que produisaient de semblables paroles, que transmettait chaque jour le télégraphe, les illusions qu'elles pouvaient entretenir, les espérances qu'elles pouvaient faire naître à la cour de Bangkok, d'autant plus que celle-ci n'ignorait pas que l'escadre anglaise était concentrée à Hong-Kong.

Mais les droits de l'empire d'Annam nous paraissaient, quant à nous, malgré l'erreur qui pouvait avoir été commise un instant par un de nos diplomates, incontestables ; il nous était impossible, comme l'avait dit M^r Puginier, de laisser à côté du Tonkin un « Etat ennemi et dangereux ».

La Chambre, d'ailleurs, nous avait invités à faire reconnaître les droits de l'empire d'Annam et du royaume de Cambodge, nos protégés, sur la rive gauche du Mékong : nous étions forts de son appui ; nous n'avions, par conséquent, à examiner aucune proposition de neutralisation totale ou partielle ; nous n'avions à tenir compte ni des réserves du Siam ni des protestations de l'Angleterre.

Au-delà du royaume de Luang-Prabang et jusqu'au Mékong, qui, comme je l'ai dit tout à l'heure, n'est plus un fleuve, mais un torrent et ne constitue plus qu'une frontière politique, s'étend une région de peu d'étendue — 6,000 à 7,000 kilomètres carrés — couverte de montagnes, aride et malsaine. Les villages y sont rares et sont habités par toutes sortes de races, des Lus, des Néos, des Birmans, etc... Je crois qu'elle n'avait jamais été visitée jusqu'à ces derniers temps que par des missionnaires ; mais elle était connue de certains publicistes.

Vous avez pu lire dans quelques journaux la « grande trahison du Gouvernement français, qui vient d'abandonner ses droits sur les riches territoires du Haut-Laos », ou bien « sur la partie du Mékong qui aurait permis à nos navires de remonter jusqu'en Chine, etc... »

C'est, en effet, à l'occasion de ces territoires, auxquels on aurait pu joindre celui de Xieng-Keng, situé sur la rive droite du Mékong, qu'ont été engagées les négociations relativement à cette zone neutre qu'on a tant critiquée, surtout peut-être parce qu'on s'est imaginé — le protocole du 21 juillet ayant suivi à deux ou trois jours d'intervalle la discussion qui avait eu lieu à la Chambre des lords ou des communes — que c'était le Gouvernement anglais qui en

avait pris l'initiative et que le Gouvernement français l'avait bénévolement acceptée.

L'honorable M. Deloncle vous a déjà donné quelques renseignements à ce sujet à la dernière séance, mais ces renseignements eux-mêmes sont incomplets.

Ce n'est pas en 1889 que le Gouvernement avait pris cette initiative, c'est dès 1885 et à l'instigation, je dois le dire, d'un de nos diplomates les plus intelligents et les plus fermes qu'il y ait encore aujourd'hui en Extrême-Orient.

Le Gouvernement français, préoccupé des progrès de l'Angleterre en Birmanie, avait pensé qu'il serait sage de conclure un arrangement établissant un partage d'influence entre les deux pays. Ce projet devait avoir pour objet de prévenir autant que possible en Indo-Chine tout contact immédiat entre nos possessions et celles de l'Angleterre ou même entre notre action politique et la sienne ; et l'ambassadeur de France à Londres avait été chargé de proposer au Cabinet anglais de créer entre nos deux domaines une zone neutre assez étendue pour prévenir non seulement toute contiguïté de territoires, mais toute rencontre d'influences.

Nous étions en septembre 1885 : la Birmanie n'était pas encore conquise. Il semblait possible de limiter l'action politique de l'Angleterre au bassin de la Salouen.

Il est regrettable peut-être qu'à cette époque il n'ait pas été donné suite à des propositions que le Cabinet anglais avait promis d'étudier de la façon la plus sérieuse. (Très bien ! très bien !) Les années s'écoulent : l'Angleterre est maîtresse de la Birmanie. Pendant qu'on parlait en France de l'évacuation du Tonkin, elle s'avance sur le Mékong, elle va l'atteindre. Alors le Gouvernement français fait, en 1889, de nouvelles propositions.

« Comme vous êtes maître de l'embouchure de la Salouen, nous proposons que ce fleuve qui constitue déjà sur une partie de son cours la frontière entre vous et le Siam, le soit dans toute son étendue vers le nord. D'autre part, comme la France est maîtresse du Mékong, nous proposons comme frontière orientale du Siam le cours de ce fleuve depuis la limite du Cambodge jusqu'à un point à déterminer en aval de Luang-Prabang. Cette ville avec un territoire à déterminer ferait partie du Siam et la frontière suivrait ensuite le cours du Nam-Hou vers le nord jusqu'à sa rencontre avec la frontière siamoise. »

Le Cabinet anglais n'avait fait aucune réponse à ces ouvertures. Nous sommes encore loin du Mékong, avait-il répondu ; et bien qu'il y eût eu à ce sujet quelques conversations pendant les années 1892 et 1893, la question de la frontière franco-anglaise en Indo-Chine n'était pas réglée lorsqu'éclata le conflit franco-siinois.

Mais, vous venez de le voir, le Gouvernement français n'avait pas varié dans ses vues et, tout en déclarant que tous les territoires de la rive gauche jusqu'au Mékong devaient être réservés à notre influence, il avait paru penser qu'il y aurait des inconvénients à ce que, dans ces régions lointaines, nous fussions voisins de l'Angleterre ; dans ces conditions, vous voudrez bien reconnaître qu'il m'était peut-être difficile, en juillet 1893, de me refuser à admettre même le principe de la zone neutre dont nous avions, à plusieurs reprises, recommandé l'adoption.

Mais comment devait être constituée cette zone neutre ? « Au moyen d'abandons et de sacrifices réciproques », disait le protocole du 31 juillet ; « sans occasionner de morcellements », ajoute le protocole du 25 novembre, car si à ce moment l'Angleterre ne pouvait plus consentir à prendre pour limite la Salouen, il nous était impossible, à nous-mêmes, de nous contenter de la rive gauche du Nam-hou — j'ai expliqué pour quels motifs il y a un instant — et d'abandonner une parcelle quelconque du Luang-Prabang.

Quoi qu'il en soit, l'entente n'avait pas pu se faire pendant que j'étais aux affaires, en 1893. J'avais alors proposé de nommer une Commission qui procéderait à un examen géographique des lieux, qui déterminerait l'étendue et les limites de ces territoires sur lesquels nous n'avions que les renseignements les

plus vagues, car les cartes déposées au Ministère des Affaires étrangères, même la carte que nous devons au dévouement et à l'habileté de M. Pavie, renfermaient de telles lacunes qu'il était impossible de les prendre comme bases de discussions sérieuses.

Cette proposition n'était pas aussi imprudente que quelques-uns l'avaient cru ou prétendu car c'est précisément l'enquête à laquelle il a été procédé qui a permis de reconnaître que la zone neutre serait tellement rétrécie et étroite, qu'elle devenait inutile ; mais surtout c'est cette enquête qui a permis à lord Salisbury de se convaincre, comme il l'a écrit à lord Dufferin dans la lettre que vous avez pu lire ces jours derniers, que la valeur intrinsèque de l'Etat de Muong-Sing n'était pas grande et qu'à cause de son insalubrité il n'avait pas grand attrait pour la Grande-Bretagne.

Quand bien même les discussions, les enquêtes auxquelles a donné lieu la détermination de la zone neutre n'auraient eu d'autre effet que de démontrer au Gouvernement anglais qu'il n'avait aucun intérêt à revendiquer ce territoire sur lequel cependant il prétendait avoir des droits incontestables et qu'il avait fait occuper par ses troupes, j'estime que ces discussions et ces enquêtes n'auraient pas été inutiles, et je me féliciterais, quant à moi, de les avoir ouvertes.

En tout cas la question est résolue ; le thalweg du Mékong a été accepté par les deux Gouvernements comme la frontière de leurs Etats. Je crois quant à moi que les craintes de la diplomatie étaient chimériques. Je m'empresse de dire que les termes dans lesquels lord Salisbury a admis la réclamation de la France, disant qu'il ne voulait pas gêner notre action dans ces pays, ne peuvent, comme l'a dit M. le Ministre des Affaires étrangères, qu'être de nature à rendre plus faciles nos rapports dans ces régions lointaines.

Toutes les questions qui divisaient la France et l'Angleterre sont donc résolues. Nous sommes désormais les maîtres incontestés d'un vaste territoire de 22 millions d'hectares qui complète notre empire indo-chinois, et cet empire, qui ne dépassait pas, il y a trois années à peine, les montagnes qui dominent Hué et la mer de Chine, s'étend presqu'au Siam, jusqu'à la frontière de la Chine et de la Birmanie.

Ces résultats ne sont pas dûs seulement au traité de 1893 ; ils sont dûs aussi à la convention avec la Chine, qui avait été si habilement préparée par M. Hanotaux et que vous avez votée, il y a quelques jours. (Applaudissements.) Ils sont dûs à l'arrangement du 15 janvier dernier qui fait, comme l'a dit M. le Ministre des Affaires étrangères, le plus grand honneur au baron de Courcel, à M. Hanotaux et à M. Berthelot. (Nouveaux applaudissements.)

Messieurs, ces résultats, nous les avons obtenus en marchant en quelque sorte, par étapes, conformément à un plan nettement tracé que nous avons voulu suivre, en prenant garde de nous laisser entraîner au-delà du but que nous voulions atteindre.

Un illustre homme d'Etat, dont je m'honore d'avoir été l'ami, disait à la tribune de la Chambre le 11 décembre 1885 :

« Je crois qu'il est d'un Gouvernement sage, soucieux de sa responsabilité, soucieux des grands intérêts dont il a le dépôt, désireux de proportionner la dépense aux résultats, je crois qu'il est de la sagesse de ce Gouvernement et de son devoir de ne pas précipiter dès le premier jour sa politique dans les voies d'une extrême énergie ; je crois que tant qu'il y a espoir qu'avec des sacrifices moindres, de la patience, en tenant compte de ces éléments qu'il est bien difficile d'écartier de pareilles entreprises, tant qu'on peut croire qu'avec du temps, de la patience, des moyens limités, il sera possible d'arriver au but, on est tenu de pousser l'expérience jusqu'au bout. »

Ce sont les sages conseils de M. Jules Ferry qui ont inspiré notre conduite dans le conflit franco-siamois. Nous avons proportionné l'effort au résultat. Nous avons été modérés et patients. Nous arrivons au but. Si la politique que nous avons suivie ne nous a pas permis d'ajouter de nouvelles pages glorieuses à l'histoire de nos armes, au moins nous avons la satisfaction de pouvoir dire

qu'elle n'a entraîné que de faibles dépenses et qu'elle n'a coûté la vie à aucun de nos soldats. (Applaudissements.)

Maintenant il va falloir mettre en valeur ces possessions nouvelles. Il s'en faut que dans toutes leurs parties elles aient une égale richesse.

Le chiffre de nos transactions et de nos affaires, dans ces régions, est presque nul. Il faudra de la persévérance, une longue continuité d'efforts pour y recueillir des avantages sérieux ; mais l'occupation de ce pays nous permettra d'entretenir avec le grand empire dont nous sommes les voisins, des relations que vient de faciliter la convention à laquelle je faisais allusion tout à l'heure.

Déjà la Chambre de commerce de Lyon, la Chambre de commerce de Paris s'y préparent. Leur exemple sera suivi, et l'appel qu'adressait à la fin de son discours M. le Ministre des Affaires étrangères, ne saurait manquer d'être entendu.

C'est du côté de l'Extrême-Orient que toutes les nations européennes tournent aujourd'hui leurs regards, et nous pourrons, en développant nos relations avec la Chine, grâce au Mékong, au Nam-Hou et au fleuve Rouge, ouvrir à notre commerce et à notre industrie de nouveaux débouchés.

Nous pouvons et nous pourrons, je l'espère, y consacrer d'autant plus activement nos efforts que la politique d'annexion et de conquête est entrée, j'en ai la certitude, je dirai dans une voie d'apaisement. La France a montré dans ces dernières années qu'elle était prête à recourir aux armes pour défendre ses intérêts dans le monde entier ; mais ces intérêts, quels qu'ils soient, sont peu de chose à côté de ceux que pourrait mettre en péril un changement dans l'équilibre des forces européennes (Très bien ! très bien !), et les conflits auxquels ils nous exposent pourraient avoir parfois pour résultat de nous affaiblir sur le continent. C'est parce que le pays a conscience de ce danger que nous avons vu se succéder dans l'opinion deux courants contraires, et la politique de l'expansion coloniale, accueillie d'abord avec faveur, provoquer, à diverses reprises, un vif mouvement d'hostilité. Ceux qui ont fait partie de nos Assemblées n'ont pas perdu le souvenir des discussions passionnées auxquelles elle a donné lieu dans cette enceinte. Ils se souviennent aussi des protestations violentes qu'elle soulevait dans nos réunions publiques et électorales, alors que les noms de nos récentes conquêtes étaient jetés comme un outrage à ceux qui avaient ajouté de nouvelles provinces à la France. Si ces tendances ultrapacifiques qui dominaient alors ne s'étaient pas affirmées avec tant d'énergie, la question franco-siamoise serait réglée depuis longtemps. Il nous eût été facile au lendemain du traité de Tien-Sia, alors que nous avions au Tonkin et en Annam des forces considérables, d'organiser notre empire indo-chinois, d'en déterminer et d'en occuper les limites sans qu'aucune résistance pût nous être opposée.

L'Angleterre elle-même, qui n'avait pas achevé la conquête de la Birmanie, n'aurait pas même songé à s'en émouvoir. Je ne reprocherai certes pas au Cabinet, qui était alors au pouvoir, de n'avoir pas pris cette initiative ; car je ne saurais oublier que, sans les adjurations du président du Conseil, les conclusions de la Commission qui proposait l'évacuation du Tonkin n'eussent pas été rejetées par la Chambre — elles ne l'ont été qu'à 2 voix de majorité — et que c'est grâce au discours éloquent, courageux, patriotique, de M. Brisson que la France n'a pas signé son abdication en Extrême-Orient. (Vifs applaudissements.)

Sans doute, Messieurs, à ce moment notre situation était bien différente de ce qu'elle est aujourd'hui. La réorganisation de notre armée n'était pas achevée. Si nous avions repris notre place dans le concert européen, nous n'étions pas appuyés sur de solides amitiés et l'on pouvait, avec quelque apparence de raison, dire et soutenir à cette tribune que la politique du recueillement, la politique des mains libres était impérieusement commandée à la France. C'est parce que nous avons aujourd'hui le droit d'avoir confiance en nous-mêmes que, sans considérer nos acquisitions nouvelles comme la compensation de

nos perles en Europe, nous avons pu, dans ces derniers temps, faire un grand effort pour étendre notre puissance coloniale.

Mais, quel que soit l'intérêt que nous inspire le sort de nos arrière-neveux, nous ne pouvons augmenter indéfiniment les charges des générations présentes. Les vastes, les immenses territoires que nous avons conquis, seront désormais suffisants pour occuper notre activité pendant de longues années. Il est temps que nous songions à en tirer profit, car il est facile de s'apercevoir, à des signes certains, que le pays ne se résignerait pas volontiers à de nouveaux sacrifices. (Très bien ! très bien !)

Après tant d'expéditions coûteuses et meurtrières, après les campagnes du Soudan, du Dahomey, de Madagascar, il est temps d'organiser nos conquêtes. (Très bien ! très bien !) L'arrangement franco-anglais, en réglant les questions qui divisaient les deux pays, en préparant la solution des autres, nous aidera à poursuivre cette œuvre pacifique.

Je voterai l'ordre du jour qui approuvera le Ministre qui l'a signée. (Vifs applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. d'Estournelles.

M. d'Estournelles. — Messieurs, après l'éloquent discours que vous venez d'entendre, mon premier devoir est d'abréger, et je me résigne tout de suite à ne vous apporter que les conclusions du discours que j'avais cru devoir préparer pour vous parler de cette affaire de Siam. (Parlez ! parlez !)

L'honorable M. Develle a bien voulu faire appel à mes souvenirs. Je n'ai qu'une chose à vous dire, c'est que, *grossost modo*, j'approuve entièrement la déclaration de Londres, et cela pour plusieurs motifs.

Tout d'abord, — et c'est ce que M. le Ministre des Affaires étrangères a parfaitement démontré, comme l'a également établi le premier Ministre d'Angleterre dans les commentaires qui accompagnent la déclaration, — tout d'abord, cet accord est tout à fait rassurant pour le Siam.

Ensuite, il est satisfaisant pour les deux pays.

On a parlé en Angleterre de triomphe. Le mot me paraît excessif. Il n'y a lieu de triompher pour personne ; il y a seulement — et c'est beaucoup mieux à mon sens — il y a lieu pour les deux pays d'être satisfait, car cet accord met fin, sans sacrifice sérieux ni d'un côté ni de l'autre, à une difficulté onéreuse.

Je l'approuve aussi — et ce n'est pas un point négligeable — parce qu'il nous fait espérer la solution d'autres difficultés existantes entre les deux pays sur d'autres points du globe. (Très bien ! très bien !)

Je l'approuve, par conséquent, non seulement pour ce qu'il apporte aux deux pays également, mais pour ce qu'il leur promet.

Maintenant, avant de descendre de cette tribune, je vous demande la permission, Messieurs, sans me départir de la promesse que je viens de vous faire d'être très bref, de dire un mot seulement d'un paragraphe qui termine le discours de l'honorable M. Deloncle.

M. Deloncle a dit quelques mots, assez détaillés même, de la question d'Egypte ; il les a dits avec une modération qui n'a peut-être pas toujours été dans ses habitudes, et j'espère qu'il ne verra pas là, de ma part, une critique bien désagréable.

M. François Deloncle. — J'apprécie ce compliment et vous en remercie.

M. d'Estournelles. — Il a parlé de la question d'Egypte ; je suis loin de m'en plaindre. Je dirai même une chose peut-être un peu hardie, un peu imprudente, mais je la dirai moi aussi avec mesure, je l'espère du moins.

Je ne crois pas qu'il y ait grand avantage à observer sur la question d'Egypte un silence par trop absolu, par trop religieux.

M. François Deloncle. — Très bien !

M. d'Estournelles. — Il faut toujours parler des graves questions avec mesure ; mais ne parler jamais de la question d'Egypte et considérer que le dernier mot de la science politique et diplomatique soit de se taire, ce n'est pas mon sentiment ; ou alors, avouez-le, Messieurs, la diplomatie serait bien facile ! (Très bien ! très bien !)

Non ! je crois au contraire que le silence dans la question d'Egypte n'a eu jusqu'ici, et ne peut avoir eu que des inconvénients. Il a eu des inconvénients, parce qu'il est et a été une source de froissements, de soupçons, de malentendus des deux côtés, et tous ces malentendus, je le crois, — je vous apporte simplement une opinion personnelle, — peuvent se dissiper. (Très bien !)

En effet, comment ce silence a-t-il été interprété en Angleterre ? Ne vous faites pas d'illusion à ce sujet ; il a été interprété d'une façon bien rudimentaire. On a dit tout honnêtement : « Les Français ne s'intéressent pas du tout à la question d'Egypte ; on veut nous faire croire qu'ils y pensent, mais ils ne s'y intéressent pas le moins du monde. A part un certain nombre d'hommes dévoués à la politique étrangère, d'hommes qu'on a trop facilement traités de chauvins, voire d'exaltés, à part un certain nombre d'hommes qui s'intéressent à cette question, en réalité personne, en France, ne se soucie de savoir si l'Egypte sera ou non évacuée. »

Voilà, pour ma part, si vous me permettez d'apporter une impression et, je puis dire, des souvenirs personnels, voilà ce qu'en général j'ai constaté. Eh bien ! il y a là une erreur manifeste, profonde, un sérieux malentendu. Et ce malentendu, je le répète, il importe de ne pas le laisser s'accréditer. (Vifs applaudissements.)

Je constate, Messieurs, sans surprise, qu'à cet égard il n'y a qu'un sentiment sur tous les bancs de cette Chambre. (Très bien ! très bien !)

Maintenant je termine par la contre-partie.

Comment a été interprété et comment est encore interprété en France le silence de l'Angleterre, silence d'ailleurs non moins regrettable, mais peut-être plus difficile à expliquer que le nôtre ? La réponse est bien simple.

On dit à peu près ce qui suit : Si les Anglais se taisent, c'est parce qu'ils ont l'arrière-pensée de ne pas tenir leurs engagements, de ne pas évacuer l'Egypte.

Je vous donne mon impression, Messieurs, et je termine. (Parlez !) On peut dire que je me trompe, mais on ne doutera pas en tout cas de ma bonne foi. Je dis que les Anglais n'ont pas, à mon avis, l'arrière-pensée qu'on leur prête ; je crois que certainement le Gouvernement anglais — je parle du Gouvernement d'hier aussi bien que du Gouvernement d'aujourd'hui — a reculé trop complaisamment ou, si vous voulez, avec trop de résignation jusqu'ici devant la difficulté de résoudre un très grave problème : la question du lendemain de l'évacuation. Mais mon sentiment, c'est qu'il n'a pas l'arrière-pensée d'échapper à ces engagements ; je crois, au contraire, qu'il désire les tenir.

J'ai pensé qu'il convenait d'apporter à la tribune mon sentiment. Je puis me tromper, je le répète...

M. François Deloncle. — Vous êtes très compétent.

M. d'Estournelles. — ... mais, dans tous les cas, permettez-moi de vous le dire, je ne crois pas que ce soit en manifestant l'opinion contraire que nous arriverons jamais à une solution satisfaisante. (Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Flourens.

M. Flourens. — Messieurs, je regretterais vivement, quant à moi, que l'initiative prise par l'honorable M. Deloncle de provoquer à cette tribune un débat public et contradictoire sur la déclaration du 15 janvier 1896 demeurât absolument infructueuse et que ces débats si longs et si intéressants, auxquels nous venons d'assister, fussent dépourvus de toute sanction pratique et de toute efficacité.

Je reconnaiss qu'il n'est pas d'usage de soumettre aux délibérations du Parlement les instruments diplomatiques de la nature de la déclaration du 15 janvier dernier. Ce ne sont, en effet, à proprement parler, en général, que des préliminaires, des préambules à des négociations à ouvrir, à des arrangements diplomatiques futurs. Ils se bornent à jeter les bases d'entente future, les moyens de régler des conflits éventuels ou de les prévenir.

Il n'en est pas tout à fait ainsi de la déclaration du 15 janvier. Si cette déclaration contient, en effet, un certain nombre de dispositions qui ne sont que des préambules, des préliminaires à des négociations et à des arrangements diplomatiques à prévoir, elle renferme aussi certains articles qui ont tout le caractère d'articles d'un traité et qui, dans une certaine mesure même, modifient la situation qui nous était faite par des traités antérieurs.

Ainsi, au cours d'une de ses dernières séances, la Chambre des députés a donné son approbation aux deux traités conclus avec l'empire chinois : traité de délimitation et traité de commerce. Je crois que ces deux conventions étaient excellentes, en effet, et je les ai votées. Je ne puis toutefois m'empêcher de remarquer et de faire remarquer à la Chambre qu'un des principaux arguments que l'on a fait valoir en leur faveur, qu'un des mérites que l'on a été d'accord à leur reconnaître, c'est qu'elles conféraient à la France certains priviléges, certains avantages exclusifs, spéciaux, et que la déclaration du 15 janvier 1896 a précisément pour but et pour effet d'étendre ces avantages à la seule nation qui se croie en état d'en jouir concurremment avec nous. (Très bien ! très bien !)

Aux termes de l'article 4 de la déclaration, les deux Gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne conviennent que tous les priviléges et avantages commerciaux ou autres concédés dans les deux provinces chinoises du Sichouen et du Yunnan, soit à la France, soit à la Grado-Bretagne, et tous ceux qui pourraient ultérieurement leur être concédés seront, autant qu'il dépend d'eux, étendus et rendus communs aux deux puissances, à leurs nationaux et ressortissants, et ils s'engagent à user, à cet effet, de leurs bons offices et de leur influence auprès du Gouvernement chinois.

La Chambre sait très exactement aujourd'hui l'étendue exacte des priviléges et des avantages commerciaux et autres de toute nature dont, par son vote, elle a fait jouir la Grande-Bretagne, ses nationaux et ses ressortissants ; mais nous ne savons pas avec une précision nécessaire quels sont les avantages dont nous devons jouir par voie de réciprocité. En d'autres termes, nous savons ce que nous donnons, mais nous ne connaissons pas encore exactement, par contre, ce que nous recevons.

Nous ne pouvons donc pas apprécier si la compensation est équitable, si l'arrangement est à notre détriment ou à notre bénéfice. Nous ne pourrions l'apprécier que si le Gouvernement voulait bien soumettre à une Commission de la Chambre, ou à la Chambre elle-même, le texte complet des négociations et des arrangements conclus entre la Grande-Bretagne et la Chine et qui sont pendant aux arrangements conclus entre la France et la Chine.

Cette communauté d'action diplomatique et consulaire, cette association à perpétuité, cette alliance intime, ce mariage des intérêts anglais et des intérêts français dans une portion de l'Extrême-Orient où ils n'étaient apparus jusqu'ici, par la force même des choses, qu'à l'état de rivalité, est un phénomène assez original et nouveau pour attirer et retenir l'attention de la Chambre et pour que les conséquences en soient pesées très mûrement. C'est un fait dont l'importance est déjà très considérable, mais qui, dans ma pensée, peut, dans un avenir prochain, acquérir une importance beaucoup plus grande encore.

La Chambre n'a certes pas oublié que, lors du dernier conflit sino-japonais, tandis que les trois grandes puissances continentales, la Russie, l'Allemagne et la France, travaillaient de concert à empêcher le démembrement des provinces continentales du Céleste Empire, l'Angleterre se tenait neutre à l'écart de cet accord et semblait faire pencher ses préférences vers d'autres solutions. Que, dans un avenir plus ou moins éloigné, un conflit vienne à se reproduire

entre la Chine et le Japon et qu'une scission analogue éclate entre les grandes puissances européennes, la France va se trouver désormais dans une posture bien plus délicate, et sa liberté d'action va être entravée d'une façon très sérieuse.

En effet, dans les provinces méridionales du Céleste-Empire, elle ne pourra plus prétendre aux priviléges et avantages commerciaux représentant la légitime compensation des bons offices qu'elle pourrait être appelée à rendre encore à la Chine, le cas échéant.

Cette dernière puissance, en effet, se refusera à nous faire des concessions dont l'effet se trouverait, par le résultat d'une force inéluctable, rendu commun à la Grande-Bretagne devenue l'auxiliaire dévouée et l'appui de ses adversaires, tandis que, sur nos côtes du Tonkin, nous pourrions être sérieusement inquiétés par l'hostilité du Japon devenu, de par notre diplomatie, maître de cet archipel des Pescadores, conquis autrefois si glorieusement par l'amiral Courbet au nom de la France, et qui occupe, dans cette portion de l'Extrême-Orient, une situation stratégique prépondérante.

Ainsi, soit au point de vue du présent, soit au point de vue de l'avenir, la déclaration du 15 janvier 1896 exerce et exercera une influence très considérable sur les conséquences futures du traité franco-chinois ou des traités que nous pourrions être appelés à conclure ultérieurement avec la Chine.

Il semble qu'elle devait être soumise à l'examen préalable d'une Commission qui pourrait, pièces en mains, après avoir reçu du Ministre des Affaires étrangères les documents et les renseignements propres à former sa conviction, éclairer à son tour la Chambre sur les avantages et sur les inconvénients de cette communauté d'intérêts nouée avec la Grande-Bretagne.

J'avoue que, quant à moi, je suis encore un peu sceptique à l'égard de cette association d'intérêts avec la Grande-Bretagne. Nous ne pouvons pas oublier en effet, Messieurs, que si c'est l'Allemagne qui nous a vaincus en 1870, la Grande-Bretagne, depuis lors, a très souvent abusé de l'isolement où nous laissaient nos défaites pour faire prévaloir la brutale affirmation de la force sur l'équitable discussion du droit, dans toutes les circonstances où nos intérêts se sont trouvés en conflit avec les siens. (Très bien ! très bien !)

Pour justifier cette assertion, je n'aurais besoin que de rappeler cette perpétuation de l'occupation de la vallée du Nil par les troupes britanniques, à laquelle on faisait allusion tout à l'heure, et les horribles, les abominables massacres de l'Ouganda, à l'occasion desquels toute autre nation se serait fait depuis longtemps honneur de nous accorder une légitime réparation ; de l'Angleterre nous l'attendons encore.

M. d'Hulst. — On n'a pas encore eu le temps de s'informer.

M. Flourens. — Je pourrais multiplier ces exemples, mais je crois que ce serait une énumération aussi inutile que pénible. Ces incidents, certainement, ne sont pas sortis de vos esprits ; ils sont restés présents à la mémoire de tous les Français.

Aujourd'hui, par un équitable retour des choses d'ici-bas, c'est l'Angleterre qui se trouve, à son tour, dans l'isolement, et nous nous empressons de lui tendre la main pour la tirer de cette situation quelque peu embarrassée. C'est, de la part de notre Gouvernement, la preuve d'un sentiment généreux et chevaleresque auquel je m'empresse de rendre hommage. Mais, nous autres députés, qui avons la garde des intérêts du peuple, ne devons-nous pas, avant de nous associer à ce sentiment de générosité, nous assurer qu'il ne compromet pas ces intérêts et demander qu'on nous fournisse tous les documents propres à éclairer notre conviction ?

Nos possessions de l'Extrême-Orient confinent à trois empires ; elles sont bordées : au nord par la Chine ; au nord-ouest par la Birmanie anglaise ; à l'ouest et au sud-ouest par le Siam.

Les conventions qui ont limité nos frontières soit avec la Chine, soit avec le

Siam, ont toutes été soumises à l'approbation du Parlement; pourquoi l'instrument diplomatique qui fixe la ligne de démarcation entre la Birmanie anglaise et les possessions françaises en Indo-Chine est-il seul soustrait à cet examen? J'avoue que je ne vois pas, quant à moi, de motif plausible pour expliquer ce changement de procédure, et j'ajoute que cette dérogation à des règles qui ont toujours été suivies dans des cas absolument identiques, se justifierait d'autant moins dans l'espèce actuelle que la déclaration du 15 janvier 1896 modifie — et, suivant moi, à notre détriment — la situation que nous avions avec le Siam avant le traité de 1893 et que nous avions conservée après le traité.

Après comme avant le traité de 1893, la France avait conservé la faculté qu'un peuple souverain et indépendant ne doit jamais aliéner, surtout dans ses rapports avec un Etat de l'Extrême-Orient, de faire respecter ses droits, la vie et les biens de ses nationaux par tous les moyens, même par la force. Nous avions entre les mains le seul moyen efficace et rapide d'obtenir réparation de tous les attentats dont nous pouvions être inopinément victimes du jour au lendemain, de la part du Siam, dans l'avenir, comme nous l'avons été dans le passé: nous avions la voie ouverte sur sa capitale, sur le siège de son Gouvernement, sur les personnes de ses Ministres et de ses rois.

Il ne faut pas se faire d'illusion: chez ces peuples de l'Extrême-Orient, une civilisation à certains égards très raffinée n'exclut ni le dol ni la fraude, ni les attentats contre les personnes et contre les biens, et parmi les étrangers, ceux-là seuls sont assurés d'être toujours respectés qui sont considérés comme étant en possession du moyen d'obtenir bonne et prompte justice. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

Ce moyen, nous l'avions avant 1893; nous l'avons conservé après le traité de 1893; nous ne l'avons plus aujourd'hui; nous l'avons perdu par l'effet de la déclaration du 15 janvier 1896.

Que demain, à la suite d'incidents quelconques, nos nationaux, nos protégés, soient insultés, molestés, massacrés même par la populace dans les rues de Bangkok, qu'un édit du prince frappe de taxes vexatoires nos industriels et nos commerçants, que nos agents diplomatiques ou consulaires soient l'objet d'intolérables avanies, nous ne pourrons plus désormais faire ce que nous avons fait en 1893: nous ne pourrons plus envoyer de vaisseaux de guerre croiser à l'embouchure du Ménam, nous ne pourrons plus forcer la passe du fleuve et dicter à Bangkok les conditions de la paix. C'est à Londres qu'il nous faudra aller solliciter de l'Angleterre l'autorisation d'exercer nos revendications; nous ne pourrons faire respecter nos droits que si elle nous le permet et dans la mesure où elle nous le permettra. Que si elle estime nos griefs insuffisants ou mal fondés, elle sera en droit, aux termes de la déclaration, de s'opposer, même par la force, à toute action militaire de notre part, soit à l'embouchure du Ménam, soit dans tout le bassin de ce fleuve.

C'est là, parmi les conséquences de la déclaration du 15 janvier 1896, une de celles qui me paraissent soulever les plus graves critiques, et j'appelle sur elle toute l'attention et de la Chambre et du Gouvernement.

Et qu'on ne se méprenne ici ni sur l'étendue et la portée de mes observations, ni sur l'objet de mes critiques: je ne demande nullement que nous nous annexions la vallée du Ménam; je ne m'oppose en aucune façon à ce que le Siam serve d'Etat-tampon entre les possessions françaises et les possessions anglaises de la presqu'île indo-chinoise; j'admets même très volontiers que la France et l'Angleterre s'interdisent réciproquement de pénétrer dans la vallée du Ménam pour y poursuivre l'exécution de plans de conquête ou d'annexion; mais ce que je ne puis admettre, c'est que, si le Siam assume vis-à-vis de nous le rôle d'agresseur, soit directement, soit indirectement, il soit, en tout état de cause, couvert et protégé par la garantie de la Grande-Bretagne. (Très bien!)

Jusqu'ici, dans les traités consacrant la neutralité d'un territoire, il avait toujours été introduit une stipulation en vertu de laquelle l'Etat neutralisé per-

dait le bénéfice de la neutralisation, s'il assumait, vis-à-vis de l'une des puissances garantes, le rôle d'agresseur ; dans la déclaration du 15 janvier 1896, le Siam n'a été appelé à aucun titre à intervenir ; il n'a contracté par conséquent aucune espèce d'engagement, il reste libre de prendre vis-à-vis de nous telle ou telle attitude, tel ou tel rôle qui lui convient, et il peut le faire d'autant plus librement qu'il n'engage en aucun cas sa responsabilité et qu'il est, comme je le disais tout à l'heure, en tout état de cause, couvert et garanti par la protection de la Grande-Bretagne.

En 1893, l'Angleterre a été surprise, inécontentée, scandalisée même, que nous nous soyons permis d'envoyer des vaisseaux de guerre croiser à l'embouchure du Ménam, forcer les passes de ce fleuve et pénétrer jusqu'à Bangkok. Par la déclaration du 15 janvier 1896, — et c'est évidemment le but que l'Angleterre a eu en la signant, — elle a voulu s'ériger en juge, en arbitre des différends et des conflits que nous pourrions avoir à l'avenir avec le Siam ; or, c'est cette situation que, quant à moi, je considère comme inacceptable.

Je dis que toutes les fois que nos intérêts ou notre honneur sont compromis, nous devons rester les seuls juges, les seuls appréciateurs de la légitimité de nos griefs, de l'étendue de nos revendications et de nos moyens d'action. (Applaudissements.) Autrement nous abdiquerions une partie de notre souveraineté.

Et qu'on ne vienne pas dire que la déclaration du 15 janvier 1896 place, au point de vue qui nous occupe, la France et l'Angleterre sur un pied d'égalité absolue. Dans les termes de la déclaration, oui, cette égalité existe ; mais jetez les yeux sur une carte, et vous verrez qu'elle n'est pas dans la réalité des faits. La nouvelle frontière qui va s'étendre entre la Birmanie anglaise et le Siam est formée par une chaîne de montagnes dont les cimes atteignent couramment 2,000 ou 3,000 mètres, qu'on ne peut franchir que par certaines passes déterminées, difficilement accessibles à une armée, que dans l'état actuel des choses on peut considérer comme fermée par elle-même, ou qu'il est très facile de fermer. Comme le faisait observer à la dernière séance mon collègue M. Deloncle, il n'en est pas de même de la frontière entre la vallée du Ménam et les nouveaux territoires sur lesquels notre influence est établie ; là, il n'y a aucune espèce de barrière : c'est une plaine, sur une étendue de plus de 800 kilomètres, où il n'y a pas même de centres de population, où il n'y a aucun moyen de défense, où par conséquent, comme je le disais il y a un instant, nous pouvons être d'un moment à l'autre l'objet d'attaques et de vexations. Dans ces conditions, notre position stratégique se trouve-t-elle vraiment améliorée par la déclaration du 15 janvier ? J'avoue que j'ai des doutes à cet égard.

Je désirerais que le Gouvernement entamât des négociations avec l'Angleterre pour la modification de cette déclaration dans un sens qui nous assurerait, soit une meilleure ligne de frontière, soit certaines garanties de la part du Siam. Car, enfin, rien n'empêche que le Siam intervienne dans la déclaration, qu'il soit admis à prendre des engagements et obligé à donner des gages de l'observation de ces engagements.

Actuellement, on nous confère une grande zone d'influence, cela est vrai, qui ressemble un peu à celle qu'on nous a reconnue par le traité de 1890. Après nous être annexé les terres légères du Sahara, nous nous annexons les terres légères de la presqu'île indo-chinoise. Je ne sais pas si nous en serons beaucoup plus riches ; en tout cas, je voudrais que notre situation stratégique n'en fût pas affaiblie.

Nous sommes placés en présence d'un traité mal défini. La Chambre ne peut pas oublier qu'en 1885 la France se trouvait, au point de vue de la politique extérieure, dans une situation inférieure à celle où elle est actuellement, ce qui expliquait et pouvait faire pardonner certaines défaillances momentanées de notre diplomatie, qui seraient aujourd'hui inexcusables.

En 1885, un traité mal conçu, mal défini, mal rédigé, signé avec la reine des Illovas, nous a amenés, après dix ans de stériles conflits, à une expédition extrêmement coûteuse, coûteuse en vies humaines, la perte la plus grave que

nous puissions subir. Pourquoi, aujourd'hui que notre situation vis-à-vis de l'Angleterre est telle que M. le Ministre des Affaires étrangères voulait bien l'indiquer, ne pas arriver à une détermination plus précise de nos droits ? Nous avons une influence ; comment l'exercerons-nous ? Sera-ce par la persuasion ? Sera-ce par la force ? Si c'est par la persuasion, les rapports que nous avons eus jusqu'à présent avec le Siam, la situation que l'Angleterre occupe à Bangkok, me permettent de dire que ce sera par l'intercession de l'Angleterre, par sa toute-puissante intervention que nous pourrons obtenir de bon gré par le Siam la reconnaissance de cette influence. Si c'est par la force, nous n'irons pas, je suppose, faire une nouvelle expédition contre le Siam après avoir conclu le traité de 1893. A quoi servirait-elle ? Il est évident que les troupes siamoises ne nous attendraient pas : elles repassereraient de l'autre côté du bassin du Ménam. Nous serions alors obligés à une occupation perpétuelle de ces territoires, ce qui entraînerait des dépenses bien supérieures aux avantages que nous pourrions en retirer.

Voilà un premier point sur lequel je voulais appeler l'attention du Gouvernement.

J'arrive maintenant aux autres points abordés dans la déclaration du 15 janvier 1896, et je demande pardon à la Chambre d'être aussi long à l'heure où nous sommes arrivés et surtout après les discours si intéressants qu'elle a entendus. Je serai d'ailleurs aussi bref que possible. (Parlez ! parlez !)

Parmi les autres points indiqués dans la déclaration du 15 janvier 1896, il en est plusieurs qui soulèvent des questions non moins considérables que celles que je viens de discuter, qui méritent au même titre de retenir l'attention de la Chambre et sur lesquelles je voudrais que le Gouvernement prit, dès à présent, l'engagement qu'aucune solution définitive n'interviendra sans qu'elle soit soumise à la Chambre.

Je sais bien que les articles du traité qui abordent ces autres points n'ont jusqu'à présent que le caractère de simples préliminaires, de portes ouvertes sur des négociations à intervenir ; mais, avant de s'engager dans ces négociations, ne serait-il pas sage, ne serait-il pas prudent que le Gouvernement fût fixé sur les intentions de la Chambre à cet égard, sur le sens, sur la direction dans laquelle elle veut que ces négociations soient suivies et même si, dans sa pensée, parmi ces négociations, parmi ces pourparlers annoncés, il n'y aurait pas lieu de ne pas donner suite à certains d'entre eux ? Je citerai notamment l'article de la déclaration qui est relatif à la conclusion d'un nouveau traité commercial et consulaire avec la régence de Tunis.

La Chambre n'a certes pas oublié que, lorsque la France a assumé les charges du protectorat de Tunis, parmi ces charges figurait en première ligne l'obligation de faire respecter les traités préexistants conclus par la régence de Tunis avec de tierces puissances. Parmi ces traités, deux seulement méritent d'arrêter notre attention : le traité anglo-tunisien et le traité italo-tunisien. Jusqu'ici ces deux conventions ont pesé lourdement, très lourdement, sur l'accroissement des relations commerciales entre la France et la régence de Tunis, sur le développement de la colonisation française en Tunisie et sur la prospérité agricole de la régence. Chaque fois que nous avons tenté une amélioration quelconque, soit en matière fiscale pour l'impôt, son assiette, son mode de recouvrement, sa répartition, soit en matière civile, pour l'état des personnes et les biens, la propriété, ses modes de transmission, soit en matière d'instruction publique, d'hygiène, soit en une matière quelconque, ces deux conventions se sont toujours dressées devant nous comme des obstacles, comme des sources intarissables de conflits irritants, comme des causes de faiblesse et d'impuissance. Elles ont paralysé nos efforts et entravé notre marche en avant.

La convention italo-tunisienne est arrivée à son terme, et le Gouvernement de la République l'a dénoncée. Quant à la convention anglo-tunisienne, elle ne

contient pas dans son texte la mention de la date à laquelle elle doit prendre fin. Faut-il en conclure que nous soyons à perpétuité liés et enchainés par cette convention? Je ne le pense pas; car, en vertu d'un principe du droit des gens universellement admis, dans une matière aussi sujette aux changements et modifications que les rapports commerciaux entre les peuples, aucune convention n'est réputée faite à perpétuité, aucune nation n'est censée avoir voulu aliéner à perpétuité sa liberté commerciale.

Or, il semble résulter de l'article de cette déclaration — que, quant à moi, je voudrais voir plus claire, — que la France a usé de ce droit de renonciation vis-à-vis de l'Angleterre et que l'Angleterre lui a donné acte de cette renonciation.

C'est fort bien; mais ce qui est sujet à controverse, c'est que la France annonce immédiatement qu'elle va entamer des négociations en vue de la conclusion d'un nouveau traité commercial et consulaire.

C'est là une question d'une importance considérable pour notre avenir en Tunisie. Il ne faut pas nous faire d'illusions, les avantages que l'Angleterre obtiendra dans ces négociations, il faudra les étendre à l'Italie ou accorder à cette puissance des avantages équivalents. Ces négociations auront une influence prépondérante, déterminante, sur le développement de l'importation en Tunisie des produits de provenance et d'origine françaises, et surtout sur les facilités que le Parlement français pourra être ultérieurement disposé à accorder pour l'admission en France des produits de provenance et d'origine tunisiennes.

Ce n'est pas, à proprement parler, j'en conviens, un traité de commerce entre la France et l'Angleterre; sans cela la question ne ferait pas même doute: constitutionnellement, le Gouvernement serait obligé de nous présenter ce traité. Mais si ce n'est pas un traité de commerce entre la France et l'Angleterre, c'est un traité qui aura sa répercussion sur notre situation commerciale et agricole en France et aussi dans nos possessions françaises.

Je voudrais donc que le Gouvernement prit, dès à présent, l'engagement de soumettre à la ratification de la Chambre le traité relatif aux relations entre l'Angleterre et la Tunisie. (Très bien! très bien!)

J'arrive maintenant à l'article relatif à la délimitation des possessions françaises et des possessions anglaises dans le bas Niger. Je n'en dirai qu'un seul mot, puisque le débat a été réservé sur ce point.

Trop souvent la France a vu avec regret, avec amertume, avec douleur même, que les résultats obtenus par ses explorateurs, par ses militaires, par ses agents civils, au prix d'efforts pleins d'héroïsme, ont été abandonnés sur les réclamations de la diplomatie anglaise, réclamations, suivant moi, souvent très insuffisamment justifiées. (Très bien! très bien!)

Avant de descendre de cette tribune, je prie la Chambre de croire que je n'ai nullement l'intention de mettre en doute ni les lumières, ni le patriotisme, ni l'habileté de nos négociateurs ou de nos diplomates; j'appelle seulement sur ces points son attention et celle du Gouvernement.

Dans les conflits récents dont nous avons été les témoins, qui se sont élevés entre la Grande-Bretagne et la République du Venezuela, la petite et admirable République du Transvaal et la grande République des Etats-Unis, les Gouvernements de ces diverses Républiques, pour résister aux revendications de l'Angleterre, n'ont pas craint de faire appel à l'opinion publique et à leurs Parlements respectifs, qui sont les organes les plus légitimes et les plus autorisés de cette opinion. Ce qu'il faudrait, c'est que le Gouvernement de la République française ne fit pas si non plus de l'opinion publique et du Parlement, et ne craignit pas de faire appel au concours du Parlement. Il le trouvera toujours absolument dévoué. De quelque côté de la Chambre qu'on siège, nos sentiments sont tous les mêmes, et je crois que le Gouvernement, dans ces négociations relatives aux délimitations en Afrique, trouverait un appui puissant en soumettant cette question au Parlement.

Telles sont les quelques observations que je désirais soumettre au Gouvernement et à la Chambre. (Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères. — Je dois dire d'abord, pour répondre aux dernières paroles de l'honorable préopinant, que le Gouvernement n'a jamais hésité à faire appel au patriotisme du Parlement dans toutes les questions, soit de politique intérieure, soit et surtout de politique étrangère. C'est précisément l'une des raisons principales qui nous autorisent à demander aujourd'hui son approbation pour les résultats obtenus, tels qu'ils sont consignés dans les déclarations échangées entre les Gouvernements français et anglais, relativement aux affaires du Siam et du Mékong.

Quant aux résultats qui demeurent encore à l'état de projets, d'éventualités, le Parlement sait qu'on ne peut pas négocier par voie de discussions publiques, telles que celle qui ont lieu dans une Chambre des députés ou dans un Sénat. Les négociations se passent entre les ministres des affaires étrangères des différents pays, et c'est seulement quand elles ont abouti à des solutions positives, que le Gouvernement est en mesure d'en soumettre les formules à l'approbation du Parlement. En un mot, les négociations doivent toujours précéder. Elles sont, d'ailleurs, nécessairement dirigées par les indications de l'opinion publique. Aucun ministre, aucun Gouvernement ne saurait conclure ni même engager de négociations en opposition avec le sentiment général. Or, les sentiments exprimés par l'opinion en France et ceux qu'a signalés l'honorable préopinant, en ce qui touche soit la question du bas Niger et de la Tunisie, soit les autres questions qui préoccupent à juste titre le patriotisme national dans diverses régions du globe, ces sentiments, nous les connaissons, nous les partageons, et vous pouvez être convaincus que nous en poursuivrons la réalisation avec toute l'énergie, la suite, la méthode, avec toute la résolution possible. Je défendrai les intérêts français dans les limites les plus larges, mais, bien entendu, dans la limite des conventions pacifiques, puisqu'il s'agit de négociations. S'il s'agissait d'un autre genre d'action, ce n'est plus le ministre qui est à cette tribune qui aurait à s'adresser au Parlement.

Cette première déclaration faite, je me borne à constater les résultats positifs et acquis de ce nouvel arrangement. Quant à ceux qui pourront être obtenus plus tard, grâce aux négociations, traités, conventions prévus par cet arrangement, c'est seulement quand nous serons arrivés au terme de ces transactions ultérieures que nous verrons dans quelle forme ils devront être consacrés. A ce moment seulement nous pourrons les discuter avec fruit devant le Parlement. Si nous les discussions actuellement, et dans cette enceinte, il est clair que nous rendrions impossible toute négociation.

Je prends donc les résultats acquis aujourd'hui : j'en ai exposé le système et l'économie dans mon précédent discours ; il suffira aujourd'hui d'examiner les principales objections faites par l'honorable M. Flourens.

La première est relative au principe même de ces conventions ou, plus exactement, au caractère des déclarations présentement soumises à l'approbation de la Chambre.

Dans les questions relatives aux affaires du Siam et du Mékong qui font l'objet de ces déclarations, il ne s'agit d'aucune acquisition de territoire. Or, d'après un usage reçu et consacré par le Parlement, les conventions de ce genre suffisent à régler les simples questions de délimitation ainsi que les divers points spéciaux visés par les déclarations actuelles. Il n'est pas jugé nécessaire de leur donner la forme d'un traité proprement dit conclu entre la France et un Gouvernement étranger, traité qui exigerait la promulgation d'une loi véritable et l'accomplissement de formalités longues et compliquées. L'usage de semblables déclarations est reçu en diplomatie. C'est ainsi, notamment, qu'ont été réglées les questions relatives à Zanzibar, à Madagascar ; de

nombreux exemples, passés ou récents, confirment la méthode que nous avons suivie et pour laquelle nous demandons aujourd'hui votre approbation.

Cette difficulté de principe une fois éclaircie, j'aborde maintenant les points plus spécialement visés par les objections de M. Flourens.

L'honorable député nous dit : La convention que vous avez conclue affranchit le Siam de toute responsabilité vis-à-vis de nous ; la France perd toute garantie dans le cas où, par mauvaise volonté, le Siam n'exécutera pas les traités que nous avons conclus avec cet Etat.

Messieurs, c'est une erreur complète. L'honorable M. Flourens n'a pas lu attentivement la déclaration contenue dans le Livre jaune, ni les lettres qui la précèdent et qui en définissent la portée et le caractère véritable ; autrement, il aurait pu constater que nous conservons les garanties les plus étendues pour l'exécution de nos traités. Il suffit, pour s'en convaincre, de recourir au passage que je vais relire à la Chambre.

Après avoir dit que le bassin du Ménam est en quelque sorte neutralisé, garanti contre toute action militaire, j'ai ajouté, dans la lettre mise en tête du Livre jaune :

« Les autres parties du royaume de Siam demeurent en dehors de cette clause de neutralisation réciproque. Chacune des deux puissances conserve le droit d'assurer l'exécution des traités existant entre elle et le Siam par les voies et moyens convenables.

« Je n'ai pas besoin d'ajouter, en ce qui touche l'exécution demeurée jusqu'ici incomplète du traité du 3 octobre 1893, que nous userons de cette faculté, eu nous inspirant des sentiments de modération et d'équité qui nous ont toujours guidés. »

Quels sont ces moyens ? Ce sont ceux que peuvent employer deux puissances lorsqu'elles se trouvent en conflit. Ces moyens sont d'ordre politique et d'ordre militaire. Or, à cet égard, toutes les régions du royaume de Siam, situées en dehors du bassin du Ménam, demeurent exactement dans la situation où elles se trouvaient auparavant.

Sur ces régions nous conservons donc notre action et les moyens de l'exercer dans des limites aussi complètes que possible. J'ajouterai que nous n'avons aucune intention d'opprimer une petite puissance à laquelle nous avons garanti non seulement nos sentiments d'équité, mais nos sentiments amicaux ; mais si elle ne comprend pas ces sentiments, si elle se refuse à tenir compte des traités existants entre elle et nous, nous ferons ce qui sera nécessaire.

Nous avons conclu avec le royaume de Siam le traité de 1893 dont l'honorable M. Develle faisait tout à l'heure l'éloge à si juste raison. Ce traité, nous sommes bien décidés à le faire exécuter d'une manière complète, la Chambre peut en être assurée. Nous avons les moyens d'exécution entre les mains ; par conséquent je puis, sous ce rapport, rassurer l'honorable M. Flourens.

L'honorable M. Flourens a également porté ses critiques sur la clause en vertu de laquelle les deux Gouvernements conviennent que tous les priviléges et avantages commerciaux ou autres concédés dans les deux provinces chinoises du Yunnan et du Set-Chouen soit en France, soit à la Grande-Bretagne, en vertu des conventions respectives avec la Chine du 1^{er} mars 1894 et du 20 juin 1895, etc., seront, autant qu'il dépend d'elles, étendus et rendus communs aux deux puissances ; elles s'engagent à user à cet effet de leur influence et de leurs bons offices auprès du Gouvernement chinois.

Au reste, cette stipulation n'est en réalité qu'une simple confirmation ; elle existe déjà en principe dans nos traités avec la Chine, de part et d'autre. En effet, la France et l'Angleterre bénéficient déjà, dans leurs relations avec la Chine, de la clause de la nation la plus favorisée ; par conséquent la clause IV^{me} nos déclarations peut être regardée comme le développement, sous une forme plus nette, d'une clause générale précédemment en vigueur et que le Gouvernement britannique peut également revendiquer.

Pour préciser encore, je dirai que c'est là une clause de bonne volonté réciproque. Remarquez que le Gouvernement anglais ne nous accorde là aucun avantage positif et que le Gouvernement français ne lui accorde pas non plus d'avantage positif : nous n'avons ni l'un ni l'autre pouvoir ou qualité pour engager le Gouvernement chinois, duquel seul dépendent de tels avantages. Mais nous nous engageons de part et d'autre à user de notre bonne volonté pour les demander au Gouvernement chinois ; si par hasard il y avait certaine clause qui fut jugée ne pas tomber directement sous la condition générale de la nation la plus favorisée, nous nous engageons, je le répète, à user de notre bonne volonté réciproque. C'est une pure intention ; nous affirmons que nous nous conformerons à cette intention.

Il n'y a rien de plus. C'est une question de sincérité ; il n'y a pas et il ne saurait y avoir en pareille matière d'engagement formel et matériel, semblable à celui qui existe dans un traité de commerce conclu entre deux nations.

Cela posé, je ferai observer que le Gouvernement français n'est pas seul à avoir conclu un traité avec l'empire chinois. Notre traité est du 20 juin 1895 ; or, la Grande-Bretagne en avait conclu un, de son côté, le 1^{er} mars 1894.

Vous connaissez trop l'habileté des diplomates anglais pour douter qu'ils ne se soient réservé dans leur traité le maximum des avantages possibles ; mais je suis convaincu également que les diplomates français, de leur côté, ont montré la même habileté et qu'ils se sont aussi assuré le maximum des avantages possibles. Qu'avons-nous donc échangé en définitive ? Nous avons échangé des avantages pareils ou équivalents.

En effet, certaines clauses sont sans doute pareilles ou communes aux deux ordres de traités. Pour celles-là, rien à ajouter. Quant aux autres, nous devons, en principe, admettre que les points qui seraient différents sont en somme équivalents, parce que chacun des deux peuples a dû obtenir le maximum des facilités et des avantages possibles pour son commerce et son industrie. (Très bien ! très bien !)

Par conséquent, cette clause est, par un côté surtout, une clause de style et, par un autre, un article qui ne peut que nous être avantageux. Je le répète, nous nous garantissons réciproquement le maximum des avantages que les deux grandes puissances européennes que je viens de nommer, qui contractent entre elles, ont pu s'assurer séparément en Chine.

Dans ces conditions, à ces divers points de vue, je ne regarde pas les observations de l'honorable M. Flourens comme suffisamment fondées, et je demande à la Chambre de bien vouloir approuver la déclaration que nous avons faite ; elle assure à la France des avantages considérables, que j'ai suffisamment développés et que l'honorable M. Develle, ainsi que MM. d'Estournelles et Deloncle, ont également reconnus.

J'insiste sur ce point, et je demande l'approbation de la Chambre. (Applaudissements.)

M. le président. — J'ai reçu l'ordre du jour motivé suivant :

« La Chambre, approuvant les déclarations du Gouvernement, passe à l'ordre du jour. »

Cet ordre du jour est signé de MM. d'Estournelles, Francis Charmes et Deloncle.

Je le mets aux voix.

(L'ordre du jour, mis aux voix est adopté.)

GRANDE-BRETAGNE

L'ouverture du Parlement a eu lieu le 11 février. Voici la traduction du discours de la Reine lu à cette occasion :

Mylords et Messieurs,

Je continue de recevoir des autres puissances les assurances de leurs sentiments amicaux.

Une convention a été conclue entre mon gouvernement et celui de la République française. Son objet principal est d'assurer l'établissement de l'indépendance du royaume de Siam.

Le texte de cette convention vous sera présenté.

Les commissaires pour la délimitation de la frontière qui sépare mon empire indien et le territoire de l'Afghanistan des possessions de l'empereur de Russie sont tombés d'accord sur une ligne qui a été acceptée par moi et par l'empereur.

Le gouvernement des Etats-Unis a exprimé son désir de coopérer à la solution des différends qui existent depuis de longues années entre mon gouvernement et la République de Vénézuela au sujet des frontières entre cette dernière contrée et ma colonie de la Guyane anglaise. J'ai fait connaître que j'adhérais au désir formel d'arriver sur cette question à un arrangement équitable et j'ai la confiance que des négociations ultérieures amèneront une solution satisfaisante.

Le sultan de Turquie a donné sa sanction aux principales réformes projetées dans l'administration des provinces arméniennes, réformes sur lesquelles, conjointement avec l'empereur de Russie et le Président de la République française, j'ai cru de mon devoir d'insister avec la plus grande force.

Je regrette qu'une explosion de fanatisme d'une partie de la population turque ait provoqué dans ces provinces une série de massacres qui ont causé ici la plus profonde indignation.

Les documents relatifs à ces négociations seront soumis à votre examen.

L'incursion soudaine dans la république Sud-Africaine d'une troupe armée venant des territoires placés sous la direction de la compagnie anglaise de l'Afrique du Sud a eu pour conséquence une déplorable collision avec les forces des Boers.

Mes ministres sont intervenus le plus promptement possible pour interdire, par l'entremise du haut commissaire, cet acte d'hostilité, et pour empêcher tous mes sujets du sud de l'Afrique de contribuer à l'appuyer.

L'origine et les circonstances de ces faits seront l'objet d'une enquête sérieuse.

Le Président de la République agissant en cette affaire, avec modération et sagesse, a consenti à livrer les prisonniers au haut commissaire, et j'ai pris l'engagement de faire juger les chefs de l'expédition.

La conduite du président en cette occasion et les assurances qu'il a volontairement données m'engagent à croire qu'il reconnaît l'importance de remédier aux griefs légitimes qui ont été formulés par un grand nombre de personnes habitant actuellement le Transvaal.

La situation des affaires dans le pays achantis et la violation par le roi de Coumassie des prescriptions du traité de 1874 concernant la suppression des sacrifices humains, la liberté du commerce et le maintien des communications sont, depuis quelques années, l'objet de la sérieuse attention de mon gouvernement.

Tous les efforts faits pour engager le roi à tenir ses engagements ont été infructueux et il a été nécessaire d'envoyer une expédition armée à Coumassie pour l'obliger à remplir les conditions auxquelles il avait été sommé de se conformer.

Tout en me réjouissant de pouvoir annoncer que l'objet de l'expédition a été atteint sans effusion de sang, j'ai à déplorer la perte de quelques braves gens,

parmi lesquels se trouve mon bien-aimé gendre S. A. R. le prince Henri de Battenberg qui avait volontairement offert ses services à moi-même et à sa patrie adoptive. Moi et ma chère fille, nous sommes, au milieu de notre profonde douleur, grandement touchées et consolées par la sympathie dont les manifestations me sont venues de tous les rangs de mes sujets dans le vaste empire britannique et à l'étranger.

J'espère que l'établissement à Coumassie d'une administration anglaise ayant des pouvoirs effectifs mettra fin aux coutumes barbares qui ont jusqu'ici été pratiquées dans cette contrée, empêchera les conflits entre tribus, qui ont arrêté le développement du pays et assurera la prospérité du peuple ainsi que les intérêts de la paix et du commerce.

Des documents parlementaires vous seront incessamment présentés sur ces sujets.

A la frontière nord-ouest de mon empire indien, les mesures prises l'année dernière pour assurer à l'Angleterre un contrôle effectif sur le Tchital, ont été couronnées de succès : les engagements pris par les tribus-frontières ont été loyalement tenus, sans qu'il y ait eu des troubles ou des désordres.

Messieurs de la Chambre des Communes, j'ai donné ordre que l'état des sommes nécessaires pour les services de l'année vous soit soumis.

Cet état a été préparé en se conformant le plus possible à des principes d'économie, mais les exigences des temps où nous nous trouvons rendent nécessaire un accroissement des dépenses.

Mylords et Messieurs, l'extension et l'amélioration des moyens de défense navale de l'empire constituent le sujet le plus important auquel vous puissiez consacrer vos efforts et ce sujet sera sans doute examiné par vous avec la plus soigneuse attention.

Je regrette d'avoir à constater que la situation de l'agriculture est plus désastreuse qu'elle ne l'a jamais été dans ces derniers temps. Vous serez saisis de projets concernant des mesures destinées à diminuer la détresse dont souffrent les classes agricoles.

Les écoles primaires libres constituent une partie importante de notre système d'éducation et leur situation, qui est précaire en plusieurs endroits, exige que le Trésor public leur alloue des ressources supplémentaires.

L'indemnité à allouer aux ouvriers pour les accidents dont ils sont victimes dans l'exercice de leur travail a appelé en plusieurs occasions l'attention du Parlement.

Une mesure ayant trait à cette question vous sera proposée.

Des dispositions législatives vous seront soumises en vue de corriger les défauts dont l'expérience a signalé l'existence dans les différentes lois agraires qui ont été adoptées en ce qui concerne l'Irlande.

Une mesure ayant pour objet de modifier et de consolider la loi relative à l'hygiène publique en Ecosse vous sera proposée.

Des mesures ont été également préparées en vue de prévenir et de régler les litiges commerciaux pour faciliter la construction des chemins de fer économiques dans le Royaume-Uni, pour le contrôle des sociétés anonymes, pour contrôler l'admission des étrangers dépourvus de moyens d'existence, pour modifier la loi relative à l'approvisionnement d'eau de la métropole, pour l'institution d'un bureau d'agriculture en Irlande et pour modifier la loi relative au témoignage.

Je recommande ces importantes questions à votre examen et à votre expérience, et je souhaite que vos travaux soient rendus féconds par la direction et la faveur du Dieu tout-puissant.

VÉNÉZUÉLA

Le Gouvernement vénézuélien a publié, il y a quelque temps, un recueil de documents diplomatiques duquel il résulte que, dès le mois de juin 1894, ce Gouvernement avait sollicité l'intervention du Saint-Siège en vue de résoudre les difficultés pendantes avec la Grande-Bretagne, au sujet de la délimitation des frontières respectives à la Guyane. Le Saint-Siège, désireux de voir la paix régner dans le monde a accédé volontiers au désir de Son Excellence le Président de la République vénézuélienne et s'est efforcé d'obtenir du Gouvernement anglais que celui-ci prit une attitude plus modérée et acceptât l'arbitrage qui lui était offert. Malheureusement, le Cabinet de Londres ne crut pas pouvoir accueillir la demande du Souverain Pontife, et il en est résulté que la question n'a fait que s'envenimer et a fini par prendre la tournure menaçante que l'on sait. Il eût été plus honorable et plus avantageux pour tous que le Cabinet de Saint-James se montrât moins intraitable et, acceptant de plein gré l'arbitrage pacifique du Pape, ne se voie pas imposer celui des Etats-Unis. Voici le texte de la lettre que le Président de la République du Vénézuéla écrivait, il y a un an, au Pape; je crois qu'il y a un certain intérêt à ce qu'elle soit reproduite aujourd'hui :

*Joachim Crespo, président des Etats-Unis de Vénézuéla,
à Sa Sainteté le Souverain Pontife Léon XIII,*

« Très Saint Père,

« Lorsque, en juin dernier, par l'entremise de S. Exc. Mgr Fonti, représentant diplomatique du Saint-Siège, en cette République, et par une lettre spéciale adressée par mon ordre à Son Eminence le cardinal Rampolla, je sollicitai l'intervention du Saint-Siège, à l'effet d'obtenir que l'Angleterre consentît à recourir à la juste transaction proposée naguère par le Gouvernement de Vénézuéla pour la détermination définitive de ses frontières avec la colonie de Demerara, j'étais bien persuadé que la bienveillance de Votre Sainteté se serait manifestée en cette occasion de la façon décidée et catégorique avec laquelle elle s'est toujours exercée quand il s'est agi de desseins ordonnés à la prospérité des nations et à la paix de l'humanité.

« Les faits sont venus confirmer avec éloquence ma persuasion, et bien que le résultat des négociations pleines de dignité, qui eurent lieu sur l'ordre de Votre Sainteté, n'ait pu, pour des circonstances spéciales, correspondre à la hauteur de vues à laquelle elles s'inspiraient, néanmoins, la République de Vénézuéla et son Gouvernement ne peuvent manquer d'apprécier à sa juste valeur l'importance reconnue des démarches faites par le Saint-Siège en cette délicate affaire, et doivent toujours s'en souvenir et l'agrérer, comme si les effets en avaient été ceux qu'en attendait Votre Sainteté et que désirait la République.

« En témoiugage de la plus vive reconnaissance pour un service aussi signalé, j'adresse aujourd'hui cette lettre à Votre Sainteté et j'y joins la prière qu'Elle daigne m'accorder la grâce de sa bénédiction apostolique et accueillir avec bienveillance les vœux que je fais afin que le Ciel conserve pour de longues années Sa précieuse existence à la plus grande gloire de la papauté.

« Signé : Joachim CRESPO.

« Le Ministre des Affaires étrangères,
« Signé : Ezéchiel HORAS. »

Caracas, 28 janvier 1895.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des deux Mondes.

1^{er} février. — *Le premier ministère de Richelien : les affaires d'Allemagne et d'Italie. Grave échec de Richelieu. La chute*, par Gabriel Hanotaux. — *Souvenirs diplomatiques : Entretiens avec le Prince de Bismarck. M. Pouyer-Quertier à Berlin*, par le marquis de Gabriac. — *Le romantisme et l'éditeur Renduel*, par Adolphe Jullien. (Suite de ces études intéressantes, bien qu'un peu minutieuses, consacrées aux relations des principaux auteurs romantiques avec le célèbre éditeur ; le présent article est consacré à Gérard de Nerval et à Théophile Gautier.) — *La Compagnie à Charte de l'Afrique anglaise du Sud*, par Raphaël-Georges Lévy (exposé de la constitution et du développement de la trop célèbre Compagnie). — *La Poste aérienne : les pigeons voyageurs*, par G. Reynaud (services qu'ils ont rendus et qu'ils peuvent rendre). — *Réformes universitaires*, par F. Brunetiére (à propos de la loi des universités). — *M. Seeley et son essai sur les origines de la politique moderne de l'Angleterre*, par G. Valbert (ouvrage posthume du savant professeur de Cambridge ; G. Valbert en prend occasion d'indiquer les traits caractéristiques de la politique insulaire qu'Elisabeth aurait léguée à l'Angleterre moderne).

15. — *Euripide*, par J. Girard (à propos d'un livre récent). — *Boers et Anglais dans l'Afrique du Sud*, par Pierre Leroy-Beaulieu (impressions de voyage d'un jeune observateur qui a été à bonne école). — *Boccace : les drames du Décaméron*, par Em. Gebhart. — *Recettes et économies procurées par le régime des chemins de fer*, par C. Colson.

Le Correspondant.

10 février. — *Une Correspondance inédite de M. Guizot* (Lettres à M. et à Mme Charles Lenormant, dans les années qui ont suivi la chute du Gouvernement de Juillet). — *De l'esclavage à Madagascar*, par J.-B. Piolet (étude très intéressante de la situation de fait de l'esclavage, comme des moyens qui pourraient être employés pour l'améliorer et arriver graduellement à sa suppression). — *Le Transvaal et l'Afrique du Sud : Anglais et Hollandais, la Chartered, Cecil Rhodes, le Président Krüger*, par Paul Bérenger.

25. — *Une Correspondance inédite de M. Guizot* (Suite). — *Le Transvaal et le droit des gens*, par Arthur Desjardins (historique complet de la situation du Transvaal : le savant auteur démontre qu'on ne saurait ranger la République sud-africaine parmi les états protégés). — *Au confluent de deux Mondes : mémoires inédits de Mme de Chastenay*, par H. de Lacombe (étude fort intéressante sur Mme de Chastenay qui nous a laissé de spirituels tableaux de la Révolution). — *Un livre nouveau sur Chateaubriand*, par Th. Froment. (Il s'agit du livre publié, par l'abbé Pailhès, sous ce titre : *Chateaubriand, sa femme et ses amis*. Ce livre pour lequel l'auteur a eu d'importants documents inédits, notamment des *Souvenirs* de Mme de Chateaubriand et de nombreuses lettres, fait apparaître Chateaubriand sous un jour un peu nouveau. Il y a surtout des détails curieux sur sa vie dans sa retraite de la Vallée aux Loups.) — *Le krach de la répression*, par Henri Joly. Suite aux nombreuses études consacrées par l'auteur aux questions pénitentiaires). — *Rome ou Avignon. Les responsabilités de la France dans le grand schisme d'occident*, par de Lanzac de Laborie (d'après l'ouvrage récent de M. Noël Valois). — *L'opium*, par H. de Kérohant (détails sur la fabrication et les effets terribles du poison).

La Revue de Paris.

1^{er} février. — *Le Combat pour le Roi* (juillet 1830), par le général de Saint-

Chamans (extrait de ses mémoires). — *Les sans-travail. La lutte contre le vagabondage et la mendicité*, par Léon Lefebure. — *L'exposition de 1900*, par Henri Chardon (réponse aux critiques).

13. — *La politique de Léon XIII a-t-elle échoué?* par E. Spuller, ancien ministre de l'instruction publique. — *Les derniers Conventionnels (1814-1854)*, par Léonée Pingaud (d'après de nombreux documents inédits). — *Lettres de George Sand à Ernst Feydeau* — *Les Universités du moyen-âge*, par Ch.-V. Langlois (d'après des publications récentes). — *Le siège d'Anvers de 1832* (extrait du *Journal du maréchal de Castellane*).

Revue politique et littéraire.

11 janvier. — *Le divorce de Napoléon I^e*, par J. Turquan. — *La société française contemporaine : la bourgeoisie*, par G. de Rivalière. — *La religion des contemporains*, par Em. Faguet (à propos d'un livre récent).

18. — *Le général Thiébault*, d'après ses mémoires, par Albert Malet. (Thiébault qui ne fut qu'un personnage tout secondaire de l'épopée impériale, survivra grâce à ses mémoires.) — *Au pays des Boers*, par Gabriel Marcel. — *La question du Transvaal*. — *La classification décimale* exposé de la nouvelle méthode de classification de toutes les connaissances humaines).

25. — *Souvenirs de la campagne d'Italie (1859)*, par le général Cambriels. — *L'organisation socialiste : les indépendants, les syndicats révolutionnaires*, par L. de Seilhac. — *L'enseignement des langues vivantes et l'éducation nationale*, par J. Rouge.

1^{er} février. — *L'Arélin*, d'après un livre nouveau, par Eugène Müntz. — *Un épisode de la bataille de Saint-Quentin (9 janvier 1871)*, par le colonel Patry. — *M. Emile Loubet*, par Pierre Puget.

8. — *La France et l'Angleterre au Siam* (résumé des derniers arrangements). — *La situation de la côte de Syrie dans le monde antique*, par Ph. Berger. — *La royauté perdue et retrouvée* (juin-septembre 1794), par G. Isambert (variations du sentiment populaire du voyage de Varennes à l'acceptation de la Constitution).

15. — *Individualisme et Socialisme* (discours de M. An. Leroy-Beaulieu, à la fois éloquent et courageux, prononcé à l'ouverture des conférences du Comité de défense et de progrès social). — *Lessing*, par Em. Faguet. — *L'expédition anglaise d'Abyssinie (1868)*, par Ch. Monchicourt. — *Les Conventionns de 1883*, par G. Michel. — *Le plagiat en 1893*, par G. Izambard (à propos des reproches faits à G. d'Annunzio). — *La carrière d'un domestique au XVII^e siècle*, par Léon Béclard (d'après les mémoires de Gourville).

22. — *Le Conflit*, par Paul Laffitte. — *Rôle civilisateur de la langue française*, par Em. Trolliet. — *L'organisation socialiste : le secrétariat du travail, conclusion*, par L. de Seilhac. — *Les sœurs de Napoléon*, par J. Turquan.

29. — *Lettres inédites de Lamartine*. — *Le Zeïtoun et les autonomies dans l'empire ottoman*, par le baron d'Avril.

Bibliothèque universelle et Revue suisse.

Février. — *Le Vatican et les évolutions de la politique papale* (dernière partie), par F. Dumur (rapprochement de la papauté vers la démocratie). — *La Sibérie ignorée*, d'après un récent voyage, par Michel Delines. — *Une ligue nationale*, par Ed. Tallichet (il s'agit de créer une ligue en Suisse pour la défense de la liberté dans tous les sens et pour la résistance au Socialisme centralisateur).

Revue d'histoire diplomatique.

1896. I. — *Extraits de la Correspondance du baron Fagel*, par H. de

Beaufort. (Le baron Fagel a représenté le Gouvernement des Pays-Bas à Paris pendant 40 ans. Les extraits ici rapportés concernent la période des Cent Jours et celle qui a immédiatement suivi. Il y avait une situation assez curieuse résultant de ce que le baron Fagel représentait son Gouvernement près de Louis XVIII alors que celui-ci résidait à Gand, c'est-à-dire sur le territoire des Pays-Bas.) — *L'erreur de Görtz*, par G. Syveton (Suite d'un travail consacré à la mission confiée à Görtz par Charles XII de Suède en 1716). — *L'Angleterre et la Russie en Orient. Une page d'histoire contemporaine* (exposé par un diplomate dont on ne donne pas le nom, des faits des années 1876 et 1877 ; il va jusqu'à la promulgation de la Constitution ottomane).

Revue politique et parlementaire.

Janvier. — *Le gouvernement de M. Thiers, ses négociations pour la paix*, par H. Doniol. — *Les retraites pour la vieillesse en Danemark*, par Jeusen, sénateur. — *Le vote obligatoire, ses principes et sanctions*, par F. Moreau. — *Le péril de l'alcoolisme et ses remèdes*, par G. Bourcart. — *La législation des chemins de fer aux Etats-Unis*, par Louis-Paul Dubois. — *Les Vieux-Tchèques et les Jeunes-Tchèques*, par Jean Bourlier. — *Notes sur le régime parlementaire en Angleterre et en France*, par A. Ephraim. — *L'état actuel et l'avenir de la Chine*, par le Comte de Wagnonville. — *La vie politique et parlementaire en Allemagne, en Autriche, au Danemark, au Transvaal et en France*.

Février. — *La police à Paris et la réorganisation de la police parisienne*, par G. Graux. — *La réforme des boissons devant le Sénat*, par Fleury-Ravarin. — *Les impôts intérieurs et les impôts extérieurs de l'Etat*, par Funck-Brentano et Dupuis. — *L'Egypte en 1895*. — *Notes sur la vie politique et parlementaire argentine*. — *La vie politique et parlementaire en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas et en France*.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Janvier. — Etude de M. Blumstein sur la *nouvelle loi d'organisation communale en Alsace-Lorraine*. — Note sur deux lois belges récentes relatives l'une aux prêts agricoles et l'autre aux caisses d'épargne.

Février. — Note de M. d'Anethan sur la *Convention internationale et la loi belge relatives au trafic des spiritueux dans la Mer du Nord*. — Note de M. Typaldo-Bassia sur les formalités requises par la législation grecque pour contracter mariage. — Communication de M. Busnois sur la loi genevoise modifiant le régime matrimonial quant aux biens (loi du 7 novembre 1894, tendant à assurer à la femme une plus grande indépendance et une plus grande sécurité pour ses intérêts pécuniaires).

Revue générale de droit international public.

1896. I. — *De l'influence des lois pénales nationales sur les conventions internationales d'extradition antérieurement conclues*, par le Dr Lammash, professeur à l'Université de Vienne (Examen d'une question à laquelle a donné lieu le nouveau Code pénal italien qui change la nature d'un certain nombre d'infractions prévues par le traité d'extradition austro-italien. Doit-on tenir compte de ces changements pour l'exécution du traité ? Le savant professeur admet avec raison que, tant qu'un traité d'extradition demeure en vigueur, les Etats sont liés par ses dispositions et ils ne peuvent s'en départir par des modifications unilatérales de leur législation interne. La seule exception à ce principe est celle qui est fondée sur l'essence même de l'extradition : à savoir qu'il ne peut y avoir extradition pour un fait non

punissable. Ainsi un traité d'après lequel l'extradition ne doit être pratiquée que pour des crimes, continue à produire ses effets pour les faits prévus qui étaient qualifiés *crimes* par la législation en vigueur lors de la conclusion du traité, encore qu'ils soient qualifiés de *délits* par une loi postérieure.) — *Les Unions internationales, leurs avantages et leurs inconvénients*, par L. Renault (indication sommaire de quelques idées générales d'une importance théorique et pratique). — *L'Angleterre et le Transvaal*, par Paul Heilborn. (Examen de la situation internationale du Transvaal qui, d'après l'auteur, est un Etat mi-souverain. L'auteur qui est très compétent dans les questions générales du droit des gens et dans la question spéciale du protectorat à laquelle il a consacré un ouvrage estimé, examinera dans un article subséquent les événements récents.) — Chronique des faits internationaux : *Arrangement du 13 janvier 1896 entre la France et la Grande-Bretagne* (texte et commentaires) ; *France et Madagascar* (ouverture des hostilités, conduite du conflit, les rapports respectifs des parties en lutte et les rapports de ces parties avec les Etats tiers ou leurs sujets ; relevé précis des faits avec examen des questions de droit international qu'ils soulèvent ; travail remarquable et fort utile) ; *Turquie, la question arménienne, l'intervention européenne* (exposé des faits jusqu'au mois d'octobre 1895).

Revue de droit international et législation comparée.

1893, VI. — *La Norvège devant le droit international*, par L. Aubert (Commencement d'un travail dû à un homme particulièrement compétent ; il traite de la Norvège avant 1814 et de la Norvège état indépendant en 1814). — *La preuve des lois étrangères*, par Ch. Lessona (question d'une grande importance pratique). — *Auteur de la Méditerranée*, par Ern. Nys (2^e article plein de renseignements curieux, comme tous les travaux de l'auteur si versé dans la connaissance de l'histoire des relations internationales). — *Considérations historiques et juridiques sur les protectorats*, par Ed. Engelhardt (la république de Dantzig). — *Note rétrospective au sujet du différend survenu en 1893 entre le Portugal et le Brésil*, par Ed. Rolin. — Notices bibliographiques.

Journal du droit international privé.

1896, I-II. — Système général de solution des conflits de lois (fin) (A. Pillet). — Ventes volontaires des navires nationaux à des étrangers (Levillain). — Conflits de lois en matière de compensation des obligations (A. Sacerdoti). — Le mariage d'après la législation grecque (A. Typaldo-Bassia). — Jeux de bourse dans les rapports internationaux (G. Diena). — Propriété littéraire et artistique dans divers pays (E. Chavegrin). — *Chronique*. — Affaire Arton. — Extradition, Angleterre. — *Questions et solutions pratiques*. — Nom, titre de noblesse, français d'origine, naturalisation à l'étranger, etc. — Abordage, navires de nationalité différente, loi applicable. — *Jurisprudence*. — France. — Abordage. — Caution. — *Caution judicatum solvi*. — Commission rogatoire. — Compétence. — Conseil judiciaire. — Divorce. — Marques de fabrique. — Nationalité. — Naturalisation. — Prescription. — Régime matrimonial — Séjour des étrangers. — Séparation de biens. — Société. — Transports internationaux. — *Allemagne*. — Brevet d'invention. — Divorce. — Marques de fabrique. — *Angleterre*. — Propriété artistique. — *Autriche*. — Assurance sur la vie. — Crimes et délits. — *Belgique*. — Domicile. — Marques de fabrique. — Navire. — Saisie-arrêt. — Tutelle. — *Brésil*. — Filiation. — Pétition d'hérédité. — *Echelles du Lerant*. — Avocat. — *Egypte*. — Compétence. — Hypothéques et priviléges. — Traité internationaux. — Transcription. — *Espagne*. — Faillites, crimes et délits. — *Italie*. — Assurance maritime. — Bourse. — *Jugement étranger*. — *Mexique*. — Eaux terri-

toriales. — Extradition. — *Pays-Bas*. — Caution *judicatum solvi*. — Divorce. — Régime matrimonial. — Société étrangère. — Documents. — *Faits et informations*.

Le droit d'auteur.

Janvier. — Loi autrichienne du 26 décembre 1893, concernant le droit d'auteur sur les œuvres de littérature, d'art et de photographie, avec l'Ordonnance sur la mise en exécution. — *Du droit de reproduction en matière de journaux et de publications périodiques* (régime de la Convention de Berne, des lois internes et des traités particuliers ; condition des romans-feuilletons, des articles de journaux). — *Les fraudes en matière artistique et la loi française du 9 février 1893*, par J. Kohler. — *La question des exécutions musicales publiques* (lettres exprimant les points de vue opposés).

Février. — *Le conflit anglo-canadien et la mission Hall Caine* (situation du Canada à l'égard de l'Union internationale). — *La Convention de Berne et les Traité particuliers entre États unionistes*, par H. Rosmini. — *L'adoption de la nouvelle loi autrichienne sur le droit d'auteur*. — *Le catalogue moderne d'articles de science et la « Royal Society » de Londres* (Conférence internationale devant se réunir à Londres en juillet).

La propriété industrielle.

Janvier. — *La question des agents de brevets dans la Grande-Bretagne*. — Application de la loi sur les marques de marchandises dans les contrées soumises à la juridiction consulaire (avis du Ministère de l'intérieur de l'Empire portant que les consuls d'Allemagne ont le droit et le devoir de sévir par la voie civile-pénale contre un de leurs nationaux ou protégés qui exploitent illicitement une marque enregistrée en Allemagne en faveur d'un Allemand ou d'un étranger. Cela s'applique notamment au Maroc dans les rapports entre Allemands et Français). — Statistique de la propriété industrielle dans la Grande-Bretagne pendant l'année 1894.

Février. — *De la protection internationale des marques d'origine*. — Lettre d'un Anglais sur la création d'une marque nationale britannique.

Revue algérienne, tunisienne et coloniale.

Janvier. — *Notice sur les travaux parlementaires de l'année 1895*, par M. Paul Lacoste. — *Les sous-officiers de gendarmerie et la police judiciaire en Algérie*, par Durieu de Leyritz.

Février. — *Terre arch. De la juridiction compétente pour statuer sur les questions de jouissance et de possession de cette terre* (Rapport du Procureur général à la Cour d'Alger et avis du Procureur général à la Cour de cassation, avec des décisions judiciaires).

Annales de droit commercial.

Février. — Chronique suisse de législation, de doctrine et de jurisprudence. — *Les Sociétés étrangères et la clause de la nation la plus favorisée* (à propos d'un important arrêt de la Cour de cassation relatif à la situation en France des Sociétés anonymes d'Alsace-Lorraine).

Le Mémorial diplomatique.

5 janvier. — *Les Républiques américaines à propos de la « Doctrine de Monroe », la question des rapports politiques entre les deux Mondes*. — A

propos d'une publication diplomatique (il s'agit des documents publiés par le Baron Blanc à l'occasion du 25^e anniversaire de l'entrée des Italiens dans Rome).

12. — *En Avignon* (à propos du projet de restauration du Château des Papes).

19. — *La situation au Brésil* (impressions d'un diplomate allemand). — *Le Sacre des Tsars.*

2 février. — *Les Etats-Unis et Cuba. — L'île de Cuba* (essai historique).

9. — *Mémoires de Montgaillard* (extrait d'un rapport sur l'Angleterre).

16. — *La Finlande. — Au Vénézuela* (par un ancien consul-général).

23. — *La question monétaire : monométallisme ou bimétallisme*, par Louis Jacquemier.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Janvier. — *France* : Les Ministres des Finances depuis 1789 (la liste est longue) ; le budget de 1896 ; le commerce extérieur en 1895 ; monnaies fabriquées de 1880 à 1895 ; la caisse nationale d'épargne en 1894 ; les recettes des chemins de fer en 1895 et 1894 (il y a une différence de plus de 28 millions sur les recettes brutes en faveur de 1895) ; les liquidations judiciaires et les faillites en 1892 ; le budget de la Tunisie pour 1896. — *Le taux de l'escompte en Europe* (il a été à Londres toute l'année de 2 0/0, à Amsterdam de 2 1/2, à Paris à 2 1/2 et à 2, à Rome de 3, à Saint-Pétersbourg, de 4 1/2 à 8, à Berlin de 3). — *Angleterre* : le commerce extérieur en 1895 (les importations ont augmenté, par rapport à 1894 de 2 0/0 et les exportations de près de 3 0/0) ; le monnayage dans les dernières années. — *Allemagne* : le monnayage. — *Belgique* : le budget des voies et moyens pour 1896. — *Italie* : dépense financière du Ministre du Trésor. — *Russie* : le budget de l'Empire pour 1896. — *Etats-Unis* : le message présidentiel (questions financières).

Février. — *France* : Projet de budget pour 1897 ; les revenus de l'Etat en 1893 ; les recettes des théâtres et spectacles de Paris de 1850 à 1893 ; la situation économique et financière de la régence de Tunis. — *Allemagne* : projets de lois sur les dépôts et sur les bourses ; le commerce extérieur en 1895. — *Belgique* : le commerce extérieur en 1894. — *Espagne* : le commerce extérieur en 1893-94-95. — *Uruguay* : commerce extérieur en 1894.

Le royaume d'Etrurie (1801-1807), par Paul MARMOTTAN, 1 vol. in-8°, Paris, 1896, Librairie Paul Ollendorff.

L'époque impériale est à la mode, et les publications qui lui sont consacrées se succèdent nombreuses. La plupart sont des mémoires militaires. Ceux qui s'intéressent à l'histoire politique et diplomatique, accueilleront avec plaisir les ouvrages du genre de celui que nous annonçons, qui ont pour but de nous montrer le fonctionnement même du système napoléonien, le régime qui était imposé aux états plus ou moins éphémères destinés à servir de satellites à la France. On se rend mieux compte de la fragilité de l'édifice, des haines accumulées qui n'attendaient que les revers pour se manifester. M. Marmottan, déjà connu par diverses études historiques, s'est attaché à nous montrer les vicissitudes de la Toscane depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à l'incorporation dans l'Empire français. C'est un travail qui n'avait pas encore été fait en France, et si des écrivains italiens s'étaient occupés de cette période, ils n'avaient pas recouru à nos archives qui abondent en documents précieux sur ce sujet. Aussi M. Marmottan nous donne-t-il un ouvrage des plus utiles sur cet épisode de l'histoire d'Italie sous le premier Empire. Son récit, très documenté, toujours clair, nous fournit de nombreux faits utiles à constater pour l'histoire diplomatique et administrative, comme pour l'application du système du blocus continental. A la suite de son exposé, l'auteur donne de nombreuses pièces justificatives, la plupart iné-

dites et empruntées aux Archives des affaires étrangères. Il y en a aussi concernant les procédés dont on usait en pays occupé, même quand le pays était officiellement un pays ami (mesures prises contre Livourne) ; d'autres donnent de curieux détails sur les mœurs de la société toscane.

M. Marmottan doit publier la suite de son intéressant travail sous le titre : *Les Français en Toscane*.

L. R.

Choses politiques d'Egypte (1883-1893), par Octave BORELLI, 1 vol. in-8°, Paris, 1896, Librairie Flammarion.

Cet ouvrage est précieux à un moment où la question de l'Egypte est plus que jamais à l'ordre du jour. Il comprend deux parties. Dans la première, l'auteur a réuni les principaux articles que, de 1883 à 1894, il a publiés dans le *Bosphore égyptien* : on a ainsi les impressions produites par les divers événements sur un témoin singulièrement attentif et intelligent. Dans une introduction, M. Borelli a exposé les idées principales qui lui ont servi de guide et la manière dont il envisage la situation actuelle de l'Egypte. La seconde partie contient un très grand nombre de documents diplomatiques ou autres relatifs à l'Egypte : elle constitue un recueil des plus utiles des pièces que ceux qui ont à traiter des affaires d'Egypte auraient à chercher dans bien des volumes.

Napoléon III avant l'Empire, par H. THIRIA, 1^{er} vol., Paris 1893, Librairie Plon.

L'auteur a pensé qu'il était possible de raconter et de juger sans passion, surtout en s'arrêtant au 2 décembre 1851, la vie si extraordinaire de Napoléon III. Il a voulu faire œuvre d'historien, non de panégyriste ou de pamphlétaire : il s'est préoccupé de constater la vérité et a dépouillé tous les documents relatifs à son sujet. On lira avec grand intérêt ce livre qui nous donne l'état de l'opinion publique à certaines époques importantes de notre histoire et qui nous permet de juger de la clairvoyance des uns et de l'aveuglement des autres. Les divers partis sont jugés avec impartialité, même le parti bonapartiste. Le gouvernement de Louis-Philippe est apprécié plus sévèrement ; sa conduite à l'égard du prétendant a été, du reste, assez singulière. Nous recommandons le chapitre intitulé : *Le Bonapartisme sous le Gouvernement de Juillet*, et le chapitre consacré à l'*Affaire suisse*. Les affaires de Strasbourg et de Boulogne sont naturellement exposées avec détail ainsi que les publications du prince pendant sa captivité. Ce curieux volume se termine avec l'élection à la Présidence.

Nous parlerons prochainement du second volume qui vient de paraître.

L'Unité italienne (période de 1860-1861), par G. GIACOMETTI, 1 vol. in-8°, Paris, 1896, Librairie Plon et Nourrit.

Ce livre, qui contient l'histoire de l'Unité italienne jusqu'à la proclamation du royaume d'Italie en 1861, est une suite de celu dans lequel l'auteur a fait, sous le titre de *la Question italienne*, l'historique des faits se rattachant à cette question pendant la période de 1814 à 1860.

Le livre qui paraît aujourd'hui consacre trois chapitres à l'annexion de Nice et de la Savoie à la France : le premier donne la clef des secrètes ententes de Napoléon III avec le comte de Cavour pour réaliser le difficile problème de l'unification de l'Italie sur la base de la légitime revendication des frontières alpines de la France ; le deuxième et le troisième exposent avec une pleine clarté l'intrigue menée par la diplomatie, le Parlement et la presse britanniques pour empêcher le juste retour à notre pays de ces deux provinces manifestement françaises.

Les chapitres quatrième et cinquième mettent en lumière, sous des aspects tout à fait nouveaux la question de l'occupation française de Rome et la prestigieuse conquête des Deux-Siciles par Garibaldi.

Nous signalons, entre autres sujets intéressants que le lecteur trouvera dans ce volume très amplement documenté, des lettres inédites de M. Thiers, du Père Lacordaire, du pape Pie IX et d'autres personnages considérables de l'époque.

Nous avons à peine besoin d'appeler l'attention du public sur la valeur historique et politique de ce livre : l'auteur est depuis longtemps connu par ses remarquables travaux sur l'Italie, parus dans le *Journal des Débats*, la *Revue bleue*, la *Revue des Deux Mondes*, la *Revue de Paris* et d'autres importantes publications.

Le Gérant : Gaston DUJARRIG.

Arcis-sur-Aube. — Imp. Léon FREMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ALLEMAGNE — AUTRICHE — BELGIQUE — FRANCE
HONGRIE — ITALIE — LUXEMBOURG — PAYS-BAS — RUSSIE
SUISSE

Arrangement additionnel à la Convention internationale du 14 octobre 1890 (1) concernant l'adjonction de stipulations complémentaires au paragraphe 1^{er} des dispositions réglementaires et la révision de l'annexe I desdites dispositions.

(16 juillet 1895 (2).

Les gouvernements de la République française, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suisse ont reconnu l'utilité d'adopter, d'un commun accord, des dispositions moins rigoureuses que celles fixées pour le transport des objets mentionnés au paragraphe 1^{er} des Dispositions réglementaires de la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer, et à l'annexe I desdites dispositions.

En conséquence, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Le paragraphe 1^{er} des Dispositions réglementaires de la Convention internationale du 14 octobre 1890 sera complété par les prescriptions suivantes, qui seront intercalées entre le 3^e et le 4^e du dit paragraphe :

Toutefois, l'or et l'argent en lingots, le platine, les valeurs monnayées ou en papier, les papiers importants, les pierres précieuses, les perles fines, les bijoux et autres objets précieux, les objets d'art, tels que ta-

(1) *Archives*, 1893, I, p. 5.

(2) Les ratifications ont été déposées à Berne le 18 décembre 1895. — La promulgation a été faite dans le *Journal officiel de la République française* du 15 mars 1896.

bleaux, bronzes d'art, antiquités, seront admis au transport international avec la lettre de voiture internationale de la convention de Berne, sur base, soit d'une entente entre les gouvernements des Etats intéressés, soit de tarifs élaborés par les administrations de chemins de fer, à ce dûment autorisées, et approuvés par toutes les autorités compétentes.

Dans les objets précieux sont comprises, par exemple, les dentelles et broderies de grande valeur.

De même, les transports funèbres sont admis au transport international avec la lettre de voiture internationale, sous les conditions suivantes :

- a. Le transport est effectué en grande vitesse ;
- b. Les frais de transport doivent obligatoirement être payés au départ ;
- c. Le transport ne peut s'effectuer que sous la garde d'une personne chargée de l'accompagner ;
- d. Les transports funèbres sont soumis aux lois et règlements de police spéciaux de chaque Etat, en tant que ces transports ne sont pas réglés par des conventions spéciales entre Etats.

Art. 2. — L'annexe I des Dispositions réglementaires aura dorénavant la teneur suivante :

ANNEXE I

Prescriptions relatives aux objets admis au transport sous certaines conditions.

I

Les pétards pour signaux d'arrêt sur les chemins de fer doivent être solidement emballés dans des rognures de papier, de la sciure de bois ou du plâtre, ou enfin de toute autre manière, de façon à être assez espacés et assez solidement fixés pour que les boîtes en fer-blanc ne puissent pas se toucher l'une l'autre ni toucher un autre corps étranger. Les caisses dans lesquelles l'emballage est fait doivent être en fortes planches, épaisses de 26 millimètres au moins, assemblées avec rainures et tenues par des vis à bois ; ces caisses seront placées dans une seconde caisse aussi solide que la première ; la caisse extérieure n'aura pas un volume de plus de 0,06 mètre cube.

Les pétards ne sont admis au transport que si les lettres de voiture sont revêtues d'un certificat de l'autorité constatant qu'ils sont emballés suivant les prescriptions.

II

Les capsules pour armes à feu, les pastilles fulminantes pour munitions d'armes portatives, les amorces non détonantes pour projectiles et les douilles amorcées doivent être emballées avec soin dans des caisses ou des tonneaux solides ; sur chaque colis doit se trouver une étiquette portant, suivant son contenu, la désignation de « capsules, pastilles fulminantes », etc.

III

Les allumettes chimiques et autres allumettes à friction (telles que les allumettes bougies, allumettes d'amadou, etc.), doivent être emballées avec soin dans des récipients de forte tôle ou de bois très solide, de 1,2 mètre cube au plus, de manière qu'il ne reste aucun vide dans les récipients ; les récipients en bois porteront distinctement à l'extérieur la marque de leur contenu.

La masse inflammable des allumettes chimiques de phosphore jaune et de chlorate de potasse ne doit pas contenir, à l'état sec, plus de 10 p. 100 de phosphore et de 40 p. 100 de chlorate de potasse. Les envois doivent être accompa-

gnés d'une déclaration du fabricant certifiant que ces limites n'ont pas été dépassées.

IV

Les mèches de sûreté, c'est-à-dire les mèches qui consistent en un boyau mince et serré, dans lequel est contenue une quantité relativement faible de poudre à tirer, sont soumises aux prescriptions données sous le n° III (alinéa 1).

V

Les boîtes extincteur Bucher dans des douilles en fer-blanc ne sont admises au transport que dans des caisses contenant 10 kilog. au plus, revêtues à l'intérieur de papier collé contre les parois et renfermées elles-mêmes dans des caisses plus grandes revêtues également de papier collé.

VI

Le phosphore ordinaire (blanc ou jaune) doit être entouré d'eau dans des boîtes en fer-blanc soudées, contenant 30 kilog. au plus et solidement emballées dans de fortes caisses. En outre, il faut que les caisses soient munies de deux poignées solides, qu'elles ne pèsent pas plus de 100 kilog. et qu'elles portent à l'extérieur l'indication de « phosphore jaune (blanc) ordinaire » et celle de « haut ».

Le phosphore amorphe (rouge) doit être emballé dans des boîtes en fer-blanc bien soudées et placées avec de la sciure de bois dans de fortes caisses. Ces caisses ne pèsent pas plus de 90 kilog. et elles porteront à l'extérieur l'indication « phosphore rouge ».

VII

Le sulfure de sodium brut, non cristallisé, n'est admis à l'expédition qu'emballé dans des récipients en tôle hermétiquement clos ; le sulfure de sodium rafiné, cristallisé n'est admis qu'emballé en tonneaux ou autres récipients impénétrables à l'eau.

La matière ayant servi à nettoyer le gaz d'éclairage et contenant du fer ou du manganèse n'est expédiée que dans des wagons en tôle, à moins que cet article ne soit emballé dans d'épaisses caisses de tôle. Si lesdits wagons ne sont pas munis de couvercles en tôle, fermant bien, le chargement devra être parfaitement couvert avec des bâches préparées de telle manière qu'elles ne soient pas inflammables par le contact direct de la flamme. Le chargement et le déchargement se feront par l'expéditeur et le destinataire ; c'est à l'expéditeur que, à la demande de l'administration du chemin de fer, incombe également le soin de fournir les bâches.

Sont acceptés au transport, aux mêmes conditions que le sulfure de sodium brut non cristallisé, les cokes à base de soude (produit accessoire obtenu dans la fabrication des huiles de goudron).

VIII

La celloïdine, produit de l'évaporation imparfaite de l'alcool contenu dans le collodion, ayant l'apparence de savon et consistant essentiellement en coton à collodion, n'est pas admise au transport, à moins que les lames isolées de celloïdine ne soient emballées de façon à empêcher complètement toute dessiccation.

VIII a

L'éther sulfurique ne peut être expédié que :

1^o Dans des vases étanches de forte tôle de fer, bien rivés ou soudés et tenant au maximum 500 kilog. ou

2^o Dans des vases hermétiquement fermés en métal ou en verre, d'un poids brut de 60 kilog. au maximum et emballés conformément aux prescriptions suivantes :

a. Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés

solidement dans de fortes caisses en bois garnies de paille, foin, sou, sciure de bois, terre fossile ou d'autres substances meubles ;

b. Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides munis de couvercles bien assujettis et de poignées, et garnis d'une quantité suffisante de matière d'emballage ; le couvercle consistant en paille, jonc, roseau ou matières analogues doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une substance équivalente, mélangé avec du verre soluble.

Pour les vases en tôle ou en métal, le maximum de contenance ne doit pas dépasser 1 kilog. de liquide par 1,55 litre de capacité du récipient ; par exemple, un récipient en métal de la capacité de 15,50 litres ne pourra contenir plus de 10 kilog. d'éther sulfurique.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

IX

Les liquides qui contiennent de l'éther sulfurique en grande quantité (les gouttes d'Hoffmann et le collodion) ne peuvent être expédiés que dans des récipients en métal ou en verre hermétiquement clos et dont l'emballage remplira les conditions suivantes :

1^o Quand plusieurs vases contenant de ces préparations sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois garnis de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre d'infusoires ou autres substances meubles ;

2^o Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides, munis de couvercles bien assujettis et de poignées, et garnis d'une quantité suffisante de matière d'emballage ; le couvercle consistant en paille, jonc, roseau ou matières analogues doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser 60 kilog.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

X

Le sulfure de carbone est transporté exclusivement dans des wagons découverts et sans bâches, et seulement dans les conditions suivantes : soit 1^o en vases étanches de forte tôle bien rivée, ne contenant pas plus de 500 kilog., ou 2^o en vases de tôle de 7,5 kilog. brut au plus, renforcées, à la partie supérieure et à la partie intérieure, avec des cercles de fer. Ces vases seront, soit renfermés dans des paniers ou cuveaux, soit emballés dans des caisses garnies de paille, foin, son, sciure de bois, terre d'infusoires ou autres substances meubles, ou 3^o en vases de verre renfermés dans de fortes caisses garnies de paille, foin, son, sciure de bois, terre d'infusoires ou autres substances meubles.

Pour les vases en tôle, la contenance ne doit pas dépasser 1 kilog. de liquide par 0,825 litre de capacité du récipient.

Le sulfure de carbone, livré au transport par quantités de 2 kilog. au plus, peut être réuni en un colis avec d'autres objets admis au transport sans conditions pourvu qu'il soit renfermé dans des récipients en tôle hermétiquement fermés, emballés avec les autres objets dans une caisse solide garnie de paille, de foin, de son, de sciure de bois ou de toute autre substance meuble. Les colis doivent être transportés exclusivement dans des wagons découverts, sans bâches, et la lettre de voiture doit indiquer qu'ils contiennent du sulfure de carbone.

XI

L'esprit de bois à l'état brut ou rectifié et l'acétone — à moins qu'ils ne soient dans des wagons spécialement construits à cet effet (wagons-citernes) ou en tonneaux — ne sont admis au transport que dans des vases de métal ou de verre. Ces vases doivent être emballés de la manière indiquée au n° IX.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

XII

La chaux vive n'est transportée que dans des wagons découverts.

XIII

Le chlorate de potasse et les autres chlorates doivent être emballés soigneusement dans des caisses ou tonneaux hermétiquement clos, revêtus intérieurement de papier collé contre les parois.

XIV

L'acide picrique n'est expédié que sur l'attestation d'un chimiste connu de l'administration du chemin de fer, apposée sur la lettre de voiture, constatant que l'acide picrique peut être transporté sans danger.

Le plomb devra être exclu de l'emballage de l'acide picrique et ne pas être transporté réuni avec cet acide dans le même wagon. Les wagons doublés couverts de plomb ne doivent pas être employés à ce transport.

XV

Les acides minéraux liquides de toute nature (particulièrement l'acide sulfureux, l'esprit de vitriol, l'acide muralique, l'acide nitrique, l'eau-forte), ainsi que le chlorure de soufre, sont soumis aux prescriptions suivantes :

1^o Quand ces produits sont expédiés en touries, bouteilles ou cruches, les récipients doivent être hermétiquement fermés, bien emballés et renfermés dans des caisses spéciales ou des bannettes munies de poignées solides pour en faciliter le maniement.

Quand ils sont expédiés dans des récipients de métal, de bois ou de caoutchouc, ces récipients doivent être hermétiquement joints et pourvus de bonnes fermetures.

2^o Ces produits doivent, sous la réserve des dispositions du n° XXXV, toujours être chargés séparément et ne peuvent notamment pas être placés dans le même wagon avec d'autres produits chimiques.

3^o Les prescriptions 1^o et 2^o s'appliquent aussi aux vases dans lesquels lesdits objets ont été transportés. Ces vases doivent toujours être déclarés comme tels.

XVI

La lessive caustique (lessive de soude caustique, lessive de soude, lessive de potasse caustique, lessive de potasse), le résidu d'huile (de raffinerie d'huile) et le brome sont soumis aux prescriptions spécifiées sous le n° XV, 1^o et 3^o (à l'exception de la disposition de 2^o citée au 3^o).

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

XVII

Sont applicables au transport d'acide nitrique rouge fumant les prescriptions données sous le n° XV, en ce sens que les touries et bouteilles doivent être entourées dans les récipients d'un volume au moins égal à leur contenu de terre d'infusoires séchée ou d'autres substances terreuses sèches.

XVIII

L'acide sulfurique anhydre (anhydrite, huile fixe) ne peut être transporté que : 1^o dans des boîtes en tôle, fortes, étamées et bien sondées, ou 2^o dans de fortes bouteilles de fer ou de cuivre dont l'ouverture est hermétiquement bouchée, mastiquée et revêtue d'une enveloppe d'argile.

Les boîtes et bouteilles doivent être entourées d'une substance inorganique fine, telle que laine minérale, terre d'infusoires, cendres ou autres, et solidement emballées dans de fortes caisses de bois.

Pour le reste, les dispositions du n° XV, 2^o et 3^o, sont applicables.

XIX

Pour les vernis, les couleurs préparées avec du vernis, les huiles éthérées et

grasses, ainsi que pour toutes les espèces d'essence, à l'exception de l'éther sulfurique (voir n° VIII a) et de l'essence de pétrole (voir n° XXII), pour l'alcool absolu, l'esprit de vin (*spiritu-*), l'esprit et les autres spiritueux non dénommés sous le n° XI. on appliquera, en tant qu'ils sont transportés en touries, bouteilles ou cruches les prescriptions du n° XV, 1^o, alinéa 1.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

XX

Le pétrole à l'état brut et rectifié, s'il a un poids spécifique d'au moins 0,780 à une température de 17°5 du thermomètre centigrade (Celsius), ou s'il n'émet pas de vapeurs inflammables à une température de moins de 21° du thermomètre centigrade (Celsius) de l'appareil Abel et à une hauteur du baromètre de 760 millimètres rapportée au niveau de la mer (pétrole de test) ;

Les huiles préparées avec le goudron de lignite, si elles ont au moins le poids spécifique ci-dessus indiqué (solaröl, photogène, etc.) ;

Les huiles préparées avec le goudron de houille (benzol, toluol, xylol, cumol, etc.), ainsi que l'essence de mirbane (nitro-benzine).

Sont soumis aux dispositions suivantes :

1^o Ces objets, à moins que des wagons spécialement construits à cet effet (wagons-citernes) ne soient employés, ne peuvent être transportés que :

a. Dans des tonneaux particulièrement bons et solides, ou

b. Dans des vases en métal étanches et capables de résister, ou

c. Dans des vases en verre ou en grès ; en ce cas toutefois en observant les prescriptions ci-dessous indiquées :

aa. Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre d'infusoires ou autres substances meubles ;

bb. Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides, munis de couvercles bien assujettis et de poignées, et garnis d'une quantité suffisante de matières d'emballage ; le couvercle, consistant en paille, junc, roseau ou matière analogue, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou de toute autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser 60 kilog. pour les vases en verre et 75 kilog. pour les vases en grès.

2^o Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur.

3^o Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigeaient des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté.

4^o Les dispositions du n° 3 qui précèdent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

5^o En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

6^o Il doit être indiqué sur la lettre de voiture que les objets désignés aux alinéas 1 et 2 du présent numéro ont un poids spécifique d'au moins 0,780, ou que le pétrole a la qualité indiquée dans le premier alinéa du présent numéro à l'égard du point d'inflammation. Quand cette indication ne se trouve pas dans la lettre de voiture, on appliquera les conditions de transport du n° XXII, concernant l'essence de pétrole, etc.

XXI

Le pétrole à l'état brut et rectifié, le pétrole-naphte et les produits de la distillation du pétrole et du pétrole naphte, lorsque ces matières ont un poids spécifique de moins de 0,780 et de plus de 0,650 à une température de 17°5 du thermomètre centigrade (benzine, ligroine et essence pour nettoyage), sont soumis aux dispositions suivantes :

1^o Ces objets, à moins que des wagons spécialement construits à cet effet (wagons-citernes) ne soient employés, ne peuvent être transportés que :

a. Dans des tonneaux particulièrement bons et solides, ou
 b. Dans des vases en métal étanches et capables de résister, ou
 c. Dans des vases en verre ou en grès ; en ce cas, toutefois, en observant les prescriptions ci-dessous indiquées :

aa. Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre d'infusoires ou autres substances meubles ;

bb. Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides, munis de couvercles bien assujettis et de poignées et garnis d'une quantité suffisante de matières d'emballage ; le couvercle consistant en paille, jonc, roseau ou matières analogues, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser 40 kilog.

2^o Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur.

3^o Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigent des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté.

4^o Les dispositions du chiffre 3 qui précédent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

5^o En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

6^o Au chargement et au déchargement, les paniers ou cuveaux contenant des ballons en verre ne doivent pas être transportés sur des camions ni portés sur les épaules ou sur le dos, mais seulement par les poignées.

7^o Dans les wagons, les paniers et cuveaux doivent être solidement assujettis et attachés aux parois du wagon. Les colis ne doivent pas être chargés l'un sur l'autre, mais l'un à côté de l'autre et sans superposition.

8^o Chaque colis isolé doit porter sur une étiquette apparente le mot « Inflammable » imprimé sur fond rouge. Les paniers ou cuveaux renfermant des vases en verre ou en grès doivent être munis de l'inscription « A porter à la main ». Les wagons doivent être munis d'une étiquette rouge portant l'inscription « A manœuvrer avec précaution ».

9^o Il doit être indiqué sur la lettre de voiture que les objets désignés dans le premier alinéa du présent numéro ont un poids spécifique de moins de 0,780 et de plus de 0,680 à une température de 17°5 centigrade. Quand cette indication ne se trouve pas dans la lettre de voiture, on appliquera les conditions de transport du n° XXII concernant l'essence de pétrole, etc.

XXII

L'essence de pétrole (gazoline, néoline, etc.) et les autres produits facilement inflammables préparés avec du pétrole-naphle ou du goudron de lignite, lorsque ces matières ont un poids spécifique de 0,680 ou moins, à une température de 17°5 centigrade, sont soumis aux conditions suivantes :

1^o Ces objets ne peuvent être transportés que :

a. Dans des vases en métal étanches et capables de résister, ou
 b. Dans des vases en verre ou en grès ; en ce cas, toutefois, en observant les prescriptions ci-dessous indiquées :

aa. Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois, garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre d'infusoires ou autres substances meubles ;

bb. Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides, munis de couvercles bien assujettis et de poignées, et garnis d'une quantité suffisante de matières d'emballage ; le couvercle, consistant en paille, jonc, roseau ou matières analogues, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser 40 kilog.

c. Dans les wagons-réservoirs hermétiquement fermés (wagons-citerne parfaitement étanches).

2^o Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur.

3^o Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigent des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté.

4^o Les dispositions du chiffre 3 qui précédent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

5^o En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

6^o Au chargement et au déchargement, les paniers ou cuveaux contenant des ballons en verre ne doivent pas être transportés sur des camions ni portés sur les épaules ou sur le dos, mais seulement par les poignées.

7^o Dans les wagons, les paniers et cuveaux doivent être solidement assujettis et attachés aux parois du wagon. Les colis ne doivent pas être chargés les uns sur les autres, mais l'un à côté de l'autre et sans superposition.

8^o Chaque colis isolé doit porter sur une étiquette apparente le mot « Inflammable » imprimé sur fond rouge. Les paniers ou cuveaux renfermant des vases en verre ou en grès doivent en outre porter l'inscription « A porter à la main ». Les wagons doivent être munis d'une étiquette rouge « A manœuvrer avec précaution ».

XXIII

Le transport d'huiles de téribenthine et autres huiles de mauvaise odeur, ainsi que de l'ammoniaque, n'est fait que dans des wagons découverts.

Cette disposition s'applique aussi aux tonneaux et aux autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

XXIV

Les substances arsenicales non liquides, notamment l'acide arsénieux (fumée arsenicale coagulée), l'arsenic jaune (sulfure d'arsenic, orpiment), l'arsenic rouge (réalgar), l'arsenic natif (cobalt arsenical écaillé ou pierre à mouches), etc., ne sont admis au transport que :

1^o Si sur chaque colis se trouve en caractères lisibles, et avec de la couleur noire à l'huile, l'inscription « Arsenic (poison) », et 2^o si l'emballage est fait de la manière suivante : soit :

a. En tonneaux ou caisses doubles, les fonds des tonneaux consolidés au moyen de cercles, et les couvercles des caisses au moyen de cercles ou de bandes de fer, les tonneaux ou caisses intérieurs étant faits de bois fort et sec et garnis au dedans de toile serrée ou autre tissu serré de même genre, ou

b. En sacs de toile goudronnée, emballés dans des tonneaux simples de bois fort et sec, ou

c. En cylindres de fer-blanc soudés, revêtus d'un manteau de bois solide, dont les fonds sont consolidés au moyen de cercles.

XXV

Les substances arsenicales liquides, particulièrement les acides arsénieux, sont soumises aux dispositions spécifiées sous XXIV, 1, et sous XV, 1 et 3 (à l'exception de la disposition du 2 citée au 3).

XXVI

Les autres produits métalliques véneneux (couleurs et sels à base métallique, etc.), particulièrement les produits mercuriels, tels que sublimé, calomel, précipité blanc et rouge, cinabre ; les sels et couleurs de cuivre, tels que sulfate de cuivre, vert de gris, pigments de cuivre, cuivres verts et bleus ; les prépara-

tions de plomb, telles que litharge (massicot), minium, sucre de Saturne et autres sels de plomb, céruse et autres couleurs à base de plomb; la poussière de zinc, les cendres de zinc et d'antimoine, ne peuvent être remis au chemin de fer pour le transport que dans des tonneaux ou caisses bien joints, faits de bois sec et solide, consolidés au moyen de cercles ou de bandes de fer. Ces cercles ou bandes doivent être tels, que, malgré les secousses et chocs inévitables lors du transport, ces matières ne fuient pas par les fentes.

XXVII

La levure, liquide ou solide, devra être transportée dans des vases non fermés hermétiquement. Si le chemin de fer consent néanmoins à accepter ce produit dans des récipients entièrement clos, il peut exiger de l'expéditeur l'engagement :

1^o De renoncer à toute réclamation dans le cas où les envois de l'espèce ne seraient pas acceptés sur les lignes des chemins de fer correspondants;

2^o De prendre à sa charge tous dommages occasionnés à d'autres marchandises ou au matériel du chemin de fer par suite de ce mode de transport, et ce, sur la simple présentation de la note des frais, note dont l'exactitude aura été reconnue une fois pour toutes et préalablement par l'expéditeur;

3^o De renoncer à toute indemnité pour avaries et pertes soit des récipients, soit de leur contenu, résultant du transport dans des récipients non fermés hermétiquement.

Ces restrictions ne sont pas applicables au transport de la levure comprimée.

XXVIII

Le noir de fumée et autres espèces de suie ne sont admis à l'expédition que dans des emballages offrant toute garantie contre le tamisage (sacs, tonneaux, caisses, etc.).

Si la suie est fraîchement calcinée, on emploiera pour l'emballage des vases ou de petits tonneaux placés dans de solides paniers et garnis intérieurement de papier, de toile ou d'une autre matière analogue collée solidement sur les parois.

La lettre de voiture doit mentionner si la suie est fraîchement calcinée ou non. A défaut de cette indication dans la lettre de voiture, la suie sera considérée comme fraîchement calcinée.

XXIX

Le charbon de bois en poudre ou en grains n'est admis au transport que s'il est emballé.

S'il est fraîchement éteint, on emploiera pour l'emballage : soit :

a. Des boîtes de forte tôle hermétiquement fermées, ou

b. Des tonneaux (dits tonneaux américains) hermétiquement fermés, construits de plusieurs épaisseurs de carton verni, très fort et très ferme, tonneaux dont les deux extrémités sont munies de cercles de fer, dont les fonds en bois fort, coupés au moyen de tour, sont vissés aux cercles de fer au moyen de vis à bois en fer, et dont les joints sont soigneusement collés avec des bandes de papier ou de toile.

Quand du charbon de bois en poudre ou en grains est remis au chemin de fer pour être transporté, il doit être indiqué sur la lettre de voiture si le charbon est fraîchement éteint ou non. A défaut de cette indication dans la lettre de voiture, le charbon sera considéré comme fraîchement éteint et ne sera accepté pour le transport que dans l'emballage ci-dessus prescrit.

XXX

Le cordonnet de soie, la soie souple, la bourre de soie et la soie chape, fortement chargés et en écheveaux, ne sont admis au transport qu'en caisses. Quand les caisses ont plus de 12 centimètres de hauteur intérieure, les couches de soie qui y sont placées seront séparées entre elles par des espaces vides de

2 centimètres de hauteur. Ces espaces vides sont formés au moyen de grilles de bois composées de lattes carrées de 2 centimètres de côté, espacées entre elles de 2 centimètres et reliées aux extrémités par deux minces baguettes. Des trous de 1 centimètre d'ouverture au moins seront pratiqués dans les parois latérales des caisses ; ces trous s'ouvriront sur les espaces vides entre les lattes, de manière qu'il soit possible de traverser la caisse avec une tringle. Afin que ces trous des caisses ne puissent être couverts et devenir inefficaces, on clonera extérieurement deux baguettes au bord de chaque paroi latérale.

Quand de la soie est remise au chemin de fer pour être expédiée, la lettre de voiture doit indiquer si cette soie appartient ou non aux espèces désignées ci-dessus. A défaut de cette indication dans la lettre de voiture, la marchandise sera considérée comme se trouvant dans les conditions de l'un de ces articles et sera assujettie aux mêmes prescriptions d'emballage.

XXXI

La laine, les poils, la laine artificielle, le coton, la soie, le lin, le chanvre, la jute, à l'état brut, sous forme de déchets provenant de la filature ou du tissage, à l'état de chiffons ou d'étoffes ; les cordages, les courroies de coton et de chanvre ; les cordelettes et ficelles diverses (pour la laine ayant servi au nettoyage, voir alinéa 3) ne doivent être transportés, s'ils sont imprégnés de graisse et de vernis, que dans des wagons couverts ou dans des wagons découverts munis de bâches.

La lettre de voiture doit indiquer si lesdits objets ne sont pas imprégnés de graisse ou de vernis ; en cas de non-indication, ils seront considérés comme imprégnés de graisse ou de vernis.

La laine ayant servi au nettoyage n'est admise au transport que dans des fûts, caisses ou autres récipients solides et hermétiquement fermés.

XXXII

Les déchets d'animaux sujets à la rattréfaction, tels que les peaux fraîches non salées, les graisses, les tendons, les os, les cornes, les ongles ou sabot, les rognures de peaux fraîches servant à fabriquer la colle non passées à la chaux, ainsi que tous autres objets nauséabonds et répugnans, à l'exception toutefois de ceux qui sont mentionnés aux n°s LII et LIII, sont acceptés aux conditions suivantes :

1° Les os suffisamment nettoyés et séchés, le suif comprimé, les cornes sans l'appendice corné de l'os frontal à l'état sec, les ouglons, c'est-à-dire les sabots des ruminants et des porcs, sans os ni matières molles, sont admis au transport par expéditions partielles, lorsqu'ils sont remis emballés dans des sacs solides ;

2° Les expéditions partielles des objets de cette catégorie non dénommés ci-dessus au chiffre 1 ne sont admises qu'emballées dans des tonneaux, cuveaux ou caisses solides et hermétiquement clos. Les lettres de voiture doivent indiquer la dénomination exacte des objets emballés dans les fûts, cuveaux ou caisses. Le transport doit être effectué par wagons découverts ;

3° Les tendons frais, les rognures de peaux fraîches servant à la fabrication de la colle non passée à la chaux, ainsi que les déchets de ces deux sortes de matières, en outre les peaux fraîches non salées et les os non nettoyés, garnis encore de fibres musculaires et de peau, remis par wagons complets, ne peuvent être transportés qu'aux conditions suivantes :

a. Du 1^{er} mars au 31 octobre, ces matières doivent être emballées dans des sacs solides en bon état. Ces sacs devront être passés à l'acide phénique, de telle sorte que l'odeur méphitique des matières qu'ils contiennent ne puisse se faire sentir. Tout envoi de ce genre doit être recouvert d'une couverture d'un tissu très fort (appelé toile à houblon) imprégné d'une solution d'acide phénique. Cette couverture doit elle-même être entièrement recouverte d'une grande bâche imperméable, non goudronnée. Les couvertures doivent être fournies par l'expéditeur ;

b. Pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, l'emballage en sacs n'est pas nécessaire. Cependant, les envois doivent être couverts également d'une couverture de tissu très fort (toile à houblon) et cette couverture doit être elle-même entièrement recouverte d'une grande bâche imperméable, non goudronnée. La première couverture doit au besoin être passée à l'acide phénique, de telle sorte qu'aucune odeur méphitique ne puisse se faire sentir. Les couvertures doivent être fournies par l'expéditeur;

c. Si l'acide phénique ne suffit pas pour empêcher les odeurs méphitiques, les envois doivent être emballés dans des tonneaux ou cuveaux solides et bien clos, de telle sorte que l'odeur du contenu du récipient ne puisse se faire sentir;

4° Le transport par charge complète des matières non dénommées au chiffre 3 ci-dessus, mais analogues à celles qui sont indiquées dans ce numéro, doit être effectué par wagons découverts munis de bâches. L'expéditeur doit fournir les bâches;

5° Le chemin de fer peut se faire payer d'avance le prix de transport;

6° Les sacs, récipients et bâches dans lesquels et sous lesquelles des matières de ce genre ont été transportées ne sont admis au transport que sous condition d'avoir été absolument désinfectés par l'acide phénique;

7° Les frais de désinfection, si l'y a lieu, sont à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

XXXIII

Le soufre n'est transporté que par wagons couverts ou par wagons découverts bâchés.

XXXIV

Les objets auxquels le feu peut facilement être communiqué par des étincelles de la locomotive, tels que foin, paille (y compris la paille de maïs, de riz et de lin), jons (à l'exception du jonc d'Espagne), écorce d'arbres, tourbe (à l'exception de la tourbe mécanique ou comprimée), charbon de bois entier (non moulu) (voir n° XXXIX), matières à filer végétales et leurs déchets, les rognures de papier, la sciure de bois, les pâtes de bois, les copeaux de bois, etc., ainsi que les marchandises fabriquées au moyen d'un mélange de résidus de pétrole, de résine et d'autres objets semblables avec des corps poreux inflammables; de même le plâtre, les cendres lessivées de chaux et le trass, dans le cas où ils ne seraient pas emballés, ne seront reçus que s'ils sont complètement couverts et à la condition que l'expéditeur et le destinataire opèrent eux-mêmes le chargement et le déchargement. A la demande de l'administration, l'expéditeur doit aussi fournir lui-même les bâches nécessaires pour couvrir ces objets.

XXXV

Quand les produits chimiques spécifiés sous les n°s VIII a, IX, XI, XV, XVI, XIIX à XXIII inclus, ainsi que le n° L, sont livrés au transport en quantité ne dépassant pas 10 kilog par espèce, il est permis de réunir en un colis, tant entre eux qu'avec d'autres objets admis au transport sans conditions, les corps spécifiés sous les n°s VIII a, IX, XI, XVI (à l'exception du brome), XIIX à XXIII inclus, ainsi que le n° L, d'une part, et ceux qui sont spécifiés sous le n° XV (y compris le brome jusqu'au poids de 100 grammes), d'autre part. Ces corps doivent être renfermés dans des récipients de verre ou de fer-blanc étanches, hermétiquement clos, emballés solidement par couches au moyen de paille, foin, sain, sciure de bois, terre d'infusoires ou autres substances meubles, et être désignés nominativement dans la lettre de voiture.

XXXVI

Les cartouches pour armes à feu chargées de poudre noire ou d'autres poudres de tir, en tant que ces dernières sont admises dans les Etats participant au transport par chemins de fer, soit:

1° Les cartouches métalliques dont les douilles sont entièrement en métal, et

2^o Les cartouches en carton garnies d'un revêtement métallique, sont transportées aux conditions suivantes :

a. Pour les cartouches métalliques, les projectiles doivent être adaptés à la douille métallique de façon qu'ils ne puissent ni s'en détacher ni permettre le tamisage de la poudre. Pour les cartouches en carton munies d'un renfort métallique intérieur ou extérieur, la charge entière de poudre contenue dans le renfort métallique doit être fermée hermétiquement par une bourse serrante. Le carton de la douille doit être de qualité suffisante pour qu'elle ne puisse se briser en cours de transport ;

b. Les cartouches doivent être parfaitement assujetties dans des récipients en fer-blanc, dans de petites caisses en bois ou dans des cartons solides, de façon qu'aucun déplacement ne puisse se produire. Ces récipients, etc., doivent être placés les uns à côté des autres et par rangées superposées dans des caisses en bois solides et bien conditionnées, dont les parois devront avoir au moins 0,015 mètre d'épaisseur ; les espaces vides doivent, le cas échéant, être remplis de carton, de déchets de papier, d'étope ou de toutisse ligneuse — le tout absolument sec — de manière à éviter un déplacement ou un mouvement des récipients durant le transport. Pour les caisses garnies de fer-blanc intérieurement, l'épaisseur des parois de bois peut être de 0,010 mètre ;

c. Le poids d'une caisse remplie de cartouches ne peut dépasser 100 kilog.

Les caisses pesant brut plus de 10 kilog. seront munies de poignées ou de liteaux pour en faciliter la manutention.

d. Les caisses ne peuvent être fermées au moyen de clous en fer ; elles doivent porter une inscription indiquant d'une manière apparente la nature du contenu, et être munies de plombs ou d'un cachet apposé sur la tête de deux vis du couvercle, ou de la marque de fabrique collée à la fois sur le couvercle et sur les côtés de la caisse.

e. Les lettres de voiture doivent être accompagnées d'une attestation signée de l'expéditeur et reproduisant la marque des plombs, les cachets ou la marque de fabrique apposés sur les caisses. Cette attestation doit être conçue ainsi qu'il suit :

« Le soussigné certifie que l'envoi mentionné dans la lettre de voiture ci-jointe, envoi cacheté avec la marque..., est conforme, en ce qui concerne le conditionnement et l'emballage, aux dispositions arrêtées sous le n° XXVI de l'annexe I de la convention internationale sur le transport de marchandises par chemins de fer ».

XXXVII

Cartouches Flobert à balles et à petits plombs.

1^o Les cartouches à balles doivent être emballées dans des boîtes en carton, des boîtes en fer-blanc, des petites caisses en bois ou des sacs de toile forte.

2^o Les cartouches à petits plombs doivent être emballées dans des récipients en fer-blanc, des petites caisses en bois ou dans des cartons solides, de manière qu'aucun déplacement ne puisse avoir lieu.

Tout récipient contenant des cartouches Flobert doit être soigneusement emballé dans une forte caisse ou dans un tonneau solide et chaque colis doit porter, suivant son contenu, l'inscription « Cartouches Flobert à balles » ou « Cartouches Flobert à petits plombs ». Le poids de la caisse ou du tonneau ne peut pas dépasser 100 kilog.

Les amorces Flobert sont soumises aux mêmes conditions d'emballage que les cartouches Flobert à petits plombs.

XXXVIII

Les pièces d'artifices fabriquées avec de la poudre en poussière comprimée et d'autres matières analogues sont transportées aux conditions suivantes :

1^o Elles ne doivent contenir ni mélanges de chlorate, de soufre et de nitrate, ni mélanges de chlorate de potasse et de ferro-cyanure de potassium ; elles ne doivent également contenir ni sublimé corrosif, ni sels ammoniacaux de

quelque espèce que ce soit, ni poussière de zinc, ni poudre de magnésium, ni en général aucune matière capable de s'enflammer aisément par friction, compression ou percussion, ou dont l'inflammation spontanée pourrait être à craindre. Elles doivent se composer exclusivement de poudre en poussière comprimée ou de matières analogues, telles que mélanges de salpêtre, de soufre et de charbon, également à l'état comprimé. Chaque pièce isolée ne peut contenir plus de 30 grammes de poudre en grains ;

2° Le poids total des matières inflammables contenues dans les pièces d'artifice réunies en un même colis ne peut dépasser 20 kilog., et celui de la poudre en grains qui entre dans leur composition 2,5 kilog. ;

3° Les pièces d'artifice doivent être emballées, chacune isolément, soit dans des cartons entourés de fort papier, soit dans du carton ou dans du papier d'emballage solide ; l'amorce de chaque pièce doit être revêtue de papier ou d'étoffe, de telle sorte que le tamisage ne puisse se produire. Les caisses servant au transport doivent être complètement remplies et les espaces vides, s'il y en a, soigneusement comblés avec de la paille, du foin, de l'étoffe, des déchets de papier ou des matières analogues, de telle sorte que, même en cas de secousse, aucun déplacement des papiers ne puisse avoir lieu. Les matières employées pour combler les espaces vides doivent être très propres et absolument sèches ; pour cette raison, l'emploi de foin frais ou d'étoffe grasse, par exemple, est prohibé. Il est également interdit d'emballer dans la même caisse des pièces d'artifice et d'autres objets ;

4° Les caisses doivent être faites avec de fortes planches d'une épaisseur de 22 millimètres au moins ; leurs côtés doivent être ajustés au moyen de dents s'engrenant les unes dans les autres, et le fond et le couvercle avec des vis d'une longueur suffisante. L'intérieur des caisses doit être entièrement tapissé de papier fort et résistant. Il ne doit rester sur l'extérieur des caisses ni trace ni résidu des matières contenues dans les pièces d'artifice. Le volume de la caisse ne doit pas dépasser 1,2 mètre cube, son poids brut ne peut être supérieur à 75 kilog. Les caisses doivent porter, d'une manière apparente, l'inscription « Pièces d'artifice de poudre en poussière », ainsi que le nom de l'expéditeur. Chaque envoi doit, en outre, être accompagné d'une déclaration indiquant l'espèce des pièces d'artifice qu'il contient, et spécifiant, notamment, si ce sont des fusées, des roues, des pièces d'artifice pour salon, etc. ;

5° Chaque envoi doit être accompagné d'une déclaration de l'expéditeur attestant que les prescriptions énoncées aux chiffres 1 à 4 ont été observées ; la signature devra être dûment certifiée.

XXXIX

Le fulmicoton comprimé contenant au moins 13 0/0 d'eau est admis au transport aux conditions suivantes :

1° Il doit être soigneusement emballé dans des récipients éلانches, résistants, aux parois solides. Ces récipients doivent porter, d'une manière apparente, l'inscription « Fulmicoton mouillé, comprimé ». Le poids maximum de chaque colis isolé ne peut être de plus de 90 kilog. ;

2° Cette matière ne doit être admise ni au transport par grande vitesse ni au transport par trains de voyageurs ; le transport par trains mixtes n'est autorisé que pour les lignes sur lesquelles ne circulent pas de trains de marchandises ;

3° L'expéditeur doit déclarer dans la lettre de voiture que la nature du fulmicoton et l'emballage sont conformes aux prescriptions ci-dessus énoncées ; sa signature doit être dûment certifiée ;

4° Le fulmicoton ne peut être transporté avec d'autres marchandises, dans un même wagon, que si celles-ci ne sont pas facilement inflammables ;

5° La réunion dans le même wagon de cartouches pour armes à feu, pièces d'artifice, mèches ou amorces explosives et de fulmicoton, est interdite ;

6° Les wagons découverts employés au transport du fulmicoton doivent être bâchés.

XL

Le fulmicoton sous forme d'ouate et le fulmicoton (coton nitré) pour collodion sont acceptés au transport dans des récipients parfaitement étanches, solidement emballés dans de fortes caisses en bois, à la condition qu'ils contiennent au moins 33 0/0 d'eau.

La lettre de voiture doit contenir une déclaration revêtue de la signature de l'expéditeur et de celle d'un chimiste connu du chemin de fer, attestant que la nature de la marchandise et l'emballage sont conformes aux prescriptions ci-dessus énoncées. Les signatures doivent être dûment certifiées.

XLI

Les bonbons dits bonbons fulminants sont admis au transport à la condition qu'ils soient renfermés par nombre de 6 à 12 dans des cartons et que ces cartons soient emballés dans des caisses en bois.

XLII

Les feux de Bengale préparés à la laque (feux de Bengale de salon) sans amorces, les papiers nitrés, bougies fulminantes, lances fulminantes, allumettes munies d'un feu de Bengale et autres objets analogues doivent être emballés dans des récipients en forte tôle ou en bois solidement assemblé, dont le volume ne devra pas dépasser 1,2 mètre cube. L'emballage doit être fait solidement et de telle sorte que les récipients ne contiennent pas d'espaces vides. Les caisses doivent porter une inscription indiquant leur contenu.

XLIII

Les pois fulminants sont admis aux conditions suivantes :

1^o Ils doivent être emballés, par nombre de 1,000 pièces au plus, dans des boîtes de carton garnies de sciure de bois et enveloppées elles-mêmes dans du papier. Ces pois fulminants ne doivent pas contenir, en totalité, plus de 0,5 gramme de fulminate d'argent ;

2^o Les boîtes doivent être placées dans des récipients en forte tôle ou de solides caisses en bois, d'un volume de 0,5 mètre cube au plus ; un espace vide de 30 millimètres au moins doit exister entre les parois de la caisse et son contenu. Cet espace vide doit être rempli de sciure de bois, de paille, d'étoupe, ou de toute autre matière analogue, de telle sorte que, même en cas de secousses, aucun mouvement de déplacement des paquets ne puisse se produire ; ces paquets ne peuvent être emballés avec d'autres objets ;

3^o Les récipients et caisses doivent porter d'une manière apparente l'indication du contenu, le nom de l'expéditeur et celui de la fabrique ;

4^o Chaque envoi doit être accompagné d'une déclaration revêtue de la signature du fabricant et de celle d'un chimiste connu du chemin de fer, attestant que les prescriptions énumérées ci-dessus aux chiffres 1 à 3 ont été observées.

XLIV

Les gaz liquéfiés (acide carbonique, protoxyde d'azote, ammoniaque, chlore, acide sulfureux anhydre et phosgène (oxychlorure de carbone, ne sont admis au transport qu'aux conditions suivantes :

1^o Ces produits doivent être renfermés dans des récipients de fer forgé, de fer fondu ou d'acier fondu ; toutefois le phosgène peut aussi être renfermé dans des récipients en cuivre. Ces récipients doivent :

a. Avoir supporté à l'épreuve officielle une pression dont la valeur est indiquée ci-après au chiffre 2, sans avoir subi une déformation persistante ou des fissures. Cette épreuve doit être renouvelée tous les trois ans pour les récipients destinés au transport de l'acide carbonique, du protoxyde d'azote et de l'ammoniaque et tous les ans pour ceux qui servent au transport du chlore, de l'acide sulfureux et du phosgène ;

b. Porter une marque officielle, placée solidement à un endroit bien appa-

rent, indiquant le poids du récipient vide (y compris la soupape avec la chape ou le bouchon), la charge en kilogrammes qu'il peut contenir aux termes des prescriptions du chiffre 2, ainsi que la date de la dernière épreuve;

c. Etre munis de soupapes protégées par des chapes du même métal que les récipients et vissées aux récipients.

Les récipients de cuivre pour le transport du phosgène peuvent être pourvus de chape en fer forgé.

Les récipients doivent être pourvus d'une garniture extérieure qui les empêche de rouler.

Les récipients destinés au transport du phosgène peuvent être fermés aussi au moyen de bouchons à pas de vis sans chape, au lieu de soupapes. Ces bouchons doivent fermer le récipient de telle sorte que l'odeur du contenu ne puisse se faire sentir.

Si les récipients sont emballés solidement dans des caisses, il n'est pas nécessaire de protéger les soupapes par des chapes, ni de pourvoir les récipients d'une garniture extérieure qui les empêche de rouler.

2^o La pression intérieure à faire supporter par les récipients à chaque épreuve et le maximum de charge admissible sont fixés ainsi qu'il suit :

a. Pour l'acide carbonique et le protoxyde d'azote : à 250 atmosphères et 1 kilog. de liquide par 1,34 litre de capacité du récipient. Par exemple, un récipient de la capacité de 13,40 litres ne peut contenir plus de 10 kilog. d'acide carbonique ou de protoxyde d'azote liquides;

b. Pour l'ammoniaque, à 100 atmosphères et 1 kilog. de liquide par 1,86 litre de capacité du récipient;

c. Pour le chlore, à 50 atmosphères et 1 kilog. de liquide par 0,9 litre de capacité;

d. Pour l'acide sulfureux et le phosgène, à 30 atmosphères et 1 kilog. de liquide par 0,8 litre de capacité.

3^o Les récipients contenant des gaz liquéfiés ne peuvent être jetés, ni exposés aux rayons du soleil ou à la chaleur du feu.

4^o Le transport de ces produits ne peut avoir lieu que dans des wagons fermés ou bien dans des wagons-réservoirs spécialement aménagés à cet effet et dont le récipient doit être revêtu, le cas échéant, d'une caisse en bois.

XLV

L'oxygène, l'hydrogène et le gaz d'éclairage comprimés sont transportés aux conditions suivantes :

1^o Ces produits ne peuvent être soumis à une pression supérieure à 200 atmosphères ; ils doivent être transportés dans des cylindres d'une seule pièce en acier ou en fer forgé, d'une longueur maximum de 2 mètres et d'un diamètre intérieur maximum de 21 centimètres. Ces récipients doivent :

a. Avoir supporté à l'épreuve officielle une pression égale au double de celle des gaz qu'ils contiennent au moment de la remise au chemin de fer, sans avoir subi une déformation persistante ou des fissures. Cette épreuve doit être renouvelée tous les trois ans ;

b. Porter une marque officielle placée solidement à un endroit bien apparent, indiquant la valeur de la pression autorisée et la date de la dernière épreuve ;

c. Etre munis de soupapes qui doivent être protégées :

Si ces soupapes se trouvent dans l'intérieur du goulot, par un bouchon en métal, d'une hauteur d'au moins 25 millim., vissé dans le goulot mais n'en dépassant pas latéralement l'orifice ;

Si les soupapes se trouvent en dehors du goulot et si les récipients sont livrés au transport sans emballage, par des chapes d'acier, de fer forgé ou de fonte forgée vissées solidement au récipient ;

d. S'ils sont livrés par wagons complets sans emballage, être chargés de manière qu'ils ne puissent pas rouler. Les récipients livrés par charges partielles doivent être pourvus d'une garniture extérieure qui les empêche de rouler.

Si la remise a lieu en caisses, celles-ci doivent porter l'inscription suivante

énoncée clairement « Oxygène comprimé », ou « Hydrogène comprimé », ou « Gaz d'éclairage comprimé ».

2^e Les envois ne peuvent être remis que par des personnes possédant un manomètre réglé et en connaissant le maniement. Ces personnes doivent, chaque fois qu'elles en seront requises, adapter le manomètre au récipient, pour que l'agent qui accepte la remise puisse vérifier si la plus haute pression prescrite n'est pas dépassée. Le résultat de la vérification doit être mentionné brièvement dans la lettre de voiture par l'édit agent.

3^e Les récipients contenant des gaz comprimés ne doivent pas être jetés ni exposés aux rayons du soleil ou de la chaleur du feu.

4^e Le transport de ces produits ne peut avoir lieu que par wagons fermés. Le chargement dans des wagons découverts n'est autorisé qu'à la condition que la remise ait lieu par voitures spécialement aménagées pour le transport par terre et que ces voitures soient couvertes de bâches.

XLVI

Le chlorure de méthyle ne peut être transporté que dans des récipients en métal solides, parfaitement étanches et hermétiquement fermés, timbrés par l'autorité compétente à 12 atmosphères et chargés sur des wagons découverts. Pendant les mois d'avril à octobre inclusivement, les envois doivent être recouverts de bâches fournies par l'expéditeur, à moins que les récipients ne soient enfermés dans des caisses en bois.

XLVII

Le trichlorure de phosphore, l'oxychlorure de phosphore et le chlorure d'acétyle ne sont admis que s'ils sont présentés au transport :

1^e Dans des récipients en plomb ou en cuivre absolument étanches ou hermétiquement clos, ou 2^e dans des récipients en verre ; en ce dernier cas, les prescriptions suivantes doivent être observées :

a. L'expédition ne peut avoir lieu qu'en bouteilles de verre solide, bouchées à l'émeri. Les bouchons de verre doivent être enduits de paraffine, et, pour protéger cet enduit, le goulot des bouteilles doit être recouvert d'une enveloppe en parchemin.

b. Les bouteilles dont le contenu pèse plus de 2 kilog. doivent être placées dans des récipients en métal pourvus de poignées ; un espace vide de 30 millimètres doit exister entre les bouteilles et les parois des récipients ; les espaces vides doivent être soigneusement comblés avec de la terre d'infusoires bien séchée, de façon qu'aucun mouvement des bouteilles ne puisse se produire.

c. Les bouteilles contenant 2 kilog. au plus doivent être admises au transport dans des caisses en bois solides, pourvues de poignées et divisées intérieurement en autant de compartiments qu'il y aura de bouteilles à expédier. Chaque caisse ne peut renfermer plus de quatre bouteilles. Celles-ci doivent être placées de telle sorte qu'il subsiste un espace vide de 30 millimètres entre elles et les parois de la caisse ; cet espace vide sera soigneusement comblé avec de la terre d'infusoires bien séchée, de façon qu'aucun mouvement des bouteilles ne puisse se produire.

d. Le couvercle des récipients dont il est parlé aux lettres b et c doit porter, à côté de la mention du contenu, les signes convenus pour le transport du verre.

XI.VIII

Le pentachlorure de phosphore (superchlorure de phosphore) est soumis aux prescriptions du n° XLVII ; toutefois, l'emballage prescrit au chiffre 2^e b n'est exigé pour ce produit que lorsque les bouteilles contiennent plus de 5 kil. Pour les bouteilles de 5 kilog. et au-dessous, l'emballage indiqué au chiffre 2^e c est suffisant.

XLIX

Le bioxyde d'hydrogène doit être remis au transport dans des récipients non

hermétiquement fermés et ne peut être transporté qu'en wagons fermés ou en wagons découverts revêtus de bâches.

Si l'expédition a lieu en touries, bouteilles ou cruchons, ces récipients doivent être bien emballés et placés dans des caisses en bois ou dans des paniers solides, pourvus, les uns et les autres, de poignées.

L

Les préparations formées d'un mélange d'huile de térébenthine ou d'alcool avec de la résine, telles que les vernis à l'alcool et les siccatifs, sont soumises aux prescriptions suivantes :

1^o Lorsque ces préparations sont expédiées en touries, bouteilles ou cruchons, les récipients doivent être fermés hermétiquement et bien emballés dans des caisses ou des paniers munis les uns et les autres de poignées solides et commodes.

Si les récipients sont en métal, en bois ou en caoutchouc, ils doivent être parfaitement étanches et hermétiquement clos.

2^o Les préparations composées d'huile de térébenthine et de résine qui répandent une mauvaise odeur ne peuvent être transportées que sur des wagons découverts.

3^o Voir, en ce qui concerne l'emballage avec d'autres marchandises, le n° XXXV.

Ll

Le papier graissé ou huilé et les fuscaux faits de ce papier ne peuvent être expédiés qu'en wagons fermés ou en wagons découverts revêtus de bâches.

LII

Le fumier et les matières fécales, y compris celles qui proviennent des fosses d'aisances, ne sont admis que par wagons complets et aux conditions suivantes :

1^o Le chargement et le déchargement sont opérés par l'expéditeur et par le destinataire qui doivent, en outre, procéder au nettoyage prescrit par le règlement de l'administration.

2^o Le fumier sec non comprimé est expédié dans des wagons découverts, revêtus de bâches à fournir par l'expéditeur.

3^o Les autres matières fécales, y compris celles qui proviennent des fosses d'aisances, dans le cas où il n'existe pas d'autres moyens de transport appropriés, ne peuvent être expédiées que dans des récipients très solides, hermétiquement fermés, bien étanches et chargés sur des wagons découverts, ainsi que dans des wagons-réservoirs. Dans tous les cas, les mesures nécessaires doivent être prises pour éviter, en cours de transport et lors du chargement et du déchargement, l'échappement des matières et des liquides, ainsi que le dégagement d'odeur méphitique.

4^o Ces matières ne peuvent être chargées avec d'autres marchandises.

5^o Le chemin de fer est en droit d'exiger le paiement du prix de transport au moment de la remise à l'expédition.

6^o Les frais de désinfection éventuelle sont à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

7^o Ces transports restent d'ailleurs soumis aux prescriptions de police de chaque Etat.

LIII

Les caillettes de veau fraîches ne sont admises au transport que dans des récipients étanches et aux conditions suivantes :

1^o Elles doivent être débarrassées de tout reste d'aliments et salées de telle sorte qu'il soit employé de 15 à 20 grammes de sel de cuisine par caillette.

2^o Une couche de sel d'environ 1 centimètre d'épaisseur doit être répandue,

en outre, au fond des récipients servant d'emballage, ainsi que sur la couche supérieure des caillettes.

3^e La lettre de voiture doit contenir une déclaration de l'expéditeur spécifiant que les prescriptions des chiffres 1^o et 2^o ont été observées.

4^e Le chemin de fer peut exiger le payement du prix de transport au moment de la remise à l'expédition.

5^e Les frais de désinfection éventuelle du wagon sont à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

Disposition finale.

Par application du dernier alinéa du paragraphe 1^{er} des Dispositions réglementaires, l'admission au transport, sous certaines conditions, de marchandises exclues du transport par le 4^e dudit paragraphe, ou la concession de conditions moins rigoureuses que celles qui sont stipulées pour les marchandises admises conditionnellement au transport par l'annexe I, pourront, dans les relations de deux ou plusieurs Etats contractants, faire l'objet :

1^o Soit d'une entente entre les gouvernements des Etats intéressés ;

2^o Soit de tarifs des administrations de chemins de fer intéressés, à la condition que :

a. Les règlements intérieurs admettent le transport des objets en question ou les conditions à appliquer à ce transport ;

b. Les tarifs élaborés par les administrations de chemins de fer à ce dûment autorisées soient approuvés par toutes les autorités compétentes.

Art. 3. — Le présent arrangement sera considéré comme faisant partie intégrante de la convention internationale du 14 octobre 1890 et aura la même durée que la convention. Il sera ratifié ; les ratifications en seront échangées à Berne, dans la forme adoptée pour la convention, au plus tard le 15 décembre 1895, et il entrera en vigueur un mois après le dépôt desdites ratifications.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, le 16 juillet 1895.

Pour la France : (L. S.) Signé : Camille Barrère. —

Pour l'Allemagne : Signé : Busch. — Pour l'Autriche-Hongrie : Signé : Prince Raoul Wrede. — Pour

la Belgique : Signé : Garnier-Heldewier. — Pour l'Italie : Signé : A. Peirolier. — Pour le Luxembourg : Signé : J. Franck. — Pour les Pays-Bas : Signé : Gevers. — Pour la Russie : Signé : A. Hamburger. — Pour la Suisse : Signé : A. Lachenal.

Protocole.

Après avoir procédé à la signature de l'arrangement en date de ce jour, concernant les Dispositions réglementaires de la convention internationale du 14 octobre 1890, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont déclaré que, vu l'urgence et les intérêts importants qui sont en jeu, ils sont d'accord pour que, si quelques-uns seulement des Etats signataires ont déposé, à la date du 15 décembre 1895, leurs ratifications, l'arrangement dont il s'agit soit néanmoins mis en vigueur entre ces Etats dès le 1^{er} janvier 1896, à titre de Convention spéciale (paragraphe 1, dernier alinéa, des Dispositions réglementaires).

Le Conseil fédéral transmettra aux Etats signataires de la convention, avant le 20 décembre 1895, une copie conforme du procès-verbal de dépôt des ratifications des puissances qui auront accompli cette forma-

lité. Il demeure également chargé de notifier aux Etats signataires de la convention du 14 octobre 1890 la remise ultérieure desdites ratifications par les Etats qui en auront effectué le dépôt après le 15 décembre 1895. Les stipulations de la convention signée à la date de ce jour s'appliqueront à chacun de ces derniers Etats, un mois après la date de la notification adressée par le gouvernement suisse.

Il est, d'ailleurs, entendu que, lorsque tous les Etats signataires de la convention du 14 octobre 1890 auront ratifié l'arrangement signé à la date de ce jour, l'annexe I actuelle des Dispositions réglementaires de ladite convention demeurera définitivement annulée et sera définitivement remplacée par les dispositions insérées dans l'article 2 de l'arrangement qui fait l'objet du présent protocole.

Fait à Berne, le 16 juillet 1895, en neuf exemplaires.

Pour la France : Signé : Camille Barrère.

— Pour l'Allemagne : Busch. — Pour

l'Autriche - Hongrie : Prince Raoul

Wrede. — Pour la Belgique : Garnier

Heldewier. — Pour l'Italie : A. Peiro

leri. — Pour le Luxembourg : J. Franck.

— Pour les Pays-Bas : Gevers. — Pour

la Russie : A. Hamburger. — Pour la

Suisse : A. Lachenal.

Procès-verbal de signature.

Les soussignés, dûment autorisés, représentant les Etats signataires de la convention internationale du 14 octobre 1890, se sont réunis le 16 juillet 1895, à trois heures, au palais fédéral, en vue de procéder à la signature de l'arrangement additionnel concernant l'adjonction de stipulations complémentaires au paragraphe 1 des Dispositions réglementaires de la convention précitée et la révision de l'annexe I desdites dispositions.

Après avoir collationné les instruments diplomatiques de l'arrangement et du protocole y annexé, qui ont été préparés en nombre égal à celui des Etats contractants, et ces actes ayant été trouvés en bonne et due forme, ils y ont apposé leurs signatures et leurs cachets.

L'arrangement additionnel a été conclu et signé en langue française, selon l'usage diplomatique établi.

Un texte allemand est annexé au présent procès-verbal de signature et il est entendu que ce texte aura la même valeur que le texte français en tant qu'il s'agit de transports par chemins de fer intéressant un pays où l'allemand est employé exclusivement ou à côté d'autres langues, comme langue d'affaires.

Il est également entendu que les dispositions qui précèdent s'étendent tant à l'ensemble de la convention internationale du 14 octobre 1890 qu'aux déclarations et arrangements additionnels à cette convention.

S. Exc. M. A. des Barons de Peirolier, ministre d'Italie, exprime ensuite, au nom de son gouvernement, le vœu :

1^o Que les prescriptions communes, relatives au transport des objets précieux et des objets d'art, soient au plus tôt déterminées d'une manière complète, en indiquant les conditions d'emballage qui devront être

observées par les expéditeurs, ainsi que les limites de la responsabilité qui pourra incomber aux administrations du fait de l'acceptation de ces transports ;

2^e Que, pour les transports funèbres, des dispositions analogues soient de même établies sur la base de l'unification des lois et règlements de police en vigueur dans les Etats signataires de la convention internationale, pour ce qui concerne l'exécution de ces transports ;

3^e Que, pour faciliter l'application des prescriptions relatives aux objets admis au transport sous certaines conditions, il soit institué une commission permanente de spécialistes conformément à ce qui a été proposé par l'office central de Berne, dans son rapport au conseil fédéral du 19 avril 1893. Cette commission devrait être chargée :

a. De rédiger sous une nouvelle forme l'annexe I, de façon que toutes marchandises ayant des caractères égaux ou similaires, en raison des inconvénients ou des dangers qu'elles peuvent présenter dans la manipulation et dans le transport, soient groupées par catégories, en fixant pour chaque catégorie les conditions d'emballage et autres ;

b. De ranger, au fur et à mesure des besoins, les matières non encore dénommées dans celles des catégories dont les conditions de transport leur sont applicables.

Sur la proposition de M. le directeur de l'office central, qui assiste à la séance, les soussignés donnent acte de cette déclaration à M. Peirolier et décident de la renvoyer à l'examen de l'office central, conformément à l'article 57, 4^e, de la convention du 14 octobre 1890, pour qu'il y soit donné les suites qu'elle comporte.

Fait à Berne, le 16 juillet 1895, en neuf exemplaires.

Pour la France : Signé : Camille Barrère. —

Pour l'Allemagne : Busch — Pour l'Autriche-

Hongrie : Prince Raoul Wrede. — Pour la

Belgique : Garnier-Heldewier. — Pour l'Ita-

lie : A. Peirolier. — Pour le Luxembourg : J.

Franck. — Pour les Pays Bas : Gevers. —

Pour la Russie : A. Hamburger. — Pour la

Suisse : A. Lachenal.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES.

ETATS-UNIS. — GRANDE-BRETAGNE

Correspondance relative à la question de délimitation de la frontière entre le Vénézuela et la colonie de la Guyane française.

(Suite) (1).

Le marquis de Salisbury à sir J. Pauncefote.

Foreign-Office, le 26 novembre 1895.

Monsieur,

Le 7 août, j'ai transmis à lord Gough une copie de la dépêche de M. Olney que M. Bayard m'a remise ce jour-là et dont il m'a lu quelques passages. Je l'ai informé, en même temps, qu'il ne pouvait y être répondu avant qu'elle eût été examinée avec attention par les jurisconsultes de la Couronne. J'ai, par suite, ajourné ma réponse jusqu'à l'expiration des vacances.

Je ne m'occuperai pas, à présent, des parties de la dépêche qui ont exclusivement rapport au différend qui existe, depuis quelque temps, entre la République du Vénézuela et le Gouvernement de Sa Majesté relativement à la frontière qui sépare leurs possessions. J'ai une opinion très différente de celle de M. Olney au sujet des diverses matières qu'il traite dans cette partie de sa dépêche, mais je veux, pour le moment, ajourner toute observation à ce sujet, attendu qu'il s'agit de matières qui ne sont pas, en elles-mêmes, de première importance et qui n'intéressent pas, directement, les relations entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

La dernière partie de la dépêche, laissant de côté la question de frontière du Vénézuela, développe des principes d'une plus grande portée et énonce des doctrines de droit international qui sont d'un intérêt considérable pour toutes les nations dont les possessions comprennent une partie de l'hémisphère occidental.

Les arguments que formule M. Olney, dans cette partie de sa dépêche, sont présentés par lui comme une conséquence des maximes politiques qui sont bien connues, dans la controverse américaine, sous le nom de

(1) V. plus haut, p. 169 et suiv.

doctrine de Monroe. Autant que je puis le savoir, cette doctrine n'avait encore jamais été émise par les Etats-Unis dans une communication écrite au Gouvernement d'une autre nation ; mais elle a été généralement adoptée et considérée comme vraie par un grand nombre d'écrivains et de politiciens éminents des Etats-Unis. Elle passe pour avoir largement influé sur le Gouvernement de ce pays dans la conduite de ses affaires étrangères, bien que M. Clayton, qui était secrétaire d'Etat sous le président Taylor, ait affirmé expressément que son administration ne l'avait acceptée d'aucune manière. Pendant la période qui s'est écoulée depuis 1823, époque à laquelle le message du président Monroe a été publié, la doctrine a pris un notable développement, et l'aspect qu'elle a, aujourd'hui, entre les mains de M. Olney, diffère considérablement du caractère qu'elle présentait lorsqu'elle est sortie de la plume de son auteur. Les deux propositions, qu'en réalité, le président Monroe a énoncées, sont, premièrement : Que l'Amérique ne devait plus être considérée comme un terrain de colonisation européenne, et, deuxièmement : Que l'Europe ne devait pas essayer d'étendre son système politique à l'Amérique ou de régler les institutions politiques des communautés américaines qui avaient, récemment, proclamé leur indépendance. Les dangers contre lesquels le président Monroe jugeait utile de se précautionner n'étaient pas aussi imaginaires qu'ils pourraient le paraître aujourd'hui. La formation de la sainte Alliance ; les Congrès de Laybach et de Vérone ; l'invasion de l'Espagne par la France dans le but d'imposer au peuple espagnol une forme de Gouvernement qui semblait appelée à disparaître promptement à moins d'être soutenue par l'Etranger, étaient des événements présents à l'esprit du président Monroe quand il écrivit son célèbre message. Le système dont il parle et qu'il conseille, si résolument, d'écartier du continent américain, était le système alors adopté par quelques puissants Etats du continent d'Europe qui s'alliaient pour empêcher, par la force des armes, l'adoption, dans d'autres pays, d'institutions politiques qu'ils détestaient, et pour soutenir, au moyen de pressions étrangères, ceux qui leur convenaient. Plusieurs parties de l'Amérique du sud avaient récemment proclamé leur indépendance et cette indépendance n'avait pas été reconnue par les Gouvernements d'Espagne et de Portugal auxquels, sauf de rares exceptions, étaient nominalement soumises l'Amérique du sud et toute l'Amérique centrale. Ce n'était pas un danger imaginaire qu'il prévoyait en craignant que le même esprit qui avait dicté l'expédition française en Espagne, pût inspirer aux puissants Gouvernements de l'Europe, l'idée d'imposer, par la force de leurs armes, à des communautés sud américaines, la forme de Gouvernement et les institutions politiques qu'elles avaient rejetées. En déclarant que les Etats-Unis résisteraient à toute entreprise qui serait projetée dans ce sens, le président Monroe adoptait une politique qui obtint, à cette époque, l'entière sympathie du Gouvernement anglais.

Les dangers que craignait le président Monroe n'ont aucune relation avec l'état de choses dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui. Il n'est pas à craindre qu'une sainte Alliance impose son système à aucune partie du continent américain et il n'est pas à craindre, non plus, qu'un Etat européen regarde, comme un lieu de colonisation, une partie quelconque du continent américain. On comprend que M. Olney invoque, à l'appui de l'opinion qu'il soutient aujourd'hui, une autorité qui jouit d'une si grande popularité parmi ses concitoyens. Mais les circonstances dont le président

Monroe avait à se préoccuper et celles qui font l'objet des observations du Gouvernement américain actuel, ont très peu de ressemblance. La Grande-Bretagne n'impose aucun *système* au Vénézuéla et ne s'occupe, en aucune façon, de la nature des institutions politiques sous lesquelles le Vénézuéla préfère vivre. Mais l'Empire anglais et la République du Vénézuéla sont voisins ; ils ont différé depuis un certain temps et diffèrent encore d'avis sur la fixation de la limite qui sépare leurs possessions. C'est une contestation dans laquelle les Etats-Unis n'ont aucun intérêt réel apparent. En effet, il est difficile de voir comment elle peut matériellement affecter une communauté ou un Etat autre que ceux qui y sont primitivement intéressés, excepté, peut-être, d'autres parties des possessions de Sa Majesté, telles que la Trinidad. La contestation de frontière du Vénézuéla n'a rien à faire avec aucune des questions qu'a traitées le président Monroe. Il ne s'agit de la colonisation d'aucune partie de l'Amérique par une puissance européenne. Il ne s'agit pas d'imposer à des communautés de l'Amérique du sud un système de Gouvernement imaginé en Europe. Il s'agit, simplement, de la détermination de la frontière d'une possession anglaise qui appartenait au Trône d'Angleterre longtemps avant que la République du Vénézuéla n'existaît. Mais lors même que les intérêts du Vénézuéla seraient assez intimement liés à ceux des Etats-Unis pour donner à ces derniers un *locus standi* dans la controverse, leur gouvernement ne paraît s'être formé et, certainement, n'a exprimé aucune opinion sur les mérites du différend. Le gouvernement des Etats-Unis ne dit pas que la Grande-Bretagne ou que le Vénézuéla a le droit de son côté dans les matières en litige, mais il prétend que la doctrine du président Monroe, en s'opposant à l'établissement, par la force, de systèmes européens ou à de nouvelles colonisations, leur donne le droit de demander que, lorsqu'une puissance européenne a une contestation au sujet de sa frontière avec un Etat américain, la puissance européenne consente à soumettre cette contestation à l'arbitrage ; et M. Olney fait connaître que si le gouvernement de Sa Majesté n'accède pas à cette demande, ce refus « créera de grandes difficultés dans les « relations futures entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. »

Quelle que soit l'autorité qui s'attache à la doctrine établie par le président Monroe, il n'y a rien dans son langage qui démontre qu'il ait jamais pensé à réclamer cette nouvelle prérogative pour les Etats-Unis. Il est admis qu'il n'a pas cherché à établir un protectorat sur le Mexique ou sur les Etats de l'Amérique du sud et de l'Amérique centrale. Une telle mesure aurait imposé aux Etats-Unis le devoir de répondre de la conduite de ces Etats et, ils auraient conséquemment assumé la responsabilité du contrôle. Sa prévoyance sage l'aurait conduit à repousser énergiquement l'addition d'un si lourd fardeau aux charges qu'ont à supporter ceux qui gouvernent les Etats-Unis. Il suit, nécessairement, de là que si le gouvernement des Etats-Unis n'est pas appelé à veiller sur les actes de ces communautés, il ne doit pas, non plus, tenter de les protéger contre les conséquences des fautes dont elles peuvent se rendre coupables envers les autres nations. Si elles violent, d'une manière quelconque, les droits d'un autre Etat ou de ses sujets, on ne peut prétendre que la doctrine de Monroe leur assurera l'aide des Etats-Unis pour échapper aux réparations auxquelles elles seraient obligées en vertu des lois internationales. M. Olney repousse expressément une semblable conséquence des principes qu'il a posés. Mais la règle qu'il établit sur ces principes est que,

si un Etat américain indépendant revendique un territoire dont son voisin prétend être le possesseur et que ce voisin soit une colonie d'un Etat européen, les Etats-Unis ont le droit d'insister pour que cet Etat européen soumette à un arbitrage la demande et les droits contestés.

Je ne veux pas, à présent, discuter les mérites de ce mode de mettre fin aux différends internationaux. Il s'est montré précieux dans plusieurs circonstances, mais n'est pas exempt de défauts qui, fréquemment, en diminuent sérieusement la valeur. Il n'est pas toujours facile de trouver un arbitre qui soit compétent et qui, en même temps, soit tout à fait exempt de préventions; en outre, la tâche d'assurer l'exécution de la sentence, lorsqu'elle est rendue, n'est pas sans difficulté. C'est un mode d'arrangement dont la valeur varie beaucoup suivant la nature du différend auquel il s'applique et le caractère des parties intéressées qui y font appel. Décider, dans un cas particulier, si c'est une bonne méthode de procéder, est généralement une question délicate et difficile. Les seules parties compétentes pour résoudre cette question sont les deux parties dont les prétentions rivales sont en présence. La prétention émise par une troisième nation qui n'est pas intéressée dans le différend, d'imposer cette procédure particulière à l'une des deux autres, ne peut pas être raisonnablement justifiée et n'a aucun fondement dans le droit des gens.

Dans les remarques que je viens de faire, j'ai raisonné en admettant que la doctrine de Monroe est bonne en elle-même; mais je ne veux pas que l'on croie que j'ait de la part du gouvernement de Sa Majesté, donné une adhésion quelconque à cette doctrine. On doit toujours la citer avec respect par égard pour l'homme d'Etat distingué à qui elle est due et pour la grande nation qui l'a généralement adoptée; mais une loi internationale est fondée sur le consentement général des nations et aucun homme d'Etat, quelque éminent qu'il soit, et aucune nation, quelque puissante qu'elle soit, n'ont le pouvoir d'introduire dans le Code des lois internationales un nouveau principe qui antérieurement n'a jamais été reconnu et qui n'a jamais été accepté par le gouvernement d'aucun autre pays. Les Etats-Unis ont le droit, de même que toute autre nation, d'intervenir dans une contestation qui affecte leurs propres intérêts et il leur appartiennent de juger si ces intérêts sont atteints et dans quelle mesure ils doivent être défendus; mais leur droit n'est, en aucune manière, étendu ou restreint par le fait que le différend concerne quelque territoire qui est appelé américain. M. Olney cite le cas de la guerre récente du Chili dans lequel les Etats-Unis, se fondant sur la doctrine de Monroe, ont refusé de se joindre à la France et à l'Angleterre pour tenter de mettre fin aux hostilités. Les Etats-Unis étaient parfaitement dans leur droit en refusant, s'ils le jugeaient à propos, de se joindre à une tentative de pacification; mais le principe de M. Olney « que les questions américaines doivent être résolues par les américains » ne peut être soutenu par aucun argument tiré de la loi des nations, à supposer même qu'il puisse trouver (ce qui n'est pas) un appui dans le langage du président Monroe.

Le gouvernement des Etats-Unis n'est pas fondé à poser comme principe général s'appliquant à un certain nombre d'Etats indépendants au sujet desquels il n'assume aucune responsabilité, qu'il est nécessairement intéressé à tout ce qui peut arriver à ces Etats, uniquement parce qu'ils sont situés dans l'hémisphère occidental. Il peut bien se faire que les intérêts des Etats-Unis soient affectés par quelque événement se pro-

duisant soit au Chili, soit au Pérou, et que cette circonstance leur donne le droit d'intervenir. Mais cette éventualité peut également se produire à l'égard de la Chine et du Japon et le droit d'intervention n'est ni plus étendu ni plus certain dans un cas que dans l'autre.

Bien que le langage du président Monroe ait eu pour objet d'arriver à des fins que beaucoup d'Anglais reconnaîtraient comme utiles, il est impossible d'admettre qu'elles aient été inscrites par aucune autorité compétente dans le Code des lois internationales et le danger que cette inscription présenterait est suffisamment démontré, à la fois, par l'étrange développement que la doctrine a pris entre les mains de M. Olney et par les arguments qu'il a employés à la soutenir, dans la dépêche à laquelle je réponds. A l'appui de son opinion il avance : « Qu'on peut difficilement contester « qu'une étendue d'océan de 3,000 milles ne fasse que toute union politique permanente entre une Puissance européenne et un Etat américain « ne soit ni naturelle ni utile. »

Et plus loin : « En remontant dans notre histoire, nous voyons que, « depuis de longues années, nous sommes affranchis des maux et des « charges qu'entraînent d'immenses armées permanentes et des dépenses « que causent, nécessairement, les grands établissements militaires ; cette « exemption de charges a largement contribué à notre grandeur et à notre « richesse aussi bien qu'au bonheur de chaque citoyen. Mais si les Puissances de l'Europe étaient campées sur notre sol d'une façon permanente, « nous ne pourrions nous attendre à conserver l'heureuse situation dont « nous avons joui si longtemps. »

La signification évidente de ces mots est que l'union entre la Grande-Bretagne et le Canada; entre la Grande-Bretagne et la Jamaïque et la Trinité; entre la Grande-Bretagne et le Honduras anglais ou la Guyane anglaise n'est *ni naturelle ni utile*. Le président Monroe rejette cette conséquence de sa doctrine; mais, dans ce cas comme dans d'autres, M. Olney lui donne de l'extension. Il prétend qu'il est tellement évident qu'une Union entre un Etat européen et un Etat américain ne peut être *ni naturelle ni utile*, « qu'on peut difficilement le contester. » Le gouvernement de Sa Majesté est disposé à le nier énergiquement au nom du peuple anglais et au nom du peuple américain sujet de la Couronne. Il maintient que l'Union entre la Grande-Bretagne et ses possessions dans l'hémisphère occidental est à la fois naturelle et avantageuse. Il partage pleinement l'opinion du président Monroe qui pensait, évidemment, que tout changement dans la distribution actuelle des territoires de cet hémisphère résultant d'acquisitions nouvelles faites par un Etat européen, serait un changement des plus inopportuns; mais il n'est pas disposé à admettre que cette opinion soit revêtue de la sanction qui s'attache à un article de la loi internationale; il n'est pas disposé à admettre que les intérêts des Etats-Unis sont nécessairement engagés dans toute contestation de frontière qui peut s'élever entre deux des Etats qui possèdent des territoires dans l'hémisphère occidental et il admet encore moins le principe que les Etats-Unis aient le droit d'exiger que l'arbitrage soit appliqué à toute revendication de territoire que l'un de ces Etats peut former contre un autre.

Dans les remarques qui précédent, je n'ai discuté qu'à un point de vue général les doctrines de M. Olney en laissant de côté les considérations spéciales qui sont relatives à la contestation qui existe actuellement entre le Royaume-Uni et le Vénézuéla. Cette contestation a été certainement

rendue plus difficile par l'acte inconsidéré du gouvernement Vénézuélien qui a rompu ses relations avec le gouvernement de Sa Majesté et le règlement de l'affaire a été, par suite retardé; mais le gouvernement de Sa Majesté n'a pas perdu tout espoir de la voir prochainement terminer par un arrangement raisonnable.

Je vous prie de lire, en substance, la dépêche qui précède à M. Olney et de lui en laisser copie, s'il le désire.

Je suis, etc.

Signé : SALISBURY.

Le marquis de Salisbury à sir J. Pauncefote.

Foreign office, le 26 novembre 1895.

Monsieur,

Dans ma dépêche précédente, en date de ce jour, j'ai répondu seulement à la dernière partie de la dépêche de M. Olney, datée du 20 juillet dernier, qui traite de l'application de la doctrine de Muroe à la question de délimitation pendante entre le Vénézuéla et la colonie de la Guyane anglaise. Mais il semble désirable qu'afin de dissiper des erreurs évidentes se rapportant aux principaux faits du différend, l'exposé que M. Olney a présenté dans la première partie de sa dépêche ne soit pas laissé sans réponse. Il est d'autant plus à propos de le faire, qu'en raison de la suspension des relations diplomatiques, je n'aurais pas l'occasion de redresser ces erreurs par la voie ordinaire d'une dépêche adressée au gouvernement Vénézuélien lui-même.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a jamais évité ou refusé de discuter le sujet dont il s'agit avec le gouvernement du Vénézuéla; il a toujours prétendu que cette question était de celles qui ne concernent en rien les intérêts matériels d'un autre Etat et il s'est, conséquemment, abstenu de présenter aucun exposé détaillé du différend, soit aux Etats-Unis, soit à tout autre gouvernement étranger.

C'est, peut-être, par une conséquence naturelle de ce fait que le récit de M. Olney sur ce qui s'est passé, semble être principalement, sinon entièrement fondé sur les renseignements *ex parte* émanant du Vénézuéla et qu'il donne, dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, une appréciation erronée de plusieurs faits matériels.

M. Olney commence ses observations par les remarques suivantes : « Le différend est ancien; il a commencé dès l'époque où la Grande-Bretagne a acquis des Pays-Bas, par le traité de 1814, les établissements de Démérara, d'Esséquibo et de Berbice. Depuis ce temps, la limite entre le Vénézuéla et ces établissements (qui forment aujourd'hui la Guyane anglaise) n'a pas cessé d'être un sujet de discussion. »

Cet exposé est basé sur une erreur. Le différend relatif à la frontière n'a commencé, en fait, qu'après l'année 1840. Les titres de la Grande-Bretagne sur le territoire en litige proviennent d'abord de sa conquête et de son occupation militaire sur les établissements hollandais, en 1796. Deux fois, à cette occasion et antérieurement, à l'époque de l'occupation de ces établissements, en 1781, les autorités anglaises ont indiqué la frontière occidentale de leurs possessions comme ayant son point de départ à quelque distance de l'Orénoque au-dessous de Point-Barima, conformément aux limites revendiquées et alors possédées par les Hollandais et, depuis cette époque, cette frontière n'a pas cessé d'être réclamée par la

Grande-Bretagne. La cession définitive des établissements hollandais à l'Angleterre fut mentionnée, comme le dit M. Olney, dans le traité de 1814 et bien que le gouvernement Espagnol ait pris part aux négociations qui ont précédé ce traité, il n'a, dans aucune phase de ces négociations, élevé d'objection au sujet des frontières réclamées par la Grande-Bretagne bien qu'elles lui fussent parfaitement connues. A cette époque, le gouvernement du Vénézuéla n'avait pas encore été reconnu même par les Etats-Unis, bien que la province fût déjà en révolte contre le gouvernement Espagnol et qu'elle eût proclamé son indépendance. Aucune question de frontière ne fut soulevée contre la Grande-Bretagne ni par ce gouvernement ni par celui des Etats-Unis de Colombie avec lesquels il se confondit en 1819. Ce gouvernement reconnut, d'ailleurs, en plusieurs occasions, les obligations qu'il avait à la Grande-Bretagne pour son attitude amicale. Lorsque la République du Vénézuéla acquit, en 1830, une existence séparée, son gouvernement exprima aussi, avec chaleur, ses sentiments de gratitude et d'amitié; à cette époque, il n'existe aucun indice d'une intention d'élever des réclamations de la nature de celles qu'il a formulées pendant la seconde moitié de ce siècle.

Il est vrai, ainsi que l'indique M. Olney, que dans la Constitution vénézuélienne de 1830, l'art. 5 spécifie : Que le territoire du Vénézuéla « comprend tout ce qui, antérieurement aux changements politiques « survenus en 1810, était appelé Capitainerie générale du Vénézuéla. » Des déclarations semblables avaient été faites dans les lois fondamentales promulguées en 1819 et en 1821.

Je n'ai pas besoin de faire remarquer que des déclarations de ce genre, faites par un Etat qui vient de se constituer, ne peuvent avoir aucune force légale contre des conventions internationales antérieurement conclues par la nation dont il s'est séparé.

Les difficultés présentes n'auraient jamais existé si le gouvernement du Vénézuéla s'était contenté de ne réclamer que les territoires qu'il pouvait prouver ou raisonnablement prétendre avoir été réellement en la possession et sous la juridiction effective de la Capitainerie générale du Vénézuéla.

Il n'existe aucun document faisant autorité et émanant du gouvernement Espagnol au sujet de ces territoires, car, le décret que le gouvernement du Vénézuéla allègue avoir été rendu par le roi d'Espagne, en 1768, et qui décrit la province de la Guyane comme bornée au Sud par l'Amazone et à l'Est par l'Atlantique, ne peut certainement être regardé comme ayant ce caractère; il ne tient absolument aucun compte des établissements hollandais qui, non seulement, existaient en fait, mais qui avaient été formellement reconnus par le traité de Munster, en 1648, et s'il était actuellement considéré comme valable, il transférerait au Vénézuéla la totalité des Guyanes anglaise, hollandaise et française, ainsi qu'une énorme étendue de terrain appartenant au Brésil.

Mais les documents les plus authentiques existent au sujet des territoires contestés qui étaient autrefois occupés par les Hollandais et qui ont été acquis de ces derniers par la Grande-Bretagne. En 1739 et de nouveau, en 1769, les Etats-Généraux de Hollande adressèrent de formelles remontrances, à la Cour de Madrid, au sujet des incursions des Espagnols contre leurs postes et leurs établissements dans le bassin de Cuyuni. Dans ces remontrances, ils revendiquaient nettement, comme situées dans les limites

du territoire hollandais, toutes les branches de la rivière Esséquibo et spécialement, la rivière Cuyuni. Ils demandaient une réparation immédiate du tort fait par les Espagnols et la restitution des postes qu'on disait avoir été détruits ; ils émettaient l'avis qu'une exacte délimitation fût ordonnée entre la colonie d'Esséquibo et l'Orénoque.

Le gouvernement Espagnol ne fit jamais aucune réponse à cette demande. Il ressort, évidemment, des pièces qui sont conservées dans les archives d'Espagne et auxquelles, grâce à la courtoisie du gouvernement Espagnol, nous avons pu nous reporter, que le Conseil d'Etat ne s'est pas considéré comme ayant les moyens de la repousser et que, ni lui, ni le gouverneur de Cumana, n'étaient sérieusement disposés à soutenir les prétentions émises dans les rapports du subordonné de ce dernier, le commandant de la Guyane. Ces rapports ont été regardés par les ministres Espagnols comme insuffisants et peu satisfaisants, « ayant une tendance à montrer la « province de la Guyane sous un jour trop favorable » et, enfin, par le Conseil d'Etat comme paraissant, d'après d'autres informations, « très improbables ». Ils forment, cependant, avec la carte qui les accompagne, le témoignage sur lequel le gouvernement Vénézuélien paraît s'appuyer le plus, bien qu'on puisse remarquer que parmi les autres documents qu'il a produits, de temps à autre, ou auxquels il s'est référé dans le cours de la discussion, on trouve une bulle du pape Alexandre VI, de 1493, qui, si elle était considérée comme ayant aujourd'hui une valeur quelconque, enlèverait au gouvernement des États-Unis tout titre à une juridiction sur le continent de l'Amérique du Nord. L'argumentation du Vénézuéla est, en fait, basée sur le raisonnement suivant : attendu que l'Espagne était primitivement maîtresse de tout le continent américain, toute partie du continent que l'Espagne n'a pas, en termes formels et précis, reconnu appartenir à une autre puissance, ne peut avoir été acquis que par usurpation et, s'il est situé au Nord de l'Amazone et à l'Ouest de l'Atlantique, il doit nécessairement être la propriété du Vénézuéla qui s'est constitué l'héritier de l'Espagne dans cette région. On peut, raisonnablement, se demander si M. Olney consentirait à soumettre à l'arbitrage d'une autre puissance les prétentions que le gouvernement du Mexique, se basant sur ce raisonnement, pourrait faire valoir à la possession de vastes étendues de territoires qui, depuis longtemps, sont comprises dans la Fédération.

Les circonstances qui ont accompagné le tracé de ce qu'on appelle la ligne Schomburgk sont les suivantes :

En 1835, des fonds furent alloués par le gouvernement Anglais pour l'exploration intérieure de la colonie anglaise et lorsque M. (plus tard sir Robert) Schomburgk qui avait été désigné à cet effet, revint dans la capitale de la colonie, en juillet 1839, il appela l'attention du gouvernement sur la nécessité d'en déterminer promptement les frontières. Au mois de novembre 1840, il fut, par suite, désigné comme commissaire spécial chargé de lever le plan et de fixer provisoirement les limites de la Guyane anglaise, et la mission dont il était chargé fut notifiée aux gouvernements intéressés y compris celui du Vénézuéla.

L'intention du gouvernement de Sa Majesté était, alors, dès que l'œuvre du commissaire spécial aurait été achevée, de communiquer aux autres gouvernements, ses vues au sujet de l'exacte délimitation de la colonie anglaise et de procéder, ensuite, au règlement des détails qui auraient soulevé des objections de la part de ces gouvernements.

Il importe de faire remarquer que sir R. Schomburgk n'a découvert ni inventé aucune limite nouvelle. Il avait pris un soin particulier à se renseigner en étudiant l'historique de l'affaire. Il avait, en outre, à l'aide de ses explorations personnelles, des informations obtenues des Indiens, des indices fournis par d'anciens vestiges, comme à Barima et des traditions locales, comme sur les bords du Cuyuni, fixé les limites des possessions hollandaises et la zone dans laquelle toute trace d'influence espagnole était absente. C'est sur ces données qu'il a basé son travail.

Au début même de sa mission, il leva le plan de Point-Barima où les restes d'un fort hollandais existaient encore et y plaça, ainsi qu'à l'embouchure de l'Amacura, deux bornes frontières. A la demande instante du gouvernement Vénézuélien, ces deux bornes furent ensuite enlevées, mais il fut bien entendu que la Grande-Bretagne, en faisant cette concession, n'abandonnait en aucune manière ses droits sur ces emplacements.

En soumettant au gouvernement de Sa Majesté les cartes topographiques sur lesquelles il avait indiqué la ligne dont il proposait l'adoption, sir R. Schomburgk appela l'attention du gouvernement sur ce fait, qu'il pouvait équitablement revendiquer tout le bassin du Cuyuni et de l'Yuruari, attendu que la frontière naturelle de la colonie comprenait tous les territoires à travers lesquels coulent les rivières qui se jettent dans l'Essequibo. « En vertu de ce principe, dit-il, la ligne frontière doit partir des sources du Carumani, se continuer dans la direction des sources du Cuyuni proprement dit, se diriger de là vers ses tributaires situés plus au nord, les rivières Iruary (Yuruari) et Iruang (Yuruau) et s'approcher ainsi du centre de la Guyane Vénézuélienne. » Mais, par égard pour le Vénézuéla, il proposait que la Grande-Bretagne consentît à renoncer à ses prétentions à une frontière intérieure plus étendue en échange de la reconnaissance formelle de son droit sur Point-Barima. C'est sur ces bases qu'il a tracé la ligne frontière qui, depuis, a porté son nom.

Sans aucun doute, M. Olney a raison de dire « que, dans ces conditions, il semble impossible de regarder la ligne Schomburgk comme constituant une frontière réclamée par la Grande-Bretagne, en vertu d'un droit acquis et comme autre chose qu'une ligne établie sur de simples considérations d'opportunité ou de convenance ». La ligne Schomburgk constituait, de fait, une grande réduction de la ligne frontière revendiquée par la Grande-Bretagne comme lui appartenant de droit et en la proposant, la Grande-Bretagne était mue par le désir d'arriver promptement à un arrangement amical avec une puissance plus faible, avec laquelle elle se trouvait, en ce moment, et désirait rester, en cordiales relations.

Voici quelles ont été les phases principales des discussions, avec le gouvernement Vénézuélien, qui se produisirent ensuite.

Pendant que M. Schomburgk était occupé à son tracé, le Ministre vénézuélien, à Londres, pria le gouvernement de Sa Majesté de conclure un traité de délimitation et ou lui répondit que, s'il était nécessaire de conclure un traité de cette nature, un lever de plans était, en tous cas, le préliminaire indispensable et qu'on procédait à ce travail.

Aussitôt que le gouvernement de Sa Majesté fut en possession du rapport de M. Schomburgk, le Ministre vénézuélien fut informé que le gouvernement était en situation d'entamer les négociations et, au mois de janvier 1844, M. Fortique commença à faire connaître les prétentions de son gouvernement.

Ces prétentions, ayant pour point de départ des faits aussi anciens que la découverte par l'Espagne du continent américain et s'appuyant principalement sur des citations, d'un caractère plus ou moins vague, empruntées aux écrits de voyageurs ou de géographes, mais n'apportant aucun témoignage substantiel de la conquête effective ou de l'occupation du territoire contesté, se résumaient dans la demande de l'Esséquibo lui-même comme limite du Vénézuéla.

Lord Aberdeen, alors secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, répondit en faisant remarquer qu'il serait impossible d'arriver à un arrangement si, des deux côtés, on manifestait des prétentions d'un caractère si extrême, mais il ajoutait que le gouvernement anglais n'imiterait pas M. Fortique en formulant une réclamation qu'il ne se proposerait pas, sérieusement, de maintenir. Lord Aberdeen faisait connaître, ensuite, les concessions que, « par un égard amical pour le Vénézuéla », le gouvernement de Sa Majesté était disposé à faire et proposait une ligne allant de l'embouchure du Moroco à la jonction de la rivière Barama avec le Waini, se dirigeant de là sur le Barama jusqu'au point où cette rivière s'approche le plus de l'Acarabisi et se confondant, à partir de la source de l'Acarabisi, avec la ligne de sir R. Schomburgk.

Une condition était mise à la cession proposée, savoir : Que le gouvernement du Vénézuéla prendrait l'engagement de n'aliéner, en aucun temps, à une puissance étrangère, une portion quelconque du territoire qu'en proposait de lui céder et que les tribus indiennes qui y résidaient fussent protégées contre toute oppression.

On ne reçut jamais, du gouvernement Vénézuélien, aucune réponse à cette note et, en 1850, le gouvernement de Sa Majesté informa son chargé d'affaires à Caracas que les propositions qu'il avait faites étant restées, plus de six ans, sans être acceptées, devaient être considérées comme caduques et il l'autorisa à faire une communication, dans ce sens, au gouvernement Vénézuélien.

Le bruit ayant couru, à cette époque, au Vénézuéla, que la Grande-Bretagne avait l'intention de s'emparer de la Guyane vénézuélienne, le gouvernement Anglais désavoua formellement cette intention, mais attendu que le gouvernement du Vénézuéla permit, plus tard, la formation de projets pour l'occupation de Point-Barima et d'autres positions contestées, le chargé d'affaires anglais reçut, au mois de juin 1850, pour instruction d'appeler la sérieuse attention du Président et du gouvernement du Vénézuéla sur cette affaire et de leur déclarer que « si, d'un côté, la Grande-Bretagne n'avait aucune intention d'occuper ou d'envahir le territoire en litige, d'un autre côté, elle ne verrait pas, avec indifférence, le Vénézuéla commettre une agression contre ce territoire ».

Le gouvernement Vénézuélien répondit au mois de décembre de la même année que le Vénézuéla n'avait l'intention ni d'occuper ni d'envahir aucune partie du territoire dont la possession est contestée et que des ordres seraient donnés, aux autorités de la Guyane, de s'abstenir de tout acte contraire à cet engagement.

C'est là ce qui constitue ce qu'on a appelé « la convention de 1850 », à laquelle le gouvernement du Vénézuéla a fréquemment fait appel, mais que, dans les années suivantes, il a maintes fois violée.

Ses premiers actes, dans ce sens, ont été l'occupation de nouveaux terrains à l'Est de ses établissements antérieurs et la fondation, en 1858,

de la ville la Nueva-Providencia sur la rive droite du Yuruari, alors que tous les anciens établissements se trouvaient sur la rive gauche. Toutefois, le gouvernement Anglais, considérant que ces établissements étaient très rapprochés de terrains qu'il n'avait jamais pensé à revendiquer, considérant aussi la difficulté de régler les mouvements d'une population minière, ferma les yeux sur cette infraction à la Convention.

Le gouverneur de la colonie fut envoyé en 1857, à Caracas, pour négocier un arrangement au sujet de la délimitation ; mais il trouva l'Etat Vénézuélien dans une situation si troublée qu'il fut impossible de commencer les négociations et il revint sans avoir rien fait.

Pendant les 19 années suivantes, ainsi que le dit M. Olney, les troubles civils du Vénézuéla empêchèrent toute reprise de négociations.

En 1876, on apprit que le gouvernement Vénézuélien avait, pour la seconde fois, commis une infraction à la « convention de 1850 », en accordant l'autorisation de trafiquer et de couper du bois à Barima et dans la direction de l'Est. Plus tard, dans le courant de la même année, ce gouvernement fit, une fois de plus, une proposition pour le règlement de la question de frontière. Différents empêchements se produisirent avant que les négociations pussent être réellement commencées et ce n'est qu'en 1879 que le señor Rojas les ouvrit en réclamant de nouveau l'Esséquibo comme frontière orientale de la Guyane vénézuélienne. Il annonçait, en même temps, que son gouvernement désirait « obtenir, au moyen d'un traité, « un règlement définitif de la question et qu'il était disposé à procéder à « la détermination de la ligne séparative des deux Guyanes dans un « esprit de conciliation et de véritable amitié pour le gouvernement de « Sa Majesté ».

Eu réponse à cette communication, une note fut adressée, le 10 janvier 1880, au señor Rajas, lui rappelant que la frontière que le gouvernement de Sa Majesté réclamait comme lui appartenait en droit strict, par suite de la conquête et de concessions par traités, commençait à un point situé à l'embouchure de l'Orénoque, à l'Ouest de Point-Barima, que de là, elle se dirigeait du côté du Sud, vers les montagnes Imataca dont elle suivait la ligne au Nord-Ouest, passait de là par le haut pays de Santa-Maria, au Sud de la ville d'Upata jusqu'à la rencontre d'une rangée de collines, sur le bord oriental de la rivière Caroui, suivait ces collines, dans la direction du Sud, jusqu'à la rencontre de la grande arête du district de la Guyane, les monts Barima de la Guyane anglaise et, de là, se continuait, dans la direction du Sud jusqu'aux monts Pacaraima. D'un autre côté, les prétentions qui ont été formulées, de la part du Vénézuéla, par le général Guzman Blanco, dans son message du 20 février 1877, au Congrès national, impliqueraient la cession d'une province qui est aujourd'hui habitée par 40,000 sujets anglais et qui est restée, sans interruption, pendant deux siècles, dans la possession successive de la Hollande et de la Grande-Bretagne. En raison de la différence considérable qui existe entre ces deux prétentions, on fit remarquer au señor Rojas que pour arriver à un arrangement satisfaisant, chacune des deux parties devait se préparer à faire de grandes concessions à l'autre et on lui assura que, bien que les prétentions du Vénézuéla à la ligne de l'Esséquibo comme frontière ne pussent, en aucune manière, être acceptées, cependant le gouvernement de Sa Majesté, désireux de traiter avec le gouvernement du Vénézuéla dans un esprit de conciliation, consentirait volontiers, dans l'hypothèse où les

négociations pour le règlement de la délimitation générale seraient reprises, à céder une partie de ce qu'il considère comme lui appartenant en droit strict, si le Vénézuéla était réellement disposé à faire, de son côté, des concessions correspondantes.

Le Ministre vénézuélien répondit, au mois de février 1881, en proposant une ligne qui partait de la côte à un mille au Nord de la rivière Moroco, suivait, dans l'intérieur, certaines parallèles et certains méridiens et avait une ressemblance générale avec celle qui avait été proposée par lord Aberdeen, en 1844.

La demande du señor Rojas fut soumise au lieutenant gouverneur et à l'Attorney général de la Guyane anglaise qui se trouvaient alors en Angleterre; ils présentèrent un rapport très étudié dans lequel ils démontraient que pendant les 35 ans qui s'étaient écoulés depuis que ces concessions avaient été proposées par lord Aberdeen, les naturels et d'autres colons s'étaient établis sur le territoire, dans la persuasion qu'ils pourraient jouir des avantages du gouvernement Britannique et qu'il était impossible de consentir aux concessions qu'entraînerait l'adoption de la ligne Rojas. Toutefois, ils proposèrent une autre ligne qui impliquait des réductions considérables sur celle tracée par sir R. Schomburgk.

Cette délimitation fut proposée au gouvernement Vénézuélien, par lord Granville, au mois de septembre 1881, mais aucune réponse n'y fut faite.

Pendant que le Ministre Vénézuélien ne cessait d'annoncer que l'affaire était examinée activement, ou s'aperçut que, dans le cours de l'année précédente, le gouvernement du Vénézuéla avait donné au général Pulgar une concession qui comprenait une grande étendue du territoire en litige. C'était la troisième infraction commise par le Vénézuéla à la convention de 1850.

Au commencement de 1884, on apprit qu'une 4^{me} infraction était commise, à la convention de 1850, par le Vénézuéla qui voulait d'accorder deux concessions comprenant la totalité du territoire contesté; des tentatives d'établissement sur le territoire en litige ayant suivi ces concessions, le gouvernement anglais ne pouvait plus longtemps rester inactif.

Un avertissement fut donné au gouvernement Vénézuélien et aux concessionnaires et un magistrat anglais fut envoyé dans le district menacé afin d'affirmer les droits de l'Angleterre.

Cependant les négociations pour le règlement de la délimitation avaient continué, mais les seules réponses qu'on put obtenir du señor Guzman Blanco contenaient des propositions d'arbitrage sous différentes formes, propositions que le gouvernement de Sa Majesté était contraint de rejeter parce qu'elles entraînaient l'obligation de soumettre à l'arbitrage la prétention formulée par le Vénézuéla, en 1844, à la possession de tout le territoire situé au-dessus de la rive gauche de l'Essequibo.

L'augmentation du nombre des établissements fondés par des sujets anglais rendant une décision quelconque absolument nécessaire et le gouvernement Vénézuélien se refusant à tout arrangement raisonnable, le gouvernement de Sa Majesté se décida à ne plus renouveler des offres de concessions auxquelles il n'avait été répondu par aucune offre correspondante, et à affirmer ses droits incontestables au territoire délimité par la ligne Schomburgk, tout en consentant à réserver, pour être soumise à de nouvelles négociations et même à l'arbitrage, la question relative aux terres inoccupées situées entre la ligne précitée et ce qu'il considère comme la frontière

légale, ainsi que cela est indiqué dans la Note adressée au senor Rojas, le 10 janvier 1880.

L'exécution de cette décision fut différée pendant quelque temps en raison du retour, à Londres, du senor Guzman Blanco et du désir de lord Rosebery, alors secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, de mettre un terme à tous les differends existant entre les deux gouvernements. M. Olney se trompe en supposant qu'en 1886 « une adhésion ait été donnée à un Traité contenant une clause générale d'arbitrage en vertu de laquelle les parties devaient soumettre le différend relatif à la frontière à une troisième puissance ou à plusieurs puissances amies des deux parties ». Il est vrai que le général Guzman Blanco avait proposé que le traité de commerce projeté entre les deux parties contint une clause de cette nature, mais elle avait rapport seulement aux contestations à venir. Le gouvernement de Sa Majesté a toujours insisté pour que la question de délimitation fût discutée séparément et il a considéré que son règlement était le préliminaire obligé d'autres arrangements. Les propositions faites, au mois de juillet 1886, par lord Rosebery, étaient : « Que les deux gouvernements se mettent d'accord pour que le territoire situé entre les lignes frontières respectivement proposées dans le 8^e paragraphe de la note du senor Rojas, en date du 21 février 1881 et dans la note de lord Granville, en date du 15 septembre 1881, fût considéré comme le territoire en litige entre les deux pays et qu'une ligne frontière, dans les limites de ce territoire, fût tracée soit par un arbitre, soit par une Commission mixte, sur la base d'un partage égal des terres, en tenant compte des frontières naturelles. »

Le senor Guzman Blanco répondit en rejetant la proposition et en répétant que l'arbitrage sur la totalité des prétentions du Vénézuéla était la seule solution qu'il pouvait suggérer. Cette prétention est à peine moins exorbitante que serait le refus par la Grande-Bretagne de consentir à un arbitrage au sujet de la frontière de la Colombie anglaise et d'Alaska, à moins que les Etats-Unis ne consentissent à mettre en question la moitié de tout ce dernier territoire. Peu de temps après, Guzman Blanco quitta l'Angleterre et comme tout espoir d'arriver à une entente au moyen de pourparlers ultérieurs paraissait devoir être abandonné, la ligne Schomburgk fut déclarée, au mois d'octobre 1886, la ligne frontière irréductible de la colonie. On doit considérer qu'en prenant cette détermination, le gouvernement de Sa Majesté ne réclamait rien qui approchait de ses revendications extrêmes et qu'il se tenait dans les limites des propositions qui, dès 1840, avaient été présentées comme une concession inspirée par un sentiment de bienveillance et d'amitié.

Lorsque le senor Guzman Blanco, après son retour au Vénézuéla, fit connaître son intention de construire un phare à Point-Barima, le gouvernement anglais lui répondit qu'il était tout disposé à lui donner son autorisation s'il consentait à reconnaître, formellement et par écrit, que la construction dont il s'agit ne préjudicierait en rien aux droits de la Grande-Bretagne sur cet emplacement.

Dans l'intervalle, le Gouvernement Vénézuélien avait envoyé des commissaires dans la partie du territoire située à l'Est de la ligne Schomburgk et, à leur retour, deux notes furent adressées au Ministre anglais, à Caracas, datées respectivement des 26 et 31 janvier 1888, demandant l'évacuation de

tout le territoire occupé par la Grande-Bretagne depuis l'embouchure de l'Orénoque jusqu'à la rivière de Pomeroon, ajoutant que si l'évacuation n'était pas terminée le 20 février et si elle n'était pas accompagnée d'une acceptation d'arbitrage comme moyen de résoudre les questions pendantes au sujet de la frontière, les relations diplomatiques seraient rompues. Comme conséquence de cette décision, le représentant de l'Angleterre, à Caracas, reçut ses passeports et le 21 février 1887, le gouvernement Vénézuélien déclara les relations suspendues.

Au mois de décembre de la même année, comme mesure de précaution et afin que les prétentions de la Grande-Bretagne relativement à la ligne Schomburgk, ne pussent être considérées comme abandonnées, un avis du gouverneur de la Guyane anglaise fit connaître que ces prétentions étaient formellement réservées. Les autorités anglaises n'ont, en aucun temps, essayé d'exercer une juridiction au delà de la ligne Schomburgk et elles ne se sont pas immiscées dans les actes des Vénézuéliens concernant le territoire situé au delà de cette ligne, bien que le règlement de la contestation étant en suspens, la Grande-Bretagne ne puisse reconnaître ces actes comme valables ni comme conférant un droit légitime.

La question en est restée à ce point jusqu'à présent. Les bases sur lesquelles le gouvernement de Sa Majesté est disposé à entrer en arrangement ont été clairement indiquées aux plénipotentiaires vénézuéliens qui furent successivement envoyés à Londres en 1890, en 1891 et en 1893, dans le but de négocier une reprise des relations diplomatiques, mais comme, à chacune de ces époques, la seule solution que le Vénézuéla se déclarait prêt à accepter, aurait entraîné la soumission, à l'arbitrage, des prétentions du Vénézuéla à la possession d'une vaste étendue de la colonie anglaise, aucun progrès n'a été fait dans la voie de l'arrangement.

On peut voir, d'après l'exposé qui précède, que le gouvernement de la Grande-Bretagne avait, dès le début, les mêmes vues sur l'étendue du territoire qu'elle est fondée à réclamer comme lui appartenant de droit. Ce territoire comprend la ligne des côtes jusqu'à la rivière Amacura et tout le bassin de la rivière Esequibo et de ses tributaires. Le gouvernement a toujours été disposé à renoncer à une partie de ses prétentions à cet égard ; quant au surplus du territoire, il a toujours été et continue à être prêt à soumettre la validité de ses titres à l'arbitrage. En ce qui concerne la partie qui se trouve dans les limites de la ligne Schomburgk, il ne considère pas que les droits de la Grande-Bretagne puissent être mis en question. Même dans les limites de cette ligne, il a, en différentes occasions, offert au Vénézuéla des concessions considérables, par esprit d'amitié et de conciliation, et dans le but d'assurer un règlement amical de la contestation. Si, à mesure que le temps s'écoulait, les concessions offertes ont diminué d'étendue et si, aujourd'hui, elles sont retirées, cette détermination est la conséquence nécessaire du développement progressif qu'ont pris, dans la région, les établissements anglais que le gouvernement de Sa Majesté ne peut, par égard pour les habitants, offrir de céder à un gouvernement étranger : le bien fondé du retrait de ces propositions est amplement démontré par le résultat des recherches faites dans les archives nationales de la Hollande et de l'Angleterre qui apporte à l'appui des prétentions anglais des preuves nouvelles des plus convaincantes.

Les différences entre les lignes frontières assigntées à la colonie anglaise, qui existent sur diverses cartes publiées en Angleterre et regardées, à tort,

comme établies sur des renseignements officiels, trouvent aisément leur application dans les circonstances que j'ai mentionnées. Le gouvernement de Sa Majesté ne peut, d'ailleurs, être responsable de publications faites sans son approbation.

Bien que les négociations qui ont eu lieu en 1890, en 1891 et en 1893, n'aient conduit à aucun résultat, le gouvernement de Sa Majesté n'a pas abandonné l'espoir qu'elles puissent être reprises avec plus de succès et que, lorsque la situation politique intérieure du Vénézuéla aura des bases plus durables que celles qu'elle semblait avoir récemment, son gouvernement ne soit en mesure d'adopter, au sujet de la question dont il s'agit, une ligne de conduite plus modérée et plus conciliante que ses prédécesseurs. Le gouvernement de Sa Majesté désire sincèrement rester en relations amicales avec le Vénézuéla et n'a, certainement, aucun désir de s'emparer d'un territoire qui ne lui appartient pas, ou d'étendre, par la force, sa domination sur une partie quelconque de la population.

Il a, au contraire, maintes fois fait connaître qu'il était prêt à soumettre à l'arbitrage les prétentions opposées de la Grande-Bretagne et du Vénézuéla à la possession de vastes étendues de terrains qui, en raison de leur nature aurifère, passent pour avoir une valeur presque inestimable. Mais il ne peut consentir à accueillir ou à soumettre à l'arbitrage d'une autre puissance ou de juristes étrangers, quelque éminents qu'ils soient, des réclamations basées sur les prétentions extravagantes formulées, dans le siècle dernier, par des fonctionnaires espagnols et qui auraient pour résultat de faire passer un grand nombre de sujets anglais qui, pendant de longues années, ont joui du gouvernement stable d'une colonie anglaise, sous la domination d'une nation différente de race et de langage, dont le système politique est sujet à des troubles fréquents, dont les institutions, ainsi que cela a été trop souvent démontré, sont impuissantes à protéger la vie et les biens des habitants ; aucun litige de ce genre n'a jamais été compris dans les questions que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont consenti à soumettre à l'arbitrage et le gouvernement de Sa Majesté est convaincu que, dans de semblables circonstances, le gouvernement des Etats-Unis refuserait, avec la même fermeté, d'accueillir les propositions de cette nature.

Votre Excellence est autorisée à faire connaître, en substance, cette dépêche à M. Olney et à lui en laisser copie, s'il le désire.

Je suis, etc.

Signé : SALISBURY.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Rapport au garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'application de la loi relative à la nationalité (1).

Monsieur le garde des sceaux,

J'ai l'honneur de vous rendre compte des résultats de l'application, pendant l'année 1894, des dispositions du code civil relatives à la nationalité. Mon prédécesseur a fait le commentaire des lois du 26 juin 1889 et du 22 juillet 1893 qui ont profondément modifié cette partie de notre législation. Le sujet est épuisé. Mon travail ne peut donc avoir pour objet que de vous présenter les divers éléments de la statistique qui a été dressée par le Bureau du sceau. Je m'attacherai à suivre l'ordre adopté dans les rapports qui vous ont été précédemment soumis. Cette méthode a l'avantage de rendre plus faciles les comparaisons et de faire mieux ressortir les variations qui se produisent d'une année à l'autre.

I. — NATURALISATIONS FRANÇAISES. ADMISSIONS A DOMICILE.

A. *Naturalisations.* — Les naturalisations, peu nombreuses avant la loi du 26 juin 1889, se sont élevées à 5.984 en 1890, 5.371 en 1891, 4.537 en 1892 et 4.212 en 1893. On revient en 1894 au chiffre de 5.759, qui approche de très près celui obtenu en 1890.

Les étrangers ainsi devenus Français comprenaient 4.402 hommes, soit 76 0/0, et 1.357 femmes, soit 23 0/0. La proportion était la même en 1893.

Sur les 4.402 hommes naturalisés, 4.017, 91 0/0, résidaient en France depuis plus de dix ans, et 385, 9 0/0, depuis moins de dix ans ; 1.537, 30 0/0, étaient nés en France, et 3.045, 70 0/0, à l'étranger.

1.005 d'entre eux ont obtenu leur naturalisation en vertu de l'article 8, paragraphe 5, n° 1, du code civil, après trois années de domicile autorisé en France.

3.228 ont été naturalisés en vertu de l'article 8, paragraphe 5, n° 2, en justifiant d'une résidence non interrompue pendant dix années.

6 ont été admis à invoquer la disposition de l'article 8, paragraphe 5, n° 3, qui permet la naturalisation, après une année de domicile autorisé, des étrangers qui ont rendu des services importants à la France ou qui

(1) *Journal officiel* du 9 janvier 1896.

y ont apporté des talents distingués ou introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou qui ont créé des établissements industriels ou des exploitations agricoles, ou, enfin, qui ont été attachés à un titre quelconque au service militaire dans les colonies ou les protectorats français.

Les étrangers qui ont épousé une française jouissent de la même faveur en vertu de l'article 8, paragraphe 5, n° 4 ; 69 en ont profité en 1894.

82 ont obtenu la qualité de français sans condition de stage, par application de l'article 12, paragraphe 2, qui crée une situation privilégiée à la femme et aux enfants majeurs de l'étranger qui se fait naturaliser.

6 descendants des familles qui se sont expatriées lors de la révocation de l'édit de Nantes ont été naturalisés en vertu de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889.

Les hommes naturalisés, au nombre de 4,402, se répartissent ainsi qu'il suit au point de vue de l'âge, de l'état civil, de la profession et de la nationalité d'origine.

Age.

Moins de 25 ans : 197 ; environ 4 0/0.
 De 25 à 30 ans : 500 ; environ 11 0/0.
 De 30 à 35 ans : 900 ; environ 20 0/0.
 De 35 à 40 ans : 934 ; environ 21 0/0.
 Plus de 40 ans : 1,871 ; environ 43 0/0.

La proportion des étrangers ayant demandé la naturalisation après l'âge où cesse l'obligation du service militaire dans l'armée active et dans la réserve est encore plus forte qu'en 1893.

Etat-civil.

Mariés à des françaises : 2,304 ; environ 52 0/0.
 Mariés à des étrangères : 922 ; environ 21 0/0.
 Veufs ou divorcés : 130 ; environ 3 0/0.
 Célibataires : 1,046 ; environ 24 0/0.

La proportion des étrangers mariés à des femmes françaises, qui s'était abaissée, en 1893, à 47 0/0, tandis qu'elle avait été de 55 0/0 en 1892, tend à se rapprocher de ce dernier chiffre.

Professions.

Propriétaires et rentiers, 46 ; environ 1 0/0.
 Professions libérales, 161 ; environ 4 0/0.
 Industriels et commerçants, 340 ; environ 7 0/0.
 Employés de commerce ou d'administration, 367 ; environ 8 0/0.
 Ouvriers dans la petite industrie, 2,165 ; environ 49 0/0.
 Ouvriers dans les usines, chantiers, mines, 334 ; environ 7 0/0.
 Travailleurs agricoles, 130 ; environ 8 0/0.
 Marins pêcheurs, 104 ; environ 2 0/0.
 Journaliers, 685 ; environ 15 0/0.
 Sans profession ou divers, 80 ; environ 2 0/0.

Nationalité d'origine.

Alsaciens-Lorrains, 948 ; environ 22 0/0.

Italiens, 1,553 ; environ 35 0/0.
 Allemands, 288 ; environ 7 0/0.
 Belges, 896 ; environ 20 0/0.
 Luxembourgeois, 173 ; environ 4 0/0.
 Suisses, 166 ; environ 4 0/0.
 Espagnols, 66 ; environ 1 0/0.
 Autrichiens-Hongrois, 81 ; environ 2 0/0.
 Russes et Polonais, 102 ; environ 2 0/0.
 Divers, 129 ; environ 3 0/0.

Enfants. — Le nombre des enfants des étrangers naturalisés s'est élevé à 6,255 en 1894, au lieu de 5,014 en 1893. 602 étaient majeurs et 5,653 encore en état de minorité.

Sur les 602 majeurs, 445 avaient déjà la qualité de français, soit en vertu d'un décret de naturalisation, soit parce qu'ils étaient nés en France de parents dont l'un était lui-même né sur notre territoire ; 53 ont obtenu la naturalisation en même temps que le chef de famille (art. 12, § 2, du code civil) ; 104 sont restés étrangers.

Sur les 5,653 mineurs, 1,651 étaient déjà français sans faculté de répudiation par le fait de leur naissance en France d'un père qui lui-même y était né (art. 8, § 3) ; 3,450 sont devenus irrévocablement français, parce que leurs représentants ont pu renoncer d'avance pour eux à la faculté que la loi leur laissait de réclamer la qualité d'étrangers dans l'année qui suivra leur majorité (art. 8, § 4 ; 9, § 1^o ; 12, § 3 du code civil) ; 552 ont été compris aux décrets qui naturalisaient leurs parents, mais ils ont conservé la faculté de décliner notre nationalité pendant une année à partir de leur majorité (art. 12, § 3, du code civil).

Admission à domicile. — Pendant l'année 1894, le Gouvernement a autorisé 833 étrangers à fixer leur domicile en France. Ce chiffre est plus élevé que ceux des années 1892 (714) en 1893 (729).

II. — NATURALISATIONS EN ALGÉRIE ET AUX COLONIES.

Algérie. — Le nombre des naturalisations s'est élevé en Algérie à 1,385 dont 987 dans l'élément civil et 398 dans l'élément militaire. Ce chiffre est sensiblement supérieur à celui constaté en 1893, qui était de 1,247.

Les naturalisations accordées à des personnes faisant partie de la population civile s'appliquent à 682 hommes et 305 femmes.

Sur les 682 hommes naturalisés, 231 étaient nés en Algérie et 532 y étaient domiciliés depuis plus de dix ans.

La statistique donne, en ce qui les concerne, les renseignements ci-après :

Age.

Moins de 25 ans.....	41
De 25 à 30 ans.....	122
De 30 à 35 ans.....	158
De 35 à 40 ans.....	137
Plus de 40 ans.....	224

Etat civil.

Mariés à des françaises.....	95
Mariés à des étrangères.....	306

Veufs ou divorcés	20
Célibataires	261

Professions.

Agriculteurs, commerçants, industriels	451
Pêcheurs	167
Exerçant des professions libérales	12
Propriétaires et rentiers	22
Divers	30

Nationalité d'origine.

Alsaciens-Lorrains	11
Italiens	311
Allemands	11
Belges	1
Suisses	16
Espagnols	155
Maltais	78
Marocains	40
Tunisien	1
Indigènes algériens	46
Divers	12

Les familles des naturalisés comprenaient 780 enfants dont 40 majeurs et 740 encore mineurs.

Sur les 40 majeurs, 22 étaient déjà français ; 8 le sont devenus en même temps que leurs parents ; 10 sont restés étrangers.

En ce qui concerne les mineurs, 292 étaient français de droit ; 296 ont acquis la nationalité française d'une façon irrévocable en vertu de déclarations faites en leur nom ; 152, compris aux décrets qui naturalisent leurs parents, ont conservé la faculté de répudier pendant une année à partir de leur majorité.

Les naturalisés militaires, moins nombreux qu'en 1893, 398 au lieu de 411, comprennent 192 individus âgés de moins de 25 ans ; 143 ayant de 25 à 30 ans et 63 au-dessus de 30 ans.

Guadeloupe. — La naturalisation y a été accordée à un Italien et à un Maltais.

Martinique. — Un Autrichien et deux Anglais se sont fait naturaliser dans cette colonie.

La Réunion. — Le nombre des étrangers naturalisés s'est élevé à 8 ; 1 Italien, 1 Anglais et 6 Chinois.

Cochinchine. — Cette colonie a fourni 10 naturalisations accordées à 2 Alsaciens-Lorrains, 1 Italien, 1 Allemand, 1 Suisse, 1 Luxembourgeois, 1 Espagnol, 1 Polonais, 1 Américain et 1 indigène.

Nouvelle-Calédonie. — On constate deux naturalisations obtenues par 1 Alsacien-Lorrain et 1 Anglais.

III. — NATURALISATIONS DANS LES PAYS DE PROTECTORAT.

Tunisie. — Le nombre des naturalisations tunisiennes a été de 51 en 1894. C'est le chiffre le plus élevé que l'on ait constaté depuis plusieurs années. Le classement par nationalité d'origine donne : 9 Alsaciens-

Lorrains, 33 Italiens, 2 Suisses, 2 Espagnols, 2 Maltais, 1 Turc, 1 Soudanais et 1 indigène.

Tonkin et Annam. — On y relève 35 naturalisations, savoir : 3 Suisses, 1 Espagnol, 1 Portugais et 30 indigènes. Il y avait eu, en 1893, 45 naturalisations.

IV. — DÉCLARATIONS DE NATIONALITÉ.

Répudiations. — Les déclarations qui ont pour objet de décliner la qualité de Français se sont élevées, en 1894, à 693, au lieu de 415 en 1893.

Ces déclarations doivent toujours être souscrites dans l'année qui suit la majorité. Elles peuvent l'être :

1^o Par l'individu né en France d'une mère qui, elle-même, y est née (art. 8, § 3. du code civil) ;

2^o Par celui qui, né en France d'un étranger né à l'étranger, est domicilié en France à l'époque de sa majorité (art. 8, § 4. du code civil) ;

3^o Par celui qui était en état de minorité lorsque son père ou sa mère survivant ont acquis la qualité de Français (art. 12, § 3. du code civil) ;

4^o Et aussi par celui dont le père ou la mère, autrefois Français, ont obtenu pendant sa minorité leur réintégration dans la qualité de Français (art. 18 du code civil).

Il y a eu 152 répudiations du chef de personnes visées sous le n° 1 ci-dessus et 318 du chef de celles comprises dans les trois dernières classes.

Il faut ajouter à ces chiffres 283 déclarations reçues en vertu de la disposition transitoire introduite dans l'article 2 de la loi du 22 juillet 1893. L'individu né en France de parents dont l'un y est lui-même né est, depuis la loi du 26 juin 1889, irrévocablement Français, lorsque c'est son père qui est né en France. Après lui avoir reconnu le droit de décliner notre nationalité lorsque celui de ses parents né en France est sa mère, la jurisprudence avait fini par sanctionner la doctrine contrarie ; elle décidait que, même dans ce cas, l'enfant né Français ne pouvait pas réclamer la qualité d'étranger. La loi du 22 juillet 1893 a eu, notamment, pour objet de rendre cette faculté à l'intéressé en l'autorisant à souscrire une déclaration dans l'année qui suit sa majorité. L'article 2 a réglé la situation de ceux qui avaient déjà atteint leur majorité à l'époque où le texte nouveau a été promulgué. Il leur a laissé pour prendre parti, un délai d'une année à partir de la promulgation. Ce délai a pris fin le 22 juillet 1894.

Acquisitions. — En 1894, la chancellerie a enregistré 3.918 déclarations faites en vue d'acquérir la qualité de Français. Ce chiffre est supérieur à tous ceux constatés jusqu'à ce jour. Pendant l'année 1890, qui avait fourni le contingent le plus élevé, on avait compté 3.131 déclarations.

Celles véritablement acquisitives, par lesquelles des individus, jusqu'à l'étrangers, réclament la qualité de Français, ont atteint le chiffre de 2.061. Elles se répartissent en : déclarations faites en vertu de l'article 9, paragraphes 1 et 10, 794. et déclarations faites en vertu de l'article 10, 1.267.

Les autres déclarations ont pour objet non de faire acquérir aux décla-

rants la qualité de Français, mais de la consolider, en quelque sorte, dans leur personne. Ceux qui les souscrivent, ou au nom desquels elles sont souscrites lorsqu'ils sont mineurs, sont déjà Français ou bien vont le devenir par l'effet de la naturalisation ou de la réintégration de leurs parents. Ils renoncent à exercer la faculté que la loi leur réserve de réclamer la qualité d'étranger pendant une année à partir de leur majorité.

Ces déclarations se sont élevées, en 1894, au nombre de 1,857 et se répartissent ainsi qu'il suit :

Renonciation à la faculté de répudier dans le cas prévu :

Par l'article 8, paragraphe 3, du code civil, 1,420 ;

Par l'article 2 de la loi du 22 juillet 1893, 236 ;

Par l'article 12, paragraphe 3, du code civil, 66 ;

Par l'article 18 du code civil, 135.

Les déclarations, soit pour acquérir, soit pour renoncer à la faculté de répudier, ont été souscrites par 1,345 majeurs et au nom de 6,713 enfants mineurs. A ce dernier chiffre il convient d'ajouter 376 mineurs qui sont devenus Français comme conséquence de la déclaration faite pour lui-même par le père de famille.

Au point de vue de la nationalité d'origine, les majeurs comprennent : 272 Alsaciens-Lorrains, 72 Italiens, 60 Allemands, 791 Belges, 41 Luxembourgeois, 54 Suisses, 23 Espagnols, 7 Autrichiens-Hongrois, 4 Russes, 21 personnes appartenant à diverses nationalités. Les mineurs comprennent : 694 Alsaciens-Lorrains, 2,464 Italiens, 319 Allemands, 2,388 Belges, 223 Luxembourgeois, 214 Suisses, 265 Espagnols, 103 Autrichiens-Hongrois, 158 Russes, 241 appartenant à diverses nationalités.

Refus d'enregistrement pour cause d'indignité. — Usant du droit que lui confère l'article 9, paragraphes 4, 5 et 6 du code civil, le Gouvernement a refusé, sur l'avis conforme du conseil d'Etat, l'enregistrement de 4 déclarations faites par 1 Italien et 3 Belges jugés indignes d'acquérir la qualité de Français.

V. — RÉINTÉGRATIONS.

Le nombre des réintégrations avait subi, depuis 1890, un abaissement constant. Il était tombé de 4,174 à 2,670 en 1893. Il s'est élevé, en 1894, à 3,809 : 577 réintégrations ont été accordées à des hommes et 3,232 à des femmes. Ces dernières, pour la plupart, avaient perdu la qualité de Françaises en épousant des étrangers ; elles ont demandé leur réintégration soit lorsque leur mari a obtenu la naturalisation, soit après la dissolution du mariage. Voici d'ailleurs, à ce sujet, des indications précises :

Femmes réintégrées lors de la naturalisation de leur mari, 2 399.

Femmes réintégrées à la suite de l'acquisition, par leur mari, de la qualité de Français en vertu d'une déclaration, 197.

Femmes réintégrées en même temps que leur mari, 309.

Femmes réintégrées après la dissolution du mariage, 42.

Femmes réintégrées dans des cas non prévus ci-dessus, 285.

Sur les 577 hommes réintégrés, 4 avaient perdu la qualité de Français par la naturalisation obtenue à l'étranger : 573 parce que leur pays avait été séparé de la France.

179 résidaient en France depuis plus de dix ans. — 122 étaient mariés à des Françaises ; 187 à des Alsaciennes, 17 à des étrangères ; 24 étaient veufs ou divorcés ; 227 étaient célibataires.

Au double point de vue de l'âge et de la profession, ils se classent de la manière suivante :

Age.

Moins de 25 ans	66
De 25 à 30 ans.....	115
De 30 à 35 ans.....	100
De 35 à 40 ans.....	76
Plus de 40 ans.....	220

Profession.

Propriétaires et rentiers.....	17
Professions libérales.....	31
Industriels et commerçants	57
Employés de commerce et d'administrations.....	85
Ouvriers dans la petite industrie...	225
Ouvriers dans les mines, chantiers, usines	57
Ouvriers agricoles.....	28
Journaliers.....	61
Sans profession.....	16

Les familles des réintégrés comprenaient 781 enfants, dont 117 majeurs et 664 mineurs.

Sur les 117 majeurs, 104 étaient déjà Français ; 12 ont été réintégrés avec leurs parents ; un d'entre eux est resté étranger. — Sur les 664 mineurs, 443 étaient Français de droit ; 167 le sont devenus par déclarations ; 54 ont été compris dans les décrets de réintégration obtenus par leurs parents.

VI. — AUTORISATIONS DE SE FAIRE NATURALISER A L'ÉTRANGER.

Lorsqu'un Français est encore soumis aux obligations du service militaire dans l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne lui fait perdre sa qualité que s'il a obtenu l'autorisation du Gouvernement. — 12 autorisations ont été accordées en 1894.

VII. — CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENTS DES 4,402 HOMMES NATURALISÉS EN 1894

Seine.....	1.616
Bouches-du-Rhône.....	655
Meurthe et-Moselle	327
Nord	321
Var.....	411
Seine-et-Oise	98
Ardennes	89
Rhône	85
Alpes-Maritimes	80
Pas-de-Calais	68

Meuse	67
Marne	61
Vosges	54
Doubs	49
Seine-Inférieure	45
Hérault	37
Haute-Marne	36
Seine-et-Marne	34
Isère	32
Oise	31
Haute-Saône	28
Savoie	26
Corse	25
Belfort (territoire de)	24
Loire	20
Yonne	19
Aisne	19
Somme	18
Gard	18
Jura	17
Pyrénées-Orientales	17
Côte d'Or	16
Saône-et-Loire	16
Allier	15
Gironde	15
Haute Savoie	13
Colonies	13
Basses-Alpes	11
Ain	10
Drôme	10
Vaucluse	10
Aube	9
Eure	8
Maine-et-Loire	8
Hautes-Alpes	7
Indre-et-Loire	7
Loire-Inférieure	7
Calvados	6
Gers	6
Aude	5
Dordogne	5
Eure-et-Loir	5
Puy-de-Dôme	5
Loiret	4
Basses-Pyrénées	4
Sarthe	4
Etranger	4
Charente-Inférieure	3
Lot-et-Garonne	3
Manche	3
Mayenne	3
Nièvre	3

Orne	3
Haute-Vienne.....	3
Ardèche	2
Cher.....	2
Côtes-du-Nord	2
Corrèze.....	2
Haute Garonne	2
Ille-et-Vilaine	2
Deux-Sèvres.....	2
Vendée	2
Vienne.....	2
Algérie	2
Ariège	1
Aveyron	1
Cantal	1
Charente	1
Landes.....	1
Lot.....	1
Lozère.....	1
Morbihan	1
Hautes-Pyrénées	1
Tarn	1
Tarn-et-Garonne	1
Creuse, Finistère, Indre, Loir-et- Cher et Haute-Loire.....	0

VIII. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Pendant l'année 1894, 12 409 personnes, comprenant 7 500 hommes et 4 909 femmes, sont devenues Françaises par voie de naturalisation, de déclaration ou de réintégration. A ce nombre s'ajoutent 10 233 mineurs sur lesquels 9 099 sont devenus irrévocablement Français et 1 134 ont la faculté de répudier dans l'année qui suivra leur majorité.

Le nombre total de nos acquisitions est de 22 642.

Les 7 500 hommes qui ont acquis la qualité de Français se décomposent en :

Alsaciens-Lorrains	2 061
Italiens	1 973
Allemands	403
Bulgares.....	1 736
Luxembourgeois.....	222
Suisses	270
Espagnols.....	248
Autrichiens-Hongrois.....	95
Busses et Polonais	111
Tunisien	1
Maltais	81
Marocains.....	40
Anglais	4
Chinois	6
Divers	149

Il est intéressant de rapprocher ces résultats de ceux constatés en 1893.

Il y avait eu, en 1893, 15,241 nouveaux Français, comprenant 9,047 majeurs, dont 5,685 hommes, et 6,194 mineurs.

Les 5,685 hommes appartenaient par leurs origines aux nationalités ci-après :

Alsaciens-Lorrains	1.518
Italiens	1,273
Allemands	388
Belges	1,431
Luxembourgeois	175
Suisses	224
Espagnols	223
Autrichiens-Hongrois	86
Russes et Polonais	84
Tunisiens	4
Maltais	54
Marocains	17
Anglais	1
Chinois	2
Divers	205

Les résultats de l'année 1894 sont très supérieurs à ceux de l'année 1893. L'augmentation est surtout sensible en ce qui concerne les Italiens : beaucoup d'entre eux ont demandé leur naturalisation en raison de l'impression profonde occasionnée par le crime de Caserio (24 juin 1894). Mais les Italiens ne sont pas les seuls qui aient acquis, en plus grand nombre que pendant l'année 1893, la qualité de Français ; tous les étrangers, quelle que fût leur origine, sont venus à nous plus nombreux.

C'est là un effet de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national. Cette loi a augmenté le chiffre des naturalisations, soit parce que les étrangers y ont vu un moyen d'échapper à des formalités et à une surveillance gênantes, soit parce que les patrons, responsables du défaut de déclaration, se sont montrés plus difficiles pour l'admission d'ouvriers non français.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur le garde des sceaux, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le directeur des affaires civiles et du sceau,

L. LA BORDE.

FRANCE

Décret instituant des primes de séjour au personnel consulaire.

8 février 1896 (1).

Le Président de la République française,
Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Décrète :

Article premier. — Les plus anciens titulaires de consulats généraux, consulats, vice consulats, chancelleries et emplois de drogman ou inter-

(1) *Journal officiel* du 13 février.

prête ont droit, dans l'ordre d'ancienneté, à des primes de séjour dont le nombre et le taux sont fixés conformément au tableau ci-après :

Consulats généraux.

5 primes de 2,000 francs.

Consulats.

10 primes de 2,000 francs.

10 primes de 1,000 francs.

Vice-consulats.

5 primes de 1,500 francs.

10 primes de 1,000 francs.

5 primes de 500 francs.

Chancelleries, drogmans et interprètes.

5 primes de 1,500 francs.

5 primes de 1,000 francs.

15 primes de 500 francs.

Art. 2. — L'ancienneté pour l'acquisition de la prime de séjour est indépendante du grade personnel de l'agent. Elle date du jour de son entrée en fonctions dans le poste qui lui a été assigné, soit comme titulaire, soit en qualité de gérant.

Toutefois, nul ne peut avoir droit à la prime de séjour s'il ne compte au moins trois ans d'ancienneté consécutifs à son poste.

Art. 3. — La prime de séjour est ordonnancée trimestriellement et à terme échu au profit de l'agent qui est encore en fonctions à l'échéance du trimestre. Elle se renouvelle tant que l'argent n'est pas appelé à un autre poste ou à un autre emploi.

Art. 4. — La liste des agents qui ont droit à la prime de séjour sera publiée à l'*Annuaire diplomatique et consulaire*.

Art. 5. — Au cas où un consulat ou un vice consulat dont le titulaire a droit à la prime viendrait à être érigé en consulat général ou en consulat, l'agent conservera ses droits à la prime dans les mêmes conditions qu'auparavant.

Art. 6. — La prime de séjour sera soumise aux retenues pour le service des pensions civiles et sera par conséquent dans la liquidation de la retraite au même titre que le traitement proprement dit.

Art. 7. — Le ministre des affaires étrangères pourra, après avis du comité des services extérieurs et administratifs, retirer le bénéfice de la prime de séjour à l'agent qui aura démerité et le réinscrire à la suite du tableau.

Art. 8. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 février 1896.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

M. BERTHELOT.

FRANCE

Décret relatif aux frais de premier établissement et d'installation des agents diplomatiques et consulaires.

8 février 1896 (!).

Le Président de la République française,
Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Décrète :

Article premier. — Les agents diplomatiques et consulaires appelés pour la première fois à l'une des catégories de postes ou d'emplois énumérées ci-dessous ont droit à une indemnité de premier établissement fixée ainsi qu'il suit :

1^o Ambassades, 10,000 francs ;2^o Légations, agence et consulat général de France au Caire, résidence générale de France à Tunis, 6,000 francs ;3^o Consulats généraux, 3,000 francs ;4^o Consulats, 2 000 francs ;5^o Secrétaires d'ambassade, consuls suppléants, titulaires de vice-consulats, 1,000 francs ;6^o Titulaires de chancellerie, drogmans-interprètes, 500 francs ;7^o Elèves-chanceliers, élèves-drogmans, élèves-interprètes, 250 fr.

Art. 2. — L'indemnité de premier établissement s'acquiert par la prise de service.

Art. 3. — A chaque changement de résidence, les chefs de postes diplomatiques ou consulaires ont droit à une indemnité pour frais d'installation.

Cette indemnité, qui ne se confond pas avec celle de premier établissement, est fixée :

Pour les ambassades, sauf Berne, à 16.000 francs ;

Pour l'ambassade de France à Berne, à 12,000 francs ;

Pour les légations hors d'Europe, à 12 000 francs ;

Pour les légations d'Europe, sauf Luxembourg et Cettigne, la résidence générale de France à Tunis et l'agence et consulat général de France au Caire à 10 000 francs ;

Pour les légations de France à Luxembourg et Cettigne, à 6 000 fr. ;

Pour les consulats généraux, consulats et vice-consulats, au quart du traitement annuel affecté à ces postes.

Art. 4. — Les indemnités pour frais d'installation sont réduites du quart pour les agents diplomatiques et consulaires logés dans un hôtel appartenant à l'Etat et entièrement meublé, et du huitième pour les agents logés et n'ayant que le mobilier des salles de réception.

Art. 5. — L'indemnité pour frais d'installation s'acquiert, dans les postes d'Europe, par cinq années de jouissance de tout ou partie des émoluments alloués à l'agent à compter du jour de sa prise de service. Elle s'acquiert dans les mêmes conditions, mais en trois années, dans les postes hors d'Europe.

Dans les décomptes à intervenir, chaque mois représentera un soixantième pour les postes d'Europe ou un trente-sixième pour les postes hors d'Europe, les fractions étant comptées pour un mois entier.

(!) *Journal officiel* du 13 février 1896.

Art. 6. — L'agent continue à acquérir l'indemnité d'installation qu'il a reçue :

S'il est placé dans la position de disponibilité avec traitement ;

S'il est admis à faire valoir ses droits à la retraite ;

S'il est appelé à remplir des fonctions diplomatiques ou consulaires ne lui donnant pas droit à une indemnité d'installation ;

S'il est nommé à un emploi de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ou réembaillé immédiatement dans une autre administration de l'Etat ;

S'il est appelé à un nouveau poste pendant un congé régulier. Dans ce dernier cas, il continue à acquérir l'indemnité jusqu'au jour de son installation dans ses nouvelles fonctions.

Art. 7. — En cas de décès d'un agent après son entrée en fonctions, la part de l'indemnité restant à acquérir appartient définitivement à la succession.

Art. 8. — L'agent est tenu de reverser au Trésor la portion non acquise de son indemnité d'installation en cas de démission, de révocation, de mise en retrait d'emploi ou de mise en disponibilité sans traitement. Toutefois, le versement ne doit pas excéder la moitié de l'indemnité.

Art. 9. — Lorsqu'un agent est nommé à un nouveau poste avant d'avoir acquis entièrement l'indemnité d'installation qu'il a reçue, il y a lieu de déduire de la nouvelle indemnité à laquelle il a droit la somme qui lui reste à acquérir sur son ancienne indemnité.

Si la somme restant à acquérir est supérieure à la nouvelle indemnité qu'il doit recevoir, l'agent n'a pas à reverser la différence.

Dispositions générales.

Art. 10. — Si l'agent est retraité d'office ou meurt avant d'avoir pris possession du service qui lui est assigné, et s'il est établi que des dépenses ont été faites par lui en vue de son établissement, une portion des indemnités d'installation ou de premier établissement qu'il avait reçues ou devait recevoir peut être attribuée à lui ou à ses héritiers par décision du ministre ; cette portion est au plus des deux tiers desdites indemnités.

Art. 11. — Lorsqu'un agent, après avoir reçu une indemnité de premier établissement, est remplacé avant sa prise de service dans un poste ou dans un emploi de la catégorie à laquelle il appartenait précédemment, il doit reverser son indemnité au Trésor.

Art. 12. — Lorsqu'un agent a reçu une indemnité d'installation :

S'il est remplacé avant sa prise de service et nommé à une résidence donnant droit à une indemnité moindre, il doit immédiatement restituer la différence au Trésor ;

S'il est remplacé sans être appelé à une situation nouvelle donnant droit à une indemnité, il doit reverser la totalité de la somme qu'il a reçue. Dans ce dernier cas, si son remplacement provient de causes qui ne puissent lui être imputées, et s'il a déjà fait, de bonne foi, des dépenses pour son installation, une partie de l'indemnité peut lui être laissée par décision ministérielle. Cette partie ne doit pas dépasser les deux cinquièmes de l'indemnité.

La même règle est applicable à l'indemnité de premier établissement.

Art. 13. — Sont et demeurent abrogés tous décrets antérieurs relatifs aux frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires.

Art. 14. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 février 1896.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

M. BERTHELOT.

— Les deux décrets qui précédent ont été ainsi motivés dans un Rapport adressé au Président de la République par le Ministre des affaires étrangères :

Monsieur le Président,

La commission du budget de la Chambre des députés, frappée de l'importance des demandes de crédits supplémentaires auxquelles donne lieu chaque année le chapitre des frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires, et préoccupée d'assurer la plus grande stabilité possible dans le personnel de notre représentation consulaire, a fait adopter, au cours de la discussion, d'accord avec le Gouvernement, l'inscription d'un nouveau chapitre, intitulé « Primes de séjour ». Ces primes sont destinées à assurer, par l'allocation d'indemnités spéciales, des avantages pecuniaires aux agents du corps consulaire qui résident depuis le plus longtemps à leur poste, et à diminuer par là même la fréquence des mutations du personnel.

Le nouveau chapitre a été constitué au moyen d'un prélèvement de 50,000 francs sur le chapitre 12 (Frais d'établissement) et d'une diminution de 30,000 francs sur le chapitre 13 (Frais de voyages et de courriers).

En proposant ces modifications, le rapporteur du budget exprimait le vœu que le ministre des affaires étrangères mit à l'étude la réforme du système des frais d'établissement en vue de séparer les frais de premier établissement accordés aux agents qui, pour la première fois, se rendent dans une catégorie déterminée de postes, et les frais d'installation alloués en cas de simple changement de résidence.

C'est pour tenir compte des désirs ainsi exprimés par le Parlement que j'ai préparé les deux projets de décrets ci-joints, l'un consacré aux primes de séjour, l'autre aux frais de premier établissement et d'installation. Les sommes attribuées en vertu de ce dernier décret aux titulaires de nos postes diplomatiques et consulaires sont, ainsi que vous le verrez, notamment inférieures à celles auxquelles leur donne droit le système actuellement en vigueur. Cette réduction porte principalement sur les ambassades et légations. Elle est destinée, d'une part, à réaliser une économie grâce à laquelle mon département pourra se maintenir dans les limites des crédits ordinaires du chapitre 12. Elle permet, d'autre part, de ne pas exclure du bénéfice de la prime de premier établissement ces diverses catégories d'agents qui jusqu'ici ne recevaient aucune indemnité pour frais d'installation. Ces agents sont, en général, peu rétribués, et leur nomination à l'étranger n'est pas sans leur imposer des sacrifices pecuniaires moindres assurément que ceux d'un chef de poste, mais toujours appréciables et parfois hors de proportion avec la modicité de leurs ressources. Il m'a paru équitable de leur en tenir compte dans la mesure du possible.

SUISSE

Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral sur sa gestion en 1895.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Première division.— Division politique.

I. RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER.

Les bons rapports de la Suisse avec les Etats étrangers n'ont pas été troublés durant cet exercice.

A. Traités conclus ou ratifiés. — *a.* Le 21 septembre 1895, nous avons signé, avec l'Allemagne, une convention relative à la commune baudoise de Büsing en qui a été ratifiée par le Conseil national le 18 décembre suivant et par le Conseil des Etats le 20 du même mois. Le 1^{er} janvier 1896, M. Lachenal, président de la Confédération et chef du Département politique, a échangé les instruments de ratification avec M. de Bülow, chargé d'affaires de l'Empire allemand, et la convention est entrée immédiatement en vigueur.

Pour le contenu même de cet acte, nous nous référons au rapport de gestion de la division du commerce de notre Département des Affaires étrangères.

b. Le 21 novembre/3 décembre 1895, nous avons échangé, avec la Grèce, une déclaration pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce. Nous avons pris l'initiative de cette entente et proposé à la Grèce ou bien d'adhérer à la convention internationale du 20 mars 1883 concernant la protection de la propriété industrielle, ou bien de conclure, avec la Suisse, une convention spéciale sur cet objet. Mais nous n'avons pu obtenir que l'échange d'une déclaration sur le type de celle que la Grèce a échangée avec les Pays-Bas le 8 avril 1895.

c. En ce qui concerne le rétablissement des relations commerciales avec la France, nous nous référons aussi au rapport de gestion de la division du commerce.

d. La convention conclue entre le canton de Genève et la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée au sujet du transfert de la concession et de l'exploitation de la ligne Genève-La Plaine, convention que nous avions ratifiée le 6 juillet 1894 (voir notre rapport de gestion pour 1894, F. féd., 1895, II, 4), n'a pas encore reçu la ratification du gouvernement français. Sur les instances du Conseil d'Etat de Genève, nous avons intercédé, par la voie diplomatique, pour arriver à une prochaine solution de cette affaire ; toutefois, nous n'avons pas encore reçu de réponse officielle à cet égard.

e. Nous avons échangé, avec le gouvernement brésilien, les déclarations en vertu desquelles les successions de ressortissants suisses décédés au Brésil et de ressortissants brésiliens décédés en Suisse seront, à partir du 1^{er} janvier 1896, liquidées dans le sens du décret du gouvernement du

Brésil du 8 novembre 1851, publié dans le Rec. off., n. s., XV, 359 (voir aussi rapport de gestion pour l'exercice de 1894, F. féd., 1895, II, 13).

Les avantages résultant, pour la Suisse, de cette déclaration de réciprocité sont que, si un citoyen suisse vient à décéder au Brésil sans y laisser d'héritiers ou d'exécuteurs testamentaires présents, la garde et la liquidation de la succession seront confiées aux consuls suisses (1).

B. Déclarations d'adhésion à des conventions existantes ; dénonciations et modifications de ces conventions. — *a.* Par note du 22 janvier 1895, le ministère des Affaires étrangères de la république de Nicaragua a annoncé l'entrée de cet Etat dans l'union postale universelle du 4 juillet 1891.

La république de Honduras est aussi entrée dans cette union, et elle nous en a donné connaissance le 3 juin 1895.

Par note du 22 novembre 1895, la légation britannique à Berne a aussi déclaré l'adhésion de son gouvernement à la convention principale, à partir du 1^{er} décembre suivant, pour ses protectorats de Zanzibar et de l'Afrique orientale.

Eufin, la république du Paraguay est aussi entrée au nombre des Etats de l'union postale universelle.

Quant aux arrangements spéciaux conclus aussi au congrès postal international de Vienne en 1891, nous mentionnerons le Salvador qui a adhéré à celui relatif aux abonnements de journaux et la Serbie à celui des mandats-poste.

b. D'après une note de l'ambassade de France à Berne, du 18 janvier 1895, l'*Halifax and Bermudas cable company* est entrée dans l'union télégraphique internationale.

c. 1. Lors de la conférence qui a eu lieu, à Berne, le 16 juillet 1895, pour signer l'arrangement additionnel à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer, les instruments de ratification de la déclaration additionnelle du 20 septembre 1895, relative au mode de procéder pour l'entrée de nouveaux états dans l'union, ont été déposés par les représentants de la Suisse, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg et de la Russie. Les représentants de l'Allemagne et des Pays-Bas n'étaient pas en mesure de déposer les instruments de ratification de ces deux Etats, parce que leurs parlements n'avaient pas encore ratifié cette déclaration. Aussi cette dernière n'entrera-t-elle en vigueur que lorsque les instruments de ratification manquant seront arrivés.

2. Dans la conférence susmentionnée du 16 juillet 1895, l'arrangement additionnel à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer a été signé par les représentants des différents Etats, et, dans le procès-verbal de signature, on a réglé la question des deux langues française et allemande. Il a été entendu que le texte allemand aurait la même valeur que l'autre « en tant qu'il s'agit de transports par chemins de fer intéressant un pays où l'allemand est employé exclusivement ou à côté d'autres langues comme langue d'affaires. »

Les instruments de ratification ont alors été échangés dans une autre conférence, aussi à Berne le 18 décembre 1895, par les représentants de la Suisse, de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du

(1) V. ce décret, plus haut, p. 491.

Luxembourg et de la Russie. Les ratifications de l'Autriche-Hongrie et des Pays-Bas manquent encore.

Cet arrangement additionnel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1896, à titre de convention spéciale entre les Etats qui l'ont ratifié (§ 1^{er}, dernier alinéa, des dispositions réglementaires à la convention internationale du 14 octobre 1890).

d. Le gouvernement britannique a adhéré à la convention sanitaire de Dresde, du 15 avril 1893, pour ses colonies de Natal, Ceylan, Lagos, Sainte-Hélène et du Canada.

e. Le 29 juin 1895, le royaume de Siam (Indes orientales) est entré dans l'union internationale de la Croix-Rouge, dérivant de la convention conclue à Genève, le 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne.

C. Traité projets. — *a.* La conférence qui a eu lieu à Berne, en septembre 1894, en vue de la création d'une union internationale pour la publication des traités (voir le rapport de gestion pour 1894, F. féd., 1895, II, 6) n'a pas eu de résultat. Le Brésil seul a déclaré être disposé à signer la convention projetée.

Dès lors, la Belgique a eu l'idée de reprendre l'affaire en mains, et elle a soumis, le 1^{er} octobre 1895, un nouveau projet aux différents Etats. Nous ne savons pas encore quel accueil a été réservé à ce projet. En ce qui nous concerne, nous avons fait savoir à la Belgique que nous nous réservions de soumettre ses propositions à un bienveillant examen, dès que les autres Etats leur auront donné leur adhésion.

b. Nous n'avons rien de nouveau à signaler au sujet de la conclusion d'un traité d'arbitrage permanent avec les Etats-Unis d'Amérique.

c. Il n'a pas encore été possible de mener à bonne fin les pourparlers engagés avec le Chili, la Colombie, le Guatemala, le Vénézuela, Nicaragua et la République argentine pour la conclusion de traités d'amitié, d'établissement, de commerce et consulaires ; toutefois, les négociations continuent.

d. Au courant du présent exercice, la question du percement du Simplon (rapport de gestion pour 1894 — F. féd., 1895, II, 14) a pris un essor considérable.

La conférence technique projetée pour le 25 février 1895 s'est réunie ce jour-là à Milan. La direction des chemins de fer du Jura-Simplon était représentée par deux de ses membres : MM. Ruchonnet, président, et Dumur, et l'Italie par M. le commandeur J. Colombo, ingénieur, M. le commandeur A. Ferrucci et M. le commandeur Massa, directeur général. L'entreprise de la construction avait envoyé MM. Iocher et Brandt. Dans cette réunion, les membres de la conférence ont discuté et tranché, en partie, les questions les plus importantes à prendre en considération tant dans le traité international que dans la concession.

Le 10 juillet 1895, nous étions en mesure de soumettre au gouvernement italien un projet de convention internationale concernant la construction et l'exploitation d'un chemin de fer de Brigue à Domo d'Ossola à travers le

Simplon et un projet de concession pour le tronçon de la ligne aboutissant sur le territoire italien. En même temps, nous avions invité ce gouvernement à se faire représenter à une conférence diplomatique à convoquer dans ce but.

Cette dernière a eu lieu à Berne du 4 au 25 novembre entre nos délégués : les chefs des Départements des Affaires étrangères, des Finances et des Chemins de fer, et les délégués de l'Italie : M. le sénateur Peirolier, ministre de ce royaume à Berne, et M. le commandeur A. Ferrucci, membre du conseil supérieur des travaux publics. Sur le désir exprimé par la délégation italienne, MM. Ruchonnet et Dumur, l'un président et l'autre membre de la direction des chemins de fer du Jura-Simplon, ont été appelés à assister à la conférence comme représentants de cette compagnie.

Les négociations assez laborieuses ont eu pour résultat, le 25 novembre, la signature d'une convention, que nous soumettrons à votre ratification.

e. Eu égard à un cas spécial, le consulat suisse à Trieste a proposé d'engager les cantons dont la législation le permet à échanger avec l'Autriche-Hongrie une déclaration de réciprocité libérant de l'impôt les successions mobilières. D'après une ordonnance ministérielle du 8 avril 1854, les successions mobilières d'étrangers décédés en Autriche-Hongrie sont libérées de l'impôt, à la condition que l'Etat auquel ressortit le défunt ne perçoive pas non plus d'impôt sur les successions de ressortissants austro-hongrois décédés sur son territoire.

En conséquence, nous avons invité les gouvernements cantonaux à exprimer leur opinion à ce sujet. Nous n'avons reçu, toutefois, de réponse affirmative que de la part de cinq cantons, savoir Schwyz, Unterwald-le-Haut, Appenzell-Rh. int., Tessin et Valais ; les autres nous ont déclaré que leur législation sur l'impôt ne leur permettait pas de garantir que les successions mobilières d'étrangers seraient franches d'impôt.

Nous avons donné connaissance de la situation au gouvernement austro-hongrois, et nous l'avons prié de donner pour instruction aux autorités compétentes de ne pas prélever d'impôt sur les successions mobilières des ressortissants des cinq cantons susmentionnés.

D. Cas spéciaux. — *a.* Malgré plusieurs lettres de rappel, la réponse du gouvernement espagnol à notre note du 3 octobre 1893, relative aux arriérés de solde et de pension des anciens régiments suisses au service de l'Espagne, ne nous est pas encore parvenue.

b. Le 2 mars 1895 est entrée en vigueur, dans les Etats-Unis d'Amérique, une nouvelle loi sur les pensions, rapportant celle du 1^{er} mars 1893 et garantissant de nouveau, dès le 1^{er} juillet 1893, la jouissance de leur pension aux ayants-droit domiciliés à l'étranger et n'appartenant pas aux Etats-Unis. Cette loi dispose, en outre, que toute pension, allouée jusqu'ici, de moins de six dollars par mois sera, à l'avenir, portée à ce dernier chiffre ; l'office des pensions des Etats-Unis devait procéder, de lui-même, à cette augmentation, sans que les intéressés aient besoin d'intervenir par une requête spéciale.

Nous avons attiré l'attention des intéressés sur cette loi par une publication réitérée dans la Feuille fédérale.

Le 2 mars 1895, les Etats-Unis ont adopté une autre loi concernant les

droits des parents et des héritiers respectifs aux arrérages en souffrance lors du décès d'un pensionnaire ou d'un ayant-droit à la pension. Nous avons aussi publié cette loi en traduction française dans la Feuille fédérale.

c. Nous avons eu, de nouveau, à nous occuper de neuf requêtes réclamant notre intervention en faveur de la libération du service militaire dans la légion étrangère française. Nous avons dû, dès l'abord, écarter cinq de ces demandes, parce qu'il n'était pas douteux que le gouvernement français y répondit négativement. Quant aux quatre autres, ce dernier a fait droit à deux d'entre elles et en a écarté une ; la quatrième est encore pendante.

Nous devons faire ressortir encore une fois ici que le gouvernement français n'admet de telles requêtes qu'en cas d'enrôlement avant l'âge de dix-sept ans révolus ou en cas de maladie grave.

d. Pendant cet exercice, nous avons eu aussi à traiter nombre de réclamations de citoyens suisses établis dans les républiques de l'Amérique du sud.

1. Ensuite de la révolution qui a éclaté en 1893 dans la province de Santa-Fé, plusieurs de nos compatriotes ont éprouvé des dommages considérables. C'est grâce aux efforts persévéraints de notre légation à Buenos-Aires que les revendications en dommages-intérêts qui en sont résultées ont enfin été reconnues fondées, pour la plupart, en juillet 1895. Les réclamations de quelques colons suisses n'ont pas été prises en considération, parce que les intéressés avaient acquis le droit de cité argentin.

2. Nous continuons activement les négociations avec le Chili pour obtenir une modeste indemnité pour les pertes subies, lors des troubles d'août 1891, par quelques négociants suisses établis à Valparaiso (voir notre rapport de gestion pour 1892, F. féd., 1893, II, 783).

3. Les poursuites entamées par les autorités argentines contre les meurtriers d'Antoine Von Wyl (voir notre rapport de gestion pour 1884, F. féd., 1894, II, 18) ne sont pas encore terminées.

Notre légation à Buenos-Aires continue néanmoins à vouer toute son attention à cette affaire.

4. C'est avec une véritable satisfaction que nous pouvons vous informer aujourd'hui que l'espérance que nous exprimions dans notre dernier rapport de gestion (*ibidem*, 19) s'est réalisé et que nous avons obtenu du gouvernement brésilien une juste indemnité pour les héritiers de Gustave Lecoultrre, assassiné, le 28 juin 1892, à Bocca-Corrego, dans la province de Bahia.

Le ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis du Brésil ayant, par sa note du 25 octobre 1894, écarté la demande d'indemnité que nous lui avions présentée, nous avons cru devoir tenter encore un dernier essai, pour aider la famille Lecoultrre à rentrer dans ses droits. Le 29 juin 1895, nous avons adressé au président de la République brésilienne une note, dans laquelle nous avons cherché, en lui exposant l'état des faits, à lui démontrer, à nouveau, le bien fondé de notre réclamation. Cette démarche a été couronnée de succès. Dans sa note du 26 novembre suivant, le président du Brésil a déclaré être disposé à faire payer à la famille Lecoultrre une indemnité de 20,000 francs. Bien que cette somme soit loin d'atteindre le montant réclamé, dans le principe, par les intéressés, nous nous sommes

décidés cependant, d'accord avec les héritiers de la victime, à accepter le chiffre offert par le Brésil.

C'est en bonne partie au représentant du Brésil en Suisse que nous sommes redevables de cet heureux résultat. Ce diplomate a bien voulu s'interposer chaleureusement pour recommander à son gouvernement de régler amicalement cette affaire et de reconnaître une indemnité équitable aux intéressés.

5. Le 11 avril, le colon Fridolin Walker, ressortissant valaisan, a été trouvé, ainsi que sa femme et sa fille, assassiné dans sa demeure dans la colonie Las Garzas près de Reconquista (province de Santa-Fé). Divers individus prévenus de ce meurtre ont été arrêtés et auront à répondre de cet acte devant les tribunaux.

6. Un Zurichois, nommé Jean Huber, a été attaqué et mis à mort le 6 mars dans la colonie Romang (province de Santa-Fé — République argentine). Notre légation à Buenos-Aires a fait des démarches pour que les meurtriers soient punis.

e. Cette année aussi, nous avons à signaler toute une série de violations de frontière, dont nous relèverons les suivantes.

1. Le 10 juin 1895, le conseil d'Etat du canton du Tessin s'est plaint de ce que, le 8 du même mois, les douaniers italiens avaient violé la frontière près de Stabio. Ces fonctionnaires devaient avoir tiré deux coups de feu sur des contrebandiers dans la direction du territoire suisse. Le gouvernement italien, auquel nous avons adressé une réclamation à ce sujet, a fait punir les douaniers qui ont été reconnus coupables.

2. Le 16 juillet 1895, trois douaniers italiens ont traversé la frontière près de Campo Vallemaggia, pour arrêter des contrebandiers sur le territoire suisse.

Le gouvernement italien a cherché à excuser ce délit, en disant que ses fonctionnaires ne connaissaient pas encore bien la frontière et qu'il prendrait les mesures nécessaires pour que des faits de ce genre ne se renouvellent plus.

3. Le 12 novembre 1895, deux douaniers italiens ont arrêté, sur un bateau à vapeur parcourant le lac de Lugano, un de leurs camarades, qu'ils connaissaient comme déserteur, au moment où celui-ci voulait descendre à Brissago. Nous avons aussi donné connaissance de ce cas, qui implique une violation de notre frontière, au gouvernement italien, afin que celui-ci puisse, de son côté, faire constater l'état des faits, nous donner la satisfaction d'usage et ordonner l'élargissement du douanier arrêté illégalement.

4. D'après un rapport du gouvernement du canton du Tessin, les projections lumineuses lancées parfois sur le territoire suisse par les appareils électriques placés sur les torpilleurs qui parcourent le lac Majeur et le lac de Lugano pour réprimer la contrebande ont souvent effrayé des chevaux et causé des accidents.

Le gouvernement italien, que nous avions prié de faire remédier à ces inconvénients, nous a fait observer que, « durant les manœuvres des projecteurs dont il s'agit, il était impossible d'éviter toujours l'échappement, sur territoire suisse, de quelques faisceaux lumineux et que ces rayonnements n'avaient jamais occasionné d'accidents sur la côte italienne des deux lacs susmentionnés. Toutefois, pour tenir compte du désir exprimé,

des ordres doivent avoir été donnés afin de limiter, autant que possible, les désagréments signalés 1.

5. L'incident frontière de Partnun (voir notre dernier rapport de gestion, F. féd., 1895, II, 21) a été vidé.

Le gouvernement austro-hongrois nous avait proposé de remettre aux propriétaires des chevaux séquestrés le montant de 626 florins autrichiens provenant, comme produit net, de la mise des chevaux aux enchères, moyennant renonciation expresse de toute poursuite juridique ultérieure. Nous avons accepté cette proposition, à la condition toutefois que le gouvernement austro-hongrois s'engageât à mettre à néant toutes les enquêtes juridiques en corrélation avec cette affaire entamée contre des citoyens suisses et à n'en reprendre aucune, entre autres de renoncer à toute poursuite pénale contre le berger Thony.

Eusuite de cela, la procédure pénale instruite contre celui-ci et contre les autres ressortissants suisses a été arrêtée par une décision impériale.

6. Dans la nuit du 22 au 23 mars 1895, les gardes-frontière stationnés au bureau secondaire des douanes au pont de la Wiese près Bâle ont été réveillés par des soldats allemands en uniforme, qui leur ont demandé leur chemin d'un ton arrogant. Il en est résulté un échange d'apostrophes assez vives, qui a dégénéré en rixe. En s'éloignant, les soldats ont lancé des pierres contre le bureau des douanes et lui ont brisé plusieurs vitres. Nous avons porté cet incident à la connaissance du gouvernement allemand, et les soldats coupables ont été condamnés à la prison par le tribunal de guerre.

7. Dans notre dernier rapport de gestion, nous avons parlé d'une violation de frontière près de Divonne-les-Bains.

L'enquête qui a été poursuivie sur cette affaire par l'autorité compétente du canton de Vaud a donné comme résultat que la conduite du gendarme vaudois a été absolument correcte. Aussi le tribunal de district de Nyon a-t-il condamné par contumace le chasseur français Rancuret à un mois de prison. De cette façon, l'incident a été clos.

8. L'ambassade de France s'est plainte de ce que, le 4 septembre 1895, le garde-frontière suisse Cottier a, dans les environs de Crassier, blessé, d'un coup de revolver, le Français Proz, qui cherchait à introduire, en contrebande, du sucre en Suisse.

L'enquête instruite par les autorités compétentes a démontré que c'était Proz qui, le premier, avait maltraité Cottier, qui s'était vu forcé de faire usage de son revolver. Cottier a comparu devant le tribunal militaire de la première division et a été renvoyé absous le 31 octobre 1895, le tribunal ayant admis qu'il s'était trouvé en cas de légitime défense.

9. La légation austro-hongroise nous a informés que, le 11 septembre 1894, un gendarme suisse avait maltraité, sur territoire autrichien près de Mader, un compagnon-ouvrier en voyage. Il s'est trouvé que cette réclamation était fondée de sorte que nous n'avons pas hésité à présenter au gouvernement austro-hongrois nos vifs regrets de cet incident.

/. Bornages et rectifications de frontière.

1. La convention signée le 10 juin 1891 pour la délimitation de la frontière entre la Suisse et la France depuis le Mont-Dolent au lac Léman attend toujours la ratification du Sénat français. Nous ne pouvons pas nous expliquer un retard d'une aussi longue durée pour une affaire aussi simple en elle-même.

2. Les négociations relatives à la vérification de la frontière entre la Suisse et la France sur la route de Veyrier à Bossey (F. féd. de 1894, II, 296, et de 1895, II, 23) sont encore pendantes.

3. Les procès-verbaux relatifs au remplacement de la borne n° 27 à la frontière suisse-allemande entre le canton de Bâle-campagne et l'Alsace-Lorraine ont été échangés. Cette affaire peut donc être considérée comme terminée.

4. Le procès-verbal relatif au remplacement de la borne n° 9 à la frontière suisse-allemande entre le canton de Soleure et l'arrondissement de Mulhouse (F. féd., 1895, II, 24) a reçu notre ratification et celle du gouvernement allemand.

5. La révision des bornes le long de la frontière entre le canton de Berne et l'Alsace-Lorraine est terminée. Le 18 décembre 1894, la borne contestée 32 A près de l'abbaye de Lucelle a été enlevée par les délégués, qui ont dressé, sur cette opération, un supplément au protocole signé le 16 novembre 1892. Ensuite de cela, la frontière s'étend, comme auparavant, entre les bornes 32 et 33, en longeant le mur d'enceinte de l'abbaye de Lucelle. Les procès-verbaux ratifiés ont été échangés.

6. La question de la réfection de deux ponts sur la Lucelle (voir notre dernier rapport de gestion, F. féd., 1895) II, 24) sera traitée dans le rapport de gestion de notre Département de l'Intérieur, auquel cette affaire a été renvoyée pour la suite qu'elle comporte.

Le procès-verbal relatif au rétablissement de la borne située à la frontière entre le canton des Grisons et l'Italie, à l'embouchure du Valle di Lei (voir notre dernier rapport de gestion (F. féd., 1895, II, 25), a reçu notre ratification et celle du gouvernement italien.

8. Le procès-verbal relatif au rétablissement de la borne située sur l'alpe Merigetto a aussi été ratifié et échangé en copies vidimées, avec le gouvernement du royaume d'Italie.

9. On en a fait de même pour le rétablissement de la borne frontière n° 44 près de Termine, canton du Tessin.

A cette occasion, le gouvernement italien nous a proposé de ne plus échanger, à l'avenir, des procès-verbaux de l'opération ou des copies vidimées de ces documents, mais de se borner à l'échange d'une déclaration ratifiant l'opération. Nous avons donné notre adhésion à ce mode plus simple de procéder.

10. La question du rétablissement de la borne n° 33 près de Miglieglia, canton du Tessin, n'est pas encore liquidée.

II. REPRÉSENTATION DE LA SUISSE A L'ÉTRANGER

Le 3 février 1895, le projet de loi fédérale sur la représentation de la Suisse à l'étranger a été rejetée par le peuple par 177,991 non contre 124,517 oui.

Consulats. — Crédit de nouveaux postes. — 1. En 1884 déjà, lors de la création du consulat de Patras, nous avions en vue la fondation d'un consulat à Athènes, à cause de l'étendue toujours croissante de nos relations commerciales avec la Grèce. Mais nous avons dû attendre, parce que nous ne trouvions pas de candidat convenable pour ce poste.

Le 31 mai, nous avons nommé consul à Athènes, M. Louis Schneider, de Bâle.

2. A Dijon aussi, nous avons, par égard pour la nombreuse colonie suisse qui s'y trouve, créé un nouveau consulat, dont l'arrondissement comprend les départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre et de l'Yonne. Le 15 août, nous y avons nommé consul M. Rodolphe Moser, de Thoune.

3. A Florence, nous avons institué un vice-consulat dépendant du consulat de Livourne; nous avons appelé à ce poste M. Charles Steinhauslin, de Sumiswald (Berne).

4. Nous avons reçu des demandes de créations de consulats dans les localités suivantes : Marseillan (Hérault), Tamatave (Madagascar), Montpellier, Wellington (Nouvelle-Zélande) Libau (Courlande). Détroit (Michigan), Liège, Salt Lake City (Utah), Sassari (Sardaigne). Nous avons écarté toutes ces demandes. A la fin de l'année étaient encore à l'étude Rio de Janeiro (vice consulat), Retalhuleu (Guatemala) et quelques postes dont la création est proposée dans la République argentine (Tucuman, Colon, Reconquista, Parabà).

Nombre des arrondissements consulaires. — Cette année, le nombre des arrondissements consulaires est de 100, dont 9 gérés directement par les différentes légations et deux, ceux de Sydney et de Lima, par des agents consulaires étrangers. Six arrondissements sont sans titulaires.

Nous avons un total de 127 postes consulaires, soit :

13 consulats généraux ;

79 consulats ;

9 vice-consulats indépendants ;

25 vice-consulats dépendant d'un consulat ou attachés à un consulat ;

1 agence consulaire.

Indemnités consulaires. — Quarante-six consulats généraux, consulats et vice-consulats ont reçu les indemnités suivantes :

Consulats généraux.

1. Buenos Aires (en même temps légation)	48,000	fr.
2. Londres (en même temps agence diplomatique)	35,900	"
3. Yokohama	11,500	"
4. Rio-de-Janeiro	9,000	"
5. St-Pétersbourg	6,000	"
6. Bruxelles	6,000	"
7. Bucarest	3,500	"
8. Naples	2,500	"
9. Madrid	1,500	"
10. Lisbonne	1,000	"
11. Valparaiso	1,000	"

Consulats et Vice-Consulats.

12. Paris	12,500	fr.
13. Hâvre	10,000	"
14. New-York	9,000	"
15. Rome	7,000	"
16. Milan	4,500	"
17. Vienne	4,000	"
18. Lyon	4,000	"

19. Stockholm	3,500	1
20. Berlin	3,250	1
21. Besançon	3,000	1
22. Nice	3,000	1
23. Moscou	3,000	1
24. Montevideo	3,000	1
25. Traiguén	3,000	1
26. Washington	3,000	1
27. Marseille	3,000	1
28. Melbourne	2,000	1
29. Nouvelle-Orléans	2,000	1
30. Philadelphie	2,000	1
31. Gênes	2,000	1
32. Odessa	2,000	1
33. Varsovie	2,000	1
34. Sydney	2,000	1
35. Alger	1,500	1
36. Chicago	1,500	1
37. Hambourg	1,500	1
38. St-Louis	1,500	1
39. Tiflis	1,500	1
40. Cincinnati	1,000	1
41. Amsterdam	1,000	1
42. Anvers	1,000	1
43. Brême	1,000	1
44. Livourne	1,000	1
45. Riga	1,000	1
46. Venise,	1,000	1
Total.	<u>234,650</u>	fr.

V. AFFAIRES DIVERSES

a. La chancellerie fédérale étant en compte courant avec les légations et les consulats, nous avons déchargé le Département des Affaires étrangères du décompte prévu dans le nouveau règlement sur le rapatriement des Suisses tombés dans le besoin à l'étranger, et nous l'avons confié à la chancellerie. Nous avons épargné, par là, beaucoup de correspondance et d'envoi d'argent.

b. Nous avons écarté le recours interjeté contre un jugement de la cour consulaire suisse à Yokohama (voir notre rapport de gestion pour 1894, F. féd. 1895, II. 34), parce que nous avons trouvé qu'il n'y avait aucun motif plausible pour annuler la procédure suivie par la Cour consulaire et soumettre l'affaire à un nouvel arrêt.

c. En 1895 aussi, le Département a été prié, à réitérées fois, d'interposer ses bons offices à propos de décorations étrangères ; il a répondu comme par le passé en se référant à l'article 12 de la constitution fédérale, (voir rapport de gestion pour 1894. F. féd. 1895, II. 35).

d. L'article 1 de la loi italienne du 22 juillet 1894, numéro 339, c'est-à-dire la proposition dite clause Antonelli (voir notre rapport de gestion pour

1894, F. féd. 1895, II. 35), a reçu une interprétation authentique, qui protège entièrement les droits des porteurs de titres italiens. L'article 12 de la loi italienne sur les mesures financières (provvedimenti finanziari), du 8 juillet 1896, est conçu comme suit :

« Les dispositions de l'article 2, alinéa 3, de la loi du 22 juillet 1894, n° 339, doivent être interprétées dans ce sens que leur application n'est admissible que dans le cas où le débiteur a consenti, d'une manière générale seulement, à supporter lui-même l'impôt sur le revenu. Sont exceptés expressément toutefois les contrats dans lesquels le débiteur a assumé, avant la publication de loi en question, l'obligation de supporter lui-même toute augmentation future de l'impôt sur le revenu ou toute autre taxe nouvelle, afin de garantir un rendement net au créancier. »

e. De nombreuses plaintes, émanant, entre autres, d'Autriche-Hongrie, sur les bureaux de placement pour jeunes filles ont obligé le Département à publier un avertissement dans la Feuille fédérale (1895, IV. 183) et à engager les jeunes filles qui cherchent à se placer à l'étranger à prendre, avant tout, les informations nécessaires auprès de nos représentants à l'étranger ou auprès des sociétés suisses de secours.

f. Le monument offert par M. le baron Gruyer en mémoire de l'assistance apportée à la population de Strasbourg par quelques villes suisses en 1870 et dit monument de Strasbourg (voir rapport de gestion pour 1894, F. féd. de 1895, II. 36) a été inauguré solennellement à Bâle le 20 octobre 1895.

g. Le gouvernement du canton d'Uri a donné l'autorisation pour le monument funéraire qui doit être érigé au St-Gothard à la mémoire des soldats russes tombés à ce passage en 1799 (voir notre rapport de gestion pour 1894, F. féd. 1895, II. 36). L'inscription définitive a été adoptée, et nous l'avons approuvée. Elle est ainsi conçue : « Aux vaillants compagnons d'armes du généralissime feld maréchal prince d'Italie, comte Souwaroff Rymniksky, qui ont péri au passage des Alpes en 1799. »

h. De nombreux congrès internationaux se sont réunis aussi dans le courant de l'année 1895. Nous mentionnerons les suivants.

1. La deuxième conférence des Etats intéressés à la convention du mètre, du 20 mai 1875, a été ouverte à Paris le 6 septembre 1895. Nos délégués étaient : M. Lardy, notre ministre à Paris, et M. le Dr Ad. Hirsch, professeur, directeur de l'observatoire de Neuchâtel.

2. La cinquième réunion de l'Institut statistique international a eu lieu à Berne du 26 au 30 août 1895. Sur le désir que nous en a exprimé le comité central de la société suisse de statistique, nous avons invité à cette réunion tous les états dans lesquels se trouvent des membres de l'Institut.

3. Le sixième congrès vétérinaire international a eu lieu à Berne du 16 au 21 septembre 1895. Les délibérations se sont déroulées sous la présidence d'honneur de M. le conseiller fédéral Deucher, chef du Département de l'Industrie et de l'Agriculture.

4. Le cinquième congrès pénitentiaire international s'est tenu à Paris du 30 juin au 10 juillet 1895. Nos délégués étaient M. le docteur Charles Stoos, professeur à Berne, et M. le docteur Guillaume, directeur du bureau fédéral de statistique.

5. La conférence internationale pour la protection des oiseaux s'est réunie à Paris du 25 au 29 juillet 1893. Nous y avons délégué M. le Dr Victor Fatio, de Genève.

6. Le troisième congrès international de zoologie s'est tenu à Leyde du 16 mai au 21 septembre 1895. Les délégués suisses étaient M. le Dr Th. Studer, professeur à Berne, et M. le Dr Emile Yung, professeur à Genève.

7. La cinquième session du congrès international des chemins de fer a eu lieu à Londres du 26 juin au 10 juillet 1895. Nos délégués étaient M. Jean Tschiemer, inspecteur technique du Département fédéral des Chemins de fer, et M. François Schüle, ingénieur du contrôle de ce département.

8. Nous mentionnerons encore les suivants : congrès pour la protection de l'enfance, à Bordeaux ; VI^{me} congrès géographique, à Londres ; congrès de physiologie, à Berne ; conférence pour l'unification des méthodes d'essai des matériaux de construction, à Zurich ; V^{me} congrès pour la lutte contre l'abus des boissons alcooliques, à Bâle ; congrès d'actuaires, à Bruxelles ; XI^{me} congrès des Américanistes, à Mexico.

i. En 1895 aussi, nous avons alloué un subside de 1000 francs au bureau international de la paix.

k. Dans l'arbitrage entre la France et le Venezuela au sujet des réclamations du ressortissant français Fabiani (voir notre rapport de gestion pour 1893, F. féd. 1895, II. 39), l'échange des actes de la procédure est terminé, mais le relevé des preuves n'a pas encore pu être clos. Il y a encore à entendre quelques témoins à Caracas et à Curaçao. A cet effet, l'arbitre a requis l'intervention des Etats-Unis d'Amérique. L'interrogatoire se fera par devant les représentants des Etats-Unis à Caracas.

l. L'office de tribunal arbitral dans le différend entre la France et le Chili, au sujet de la répartition, entre les créanciers du Pérou, des fonds provenant de certains gisements péruviens de guano (voir notre rapport de gestion pour 1894, F. féd. 1895, II. 39), ayant été confié au Tribunal fédéral, nous nous permettons de nous référer au rapport de gestion de ce dernier.

VI. NATURALISATIONS

a. La division politique a eu à s'occuper, au cours de l'année 1895, de 1187 demandes en autorisation de naturalisation (1114 en 1894), dont 372 provenant d'exercices précédents.

Sur ces 1187 demandes :

689 ont été agréées (713 en 1894) ;

31 n'ont pu être admises (14 en 1894) ;

26 ont été retirées par les postulants avant qu'une décision soit intervenue (26 en 1894) ;

1 annulée à la demande de l'intéressé ;

446 étaient encore en instance au 31 décembre.

1187

Le grand nombre de demandes non répondues s'explique par le fait que les requérants n'ont pu encore produire les pièces requises.

Comme dans les années précédentes, l'Allemagne a fourni, en 1895, plus de la moitié des candidats à la naturalisation suisse.

En 1895, sur 1187 demandes, 616 nous ont été adressées par des Allemands, 253 candidats étaient Français, 145 Italiens, 61 Autrichiens, 30 Russes, 6 citoyens des Etats-Unis d'Amérique, 5 Turcs, 4 Belges, 3 Anglais, 3 Roumains, 3 Espagnols, 3 Hollandais, 3 ressortissants de la principauté de Lichtenstein, 2 Danois, 1 Portugais, 1 Luxembourgeois. Dans 9 cas, il n'a pas été possible de constater la nationalité.

De ces requérants :

143 étaient mineurs,

325 célibataires (les mineurs non compris).

383 étaient mariés,

81 veufs ou veuves,

8 divorcés,

dans 47 cas, l'état-civil n'a pu être constaté.

1187

Les 1187 requêtes comprenaient 1773 enfants, soit 1024 garçons et 749 filles, ce qui porte le nombre total des candidats à 3543, soit :

1187 requérants,

583 femmes de requérants,

1773 enfants,

3543

Les 689 autorisations accordées en 1895 se répartissent entre 400 Allemands, 169 Français, 67 Italiens, 23 Autrichiens, 11 Russes, 1 Roumain, 3 citoyens des Etats-Unis d'Amérique, 2 Belges, 2 Danois, 2 Hollandais, 1 Espagnol, 1 ressortissant de la principauté de Lichtenstein et 1 Turc.

Ces autorisations s'étendaient à 1225 enfants, 707 garçons et 526 filles, et à 403 femmes mariées.

Le nombre total des personnes auxquelles se rapportent les autorisations accordées en 1894, a donc été de 2325, soit :

689 requérants,

403 femmes mariées,

1233 enfants,

2325 (2,318 en 1894).

Les certificats à domicile délivrés aux personnes qui ont obtenu l'autorisation en naturalisation se répartissent comme suit entre les cantons : Genève 188, Zurich 126, Bâle-ville 112, Berne 53, Vaud 35, Neuchâtel, 30, Tessin 28, St-Gall 21, Thurgovie 17, Schaffhouse 13, Lucerne 11, Grisons 9, Soleure 9, Argovie 8, Fribourg 7, Appenzell-Rh. ext. 7, Bâle-campagne 6, Valais 4, Schwyz 4, Glaris 1, Uri 1.

b. Parmi les 689 requêtes admises figurent 17 autorisations en réintégration de nationalité, en faveur de veuves d'origine suisse devenues étrangères par leur mariage.

c. Grâce aux renseignements fournis par les cantons, nous sommes en mesure de pouvoir publier les données statistiques suivantes, relatives aux naturalisations par les cantons en 1895.

Naturalisations par les cantons en 1895.

CANTONS	NOMBRE DES NATURALISATIONS	DATE de l'autorisation FÉDÉRALE			TAXES				NATURALISATIONS FAISANTES	
		cantonales		communales						
		1893	1894	1895	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum		
Zurich	168	10	56	42	500	100	1150	100	7	
Berne	37	—	20	17	500	500	3600	350	1	
Lucerne	4	—	2	2	600	600	1500	500	—	
Uri	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Schwyz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Unterwald-le-haut	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Unterwald-le-bas	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Glaris	1	—	—	1	300	300	1400	1400	—	
Zoug	3	—	3	—	800	400	2	2	—	
Fribourg	8	1	3	4	300	150	1300	125	—	
Soleure	11	—	3	8	1200	800	1950	300	—	
Bâle-ville	90	4	31	55	gratuit	800	200	200	41	
Bâle-campagne	9	—	1	5	400	290	1500	500	—	
Schaffhouse	19	1	6	12	150	75	1200	100	7	
Appenzell-Rh. ext.	5	—	3	2	500	300	1000	200	4	
Appenzell-Rh. int.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
St-Gall	32	3	13	16	400	50	2000	150	1	
Grisons	2	—	2	—	600	600	850	800	—	
Argovie	9	1	3	5	1200	500	2000	500	—	
Thurgovie	19	—	8	11	300	80	1000	50	7	
Tessin	28	—	9	16	600	200	1000	200	suspendues?	
Vaud	25	—	10	15	1600	200	1400	500	—	
Valais	5	—	1	1	700	300	1800	500	—	
Neuchâtel	31	—	14	17	200	50	1000	300	—	
Genève	121	7	83	31	gratuit	1000	50	50	31	
	507	—	—	—	—	—	—	—	46	

Un certain nombre de demandes nous ont offert l'occasion de trancher quelques questions de principe. Nous relevons les suivantes :

1. Nous avons admis qu'en thèse générale l'enfant mineur d'un étranger qui désire conserver sa nationalité peut, par voie d'émancipation, acquérir la nationalité suisse en se conformant aux conditions et aux formalités à remplir pour obtenir l'autorisation fédérale et en produisant, entre autres, une expédition authentique de son acte d'émancipation.

2. Nous avons répondu à un Gouvernement cantonal que l'indigence d'une personne désirant être naturalisée suisse ou réintégrée dans son droit de cité suisse ne saurait être, pour le Conseil fédéral, un motif suffisant de lui en refuser l'autorisation. En effet, le Conseil fédéral doit se borner à examiner si les conditions prévues à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1876 sont remplies; tout le reste est réglé par les législations cantonales.

3. Aux termes de la loi fédérale du 22 juin 1881, article 10, chiffre 2, la capacité civile des étrangers à la Suisse est régie par le droit du pays auquel ils appartiennent. Or, il n'est pas rare que des autorités cantonales, à l'occasion de demandes de naturalisation présentées par des étrangers, appliquent la loi suisse en ce qui concerne l'âge de la majorité et traitent

comme mineure la personne âgée de moins de 20 ans et comme majeure celle qui a dépassé cet âge.

Aussi un Gouvernement cantonal a-t-il exigé à tort, de la fille de parents allemands ayant atteint sa 20^{me}, mais pas encore sa 21^{me} année, qu'elle présentât une requête en autorisation de naturalisation distincte de celle de ses parents en la considérant comme majeure. Nous avons fait observer à ce Gouvernement que l'autorisation accordée aux parents s'étendait aussi à leur fille, attendu que celle-ci était mineure d'après la loi allemande, seule applicable à l'espèce.

A cette occasion, il est bon de rappeler l'âge fixé pour la majorité par la législation des divers Etats étrangers :

16 ans en Turquie ;

21 ans en France, Allemagne, Angleterre, Italie, Russie, Etats-Unis d'Amérique, Roumanie, Portugal, Suède, Belgique, Luxembourg, Grèce, Brésil et dans la plupart des Etats de l'Amérique du sud ;

22 ans dans la République argentine ;

23 ans aux Pays-Bas ;

24 ans en Autriche-Hongrie, Norvège et dans le Danemark ;

25 ans en Espagne, Bolivie, Chili et San Salvador.

4. Nous avions accordé en 1893 à un étranger l'autorisation de se faire recevoir citoyen d'un canton et d'une commune suisses. Le requérant ayant exposé, avec pièces à l'appui, qu'il était marié et père de deux enfants, nous avions décidé que l'autorisation fédérale délivrée à l'intéressé s'étendait aussi à sa femme et à ses deux enfants mineurs, conformément à l'article 3 de la loi fédérale du 3 juillet 1876.

La femme cependant fit plus tard opposition à cette décision fédérale, en demandant, pour ce qu'il concernait, l'annulation de l'autorisation. A l'appui de sa requête, elle faisait valoir que, déjà antérieurement à la décision du Conseil fédéral, elle vivait séparée de corps et de biens de son mari ; elle prouvait ses allégations par un extrait de jugement.

Nous avons cru devoir faire droit à cette demande pour les motifs suivants.

Si la législation fédérale ne prévoit pas « expressis verbis » la nullité en matière de naturalisation, il ne s'ensuit pas pour cela qu'une naturalisation accordée à un étranger, contrairement à la loi, soit valable.

En l'espèce, le mari avait formulé sa demande de naturalisation de telle façon que l'autorité compétente avait dû supposer que le lien conjugal était intact et que le mari exerçait, par conséquent, la puissance maritale dans toute son étendue et avec tous ses effets. Or, ceci n'étant pas le cas, l'article 3 de la loi fédérale du 3 juillet 1876 ainsi conçu : « La nationalité s'étend à la femme de l'étranger naturalisé et à ses enfants mineurs »..., ne saurait sortir son effet.

VII. OPTIONS

a. Il nous est parvenu, pendant l'année 1895, 158 déclarations d'option (109 en 1894) et 128 avis d'intention d'option pour la Suisse (87 en 1894).

b. Parmi les cas d'option d'une portée générale dont la division politique a eu à s'occuper au courant de l'année 1895, nous relevons ici les suivants :

1. Un Gouvernement cantonal nous ayant demandé si les enfants de la

femme divorcée d'un Français, Suisse d'origine avant son mariage, acquerraient le droit d'opter pour la nationalité suisse après que la mère avait été réintégrée dans cette nationalité, nous avons répondu négativement à cette question. En effet, le droit d'option implique que l'optant soit l'enfant de parents Français naturalisés en Suisse (article 1^{er} de la convention de 1879). Cette condition ne se trouve pas remplie si la mère seule acquiert la nationalité suisse, tandis que le père conserve sa nationalité française. Les enfants suivent, cela va sans dire, la nationalité du père qui exerce sur eux la puissance paternelle, même si le jugement de divorce avait attribué à la mère la garde des enfants.

Tout autre est le cas des enfants de la veuve d'un Français. Par la naturalisation de la mère, qui détient la puissance paternelle, est acquis à ces enfants le droit d'opter pour la nationalité suisse.

2. Dans le courant de l'année, nous avons été nantis des réclamations de trois fils de Français naturalisés Suisses qui ont été arrêtés comme insoumis par les autorités militaires françaises quoi qu'ils eussent valablement opté pour la nationalité suisse dans les délais voulus.

Les démarches faites à cette occasion ont amené la prompte libération de nos trois ressortissants, et les autorités françaises ont alloué une indemnité à deux d'entre eux à titre de dédommagement.

3. Nous avons appris que quelques départements militaires cantonaux continuent à délivrer, à des fils de Français naturalisés Suisses, des livrets de service, avant que les intéressés eussent opté pour la nationalité suisse. Nous avons saisi cette occasion pour rappeler à nos autorités cantonales la circulaire du 6 juillet 1894, d'après laquelle devront être traités, exclusivement comme Français, les fils de Français naturalisés Suisses qui, à l'époque de la naturalisation, étaient mineurs jusqu'au moment où ils auront accompli les formalités prévues par l'article 2 de la convention du 23 juillet 1879, c'est-à-dire où ils auront opté régulièrement, entre 21 et 22 ans, pour la nationalité suisse.

En terminant, nous avons à mentionner la nouvelle loi suédoise du 1^{er} octobre 1894 sur la nationalité.

Cette loi prescrit que l'étranger né en Suède et domicilié dans ce pays sans interruption jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis acquiert par ce fait la nationalité suédoise, à moins qu'entre sa 21^{me} et sa 22^{me} année il n'ait déclaré par écrit, auprès du gouverneur de la province, vouloir renoncer à cette nationalité en établissant par des pièces authentiques sa qualité de citoyen d'un pays étranger à la Suède.

L'enfant né en Suède d'un père qui y est né lui-même devient irrévocablement Suédois; il n'a pas le droit de répudiation. Nous avons fait, dans la *Feuille édérale*, les publications nécessaires pour attirer l'attention des Suisses établis en Suède sur les dispositions de cette loi.

(A suivre.)

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Séance du Reichstag du 18 mars. — Le baron Marschall, secrétaire d'Etat à l'office des affaires étrangères, fait la déclaration suivante :

« En vue des grands changements qui s'opèrent dans les territoires d'outre-mer et en vue de la lutte de concurrence commerciale dans laquelle nous jouons un rôle des plus importants, force nous est d'examiner s'il n'est pas nécessaire d'augmenter notre marine ; nous ne pouvons attendre jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

« Cependant nous suivrons toujours un juste milieu.

« Celle de nos tâches que nous considérons comme la plus noble est d'être et de demeurer, en Europe, en conjonction avec nos alliés et avec les Etats ayant les mêmes aspirations, les gardiens de la paix et du droit, d'être assez forts pour réduire à l'impuissance tout perturbateur de la paix. Cette tâche que nous nous proposons nous garde de toute politique d'aventure qui pourrait désagréger nos forces et nous enlever la confiance d'autres puissances. Le chauvinisme et le jingoïsme sont des traits étrangers au caractère allemand.

« Pour protéger nos intérêts d'outre-mer, il nous faut une puissante flotte de croiseurs. A l'époque actuelle, la nécessité de la défense est plus grande que jamais, mais les moyens de protection sont devenus moindres. C'est ce qu'a éprouvé l'office des affaires étrangères au cours des événements de l'Asie-Mineure, de l'Afrique australe, de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale.

« Notre intervention dans les affaires de l'Extrême-Orient n'avait pas pour but de faire les affaires de la Russie et de la France, mais, au contraire, ce n'était qu'en intervenant que nous pouvions représenter d'une façon efficace les intérêts allemands dans ces régions.

« La conduite que nous avons tenue ne nous a pas été inspirée par le désir de blesser le Japon et de réjouir la Chine. Une nation dont le développement est aussi vigoureux que celui du Japon peut toujours compter sur les sympathies de la nation allemande.

« Tant que l'esprit créateur de l'Allemand saura s'exercer, on construira toujours des croiseurs sur nos chantiers maritimes, car il n'est pas possible de définir où s'arrêtent nos intérêts d'outre-mer, et, d'un autre côté, nous conservons ainsi à l'Allemagne des milliers de compatriotes résidant à l'étranger. Dans l'un et l'autre sens, c'est là de bonne politique allemande.

« J'espère, par suite, que le Reichstag votera chaque fois les ressources nécessaires. »

— Le gouvernement impérial a fait distribuer au Reichstag le rapport annuel relatif à l'émigration par les ports allemands.

Le nombre des émigrants a été par Brême de 68,992 ; par Hambourg de 53,097.

Quoique ces chiffres soient supérieurs aux chiffres très bas de l'an dernier (47,499 et 38,827), ils n'en accusent pas moins la continuation régulière du mouvement décroissant de l'émigration allemande depuis 1890. Il faut attribuer ce ralentissement à la prospérité de l'industrie, qui occupe facilement les bras qui désertent l'agriculture.

BELGIQUE

Dans la séance de la Chambre des représentants du 13 mars, M. de Borchgraeve développe une interpellation sur la question monétaire, qui est la cause principale de la crise agricole et manufacturière. Le rétablissement du bimétallisme international, ajoute l'orateur, semble le seul remède à cet état de choses.

M. de Borchgraeve appelle l'attention de la Chambre et du gouvernement sur la pétition adressée par la Société centrale d'agriculture de Belgique, tendant à obtenir que le gouvernement belge use de son influence auprès des gouvernements étrangers pour arriver à une entente bimétallique. Il prie le gouvernement de vouloir bien lui dire quelles sont ses dispositions à cet égard.

M. de Smet de Nayer, président du conseil, répond qu'il ne fait aucune difficulté de reconnaître toute l'importance que présente à l'heure actuelle la question du bimétallisme international. Il ajoute qu'il peut assurer la Chambre que le gouvernement belge donnera son acquiescement à toute mesure qui aurait pour effet d'assurer, par la voie d'une entente internationale, la stabilité du change monétaire entre l'or et l'argent.

Dans la séance du Sénat du même jour, M. Vercruyse interpelle au sujet des eaux de l'Espierre. Il dénonce le mauvais vouloir des villes de Roubaix et de Tourcoing et réclame l'établissement d'un barrage à la frontière et le gouvernement français ne prendraient pas d'énergiques mesures.

Le ministre répond qu'en effet la situation ne fait qu'empirer. Le projet d'installation d'un barrage pour cette année est à l'étude pour le cas où les villes de Roubaix ou de Tourcoing ne donneraient pas satisfaction.

— Dans la séance du Sénat du 17 mars, M. Montefiore a fait remarquer que plusieurs journaux ont annoncé que le premier ministre s'était déclaré vendredi, à la Chambre, en faveur du bimétallisme. Il demande au ministre de déclarer le contraire.

M. de Smet de Nayer dit que les vues qu'il a exposées à la Chambre, bien que lui étant personnelles, sont cependant partagées par plusieurs membres du cabinet. La Belgique ne peut pas prendre l'initiative de la réhabilitation de l'argent.

Le ministre ne peut faire d'autre déclaration.

EGYPTE

Le 19 mars, le gouvernement égyptien a demandé aux Commissaires directeurs de la Caisse de la Dette publique l'autorisation de prélever sur le fonds de réserve général, affecté à la garantie des porteurs de titres de certains emprunts publics, une somme de 500,000 livres pour les besoins de l'expédition militaire du Soudan. A la séance du 26 mars, MM G. Louis et Yonine, Commissaires français et russe, firent la déclaration suivante :

La question sur laquelle nous sommes appelés à délibérer ne rentre pas dans les attributions de la Commission de la Dette, telles qu'elles ont été fixées par les décrets et les conventions internationales.

Il s'agit, en réalité, de mettre le Gouvernement égyptien en mesure d'engager des opérations offensives dont le but, suivant la lettre du ministère des finances, serait la réoccupation de la province de Dongola, mais qui, d'après les explications données dans le Parlement anglais, s'étendraient beaucoup plus loin, et seraient surtout destinées à favoriser des combinaisons politiques européennes.

La question qui nous est soumise est donc de l'ordre politique. Comme telle, elle échappe à notre compétence. Nous ne pouvons ni donner ni refuser notre consentement.

Il en est de même au point de vue financier : la Commission de la Dette ne saurait se prononcer sur la dépense que peut comporter une entreprise aussi vaguement définie et dont on ne peut calculer la durée.

Le Gouvernement égyptien nous demande de prélever une somme de L. E. 500,000 sur le fonds de réserve général, bien que la partie nou engagée de cette réserve ne dépasse guère un million de livres. Nous pouvons prévoir, dès à présent, qu'un nouvel appel sera fait à ce même fonds dans un assez court délai. Si l'on se souvient de ce qu'ont coûté les opérations militaires précédemment entreprises dans le Soudan et en Abyssinie, on doit craindre que celles qui s'ouvrent actuellement n'absorbent, et au-delà, les économies que nous avons accumulées dans le fonds de réserve général pour la sécurité des créanciers et en vue de dépenses réellement ntilles.

Il est inadmissible que nous puissions, en vertu de nos attributions, engager une dépense aussi considérable dont les causes échappent complètement à notre action et qui peut avoir pour conséquence de faire disparaître graduellement les réserves de l'Egypte, d'ajourner indefiniment la reprise de l'amortissement, et même de nous mettre dans l'impossibilité de parfaire les insuffisances de revenus, en vue desquelles le fonds de réserve général a été créé.

Le Ministre des finances fait valoir que, parmi les dépenses visées dans l'art. 3 du décret du 12 juillet 1888, « se trouvait comprise, dans l'esprit du Gouvernement, la dépense qui s'imposerait le jour où il deviendrait nécessaire de réoccuper le Soudan ».

Mais jamais cette pensée d'affecter le fonds de réserve général à des opérations militaires n'avait été dévoilée. C'est la première fois que le Gouvernement y fait allusion. Il ne peut s'attendre à ce qu'elle soit considérée comme ayant été acceptée, du moment où il ne l'a pas fait connaître aux Puissances, en présentant l'art. 3 à leur approbation.

Si, d'ailleurs, l'art. 3 était applicable au crédit demandé pour l'expédition de Dongola, nous aurions à faire remarquer que le Gouvernement, en engageant les dépenses, comme il l'a fait, plusieurs jours avant de saisir de sa demande la Commission de la Dette, ne s'est pas conformé à la disposition de cet article qui lui interdit d'engager une dépense extraordinaire sans l'avis préalable de la Commission. Ainsi, même s'il s'agissait d'une dépense que la Commission peut autoriser, les conditions dans lesquelles la demande est présentée, constituerait une infraction à la loi. Nou moins grave est le fait d'avoir engagé, sans l'assentiment des Puissances, une dépense qui ne peut être autorisée que par elles.

Nous commettrions, nous-mêmes, un manquement aux arrangements internationaux si nous acceptions de nous prononcer sur la demande de crédit dont nous sommes saisis.

Ce n'est pas à la Commission de la Dette, c'est aux Puissances qu'il appartient d'apprécier si l'affectation d'une partie du fonds de réserve à des opérations militaires dans le Soudan peut être justifiée. Le Gouvernement anglais l'a compris, car il a communiqué aux Puissances la demande de crédit. C'est reconnaître que la question soulevée était en dehors de nos attributions. Mais, croyant pouvoir éluder la nécessité de l'unanimité, on a prétendu en même temps que la Commission de la Dette peut accorder le crédit, et, dès qu'on a supposé trouver parmi nous une majorité favorable, sans attendre que les négociations engagées entre les Puissances soient terminées, sans qu'on nous ait fourni aucun renseignement sur les devis estimatifs qui ont dû être préparés par le ministère de la guerre, sans même que le véritable but de l'expédition nous ait été indiqué on a réclamé notre vote et le ministère a envoyé demander 200,000 livres, une demi-heure après notre entrée en séance, comme s'il suffisait d'un simulacre de délibération.

La Commission, fût-elle compétente, ne pourrait pas accepter de délibérer

dans de telles conditions. Mais elle n'est pas compétente : la décision qui serait prise dans ces circonstances ne serait pas seulement insuffisamment méditée, elle serait illégale, puisque nous n'avons pas qualité pour régler les questions que soulève l'expédition de Dongola.

Les Puissances seules pourraient nous mettre en mesure de délibérer en nous conférant, par un mandat spécial, comme elles l'ont fait dans une circonstance antérieure, les pouvoirs nécessaires, sous la condition que la décision ne serait prise qu'à l'unanimité, comme entre les Puissances elles-mêmes.

Nous n'avons pas ce mandat.

Je suis, en conséquence, d'avis que la Commission ne peut pas délibérer valablement sur la demande de crédit visée dans les lettres du Ministre des finances en date du 19 et 21 de ce mois et que, si elle votait ce crédit, elle engagerait sa responsabilité.

*Le Délégué de France,
Signé : G. LOUIS.*

J'adhère à ces observations.

*Le Délégué de Russie,
Signé : A. YONINE.*

Malgré cette déclaration, les Commissaires anglais, italien, allemand et autrichien, accordèrent au Gouvernement égyptien l'autorisation qu'il demandait et lui remirent 200,000 livres, etc.

MM. Louis et Yonine adressèrent alors la lettre suivante au Ministre de finances d'Egypte :

Le Caire, le 26 mars 1896.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous venons d'être informés que quatre de nos collègues ont consenti un crédit de 500,000 L. E. sur le fonds de réserve général, à la suite de la lettre, en date du 19 de ce mois, par laquelle Votre Excellence nous a demandé de mettre à sa disposition, sur ledit fonds, pareille somme, en vue d'opérations militaires ayant pour premier but la réoccupation de la province de Dongola.

Dans notre opinion, la Commission de la Dette n'a pas qualité pour autoriser l'imputation d'une dépense de cette nature sur le fonds de réserve général.

En conséquence, dès que le crédit de l'expédition de Dongola a été mis en délibération, nous avons déclaré à nos collègues, après leur avoir donné lecture de l'avis motivé dont vous trouverez ci-joint le texte, que nous faisions opposition au vote, et nous nous sommes retirés de la salle des séances.

La décision intervenue dans ces conditions ne saurait être valable. Nous prions Votre Excellence de prendre acte de notre protestation, aucune dépense afférente à l'expédition de Dongola ne pouvant, à notre avis, être ordonnancée sur le fonds de réserve général, sans que les Puissances aient donné, à cet effet, leur assentiment préalable et unanime à l'ouverture d'un crédit.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre haute considération.

Signé : G. LOUIS.
A. YONINE.

A son Excellence Ahmed Mazloum Pacha, ministre des Finances, le Caire.

M. Bouteron, Commissaire Français des Domaines de l'Etat, a fait la protestation suivante :

Le Caire, le 29 mars 1896.

MESSIEURS,

La Commission de la Caisse de la Dette publique, dans sa séance du 26 de ce

mois, a décidé, à la simple majorité, qu'une somme de 500,000 L. E. serait prélevée sur le fonds de réserve créé par le décret du 12 juillet 1888 et que cette somme serait mise à la disposition du Gouvernement Egyptien pour être affectée à une expédition au Soudan.

En prenant cette décision, la majorité de la Commission de la Dette semble avoir perdu de vue que les décrets des 27 juillet 1885, 12 juillet 1888 et 6 juin 1890 (art. 9) ont créé, sur le fonds de réserve, aux emprunts garanti et domanial, des droits spéciaux qui sont venus s'ajouter aux garanties données pour ces emprunts.

Permettez-moi de vous faire remarquer, en ce qui concerne l'emprunt garanti par les Puissances, qu'il est de droit strict qu'un gage donné à des garants ne peut être touché sans le consentement unanime de ces garants, que, par suite, le fonds de réserve constituant une partie du gage donné aux Gouvernements garants, la situation de chaque Puissance garante ne peut être modifiée qu'avec le consentement de son représentant légal.

Il me semble donc que le vote émis le 26 de ce mois par la majorité des Commissaires de la Caisse de la Dette publique est illégal et que son exécution porterait atteinte aux droits reconnus de l'emprunt domanial.

Par ces motifs, je proteste contre ce vote et je me réserve de m'opposer à son exécution par toutes les voies de droit.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

Le Commissaire des Domaines,

Signé : E. BOUTERON.

Messieurs les Commissaires Directeurs de la Caisse de la Dette publique.

ETATS-UNIS

Dans sa séance du 2 mars, la Chambre des représentants a, par 263 voix contre 26, voté la résolution suivante :

« La Chambre des représentants décide, concurremment avec le Sénat, que, dans l'opinion du Congrès, un état public de guerre existe à Cuba et que les partis en présence ont des titres aux droits des belligérants. Le gouvernement des Etats-Unis doit observer une stricte neutralité entre les belligérants.

« La Chambre décide que le Congrès déplore les morts d'hommes et la destruction des propriétés qui sont le résultat de la guerre, et qu'il est convaincu que la seule solution du différend, aussi bien dans l'intérêt de l'Espagne que dans l'intérêt du peuple de Cuba, serait l'établissement d'un gouvernement choisi par le peuple cubain. Le Congrès pense que le gouvernement des Etats-Unis doit employer ses bons offices et son influence amicale en vue de l'établissement d'un pareil gouvernement.

« La Chambre constate que les Etats-Unis ne sont pas intervenus dans les luttes entre les gouvernements européens et leurs colonies sur le continent américain ; mais, en raison des relations étroites qui existent entre le peuple des Etats-Unis et le peuple de Cuba, relations qui sont la conséquence de leur proximité et d'échanges commerciaux, et en vue de la guerre actuelle qui cause des préjudices aux Américains, le Congrès est d'avis que le gouvernement doit être prêt à protéger par son intervention, si c'est nécessaire, les intérêts des sujets américains. »

Au cours des débats, le député Hitt dit que l'Espagne ne possède actuellement qu'un quart ou tout au plus un tiers de l'île de Cuba. Elle ne peut donc pas se dire offensée, puisqu'elle-même avait reconnu la confédération des Etats-Unis avant la bataille de Bull-Run.

Le député Mac-Creary déclare que les Etats-Unis doivent employer leur pou-

voir à donner l'indépendance aux patriotes cubains qui luttent contre un despotisme cruel.

M. Adams dit que l'heure de l'action a sonné. Le plus illustre général de l'Espagne n'a pas pu étouffer la révolution et le massacreur Weyler a été envoyé pour anéantir les insurgés.

M. Sulzer assure que les Cubains ont un gouvernement et une armée de 40,000 hommes.

M. Turner se plaint de ce qu'on écourt le débat et de ce que la commission n'apporte pas de faits à l'appui de sa résolution. Les Espagnols peuvent avoir la tête chaude, mais ils sont animés de sentiments chevaleresques. On a fait courir des légendes incroyables sur la brutalité et la cruauté du général Weyler pendant la répression de la dernière rébellion.

Le président de la République de Cuba est un citoyen américain qui, au lieu de courir les risques de la guerre à Cuba, réside en ce moment aux Etats-Unis.

La résolution qu'on nous propose devrait être plus modérée puisque nous ne sommes pas en possession de renseignements exacts.

M. Bouteill demande des délais parce qu'une résolution pareille équivaut, suivant lui, à une déclaration de guerre.

M. Cumminas dit que la proclamation du général Weyler est un renseignement bien suffisant. Le général Weyler est un monstre en uniforme.

D'autres députés sont opposés à une action trop précipitée.

M. Tucker déclare que la politique traditionnelle des Etats-Unis est de s'absenter de toute intervention dans les affaires intérieures des autres pays. La Chambre, selon lui, a perdu la tête.

M. Hitt termine le débat en disant que l'Espagne ne s'offensera pas de l'attitude des Etats-Unis, bien que le droit de visite qu'entraînerait la reconnaissance des insurgés comme belligérants puisse amener des conséquences périlleuses.

— Dans sa séance du 9 mars, le Sénat adopte une résolution demandant au président Cleveland de fournir tous les renseignements possibles au sujet des affaires de Cuba, surtout en ce qui touche spécialement les intérêts des Etats-Unis.

Le sénateur Sherman propose d'adopter les conclusions de la commission interparlementaire relativement à la révolution cubaine et de voter la résolution de la Chambre.

Le sénateur Hale déclare que le Sénat ne possède aucune information qui justifie la reconnaissance des Cubains comme belligérants. Les faits connus n'étaient pas de nature à justifier les paroles violentes des sénateurs qui ont appuyé la résolution.

Lecture est donnée d'une déclaration du ministre d'Espagne aux Etats-Unis, dans laquelle celui-ci fait ressortir qu'au cours des récentes discussions certains sénateurs ont cité des traductions inexactes d'ouvrages concernant le général Weyler. En effet, ces ouvrages ne mettaient pas en cause le général qui, en 1869 et en 1873, était en sous-ordre et n'a encouru de ce fait aucune responsabilité dans les événements de Cuba.

Le sénateur Seward déclare que les Etats-Unis ne souffriraient pas qu'une puissance étrangère se mêlât de leur indiquer de quelle manière et dans combien de temps ils devraient mettre fin à une rébellion intérieure. L'Espagne a, de même, le droit de ne pas le souffrir.

M. Shernan, interrompant, fait remarquer que la France, l'Angleterre et l'Espagne ont reconnu les confédérés comme belligérants au moment de la guerre de sécession avant qu'aucune bataille n'ait été livrée.

— Dans la séance du 18 mars, le Sénat a discuté l'attitude du ministre d'Espagne à Washington, qui a fait, au sujet de Cuba, certaines déclarations dans lesquelles il a critiqué les observations des sénateurs et indiqué de prétendues inexactitudes dans la traduction des ouvrages cités par eux. On lui a reproché d'avoir manqué aux convenances diplomatiques, parce qu'en sa qualité de représentant d'une puissance étrangère, il lui était interdit de faire des communications autrement que par l'intermédiaire du département d'Etat.

Plusieurs sénateurs ont demandé que le secrétaire d'Etat fît savoir de la façon la plus délicate, au ministre d'Espagne, que le renouvellement d'un pareil manque aux convenances entraînerait la remise de ses passeports.

Quelques autres ont été d'avis qu'il fallait tenir compte de ce fait que la situation actuelle était tendue et que la presse jouait à notre époque un rôle plus large que par le passé, que d'ailleurs le langage du ministre était empreint d'une grande modération et qu'en conséquence on ne devrait pas lui en faire ce reproche.

L'incident a été ensuite clos.

FRANCE

La question du bimétallisme.

Séance de la Chambre des députés du 17 mars. — M. Méline. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, en mon nom et au nom de 347 de nos collègues, un projet de résolution dont je demande la permission de donner lecture, en la faisant précéder du très court exposé des motifs qui le justifie.

Ce projet de résolution concerne le rétablissement d'un rapport fixe entre l'or et l'argent par voie de convention internationale.

Sur plusieurs bancs. — Lisez! lisez!

M. Jules Méline, lisant. — Messieurs, la rupture de l'ancien pair bimétallique, survenue depuis 1873, entre la valeur d'échange de l'étalement d'or et la valeur d'échange de l'étalement d'argent, cause les préjudices les plus graves à notre agriculture, à notre industrie et à notre commerce général, en même temps qu'elle affaiblit la sécurité de nos créances extérieures.

Les rapports des consuls européens en résidence en Extrême-Orient, au Mexique et dans l'Amérique du Sud, prouvent, en effet, que la prime de l'or existant aujourd'hui dans ces divers pays, — et dont la disqualification de l'argent comme instrument d'échange international est la cause principale, — constitue pour eux :

1^o Une protection formidable en faveur de leur production indigène (agricole ou industrielle), à l'abri de laquelle celle-ci se développe sûrement et rapidement, parce qu'elle rend très difficile l'importation dans ces pays des marchandises provenant de nations à étalement d'or comme la France;

2^o Une prime énorme d'exportation pour les produits indigènes, qui les incite à aller s'offrir de préférence sur les marchés des pays à étalement d'or, à des conditions absolument ruineuses pour les producteurs (agriculteurs ou industriels) de ces derniers pays.

Pour faire cesser l'anarchie monétaire dont les nations soumises à la loi de l'étalon d'or souffrent si cruellement aujourd'hui, pour permettre aux producteurs de ces nations de lutter, au moins à armes égales, sur le terrain des échanges, contre la concurrence des pays nouveaux, déjà si favorisés par de nombreux avantages naturels, il est indispensable d'assigner un rapport fixe de valeur entre l'étalon d'or et l'étalon d'argent.

Ce rapport fixe de valeur peut être assuré par le bimétallisme international, c'est-à-dire par une entente intervenant entre les principales nations actuellement régies par l'étalon d'or et aux termes de laquelle la frappe libre et le pouvoir libératoire intégral seraient accordés à l'argent comme l'or, avec la même parité et les mêmes conditions de traitement.

L'observation des faits ayant démontré d'une manière irréfutable, que la baisse de valeur de l'étalon d'argent par rapport à l'étalon d'or n'était due qu'aux mesures législatives prises en faveur de l'or et au détriment de l'argent : par l'Angleterre en 1816, par l'Allemagne en 1871, par les Pays-Bas et les Etats-Unis en 1873, par la France et les pays de l'Union latine en 1873 et 1876, et, enfin, par le Gouvernement des Indes anglaises en 1893; tout nous autorise à penser, dès lors, que d'autres mesures législatives prises par les grandes nations créancières du monde, actuellement régies par l'étalon d'or et préalablement concertées entre elles, peuvent rétablir l'ancien équilibre des deux étalons monétaires et en assurer la stabilité dans l'avenir. (Très bien! très bien!)

Mais l'expérience du passé a également démontré qu'avant de convier à une Conférence internationale, chargée de trouver la solution du problème à résoudre, les grandes nations à étalon d'or, dont l'entente est considérée comme indispensable, il fallait au moins les amener à se prononcer sur le principe même et les conséquences économiques de la réforme monétaire projetée.

C'est la première étape à franchir dans la voie des solutions pratiques. (Très bien! très bien!)

C'est pour atteindre ce but que les bimétallistes français, anglais et allemands ont décidé de présenter, à leurs Parlements respectifs, une motion dont l'adoption par les trois Parlements aurait pour conséquence immédiate de trancher la question de principe et d'obliger les Gouvernements des nations intéressées à sortir de l'expectative réciproque dans laquelle ils se maintiennent actuellement et dont la prolongation serait fatale aux intérêts du pays.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer le projet de résolution suivant :

PROJET DE RÉSOLUTION

« La Chambre des députés,

« Considérant que l'établissement du bimétallisme international serait un grand bienfait pour les intérêts agricoles, industriels et commerciaux du pays, invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour établir et assurer, par une entente internationale, un rapport fixe entre l'or et l'argent. » (Très bien! très bien!).

Tel est, messieurs, le projet de résolution sur lequel nous demanderons à la Chambre de délibérer à une date prochaine; mais il est bon qu'elle sache dès à présent qu'à l'heure même où ce projet de résolution est déposé sur son bureau, la discussion s'engage sur la même question au Parlement anglais et au Parlement allemand. Par conséquent, la Chambre, en s'associant en principe à la proposition de renvoi que je vais lui faire, prouvera l'importance qu'elle attache à une question qui préoccupe l'Europe tout entière, et son désir de s'associer aux mesures internationales qu'on est sur

le point de prendre pour réparer la grosse erreur financière et économique commise en 1873. (Applaudissements.)

Le débat a une trop grande importance, messieurs, pour que nous vous proposions de l'aborder aujourd'hui, en interrompant l'ordre de vos travaux ; mais, pour répondre à votre pensée et satisfaire à l'engagement que nous avons pris, nous vous demandons de décider qu'après la discussion de l'impôt sur le revenu, vous statuerez sur l'urgence en la faisant suivre de l'examen immédiat du projet de résolution que j'ai l'honneur de déposer. (Très bien! très bien!)

M. Paul Doumer, ministre des finances. — Le Gouvernement est d'accord avec les auteurs du projet de résolution pour en fixer la discussion après le débat sur le projet de résolution présenté par la Commission du budget, concernant l'impôt général sur le revenu.

M. le Président. — Le projet de résolution sera imprimé et distribué. S'il n'y a pas d'opposition, la discussion sur la déclaration de l'urgence sera remise, ainsi que le demande M. Meline, d'accord avec le Gouvernement, après la discussion du projet de résolution concernant l'impôt général sur le revenu. (Assentiment.)

Les affaires de Madagascar.

Le Gouvernement a soumis aux Chambres, le 19 mars, un projet de loi portant application à Madagascar du tarif général des douanes.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, la déclaration de prise de possession de l'île de Madagascar par le Gouvernement de la République française a été faite à la reine de Madagascar, le 18 janvier 1896; cette déclaration a été, en outre, notifiée aux puissances.

Il y a lieu, par suite, de régler le régime douanier de la grande île, qui doit être établi conformément à la loi générale du 11 janvier 1892 concernant l'ensemble des colonies et possessions françaises. Le même régime doit s'appliquer tant à Madagascar qu'à ses dépendances naturelles, Nossi-Bé et Sainte-Marie de Madagascar, ainsi qu'au territoire de Diégo-Suarez, qui se trouvent maintenant placés, comme elle, sous l'autorité du résident général, en vertu du décret du 28 janvier dernier. La nécessité d'une loi s'impose pour l'établissement d'un seul et même régime douanier dans notre nouvelle possession et dans ses dépendances, car ces dernières ne font pas partie des colonies et possessions françaises prévues par le premier paragraphe de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892 qu'il s'agit d'appliquer à Madagascar.

Des décrets rendus sous forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre des colonies après avis du ministre du commerce, détermineront les produits qui pourront faire l'objet d'une tarification spéciale. Ces mesures qui doivent précéder la mise en exécution des dispositions des paragraphes 1 et 3 de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, relativement au régime des produits de Madagascar importés dans la Métropole et à celui des produits étrangers importés à Madagascar, seront prises, comme le prescrit le paragraphe 5 du même article, dans le délai maximum d'un an.

PROJET DE LOI

Article unique. — L'île de Madagascar et ses dépendances sont placées sous le régime douanier institué par la loi du 11 janvier 1892 pour les colonies et possessions françaises non comprises dans l'exception prévue par le paragraphe 2 de l'article 3 de ladite loi.

— Dans la séance de la Chambre des députés du 19 mars, un projet de loi a été également déposé pour autoriser le Gouvernement de Madagascar à convertir l'emprunt contracté par lui en 1886.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, le Gouvernement royal de Madagascar a contracté, le 4 décembre 1886, auprès du Comptoir d'escompte, au taux de 6 p. 100, un emprunt de 15 millions remboursable au bout de vingt-cinq ans, dont le produit était principalement destiné au règlement de l'indemnité de guerre due à la France. A la garantie de cet emprunt étaient affectées les recettes des douanes de six ports de l'île. En cas d'insuffisance, le Gouvernement de Madagascar s'engageait à affecter à l'emprunt les recettes d'autres ports et les autres ressources du royaume.

En vue de permettre au Gouvernement malgache de se libérer progressivement de sa dette, un contrat modificatif du 20 juin 1887 stipula que le capital en serait amorti au moyen de vingt-cinq annuités de 1,163,965 fr., payables à Paris, les 4 juin et 4 décembre de chaque année. Cette modification entraînant pour le Gouvernement malgache une augmentation de 163,965 fr. de la charge annuelle du service de l'emprunt, le Comptoir d'escompte s'engageait à lui avancer, le cas échéant, à 3 p. 100 d'intérêt, les sommes nécessaires, mais seulement jusqu'à concurrence d'une somme de 263,965 fr. une fois prêtée. Cet établissement était en même temps autorisé à créer et à émettre dans le public des obligations au porteur en représentation du capital restant dû sur le prêt de 15 millions. Enfin, le Gouvernement malgache se réservait formellement le droit de rembourser par anticipation au pair, à une époque quelconque, les obligations restant en circulation.

En vertu de l'autorisation contenue dans le traité du 20 juin 1887, il fut émis, le 28 décembre 1889, par voie de souscription publique, au pair, 28,279 obligations de 500 fr. 6 p. 100, en représentation de la portion non amortie de l'emprunt qui s'élevait à cette époque à 14,139,500 fr. A ces titres étaient attachés des coupons semestriels de 15 fr. d'intérêt, payables les 15 juin et 15 décembre de chaque année. L'amortissement devait être effectué par tirages semestriels, le 15 mai et le 15 novembre.

Le service de l'emprunt fonctionna à peu près régulièrement jusqu'en juin 1894. A partir de cette époque et malgré la réalisation de l'avance de 263,965 fr., stipulée dans le contrat du 20 juin 1887, l'insuffisance des recettes encaissées dans l'île eut pour conséquence d'abord de réduire de moitié le paiement du coupon à l'échéance du 15 décembre 1894, puis de suspendre définitivement tout service. Des rentrées effectuées depuis lors ont bien permis, en décembre 1895, de payer aux porteurs la seconde moitié du coupon du 15 décembre 1894 et de rembourser le capital des titres amortis en 1894 ; mais les coupons du 15 juin et du 15 décembre 1895, ainsi que le montant des titres sortis aux tirages, restent impayés.

C'est en présence de cette situation financière que se trouve le protectorat. L'annuité de 1.163,965 fr. nécessaire au service de l'emprunt actuel dépasse ses ressources et nous devons chercher les moyens de la réduire en abaissant notamment le taux d'intérêt d'après lequel elle a été calculée. Le seul moyen de réaliser cette opération dans de bonnes conditions est d'accorder au nouvel emprunt la garantie de la France. Alors même que cette garantie ne serait pas considérée comme une obligation morale résultant de notre prise de possession, elle ne s'en justifierait pas moins au point de vue financier par l'économie qu'elle procurera.

Une autre préoccupation s'impose. Pour consolider notre situation à Madagascar, pour assurer nos communications militaires, garantir la sécurité et faciliter le développement de la colonisation, il est indispensable d'entreprendre des travaux qui, tout en étant ramenés au strict nécessaire, n'en exigeront pas moins des dépenses trop importantes pour être supportées

par les finances locales. Il faut, sans tarder, assurer la réalisation de ces travaux.

Le projet de loi qui vous est soumis répond à cette double condition.

Le service de l'emprunt 6 p. 100 exigeait une annuité de 1,165,965 fr. En attachant aux 60,000 obligations nouvelles dont la création est proposée un intérêt nominal de 2 1/2 p. 100, l'annuité nécessaire pour les amortir en soixante ans ne s'élèvera qu'à 960,010 fr., de sorte que le budget du protectorat bénéficiera d'une économie certaine de 197,955 fr.

La dette à convertir ou à rembourser s'élève à la date du 12 mars 1896, en capital et intérêts arriérés, à 13,088,203 fr. 85. En l'état actuel du marché des capitaux et en tenant compte du succès obtenu récemment par l'emprunt du Tonkin, tout permet de croire qu'après extinction de l'ancienne dette, après acquittement des frais et des intérêts à courir jusqu'au jour du règlement effectif, la conversion laissera encore une soultre de 12 à 13 millions à la disposition du protectorat.

En stipulant au profit des obligations nouvelles la garantie de la République française, le Gouvernement ne pouvait oublier les mesures de prudence nécessaires pour sauvegarder les intérêts du Trésor. Les recettes des douanes des six ports principaux de l'île étaient déjà affectées à l'emprunt de 1886. Les articles 4 et 5 du projet consacrent et complètent cette affectation. Dans le cas où, malgré ces mesures, la garantie viendrait à jouer temporairement, les avances du Trésor porteraient intérêt dans les conditions déterminées par l'article 5.

Telle est l'économie générale du projet que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations. Il a le double avantage de réaliser une économie notable sur les charges annuelles du protectorat et de lui fournir une somme suffisante pour entreprendre les travaux qui auront été reconnus indispensables.

PROJET DE LOI

Article premier. — Le ministre des colonies agissant au nom du Gouvernement de la reine de Madagascar, est autorisé à convertir le solde des obligations 6 p. 100 émises en 1889 en représentation de l'emprunt contracté le 4 décembre 1886 par le Gouvernement malgache, ainsi qu'à rembourser l'avance faite pour le service de cet emprunt, conformément à la convention du 20 juin 1887.

Art. 2. — En vue de cette opération, il sera émis, avec la garantie du Gouvernement de la République française et au taux d'intérêt maximum de 3 p. 100, 60,000 obligations de 500 fr., amortissables en soixante ans.

Ces obligations seront réservées, jusqu'à due concurrence, à la conversion des obligations 6 p. 100 précitées du Gouvernement malgache et au règlement des coupons impayés, dans les conditions déterminées par le ministre des colonies et le ministre des finances.

Art. 3. — La somme restant libre sur le produit de l'opération sera mise à la disposition du Gouvernement de la reine de Madagascar, pour être employée en dépenses de travaux publics, de casernement et de colonisation.

Il sera rendu compte de l'emploi de cette somme dans un rapport annuel adressé au Président de la République par le ministre des colonies et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

Art. 4. — Le produit des douanes de Madagascar sera versé au Trésor pour être spécialement affecté au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt précité.

Art. 5. — Au cas où le montant des droits de douane ainsi encaissés et le produit des autres revenus de l'île seraient inférieurs au chiffre de l'annuité et où il deviendrait nécessaire de recourir à la garantie prévue par l'article 2 de la présente loi, les avances du Gouvernement français seraient productives d'intérêt à 2 1/2 p. 100 jusqu'à l'époque du remboursement.

Interpellation relative à Madagascar.

(Séance de la Chambre du 19 mars 1896.)

M. Francis Charmes. — Messieurs, j'ai pensé, et quelques-uns de mes amis ont cru avec moi que notre session d'hiver ne pouvait pas se terminer sans qu'une discussion sur Madagascar se produisît à cette tribune. Je me hâte de dire que, lorsque nous avons fait part de ce sentiment au Gouvernement, il s'y est associé aussitôt, et vous avez été témoins, à la fin de la séance dernière, des efforts que M. le président du conseil a faits lui-même — et je l'en remercie — pour que cette discussion fût fixée à la séance d'aujourd'hui ! J'espère donc que je rencontrerai sur tous les bancs de cette Chambre une même, et je voudrais pouvoir dire une bienveillante attention.

Dès le dépôt de notre interpellation sur Madagascar, le Gouvernement a annoncé, par l'intermédiaire de la presse, l'intention où il était de nous soumettre très prochainement un certain nombre de projets de lois relatifs à l'organisation de la grande île ; mais nous ne connaissons pas encore ces projets, et, fussent-ils déjà déposés devant vous, je crois que le moment est venu, avant même de les examiner, de réclamer au Gouvernement des explications générales sur l'ensemble de la politique qu'il poursuit à Madagascar, de lui demander ce qu'il a fait et ce qu'il a l'intention de faire.

J'ai lu comme vous tous, messieurs, les documents qui nous ont été distribués d'une main un peu parcimonieuse (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*), et j'avoue que la lumière ne s'est pas faite dans mon esprit.

J'entre sans autre préambule dans la question elle-même.

Vous savez qu'il y a eu deux conventions successives de Tananarive : l'une, qui porte la date du 1^{er} octobre 1895 ; l'autre, qui porte la date du 18 janvier 1896. Je ne veux pas les comparer ; je crois que ce serait aujourd'hui une œuvre académique. Nous restons en présence du second texte seul ; c'est ce second texte qu'il s'agit pour nous d'examiner et d'apprécier.

Tout ce que je dirai du premier traité, c'est qu'il était très nettement un traité de protectorat. On ne pouvait pas s'y tromper. Je ne dirai pas la même chose du second arrangement : celui-ci n'a pas, à beaucoup près, un caractère aussi net que le premier. Etablit-il un protectorat ? accomplit-il une prise de possession ? Je n'en sais rien, et c'est ce que je demande au Gouvernement.

Ne croyez pas, messieurs, que je veuille me lancer dans des distinctions subtiles qui ressembleraient à un exercice de scolastique constitutionnelle. Mais enfin, les mots ont un sens dans le vocabulaire politique : ils correspondent à des idées, à des systèmes divers, et je crois qu'il y a des inconvenients à les brouiller et à les confondre. (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

Tout le monde sait ce qu'est le protectorat. Il a pour objet, en ménageant les mœurs, les habitudes du pays dans lequel on s'établit, de se servir, comme d'un instrument perfectible assurément, mais d'un instrument commode et d'un emploi immédiat, de l'administration et du gouvernement préexistants. Le protectorat a été toujours, mais nous nous en sommes surtout rendu compte dans ces derniers temps, le meilleur ou du moins le plus économique de tous les systèmes de colonisation, et, pour employer une expression que M. le président du conseil a apportée un jour à la tribune, je dirai que le protectorat est le principe du moindre effort appliqué en matière coloniale. C'est, je crois, la meilleure définition qu'on puisse en donner.

Mais je ne viens pas demander au Gouvernement d'appliquer le protectorat à Madagascar ; car je crois que je suis déjà, du moins en partie, d'accord avec lui sur ce point. Il me répondrait tout de suite que c'est bien le protectorat qu'il a l'intention d'appliquer dans l'intérieur de l'île de Madagascar. Je le crois ; je n'en suis pourtant pas absolument certain. L'œuvre qui nous a été soumise est d'une telle nature, elle présente à mes yeux de telles obscurités, que je serai reconnaissant au Gouvernement de faire cette

déclaration dans des termes aussi nets que possible. Je lui demande de la lumière. Et certes, je ne trouve pas que cette lumière résulte de l'acte du 18 janvier. Elle a grand besoin d'être augmentée, complétée par les déclarations que le ministère apportera sans doute à cette tribune.

Oh ! messieurs, le préambule de l'arrangement du 18 janvier est très net : il dit que la reine de Madagascar déclare avoir eu connaissance d'une prise de possession de la grande île par la France.

De quelle déclaration s'agit-il ? S'agit-il de celle que, le 27 novembre dernier, M. Berthelot a apportée à cette tribune ? Je le crois, car je n'en connais pas d'autre. Mais je me permettrai de faire remarquer que cette déclaration de M. Berthelot n'a pas encore, au point de vue international, la consécration qui doit lui donner une valeur définitive. Je ne veux qu'indiquer ce point, ayant l'intention de le traiter plus complètement dans quelques minutes.

Je reprends donc la lecture de l'arrangement du 18 janvier, de cet arrangement qui a été signé il y a deux mois par la reine de Madagascar, et je suis surpris, je le confesse, après la déclaration initiale qui a établi notre prise de possession, de ne plus y trouver une seule ligne, un seul mot qui se rapporte à cette idée de la prise de possession.

L'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Le gouvernement de la République française sera représenté auprès de S. M. la reine de Madagascar par un résident général. »

Mais c'est là l'essence même du protectorat ! Nous ne sommes plus du tout dans le système de la prise de possession ! Dans ce système, l'article 1^{er} est absolument incompréhensible. Il n'a aucun sens. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Et il en est de même des articles qui suivent. Sans pousser cette lecture jusqu'au bout, je la continue :

« Le gouvernement de la République représentera Madagascar dans toutes ses relations extérieures... »

N'est-ce pas encore là le protectorat ?

« ... Le résident général sera chargé des rapports avec les agents des puissances étrangères ; les questions intéressant les étrangers à Madagascar seront traitées par son entremise. »

« Par son entremise ! » Vous sentez la portée du mot. Il est impossible d'indiquer plus clairement que nous sommes un simple intermédiaire entre la reine de Madagascar et les étrangers, et que la souveraineté de la reine reste par conséquent tout entière. C'est toujours le protectorat.

Et que dirai-je de l'article 3 de cette convention ? Le voici :

« Le gouvernement de la République française se réserve de maintenir à Madagascar les forces militaires nécessaires à l'exercice de son autorité. »

S'il s'agissait d'une prise de possession véritable, d'une prise de possession effective, cet article s'expliquerait-il ? Il serait au moins inutile. N'est-il pas évident que le gouvernement de la République française, sans avoir besoin de le dire, a le droit d'entretenir à Madagascar les forces nécessaires à l'exercice de son autorité, si Madagascar lui appartient ? (*Très bien ! très bien !*)

Je répète donc que tout, dans cet arrangement, porte très étroitement le caractère non pas de la prise de possession, mais du protectorat. Vous avez fait du protectorat, peut-être sans le savoir.

Je résume l'impression que laisse la lecture de l'acte du 18 janvier en disant que la reine de Madagascar, après avoir pris connaissance de la prise de possession de l'île par le gouvernement de la République française, s'est soumise à quoi ? au protectorat. (*Très bien !*)

Vous êtes tombé — je parle au Gouvernement — dans une confusion étrange. Et comment y êtes-vous tombé ? Qu'est-ce que l'arrangement du 18 janvier ? C'est un arrangement, que le précédent ministère, obéissant à des préoccupations que je n'ai pas à examiner en ce moment, avait essayé

de substituer à celui qu'il avait remis d'abord entre les mains du général Duchesne, lorsque l'héroïque général quittait la France pour entamer l'expédition qu'il a si glorieusement terminée. (*Applaudissements.*)

Vous savez tous, messieurs, que ce second arrangement est arrivé trop tard à Tananarive ; le premier était déjà signé : il est donc resté à l'état de projet ; mais le Gouvernement actuel l'a repris, il s'en est emparé et l'a fait signer par la reine. Seulement il en a supprimé auparavant l'article 1^{er}, qui lui donnait pourtant son sens véritable, et qui était rédigé comme suit :

« Le gouvernement de S. M. la reine de Madagascar reconnaît et accepte le protectorat de la France avec toutes ses conséquences. »

Vous avez supprimé le mot de « protectorat », mais vous avez gardé la chose. A la place du mot de « protectorat », vous avez mis celui de « prise de possession » ; mais, cette fois, vous vous êtes contenté du mot. Peut-être avez-vous voulu donner satisfaction à tout le monde, aux partisans de l'un et de l'autre systèmes. Je vois devant moi mon honorable ami M. de Mahy. Je ne sais si le Gouvernement l'aura contenté...

M. de Mahy. — Il m'a donné satisfaction par la notification officielle aux puissances de la prise de possession.

M. Francis Charmes. — C'est autre chose ; nous y reviendrons tout à l'heure.

Je parle pour le moment de l'arrangement de Tananarive et, quant à moi, il me laisse dans un très grand trouble d'esprit. Il y a là un texte bizarre, que je qualifierais d'incohérent si je ne craignais d'employer un mot désobligeant et si d'ailleurs, malgré tous ses défauts, je ne me croyais pas obligé de le conserver. Comment le changer, en effet ? Ne serait-il pas souverainement ridicule, après avoir fait signer par la reine un premier arrangement, qu'on a ensuite déchiré, puis, après lui en avoir fait signer un second, de déchirer encore ce second arrangement, soit pour revenir au premier, soit pour en faire un troisième ?

Je prends donc la situation telle que vous l'avez faite, l'arrangement tel que vous l'avez rédigé, et je vous demande : Qu'avez-vous l'intention d'en faire ? Quelles conséquences vous proposez-vous d'en tirer ?

Je n'ignore pas, au surplus, que la logique absolue ne régit pas toujours les conceptions diplomatiques et que, entre la prise de possession pur et simple et le protectorat pur et simple, il peut y avoir place pour des systèmes très différents, très variés, à une condition pourtant, c'est que cette variété de systèmes vous la cherchiez, vous la portiez dans la manière dont vous appliquez le protectorat.

Comment pourrions-nous ignorer qu'il y a de nombreux systèmes de protectorats, qu'il y en a autant que de circonstances ou de milieux différents ? Nous avons un protectorat pour la Tunisie ; nous en avons un autre pour l'Annam, un troisième pour le Tonkin et encore un autre pour le Dahomey. Ce sont tous des protectorats, bien que très différents les uns des autres. Quant à la prise de possession, c'est quelque chose de plus absolu, les modalités en sont restreintes ; on est maître d'un pays ou on ne l'est pas ; et ce qui m'étonne, c'est que vous ayez voulu confondre, mélanger dans un même texte deux systèmes, je ne dis pas seulement différents, mais opposés, deux principes contradictoires, celui de la prise de possession et celui du protectorat.

Je crois que tout peut s'expliquer et se soutenir, comme on l'a dit, hormis l'inconséquence, et c'est malheureusement dans l'inconséquence que vous vous êtes placés.

Mon embarras s'explique donc en présence de votre œuvre, et j'ai besoin, pour la comprendre, que vous vouliez bien prendre la peine de me l'expliquer.

Mon Dieu ! je me doute un peu de l'explication que vous me donnerez,

car j'ai lu vos journaux. Vous avez voulu appliquer le protectorat à l'intérieur de Madagascar et l'annexion au dehors. Vous avez voulu que la reine vous servit d'intermédiaire avec ses sujets, et vous vous proposez de lui servir d'intermédiaire avec les puissances étrangères. Est-ce un système ? Dans tous les cas, il est tout nouveau. Nous verrons ce qu'il vaudra dans la pratique ; nous verrons quels résultats il vous donnera.

Pour ma part, je crois que vous avez eu grandement raison de conserver l'intermédiaire de la reine de Madagascar à l'intérieur, et vous auriez eu encore plus raison de ménager davantage un prestige qui est devenu pour vous un instrument d'action. Mais, au dehors, je ne suis pas aussi sûr que vous rencontrerez toutes les facilités que vous espérez dans l'application de votre système, en ce qui concerne les rapports de Madagascar avec les autres puissances.

Il y a, en effet, deux doctrines dans le droit des gens : les uns — et je me hâte de dire que ce sont les plus nombreux — affirment que la prise de possession fait tomber les traités antérieurs et place le gouvernement qui l'a faite en quelque sorte en face d'une table rase ; d'autres, au contraire, disent que lorsqu'un pays s'empare d'un autre pays, lorsqu'un gouvernement se substitue à un autre gouvernement, il est obligé de prendre le pays dont il s'empare avec les charges qui pèsent déjà sur lui, avec les servitudes, avec les engagements qu'il a contractés.

Je ne veux pas me prononcer entre ces deux doctrines. Je ne veux pas dire une seule parole qui puisse gêner le Gouvernement dans ses négociations ultérieures. Je prévois qu'il aura des difficultés ; je dirai même que je les vois ; je ne veux pas les augmenter.

Mais je demande au Gouvernement, en me plaçant dans son propre système, ce qu'il a fait pour l'appliquer depuis qu'il est au pouvoir. Et je crois pouvoir dire dès maintenant qu'il a perdu beaucoup de temps, un temps très précieux qu'il aurait pu mieux employer.

Il a d'abord perdu du temps pour changer le premier traité, pour en faire un second, et je le regrette, car, si je laisse de côté comme un peu puériles peut-être les questions de pure forme, je suis convaincu que le Gouvernement ne tirera pas du second traité un meilleur parti que celui qu'il aurait pu tirer du premier. Il a cédé, qu'il me permette de lui dire, à une tendance assez naturelle, qui est de faire autre chose que ses prédécesseurs. Il a fait autre chose, je le reconnaiss ; je ne suis pas bien sûr qu'il ait fait mieux, mais je suis certain qu'il n'a pas fait plus.

M. Gustave Rivet. — Il y a eu à la Chambre une protestation unanime contre le premier traité.

M. Francis Charmes. — Je n'entends jusqu'ici que la vôtre, mon cher collègue. (*On rit.*)

M. Gustave Rivet. — Alors c'est que vous n'avez pas entendu ce qu'on disait dans les couloirs ? (*Exclamations et bruit sur divers bancs à gauche et au centre.*)

M. Francis Charmes. — Aujourd'hui, nous sommes en séance.

En ce qui concerne l'administration intérieure de l'île, ce que je dis est l'évidence même. Vous aviez, dans le premier traité, un article que vous avez d'ailleurs conservé dans le second et qui dit : « S. M. la reine de Madagascar s'engage à procéder aux réformes que le Gouvernement jugera utiles ». D'où il résulte que les conseils que vous pouvez donner seront des ordres, et que ces ordres seront obéis.

M. Louis Brunet. — La reine avait pris d'autres engagements en 1885, et elle ne les a pas tenus.

M. Francis Charmes. — Je ne parle pas des engagements anciens, mais de ceux de 1895. Il me semble qu'ils sont aussi nets que possible, et je crois qu'après l'expédition que nous avons faite, nos troupes ayant atteint Tananarive, il y a des chances très sérieuses, si nous le voulons bien — et je présume que nous le voudrons — pour que le traité actuel ne reste pas lettre morte comme cela a pu arriver à ceux qui l'ont précédé. (*Très bien ! très bien !*)

Mais je reviens aux traités de Madagascar, et ici j'aurai vraiment besoin de l'attention de la Chambre, parce que la matière est assez délicate.

Madagascar avait des traités d'amitié et de commerce avec plusieurs puissances, notamment avec l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Italie. Je demande au Gouvernement ce qu'il a fait pour préparer la dénonciation, ou, s'il le préfère, l'annulation de ces traités.

Il a fait, je le sais, — et l'honorable M. de Maliv le rappelait il y a un moment, — la notification de sa prise de possession aux puissances. Cette notification est du 11 février dernier; nous sommes aujourd'hui au 19 mars. Il y a donc cinq semaines que cette notification a eu lieu. Qu'a fait le Gouvernement pendant ces cinq semaines ? A-t-il essayé de tirer quelques conséquences de l'acte qu'il avait accompli ? A-t-il reçu des réponses des puissances ? Si vous en avez reçu, je désirerais savoir ce qu'elles sont. Si vous n'en avez pas encore reçu, est-ce que, du moins, vous avez pressenti les dispositions des puissances ; et si vous avez pressenti ces dispositions, que pouvez-vous nous en dire ?

Vous avez annoncé le prochain dépôt d'un projet de loi sur le régime douanier de Madagascar⁽¹⁾. Ce projet, je le voterai. Mais nous sommes à la veille des vacances parlementaires : êtes-vous sûrs qu'il soit voté d'ici à notre séparation ? S'il ne peut être voté qu'à la rentrée, je me verrai obligé de répéter que voilà encore beaucoup de temps inutilement perdu.

On croirait vraiment que vous avez douté de votre droit. Quant à moi, je n'en doute pas ; je n'en doute dans aucun des systèmes entre lesquels vous aviez à choisir.

On a établi, je ne sais pourquoi, une différence essentielle entre les conséquences du protectorat et les conséquences de l'annexion au point de vue des traités préexistants.

Je ne crois pas, messieurs, que le maintien des anciens traités soit inhérent au système du protectorat. On s'est appuyé sur les souvenirs et l'exemple de la Tunisie. On a dit que le protectorat y avait non pas seulement respecté, mais confirmé les traités préexistants. On a soutenu qu'il en était tout autrement avec l'annexion. Il y a en tout cela des confusions à dissiper.

Messieurs, le protectorat ne confirme pas nécessairement les anciens traités. Je trouve la preuve du contraire précisément dans l'exemple sur lequel on s'est le plus souvent appuyé, c'est-à-dire en Tunisie, dans le traité du Bardo.

L'article 5 du traité du Bardo est ainsi conçu : « Le gouvernement de la République française se porte garant de l'exécution des traités actuellement existants entre le gouvernement de la Régence et les diverses puissances européennes. »

Si nous avons pris soin de déclarer, et en termes aussi explicites, que nous maintenions les anciens traités, que nous leur donnions notre garantie, c'est apparemment que la chose n'allait pas de soi et qu'elle avait besoin d'être spécifiée.

Cela dit, je me reporte au premier traité de Tananarive et j'y trouve l'article que voici. C'est l'article 6, paragraphe 3 :

« Le gouvernement de la République française n'assume aucune responsabilité à l'égard des engagements, dettes ou concessions que le gouvernement de la reine de Madagascar a pu souscrire avant la signature du présent traité. »

1) V. plus haut, p. 331.

Qu'est devenue cette disposition du premier traité ? Elle a disparu dans le second, et cela est fâcheux. Nous déclinions toute responsabilité ; nous refusions de prendre tout engagement. Croyez-vous, messieurs, que cela fut inutile ? C'était l'attitude précisément contraire à celle que nous avions prise autrefois, en signant le traité du Bardo. Elle était excellente. (*Très bien ! très bien !*)

Elle l'était surtout en ce qui concerne, non pas tant les traités que Madagascar pouvait avoir conclus avec les autres puissances qu'en ce qui concerne les concessions accordées par le gouvernement malgache à un certain nombre de personnes privées. En effet, messieurs, il est de principe que ces concessions subsistent tout aussi bien dans le système de la prise de possession que dans celui du protectorat. Par consequent, en nous annexant Madagascar dans les conditions où nous l'avons fait, nous nous exposons à des responsabilités qu'il aurait été plus prudent de repousser pour notre compte et de laisser au compte de la reine. C'était là le cas, ou jamais, de nous servir de celle-ci comme d'un intermédiaire. Nous y aurions certainement trouvé des facilités pour le règlement de tout un ordre de questions. (*Très bien ! très bien !*)

Mais je reviens à l'exemple qu'on a tiré de la Tunisie. Il n'y a, messieurs, aucune comparaison à établir entre la situation qui existait autrefois en Tunisie et celle qui existe actuellement à Madagascar.

La Tunisie avait des traités avec plusieurs puissances européennes, notamment avec l'Angleterre et l'Italie, et ces traités ne se ressemblaient pas. Le traité avec l'Angleterre était perpétuel ; il avait été conclu *sine die* : le traité avec l'Italie avait un terme fixe d'avance. C'est le second, et non pas le premier, qui nous a gênés. L'échéance prévue ne s'est produite qu'il y a quelques mois, ou, pour être plus exact, elle se produira dans quelques mois ; mais la dénonciation devait être faite un an à l'avance, et nous y avons procédé. Vous le comprenez, messieurs, il nous était impossible de dénoncer les autres traités avant que le traité italo-tunisien eût atteint son terme. Nous ne pouvions pas, avant ce moment, ouvrir des pourparlers avec une autre puissance. L'Angleterre n'aurait évidemment pas consenti à accepter dans la Régence une situation différente de celle dont le gouvernement italien aurait continué de jouir, et surtout une situation inférieure. Voilà un des motifs pour lesquels nous avons maintenu en Tunisie la situation préexistante.

A Madagascar, la situation n'est pas la même. Là, tous les traités sont perpétuels, et il est de l'essence de ces traités qu'on peut les dénoncer toujours, bien entendu en choisissant son moment et en y mettant les formes et les délais d'usage. Mais quant à votre droit, il était, à mon avis, incontestable : vous pouviez, avec le premier traité tout aussi bien qu'avec le second, dénoncer les traités de Madagascar. (*Très bien ! très bien !*)

Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? Vous auriez eu là une occasion précieuse, occasion que vous avez laissé échapper et que vous retrouverez peut-être difficilement, de faire établir un principe auquel j'attache une grande importance, à savoir que, dans la nomenclature des nations plus ou moins favorisées, — car tous ces traités perpétuels portent, en faveur de la puissance qui les avait conclus, la clause de la nation la plus favorisée, — dans cette nomenclature ne peut pas, ne doit pas entrer la nation protectrice. Celle-ci, messieurs, doit avoir un sort à part ; elle doit rester hors rang, hors concours ; elle ne doit pas être placée dans la même situation que les autres. Elle a droit à des avantages particuliers pour ses nationaux. (*Très bien ! très bien !*)

M. de Mahy. — Ce n'est pas l'opinion de lord Salisbury.

M. Francis Charmes. — Je vous remercie, monsieur de Mahy, de rappeler l'opinion de lord Salisbury.

On a établi, à ce sujet encore, une confusion qu'il est essentiel de faire disparaître. La chambre de commerce de Manchester, si je ne me trompe, a demandé une sorte de consultation à Lord Salisbury, au sujet des produits anglais et de la situation qui leur serait faite par comparaison avec celle des produits français, après la disparition du traité italien. Lord Salisbury a répondu ce qu'il pouvait répondre, et je crois que M. Berthelot lui-même, à sa place, aurait été fort embarrassé pour faire une réponse différente. Il a dit que les produits anglais sont traités comme les produits français, qu'ils ne payent pas des droits supérieurs ; c'est un fait qu'il a constaté et qui est actuellement incontestable ; ce n'était pas au ministre anglais à émettre le premier des doutes sur sa persistance. Mais parce qu'il existe aujourd'hui, ce n'est pas une raison pour qu'il soit indéfiniment maintenu, et vous savez d'ailleurs fort bien qu'il ne le sera pas. Il y a quelques semaines, en effet, l'Angleterre a consenti, en principe, à ce que son traité avec la Tunisie fût modifié, ce qui équivaut à en accepter la dénonciation ; d'où j'ai le droit de conclure que l'allégation de lord Salisbury ne contredit pas ma thèse et la laisse subsister tout entière. (*Très bien ! très bien !*)

Soyez sûrs, messieurs, que si nous avons adopté en Tunisie l'attitude que vous savez, c'est pour des raisons absolument indépendantes du système du protectorat ou du système de l'annexion ; c'est pour des raisons de politique générale ; c'est parce que le gouvernement de cette époque s'est rendu compte de l'état de l'Europe et qu'il a mesuré ce qu'il pouvait et ce qu'il ne pouvait pas faire ; c'est pour cela, et aussi à cause du caractère spécial du traité italien dont il a fallu attendre le terme, que nous avons procédé en Tunisie comme nous l'avons fait. J'espère que vous ne rencontrerez pas à Madagascar des conditions analogues, car, s'il en était autrement et si par malheur je me trompais, je craindrais beaucoup que la forme nouvelle que vous avez adoptée ne vous sauvât pas des plus grandes difficultés.

Mais soit ! j'admets, à force de le désirer, que votre système diminuera vos difficultés au dehors ; en revanche, je suis certain qu'il les augmentera au dedans.

En effet, messieurs, il vous incite en quelque sorte à vous passer de l'intermédiaire de la reine et à accepter directement des responsabilités qu'il aurait mieux valu lui laisser prendre à l'égard de ses sujets. Vous avez déjà pris quelques-unes de ces responsabilités, et vous y avez été aidés par la rapidité avec laquelle vous avez fait passer Madagascar du ministère des affaires étrangères au ministère des colonies. Vous vous êtes trop pressés d'opérer cette mutation. Il fallait la faire un jour, peut-être même un jour assez prochain ; mais, assurément, il aurait été sage de laisser le ministère des affaires étrangères faire d'abord son œuvre et régler toutes ces questions si complexes, si délicates, qui se rattachent à la dénonciation des traités, à la suppression de la juridiction consulaire, aux demandes d'indemnités, etc. (*Très bien ! très bien !*)

Vous êtes alles trop vite en besogne. Je ne veux, messieurs, dire aucun mal du ministère des colonies ; mais, enfin, il a des habitudes prises, il a de vieilles traditions, et ces habitudes, ces traditions, le poussent à gouverner et à administrer directement de Paris.

M. Paul Guieysse, ministre des colonies. — Vous voyez bien que non pour le Tonkin.

M. Francis Charmes. — Je ne le vois pas d'une manière aussi claire que je le voudrais. D'ailleurs, en ce qui concerne le Tonkin, je vous ferai remarquer qu'il est resté pendant un certain temps au ministère des affaires étrangères, et peut-être est-ce à cause de cela que le protectorat y a été établi sur des bases normales. Je ne suis pas sûr que le ministère des colonies ne les a pas un peu ébranlées depuis.

Je reviens à Madagascar. Aussitôt que vous l'avez eu entre vos mains,

monsieur le ministre, qu'avez-vous fait ? Dès le 30 décembre de l'année dernière, vous avez publié au *Journal officiel* un décret qui organisait, en partance pour Madagascar, toute une cargaison de fonctionnaires. (*Très bien ! très bien ! et rires sur divers bancs.*)

M. le ministre des colonies. — Je m'expliquerai à ce sujet de façon à calmer vos préoccupations.

M. Francis Charmes. — Je vous en serai très reconnaissant.

Parmi ces fonctionnaires, les magistrats dominaient. Il y avait des premiers présidents de cour d'appel, des présidents de chambre, des conseillers, des juges ordinaires ; il y avait même des juges de paix et des greffiers de justice de paix, enfin une organisation complète façonnée sur le dernier patron européen.

Lorsque ce décret a paru, à tort ou à raison l'émotion a été très vive dans le public, si bien que vous avez cessé de faire vos confidences au *Journal officiel*, et depuis nous ne savons pas quels sont les autres fonctionnaires que vous avez pu envoyer là-bas.

M. le ministre des colonies. — Je vous le dirai.

M. Francis Charmes. — Je serai très heureux de vous l'entendre dire. Vous avez aussi, n'est-ce pas, envoyé des douaniers à Madagascar ?

M. le ministre des colonies. — Certainement, et pas encore assez.

M. Francis Charmes. — Sans doute, il en faut. Le douanier est un élément indispensable à toute organisation civilisée ; mais vous vous êtes bien hâté de les expédier. J'en dis autant de vos magistrats.

Je demande à M. le ministre de la justice, qui paraît d'ailleurs tout prêt à me donner des explications, ce que sont devenus les magistrats qui sont partis dans les premiers jours de l'année courante.

M. le ministre des colonies. — Je vous répondrai tout à l'heure.

M. Francis Charmes. — Ont-ils rejoint leurs postes ? Est-ce que vraiment ils jugent quelqu'un ? (*Rires.*) Et qui ? Et en vertu de quel code ? Et vos douaniers, serait-il indiscret de vous demander quel tarif ils appliquent ? Vous nous le direz, puisque vous nous le promettez, et je vous en remercie d'avance.

Un autre point appelle mon attention. Tous ces fonctionnaires que vous avez expédiés à Madagascar, sur quel budget sont-ils payés ? Est-ce sur le budget de la métropole ou sur celui de Madagascar ?

Il y avait dans le premier traité de Tananarive un article 6 qui me plaisait beaucoup, je l'avoue, et qui a disparu dans le second. Il disait ceci : « L'ensemble des dépenses des services publics à Madagascar sera assuré avec les revenus de l'île. »

Je crois que cet article était applicable dans le système du protectorat ; je ne sais pas s'il le sera aussi aisément dans le système si difficile à définir que le Gouvernement a adopté. Quoi qu'il en soit, je le regrette, et cela d'autant plus que je ne suis pas sans inquiétude au sujet du budget des recettes de Madagascar.

De quoi se compose-t-il aujourd'hui ? Presque exclusivement du produit des douanes. C'est ce produit qui alimente les recettes de Madagascar. Il y a bien aussi un impôt dit de la piastre et qui, d'après les renseignements qui m'ont été donnés, est un impôt global sur le revenu. (*Applaudissements et rires au centre et à droite.*)

Une voix. — C'est un essai !

M. Francis Charmes. — C'est un impôt qui résulte des déclarations qu'on

demande aux contribuables, et qui sont contrôlées ensuite par le bon plaisir du premier ministre et des autorités (*Interruptions et rires*) ; mais il ne rapporte pas grand'chose : quelques centaines de mille francs à peine.

M. René Goblet. — Et au premier ministre ? (*On rit.*)

M. Paul Doumer, ministre des finances. — Cet impôt est très mal perçu.

M. Francis Charmes. — Assurément, M. Doumer le percevrait mieux ; et quand une administration française sera installée, on pourra l'établir sur des bases plus équitables.

Mais je ne m'occupe pas de la situation de demain ; je cherche quelles sont les ressources actuelles de Madagascar. Je vous ai dit qu'elles proviennent des douanes. Or vous allez établir — et je ne vous le reproche pas — un régime douanier qui se résume en deux mots : entrée en franchise des produits français, protection efficace contre les produits étrangers. J'espère que vos mesures seront bien prises pour atteindre le but que vous nous proposez ; mais alors, au point de vue fiscal, quel sera le résultat ? Où prendrez-vous vos ressources futures ?

M. Jaurès. — Il fallait demander cela à M. Hanotaux.

M. Paul Vigné. — Oui, avant l'expédition.

M. Francis Charmes. — Je ne comprends pas l'interruption. Au reste, et je crois répondre en cela au sentiment de la Chambre, j'évite avec soin toutes discussions rétrospectives ; elles seraient aujourd'hui sans objet.

M. de Mahy. — Elles auront lieu un jour.

M. Francis Charmes. — Soit ; mais pas aujourd'hui. Pour le moment, je ne m'adresse pas aux gouvernements passés ; je m'adresse à celui qui est sur ces bancs, et je lui demande comment il pourvoira à l'insuffisance croissante de ses recettes. Les revenus des douanes de Madagascar sont actuellement modestes ; que deviendront-ils demain, et par quoi les remplacerez-vous ?

Je sais bien que, si le budget des recettes de Madagascar est faiblement alimenté, en revanche, il n'y a pas de budget des dépenses. Les recettes sont employées à l'entretien de la reine, du premier ministre, des principaux fonctionnaires. Quant aux dépenses proprement dites, il n'y en a pas. Tout se fait gratuitement à Madagascar, au moyen de la corvée. J'ignore s'il y a à Tananarive un ministre des travaux publics, mais, s'il y en a un, certainement il ne dépense pas une piastre. La corvée, je le répète, suffit à tout.

La corvée ! l'esclavage ! On en a beaucoup parlé depuis quelques jours ; il faut bien en dire un mot.

Je ne ferai aucune phrase sur l'esclavage. C'est une institution abominable. Sur ce point, nous sommes tous d'accord. Il faut la supprimer ; mais comment ? Dans le système du protectorat, on pourrait y procéder avec les délais que je crois indispensables ; dans le système de l'annexion, qui est celui du Gouvernement, c'est plus difficile. Que va-t-il arriver ?

Le jour même où vous avez publié un Livre jaune, comprenant une pièce où la prise de possession de Madagascar était notifiée aux diverses puissances, notre honorable et spirituel collègue M. Denys Cochin a pris l'initiative de déposer une proposition de loi demandant l'abolition immédiate de l'esclavage. Il avait raison : l'esclavage ne saurait subsister un jour sur une terre devenue française. La loi Schœlcher s'y applique sans même qu'il soit besoin de le dire.

Le lendemain, MM. de Mahy et Brunet revenaient à la charge et déposaient à leur tour une proposition de loi dans laquelle ils demandaient à la fois l'abolition de l'esclavage et de la corvée.

M. de Mahy. — Je revendique l'honneur d'avoir signé *la* proposition de loi de M. Denys Cochin.

M. Francis Charmes. — Eh bien ! mon cher collègue, vous avez obéi à un sentiment généreux. Nous connaissons vos vues, nous connaissons celles de M. Cochin sur ce grave sujet ; mais quelles sont celles du Gouvernement ? Ici encore c'est lui que j'interroge et j'attends sa réponse.

Quant à moi, je ne lui conseillerai pas la suppression immédiate de l'esclavage, parce que je la crois impossible et souverainement dangereuse. Sans doute l'esclavage doit être aboli dans un temps donné, et il faut le dire dès maintenant afin d'en faire entrer la conviction dans les prévisions des Malgaches ; mais une réforme aussi profonde ne peut être faite qu'avec des précautions (*Très bien !*), des tempéraments, par une série de mesures successives, et non pas par un coup de baguette que l'on aurait tort de croire magique. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Au sujet de l'esclavage, il est une solution qui me plairait assez, c'est celle que notre honorable collègue M. Le Myre de Vilers, celui d'entre nous assurément qui connaît le mieux les affaires de Madagascar, a proposée. Dans un article remarquable qu'il a publié dans une revue, M. le Myre de Vilers a exprimé le regret que, dès le jour où nous sommes entrés à Tananarive, nous n'ayons pas fait une belle proclamation, une proclamation à la française, dans laquelle nous aurions dit : « L'esclavage est aboli à Madagascar. » (*Très bien ! très bien !*)

Mais en même temps, comme M. Le Myre de Vilers n'est pas seulement un philosophe, comme il est aussi un administrateur avisé et un homme pratique, plus modestement, dans une note de son article, il a indiqué tout un système qui ferait disparaître peu à peu l'esclavage à Madagascar : il demande pour cela dix-neuf ans. Je trouve cette période un peu longue ; mais assurément il en faut une. Il faut, sachant et disant où nous voulons aller, ne pas y aller trop vite, sous peine de provoquer des troubles, des révoltes, dont nous viendrions à bout sans doute, mais qu'il vaut encore mieux éviter.

En ce qui concerne la corvée, M. Le Myre de Vilers est plus radical que pour l'esclavage : il déclare l'institution absolument vicieuse. A l'entendre, il ne faut même pas chercher à l'améliorer, mais bien la supprimer. Et pourtant, messieurs, qu'est-ce que la corvée, sinon la prestation en nature ? Et qu'y a-t-il d'excessif à maintenir cet impôt dans un pays qui, comme je vous l'ai dit, n'en a pas d'autre ? Il y a de grands abus dans la manière dont la corvée est appliquée ; mais est-il vraiment impossible de les supprimer ? M. Le Myre de Vilers a fait de ces abus un tableau que je ne crois pas exagéré, mais qui cependant ne me décourage pas de tout espoir de les faire disparaître. Permettez-moi, messieurs, de vous lire quelques lignes de notre collègue ; elles vous instruiront plus que tout ce que je pourrais vous dire :

« La cour d'Emyrne exerce, dit-il, sa souveraineté sur les tribus vassales par le « fanampoana », c'est-à-dire la corvée royale, le service de la reine. Les gouverneurs, investis à la fois des pouvoirs civils et militaires, financiers et judiciaires, en outre prédicants et affiliés à la London Missionary Society, réquisitionnent tout, prennent tout, volent tout, même les propriétés immobilières, au nom de la reine. Des villages entiers, hommes, femmes, enfants, vieillards, sont employés aux transports, à la culture des terres, à l'exploitation des mines d'or. Ne recevant ni soldé ni vivres, quand leur misère devient trop grande, qu'ils sont sur le point de mourir de faim, ne pouvant rentrer chez eux où ils seraient de nouveau levés, il s'enfuient dans la brousse et deviennent « fahavalos », voleurs de grand chemin. Le Boueni et la route de Majunga ont été ainsi dépeuplés par le fanampoana. C'est la cause des difficultés éprouvées par le corps expéditionnaire à recruter des porteurs : les indigènes redoutaient le fanampoana. Le moindre officier hova en voyage expulse de son habitation le propriétaire qu'il oblige à le nourrir, lui et ses

gens. La femme qui partage sa couche est en fanampoana. Nous avons vu envoyer en fanampoana chez un Européen une fille noble à qui les chefs de sa caste avaient interdit de cohabiter avec un étranger. »

Cela est odieux, sans doute ; mais n'apercevez-vous pas, messieurs, les moyens de faire disparaître une grande partie des abus que signale M. Le Myre de Vilers ? Lorsqu'une administration contrôlée par nous existera à Madagascar, je crois pouvoir assurer qu'on n'enverra plus une jeune fille, même si elle n'est pas noble, en fanampoana chez un Européen. Cette réforme est facile.

D'autres réformes sont plus difficiles, sans doute, mais pourtant ne sont pas chimériques.

Les Malgaches que nous emploierons à la corvée, je ne sais pas s'il nous sera possible de leur donner tout de suite un salaire ; on le fera plus tard ; mais dès le premier jour, il faudra — j'emprunte à M. Vaillant les expressions dont il se servait à notre dernière séance au sujet des futurs ouvriers de l'Exposition universelle — il faudra assurément les traiter avec humanité. Il faudra les nourrir, les ménager, et lorsque les travaux auxquels on les aura employés seront terminés, leur donner le moyen de rentrer chez eux, les rapatrier.

M. Gustave Rouanet. — On va appliquer l'amendement Vaillant à Madagascar. (*On rit*).

M. Francis Charmes. — Certainement.

M. Gustave Rouanet. — Je vous en remercie.

M. Jules Guesde. — Vous ne l'avez pas voté pour Paris, mais vous le voterez pour Madagascar.

M. Francis Charmes. — On donnerait aux corvéables de Madagascar même un jour de congé par semaine que je n'y verrais aucun inconvénient. Il y en aurait, au contraire, et de très sérieux, à vouloir supprimer la corvée du jour au lendemain. Je vous l'ai dit, c'est la prestation en nature...

M. Le Myre de Vilers. — Cela n'a aucun rapport. Voulez-vous me permettre un mot ?

M. Francis Charmes. — Volontiers.

M. Le Myre de Vilers. — Le fanampoana est l'exploitation des tributaires par les Hovas. Et la question est de savoir si le gouvernement de la République veut tolérer ces pratiques abominables. (*Applaudissements.*)

M. Francis Charmes. — Mais ne peuvent-elles pas cesser d'être abominables ? Personne ici ne veut de l'exploitation barbare de l'homme par l'homme ; il ne s'agit pas de cela ; j'évite les grands mots, et je répète qu'il s'agit d'une sorte de prestation en nature. (*Applaudissements ironiques à l'extrême gauche.*)

M. de Mahy. — C'est absolument cela.

M. Paul Vigné. — C'est le travail des forçats aussi.

M. Marcel Habert. — C'est ce qui prouve qu'il faut supprimer la prestation, même en France.

M. Francis Charmes. — Vous ne l'avez pas encore supprimée en France, et la France apparemment n'est pas un pays barbare en cette fin du dix-neuvième siècle. Et quelle différence entre la France et Madagascar ! A Madagascar tout est à faire, routes, chemins de fer, canaux, défrichements, etc.

Voulez-vous, oui ou non, mettre en valeur votre conquête ? Eh bien ! je vous le demande, comment vous procurerez-vous la main-d'œuvre indispensable en dehors de la corvée ? Corrigez-la ; ne la supprimez pas.

Pour cela, sans doute, le protectorat valait mieux. Il valait mieux pour la suppression graduelle de l'esclavage ; il valait mieux pour le maintien provisoire de la corvée. Vous le savez bien, et voilà pourquoi, après avoir proclamé la prise de possession de Madagascar, vous hésitez à nous la faire voter sous forme de loi, parce que ce serait lui donner un caractère trop précis et s'exposer à des conséquences qui vous inquiètent.

Et ici, messieurs, j'arrive aux dernières observations que j'ai à vous présenter, et je m'excuse d'avoir peut-être abusé de votre attention (*Non ! non ! — Parlez !*) ; mais j'en ai besoin encore pendant quelques minutes pour traiter une question grave, ou du moins que je crois telle : c'est la question constitutionnelle. Cette loi, que le Gouvernement ne vous présente pas pour sanctionner la prise de possession de Madagascar, cette loi est obligatoire. La Constitution exige qu'elle vous soit soumise.

Le Gouvernement, le 11 février dernier, a fait aux puissances une notification à ce sujet. Les puissances sont plus avancées que nous : nous attendons qu'on nous fasse la même notification sous la forme que la Constitution a prévue et fixée. On ne nous l'a pas faite, et le Gouvernement annonce même qu'il ne la fera pas.

Pourtant, messieurs, l'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 est formel. Il s'exprime ainsi :

« Les traités de paix et de commerce » — ce n'est pas notre cas, il ne s'agit pas d'un traité de paix ou de commerce, — « les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes et au droit de propriété des Français à l'étranger ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. »

Le traité actuel — je sais bien que vous jouez sur le mot ; vous dites que ce n'est pas un traité, parce que l'instrument dont il s'agit ne porte qu'une signature ; mais pour moi, messieurs, ce qui détermine le caractère d'un acte politique, ce sont les conséquences qu'il entraîne et non pas la forme artificielle, équivoque, évasive qu'on a pu lui donner (*Très bien ! très bien !*) — l'arrangement de Tananarive, s'il ne le fait pas dès aujourd'hui, engagera certainement demain les finances de l'Etat. (*Très bien ! très bien !*)

M. le comte de Lanjuinais. — C'est déjà fait !

M. Francis Charmes. — Vous nous demanderez sans doute prochainement la conversion de l'emprunt malgache et vous aurez raison. C'est le seul moyen que vous ayez de dégager les produits des douanes qui sont affectés au service de l'emprunt contracté avec le Comptoir d'escompte. A la place de la garantie fournie par les douanes des six principaux ports de Madagascar, vous donnerez la vôtre. Ce jour-là, les finances de la France seront engagées.

Eh ! messieurs, il n'y a presque pas un mot de l'article 8 de la loi de 1875 qui ne s'applique à Madagascar. L'état des personnes, vous le modifiez sans doute, puisque vous supprimez la juridiction consulaire et que vous faites des tribunaux un peu partout.

M. de Mahy. — Cela a été fait depuis longtemps par M. Ribot lui-même. (*Mouvements divers.*)

M. Francis Charmes. — Vous me répondrez, mon cher collègue.

Et le droit de propriété des Français à Madagascar ? J'imagine que vous avez l'intention d'en modifier la nature. Le premier traité de Tananarive comportait, à ce sujet, une annexe dont, une fois de plus, je regrette la disparition. Il y était dit que des mesures seraient prises pour assurer aux

nationaux français le droit d'acquérir des propriétés dans l'île de Madagascar.

Vous le savez, messieurs, la propriété individuelle n'existe pas dans la grande île. La reine est propriétaire du sol tout entier.

Je vois M. Jaurès me faire un signe de satisfaction. C'est, en effet, la nationalisation du sol dans toute sa beauté.

M. Jules Guesde. — Dites : la « royalisation » du sol, ce qui n'est pas la même chose.

M. Francis Charmes. — Vous défendrez peut-être cette institution ; mais c'est au ministère que je m'adresse, et je ne crois pas qu'il ait l'intention, lui, de la maintenir. Dès lors, je dis que comme conséquence de l'arrangement de Tananarive, vous arriviez bien vite à la modification du principe même sur lequel reposera la propriété à Madagascar. Vous le voyez donc, tous les traits de l'article 8 de la loi de juillet 1873 s'appliquent à la situation.

Vous me direz peut-être : Eh bien ! s'il faut des lois, nous les présenterons au fur et à mesure que la nécessité s'en fera sentir. Mais le pourrez-vous toujours ? Et n'ai-je pas le droit de vous demander déjà si vous l'avez fait ? Vous ne l'avez pas fait pour l'organisation judiciaire ; vous avez procédé par décret. Loin de moi la pensée de vous le reprocher. Il y aurait quelque chose d'absurde à ce que nous légiférions ici pour l'intérieur de l'île de Madagascar. Vous voyez-vous, messieurs, discutant et votant une loi sur l'organisation de la propriété malgache ? Non, cela n'est pas possible, et c'est précisément pour ce motif que ce ne sont pas les actes successifs de votre administration que vous devez soumettre sous forme de lois à la Chambre, mais bien l'acte initial d'où devront découler toutes ces conséquences. Quant aux détails d'application, ils nous échapperont toujours, au moins en très grande partie. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

Mais, messieurs, la fin de l'article 8 de la loi du 8 juillet 1873 est encore bien plus explicite.

Il ne s'agit plus, remarquez-le, de traité, il ne s'agit plus de savoir si un instrument diplomatique a été signé par une main ou par deux mains. Voici la fin de l'article :

« Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi. »

Ce texte est la clarté même, à tel point qu'il sera, je le crois, difficile de l'obscureur. Dès lors je demande au Gouvernement de se soumettre à une prescription aussi formelle. Il veut faire une prise de possession ; qu'il nous apporte un projet de loi. Il en faudrait pour établir un protectorat : il en faut un, à plus forte raison, pour faire davantage. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

On a invoqué les précédents. Je les invoque à mon tour. Tous, — vous entendez bien ! — tous, sans exception, sont conformes à la thèse que je soutiens. Le traité du Bardo, qui a établi notre protectorat sur la régence de Tunis, a été soumis à l'approbation de la Chambre le 23 mai 1881. Il a été voté par 430 voix, et quatre jours plus tard, le 27 mai, il a été voté par le Sénat à l'unanimité.

M. Gustave Rouanet. — Nous avions le protectorat à Madagascar antérieurement au dernier traité !

M. Francis Charmes. — Nous l'avions en vertu d'un traité qui porte la date de 1883 ; cela est vrai ; mais précisément, ce traité a été soumis à la sanction des Chambres sous la forme d'une loi. (*Très bien ! très bien !*) Une loi l'a fait, il faut une loi pour le défaire, ou pour lui en substituer un autre. Je remercie M. Rouanet de l'argument qu'il me fournit, car il est très fort.

Je continue l'énumération des traités de protectorat conclus, au cours de ces dernières années, avec diverses puissances, et qui ont été soumis aux

Chambres, et je répète que, s'il y a eu obligation pour un protectorat, à plus forte raison y a-t-il obligation pour une annexion.

En Annam, au Tonkin, que s'est-il passé? Il s'est produit là une situation qui, à quelques égards, ressemble à celle qui s'est produite à Madagascar, mais qui en diffère sur d'autres points.

A Hué, nous avons eu successivement deux traités, tout comme à Madagascar. Le premier porte la date du 23 août 1883; le second, celle du 6 juin 1884. Le premier traité avait été négocié par M. Harmand. Lorsqu'il a été connu du gouvernement de cette époque, — il avait à sa tête M. Jules Ferry, — ce traité souleva des critiques. Vous serez peut-être étonnés de leur caractère. M. Jules Ferry lui reprochait de n'être pas assez strictement un traité de protectorat. Notre négociateur avait voulu faire plus; il était allé trop loin — on l'estima du moins. Il avait engagé des responsabilités que M. Jules Ferry avait la sagesse de ne pas vouloir assumer, et alors, messieurs, celui-ci a pris le parti de ne pas soumettre le traité aux Chambres. (*Très bien! très bien!*)

Vous le voyez, il est arrivé au premier traité de Hué la même chose qu'au premier traité de Tananarive, mais pour un motif opposé. M. Jules Ferry a continué de négocier. On se battait en même temps contre les Annamites, contre les Tonkinois, contre les Chinois.

Enfin, le 6 juin 1884, un nouveau traité fut signé avec le roi d'Annam. Ce traité, messieurs, ce n'est pas M. Ferry qui l'a soumis aux Chambres; il l'aurait fait sans aucun doute, mais, sur ces entrefaites, il était tombé du pouvoir. Il a été remplacé, vous vous en souvenez, par notre honorable président, M. Henri Brisson. Certes, M. Brisson est un observateur très scrupuleux, très consciencieux des règles constitutionnelles. (*Vifs applaudissements.*)

Il avait pour ministre des affaires étrangères M. de Freycinet. A peine arrivés au pouvoir, MM. Brisson et de Freycinet se sont empressés de soumettre à la sanction du Parlement le second traité de Hué. (*Très bien! très bien!*) Ce traité a été voté par la Chambre le 27 mai 1885, puis adopté quelques jours après par le Sénat.

Tels sont les précédents, du moins les plus importants d'entre eux.

Je pourrais vous parler aussi du Dahomey, qui est peu de chose en comparaison de la Tunisie, du Tonkin ou de Madagascar. Mais enfin que s'est-il passé à propos du Dahomey? Un certain nombre de traités avaient été signés avec des chefs nègres, entre autres avec le roi Behanzin, et le Président de la République les avait ratifiés, peut-être d'une manière un peu précipitée. Le Gouvernement d'alors a eu un scrupule; il s'est dit: Mais cette ratification n'est pas valable, si elle n'a pas reçu au préalable l'approbation du Parlement. Et alors il a soumis les traités en question à la sanction de la Chambre.

J'ai gardé le fidèle souvenir de ce qui s'est passé à cette époque. La Chambre a montré quelque mauvaise humeur; le texte du traité avec le Dahomey ne lui convenait guère; elle a manifesté l'intention de ne pas s'en occuper d'une manière trop étroite, parce qu'elle ne voulait pas y associer son autorité; et elle a voté un ordre du jour qui a laissé au Gouvernement le soin de donner à l'arrangement avec le roi de Dahomey la solution la plus conforme aux intérêts de la France.

A partir de ce moment la situation était devenue régulière; le Gouvernement avait un mandat spécial, il l'a rempli en toute liberté. Mais avez-vous le même mandat, monsieur le président du conseil? (*Très bien! très bien!*) Pour ma part, je ne le crois pas.

Vous vous rappelez tous la discussion qui a eu lieu au moment où le ministère précédent nous a demandé de voter les crédits pour l'expédition de Madagascar. Le ministre de cette époque et le président qui était en même temps le rapporteur de la commission, l'honorable M. Ribot, ont mis une extrême fermeté d'action à déclarer qu'il ne s'agissait pas de prendre posses-

sion de Madagascar, mais seulement d'y établir, d'y faire respecter notre protectorat. (*Très bien!*)

Voix à gauche. — Mais puisqu'il existait déjà.

M. Francis Charmes. — Il existait, mais il n'était pas respecté.

Le Gouvernement, par l'organe de M. Ilanotaux, la commission par celui de M. Ribot, la Chambre par son vote avaient spécifié de la manière la plus expresse qu'il ne s'agissait que du protectorat.

Il y a des membres de cette Chambre, et j'en suis, qui n'auraient pas voté les crédits demandés si cette promesse ne leur avait pas été faite d'une manière aussi explicite. (*Applaudissements au centre.*) S'il y a eu un mandat donné au Gouvernement, c'est celui-là; je n'en connais pas d'autre. Et pourquoi, messieurs, n'avez-vous donné que celui-là? S'agissait-il de ménager les Hovas! Était-ce là la préoccupation qui nous animait? Non, assurément; vous vouliez nous ménager nous-mêmes, menager le pays. La Chambre avait le sentiment très net que le protectorat coûterait moins cher et provoquerait moins de difficultés que l'annexion. Voilà pourquoi elle le préférait. On n'avait pas encore inventé l'argument que, l'expédition ayant coûté plus d'efforts et d'argent qu'on ne l'avait prévu, il convenait, comme le joueur qui court après son argent, d'en dépenser encore davantage. L'expédition n'avait qu'un but, le protectorat. Le Gouvernement actuel, de sa seule autorité, lui en a assigné un autre tout différent. Je fais à cet égard les réserves les plus expresses. Si nous avons, comme je le crains, des surprises pénibles à Madagascar, si nous nous trouvons en présence d'obligations de plus en plus lourdes, financièrement, politiquement, peut-être aussi militairement, il importe qu'on sache bien à qui en revient la responsabilité.

Mais soit! La Chambre avait voulu faire le protectorat; vous avez voulu faire l'annexion; apportez-nous une loi.

On me dira peut-être qu'il est bien tard pour la réclamer, qu'il fallait le faire plus tôt, que c'est en novembre dernier, au moment où M. Berthelot prononçait à la tribune ces paroles solennelles : « Madagascar est désormais possession française », — paroles qui n'engageaient pourtant pas le pays, puisqu'elles n'avaient pas été sanctionnées par nous, — on me dira que c'est alors qu'il fallait se lever, invoquer la Constitution, demander une loi. Je répondrai en citant la dernière phrase de la déclaration de M. Berthelot. « Nous avons décidé, — disait M. le ministre des affaires étrangères, — de prendre les mesures nécessaires pour qu'un instrument définitif, conforme aux déclarations précédentes, soit prochainement soumis à la ratification des Chambres. » (*Très bien! très bien!*)

À ce moment M. Berthelot reconnaissait l'obligation constitutionnelle qui lui incombaît et il promettait de s'y soumettre. Nous attendons l'exécution de cette promesse. (*Très bien! très bien!*)

Quant à moi, je n'insiste pas davantage. La Chambre décidera ce qu'elle voudra. Je crois avoir rempli mon devoir en l'avertissant. (*Très bien! très bien! au centre.*)

J'ai fait mon devoir en déposant une interpellation qui, avant même qu'elle ait été discutée, a aminci le ministère à sortir de l'immobilité, de la réserve extrême qu'il avait pratiquées vis-à-vis de vous, et à annoncer le dépôt d'un certain nombre de projets de loi. Je pense, j'espère que ces projets seront renvoyés à une commission, et que, dans le sein de cette commission, la collaboration du Gouvernement et du Parlement pourra s'établir d'une manière plus étroite et se traduire par des résultats plus précis. Au fond, messieurs, c'est ce que je voulais surtout. Je voulais que le Gouvernement vous associer à l'œuvre qu'il poursuit à Madagascar. J'ai voulu enfin — et il n'était que temps — vous mettre à même d'exercer votre contrôle. Quel que soit l'ordre du jour qui sera voté, je n'y aurai pas échoué. (*Applaudissements prolongés au centre et à droite.*)

M. d'Estournelles. — Je n'apporte ici aucune espèce de critique, encore moins de récrimination; je voudrais parler seulement de l'avenir, et je crois que la Chambre tout entière est de mon sentiment, car c'est surtout maintenant l'avenir qui nous intéresse à Madagascar. Je ne voudrais pas compliquer, bien loin de là, les difficultés qui attendent tout gouvernement européen dans un pays aussi lointain pour une œuvre aussi ardue que celle de la colonisation d'un continent comme Madagascar, mais je voudrais préciser — cela me semble utile pour tout le monde — ce que j'entends par ces difficultés de l'avenir.

Il y a, je crois, à cet égard un malentendu dans l'esprit public. Quand on parle des difficultés de Madagascar, on pense à celles qui se produisent là-bas, au loin. Je pense au contraire à celles qui se produisent ici. Je crois que la principale difficulté qui contrariera l'action du Gouvernement quel qu'il soit — je ne dis pas du Gouvernement présent, je me place au-dessus de toute question ministérielle ou de personnes, — ce sont les impatiences qui se produisent dans la métropole pour demander au Gouvernement d'accomplir du jour au lendemain des réformes qui ne peuvent cependant pas être réalisées immédiatement. (*Très bien! très bien!*) Voilà, je crois, quel est le vrai danger.

J'ai observé, partout où les hasards de ma carrière m'ont conduit, d'abord en Tunisie pendant plusieurs années, puis dans des pays qui ont été particulièrement heureux dans l'art de coloniser, en Hollande et en Angleterre, partout, dis-je, j'ai observé que la grosse difficulté vient de ces impatiences de la métropole. Partout, j'ai observé que la grande règle, la règle primordiale est celle-ci: qu'il faut avant tout beaucoup de patience, une patience infinie. Il faut laisser le Gouvernement marcher pas à pas, il faut lui permettre d'aller lentement, d'étudier les questions et de se livrer non seulement à toutes les études, mais je dirais presque, si le mot n'était pas choquant, — cependant il est exact, — à tous les tâtonnements inhérents aux débuts d'une organisation aussi considérable.

Si cela est vrai d'une façon générale, je crois que cela est vrai surtout à Madagascar, où il se produit encore une complication dont il faut tenir compte, quand même notre amour-propre devrait en souffrir; c'est que nous ne savons pour ainsi dire rien de la grande île, rien de ce qui s'y trouve, rien de sa constitution, de ses mœurs, de ses ressources, rien de ce qui nous attend, rien même ou à peu près de ce qui s'y passe.

Il est inutile d'insister sur ce point; vous me comprenez tous. Madagascar est restée volontairement inaccessible, par conséquent impénétrable. Il n'y a ni routes, ni moyens de communication, ni facilités. Il y règne, de plus, un climat qui nous interdit de voyager pendant un certain nombre de mois de l'année.

Il est donc impossible que nous sachions ce que nous voulons faire dans un pays où nous ne savons pas ce qu'il y a. Nous avons évidemment des hommes, des compatriotes dévoués et éclairés qui ont visité la grande île, qui ont fait des efforts très généreux et très considérables, auquel je rends un plein hommage, pour y pénétrer; mais ces efforts sont isolés et ils ne suffisent pas pour nous instruire.

Enfin il faut ajouter — c'est un détail qui a son importance — que presque aucun Français ne parle le malgache, sauf le très petit nombre des bons interprètes que nous avons là-bas.

Dans des conditions aussi sommaires, aussi ingrates, comment voulez-vous que le Gouvernement ne commette pas de fautes, si vous l'obligez à agir trop vite, si vous lui demandez d'accomplir toutes les réformes à la fois, si vous l'obligez en un mot à récolter avant d'avoir semé, à construire un édifice sans lui laisser le temps de commencer par en creuser les fondations?

M. Louis Brunet. — Très bien! très bien!

M. d'Estournelles. — L'honorable M. Brunet veut bien m'approuver. Je crains que ses encouragements ne cessent tout à l'heure et, au contraire, qu'il ne m'adresse presque des imprécations...

M. de Mahy. — Détrompez-vous!

M. d'Estournelles. — M. de Mahy se mêle déjà par avance au concert. (*On rit.*)

... attendu que je crains fort de ne pas être toujours de l'avis de nos deux honorables collègues.

Si je tiens un langage aussi gouvernemental, c'est précisément parce que — et l'estime et la sympathie que j'ai pour M. de Mahy me permettent de le lui dire — ...

M. de Mahy. — Nous vous les rendons.

M. d'Estournelles. — ... c'est que les impatients dont je parle — il y en a d'autres, à coup sûr — les impatients, les voilà!

M. Louis Brunet. — C'est une mise en accusation. (*On rit.*) Ce n'est plus au ministère que s'adresse l'interpellation. Vous nous faites d'ailleurs, monsieur d'Estournelles, un honneur excessif; nous ne sommes pas les inspirateurs du ministère.

M. d'Estournelles. — Je crois avoir usé de toute la modération possible.

M. de Mahy. — Incontestablement!

M. d'Estournelles. — Permettez-moi de ne pas trop me détourner d'une argumentation que je voudrais abréger. Je me rends parfaitement compte que la Chambre désire ne pas éterniser ce débat. (*Parlez! parlez!*)

Vos impatiences, vous dirai-je, messieurs, peuvent être très dangereuses, parce que vos sentiments sont très généreux; elles font illusion non seulement à vous-mêmes, j'en suis sûr, mais aussi à la Chambre. Vous connaissez cette pensée, malheureusement trop profonde: jamais on ne fait le mal si pleinement et si galement que quand on le fait par un faux principe de conscience. Ce que je dis peut s'appliquer à ce que je vais dire; dans tous les cas, je crois que cela s'applique aux impatiences dont je parle, car vous amenez le Gouvernement, vous le forcez, pour ainsi dire, à prendre des mesures qui sont généreuses, mais qui sont prématurées et qui coûteront très cher.

Si vous vouliez être dans la vérité, — je m'adresse aussi à vous, monsieur Deñys Cochin, — vous ne devriez pas vous contenter d'émouvoir la Chambre comme vous le faites; cela vous est facile avec votre talent de persuasion et l'éloquente conviction qui vous anime. Vous devriez lui dire: Je viens vous proposer des mesures très généreuses, mais je dois ajouter que ces mesures coûteront cher au pays, qu'elles vous jetteront dans des embarras, ou même dans des aventures, qu'elles vous feront courir des dangers dont il faut que vous connaissiez toutes les conséquences.

Voilà comment il faut présenter la question.

Tout à l'heure l'honorable M. François Charmes a parfaitement fait ressortir ce que les impatiens dont je parle ont déjà demandé et peut-être ce qu'ils ont obtenu du ministère. Vous avez pressé les choses quand vous avez obtenu qu'on supprimât le mot « protectorat ». M. Charmes a presque tout dit sur ce sujet; mais je peux ajouter que je m'étonne qu'on n'ait pas mieux compris le sens du mot « protectorat ». Qu'est-ce qu'il veut dire? Tout le monde maintenant devrait le sentir; cela veut dire que nous protégeons non pas les Hovas, mais — ayons le courage de l'avouer — que nous nous protégeons nous-mêmes avec ce système. Oui, il est fait pour nous protéger contre nos propres entraînements. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

Mais je ne veux pas attacher trop d'importance à une étiquette. J'aurais

préféré que le mot fût maintenu, voilà tout, parce qu'il nous imposait une limite; mais je passe.

Je regrette qu'on se soit trop pressé aussi de détacher l'administration de Madagascar du ministère des affaires étrangères pour la rattacher prématu-
rément au ministère des colonies; je développerai plus tard, si l'occasion
s'en présente, les motifs de cette opinion bien arrêtée.

Enfin, j'arrive au dernier point de mon argumentation. Vous voyez que
j'abrège le plus possible. (*Parlez! parlez!*)

M. le président. — Ne vous croyez pas obligé de vous presser, monsieur
d'Estournelles! Il suffit d'avoir lu vos ouvrages pour savoir ce qu'on peut
attendre de vous. Vous pouvez parler en toute liberté. (*Très bien! très
bien!*)

M. d'Estournelles. — Vos encouragements, monsieur le président, me sont
trop précieux pour que je ne continue pas; je passerai néanmoins très vite
sur d'autres points que je pourrais traiter, notamment sur le trop grand
nombre de fonctionnaires qu'on a nommés à Madagascar prématu-
rement et qu'il faudra payer sur l'argent des contribuables français.

Je n'insiste pas non plus sur le danger très grand que vous faites courir
au Gouvernement en le poussant à réduire au minimum possible l'autorité
des Hovas. Je sais bien que vous avez parlé sévèrement des Hovas, et je ne
les défends pas; mais je ne vois pas où nous pourrions trouver en dehors
d'eux des auxiliaires à Madagascar, et c'est ce qu'il faudrait dire très haut
au pays. Dans tous les cas, si vous cherchez à diminuer l'autorité des Hovas,
prenez garde de trop bien réussir et d'amener le Gouvernement, obligé de
prendre parti entre le silence ou l'indifférence des uns et votre impatience à
vous, à vous donner satisfaction trop complète; car il ne lui restera plus
alors aucun intermédiaire, aucun point d'appui pour administrer sa nouvelle
colonie. Vous aurez ainsi détruit tout espèce d'autorité à Madagascar, et
vous obligerez le Gouvernement à substituer à l'autorité indigène, qui
devrait fonctionner sans frais et sans risques, nos forces et notre argent. Si
vous voulez le faire, faites-le, mais ouvertement, franchement, et dites-le au
pays: Nous croyons que cela coûtera tant; voici la carte à payer. (*Très bien!
très bien!*)

Il y a une question encore beaucoup plus grave pour notre administra-
tion, c'est celle des municipalités.

On n'en a pas parlé encore; mais il faut bien aussi que j'indique les dan-
gers qu'elle présente pour l'avenir.

Je suis, bien entendu, partisan des municipalités coloniales, à la condi-
tion qu'elles arrivent à leur heure, quand elles sont nécessaires. Si vous
créez ces municipalités trop tôt, elles produiront des abus très coûteux et
très onéreux. Et qui est-ce qui paiera les frais de ces institutions préma-
turées? C'est la colonie. Et comme la colonie n'aura pas les ressources néces-
saires, ce seront toujours les contribuables français. Ce n'est pas ainsi, je
l'avoue, que je conçois la colonisation.

Vous devez donc prendre garde, à mon sens, de pousser le Gouvernement
dans une voie semblable et vous devez vous abstenir soigneusement de lui
demander de faire ce qui a été fait ailleurs déjà — c'est pour cela que j'en
parle — je veux dire d'instituer trop vite des municipalités, lesquelles, je le
répète, commencent trop habituellement, — cela s'est vu, cela est connu, —
par constituer largement des fonds qui s'appellent fonds d'assistance publi-
que. Ces fonds sont répartis évidemment entre les indigents; mais ces indi-
gents sont souvent des électeurs qui cessent bientôt ainsi de travailler.

Vous épouvez donc le Trésor en même temps que vous faites disparaître
ou tout au moins que vous réduisez sensiblement la main-d'œuvre dont
vous avez besoin, dont la colonie ne peut se passer. Vous appauvrissez et la
métropole et la colonie. C'est là un des inconvénients de l'institution préma-
turée des municipalités coloniales: elles arrivent inévitablement au double
et fatal résultat que je viens d'indiquer.

Et si vous voulez que je précise davantage, j'ajouteraï qu'elles aboutissent encore à un autre résultat.

Aussitôt instituées, elles demandent à être reliées entre elles par un conseil général. Ce conseil général distribue également des subventions, des secours viagers qui sont considérables. Vous n'avez, M. Brunet, qu'à voir ce qui se passe à la Réunion; vous savez mieux que moi, d'ailleurs, que l'abus de ces subventions et de ces secours est tel que le conseil général de la Réunion a été obligé de prendre — je crois pendant sa session de décembre dernier — la décision de les réduire de 50 0/0.

M. Louis Brunet. — La Réunion est un département français. Ne l'assimilez donc pas à Madagascar.

M. d'Estournelles. — Je conclus sur ce point particulier en disant : Croyez-moi, dans votre intérêt, si vous ne voulez pas que les choses marchent à Madagascar de telle sorte que nous regretterions amèrement d'y être allés, ne pressez pas le Gouvernement d'agir très vite, laissez-lui toute la latitude nécessaire pour étudier la question, pour ne rien faire à la légère et pour ne pas engager davantage la responsabilité de la France. (*Très bien ! très bien !*)

Toute la question est là. Si j'ai parlé de ces municipalités, c'est parce que j'ai trouvé là un moyen d'aborder la question brûlante -- dont, du reste, je ne parlerai pas bien longuement, — des prestations ou corvées, comme vous voudrez, et de l'esclavage.

Je ne suis pas, ou tout au moins, j'espère que je ne suis pas animé de sentiments moins humains et moins libéraux que M. Cochin, M. Brunet ou M. de Mahy lui-même. Eh bien! je ne voudrais pas non plus voir le Gouvernement se lancer dans toute une série de réformes qui, je le répète, coûteront extrêmement cher et dont je ne peux pas voir, et dont je ne crois pas que personne puisse prévoir les conséquences.

Quant à moi, j'ai le courage de mon opinion. Je ne suis nullement un esclavagiste, je ne pense pas que j'aie l'air d'un négrier (*On rit*) — et cependant je trouve que s'il faut supprimer l'esclavage, — ce qui est évident, ce qui est dans notre pensée, ce qui est notre désir à tous, — il est indispensable de prendre tous les ménagements, tous les moyens termes et toutes les précautions nécessaires; autrement nous arriverons à des résultats désastreux.

M. Denys Cochin. — Je demande la parole.

M. d'Estournelles. — Je ne dirai qu'un mot d'abord des prestations ; M. Charmes en a parlé très longuement, mais un de ces messieurs à l'extrême gauche, M. Mirman, je crois, a fait à ce moment allusion à ce qui se passe en France. J'avoue que cette observation m'a frappé. Ne croyez-vous pas qu'on serait très surpris en France de voir que nous supprimions les prestations à Madagascar, alors que tant de députés en sont encore à demander leur suppression en France?

Et croyez-vous que les députés qui demandent cette suppression seraient bien reçus quand ils retourneraient dans leurs collèges électoraux et qu'ils annonceraient qu'ils ont en effet supprimé les prestations, mais non pas en France... à Madagascar? Avouez que cela paraîtrait une ironie un peu forte, d'autant plus que, je le répète, la suppression des prestations imposera des dépenses considérables. Si vous les supprimez, vous n'aurez plus de travailleurs, vous serez obligés de payer les travaux publics, qui vont être très importants, puisque tout est à faire, routes, ponts, jetées, etc., puisque tout est à créer, de la poche des contribuables français.

En un mot, pour supprimer les prestations à Madagascar, vous serez obligés de les maintenir en France. C'est vraiment excessif!

C'est l'éternelle question à laquelle je reviens toujours : Avez-vous de l'argent pour vous lancer dans de pareilles entreprises, je dirais presque dans

de pareilles folies? Si vous en voulez, dites-le franchement, demandez les crédits nécessaires!

Pour ma part, je refuserai avec énergie d'en voter seulement un centime!

Quant à l'esclavage, — il est nécessaire de faire ces déclarations, bien que cependant ces choses dussent être entendues de tout le monde, — je désire comme vous tous sa suppression, je me préterai à toute mesure qui pourra faire disparaître le plus tôt possible ce honteux abus; mais il faut bien distinguer ici entre le commerce, le trafic abominable, et la possession des esclaves.

M. Deproge. — La possession est aussi abominable que le trafic!

M. d'Estournelles. — Je sais bien que la possession des esclaves donne lieu à des abus; c'est pour cela que je dis qu'il faut les faire cesser, mais je ne crois pas qu'on puisse supprimer avec les abus l'esclavage lui-même du jour au lendemain. « La raison n'est pas toute-puissante », a dit Renan; « elle supporte les injustices flagrantes qu'elle ne peut empêcher ».

Vous serez obligés, si vous prenez une mesure aussi grave trop à la légère, trop vite, sans l'avoir mûrement étudiée, c'est-à-dire sans avoir laissé toute latitude au Gouvernement, vous serez obligés de dépenser beaucoup. Tel est le sens de mon discours qui pourrait s'appeler un discours contre les impatients; vous irez à de grandes déceptions, et les esclaves eux-mêmes seront les premières victimes d'une réforme précipitée.

Si vous voulez supprimer l'esclavage trop brusquement, trop brutalement, trop sommairement, vous serez obligés, d'abord, d'indemniser les propriétaires. La question a été discutée, mais je crois qu'il est difficile de soutenir le contraire. Un de mes collègues a même apprécié qu'une indemnité de 100 millions au moins serait due aux propriétaires d'esclaves. J'ajoute, entre parenthèses, qu'on n'en sait pas le nombre. C'est toujours à cet inconvénient que nous nous heurtons: on ne sait rien, on ne sait pas le nombre des esclaves, on ne sait pas le nombre des propriétaires; on n'en a pas même une idée approximative; et c'est dans des conditions pareilles que vous allez demander au Gouvernement de prendre une décision? (*Très bien! très bien!*)

On ne sait rien; on peut prétendre qu'on sait, mais on ne sait rien; voilà la vérité. Quel que soit le chiffre, vous serez, dis-je, obligés de donner des millions et des millions d'indemnités aux propriétaires pour qu'ils ne se révoltent pas. Sur quoi donc prendrez-vous ces millions? Il est très facile de venir dire, comme M. de Mahy, qu'il faut émanciper les esclaves à Madagascar...

M. Deproge. — Il ne s'agit pas de M. de Mahy; il s'agit de deux cents députés, dont je suis, qui demandent à la France de supprimer l'esclavage. (*Bruit.*)

M. d'Estournelles. — Mon cher collègue, je ne peux pas me faire entendre au milieu de ce bruit. Comment voulez-vous que je vous persuade? Vous parlez sans cesse entre vous de façon à m'empêcher de me faire entendre. Si vous m'écoutez seulement cinq minutes, vous verriez que j'ai tort et vous seriez content; sinon je vous aurais convaincu. (*Rires et approbation.*)

C'est précisément parce que je n'ignore pas que cette proposition de loi qu'on a fait circuler dans la Chambre a été signée par cent ou deux cents d'entre vous que j'ai trouvé qu'il était de mon devoir d'intervenir. Alors que quinze années d'études et d'observations m'ont convaincu qu'on vous proposait une folie, une faute, un acte prématuré, mon devoir était de venir dire à cette tribune aux deux cents — puisqu'il y en a deux cents — aux deux cents députés qui ont donné leur signature: Faites bien attention à ce que vous allez faire!

Je répète ce que je disais au début : Ne poussez pas le Gouvernement dans une voie où vous ne voyez pas vous-mêmes où vous vous engagez ! (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Ah ! il est facile de me dire : Nous sommes deux cents contre un homme seul. Quand même je serais seul, ce qui ne sera pas le cas, heureusement pour nos finances, je vous répéterais : Vous avez tort, vous ne savez pas où vous allez. Je le sais, moi, où vous allez : vous allez à la ruine de Madagascar; vous voudrez faire de Madagascar ce qu'on a fait d'autres colonies qui sont perdues !

M. Louis Brunet. — Il est trop commode de discuter ainsi ! Nous n'en avons pas moins cependant des intérêts directs à Madagascar.

M. d'Estournelles. — Il est vraiment trop facile de venir dire à un homme : Vous êtes seul contre deux cents. C'est le meilleur moyen au reste de me donner du courage, M. Brunet, et la force de vous dire ce que je pense.

Oui, on va trouver des députés qui ne sont pas au courant de la question, qui sont généreux et qui donnent leur signature comme je l'aurais donnée moi-même il y a dix ans, avant d'avoir étudié la question. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.) C'est facile ! On s'adresse à la générosité, à la bonne volonté qui sont dans le cœur de la plupart de nos collègues...

M. Louis Brunet. — Mais l'esclavage n'est pas en discussion. Des propositions de loi ont été déposées; attendez qu'elles viennent devant la Chambre.

M. d'Estournelles. — Je prétends — et je crois qu'à cet égard personne ne me contredira, pas même vous, M. de Mahy, ni vous, M. Brunet, — qu'il est bien facile de venir trouver un député et de lui dire : Vous n'allez pas laisser peser sur ces malheureux esclaves de Madagascar les chaînes qui les écrasent; vous allez briser ces chaînes, vous allez faire sortir les malheureux de leurs cachots ! Tout le monde sait bien que ces peintures sont exagérées, mais on ne va pas au fond des choses. On ne sait rien, on est encore à l'histoire touchante, mais heureusement ancienne, de la *Case de l'oncle Tom, des Nègres de Saint-Domingue*. Et alors on dit : C'est vrai; on nous demande cela; pourquoi refuserions-nous ? On fait une manifestation humanitaire, que l'on croit bonne, et on engage le Gouvernement, sans le savoir, dans une dépense de 200 millions. Quand vous irez trouver le pays après cela pour lui dire : « J'ai voulu faire un acte généreux, humanitaire, cela vous coûte 200 millions, » je me demande si le pays sera satisfait.

M. Mirman. — Je suis l'un des signataires de la proposition, et je demande que vous prouviez que la suppression de l'esclavage coûtera 200 millions.

M. d'Estournelles. — M. Mirman, quoique n'étant pas socialiste, je m'intéresse aux ouvriers français et je trouve que c'est peut-être un peu exagéré que d'aller gaspiller notre argent pour prendre des mesures prématuées, coûteuses et inefficaces, en faveur des nègres qui ont une vie beaucoup plus douce, plus facile et qui ont moins de besoins qu'eux.

M. René Chauvin. — Ce sont des ouvriers, les nègres !

M. Mirman. — Je le répète, je vous demande de nous prouver que cette mesure nous coûterait 200 millions.

M. le Président. — Restons, messieurs, dans l'interpellation qui est en discussion. L'esclavage fait l'objet d'une proposition spéciale.

M. d'Estournelles. — Je vais finir pour ce qui a trait à l'esclavage. Mais voici les indications qu'on me demande.

Il faudra que vous indemnisez, comme je l'ai dit, les propriétaires. Que ferez-vous des esclaves? Les enfants, les vieillards resteront à la charge de l'Etat, puisque personne ne pourra plus les nourrir. Quant aux hommes valides, malheureusement c'est un fait connu, indiscuté, qu'ils cesseront de travailler, étant sans direction sous un climat qui leur permet de vivre d'une poignée de riz, et trop souvent ils deviendront des pillards.

Par conséquent, pour rétablir ou seulement pour assurer l'ordre que votre réforme risquera de troubler dès le début, alors qu'il faudrait commencer par pacifier le pays, vous serez obligés d'augmenter l'effectif de votre corps d'occupation, — on a parlé de le porter dans cette hypothèse à 25,000 hommes — et ce sera encore une nouvelle source d'embarras, de dépenses, et un surcroit de complications.

Si tout au moins vous voulez pousser le Gouvernement dans cette voie, — et ce qui m'autorise à parler des à présent de cette question, c'est que je sens qu'on l'y pousse, — attendez que le Gouvernement soit d'accord avec les autres Gouvernements, car ce sont là des mesures qui ne peuvent être prises que simultanément. Il n'est pas possible qu'un Gouvernement européen, à la côte orientale d'Afrique, prenne une mesure de cette importance; alors que les autres Gouvernements ne la prendraient pas. Vous savez très bien que si vous supprimez l'esclavage trop vite à Madagascar, vous ferez cesser le travail indigène et que vous serez réduits à recourir à grand'peine au travail étranger, c'est-à-dire au travail des coolies des Indes.

Par conséquent, vous arrêterez net à son début l'exploitation, la mise en valeur de la colonie de Madagascar. Si vous voulez en faire quelque chose, il faut absolument qu'on y travaille, et vous ne pouvez pas, dès le début, inconsidérément, sans avoir étudié la question, supprimer du jour au lendemain, je le répète, l'esclavage. Vous serez obligés d'introduire à Madagascar des travailleurs indiens que vous payerez très cher, si vous en trouvez. Mais vous n'en trouverez pas, M. de Mahy le sait bien; vous savez bien qu'on ne peut en trouver dans l'île même de la Réunion, bien moins étendue pourtant que celle de Madagascar.

Par conséquent, vous arrêterez, je le répète, avant même de l'entreprendre, la mise en valeur et l'exploitation de Madagascar. (Interruptions.)

M. Jourde. — On a dû opposer déjà ce raisonnement à M. Schœlcher, en 1848.

M. d'Estournelles. — Je parlais tout à l'heure de ce que faisaient les pays étrangers. Il serait peut-être très intéressant de savoir ce que pensent ces pays qui ont des intérêts analogues aux nôtres sur la côte d'Afrique; car si nous sommes seuls à supprimer l'esclavage domestique dans nos colonies, nous jouerons une fois de plus le rôle de dupes et notre générosité ne profitera qu'à nos voisins qui auront conservé la main-d'œuvre de leurs possessions. L'Allemagne a-t-elle supprimé l'esclavage? Tous les voyageurs qui ont visité ces régions disent le contraire; pour l'Italie, c'est la même chose.

En Angleterre, il s'est passé un fait très intéressant et qui montre tous les dangers ou, pour mieux dire, l'impossibilité de supprimer l'esclavage domestique du jour au lendemain à Madagascar. Les Anglais sont aux prises, eux aussi bien que nous, avec un mouvement d'opinion en faveur de la suppression de l'esclavage.

Il y a en Angleterre des Sociétés esclavagistes fort bien organisées et très actives. Chez nous, il n'y en a pas. Malgré cela, le Gouvernement anglais, quand il n'avait pas encore le protectorat de Zanzibar, quand il exerçait seulement à Zanzibar l'influence d'une grande nation, le Gouvernement anglais a commencé par obtenir du Sultan l'abolition de l'esclavage; mais à partir de 1890, — c'est là un revirement tout à fait significatif, — quand ce Gouvernement a été investi du protectorat, c'est alors qu'il aurait dû exécuter lui-même le décret qu'il avait fait prendre par le Sultan, s'il l'avait jugé applicable. Mais pas du tout; c'est exactement le contraire qui se produit.

A partir du jour où le Gouvernement anglais, qui a une très grande expérience des questions coloniales, a eu la responsabilité de l'administration à Zanzibar, il a pris des moyens termes, en un mot, il a étudié l'application du décret de 1889 ; cela est parfaitement certain. Je tire ce renseignement d'un article publié tout récemment par un fonctionnaire anglais, le capitaine Lugard.

Et notez qu'à Zanzibar les Anglais sont dans une situation infiniment plus favorable que nous pour supprimer l'esclavage, puisque leur possession est beaucoup plus petite et qu'ils peuvent y exercer sur les côtes avec leurs vaisseaux un contrôle beaucoup plus efficace ; néanmoins ils ne l'ont pas aboli. Ils ne l'ont pas pu. Il faut dire à leur honneur qu'ils ont essayé, qu'ils ont cherché le moyen de l'abolir et qu'ils ont reculé seulement devant l'impossibilité absolue, démontrée au grand jour de leurs *Livres bleus*, avec des chiffres et des raisonnements irréfutables à l'appui.

Le Gouvernement anglais a eu cependant à répondre à tout un mouvement d'opinion, mais depuis 1890 — notez que nous sommes en 1896 et que voilà six ans de cela — il ne lui a été possible de prendre encore aucune résolution. Bien loin de là, tous ses agents à Zanzibar ont eu le courage de lui écrire que la réforme, si désirable qu'elle fût, était absolument impossible quant à présent dans la pratique.

Voici, en résumé, ce qu'écrit M. Rodd, représentant de l'Angleterre à Zanzibar, dans une lettre officielle datée du 31 décembre 1893 :

- « Ce sera la dépopulation du sultanat au profit de l'Allemagne.
- « Ce sera la nécessité d'augmenter les forces anglaises.
- « Vous trouberez l'état social et économique tout entier du sultanat.
- « Ce sera la cessation de tout progrès, une vraie révolution, la nécessité de recourir à l'immigration des coolies, la faillite de nombreux négociants, tous les projets accomplis ou rêvés compromis, la misère, peut-être la famine.
- « Vous ramènerez à la barbarie, à l'état sauvage, la population agricole, qui cessera de travailler.
- « Les esclaves émancipés qui resteront près de leur maître cesseront pour la plupart de travailler, ou bien, ce qui revient presque au même, ils travailleront par occasion, quand la nécessité les pressera, mais leur maître ne pourra pas compter sur eux, il ne pourra être sûr de leur concours ni pour les labours ni pour la récolte, ils ne feront rien pour lui et feront peu pour eux-mêmes.
- « Ce sera la banqueroute de l'œuvre de la civilisation sans avantage pour les esclaves. Qui aura soin de moi, disent-ils, quand je serai malade et vieux ? »

Voilà le rapport d'un agent anglais, il se trouve publié dans le *Livre bleu* que vous avez à votre disposition. Il établit, hélas ! ce qui n'est pas nouveau, ce que bien d'autres et parmi nos plus grands penseurs ont dit depuis long-temps : « La servitude abaisse les âmes jusqu'à s'en faire aimer. » Commencez par éléver les esclaves à la hauteur de la liberté pour qu'ils puissent en profiter.

Mais ce rapport de M. Rodd n'est pas isolé, il est confirmé par celui d'un autre agent dans le même poste.

Le 26 février 1895, M. Hardinge écrit en substance :

« Si vous avez le malheur de procéder trop brusquement, et sans avoir amené des coolies pour les remplacer, à l'émancipation des esclaves domestiques qui travaillent à Zanzibar, ils ne feront plus rien, empliront les prisons ou s'enfuiront pour aller trouver d'autres maîtres ; et la terre de la colonie aura perdu toute valeur, ce sera la faillite. »

M. Hardinge constate également que les esclaves ne sont pas dans la condition malheureuse qu'on imagine, qu'ils vont et viennent en liberté, se font remarquer par leur gaieté, etc.

Il donne des impressions analogues émanant des administrateurs allemands.

M. Mirman. — Quelle mesure transitoire proposez-vous?

M. d'Estournelles. — Je ne peux pas me permettre, mon cher collègue, de proposer à cette tribune une mesure de cette gravité. Je suis tout prêt à fournir à M. le ministre des colonies les indications qui pourraient lui sembler utiles à ce sujet. Mais ce que je demande, c'est que nous ayons la sagesse d'attendre, de réfléchir, d'inviter le Gouvernement à faire étudier la question — vous voyez que je suis bien accommodant — et que nous lui recommandions, en tous cas, de ne prendre à ce sujet aucune mesure précipitée; voilà tout ce que je demande. (Très bien! très bien!)

Quelque éventualité qui puisse se produire, il me semble que de tout ce que je viens de dire il résulte que nous ne laisserons pas faire à Madagascar une chose que la dignité de la France ne peut tolérer. Ce que nous demandons, et ce que je demande quant à moi, c'est que vous ne nous lanciez pas dans des entreprises trop coûteuses pour le budget français.

M. Jourde. — Comment a-t-on fait en 1848?

M. d'Estournelles. — Voici la dernière pièce que j'ais à vous lire, mais celle-ci me paraît assez intéressante.

Quand le général Gordon a été à Kartoum, vous savez dans quelle situation compliquée et délicate il s'est trouvé. Le général Gordon avait ses défauts, mais c'était certainement une âme généreuse; aussi son premier soin avait-il été de demander l'abolition de l'esclavage; il était d'avis que l'esclavage n'était pas compatible avec une administration même semi-européenne.

Vous savez quels sont les désordres qui se sont produits par la suite et qui furent peut-être, en partie, la conséquence de la suppression prématurée de l'esclavage dans le Soudan, ou plutôt de la seule annonce de cette suppression qui n'a jamais été accomplie autrement que sur le papier.

Le fait est prouvé par une pièce que je vais vous lire. Le général Gordon a été obligé de reconnaître que ses intentions si généreuses étaient chimériques et prématurées; il a dû reconnaître qu'il avait été trop vite; il a dû subir — ce qui a dû être beaucoup plus qu'une humiliation, mais une véritable souffrance — la nécessité de prendre ce décret dont voici le texte et qui, à mon avis, vaut toutes les argumentations:

« Je désire vous rendre le bonheur et la tranquillité! Je sais que vous êtes irrités de la prohibition du trafic des esclaves. J'ai décidé de permettre ce trafic et j'ai ordonné aux crieurs de publier ma décision afin que personne ne puisse l'empêcher. »

M. Louis Brunet. — Aucun Français ne signerait cela.

M. Gerville-Réache. — Cette thèse est abominable et il est impossible de l'entendre sans une profonde indignation.

M. le président. — N'exprimez pas vos sentiments par voie d'interruption.

M. d'Estournelles. — Monsieur Gerville-Réache, j'ai le droit de vous répondre que je me borne à citer un fait; mais votre interruption démontre précisément quelque courage à soutenir ma thèse, que je crois, pour ma part, humaine et patriotique.

Je ne défends pas, je n'ai jamais songé à défendre l'esclavage; je demande seulement, je le répète en terminant, que vous ne preniez pas de décision prématurée, que vous ne vous laissiez pas entraîner à être dupes de mouvements trop généreux dont le pays serait la victime. (Très bien! très bien! sur divers bancs. — L'orateur, en regagnant sa place, est félicité par ses amis.)

M. Faberot. — Le devoir de notre pays est de délivrer les malheureux qui sont là-bas. Les grands peuples n'ont pas d'esclaves.

M. le président. — La parole est à M. Denys Cochin.

M. Denys Cochin. — Je demande à la Chambre la permission de répondre un mot seulement à l'orateur qui m'a précédé ; un mot seulement parce que je n'ai pas l'intention de suivre son exemple et de traiter la question de l'esclavage aujourd'hui.

Une proposition a été déposée, qui a été signée par deux cens de nos collègues (Très bien ! très bien !) ; elle est soumise à la Commission des colonies qui n'a pas encore apporté son rapport. Cette proposition, nous la maintenons et nous la maintenons plus énergiquement encore après avoir entendu les discours qui ont été prononcés dans cette séance.

En effet, plus nous sommes incertains sur la situation exacte et légale de Madagascar, plus nous voulons que, quelle que soit cette situation, la question de l'esclavage soit tranchée. S'il y avait une pure et simple annexion de Madagascar, notre proposition aurait pu sembler inutile, étant donné le décret de 1848. Mais, comme il est possible qu'on s'en tienne à une situation intermédiaire, nous avons déposé et nous maintenons notre proposition afin de parer à tout événement. (Très bien ! très bien !)

L'orateur qui m'a précédé vous a dit : Je vous demande d'agir avec prudence ; et dans une question comme celle-ci, j'ai, à le faire, un certain courage.

Je ne me vante, pour ma part, en cette circonstance, d'aucun courage, étant heureux de défendre une telle cause. Et cependant nous sommes accusés, mes collègues et moi, de parler avec légèreté, avec imprudence, de graves intérêts. Pour un peu on irait plus loin : on nous accuserait de briguer de faciles suffrages en attaquant ce que personne n'ose défendre et en refusant de tenir compte de difficultés, de périls qu'une longue expérience fait prévoir et dont le pays souffrira. On annonce des soulèvements, ou bien seulement une crise économique. On lance des chiffres : il faut 200 millions. Où les prendrons-nous ?

Nous bravons cette accusation, parce que nous avons conscience de pouvoir y répondre quand le moment sera venu. Il y a parmi les signataires de la proposition des hommes qui peuvent aussi se vanter à juste titre de leurs longues études et d'expérience des questions coloniales. Or les dangers dont vous nous menacez leur paraissent surmontables, en grande partie imaginaires. Ils estiment d'ailleurs que, quand même quelques dangers existeraient, pour une cause comme celle-là, il faudrait les braver. (Applaudissements sur divers bancs.)

Mais, je le répète, nous discuterons cela plus tard.

Vous nous dites : Il faut 200 millions de dépenses, il faut une nouvelle guerre pour abolir l'esclavage.

Savez-vous, — je ne vous réponds que ce mot aujourd'hui, — savez-vous que l'œuvre est depuis longtemps commencée ? Savez-vous depuis combien de temps la question de l'esclavage est soulevée à Madagascar ? Depuis 1817, depuis le traité de Farquhar, le premier traité signé par les Anglais avec la reine de Madagascar et qui exigeait l'abolition de la traite. La question a été reprise en 1865 ; un autre traité a été signé encore par les Anglais, exigeant la même clause et la délivrance des esclaves importés par la traite, appelés les Mozambiques. Enfin, après beaucoup de négociations et de tempérisations, en 1877, savez-vous ce qui s'est passé ? Le précédent ne manque pas d'intérêt. On dit : Comment ferons-nous pour émanciper les esclaves ? Messieurs, voici comment cela se fait à Madagascar. C'est bien simple. La reine convoque son peuple sur la grande place de Tananarive ; elle monte sur la pierre sacrée, tenant son sceptre et portant son manteau royal ; elle invite tous les habitants à l'entendre et elle leur dit :

« Je décrète que je donne, dans mon royaume, la liberté à tous les

Mozambiques introduits soit récemment, soit depuis un long temps; ils deviennent mes sujets libres.

« Si quelqu'un désobéit à cet édit et garde en esclavage des Mozambiques, je le déclare criminel, et les pénalités édictées par la loi pèseront sur lui.

« Je décrète aussi que quiconque a fait le commerce des Mozambiques, le cessera. S'il continue, je le tiens pour criminel.

« Et si les termes de ce même décret sont faussés par qui que ce soit, à l'effet de tromper les habiles ou de provoquer les simples, et si des troubles sont soulevés ainsi dans mon royaume, je tiens l'auteur, quel qu'il soit, pour criminel, et je le condamne à mort. Car je suis une reine qui ne veux pas tromper.

RASOHERINA. »

(Edit du 20 juin 1877.)

Elle termine par ces mots : « N'est-ce pas, peuple? » Et le peuple applaudit.

M. Jourde. — Le drapeau français ne peut pas flotter sur des esclaves.

M. Denys Cochin. — Voilà comment parle la reine de Madagascar. C'est, j'en conviens, une sauvage, elle n'a aucun usage de la législation française, elle ne possède pas les traditions de notre diplomatie, mais enfin elle parle net et elle s'est fait obéir. Puisque nous ne faisons que d'arriver dans sa capitale, je voudrais bien que pour une si juste cause nous sachions parler de même. (Très bien! très bien!)

Le pourrions-nous plus tard? Voilà ce qu'il faut se demander, messieurs.

Qu'est-ce aujourd'hui que la propriété à Madagascar? Est-ce qu'il faut entrer, comme on le disait tout à l'heure, dans la voie de l'expropriation et de l'indemnité? Je ne le crois pas. Les habitants de Madagascar en sont précisément à l'heureux état de civilisation où quelques esprits avancés voudraient nous conduire : ce sont des collectivistes. Ils pensent que tous les biens appartiennent à l'Etat, à la reine. Voilà pourquoi elle peut parler si haut.

Mais nous allons leur donner — et j'y compte bien — les idées françaises de la propriété individuelle.

Commençons par leur dire que la personne humaine ne peut jamais être l'objet de cette propriété. Et faisons-le tout de suite. Autrement, quand nos usages seront établis, quand nos idées auront prévalu, nous rencontrerons toutes les difficultés qu'on a rencontrées jadis pour l'émancipation dans les colonies françaises. Faisons ordonner la chose par la reine, pendant qu'elle ordonne encore, et cet ordre dût-il être le dernier.

Messieurs, une seule objection pourrait nous effrayer. On nous dit : Oubliez-vous les souffrances de notre armée? Songez-vous aux dangers auxquels la petite troupe française, si vaillante mais serrée en si petit nombre autour de notre drapeau, pourra être exposée? Allez-vous, par générosité pour des nègres, oublier nos compatriotes, nos soldats?

Messieurs, nos soldats ont donné aux Hovas une si bonne et si rude leçon que nous pouvons nous sentir rassurés pour l'avenir et compter sur l'obéissance des vaincus. Le peuple vaincu, d'ailleurs, ne s'attend pas à ce que l'esclavage puisse être toléré dans un pays où nos soldats sont entrés en maîtres. J'en ai pour preuve la première parole dite par le premier officier général français qui ait, l'année dernière, mis le pied sur le sol de Madagascar. Cherchez la première proclamation du général Metzinger au peuple Hova : il y promet l'abolition de l'esclavage. Et pouvait-il tenir un autre langage? (Applaudissements.)

Mais attendons la discussion de la loi. J'ai voulu, pour ne pas laisser la Chambre sous l'impression du précédent discours, montrer seulement que l'émancipation a été en grande partie faite dès 1878, sans soulèvement, sans danger, sur un mot de la reine; qu'aujourd'hui cette émancipation est attendue, annoncée, que le moment est précieux à saisir, que la chose sera peut-être plus difficile plus tard; j'ai voulu répondre, en somme, quant à

l'opportunité de la mesure. Car, quant au fond même, je ne ferai jamais à une Chambre française l'injure de le discuter un instant devant elle. (*Applaudissements.*)

M. le président. — La parole est à M. Gérault-Richard.

M. Gérault-Richard. — Messieurs, je crois inutile de vous dire que les adversaires des expéditions coloniales restent aujourd'hui ce qu'ils étaient avant celle de Madagascar ; et même, s'ils avaient pu avoir besoin de se confirmer dans leur opinion, le débat auquel nous assistons eût été pour eux une très bonne et très utile leçon.

En effet, des discours qui ont été prononcés, des grandes questions diplomatiques qui ont été soulevées, que reste-t-il ? Cette vérité indéniable qui a été indiquée tout à l'heure par M. Francis Charmes, que nous avons expédié et que nous continuerons à expédier chaque année à Madagascar pour plusieurs centaines de mille francs de fonctionnaires. (*Très bien ! très bien ! et rires à l'extrême gauche.*)

En dehors de cet avantage, qui court le risque de n'être apprécié que d'un petit nombre de privilégiés, il n'y a que des hypothèses chimériques et des promesses illusoires. Je ne conteste pas que ce soit un placement de père de famille ; je le conteste d'autant moins qu'en raison de l'encombrement de la bureaucratie métropolitaine, il devient très difficile de caser les « fils à papa », et ils tiennent, vous le savez une très grande place dans la République opportuniste.

M. le comte de Lanjuinais. — Elle n'est plus opportuniste !

M. Gérault-Richard. — Elle n'est pas opportuniste ?

M. le comte de Lanjuinais. — Elle ne l'est plus : elle est radicale et socialiste.

M. Gérault-Richard. — Du jour où la République sera socialiste, monsieur de Lanjuinais, nous n'aurons pas à discuter ici des questions d'esclavage (*Applaudissements à l'extrême gauche*) ; nous n'aurons même pas à discuter des questions de salariat ni la journée de huit heures. Soyez tranquille sur ce point. (*Mouvements divers.*)

M. le président. — M. Gérault-Richard n'est pas sorti de la question, ne l'invitez pas, messieurs, à en sortir.

M. Gérault-Richard. — Ne tentez pas quelqu'un qui est si facile à induire en tentation. (*On rit.*)

Ces illusions et ces chimères s'évanouiront comme toutes celles auxquelles ont donné lieu les précédentes expéditions et elles laisseront place à la sanglante et cruelle réalité. Car si notre frénésie coloniale change fréquemment de direction, par contre, les prétextes invoqués et les moyens employés pour lui donner satisfaction ne varient jamais ; ils ne varient pas plus que les résultats obtenus : les uns et les autres sont déplorables.

Il s'agit toujours, vous le savez, de dégager l'honneur du drapeau, d'ouvrir de nouveaux débouchés aux produits de l'industrie nationale, de répandre au loin les bienfaits de notre civilisation.

M. Charmes, tout à l'heure, protestait contre la hâte qu'aurait mise le Gouvernement à préparer un plan d'organisation politique de Madagascar, sans avoir pris au préalable l'avis du Parlement. Que n'est-il venu apporter ici cette protestation quand on engageait les finances du pays et l'existence de nos soldats, sans avis du Parlement ? Comment supportez-vous, messieurs, que les gouvernements s'obstinent à ne s'adresser à vous, c'est-à-dire au pays, que pour vous demander des hommes et de l'argent, et à ne vous les demander qu'au moment où il n'est plus temps de les refuser, où les hostilités sont ouvertes, où vous ne pouvez plus discuter librement et utilement ?

Les partisans de la politique coloniale répondent à cette objection que ce sont là des sacrifices nécessaires, que l'avenir les compensera, qu'il faut ouvrir des horizons à notre commerce.

En attendant cette aubaine, on gaspille les hommes et les millions, car si les recettes se font longtemps attendre, les échéances à payer se montrent d'une rigoureuse exactitude. (*On rit.*) Pendant que vous dépensez beaucoup d'argent et que vous faites tuer beaucoup d'hommes, les maisons étrangères, d'Allemagne, d'Angleterre ou d'ailleurs, inondent de leurs marchandises les régions qui vous coûtent si cher, de telle sorte que, s'il y a des débouchés ouverts, ils ne le sont que pour l'argent des contribuables français et pour les produits étrangers. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

À ce point de vue, nos gouvernements affichent un libéralisme qui frise la prodigalité ; ils n'essayeront même pas de faire bénéficier nos compatriotes des frais entraînés par les expéditions. Le ministère Dupuy, auquel revient l'honneur d'avoir organisé ou du moins désorganisé celle de Madagascar (*Rires et applaudissements à l'extrême gauche.*), avait sur ce point une opinion très dispendieuse pour le Trésor. Vous savez qu'il confia à une compagnie anglaise le transport de notre matériel de guerre ; vous savez aussi avec quelle lenteur profitable à nos ennemis cette compagnie s'est acquittée de sa tâche.

Par les soins du même ministère et pour la même expédition, les mulets destinés à traîner les fameuses voitures Lefebvre furent achetés en Ethiopie. (*Interruptions au centre et à droite.*)

M. le comte de Trévenec. — Elles sont le pivot de votre politique, les voitures Lefebvre !

M. Gérault-Richard. — Quand vous m'aurez démontré qu'une voiture peut être un pivot !... (*On rit.*) Que ce soit un véhicule peut-être ; ce serait du moins le véhicule de notre protestation.

M. le comte de Bernis. — Les voitures ont des pivots. C'est comme « le char de l'Etat », c'est par là qu'on le conduit.

M. Gérault-Richard. — J'en reviens à mes mulets.

Vous savez que ceux qui devaient traîner les fameuses voitures Lefebvre furent achetés en Ethiopie. Il se produisit à cette occasion une petite manifestation que je crois utile de vous signaler. En leur qualité de produits français, les voitures Lefebvre protestèrent contre l'origine exotique des animaux qui devaient les traîner et se refusèrent obstinément à les suivre. (*Applaudissements et rires à l'extrême gauche.*)

On s'est souvent demandé pourquoi ces voitures qui coûtèrent tant d'argent ne purent jamais être utilisées. J'ai cru vous faire plaisir en vous donnant cette explication. Vous la prendrez pour ce qu'elle vaut.

Je vous signale les mauvais côtés de la politique de conquêtes lointaines. Peut-être ma démonstration aura-t-elle pour résultat de vous préserver des mêmes errements, des mêmes faiblesses, quand on viendra vous demander encore de l'argent pour de nouvelles expéditions. (*Bruit à droite. — Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*)

Il arrive cependant parfois que, dans une de nos possessions, subitement, s'offrent à nous des richesses que nous n'attendions pas, des richesses immenses. Mais, au moment où nous nous réjouissons à la pensée qu'elles vont enfin combler une partie du déficit creusé par la conquête, nous apprenons qu'elles sont livrées aux Anglais. C'est ce qu'il advint des phosphates algériens. (*Rumeurs au centre. — Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. Gabriel Dufaure. — C'est une revue de fin d'année. (*On rit.*)

M. Gérault-Richard. — Si vous voulez la passer à ma place, je vous laisse le rôle de compère.

M. Gabriel Dufaure.. — J'en serais incapable! (*Nouveaux rires.*!)

M. Gérault-Richard. — Il nous reste à examiner un point, celui qui a trait à notre œuvre civilisatrice.

Je ne veux pas soulever de nouveau un débat qui a menacé de devenir passionné au sujet de l'esclavage à Madagascar ; je ne veux pas, sachant très bien devant qui je parle, rééditer ici la thèse républicaine de nos dévoués ; je me bornerai simplement à rappeler un épisode des derniers débats sur les affaires du Tonkin.

Il nous fut alors révélé qu'un aventurier du nom de Saint-Mathurin avait reçu de l'Etat le monopole de la vente de l'opium au Tonkin, moyennant une forte redevance. Or, je vous le demande en toute sincérité, est-ce bien vraiment affirmer la supériorité de notre civilisation que de nous faire ainsi les associés d'un empoisonneur? Car nous touchons une redevance sur ce commerce abominable, criminel. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Les habitants s'empoisonnaient très bien sans nous.

Notre intrusion dans le commerce de l'opium au Tonkin n'aura eu sans doute pour résultat que de faire vendre à ces malheureux des poisons fétalisés, à des prix exorbitants.

Je me demande si ces mêmes errements se répéteront à Madagascar. Je sais bien qu'on parle d'y abolir l'esclavage. J'ai, de très grand cœur, signé la proposition de loi de notre honorable collègue M. de Mahy. Cependant, je dois vous avouer que je ne me fais aucune illusion sur la portée définitive de cette mesure, parce que, là-bas, comme partout ailleurs, l'esclavage sera remplacé par le salariat (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Mouvements divers*) et, nous autres socialistes, nous considérons le salariat, vous le savez, comme le déguisement hypocrite ou comme le prolongement de l'esclavage. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs. — Réclamations sur un grand nombre de bancs.*)

La démonstration de ce que j'avance est fort simple. Lorsqu'un maître achète un esclave valide, il a tout intérêt, vous le comprendrez aisément, à ne point l'exténuer, mais à le conserver aussi longtemps que possible. Cette marchandise humaine représente une partie de sa fortune et sa perte lui serait sensible. L'exploitant européen, français, n'a aucun souci, lui, de la santé de ses ouvriers. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche. — Protestations au centre et à droite.*) Il ne songe qu'à une chose, c'est à en tirer le plus de profit possible. Et quand cet ouvrier est parvenu à la veillesse, ou même à un âge moins avancé, lorsqu'il ne peut plus rendre les bénéfices qu'en attend son patron, on le jette d'une façon plus ou moins brutale sur le grand chemin de la misère. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le vicomte de La Bourdonnaye. — C'est une erreur complète, en ce qui concerne au moins les ouvriers agricoles.

M. Gérault-Richard. — C'est là une bien faible restriction.

M. le vicomte de La Bourdonnaye. — Ils sont dix millions !

M. Gérault-Richard. — Allez vous-mêmes puisque vous protestez, constater chaque soir, à Paris, à la porte des asiles de nuit, la présence d'ouvriers qui ont certainement contribué à constituer la richesse de ceux qui les ont employés !

Vous allez être appelés sans doute à statuer sur le régime politique et douanier de Madagascar. Quant au mode d'exploitation, nous n'en connaissons encore aucun détail. Nous savons seulement que M. Laroché, résident général, décidé de faire de cette île fortunée un véritable paradis, y appelle les trappistes ; mais nous ignorons si les ouvriers qui iront là-bas seront garantis d'une façon sérieuse contre l'exploitation dont ils pourraient être

victimes, comme le sont la plupart des émigrants. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. Lavy. — Ils recevront tout au moins des bénédictions.

M. Gérault-Richard. — Ce peut être un résultat appréciable aux yeux de certains de nos collègues, mais il n'a aucune valeur pour nous.

Messieurs, voici un dernier détail qui mérite de fixer notre attention à tous.

Au moment où nos soldats tombaient par milliers sur cette terre lointaine, privés de consolations et très souvent de soins, un financier, possesseur de vastes exploitations minières dont l'expédition devait décupler la valeur, accourait à Paris et protétrait des premiers bulletins de victoire pour écouler en Bourse les actions de sa société, au capital de plusieurs millions de francs. Ce fut un contraste très douloureux pour les braves gens de France — et ils sont encore en majorité. — On disait : Nos soldats meurent là-bas pour la gloire de la patrie, et pendant ce temps il y a des hommes qui monnayent cette gloire, qui font argent du sang français ! Et on se demandait si nos soldats n'avaient pas été là-bas uniquement pour aider à la fortune d'un Suberbie ou de quelque autre exploitant du même genre. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Grâce aux énormes sacrifices en hommes et en argent que vous aviez consentis, les patriotes de l'espèce de Suberbie vont réaliser des bénéfices considérables. Je vous demande de ne pas oublier les soldats qui reviennent de cette terre lointaine, malades, peut-être incapables de tout travail ; je vous prie de ne pas oublier non plus les familles de ceux qui sont morts. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

J'ai précisément trouvé, il y a quelques jours, dans une note communiquée aux journaux, le dénombrement des pertes en hommes que nous avons subies à Madagascar.

Voulez-vous me permettre de vous en donner lecture ? La voici :

« Les derniers avis de décès du corps expéditionnaire de Madagascar... » décès qui remontent malheureusement au mois d'octobre, ce qui fait supposer que nous aurons le chagrin d'en apprendre de nombreux autres — « ... qui sont encore inconnus de certaines familles, viennent d'être notifiés aux conseils d'administration régimentaires.

« Nous avons perdu au total : 3 officiers supérieurs, 20 officiers subalternes, 8 assimilés (intendance et corps de santé), 3 aumôniers et un commis de trésorerie ; dans la troupe, les morts s'élèvent à 4,326, plus 828 convoyeurs kabyles et sénégalais. Un peu plus de 2,000 blessés et convalescents ont été ou vont être rapatriés. »

Les familles de ces pauvres morts, qui leur viendra en aide ? Ces blessés, ces convalescents torturés par les fièvres, à jamais ruinés dans leur santé, qui les secourra ? Les contribuables, eux, ont payé leur large part ; ne serait-il pas temps de demander aux exploitants, aux bénéficiaires de l'expédition, un peu de cet or qu'ils ont ramassé sur les champs de bataille ? (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

C'est dans ce dessein, messieurs, que j'ai rédigé une proposition de loi en faveur de laquelle je vous demanderai de vouloir bien déclarer l'urgence, lorsque sera clôturée la discussion de cette interpellation. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. — Votre proposition viendra en son temps.

La discussion porte pour le moment sur l'interpellation.

La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères. — Je vais exposer à la Chambre l'état présent de la situation de la France à Madagascar. Les phases premières de nos relations avec les Hovas sont trop connues pour qu'il y ait

utilité à y revenir aujourd'hui. L'histoire de l'expédition a d'ailleurs été exposée à cette tribune par le ministre de la guerre.

Voici l'état de choses actuel, tel qu'il résulte des événements accomplis. Ces événements ont créé une situation de fait, déjà acquise lors de la constitution du cabinet et que nous avons constatée le jour où nous avons déclaré à cette tribune, le 27 novembre 1895, que l'île de Madagascar est une possession française.

Cette déclaration exprime, je le répète, un fait acquis, résultant de la prise par nos armes de Tananarive, capitale des Hovas, le 30 septembre 1895, et de la soumission de la reine Ranavalô, qui en a été la conséquence immédiate. En effet, cette soumission a eu lieu le jour même de l'occupation de Tananarive ; elle est constatée et reconnue dans le préambule de l'acte signé par la reine, en présence du résident général M. Laroche, le 18 janvier 1896. Dans cet acte, la reine Ranavalô déclare avoir pris connaissance de la déclaration de prise de possession de l'île de Madagascar par le gouvernement de la République. Cet acte est unilatéral ; j'insiste sur ce point ; il ne constitue pas un traité conclu entre deux puissances contractantes, comme le faisait le projet de traité proposé par le cabinet précédent, projet d'après lequel le gouvernement de la République française et le gouvernement de la reine de Madagascar auraient signé tous deux une convention bilatérale.

Le cabinet qui nous a précédés avait reconnu lui-même que ce projet ne répondait plus à la situation créée par la résistance prolongée des Hovas et il avait pensé qu'il y avait lieu d'enlever à l'acte destiné à mettre fin aux hostilités son caractère bilatéral. (*Très bien ! très bien !*) Mais ses dernières instructions étaient arrivées trop tard.

Le cabinet présent n'ayant à cet égard aucun engagement, a cru devoir reprendre un système analogue et même plus accentué, qui nous a paru mieux répondre à la grandeur des sacrifices de la France en hommes et en argent, ainsi qu'aux conditions dans lesquelles s'étaient accomplies l'occupation de Tananarive et la soumission de la reine.

La prise de possession de l'île de Madagascar par le gouvernement français a été ainsi constatée par lui et reconnue par la reine. Par le fait de cette reconnaissance, un démembrement de la souveraineté s'est accompli ; le gouvernement français ne maintient désormais à la reine qu'une partie de ses pouvoirs, ceux qui concernent l'administration intérieure de l'île, et ces pouvoirs s'exerceront seulement sous le contrôle et sous l'autorité du résident général.

En raison de son caractère unilatéral, l'acte du 18 janvier ne nous a pas paru constituer un traité exigeant la ratification du Président de la République.

M. de Mahy. — C'est évident !

M. le ministre des affaires étrangères. — Nous donnons communication de cet acte au Parlement dans le Livre jaune, en vue des explications que comporte l'interpellation qui nous est adressée aujourd'hui.

Je vais maintenant exposer les conséquences que le Gouvernement a cru devoir tirer des prémisses qui précèdent, et je parlerai d'abord de la situation qui en résulte pour la France dans ses relations avec Madagascar.

Une première question s'est posée : Quel devait être le caractère de notre prise de possession ?

Le système d'un protectorat avec contrat bilatéral, et qui aurait exigé la ratification du Parlement et du Président de la République, étant écarté, en raison du caractère de l'acte signé par la reine, nous aurions pu proclamer l'annexion pure et simple de l'île de Madagascar. Cette annexion donnant lieu à une adjonction de territoire, elle aurait exigé une loi : elle eût produit, d'autre part, un changement profond dans le statut personnel des populations annexées et dans l'état de la propriété à l'intérieur du territoire qu'elles occupent. En raison de la gravité de ces conséquences et de diverses autres,

sur lesquelles je reviendrais tout à l'heure, nous avons cru devoir écarter un système aussi absolu ; il n'est pas impliqué, d'ailleurs, dans l'acte de soumission de la reine Ranavalô. En effet, cet acte n'entraîne pas, à proprement parler, de cession ou d'adjonction de territoire (*Mouvements divers*), car la prise de possession de Madagascar par la France ne fait pas disparaître, au moins au point de vue intérieur, c'est-à-dire dans ses rapports avec la France, le gouvernement malgache.

C'est ce qui ressort de la rédaction de cet acte même : d'après l'article 2, le gouvernement français est représenté auprès de la reine par un résident général ; or, il ne peut y avoir de résident dans un pays annexé à la France.

M. Chautemps. — C'est une erreur ! nous avons des résidents au Dahomey.

M. Pourquery de Boisserin. — Je demande la parole.

M. le ministre. — La clause d'après laquelle la reine s'engage à procéder aux réformes jugées nécessaires serait également sans objet pour un pays annexé ; car en une terre adjointe au territoire français, les institutions contraires à notre droit public tomberaient *ipso facto*.

Non seulement l'acte signé par la reine Ranavalô n'entraîne pas d'annexion, mais le gouvernement français n'y prend aucun engagement financier. En outre, cet acte ne renferme ni clause ressemblant à un traité de commerce ni clause relative à la propriété des Français ou semblable à celles qui peuvent régler leur état dans un pays étranger. L'acte ne contient dès lors aucune clause à laquelle soit applicable l'article 8 de la loi constitutionnelle. (*Exclamations à droite.*)

Le jour où des actes tombant sous le coup de cet article seront nécessaires, nous vous proposerons les projets de loi indispensables. En attendant nous avons adopté une combinaison mixte... (*Interruptions.*)

M. de Baudry d'Asson. — Quelle est la formule de la combinaison ? (*Rires à droite.*)

M. le président. — Veuillez garder le silence, monsieur de Baudry d'Asson.

M. de Baudry d'Asson. — Je demande la formule ! Je ne comprends pas.

M. le président. — Vous n'avez rien à demander. Vous n'avez qu'à écouter l'orateur.

M. le ministre. — ... nous avons adopté une combinaison mixte, intermédiaire entre une annexion pure et simple et un protectorat à caractère bilatéral.

Un système mixte de ce genre n'a rien d'exceptionnel, ni au point de vue des principes ni au point de vue de la pratique du droit des gens. Les nombreux traités et conventions conclus par le gouvernement britannique, avec les Etats de l'Inde notamment, offrent les types les plus variés (*Interruptions au centre.* — *Très bien ! très bien ! à gauche*) en ce qui touche les relations de l'Etat dominateur avec l'Etat subordonné.

J'ajouterais que la marche suivie dans l'affaire présente n'offre rien de contradictoire avec les précédents observés en France pour des cas analogues. Ainsi la prise de possession du Tonkin n'a jamais été sanctionnée par une loi particulière...

M. Francis Charmes. — Mais si !

M. le ministre. — ... elle est impliquée seulement dans divers traités conclus soit avec l'Annam, soit avec la Chine. La prise de possession du Dahomey par la France et le régime imposé à ce territoire n'ont été l'objet d'aucune loi spéciale. Après la déchéance de Behanzin, à la suite de la campagne

de 1892-1893, Ago-li-Agbo et Gi-Gla ont été proclamés par nous : le premier, roi d'Abomey ; le second, roi d'Allada. Les traités signés avec eux par le général Dodds, les 29 janvier et 4 février 1894, et par lesquels ils plaçaient leurs royaumes sous notre protectorat, n'ont été soumis à aucune espèce de ratification. Bref, la prise de possession du Dahomey n'a eu d'autre sanction parlementaire que la sanction indirecte, résultant des articles qui se rapportent à cette possession dans nos lois de finances.

Une marche analogue a été adoptée fréquemment dans le développement de nos possessions africaines ; elle a été imposée par la force des choses et par la nécessité de procéder à des actes immédiats pour assurer notre domination. En effet, dans le cours du développement rapide de notre empire colonial, nous avons soumis des populations très différentes par leurs religions, leurs mœurs, la constitution de la famille et de la propriété.

En raison de ces différences, les formules destinées à constater et à consolider la soumission des populations ont dû revêtir des modes multiples et conserver une souplesse convenable pour ne pas amener dans leur organisation un bouleversement général, aussi dangereux pour leur existence même qu'en pour notre propre autorité.

D'après le système que nous avons adopté pour Madagascar, la souveraineté extérieure est réservée à la France, seule chargée des relations entre l'île de Madagascar et les puissances étrangères. Mais la souveraineté intérieure de l'île, ou plus exactement une portion de cette souveraineté est maintenue par la France au gouvernement de la reine Ranavalô, à laquelle nous conservons le titre et les honneurs de reine de Madagascar.

A droite. — Qu'elle n'a jamais été, d'ailleurs.

M. le ministre. — Tel est le système qui sert de base à l'acte du 18 janvier 1896.

Voici les motifs qui nous ont dirigés dans ces résolutions : l'annexion pure et simple de l'île de Madagascar aurait mis la France dans la nécessité de remplacer immédiatement le gouvernement hova et l'administration indigène établie dans l'île par une organisation entièrement française. Dans toute l'étendue de ce vaste territoire, nous aurions été obligés d'établir un nombre considérable de fonctionnaires des garnisons françaises et, ce qui n'est pas moins grave, nous aurions été forcés d'y changer toutes les institutions et d'y proclamer partout la législation française, sans doute, au point de vue de la logique absolue, ceci aurait pu sembler préférable à certains esprits, doués d'ailleurs des intentions les plus droites. Mais nous aurions assumé de la sorte les responsabilités les plus redoutables ; nous serions entrés dans une période de sacrifices excessifs en hommes et en argent, et nous nous serions heurtés à des difficultés peut-être insurmontables.

Telles sont les raisons qui nous ont paru rendre nécessaire la conservation à l'intérieur de l'île de l'autorité du gouvernement hova. Il est susceptible en ce moment d'y maintenir l'ordre, en vertu de son organisation préexistante, sur laquelle notre domination a tout avantage à s'appuyer. Du moment où nous ne bouleversons pas leur état social, les Hovas ont tout intérêt à se couvrir eux-mêmes de la protection de la France qui garantit leur propre autorité. Est-il besoin de dire que cette autorité est subordonnée à la nôtre de la façon la plus catégorique, par l'acte du 18 janvier 1896 ?

En outre, il est entendu que nous conservons le droit d'accomplir à l'intérieur de l'île les attributions territoriales qui nous paraîtront profitables à nos intérêts, ou utile au maintien de notre domination : pour nous borner à un exemple, les limites de notre colonie de Diego-Suarez, soumise au régime de notre administration directe, sont réglées par nous seuls. (*Mouvements divers.*)

En résumé, nous maintenons actuellement à l'intérieur de l'île l'organisation hova, dans la mesure où elle est utile à l'exercice de notre propre autorité.

Ce n'est pas que nous envisagions l'état social et politique actuel de l'île de Madagascar comme définitif.

Certes, aucun membre du Parlement, et le ministre qui vous parle moins que personne, n'est partisan d'institutions telles que l'esclavage. Mais cette question a été réservée à la discussion d'une loi spéciale.

En tout cas, nous opérerons les changements qui seraient jugés nécessaires pour rapprocher le régime actuel de l'île de celui qui convient à notre état de civilisation et à nos devoirs envers l'humanité. (*Très bien! très bien! sur divers bancs à gauche*)

A cet égard, la prise de possession et la forme dans laquelle elle est constatée par l'acte du 18 janvier 1896 nous assurent, pour réaliser les réformes, une force évidemment plus grande que celle qui résulterait d'un traité dans lequel le gouvernement hova serait placé sur un pied parallèle au gouvernement français. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

D'après un traité de ce genre, les réformes proposées par la France n'auraient pu être accomplies qu'après discussion préalable et moyennant l'adhésion, en principe comme en fait, du gouvernement hova. Au contraire, dans les conditions actuelles, les réformes seront décidées par le gouvernement français. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*)

De là, pour chaque réforme, un gain de temps, une suppression de difficultés qui naîtraient de la nécessité de conventions sans cesse renouvelées.

Messieurs, nous ne faillirons pas aux devoirs que nous impose cette situation prépondérante. Nous introduirons dans l'organisation de l'île les réformes que commandent l'esprit de la civilisation moderne et les traditions de la République française. (*Applaudissements à gauche.*)

Dans le but de mieux définir le caractère véritable de l'administration de l'île de Madagascar, nous avons cru nécessaire de rattacher cette administration au ministère des colonies par deux décrets datés du 11 décembre 1895. Nous l'avons fait, afin que cette administration fût régie par les mêmes principes qui dirigent les autres portions de notre empire colonial.

Telles sont, à nos yeux, les conséquences de notre prise de possession et de l'acte qui l'a suivie, en ce qui touche le régime intérieur de l'île de Madagascar.

L'acte du 18 janvier, je le dis encore une fois, n'a pas le caractère d'un traité : c'est un acte d'ordre purement intérieur, qui règle à notre volonté nos relations particulières avec la reine. C'est pourquoi il ne nous a pas paru qu'il y eût lieu de le notifier aux puissances étrangères.

Ici se présentent des questions d'un ordre différent : car il convient maintenant d'examiner les conséquences du système adopté par le gouvernement français au point de vue des relations de l'île de Madagascar avec les puissances étrangères. Nous leur avons notifié le fait de notre prise de possession ; nous attendons maintenant que le Parlement ait donné sa sanction souveraine, tant par l'ordre du jour qui suivra cette interpellation que par la discussion et le vote relatif au projet de loi que nous allons déposer sur le bureau de la Chambre.

A nos yeux, le caractère des relations extérieures de l'île de Madagascar est déterminé par le fait de la prise de possession de cette île par la France, déclarée dans cette enceinte le 27 novembre 1895.

Entre les divers ordres de conséquences qu'elle comporte, je me bornerai à en relever trois, particulièrement essentielles : les unes relatives à la liberté religieuse, d'autres à la juridiction, les autres enfin aux tarifs douaniers.

En ce qui touche la liberté religieuse, à laquelle l'Angleterre et les Etats-Unis attachent, à juste titre, une importance exceptionnelle, aucune difficulté ne saurait s'élever entre nous. La liberté religieuse la plus étendue est consacrée par notre droit public.

M. de Baudry-d'Asson. — Très bien! très bien!

M. le ministre. — Tous les cultes s'exercent librement en France et dans

nos colonies. Dès les premiers moments de notre occupation de Tananarive, les missionnaires des différentes nations ont rencontré de notre part le respect et la protection auxquels ils avaient droit. Le fait a été hautement reconnu par toutes les correspondances. Il n'y a là et il ne saurait y avoir, je le répète, aucune difficulté.

Pour la juridiction, nous nous conformerons aux règles que le droit international détermine dans le cas où la souveraineté d'un territoire est, par le fait des armes, remis en de nouvelles mains. Telle est la raison pour laquelle nous avons établi dans l'île de Madagascar une organisation judiciaire fonctionnant régulièrement et suivant les règles de notre droit public. Dès que ce fonctionnement sera assuré, nous n'en reconnaîtrons plus d'autre, soit pour les étrangers, pas plus que nous n'en reconnaîssons d'autre en France ou dans nos colonies.

En ce qui touche les tarifs douaniers, nous sommes également résolus à exercer tous les droits économiques qui résultent pour nous de l'occupation définitive de Madagascar, mais sans nous écarter des règles de droit international applicables à une semblable prise de possession.

Déclarons d'abord que nous nous proposons de soumettre nos nationaux dans l'île de Madagascar au même traitement auquel ils sont soumis en France et dans les colonies françaises; nous nous réservons à cet égard le privilège des avantages si chèrement achetés. On aurait pu douter que ce droit résultât d'un traité bilatéral, distinguant les citoyens français des ressortissants du gouvernement malgache.

M. Ribot. — Mais non; on n'en peut pas [douter. (*Très bien! très bien! au centre.*)

M. le ministre. — J'ai dit : « On aurait pu douter. »

Mais la prise de possession que nous avons déclarée ne permet plus à cet égard aucune contestation. En même temps, nous établissons en principe, dans le projet de loi qui va être déposé sur le bureau de la Chambre, notre tarif de douanes à Madagascar, conformément à la loi du 11 janvier 1892.

Nous ferons connaître d'ailleurs aux puissances étrangères que les traités conclus par les Hovas sont dénoncés et cesseront de produire leurs effets dans les délais d'usage. Personne ne saurait méconnaître les bénéfices que le commerce étranger tirera de l'accroissement de justice et de sécurité qui résulte pour lui de notre domination à Madagascar.

Voilà, messieurs, au double point de vue intérieur et extérieur, comment nous comprenons la prise de possession de l'île de Madagascar. C'est là une grande et capitale acquisition faite par la France : elle est conforme à nos traditions historiques, car elle était désirée dès le temps de Richelieu et de Louis XIV, et elle n'a cessé d'être poursuivie depuis deux siècles, avec une ténacité que l'on a souvent méconnue et qui vient, enfin, grâce à l'héroïsme de nos soldats, d'être couronnée par un plein succès. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Espérons que, grâce à l'énergie de ses citoyens, la France saura tirer parti de cette magnifique possession, si heureusement située dans la mer des Indes et que son état insulaire garantit contre toute agression des nations voisines et place entièrement dans nos mains. C'est un territoire neuf, qui abonde en richesses latentes, susceptibles d'être développées par le concours des populations indigènes et de la colonisation française.

D'après les renseignements des explorateurs, le nord de l'île possède de vastes surfaces favorables à l'élevage des troupeaux et qui peuvent devenir l'origine de grandes exploitations, semblables à celles qui font aujourd'hui la prospérité de l'Australie anglaise. Si les réserves minérales n'offrent jusqu'ici que des perspectives incertaines, l'avenir se présente sous un jour plus favorable pour les ressources agricoles, surtout dans la région de Tamatave, par des pentes rapides et boisées, jusqu'aux plateaux de l'Emyrne.

D'après les renseignements des personnes qui l'ont parcourue, cette région se prêterait à merveille à l'établissement des cultures les plus fructueuses, telles que celles du café, du thé, du cacao, de la vanille, du quinquina, propagées avec tant de succès au milieu de terrains analogues, dans les colonies anglaises de l'Inde et dans les colonies hollandaises de Java.

L'île de Madagascar, fécondée par les capitaux et le travail des colons, atteindra sans doute la même prospérité que ces florissantes colonies et elle justifiera les sacrifices que nous avons faits pour nous assurer cette belle acquisition, honneur et puissance future de la France nouvelle. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. — La parole est à M. de Mahy.

Sur quelques bancs. — La clôture!

M. de Mahy. — Messieurs, je ne m'oppose pas du tout à ce que la clôture de la discussion générale soit prononcée. Il me suffira d'avoir la parole sur un ordre du jour que j'ai remis à M. le président. (*Parlez! parlez!*)

Eh bien! je parlerai tout de suite, puisque vous voulez bien le permettre. Quelques mots seulement!

Dans la discussion d'aujourd'hui, comme dans le dernier Livre jaune qui nous a été distribué, il y a deux parts à faire.

Vous avez pu remarquer que les divers orateurs d'un bout à l'autre de leurs discours ont demandé que tout ce qui concerne le régime intérieur de Madagascar, le régime économique et financier, les questions de douanes, de justice, d'administration, etc., soit réservé; le Gouvernement lui-même a promis formellement de présenter à la Chambre des projets de loi à ce sujet. Il n'est donc pas nécessaire et il n'est pas possible que nous nous prononcions aujourd'hui sur ces questions d'ordre intérieur. Elles seront examinées par vous à loisir et vous les réglerez comme il conviendra de le faire. (*Très bien! très bien!*)

Tout cela ne regarde que nous. L'étranger n'a rien à y voir. Ce qui a été dit à cette tribune et dans le Livre jaune sur l'emploi que nous ferons de Madagascar, qui est notre chose, n'a été dit que pour nous, et ce sera matière à de nouveaux débats, plus approfondis, entre nous.

Si j'osais me servir d'une comparaison un peu triviale, je dirais, pour rendre ma pensée plus claire, que les deux premières pièces du Livre jaune, relatives à la soi-disant reine de Madagascar, et les diverses considérations que l'on a développées aujourd'hui à la tribune sur nos intentions, tout cela n'est, passez-moi l'expression, qu'une sorte de monologue à la cantonade entre nous et ne regarde que nous. (*Très bien! très bien!*) Pour le dehors, la seule chose à retenir est la notification que le Gouvernement a faite aux puissances étrangères de notre prise de possession définitive de Madagascar. Madagascar appartient à la France.

Je vous propose, messieurs, de clore cette grande discussion par cet ordre du jour qui, j'espère, réunira les suffrages de toute la Chambre:

« La Chambre approuve la notification faite aux puissances étrangères concernant la prise de possession définitive de Madagascar et passe à l'ordre du jour. » (*Applaudissements*)

Sur un grand nombre de bancs. — La clôture!

M. le président. — On demande la clôture? (*Oui! oui!*)

Je consulte la Chambre.

(La Chambre, consultée, prononce la clôture.)

M. le président. — J'ai reçu de MM. de Mahy, Louis Brunet, Pourquery de Boisserin et Duval, accompagné d'une demande de priorité, l'ordre du jour motivé suivant :

« La Chambre approuve la notification faite aux puissances étrangères

concernant la prise de possession définitive de Madagascar et passe à l'ordre du jour. »

MM. Samary et Decker-David ont présenté un ordre du jour qui me paraît se confondre avec le précédent; il est ainsi conçu :

« La Chambre, approuvant la signification aux puissances étrangères de la prise de possession de Madagascar, passe à l'ordre du jour. »

M. le président. — M. Delbet a présenté un projet de résolution ainsi conçu :

« La Chambre, considérant la haute importance au point de vue moral et économique de toutes les questions relatives à l'esclavage, à la corvée et au commerce de l'alcool dans l'île de Madagascar devenue possession française, invite le Gouvernement à faire étudier ces questions le plus rapidement possible par tous les moyens en son pouvoir et à publier les résultats de cette enquête pour permettre au Parlement de se prononcer en connaissance de cause sur les mesures à prendre en ces graves matières. »

M. Léon Bourgeois, président du conseil, ministre de l'intérieur. — Messieurs, le Gouvernement demande à la Chambre de bien vouloir donner la priorité à l'ordre du jour de M. de Mahy et de plusieurs de ses collègues et de bien vouloir voter cet ordre du jour.

Cet ordre du jour approuve la notification faite aux puissances étrangères de la déclaration de prise de possession de l'île de Madagascar. Il établit ainsi la manifestation nécessaire de la volonté de la Chambre; il donne au gouvernement de la République une force nouvelle pour poursuivre les négociations qui doivent naturellement s'établir à la suite de la déclaration de votre volonté.

J'ajoute qu'en limitant, comme l'honorable M. de Mahy le propose, l'approbation de la Chambre à la déclaration de la prise de possession, la Chambre par là même exprime d'une façon très claire que c'est là seulement l'ordre de questions qui est de nature à être notifié aux puissances étrangères (*Très bien! très bien!*), et que l'acte par lequel la France a réglé l'organisation intérieure de l'île de Madagascar, déterminé ses rapports intérieurs avec le gouvernement de la reine, sont choses qui concernent la France seule et qui n'ont pas à être notifiées aux puissances. (*Applaudissements.*)

J'ajoute, messieurs, que, de son côté, le Gouvernement, qui vient de bien manifester nettement sa volonté — qui a toujours été sa volonté — d'associer aussi étroitement que possible la Chambre à l'œuvre poursuivie, déposera aussitôt après le vote de l'ordre du jour deux projets de loi portant, l'un conversion de la dette de Madagascar (1), l'autre établissement du régime douanier dans l'île (2).

La Chambre sera ainsi immédiatement saisie de l'examen des questions législatives qui sont à l'ordre du jour nécessaire de ses travaux, et elle pourra régler dans sa souveraineté le régime ultérieur de l'île de Madagascar. (*Applaudissements.*)

M. Francis Charmes. — Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. — La parole est à M. Charmes.

M. Francis Charmes. — La Chambre me permettra de constater que j'ai apporté à la tribune un certain nombre de questions auxquelles il n'a pas été répondu.

M. le comte de Lanjuinais. — Et on avait promis d'y répondre.

M. Paul Vigné. — On y répond par le dépôt de projets de loi!

(1) Voir plus haut, p. 332.

(2) Voir plus haut, p. 331.

M. Francis Charmes. — Il y a, par exemple, les questions que j'ai posées à M. le ministre des colonies.

M. Paul Guieyssé, ministre des colonies. — Je suis prêt à vous répondre?

M. Francis Charmes. — Que ne le faites-vous?

En ce qui concerne les explications qui ont été données à cette tribune par l'honorable ministre des affaires étrangères, je ne sais si elles ont apporté pour la Chambre toute la lumière désirable. Quant à moi, je déclare que la lumière n'est pas faite, que la confusion la plus grande persiste dans mon esprit. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Mais M. le président du conseil vient de prononcer à la tribune quelques paroles qui m'ont frappé. Il a demandé à la Chambre de voter un ordre du jour sanctionnant la notification qui a été faite aux puissances de la prise de possession de Madagascar. Je vous ai dit qu'à mon sens cette notification avait été faite d'une manière prématurée. La prise de possession ne peut être valable constitutionnellement qu'après le vote d'une loi.

Néanmoins, comme nous sommes ici, non pas seulement entre nous, mais en présence de l'étranger, comme M. le président du conseil nous a dit que des négociations étaient ouvertes avec différentes puissances et que, évidemment, il considère le vote de l'ordre du jour auquel il s'est rallié comme devant lui donner une force utile pour poursuivre ces négociations, je ne crois pas, messieurs, devoir lui refuser ce vote. (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

Il me semble que l'attitude que je prends est parfaitement loyale, et j'espérais qu'elle obtiendrait l'approbation de la plus grande partie de cette Chambre. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. — Elle l'obtient, monsieur Charmes. C'est ce que nous avons toujours fait dans les questions qui intéressent la France au dehors. (*Applaudissements.*)

M. Francis Charmes. — Vous avez, monsieur le président, plus que personne le droit de le dire, car vous avez personnellement donné l'exemple que je suis. Nous ne devons pas nous diviser dans les questions de cette nature, car nous aggraverions, au lieu de les réparer, les fautes qui ont pu être commises.

M. le président du conseil me fait un signe négatif. Il ne croit pas à ces fautes. C'est une attitude très naturelle de sa part. Pour mon compte, j'y crois; mais je ne veux pas enlever au Gouvernement le moyen de les réparer.

C'est dans ces conditions, en maintenant les réserves que j'ai faites; c'est dans un intérêt purement patriotique que je voterai l'ordre du jour déposé par l'honorable M. de Mahy.

L'ordre du jour de M. de Mahy est voté par 440 voix contre 1.

Discussion sur les affaires d'Egypte (Séance de la Chambre du 19 mars).

La parole est à M. d'Arenberg pour poser une question à M. le ministre des affaires étrangères, qui l'accepte.

M. le prince d'Arenberg. — Messieurs, j'ai demandé à M. le ministre des affaires étrangères de vouloir bien nous donner quelques renseignements sur les événements qui se passent en Egypte et, s'il est possible, de nous fournir quelques indications sur l'expédition qui est projetée vers Dongola et vers le Soudan.

Je me garderai de suivre certains orateurs qui, l'autre jour, au Parlement anglais déclaraient que cette expédition n'était qu'un simple prétexte, que c'était une manière pour l'Angleterre de s'établir définitivement en Egypte,

un procédé pour préparer la route par laquelle devait passer la domination anglaise pour aller du nord au sud de l'Afrique.

Non, je ne suivrai pas les orateurs anglais sur ce terrain. J'aime mieux, pour le moment tout au moins, m'en rapporter aux déclarations du Gouvernement de la Reine, qui prétend que cette expédition est uniquement une rectification de frontière, qu'il s'agit de protéger cette frontière contre les derviches qui font des mouvements menaçants, car lorsque ces questions seront réglées, l'évacuation de l'Egypte deviendra bien plus facile. Les frontières étant bien assurées, les questions financières étant bien réglées, il n'y aura plus aucun obstacle pour que l'Angleterre s'en aille.

C'est une affaire entendue! Au moins pour le moment, je le répète, je veux croire que l'expédition dont il s'agit est uniquement une mesure de précaution, je pourrai presque dire de salubrité africaine.

Il n'est pas moins nécessaire d'être éclairé sur les causes de l'expédition et sur la manière de l'organiser.

Tout d'abord je me souviens qu'autrefois — il est vrai qu'il y a quelque temps déjà — l'Angleterre a prétendu de la manière la plus positive que l'Egypte n'avait pas le droit de faire la guerre sans demander l'autorisation du sultan, parce que le sultan est le véritable souverain de l'Egypte. Je serais curieux de savoir si on a interrogé le sultan et, dans le cas où le sultan aurait répondu, je serais non moins curieux de savoir quelle a été sa réponse. (Applaudissements et rires.)

Et puis, où va-t-on prendre l'argent indispensable pour payer l'expédition? J'ai lu dans un journal qu'on voulait s'adresser à la dette égyptienne, pour puiser non pas dans la caisse de la dette elle-même, mais dans une caisse voisine qui contient les réserves de la dette. Or, vous le savez, toutes les grandes puissances ont un représentant dans la commission de la dette; il faut les consulter pour prendre de l'argent même dans la caisse des réserves.

Ne vous semble-t-il pas que lorsque l'on doit consulter les représentants des nations pour une affaire quelconque, il serait bon de les prévenir un peu à l'avance et de ne pas attendre le moment où l'on va leur demander de l'argent? (Très bien! très bien!) Peut-être aurait-on pu ne pas laisser ces questions s'introduire d'une façon si peu attendue, car la nouvelle nous en est arrivée, pour ainsi dire, avec l'imprévu d'un bolide qui éclate tout d'un coup. (Sourires.) C'est la carte à payer qui a servi à annoncer les projets de guerre. Je ne sais pas ce qui se passera; mais si la commission refuse, il faudra s'adresser ailleurs, et je ne vois plus que les caisses du gouvernement anglais qui puissent couvrir les frais des projets belliqueux. Vous avouerez alors qu'une expédition commandée par les Anglais, payée par l'argent des contribuables anglais, est une expédition qui a vraiment une tournure un peu anglaise. Il faudrait une grande bonne volonté pour lui trouver une tournure égyptienne. (Applaudissements et rires.)

Et puis enfin il n'y a pas que l'Egypte qui soit intéressée à la tranquillité et à la police du Soudan; il y a d'autres pays. Il y a, par exemple, le royaume abyssin dont on a pas mal parlé ces temps derniers et qui n'est pas très loin du Soudan.

Je pense que l'Angleterre ne verra aucun inconvénient à ce que le roi Menelik s'avance sur le Nil Bleu, peut-être même jusque sur le Nil Blanc, du côté de Fachoda, pour se mettre à l'abri des derviches. Je pense également que le gouvernement anglais ne verrait aucun inconvénient à ce que l'Etat indépendant du Congo, qui n'est pas éloigné non plus, vint prendre position au-dessus du lac Albert, à Wadelai et à Lado, dans ce que Emin-pacha appelaît autrefois l'Equatoria.

Mais ce que l'Abyssinie et l'Etat indépendant du Congo feront ne nous regarde pas; ce qui nous regarde, ce sont nos possessions du côté du Congo. De ce côté, nous sommes très près du mouvement des derviches et des mahdistes. Je pense qu'il est de la plus stricte prudence que nous nous

établissements de manière à ne pas en souffrir et que nous ayons des points d'appui solides du côté du Bahr-el-Ghazal, près de l'endroit où il tombe dans la branche du Nil sortant du lac Albert. J'estime que non seulement l'Angleterre n'y verrait aucun inconvénient, mais qu'elle nous serait très reconnaissante de l'aider dans ces mesures de police et dans ce mouvement pacificateur qu'elle veut entreprendre et qui est la seule raison d'être de son expédition. (*Applaudissements*)

Oui, messieurs, bien que le gouvernement de la reine n'ait pas renouvelé l'autre jour avec autant de précision que je l'aurais voulu sa volonté d'évacuer l'Egypte, je redirai en terminant que je reste convaincu qu'un grand peuple comme l'Angleterre ne manque pas à sa parole, et je suis certain qu'une grande nation comme le peuple anglais ne peut renier les engagements solennels qui ont été pris vis-à-vis de l'Europe. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, le gouvernement français a reçu une communication du gouvernement britannique, relative à un projet d'expédition de l'armée égyptienne sur Dongola et aux dépenses que réclamerait cette expédition. Le gouvernement britannique propose, pour faire face à ces dépenses, de prélever 500,000 livres sur le fonds de réserve général de la caisse égyptienne : il a besoin, à cet effet, de l'autorisation de la commission de la caisse de la dette et il a demandé le concours du gouvernement français.

Un semblable projet paraît soulever les objections les plus sérieuses, au point de vue financier et au point de vue politique. (*Très bien! très bien!*)

Au point de vue financier, il tend à engager les intérêts des porteurs des titres de la dette, dont les trois quarts environ sont entre les mains de citoyens français (*Très bien! très bien!*), d'une façon directe, à cause de l'affection du fonds de réserve et à cause du danger qui résulterait des dépenses d'une semblable expédition pour les finances égyptiennes. En effet, cette expédition d'un caractère essentiellement offensif et mal défini paraît susceptible d'entrainer des dépenses illimitées qui absorberaient non seulement les 500,000 livres demandées, mais de nouvelles sommes s'étendant éventuellement à la totalité du fonds de réserve, sinon même au delà. (*Très bien! très bien!*)

Dans ces conditions financières, la proposition qui nous est faite paraît exiger le consentement unanime des puissances. (*Vifs applaudissements.*)

Elle paraît l'exiger également au point de vue politique, à cause de la modification profonde et inattendue qu'une semblable expédition apportera nécessairement aux conditions actuelles de l'occupation de l'Egypte (*Très bien! très bien!*) en attirant sur ce pays des dangers qui ne le menacent pas actuellement. (*Applaudissements.*) Ces dangers, résultant de l'exaltation du fanatisme, pourraient même s'étendre aux possessions de la France et des autres nations européennes en Afrique. (*Très bien! très bien!*) En tout cas, elle tendrait à protéger indéfiniment une occupation dont le gouvernement britannique a constamment reconnu le caractère provisoire (*Vifs applaudissements.*)

Avant d'accorder son concours, le gouvernement français a dû demander sur ces divers points des éclaircissements. Je prie la Chambre de se contenter des indications, étant donné qu'un échange de vues se poursuit entre les gouvernements. (*Applaudissements prolongés et répétés.*)

M. le président. — L'incident est clos.

GRANDE-BRÉTAGNE

Discussion de l'Adresse (1).

Chambre des lords. (Séance du 11 février). — Lord Stanmore propose l'adoption de l'adresse.

Lord Rosebery, faisant allusion à la mort du prince de Battenberg, la rapproche de celle du prince impérial et exprime l'espoir que dorénavant les gouvernements au pouvoir examineront avec soin les conditions dans lesquelles un prince royal pourra prendre un engagement dans les expéditions à l'étranger.

Après avoir passé rapidement en revue les projets de lois énumérés dans le discours du trône, l'orateur aborde les questions extérieures.

Il espère que le gouvernement actuel donnera des explications sur les causes de l'expédition contre les Achantis, car le précédent gouvernement n'avait pas connaissance de quoi que ce fût qui pût justifier cette guerre.

En ce qui concerne le Siam, lord Rosebery dit que les discours faits par les conservateurs quand ils étaient dans l'opposition ne faisaient pas prévoir un arrangement comme celui qui vient d'être conclu avec la France. Le gouvernement anglais a donné beaucoup et lord Salisbury fera sans doute connaître ce que l'Angleterre a obtenu en échange. La Chambre a le droit de demander des explications au sujet de ces avantages obtenus.

Rappelant ensuite le discours de M. Curzon, alors que le gouvernement libéral était au pouvoir, l'orateur fait remarquer que M. Curzon avait attaché une importance toute spéciale à la rétention de la rive gauche du Mékong.

Quoiqu'il en soit, lord Rosebery n'insistera pas de crainte qu'on ne puisse tirer un argument de ses paroles lors de la prochaine discussion qui aura lieu à la Chambre française.

Lord Rosebery ne fera aucune critique sur la commission chargée de la délimitation des territoires du Niger pendant que celle-ci procède à ses travaux.

Discutant le rattachement de la question de Tunis au traité du Mékong, lord Rosebery dit : Autant que je peux le comprendre en vue de l'échéance du traité actuel de l'Angleterre avec Tunis, on négociera le nouveau traité en faisant une importante concession concernant les intérêts de l'Italie et de l'Angleterre dans ce pays ; je désire recevoir des explications à ce sujet.

Quant au Transvaal, l'orateur approuve le gouvernement qui a désavoué l'incursion du docteur Jameson et il loue la conduite de M. Chamberlain.

Lord Rosebery continue. Il estime que les propositions de M. Chamberlain sont de nature à offrir des garanties pour porter remède à la situation du Transvaal ; mais il souligne le fait que la dépêche de M. Chamberlain contient pour le Rand une proposition remarquable de *Home rule*, bien que lord Salisbury ait tout dernièrement combattu la doctrine du *Home rule*.

L'orateur se plaint de ce que les relations de l'Angleterre et de l'Allemagne aient été mises en danger.

Il déclare que l'intervention des Etats-Unis dans l'affaire du Vénézuéla a introduit dans le débat l'élément important d'un gouvernement solide et substantiel, qui offre la garantie de la permanence de toute solution éventuelle. L'orateur se félicite du mouvement qui est survenu des deux côtés de l'Atlantique en faveur d'un tribunal permanent d'arbitrage.

Abordant ensuite la question de l'Arménie, l'orateur critique l'attitude du gouvernement actuel. Le pays avait cru, dit-il, que les énergiques paroles que lord Salisbury a prononcées en août et en novembre dernier seraient suivies d'actes non moins énergiques ; mais il paraît que le concert européen, au lieu d'être dirigé par l'Angleterre pour agir sur le sultan, a été dirigé par le sultan pour agir sur l'Angleterre.

Lord Salisbury prend ensuite la parole.

(1) V. le discours du Trône, p. 245.

Après avoir fait allusion à la mort du prince de Battenberg, il dit que le président Krüger connaissait, bien avant que les journaux en aient parlé, le désir du gouvernement anglais de le voir venir en Angleterre. L'orateur ignore quelles sont les intentions du président Krüger.

L'orateur dit au sujet du Siam : Lord Rosebery a déclaré que nous avions sacrifié plusieurs choses très importantes ; il croit que nous avons sacrifié deux portions de territoire au lieu d'une, mais c'est là de sa part une erreur géographique : nous n'avons abandonné que la petite position de Mong-Sin, qui était autrefois tributaire de la Birmanie, du Siam et de la Chine. C'était précisément pour cette raison que le gouvernement français la réclamait. Le traité n'a pas été conclu en dépit des désirs des autorités locales, mais en complet accord avec les recommandations du gouvernement des Indes. C'est même le gouvernement des Indes qui nous a, dans une large mesure, engagés à traiter. Le danger contre lequel je désire nous sauvegarder est manifeste. Si désireux que puisse être le gouvernement français de rester en paix, si louable que sa conduite puisse être, il y a toujours des possibilités pour que des causes de divergence surgissent dans ses relations avec le Siam. Si ces causes de divergence dégénéreraient en conflit, si le danger de la disparition du royaume de Siam était survenu, l'Angleterre se serait trouvée en présence d'une question très formidable. Je n'aurais pas cru que lord Rosebery, qui a l'expérience des difficultés se rattachant aux négociations siamoises, aurait traité avec mépris ces appréhensions au sujet de l'avenir du royaume de Siam. Ces appréhensions, selou moi, étaient beaucoup plus sérieuses qu'elles ne paraissent, j'avoir été dans l'opinion de lord Rosebery. Mais maintenant ces appréhensions ont cessé et, par l'entente des deux puissances, une partie essentielle du royaume de Siam se trouve protégée contre toute possibilité d'attaque. Je crois donc que toute chance de difficulté sérieuse dans l'avenir avec une grande puissance européenne se trouve ainsi écartée.

Dans l'état actuel du monde, je crois que c'est une affaire dont on peut se féliciter. Certes, ce traité n'est pas un traité au sujet duquel une des deux puissances puisse triompher sur l'autre ; au contraire, je crois que c'est un traité dont ces deux puissances ont lieu de se réjouir, car il réserve à chacune d'elles les droits et les priviléges auxquelles elles peuvent avoir une prétention quelconque, tout en ajoutant une sécurité additionnelle à leurs possessions et à l'harmonie de leurs rapports dans l'avenir.

Lord Salisbury continue :

En ce qui concerne la question du Vénézuéla, j'estime que l'intervention des Etats-Unis aura un résultat satisfaisant. Il est aussi naturel pour les Etats-Unis d'avoir des intérêts en Hollande ou en Belgique. C'est dans cet esprit que les négociations continuent entre les deux pays.

L'orateur envisage les négociations avec optimisme. La solution sera sans doute longue à trouver, mais elle écartera définitivement tout danger de rupture. L'entente sans doute n'existe pas encore.

Lord Salisbury, tout en ayant une juste confiance dans l'arbitrage, estime avec lord Rosebery que l'Angleterre ne peut pas accepter que 40,000 de ses sujets puissent être transférés au Vénézuéla, à la suite d'une décision d'arbitrage, mais on peut combiner l'arbitrage et les négociations pour arriver à la solution. Le grand obstacle a été dans les prétentions exorbitantes émises il y a dix années par le Vénézuéla.

En ce qui concerne l'Arménie, l'Angleterre ne s'est engagée dans aucun traité à faire la guerre au sultan, si celui-ci ne gouvernait pas mieux son pays ; mais je vous dé fie de trouver dans aucun de mes discours la menace que j'aurais faite que l'Angleterre déclarerait elle-même la guerre au sultan, si celui-ci ne gouvernait pas mieux son pays ; il y a eu sans doute dans mes discours des exhortations, des avertissements sur ce qui pourrait arriver si le sultan ne tenait pas compte de l'opinion de l'Europe et je suis prêt à répéter tout ce que j'ai dit.

Il faut se rappeler que le sultan ne suit pas les règles du droit commun adoptées en Europe comme les autres nations, et si les opinions des autres puissances européennes ne sont modifiées par les événements qui se sont produits sous le gouvernement du sultan, rien ne peut sauver son empire de la destruction. Je n'ai jamais dit et je ne dis pas maintenant que cela se produira immédiatement. Je suis disposé à croire que les puissances remettront une pareille catastrophe aussi loin que possible; mais je suis convaincu que si le système de ces dernières années continue, la catastrophe ne peut pas être différée indéfiniment.

Lord Rosebery me demande pourquoi nous n'avons pas exigé l'autonomie de l'Arménie; mais est-ce que lord Rosebery lui-même a proposé cette autonomie au mois de mai dernier? A-t-il proposé une garantie extérieure pour assurer des réformes? A-t-il indiqué l'emploi de la force et une déclaration de guerre au cas où le sultan n'adopterait pas les exigences de l'Angleterre?

Je me plains de ce que lord Rosebery, lorsqu'il demandait des réformes au mois de mai dernier, conjointement avec la France et la Russie, ne se soit pas donné la peine de s'informer de la question de savoir jusqu'à quel point la France et la Russie étaient disposées à aller...

Lord Rosebery interrompant: Nous le leur avons demandé!

Lord Salisbury répond: Alors votre politique a été extraordinaire. Si les réformes ne peuvent pas réprimer la guerre civile, il est ridicule de supposer qu'il suffira d'une occupation militaire pour atteindre ce but. Il n'a pas été d'ailleurs au pouvoir de l'Angleterre de procéder à une occupation militaire, et l'on trouvera dans la correspondance diplomatique que les autres puissances européennes ne se sont nullement montrées disposées, soit à encourager, soit à aider, soit à tolérer une occupation militaire de notre part.

Le gouvernement russe a déclaré dans des termes précis que le tsar y était opposé et qu'il lui répugnait fortement d'employer la force. Cette répugnance a été également forte de la part de toutes les autres puissances.

Je répudie l'idée que nous ayons abandonné les Arméniens, ou que notre action dans le concert européen n'ait été d'aucun avantage pour les chrétiens de l'empire turc, ou même que les puissances se soient opposées à l'intervention matérielle et aient en aucune façon abandonné l'espoir qu'une pression puisse améliorer le gouvernement de l'Asie Mineure.

Les puissances estiment que si l'on donne du temps au sultan, cette amélioration en résultera.

Si le Parlement croit que l'Angleterre peut établir l'autonomie en Arménie par la force armée, qu'il le fasse! mais si vous ne pouvez pas le faire, il faut vous abstenir de stimuler des passions qu'on ne peut plus maîtriser et d'alarmer des alliés du concours desquels de bons résultats peuvent être obtenus.

Le duc d'Argyll annonce qu'il appellera prochainement l'attention de la Chambre sur les engagements pris par l'Angleterre envers les sujets chrétiens de la Turquie.

L'adresse est adoptée et la séance est levée.

Chambre des Communes. — M. Goschen propose l'adoption de l'adresse.

Sir William Harcourt critique la politique du gouvernement qui est ensuite défendue par M. Balfour.

Le leader de la Chambre des Communes annonce qu'au cours de la discussion, M. Chamberlain fera connaître les intentions du gouvernement au sujet de la Chartered. La police de la compagnie sera placée sous la direction d'un officier impérial et l'enquête qui a été ordonnée sur la situation de la Chartered sera aussi complète que possible.

L'orateur défend la politique du cabinet concernant la question arménienne et exprime les opinions développées par lord Salisbury à la Chambre des lords sur le même sujet.

La discussion est ensuite continuée par M. Mac Kenna, sir Howard Vincent et

sir Charles Dilke. Ce dernier critique les traités conclus avec la France au sujet du Siam. La cause des petits sacrifices que l'Angleterre consent à la France est la question de l'occupation de l'Egypte. Cette occupation est non seulement incompatible avec les engagements pris, mais elle est encore une source de faiblesse militaire pour l'Angleterre.

M. Bryce attaque ensuite la politique du gouvernement sur la question d'Arménie.

L'Angleterre, dit l'orateur, n'a pas rempli ses engagements.

M. Goschen, premier lord de l'amirauté, répond que M. Bryce aurait dû spécifier quelle politique l'opposition aurait adoptée. La vérité est qu'il était impossible d'amener les puissances à prendre des mesures coercitives à l'égard du sultan et que l'Angleterre ne pouvait à elle seule forcer le gouvernement turc à introduire des réformes sans risquer de soulever la question d'Orient tout entière et d'amener une guerre européenne.

La discussion est ajournée.

Séance de la Chambre des Communes du 12 février.

M. Curzon, secrétaire parlementaire aux affaires étrangères, annonce que le capitaine Lothaire sera prochainement traduit devant la cour d'appel de Boma. Le soin sera laissé au procureur royal de caractériser l'accusation. Ce dernier se mettra en communication avec le vice-consul anglais, qui surveillera la procédure au nom du gouvernement anglais et en fera son rapport.

Il va sans dire que les documents impliquant la culpabilité ou l'innocence du prisonnier ne peuvent être communiqués qu'après le procès.

La Chambre reprend la discussion de l'adresse.

Sir William Harcourt appuie l'amendement de M. Dillon. La question du *Home Rule*, dit-il, n'est pas éteinte. L'opposition pense que le mécontentement du peuple irlandais ne cessera que lorsque le *self government* qu'il réclame lui sera accordé.

L'amendement Dillon est repoussé par 276 voix contre 160.

Répondant à une question de M. Bowles, M. Goschen, premier lord de l'amirauté, revient sur son discours de mardi à propos de la convention de Chypre et déclare qu'il a exprimé la conviction que, par suite de la non-exécution des réformes en Arménie, l'Angleterre se trouve libérée de tout engagement de défendre l'intégrité des possessions du sultan dans l'Asie-Mineure.

M. Labouchère propose un amendement. Il déclare qu'aucune enquête au sujet des événements de l'Afrique du Sud ne sera complète à moins qu'elle ne soit étendue aux actes financiers et politiques de la Chartered Company.

M. Labouchère dit qu'il ne veut pas pousser la question jusqu'à demander un vote sur son amendement ; mais il désire soulever une discussion en vue d'une action décisive de M. Chamberlain.

La frontière du Transvaal ayant été franchie par les troupes de la Chartered Company, il y a au moins une forte présomption pour que M. Cecil Rhodes ait quelque responsabilité dans cet événement. Donc la Chartered Company aurait dû suspendre M. Rhodes de ses fonctions de directeur de la compagnie pendant l'enquête. Tous les procédés de la Chartered Company ont eu un caractère d'agitation ; on a cherché à augmenter la valeur des actions.

M. Arnold Forster parle dans le même sens.

M. Chamberlain pense que lord Rosebery a été trop loin dans ses éloges, mais il ne regrette pas cet excès qui prouve que dès qu'un ministre est appelé à agir au nom du pays, ce ministre peut être assuré de l'appui de toutes les classes et de tous les partis.

On savait que l'agitation de Johannesburg pouvait amener des troubles, mais personne ne pensait que Jameson projetait une invasion. L'Angleterre ne pouvait donc pas intervenir, puisqu'elle s'est interdit le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures du Transvaal.

L'orateur avait raison de croire que M. Cecil Rhodes, la Chartered, le comité des réformes de Johannesburg, sir H. Robinson et même le président Krüger ignoraient absolument le projet de Jameson.

Le gouvernement allemand, avec ou sans le consentement du Portugal, s'était proposé de débarquer des troupes à Delagoa-Bay et de les diriger sur le Transvaal. Mais, s'il est légitime de la part de l'Allemagne de prendre des mesures pour éviter des troubles, les autres puissances ne sauraient être blâmées d'agir de même.

Il faut donc suspendre le jugement final jusqu'à ce que les faits soient mieux connus. Les tribunaux anglais jugeront Jameson. Ses prétdus complices sont déjà devant les juges de Prétoria. Quant à la Chartered, une enquête faite par un comité judiciaire fera connaître si elle peut continuer à administrer ses territoires.

L'amendement Labouchère n'était donc pas nécessaire.

M. Chamberlain déclare ensuite que sa dernière dépêche au président Krüger n'a pas été influencée par la présence de M. Cecil Rhodes. L'orateur n'a été pour rien dans le départ précipité de ce dernier.

L'Angleterre peut garder le Transvaal contre les attaques du dehors, mais elle ne peut remédier à la faiblesse intérieure du gouvernement de la république Sud-Africaine.

Avant d'inviter M. Krüger à venir en Angleterre, M. Chamberlain avait été informé que l'invitation serait acceptée avec plaisir. Si M. Krüger vient à Londres, il sera reçu avec tout le respect dû à sa position.

Les négociations directes aplaniront toutes les difficultés.

Le président Krüger, ajoute l'orateur, s'est plaint de ma dernière dépêche et a déclaré qu'il ne tolérerait aucune intervention dans les affaires du Transvaal.

Je regrette cette communication, qui, je crois, est due à un malentendu.

Dans tous les cas, je me suis adressé à M. Krüger comme à un ami, et je suis persuadé que tous les amis du Transvaal désirent que satisfaction soit donnée aux griefs de la majorité de la population.

Nous continuerons donc à employer toute notre influence en faveur des Uitlanders, et je n'hésite pas à dire que lôt ou tard justice leur sera faite.

Le discours de M. Chamberlain a été chaleureusement applaudi.

Séance du 13 février.

Sir William Harcourt a prononcé un grand discours dont voici le résumé :

L'ex-chancelier de l'Echiquier déclare qu'il n'aurait pas pris part à la discussion, si des faits importants ne s'étaient produits depuis vingt-quatre heures. En effet, les déclarations du baron Marschall au Reichstag se sont trouvées en contradiction flagrante avec celles du marquis de Salisbury au banquet des non-conformistes : ce dernier, dans ses considérations si inopportunnes et si insensées sur la crise transvaalienne, accusait le président Krüger d'avoir invoqué la protection de l'étranger et tirait de ce fait un argument contre le home rule. Or, le secrétaire d'Etat à l'office impérial allemand des affaires étrangères affirme que l'Allemagne n'a reçu aucun appel du Transvaal et qu'elle a agi en toute cette affaire suivant sa propre initiative. Qu'est-ce donc qui peut justifier les accusations du premier ministre anglais contre M. Krüger ? Et sur quoi est foudée la dépêche de l'agent britannique à Prétoria annonçant que le gouvernement boer invita la France et l'Allemagne à intervenir en sa faveur, lorsqu'il croyait que l'Angleterre lui déclarerait la guerre ? Si la déclaration de lord Salisbury, qui n'a fait qu'envenimer les choses en ce qui concerne le Transvaal, est sans aucun fondement, alors cet homme d'Etat ne peut plus être considéré comme un ami de la paix, car il aura encore contribué à entretenir de mauvais sentiments entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Sir William, rappelant le précédent de l'enquête sur la compagnie des Indes orientales, demande ensuite que celle sur la Compagnie du Sud africain soit faite de même par le Parlement et non pas dans une commission royale, c'est-à-dire extraparlementaire. Puis il termine par des considérations sur le message de M. Chamberlain contenant les propositions de l'Angleterre en faveur des uitlanders, et, tout en rendant justice à la conduite du ministre des colonies, il exprime le regret que ces propositions n'aient pas été faites d'une manière plus acceptable.

Le premier lord de la trésorerie et leader de la Chambre des Communes, M. Arthur Balfour, prend alors la parole pour répondre au leader libéral. Il développe les arguments suivants pour la défense de la politique du marquis de Salisbury, son oncle :

Les termes de la dépêche de sir Jacobus de Wet, notre agent à Prétoria, relativement à un appel que M. Krüger aurait adressé à l'Allemagne et à la France, sont, dit M. Balfour (après avoir donné lecture de ce document), aussi nets et aussi précis que possible. D'autre part, il est notoire que le gouvernement allemand se proposait de faire débarquer des marins dans la baie de Delagoa. Par conséquent, la déclaration de lord Salisbury au banquet des non-conformistes se trouvait justifiée par un enchaînement de preuves.

Le président Krüger a protesté contre la comparaison faite entre le Transvaal et l'Irlande par lord Salisbury pendant ce même banquet. Il n'est guère nécessaire de dire que lord Salisbury n'a pas contesté que le traité de 1884 accordât au Transvaal une indépendance complète relativement à ses affaires intérieures.

Toutefois, il faut noter, même en ce qui concerne les affaires intérieures, que le traité donne à l'Angleterre certains droits. Il ne serait donc pas tout à fait exact de dire que le Transvaal est un Etat complètement indépendant.

Mais lord Salisbury n'a certainement pas désiré suggérer qu'il ait eu le désir ou l'intention de détruire en quoi que ce fût l'arrangement de 1884, ou d'intervenir dans le gouvernement du Transvaal, ou de laisser entendre que le Transvaal eût à craindre quelque chose à cet égard de la part de l'Angleterre.

Le gouvernement n'a encore pris aucune décision définitive en ce qui concerne une enquête sur les actes de la Chartered company et il n'en prendra aucune avant le procès du docteur Jameson, en Angleterre, et celui des meurtriers des uitlanders, à Prétoria.

L'orateur fait remarquer à sir William Harcourt que non seulement les Anglais résidant au Transvaal, mais aussi la population anglaise et néerlandaise des autres parties de l'Afrique du Sud ont approuvé les efforts de M. Chamberlain tendant à faire intervenir le gouvernement impérial dans les affaires du Transvaal. Le projet proposé par M. Chamberlain, projet que celui-ci est prêt à modifier, n'est, selon l'orateur, que le projet ou l'esquisse du projet qui doit être adopté si les Boers veulent voir leur gouvernement subsister pendant une période de temps indéfinie. Un moment viendra où, si la population anglaise du Transvaal continue à s'accroître dans les mêmes proportions qu'aujourd'hui, les Boers ne pourront plus conserver longtemps l'administration exclusive du pays telle qu'ils l'exercent actuellement.

L'orateur espère que M. Krüger acceptera l'invitation de venir en Angleterre et qu'on trouvera le moyen de résoudre ce problème difficile d'une manière satisfaisante pour les Boers, pour les Anglais résidant dans le Transvaal et pour la population anglaise de l'Afrique du Sud.

Après ces explications, M. Labouchère a retiré son amendement, qui n'était qu'un moyen de provoquer un débat politique, mais sur lequel il n'avait jamais eu l'intention de faire procéder à un vote de division.

Séance du 17 février.

M. Curzon, secrétaire parlementaire pour les affaires étrangères, répondant à diverses questions, dit :

L'occupation des provinces d'Arménie par une puissance européenne, sans le consentement du sultan, serait une violation des traités de Paris et de Berlin. Quant à la question de savoir si la Russie a été informée que, dans le cas où elle se mettrait en mesure d'occuper des provinces arméniennes, l'Angleterre ne fonderait aucune objection soit sur la convention de Chypre, soit sur d'autres traités, les puissances signataires de ces traités n'ont adressé à la Russie aucune information de ce genre.

La déclaration faite par le prince de Lobanoff, que la Russie n'était pas disposée à assumer la responsabilité du maintien de l'ordre dans les possessions du sultan, a été faite spontanément. Cette même déclaration, rapportée par l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, sir C. Lascelles, le 8 août 1893, a été faite en réponse à une question de la part de lord Salisbury.

Le gouvernement anglais n'a pas connaissance qu'une invitation, soit officielle, soit officieuse, à occuper les provinces de la Turquie d'Asie où les massacres ont eu lieu, ait été adressée à la Russie par le sultan ou par toute autre puissance européenne.

Séance du 20 février.

M. Balfour, premier lord de la trésorerie, répondant à une question, déclare qu'il est inexact que le gouvernement anglais ait refusé de coopérer avec l'Allemagne pour l'établissement d'une convention monétaire internationale et de rouvrir les hôtels des monnaies des Indes. L'Allemagne n'a pas fait de demande auprès de l'Angleterre au sujet d'une convention monétaire, et le gouvernement anglais serait disposé à étudier, d'accord avec le gouvernement des Indes, la réouverture des hôtels des monnaies des Indes, si cette mesure pouvait être entreprise dans un projet satisfaisant aux réformes monétaires.

M. Curzon, secrétaire parlementaire pour les affaires étrangères, déclare que le gouvernement anglais n'a reçu aucune nouvelle information au sujet de la présence des troupes russes en Corée. Le gouvernement anglais considère que l'engagement, pris par le gouvernement russe en 1886 de ne pas occuper de territoire coréen dans quelque circonstance que ce fut, est encore en vigueur.

Séance du 21 février.

M. Curzon, répondant à une question, dit que le gouvernement anglais s'est entendu récemment avec la France pour renouveler, pendant la saison prochaine, le *modus vivendi* de 1890 relatif aux pêcheries de homards sur la côte française de Terre-Neuve. Il n'y a en ce moment aucune négociation en cours relativement à la question générale des droits de la pêche française.

En réponse à une question, M. Chamberlain, ministre des colonies, explique qu'à la suite de l'arrangement pris avec la Chartered Company, celle-ci avait été chargée de l'administration de la police de la frontière du Bechuanaland et qu'elle pouvait enrôler des hommes et acheter les effets d'équipement, d'armement, etc., qui étaient en surplus dans le corps de police indigène.

C'est dans ces conditions que le docteur Jameson a pu acheter pour la compagnie deux canons de montagne et deux mitrailleuses Maxim. Ces pièces d'artillerie prises par les Boers n'appartenaient donc plus au gouvernement britannique.

Séance du 28 février.

M. Curzon dit que, le 8 novembre, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres a demandé si l'Angleterre serait disposée à discuter la question du bimétallisme dans une conférence, au cas où le gouvernement allemand se déciderait à porter cette question devant une conférence. La réponse de lord Salisbury a été qu'avant d'émettre une opinion décisive, il devait consulter ses collègues, mais que, quant à lui, il ne désirait pas proscrire l'idée d'une conférence si l'on

pouvait donner de bons arguments en sa faveur. L'ambassadeur d'Allemagne a demandé plus tard, au cours d'une conversation, si le gouvernement des Indes se proposait de rouvrir les hôtels des monnaies, car le gouvernement allemand considérait cette réouverture comme la condition nécessaire d'un arrangement international. L'ambassadeur d'Allemagne fut informé, le 6 décembre, que ni le gouvernement des Indes ni le secrétaire d'Etat pour les Indes ne pensaient à la réouverture des hôtels des monnaies. Sur cette réponse, la question ne fut pas poussée plus loin.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des deux Mondes.

1^{er} mars. — *Une Correspondance inédite de Prosper Mérimée.* (Lettres fort intéressantes commençant en octobre 1854) — *Le mécanisme de la vie moderne : les grandes Compagnies de navigation*, par le vicomte G. d'Avenel. — *L'œuvre historique de Fustel de Coulanges*, par P. Guiraud. — *La question de l'annexion de Nice en 1860*, par Giacometti. (L'auteur dit que cette question de Nice et de la Savoie a été l'un des griefs qui ont le plus passionné les Italiens contre la France. C'est pourquoi, avant d'aborder l'examen des faits qui en ont déterminé la solution, il a cru nécessaire d'en exposer l'indiscutabile caractère de moralité et de justice.) — *Le docteur Samuel Johnson et les femmes*, par G. Valbert (d'après une publication récente). — *Le caractère et l'œuvre de Nicolas Gogol*, par T. de Wyzewa.

15. — *Une Correspondance inédite de Mérimée* (suite). — *Le mouvement idéaliste en France*, par Alfred Fouillié. — *Le régime directorial*, par George Duruy (notamment d'après les mémoires de Barras). — *Les Italiens dans l'Erythrée*, par Rouire. (Historique de l'établissement de l'Italie. Conclusion : Ce qui est certain, c'est que, quel que soit le sort que l'avenir réserve à la colonisation de l'Erythrée, ce pays absorbera une partie non négligeable des ressources nationales, et dès aujourd'hui il est à prévoir que le peuple italien, si désireux qu'il soit de faire grand, trouvera dans l'immense région que baignent la Mer Rouge et l'Océan Indien un élément suffisant à son activité coloniale.) — *La Cour d'assises de la Seine : le président des assises, le duel oratoire*, par J. Cruppi. — *L'histoire diplomatique et les livres de M. le duc de Broglie*, par René Doumic.

La Revue de Paris.

1^{er} mars. — *Le partage de l'Afrique*, par G. Hanotaux (article préliminaire). — *Le trésor de guerre*, par René Stourm (nécessité de nous préoccuper de ce trésor de guerre). — *Babeuf et Barras*, par Paul Robiquet (d'après des documents inédits).

15. — *Les préliminaires du 18 brumaire* (extrait des mémoires de Barras). — *Barras et le 18 brumaire*, par George Duruy. — *La puissance navale de l'Angleterre*. (La conclusion de cet article anonyme est que, dans l'organisme militaire de l'Angleterre, l'équilibre est rompu entre le matériel et le personnel, au détriment du personnel. Très puissante et très belle flotte, très nombreuse surtout, mais précisément trop nombreuse, puisqu'on ne peut l'armer tout entière.) — *Le commerce et l'impôt sur le revenu*, par Max Leclerc.

Le Correspondant.

10 mars. — *Etudes d'histoire contemporaine. Napoléon III et les annexions italiennes en 1859 et 1860*, par Pierre de la Gorce (commencement d'un travail très détaillé et très documenté, peu favorable au gouvernement piémontais). — *La question des femmes en Allemagne*, par Marie André. —

De Pie VII à Léon XIII, par E. Julien. (Conclusion : Ce serait un grand siècle dans les annales religieuses de l'humanité que le siècle qui, à son aurore, aurait vu Pie VII dompter le génie de la Révolution dans la personne de Bonaparte, et, à son déclin, Léon XIII sacrer la souveraineté de l'avenir, la démocratie baptisée dans l'esprit de l'Évangile) — *A travers l'Autriche-Hongrie : le conflit des nationalités, le dualisme, Herzégovine et Bosnie*, par le baron Jehan de Witte. — *La fin d'une alliance franco-russe (1811-1812)*, par de Lanzac de Laborie (à propos du dernier volume d'Albert Vandal). — *L'institution du « Bien de Famille » considérée sous le rapport agricole*, par le baron de la Bouillerie.

23. — *Etudes d'histoire contemporaine : Napoléon III et l'unification italienne*, par Pierre de la Gorce (depuis la publication de la fameuse brochure : *Le Pape et le Congrès*, jusqu'au plébiscite en Savoie). — *Les idées de Rivarol*, par Th. Froment (à propos du livre récent de M. Le Breton). — *A travers l'Autriche-Hongrie : chez les Croates, Agram et Djakovo, Mgr Strossmayer*, par le baron de Witte. — *Mémoires inédits de J. de Norvins : la vie de château à la fin de l'ancien régime, la société parisienne pendant l'hiver de 1788 à 1789* (extraits curieux des mémoires du célèbre historien de Napoléon). — *Les accidents du travail et l'assurance obligatoire*, par Hubert-Valleroux.

Revue politique et littéraire.

7 mars. — *Le Socialisme du XVIII^e siècle et la Révolution*, par A. Espinas (leçon d'ouverture). — *La jeunesse de Gœthe*, par Paul Besson (d'après sa correspondance). — *La prise du fort de Ham*, par le colonel Patry (épisodes de la guerre allemande se plaçant au milieu de décembre 1870). — *Le séjour de Bonaparte à Châtillon en mai 1795* (extrait curieux des mémoires de Mme de Chastenay).

14. — *La vie d'officier en Italie* (situation de fait et projet de réformes). — *D'Assab à Adoua, les Italiens en Afrique*, par Frédéric Amouretti. — *Les Saint-Simoniens colonisateurs*, par G. Weill.

21. — *Népomucène Lemercier*, par G. Larroumet (conférence). — *Après Adoua. Avant Dongola*, par Ch. Giraudeau. — *L'évolution sociale d'après Benjamin Kidd*, par Em. Faguet.

28. — *M. Paul Bourget*, par P. Monceaux. — *Napoléon et la Comédie française en Italie*, par J. Claretie. — *Lettres de Maria Edgeworth* (récit de visites à Mad. d'Houdetot et à Mad. de Genlis en 1803, une soirée chez Cuvier en 1820).

Revue politique et parlementaire.

Mars. — *La tyrannie des Chambres*, par V. Miceli, professeur à l'université de Pérouse. — *La crise constitutionnelle*, par Ferd. Dreyfus. — *L'assurance ouvrière en Allemagne et les récents projets relatifs à sa transformation*, par Maurice Block. — *La Cour des comptes et le contrôle parlementaire en Italie*, par Lampertico, sénateur italien. — *La limitation de l'Etat*, par M. Hauriou. — *Le régime parlementaire en Angleterre et en France*, par Arm. Ephraim. — *Les événements d'Erythrée : Conditions de la lutte engagée entre les Italiens et Ménélik*, par le Dr Rouire. — *L'idée de l'Etat en France depuis la Révolution*, par J. Capperon (d'après l'ouvrage de M. Henry Michel). — *La vie politique et parlementaire à l'étranger : Chili et Serbie*. — *La vie politique et parlementaire en France*.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1886	
Avril 1 ^{er} <i>France</i> . M. de Freycinet à M. Le Myre de Vilers, résident général à Madagascar	15
1890	
Août 5 <i>France</i> . — <i>Grande-Bretagne</i> . Déclarations relatives à Madagascar et à Zanzibar	17
Novembre . 17 <i>Allemagne</i> . — <i>France</i> . Déclarations relatives à Madagascar et à Zanzibar	19
1891	
Juin. . . . 1 ^{er} <i>France</i> . M. Bompard, résident général à Tananarive, à M. Ribot (question de l'exe ^{qua} tur).	20
Juillet. . . . 11 M. Ribot à M. Bompard	21
Août. . . . 28 Télégramme de M. Ribot à M. Bompard	22
Septembre . 18 M. Bompard à M. Ribot	23
— 30 M. Ribot à M. Bompard	24
Octobre . . 11 M. Ribot à M. Lacoste, délégué à la Résidence générale à Tananarive	25
Novembre . 2 — — — —	—
1893	
Juin. . . . 30 <i>France</i> . M. Larrouy, résident général à Tananarive, à M. Develle (importation d'armes)	28
Août. . . . 11 M. Develle à M. Larrouy	29
Novembre . 3 M. Larrouy à M. Develle	31
1894	
Janvier. . . 26 <i>France</i> . M. Casimir-Perier, ministre des affaires étrangères, à M. Larrouy (résolution de la Chambre relativement à Madagascar)	33
Février. . . . 7 M. Larrouy à M. Casimir-Perier	33
— 20 — — — —	—
Juin. . . . 25 M. Larrouy à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères	35
— 30 (Tension des rapports avec les Hovas)	37
Juillet. . . . 27 M. Larrouy à M. Hanotaux	40
Août 1 ^{er} M. Hanotaux à M. Larrouy	40
— 6 M. Larrouy à M. Hanotaux (mesures en vue d'une rupture)	40
Septembre . 9 M. Hanotaux à M. Larrouy	42
— 12 M. Hanotaux à M. Le Myre de Vilers (mission à Madagascar)	43
Octobre. . . 9 <i>Pays-Bas</i> — <i>Roumanie</i> . Convention d'extradition	132
— 19 <i>Chili</i> — <i>France</i> . Convention d'arbitrage	5
— 20 <i>France</i> . M. Le Myre de Vilers à M. Hanotaux	141

Octobre	22	<i>France — Madagascar.</i> Protocole d'une Conférence.	142
—	26	<i>France.</i> M. Le Myre de Vilers à M. Hanotaux (rupture avec les Hovas).	145
Novembre	3	(Mesures prises pour l'évacuation).	147
Décembre	8	M. Hanotaux à M. Le Myre de Vilers (vote des crédits).	151
—	13	M. Le Myre de Vilers à M. Hanotaux (occupation de Tamatave).	152
1893			
Mars.	11	<i>France — Roumanie.</i> Arrangement pour la répression des fausses indications des provenances des marchandises.	11
—	28	<i>France.</i> Instructions à M. Ranchot (affaires de Madagascar).	157
—	29	Instructions au général Duchesne, commandant du corps expéditionnaire de Madagascar.	152
Avril.	6	Instructions à M. Ranchot sur le projet d'arrangement à soumettre aux Hovas.	160
Mai	12	<i>France — Perse.</i> Convention pour le privilège des fouilles à exécuter.	13
Juillet.	16	<i>Allemagne — Autriche, etc.</i> Arrangement additionnel pour les transports par chemins de fer.	237
—	—	Procès-verbal de signature.	275
—	20	<i>Etats-Unis.</i> M. Olney à M. Bayard, ambassadeur à Londres (question de délimitation du Vénézuéla).	169
Septembre	18	<i>France.</i> M. Hanotaux au général Duchesne (modifications à apporter au projet d'arrangement malgache).	163
—	21	<i>Allemagne — Suisse.</i> Convention relative à la commune badoise de Büsingen.	137
Octobre	7	<i>France.</i> M. Ranchot à M. Hanotaux (situation à Madagascar).	164
—	15	(Notes sur la situation).	164
—	17	Règlement de procédure pour le Tribunal arbitral franco-chilien.	8
Novembre	21	<i>Brésil.</i> Décret relatif aux successions des citoyens suisses.	191
—	26	<i>Grande-Bretagne.</i> Le marquis de Salisbury à Sir J. Pauncelote, ambassadeur à Washington (doctrine de Monroe).	277
—	—	Le marquis de Salisbury à Sir J. Pauncelote (la question de délimitation avec le Vénézuéla).	282
1896			
Janvier.	4	<i>France.</i> Règlement de police sanitaire maritime.	51
—	9	Décret prohibant l'exportation des armes de guerre.	193
—	15	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Déclaration relative aux affaires de Siam et du Haut-Mékong.	129

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.
